CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D’Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques n^{os} 31 à 33 p. 09-79

Questions au Gouvernement p. 80-99

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-05

Nouvelles lois .... p. 06-09

Séances .... p. 09-79

31e séance du jeudi 19 janvier 2023 p. 09-31

32e séance du mardi 7 février 2023 p. 31-59

33e séance du mercredi 8 février 2023 p. 59-79

Questions au Gouvernement .... p. 80-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
27/06/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe

L'Ukraine, invitée d'honneur de la CPPEE au Luxembourg

Le Vice-Président du Parlement ukrainien a pu faire un état des lieux de la situation actuelle en Ukraine.

Les défis liés à un tourisme durable, à la cybersécurité et aux menaces pour les institutions démocratiques étaient au cœur des discussions de la 16e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe, qui s'est tenue les 19 et 20 juin 2023 à la Chambre des Députés. L'invité d'honneur, le Vice-Président du Parlement ukrainien, a également participé aux débats.

Les Présidents de Parlement des neuf petits États d'Europe, respectivement leurs représentants, se sont engagés à « épuiser tous les moyens parlementaires afin de contribuer à la résolution pacifique de l'invasion militaire russe à grande échelle de l'Ukraine » dans la déclaration finale de la conférence. Au cours des échanges avec le Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Korniyenko, les représentants des différents Parlements ont réaffirmé leur solidarité et leur soutien à l'Ukraine ainsi que leur détermination à « sceller l'ancrage de l'Ukraine dans l'Europe démocratique ». Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, s'est également adressé aux participants de la conférence par message vidéo. « La diplomatie parlementaire est d'une importance cruciale dans les temps qui courent, où nos institutions démocratiques sont en péril », a affirmé le Président de la Chambre et hôte de la conférence, M. Fernand Etgen.

Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, s'est adressé à ses homologues par message vidéo.

De nouvelles menaces pour les institutions démocratiques

La guerre en Ukraine leur a servi d'exemple dans leurs discussions concernant les nouvelles menaces pour les valeurs et les institutions démocratiques, un des trois grands sujets de cette conférence. Les parlementaires ont souligné l'importance d'agir en accord avec les valeurs démocratiques et de défendre la transparence et le respect de l'État de droit afin de maintenir la confiance des citoyens, tout en veillant à donner l'occasion aux jeunes d'exprimer leur opinion au sein des Parlements des jeunes. Ils comptent également œuvrer contre les messages toxiques dans les médias sociaux, surtout contre les femmes et les hommes politiques qui découragent bon nombre de personnes à s'engager en politique, ainsi que contre la désinformation.

La Conférence a réuni au Luxembourg les Présidents de Parlement, respectivement leurs représentants, des neuf petits États d'Europe.

Comment développer davantage le tourisme durable ?

Quelles pistes sont à envisager pour que les touristes profitent d'un tourisme durable ? L'Ecolabel européen est-il suffisant ? Quel genre de touristes vise-t-on à attirer dans les neuf petits États d'Europe ? Ces questions ont été abordées lors d'une session sur la durabilité du tourisme. Les représentants des agences de tourisme des pays participants et les parlementaires ont pu échanger leurs points de vue sur les particularités de leurs pays liées au tourisme. Une des problématiques relevées concerne le transit et les alternatives à l'avion, tout en sachant que certains pays participants sont tributaires de ce mode de transport de par leur situation géographique en tant qu'île. Les intervenants de la session étaient d'accord sur le fait que la taille – et de ce fait les courtes distances – de leurs pays leur procure un avantage, puisqu'ils sont plus agiles et flexibles pour s'adapter face aux défis actuels et futurs.

Coopérer et collaborer davantage pour garantir la sécurité des données et des activités informatiques – tel est un troisième objectif commun des neuf pays suite aux échanges autour de la cybersécurité. Les parlementaires étaient d'accord sur le fait qu'il convient de partager les expériences et bonnes pratiques dans ce domaine.

Des stands devant la Chambre pour s'informer sur les petits États d'Europe

Des stands d'information sur les petits États d'Europe ont accueilli le public devant la Chambre des Députés pendant toute la conférence - l'occasion de s'informer sur les neuf pays et notamment leur offre touristique. S.A.R. le Grand-Duc Henri a également visité les stands après avoir reçu les représentants des pays participants dans le cadre d'une entrevue au Palais grand-ducal.

Un forum d'échange pour les représentants des Parlements des neuf petits États d'Europe

Suite à une initiative lancée par la Principauté de Monaco en 2006, les Présidents de Parlement des Petits États d'Europe (Andorre, Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro et Saint-Marin) se retrouvent annuellement dans le cadre d'une conférence qui est organisée à tour de rôle dans un des neuf pays participants. L'objectif est de discuter des défis spécifiques auxquels les institutions des petits pays sont confrontées et d'échanger des bonnes pratiques. En 2024, la 17e rencontre aura lieu à Malte.

Des stands d'information consacrés aux petits États d'Europe ont informé le public de leur offre touristique.

S.A.R. le Grand-Duc a visité les stands suite à une entrevue au Palais grand-ducal avec les parlementaires.

Visite de la Présidente de la République du Kosovo

Échange de vues sur la situation politique au Kosovo et le conflit territorial avec la Serbie

La Présidente de la République du Kosovo, Mme Vjosa Osmani-Sadriu, a été reçue par le Président de la Chambre des Députés à l'occasion d'une visite de travail.

La Présidente de la République du Kosovo, Mme Vjosa Osmani-Sadriu, était en visite au Parlement luxembourgeois le 15 juin 2023. Lors d'un échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le conflit territorial du Kosovo avec son pays voisin, la Serbie, était une des thématiques abordées.

« La République du Kosovo est un allié clé pour un avenir européen paisible et sûr », a souligné le Président de la Chambre lors de l'entrevue, plaidant pour une normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie. Cette normalisation serait également fondamentale pour le processus d'adhésion à l'Union européenne de ce petit État des Balkans. En décembre dernier, le Kosovo a officiellement déposé sa demande d'adhésion auprès de la Commission européenne. Cinq pays européens ne reconnaissent cependant pas l'indépendance du Kosovo, alors que le Luxembourg, quant à lui, a été parmi les premiers à le faire en 2008.

Les incidents ayant eu lieu fin mai et début juin 2023 au nord du pays, à la suite des élections communales, ont par ailleurs été abordés au cours de l'échange. La Présidente du Kosovo a donné des précisions sur la situation politique actuelle dans son pays ainsi que sur les affrontements qui ont causé des blessés du côté des troupes de la mission KFOR de l'ONU. Selon Mme Osmani-Sadriu, le Kosovo entame des mesures de désescalade et serait prêt à organiser de nouvelles élections communales, telles qu'exigées par le Président français Emmanuel Macron et le Chancelier allemand Olaf Scholz. Elle a néanmoins souligné que des garanties sont nécessaires pour l'organisation de nouvelles élections afin d'éviter que des affrontements « orchestrés » aient lieu à nouveau.

Une autre question abordée lors de la visite de la Présidente kosovare était celle de l'impact de la guerre en Ukraine sur le Kosovo. Mme Osmani-Sadriu a expliqué que bien que son pays résiste à l'influence russe, tel ne serait pas le cas pour son pays voisin serbe.

Visite du Commissaire général de l'UNRWA

Crise financière auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ne peut plus compter sur un soutien financier aussi stable de la part des États membres des Nations Unies comme il y a encore dix ans. C'est ce qu'a affirmé le Commissaire général de l'UNRWA, M. Philippe Lazzarini, face aux députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile le 16 juin 2023 dans le cadre d'une visite de travail à la Chambre des Députés.

Le Commissaire a fait état d'un mélange d'indifférence et de dépriorisation de cette partie du monde par rapport à d'autres crises. Pour illustrer son propos, M. Lazzarini a cité l'exemple des États-Unis qui, en 2018 lors de la présidence de Donald Trump, avaient décidé de retirer leur soutien à l'UNRWA. Ainsi, selon lui, l'UNRWA vit depuis quatre ans sur une trésorerie négative, alors que l'agence occupe 30.000 salariés, principalement des enseignants et des personnels médicaux.

M. Lazzarini a également mis en garde contre les répercussions politiques qu'entrainerait une incapacité de l'UNRWA à remplir ses missions : celle-ci serait considérée comme un désengagement de la communauté internationale.

La situation sur le terrain

Le Commissaire a dressé un bilan des terrains sur lesquels l'UNRWA est active, notamment au Liban, en Syrie, en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. Il a décrit une situation particulièrement désespérée au Liban. Les graves crises que le pays traverse affectent directement les réfugiés, dont la place dans la société était déjà précaire. Les jeunes y seraient « prêts à prendre tous les risques pour partir », a-t-il souligné.

Le Commissaire a également évoqué le triste record de personnes tuées et blessées dans des affrontements entre Palestiniens et Israéliens l'année dernière, puisque le nombre de victimes a été le plus élevé depuis la seconde Intifada en 2005.

Les députés ont voulu connaître l'appréciation du Commissaire concernant l'évolution de la situation politique. M. Lazzarini a déploré qu'à son sens, on n'ait jamais été aussi loin d'une solution politique et qu'aucun parti en Israël, qui a connu cinq élections en deux ans, n'ait considéré selon lui la solution à deux États. Il a également affirmé dans son analyse que la jeune génération palestinienne serait plus attachée à la question des droits (égalité, éducation, famille) qu'à celle d'une solution à deux États.

Le Commissaire a souhaité que le Luxembourg s'investisse davantage dans la discussion sur l'avenir de la UNRWA. Il a également assuré aux députés luxembourgeois qu'ils étaient à tout moment les bienvenus pour venir observer des opérations de l'UNRWA sur le terrain.

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes se sont entretenus avec le Commissaire général de l'UNRWA, M. Philippe Lazzarini (3e à gauche).

Présentation du rapport d'Amnesty International sur l'apartheid automatisé

« Attirer l'attention sur la violation des droits humains est primordial »

Les représentants d'Amnesty International Luxembourg ont remis le rapport intitulé « Apartheid automatisé » au Président de la Chambre.

Le rôle du Luxembourg, un des rares pays à thématiser la violation des droits humains dans tous les forums internationaux, était au cœur d'une rencontre entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et des représentants de l'ONG Amnesty International Luxembourg le 5 juin 2023.

« Attirer l'attention du grand public sur la violation des droits humains qui existe partout dans le monde est primordial. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés a accueilli les responsables d'Amnesty International Luxembourg à la Chambre des Députés. La rencontre du Président du Parlement luxembourgeois et des représentants de l'ONG de défense des droits humains était organisée à l'occasion de la remise d'un rapport intitulé « Apartheid automatisé ».

Par ce rapport, Amnesty International complète un premier rapport juridique sur la situation des Palestiniens, qui a été présenté au Président de la Chambre l'an passé. Le nouveau rapport documente le recours de l'État d'Israël à la reconnaissance faciale « en tant qu'outil d'un système d'oppression » et « en contradiction avec les droits fondamentaux », selon Amnesty International. L'objectif de l'ONG est de sensibiliser le public quant aux régimes pratiquant des systèmes d'apartheid dans le monde entier et de rétablir la Commission contre l'apartheid au sein de l'Organisation des Nations Unies. Une meilleure réglementation du recours des États à l'intelligence artificielle, dont fait partie la reconnaissance faciale, figure également parmi les objectifs d'Amnesty International.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire et a rappelé l'engagement soutenu du Parlement et des députés luxembourgeois au sein des forums nationaux et internationaux contre la violation des droits humains.

Par ailleurs, M. Etgen a tenu à attirer l'attention de ses interlocuteurs sur la situation dans d'autres États qui violent les droits civiques et politiques. Il s'est renseigné sur la marge de manœuvre des défenseurs des droits humains pour mener leur travail à bien dans des pays comme le Bélarus, la Russie, la Turquie, mais également dans des pays membres de l'Union européenne en ce qui concerne par exemple la gestion des flux migratoires.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire ainsi qu'à des collaborateurs de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) :

Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Françoise Gillen-Brincour, attaché OKaJu (4e à gauche), M. Serge Thill, conseiller OKaJu

Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Pia Bisenius, inspecteur (2e à gauche), Mme Carole Closener, conseiller (6e à gauche), M. Damien Ghielmini, conseiller (7e à gauche), Mme Caroline Guezennec, conseiller (7e à droite), M. Alain Heiser, chargé de gestion (1er à gauche), Mme Sylvie Sorbelli-Mehlinger, inspecteur, Mme Rachel Moris, conseiller (8e à gauche)

Médaille en vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne : Mme Armanda Dos Santos Lima Alves, agent de salle (2e à droite), M. Carlos Diogo, artisan (3e à droite), Mme Paula Lopes Duarte, agent de salle (4e à droite), Mme Clarinda Pimenta Costa, agent de salle (1re à droite)

Commandeur de l'Ordre de Mérite : M. Frank Colabianchi, député (3e à gauche), M. Gilles Roth, député (5e à gauche)

Officier de l'Ordre de Mérite : M. Alain Oestreicher, conseiller (6e à droite)

Chevalier de l'Ordre de Mérite : M. Claude Barthel, huissier dirigeant, M. Tom Ewen, inspecteur (8e à droite)

Fouille des personnes physiques

7259 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi n° 7259 vise à organiser un régime légal de fouille des personnes physiques.

Le dispositif législatif actuellement en vigueur en matière de fouille de personnes est insuffisant et ne reflète pas les réalités pratiques. Le seul texte légal qui traite ponctuellement de la fouille de personnes en dehors des institutions pénitentiaires est l'actuel paragraphe 7 de l'article 39 du Code de procédure pénale, qui cependant ne vise que les personnes retenues dans le cadre d'un flagrant crime ou délit. Ce texte énonce qu'il peut être procédé à la fouille corporelle de la personne retenue qui « est suspectée de dissimuler des objets utiles à la manifestation de la vérité ou des objets dangereux pour elle-même ou pour autrui », opération à réaliser obligatoirement par une personne du même sexe que la personne fouillée. Cette législation est manifestement insuffisante alors que bon nombre de cas ne sont pas couverts par les dispositions précitées.

Au regard du caractère particulièrement délicat de la fouille de personnes et le risque d'humiliation qui découle de la nature même de cette mesure, les auteurs ont veillé à entourer le passage d'un niveau de fouille au prochain de conditions strictes, tel que suggéré par le Conseil d'État dans ses avis.

Selon le projet de loi n° 7259, le Code de procédure pénale définira au 1er paragraphe de l'article 48-11bis le régime de la fouille de personnes. Le 2e paragraphe énoncera les différents types de fouilles, à savoir la fouille simple, la fouille intégrale et la fouille intime.

La fouille simple est réalisée au moyen d'une palpation du corps ou à l'aide de moyens de détection électronique, sans que la personne fouillée n'ait à se dévêtir partiellement ou intégralement. La fouille simple inclut le contrôle des effets personnels de la personne fouillée.

Concernant le mode de réalisation de la fouille simple, celle-ci peut, le cas échéant, être effectuée, ou bien par un officier de police judiciaire du même sexe que la personne fouillée, ou bien par un agent de police judiciaire du même sexe que la personne fouillée. Afin d'éviter des contraintes en pratique et de pouvoir agir rapidement, il convient de permettre, du moins pour la fouille simple et en cas d'impossibilité matérielle, l'exécution de la fouille par un officier de police judiciaire ou un agent de police judiciaire d'un autre sexe que la personne fouillée. L'impossibilité matérielle constitue l'exception et se limite aux seuls cas où une patrouille est composée de deux policiers d'un autre sexe que la personne concernée et qu'il n'y a pas de policier de même sexe disponible dans la région pour effectuer la fouille.

La fouille intégrale ne peut être exécutée que si la fouille simple ou l'utilisation de moyens de détection électronique sont insuffisantes. Le passage à la fouille intégrale est dès lors obligatoire pour pouvoir passer au stade de la fouille intime. Elle est réalisée par un agent du même sexe que la personne fouillée.

La fouille intégrale comporte l'obligation pour la personne concernée de se dévêtir partiellement ou intégralement. La fouille intégrale consiste dans le contrôle visuel de la surface nue du corps, de l'intérieur de la bouche et des oreilles ainsi que des aisselles et de l'entre-jambes de la personne concernée.

La fouille intime consiste dans le contrôle des cavités ou ouvertures corporelles autres que celles visées par la fouille intégrale, la personne concernée étant dévêtue partiellement ou intégralement. Dans le respect des garanties liées aux droits individuels, la fouille intime doit être justifiée par des indices sérieux qui devront par après figurer dans le procès-verbal. Il faut donc des éléments concrets et objectifs qui permettent le passage de la fouille intégrale à la fouille intime. Par ailleurs, elle doit être autorisée par le procureur d'État voire ordonnée par le juge d'instruction.

Elle est réalisée par un médecin et s'effectue souvent au moyen d'un examen radiologique.

Les modifications du Code de procédure pénale énoncent également les hypothèses dans lesquelles il peut être procédé à une fouille de personnes.

Une modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit quant à elle les hypothèses dans lesquelles la Police est autorisée à procéder à une fouille de personnes. Les trois modes de fouille sont les mêmes, cependant, il est procédé à la fouille intime sur décision du ministre ou de son délégué.

Finalement, il est introduit dans la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie la possibilité pour les officiers de police judiciaire ainsi que les agents des douanes et de la police d'avoir recours à la fouille de personnes, ceci dans les cas de figure dans lesquels il existe des présomptions d'infraction à la loi susmentionnée ou aux règlements pris en son exécution.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13/03/2018
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

16/01/2019	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
23/01/2019	Échange de vues avec des représentants de la Police grand-ducale et du Parquet général
30/09/2020	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
18/11/2020	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
24/11/2020	Adoption des amendements parlementaires
06/10/2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19/10/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
15/12/2022	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/01/2023
Loi du 3 février 2023
Mémorial A : 2023, n° 81, page 1

Acquisitions et commandes publiques d'œuvres artistiques

7963 – Projet de loi relative à l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics et portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ; 2° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Le présent projet de loi a pour objet de donner un cadre légal autonome aux acquisitions et commandes publiques d'œuvres artistiques (« Kunst am Bau »), cadre qui était antérieurement intégré à l'article 10 de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique.

Afin d'éviter tout malentendu quant au champ d'application du projet de loi, l'intitulé a été changé dans le cadre des amendements parlementaires. Ainsi, la notion de « commandes publiques d'œuvres artistiques » a été remplacée par celle d'« intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics » afin de clarifier que la loi en projet vise aussi bien la conception et la réalisation d'une œuvre nouvelle que l'acquisition d'une œuvre existante.

Vingt ans après l'institution du régime par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique, la nécessité d'une réforme de la prédite loi modifiée du 19 décembre 2014 et de son règlement d'exécution s'est fait sentir.

Dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan de développement culturel 2018-2028 (« Kulturentwécklungsplang » ou, en abrégé, « KEP »), les commandes publiques d'œuvres artistiques ont à juste titre été identifiées comme sources fondamentales de production d'œuvres d'art et de revenus pour les artistes dans le domaine des arts visuels enrichissant le patrimoine culturel. Ainsi, la réflexion au sujet d'une éventuelle modification de la réglementation existante dans ce contexte constitue la recommandation n° 20 du KEP (« Mener une réflexion prospective sur la loi qui instaure les commandes publiques ») au chapitre 12 – « Création ».

La loi en projet témoigne notamment d'une volonté d'optimiser le potentiel du cadre légal, d'accroître la sensibilisation des acteurs étatiques, paraétatiques et communaux et du grand public, de clarifier certains aspects (les termes « coût total » de l'édifice étant remplacés par ceux de « coût de construction »), d'assurer une simplification des procédures administratives et financières (à travers la suppression de l'obligation de passer par un concours d'idées tout en respectant les dispositions de la loi relative aux marchés publics), de créer une meilleure visibilité pour les œuvres artistiques réalisées, et, de manière générale, de valoriser la création artistique au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, une nouvelle commission de l'aménagement artistique aura comme mission de conseiller, de sensibiliser et d'informer les différents acteurs (maîtres d'ouvrage, artistes ...) et un comité artistique, qui est créé pour chaque projet de construction, se voit attribuer les missions de l'ancienne commission de l'aménagement artistique. Suite à une remarque du Conseil d'État concernant l'article 9 du projet de règlement

grand-ducal, l'obligation de demander l'avis du comité artistique pour chaque projet de construction a été précisée au niveau de la loi.

Étant donné que le régime de l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics se voit attribuer un cadre légal propre par le présent projet, ce dernier prévoit la suppression de l'article 10 de la loi modifiée susmentionnée du 19 décembre 2014.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 02/02/2022
Rapportrice : Mme Djuna Bernard

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
27/10/2022 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
19/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 160, page 1

Convention internationale sur l'enlèvement des épaves

7981 – Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Ce dispositif modifie le droit luxembourgeois pour mettre en œuvre la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007 (ci- après la « Convention de Nairobi »). Le Luxembourg a approuvé la Convention de Nairobi par la loi du 10 juin 2022 (voir document parlementaire n° 7855).

Les modifications projetées peuvent se résumer à trois :

– désignation du Commissaire aux affaires maritimes comme l'organe compétent pour la mise en œuvre de la Convention de Nairobi ;
– mise en place d'un régime de sanctions pénales spéciales en cas d'infractions à la Convention de Nairobi ;
– ajout de la Convention de Nairobi à l'énumération faite par la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22/03/2022
Rapportrice : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
07/07/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/07/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/10/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11/10/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/01/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02/02/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 136, page 1

Fusion des communes de Grosbous et de Wahl

8003 – Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl

Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Grosbous et de Wahl en une nouvelle commune dénommée « Groussbus-Wal ». La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Grosbous et de Wahl ont entamé dès le printemps de l'année 2019 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. Par leurs délibérations du 10 février 2021, les conseils communaux de Grosbous et de Wahl ont décidé de soumettre le projet de fusion au référendum et ont formulé la question à poser aux électeurs. Le résultat du référendum organisé le 27 juin 2021 était positif et les autorités communales des deux communes ont continué les travaux préparatoires à la fusion.

Les conseils communaux des communes de Grosbous et de Wahl se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales à partir du 1er septembre 2023 par des délibérations concordantes en date du 2 mars 2022.

Le projet de loi prévoit certaines mesures transitoires : le collège des bourgmestre et échevins se composera jusqu'aux élections communales de 2029 de quatre élus, à savoir d'un bourgmestre et de trois échevins, dont deux sont issus du conseil communal respectivement de la section de Grosbous et deux de celle de Wahl. Le conseil communal de la nouvelle commune de Groussbus-Wal sera composé dans un premier temps de douze conseillers. Après les élections communales ordinaires de 2029, le nombre des échevins ainsi que celui des conseillers communaux sera fixé d'après le droit commun.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 05/05/2022
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
18/01/2023 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 115, page 1

Fusion des communes de Bous et de Waldbredimus

8025 – Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus

Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Bous et de Waldbredimus en une nouvelle commune dénommée « Bous-Waldbredimus ». La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Bous et de Waldbredimus ont entamé dès le printemps de l'année 2019 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. Par leurs délibérations des 9 et 25 novembre 2021, les conseils communaux de Bous et de Waldbredimus ont décidé de soumettre le projet de fusion au référendum et ont formulé la question à poser aux électeurs. Le résultat du référendum organisé le 3 avril 2022 était positif et les autorités communales des deux communes ont continué les travaux préparatoires à la fusion.

Les conseils communaux des communes de Bous et de Waldbredimus se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales à partir du 1er septembre 2023 par des délibérations concordantes en date du 28 avril 2022 pour la commune de Bous et en date du 5 mai 2022 pour la commune de Waldbredimus.

Le projet de loi prévoit certaines mesures transitoires : le collège des bourgmestre et échevins se composera jusqu'aux élections communales de 2029 de quatre élus, à savoir d'un bourgmestre et de trois échevins, dont deux sont issus du conseil communal respectivement de la section de Bous et deux de celle de Waldbredimus. Le conseil communal de la nouvelle commune de Bous-Waldbredimus sera composé dans un premier temps de onze conseillers. Après les élections communales ordinaires de 2029, le nombre des échevins ainsi que celui des conseillers communaux sera fixé d'après le droit commun.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 08/06/2022
Rapporteur : M. Carlo Weber

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
18/01/2023 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 117, page 1

Responsabilité pénale des membres du Gouvernement

8049 – Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification : 1° du Code pénal ; 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

La présente proposition de loi met partiellement en œuvre l'article 82 de la Constitution. Intervenant dans le contexte particulier d'une affaire mettant en cause un ancien membre du Gouvernement, elle n'en constitue pas moins une loi applicable de manière générale et organise la procédure permettant de juger de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement après mise en accusation par la Chambre des Députés. La procédure est destinée à constituer une solution conforme à la Constitution et aux engagements internationaux liant le Luxembourg, notamment la Convention européenne des droits de l'homme. En même temps, il s'agit d'une solution temporaire en attendant le deuxième vote de la loi portant révision des chapitres Ier, II, III, V, VII, VIII, IX, X, XI et XII de la Constitution (proposition de révision constitutionnelle n° 7700) et son entrée en vigueur, conformément à son article 18, six mois après sa promulgation. La proposition de révision constitutionnelle n° 7700 modifie entièrement le système actuel des poursuites pénales contre les membres du Gouvernement en les soumettant au droit commun, sauf sur deux points accessoires. Il convient, par réalisme, de tenir compte dès à présent de cette nouvelle réalité, tout en respectant la Constitution actuellement en vigueur.

Le concept de la proposition de loi consiste à soumettre la procédure entièrement au droit commun tant en ce qui concerne le droit applicable au fond qu'en ce qui concerne la procédure, y compris en ce qui concerne la désignation de la juridiction de jugement, sauf dans la stricte mesure où l'actuel article 82 de la Constitution impose une intervention de la Chambre des Députés. Ceci revient à anticiper largement sur la révision de la Constitution, et présente l'avantage de permettre un passage sans difficulté du régime légal organisé par la présente loi au régime légal introduit suite à l'entrée en vigueur de la révision constitutionnelle. Ainsi, l'équité de la procédure sera assurée tout en évitant, dans toute la mesure de l'actuellement possible, un régime particulier pour les membres du Gouvernement, que ce soit dans leur avantage ou dans leur désavantage.

La proposition de loi rend applicable la procédure pénale ordinaire dans toute la mesure où son application n'est pas contraire à l'article 82 de la Constitution en tant qu'il réserve prérogative de la mise en accusation des membres du Gouvernement à la Chambre des Députés. L'application du droit commun, en ce qui concerne la procédure, entraîne deux conséquences.

D'une part, l'enquête et l'instruction n'appartiennent pas à une commission spéciale qui serait formée au sein de la Chambre, mais aux autorités judiciaires, et elle a lieu conformément aux règles normales qui s'y appliquent. La proposition de loi prévoit ainsi l'application de la procédure pénale ordinaire.

D'autre part, l'éventuel jugement des membres du Gouvernement n'appartient pas à la Cour supérieure de justice (comme le prévoit, à titre transitoire, l'article 116 de la Constitution ainsi que l'article 40, alinéa 1er, point 2) de la loi modifiée du 7 juin 1980 sur l'organisation judiciaire), mais aux juridictions de droit commun, selon le type d'infraction en cause : le tribunal de police sera compétent en cas de contravention, la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement sera compétente en cas de délit, la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement sera compétente en cas de crime.

Dépôt par Mme Josée Lorsché, M. Gilles Baum, M. Yves Cruchten et M. Gilles Roth, Députés, le 18/07/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
20/09/2022 Présentation de la proposition de loi
07/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
27/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires
18/01/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
20/09/2022 Présentation et examen de la proposition de loi
07/12/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
27/12/2022 Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires

Vote en séance publique : 07/02/2023
Loi du 3 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 104, page 1

Valeurs mobilières de l'État

8054 – Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'inclure le terme « mobilière » dans la loi générale à laquelle est fait référence à l'article 99 de la Constitution. Il s'agit plus précisément de modifier l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État afin de l'adapter à l'article 99 de la Constitution modifié dans le cadre de la proposition de loi n° 7700.

Cette modification s'effectue dans le cadre de la révision constitutionnelle entamée en 2009. De ce fait, l'importance des propriétés mobilières dans le patrimoine de l'État est prise en compte et elles sont donc également soumises au contrôle du pouvoir législatif.

En l'espèce, l'article 99 de la Constitution impose l'intervention du pouvoir législatif à de nombreux égards concernant les finances publiques. Or, les propriétés mobilières ne sont à l'heure actuelle pas concernées. La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a prévu d'étendre cette intervention de la Chambre des Députés aux valeurs mobilières. Cette position est conforme à l'avis du Conseil d'État n° 48.433 du 6 juin 2012 dans lequel est souligné que « l'importance relative dans la composition du patrimoine public des biens et valeurs à caractère mobilier par rapport aux biens immobiliers est en effet beaucoup plus élevée » de nos jours par rapport au XIXe siècle.

En vertu de la hiérarchie des normes, cette révision constitutionnelle nécessite donc une modification de la loi générale à laquelle est fait référence à l'article 99 de la Constitution afin d'inclure les propriétés mobilières.

À défaut de définition du terme « mobilier » fournie par les auteurs de la révision constitutionnelle, la définition du code civil est a priori applicable.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/07/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
07/11/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
13/01/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07/11/2022 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

Vote en séance publique : 19/01/2023
Loi du 1er février 2023
Mémorial A : 2023, n° 78, page 1

Transferts statistiques d'énergie du Danemark au Luxembourg

8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord signé en octobre 2022 entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Danemark sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelable, conformément aux dispositions prévues par la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Ce mécanisme de coopération permet de transférer certains volumes d'énergie renouvelable du Danemark au Luxembourg pour le besoin des objectifs nationaux. En contrepartie de ces transferts statistiques, les sommes payées par le Luxembourg serviront à financer des projets dans le domaine des énergies renouvelables au Danemark, et notamment dans des projets liés aux îles énergétiques prévues dans les mers danoises.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16/12/2022
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
01/02/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
03/02/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/02/2023
Loi du 8 mars 2023
Mémorial A : 2023, n° 128, page 1

31e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Fernand Etgen, Président
2. **8054 – Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999**
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics p. 10
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8054 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7259 – Projet de loi portant modification :**
1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 11
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7259 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Question élargie n° 177 de M. André Bauler au sujet de l'importance et de la valorisation des bénévoles des associations sans but lucratif dans le secteur culturel** p. 14
M. André Bauler | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
5. **Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis** p. 16
Exposé : Mme Nathalie Oberweis
6. **Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de la diversification agricole** p. 16
Exposé : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Gusty Graas (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Tess Burton | M. François Benoy (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (interventions de M. André Bauler et Mme Octavie Modert)
Motion 1 : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.06 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Sam Tanson, Ministre | Nee, Här President.

2. 8054 – Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8054, eng Ofännerung vum Artikel 80 vum Gesetz iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Här André Bauler als Rapporter vun dësem Projet de loi. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Här President, léif alleguer, Dir sidd et gewinnt, normalerweis setzt d'Finanz- a Budgetskommissioun sech mat Direktiven a Reglementer um europäeschen Niveau auseneen. Haut dierf ech Iech dann e Gesetzesprojet virstellen, dee weeder dat eent nach dat anert betrëfft, wou et weeder ëm dat eent nach ëm dat anert geet. Et dréit sech dës Kéier alles ëm eis Verfassung.

Et gouf jo eng Ännerung vun der Verfassung, der Constitutioun, betreffend och d'Staatsfinanze gestëmmt. Am Artikel 99 vun der Constitutioun gëtt e Gesetz ernimmt, eng sougenannt „loi générale", déi deementspriechend ugepasst muss ginn. Am Fong kënnt just en Adjektiv derbäi, mee dat ass net onweesentlech.

Loosst eis awer vu vir ufänken. Den Artikel 99 vun der Verfassung erkläert, a wéi enge Fäll de legislative Pouvoir – dat ass d'Chamber, dat si mir – a puncto Staatsfinanzen agräife muss. Dat ass de Fall bei gréisseren Transaktiounen, déi d'Chamber guttheesche muss.

D'Verfassung gesäit vir, datt esou Transaktiounen ëmmer vun enger „loi spéciale" mussen autoriséiert ginn, ausser wann esou eng Transaktioun ënnert engem bestëmmte Montant läit, deen am Gesetz festgehalen ass.

Bis elo gouf hei awer just vun Immobilie geschwat, „propriétés mobilières" ware vun dëse Reegelen awer net betraff. Mat der Verfassungsrevisioun gëtt dat geännert, da ginn déi zwou Besëtzkategorië betruecht an ënnerscheet. Vu datt d'Verfassung just d'Prinzippie festhält a fir de Rescht op e generellt Gesetz verweist, muss dat Gesetz, dee legislative Kader also elo geännert ginn.

Dat Gesetz gouf den 8. Juni 1999 gestëmmt an hei geet et ëm de Budget, d'Kontabilitéit an den Tresor. An dësem Text muss elo dräimol d'Wuert „mobilières" derbäigesat ginn an dann ass dësen Text erëm am Aklang mat der neier Verfassung. De Gesetzesprojet Nummer 8054, deen de 27. Juli deposéiert gouf, mécht genau dat.

Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, datt de Staatsrot a sengem Avis vum 6. Juni 2012 gefrot hat, datt dee Begréff „mobilier" oder de „Besëtz mobilier" och vum Artikel 99 vun der Verfassung misst ofgedeckt sinn. De Staatsrot huet dat deemools doduerch begrënnt, datt déi relativ Wichtegkeet vun deem Besëtz, dem mobiliere Besëtz, haut vill méi héich ass, wéi dat nach am 19. Joerhonnert de Fall war, wéi d'Land seng éischt Verfassunge kritt huet.

Vu datt am Kader vun der Verfassungsreform keng nei Definitioun vum Begréff „propriété mobilière" geliwwert gouf, ass déi zivillrechtlech Definitioun a priori hei applikabel. An der Praxis betrëfft dat beim Staat virun allem Aktien, also Bedeelegungen, Participatiounen an Entreprisen.

An der Kommissioun war nach gefrot ginn, ob dës Reegelung och fir d'Opérations de trésorerie gëllt. Et gouf säitens dem Finanzministère zu Protokoll ginn, datt mir jo mat dësem Gesetzesprojet den Artikel 80 vum 1999er Gesetz änneren, dee Budgetsengagementer viséiert.

D'Opérations de trésorerie sinn op enger anerer Plaz am Gesetz, nämlech am Artikel 93, virgesinn. An deem Fall geet et ëm kuerz- a mëttelfristeg Placementer, dat heescht, Liquiditéiten, déi zäitweileg, temporaire, geparkt ginn. Dat si keng Budgetsoperatiounen, also keng Engagementer vum Staat am Sënn vum Artikel 99 vun der Constitutioun, mee reng Tresorerieoperatiounen, an déi si vum Prinzipp hier risikolos a kapitalgarantéiert. Duerfir mussen déi dann och net separat duerch eng zousätzlech Loi spéciale autoriséiert ginn. All d'Membere vun der Finanzkommissioun hunn dës Erklärung zur Kenntnis geholl.

D'Finanz- a Budgetskommissioun krut eng Rei Avisen zum Gesetzesprojet. De Staatsrot an d'Chambre de Commerce hunn drun erënnert, datt d'Akraafttriede vun dësem Gesetz, also d'Entrée en vigueur vun der Verfassungsrevisioun a vum Gesetzesprojet mussen alignéiert sinn, soss géif e Vide juridique entstoen, soss géif een dee schafen. Doropshin huet d'Kommissioun en Amendement proposéiert, soudatt d'Akraafttriede vum Gesetzesprojet de selwechten Dag ass wéi d'Entrée en vigueur vun der Verfassungsrevisioun.

An hiren zousätzlechen Avisen hunn de Staatsrot an d'Chambre de Commerce dësen Amendement dann och begréisst. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet sech mam Gesetzesprojet d'accord gewisen. D'Staatsbeamtekummer huet just eng legistesch Remark gemaach. Fir d'Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Voilà! Dat war et dann och scho fir dësen éischter méi aussergewéinleche Cofibu-Projet, dee sech eeben an de Kontext vun der reviséierter Verfassung aschreift.

Ech soen op dëser Plaz der Madamm Yuriko Backes, der Madamm Finanzministesch, an hire Beamten aus dem Ministère Merci fir all déi Erklärungen, déi mer an der zoustänneger Kommissioun kritt hunn zu dësem Projet. D'DP-Fraktioun gëtt dann och heimadder den Accord zu dësem Text.

Villmools merci fir d'Nolauschteren a merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools och dem Här Rapporter André Bauler.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci dem Rapporteur an dem Rapport. Si waren, wéi mer dat vun hinne gewinnt sinn, perfekt. Mir bleift weider soss näischt ze soen, wéi den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An dann ass et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir geet et genau d'selwecht wéi dem Här Mosar. Ech soen dem Här Bauler villmools Merci fir säi gudden a komplette Rapport an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci. Mir geet et d'selwecht wéi dem Här Cruchten an dem Här Mosar.

(Hilarité)

Mir soen dem Änder Bauler Merci fir säi Rapport a ginn den Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech soen Iech Merci. Meng Ried ass genee duebel esou laang wéi déi vu menge Virriedner, well ech wollt nach e Saz derbäisoen. Natierlech fir d'éischt dem Här Bauler e grousse Merci fir de Rapport. Mee dee Saz, deen ech wollt derbäisoen, betrëfft d'Verfassungsrevisioun, ...

(Exclamations et interruptions)

... well wéi d'Kolleegen heibannen et wëssen, hu mir vill Kritick un där Verfassungsrevisioun gehat an hu se och nach ëmmer a wäerte se nach laang hunn. Awer dat heiten ass e Punkt, dee mir voll ënnerstëtzen. Dat muss een och soen, datt an där reviséierter Verfassung eng Rei vun Dispositioune stinn, déi mir voll matdroen. Dat heiten ass eng vun deenen a bei aller Kritick, déi mer hunn, hätte mer dat hei also op jidde Fall mat ënnerstëtzt.

An dofir e grousse Merci an och den Accord vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et hunn haut méi Deputéierter zu deem Projet geschwat, wéi Wierder an deem Text geännert ginn. Duerfir e grousse Merci un den André Bauler, fir dat eent Wuert, dat mer u sech bäisetzen, esou didaktesch erkläert ze hunn, souwuel am mëndleche wéi am schrëftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen dem Här Bauler e grousse Merci fir säi Rapport. En huet all d'Erklärunge perfekt ginn. Dozou gëtt et effektiv net ganz vill bäizedroen. Trotzdeem, wat mer hei maachen ass wichteg! Mir setzen ee Wuert, oder dräimol ee Wuert derbäi: „mobilier", dat an den Artikel 80 vum 1999er Gesetz. Mir maachen dat, fir d'Gesetz

mam Artikel 99 vun der neier Verfassung ze alignéieren. Dat ass wichteg.

Wann dëse Projet dann a Kraaft trëtt, muss ab da fir all Kaf an och fir all Verkaf duerch de Staat och fir Biens mobiliers an net just fir Biens immobiliers eng Loi spéciale gemaach ginn, wann dann eeben de Montant vun der Transaktioun iwwer 40 Milliounen Euro läit. Hei gëtt eng Kohärenz hiergestallt tëschent der neier Verfassung an der entspriechender Loi d'exécution. An deem Sënn trëtt dann dëst Gesetz zesumme mat der Entrée en vigueur vun der Verfassungsrevisioun a Kraaft.

Fir dës Unanimitéit hei soen ech Iech e ganz grousse Merci souwéi och fir déi gutt Zesummenaarbecht. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8054. Den Text steet am Document parlementaire 8054[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8054 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8054 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7259 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Den zweete Punkt um Ordre du jour vun dëser Sitzung ass de Projet de loi 7259 iwwert d'Aféiere vun engem legale Kader am Fall vun Ënnersichunge vu private Leit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg hu mer e weidere Gesetzesprojet um Programm, wou et drëms geet, méi Kloerheet um Terrain ze schafen, wéi ze agéieren ass, wann eng Persoun sech enger Fouille, also enger „Duerchsichung" op Lëtzebuergesch, muss ënnerwerfen, wann also muss kontrolléiert ginn, ob se net um oder esouguer am Kierper Beweiselementer verstoppt respektiv Objekter bei sech dréit, déi eng Gefor si fir d'Police an aner Persounen, dat am Kader vun der Festnam oder vun enger Sécherheetskontroll.

Et ass eng komplex Matière, wou méi oder manner intensiv dru geschafft gouf, an dat zënter dem 13. Mäerz 2018, wéi de Justizminister Félix Braz de Projet deposéiert hat an de Staatsrot den éischten Avis den 13. November 2018 gemaach hat. D'Justizkommissioun huet sech eng éischte Kéier mam Projet befaasst de 16. Januar 2019, de Rapporter genannt an hir Diskussioun déi Woch drop, den 23. Januar, weidergeféiert.

D'Regierung huet den 30. September 2020 Amendementer an der Kommissioun virgestallt. Den 18. a 24. November huet d'Kommissioun driwwer diskutéiert a weider Amendementer ugeholl. Et gouf en Avis complémentaire vum Staatsrot den 8. Dezember 2020, dee mer de 6. Oktober 2021 examinéiert hunn. E weideren Avis vum Staatsrot vum 5. Juli 2022 zu den Amendementer hu mer den 9. Oktober (veuillez lire: 19. Oktober) ënnert d'Lupp geholl an nach eemol Amendementer nogereecht. Den drëtten Avis complémentaire vum Staatsrot war dunn dee gudden, dee leschten, esoudass mer de 15. Dezember elo eis Aarbechte konnten ofschléissen an de Rapport unhuelen.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, un dësem Kalenner, dass am Hannergrond munnech Diskussioune gelaf sinn – an ech betounen et –, fir allen Acteuren hir Suergen an hir Besoinen ze héieren an ze considéréieren an e rechtleche Kader ze schafen, deen et um Terrain erlaabt, operationell ze sinn an d'Dignitéit vun där Persoun, déi duerchsicht gëtt, ze respektéieren.

Et ass och e Gesetz, wat um Terrain gebraucht gëtt. Déi aktuell Dispositiounen zur „fouille de personnes" an eise Gesetzestexter bezéie sech zum gréissten Deel op d'Institutions pénitentiaires a fir d'Liewen ausserhalb vun de Prisongsmauere sinn déi aktuell Dispositiounen, déi am Code de procédure pénale festgehale sinn, net prezis genuch, fir de Besoinen um Terrain nozekommen an engem Kader, deen d'Rechter vun den duerchsichte Persoune soll schützen.

Deen eenzege Gesetzestext, dee mer bis elo hunn, fir eng Fouille ze reegelen, ass de Paragraf 7 vum Artikel 39 aus dem Code de procédure pénale an deen trëfft just zou an engem „In flagranti": Flagrant délit, Flagrant crime.

Eng Duerchsichung ass natierlech ëmmer en Agréff an d'Perséinlechkeetsrechter vun der Persoun, jee no Ëmstand ka se och entwürdegend sinn an dofir reegele mer mat dësem Gesetzestext d'Konditiounen, ënnert deenen eng Fouille kann duerchgeféiert ginn, wat genee gemaach dierf ginn a vu wiem souwéi d'Rechter vun den duerchsichte Persounen.

De Staatsrot huet a sengen Avise ganz genee dorobber gekuckt a fir strikt Ausféierungskonditioune plädéiert. Mir ënnerscheeden tëscht der Fouille simple, der Fouille intégrale an der Fouille intime.

D'Fouille simple: D'Persoun, ëm déi et geet, déi bleift ugedoen, Oftaaschte vum Kierper mat den Hänn oder engem elektronesche Gerät. An deem Fall ass d'Duerchsiche vun de perséinlechen Affäre méiglech, also alles, wat d'Persoun bei sech huet, kann ënnersicht ginn. Am Prinzipp gëtt déi Duerchsichung gemaach vun enger Persoun vum selwechte Geschlecht, ausser et wier materiell net méiglech – dat ass awer d'Ausnam.

Eng Fouille intégrale, déi gëtt gemaach, wann d'Fouille simple net duergeet. D'Persoun muss sech deels oder ganz ausdoen, de Kierper gëtt visuell ënnersicht. De Mond an d'Ouere gi gekuckt, tëscht de Been an ënnert de Schëlleren. Den Agent, deen duerchsicht, muss vum selwechte Geschlecht sinn, an dat ouni Ausnam.

D'Fouille intime: Hei geet et ëm d'Kontroll vun de Kierperëffnungen, déi net ënnert d'Fouille intégrale falen. Si muss vum Untersuchungsriichter ordonnéiert a vum Procureur d'État autoriséiert ginn, respektiv vum Minister an deene Fäll, déi am Policegesetz virgesi sinn. Eng Fouille intime muss vum Dokter duerchgeféiert ginn a gëtt an der Praxis dacks mat Hëllef vu Röntge gemaach. Fir eng Fouille intime ze maachen, mussen „indices sérieux" an engem Procès-verbal festgehale ginn, fir déi Fouille ze rechtfertegen.

Mee wéi ass et da mat de Rechter vun de Betraffenen? D'Fouille muss am Respekt vun der Dignitéit geschéien an eng Erniddregung vun der duerchsichter Persoun muss absolutt vermidde ginn. Si soll och just esou laang dauere wéi absolutt noutwendeg an d'Fouille intégrale an intime mussen diskret gemaach ginn, dass also soss keen nokuckt, deen näischt mat der Fouille ze dinn huet. D'Ausdoe soll an zwou Etappe geschéien, eng Kéier den Uewerkierper, eng Kéier den Ënnerkierper, esoudass d'Persoun ni komplett plakeg ass. Dëst hu mer an den Text opgeholl op Basis vun enger Recommandatioun vun der Mënscherechtskommissioun.

Eng Persoun, déi awer refuséiert duerchsicht ze ginn, muss am Viraus doriwwer forméiert ginn, dass gegeebenefalls eng Contrainte physique agesat gëtt, dat heescht, dass se dozou ka gezwonge ginn.

Bei der Fouille intégrale an intime gëtt e Procès-verbal erstallt, wou drasteet, wien d'Fouille duerchgeféiert huet, wat fir Objete saiséiert gi sinn, ob d'Persoun da schlussendlech d'accord war mat der Fouille oder net a gegeebenefalls, wa se refuséiert huet, de Procès-verbal ze ënnerschreiwen.

Wie sech enger Fouille intime widdersetzt, muss mat enger Strof vun 250 bis 1.000 Euro Protokoll oder aacht Deeg bis dräi Méint Prisong rechnen, sans préjudice des voies de recours.

Wie féiert déi Duerchsichungen aus? Dat kënne sinn, jee no Fall, Officiers de police judiciaire, assistéiert gegeebenefalls vun Agente vun der Police judiciaire, Agenten an Officiers de police administrative, Agente vun der Douane- an Akziseverwaltung – wa méiglech vum selwechte Geschlecht wéi déi duerchsichte Persoun am Fall vun der Fouille simple; Fouille intégrale: ëmmer dat selwecht Geschlecht. A wie mécht se am Fall vun enger Fouille intime? Ausschliisslech Dokteren.

Wéini ass eng Fouille, eng Duerchsichung, iwwerhaapt méiglech? Och dat reegele mer kloer. Mir hunn dräi Hypotheesen, dräi Fäll, wou dat ka geschéien, déi am

Code de procédure pénale festgehale sinn: éischtens, wann d'Persoun verdächtegt gëtt, Objeten ze verstoppen, déi fir si selwer oder fir anerer geféierlech sinn, oder Objeten, déi dozou kënnen déngen, dass d'Wourecht ka festgestallt ginn. Dann dierf an Zukunft eng Fouille duerchgeféiert ginn, esou wéi se am neien Artikel 48-11bis, dee ganz ausféierlech ass, festgehalen ass.

Am Artikel 39 Paragraf 7 geet et ëm déi Persounen, déi festgeholl goufen am Kader vun engem Crime oder engem Flagrant délit. Dat selwecht gëllt fir den Artikel 52-1 Paragraf 5 vum Code de procédure pénale. Do geet et ëm eng Instruction préparatoire. A fir den Artikel 676 vum Code de procédure pénale, wou et schlussendlech ëm d'Ausféierung vun enger Strof geet, d'Exécution des peines, do kann de Procureur général d'État dann d'Force publique ruffen, fir eng Persoun festhuelen ze loossen an an de Prisong ze spären. Wann de Verdacht besteet, dass déi Persoun geféierlech Objete bei sech huet, ka se, wéi gesot, duerchsicht ginn.

Dräi aner Hypotheesen, fir eng Duerchsichung ze maachen, stinn am Polizeigesetz, déi duerch deen neien Artikel 8bis definéiert ginn, dee mer bäigesat hunn, an dat, wann et Indizie gëtt, dass eng Persoun Objeten oder Substanze bei sech huet, déi eng grouss, eng konkreet an eng imminent Gefor fir d'ëffentlech Sécherheet duerstellen, oder wann et Indizie gëtt, dass eng Persoun geféierlech Objete bei sech huet a wou et e Refus oder eng Onméiglechkeet gëtt, hir Identitéit festzestellen, oder wann et ëm gesichte Persounen oder ëm Persoune geet, déi psychesch gestéiert sinn. Eng drëtt Méiglechkeet am Polizeigesetz ass, wann et Indizie gëtt, dass eng Persoun, déi eng konkreet an imminent Gefor fir d'ëffentlech Sécherheet duerstellt, versicht, an e Sécherheetsperimeter eranzegoen. Wa se refuséiert, sech duerchsichen ze loossen, da kritt se den Zougang zu deem verbueden.

Da schlussendlech nach eng Hypothees am Gesetz iwwert d'Vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie: Do ass eng Fouille méiglech, wann e Verdacht besteet, dass géint dëst Gesetz a seng Exekutiounsreglementer verstouss gëtt.

Ech kommen zum Schluss, nach e puer Wierder zu den Avisen. Den Detail, wéi gesot, fannt Der am schrëftleche Rapport a virun allem, well se esou detailléiert a komplex waren, an den Documents parlementaires.

D'Police begréisst grosso modo, dass d'Fouillen an engem Text reglementéiert ginn. Den Avis vun der Mënscherechtskommissioun ënnersträicht den extreem delikate Charakter vum Theema, vum Sujet, a presentéiert eng Lëscht vu Recommandatiounen, déi och zum groussen Deel am Gesetz berücksichtegt goufen. D'Parqueten aus der Stad a vun Dikrech begréissen, dass et elo e gesamtgesetzleche Kader fir d'Fouillë gëtt, deen dee selwechten ass am judiciairë Beräich wéi och am administrativen. A schlussendlech de Staatsrot mat véier Avisen: kritesch a léisungsorientéiert.

Merci un all d'Auteure vun dësen Avisen. Merci de Mataarbechter am Ministère, an der Chamber an an der Fraktioun. Ech sinn um Schluss vu mengem Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President, an och merci dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir sinn hei an enger spezieller Situatioun, well mir schwätzen haut iwwer e Projet de loi, deen am Fong zum Deel an Exekutioun vum Policegesetz komm ass. Mee dee Projet de loi ass schonn deponéiert ginn, éier iwwerhaapt d'Policegesetz hei am héijen Haus gestëmmt ginn ass. A mir haten an der éischter Versioun vum Policegesetz eng Dispositioun am Projet iwwert d'Fouillen a mir hunn deemools an den Diskussioune vum Policegesetz zréckbehalen, datt mer do géifen e speziaalt Gesetz maachen.

De Rapporteur ass op all Detail technique agaangen, dofir brauch ech dat hei net nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech wéilt just hei op dëser Plaz soen, datt och dëst Gesetz eng kloer Fuerderung vun der CSV war, well et einfach kloer Spillreegele festsetzt. Haut hu mer just eng Dispositioun am Code de procédure pénale, an déi awer net ganz kloer ass. Dat steet och expressis verbis am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi.

Et geet also drëm, ganz kloer Rechtssécherheet ze schafen, souwuel fir déi Leit, déi d'Fouillë maache wéi fir déi Leit, un deenen d'Fouillë gemaach ginn.

Mir ënnerscheeden och tëschent op där enger Säit Fouilles administratives an op där anerer Säit Fouilles judiciaires. D'Fouilles administratives stinn elo am Policegesetz, d'Fouilles judiciaires stinn am Code de procédure pénale. A mir hunn och souguer d'Gesetz iwwert d'Drogebekämpfung geännert, well eeben d'Douanieren zum Beispill och Kompetenzen hunn, fir Fouillen am Kader vun der Drogebekämpfung duerchzeféieren.

Souwuel bei de Fouilles administratives wéi bei de Fouilles judiciaires gëtt et sougenannt „fouilles de sécurité". Ech kommen herno kuerz drop. A bei de Fouilles judiciaires gëtt et nach d'„fouille probatoire", esou wéi d'Wuert et seet, fir eebe Preuven ze sichen, wann eng Infraktioun gemaach ginn ass.

Bei de Fouilles de sécurité, do seet d'Wuert et och, do gëtt et dräi verschidde Kategorien. Et gëtt d'Fouille simple – fir dat bildlech einfach duerzestellen –: Dir gitt ofgetaascht oder Dir gitt duerch eng elektronesch Detektioun, Dir braucht Iech net auszedoen an do gëtt da gekuckt, ob Der en Objet hutt, deen Der net däerft bei Iech hunn.

Bei der Fouille intégrale, do musst Der Iech ausdoen an do gëtt visuell gekuckt, ob Der en Objet bei Iech hutt. Bei deenen zwou Fouillen, also bei der Fouille simple a bei der Fouille intégrale, kann een, wann een domadder net d'accord ass, dann awer forcéiert ginn, déi Fouillen iwwer sech ergoen ze loossen.

Da gëtt et déi drëtt Kategorie vu Fouillë bei de Fouilles de sécurité, dat ass déi sougenannt Fouille intime. Do kann een an den Ouverturë vum Kierper nokucken, ob een eppes mat sech dréit. Dat ass natierlech a priori eng Atteinte à la dignité humaine, duerfir sinn déi Konditioune ganz streng gereegelt. Do brauch een eng Autorisatioun vum Procureur d'État an et brauch een och eng Ordonnanz vum Juge d'instruction. Déi däerf awer och wierklech just en toute nécessité gemaach ginn, wa wierklech seriö Indizien dofir do sinn, datt een eppes an enger vun den Ouverturë vum mënschleche Kierper verstoppt huet.

Duerfir ass dat hei e Projet de loi ... An ech kommen op meng Ausso zréck, déi ech an der Introduktioun gesot hunn: Et ass duerfir ëmsou méi wichteg, datt kloer Reegelen hei geschaaft ginn, op där enger Säit fir den Agent, deen d'Fouillë mécht, op där anerer Säit fir deen, deen d'Fouillen iwwer sech ergoe léisst. Et ass hei den Equiliber geschaaft ginn tëschent op där enger Säit der Sécherheet vum Agent, der Sécherheet vun eis alleguer an op där anerer Säit dem Respekt vun der Dignité humaine.

An ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. Da wier et um honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Beispill 1: Eng Policepatrouille observéiert an engem däischteren Eck eng suspekt Transaktioun, wou een op der Strooss engem Sue gëtt an en contrepartie e klenge Päckelchen amplaz kritt. Si decidéieren, déi zwou Persounen ze kontrolléieren an interpelléiere se. Si duerchsichen dann d'Täsche vun deenen zwee a fanne bei deem engen d'Suen a bei deem aneren e Päckelche mat Drogen dran. Bei deem mat de Sue fanne se dann och nach eng kleng Unzuel Bullen, wou och Drogen dra sinn. Si huelen dee Mann dann en flagrant fest. Ier en op d'Kommissariat kënnt, duerchsiche se en nach eng Kéier fir ze kucken, ob e keng Géigestänn bei sech huet, déi de Beamte kéinte geféierlech ginn oder awer dann deem, deen interpelléiert ginn ass, kéinte schueden.

Elo hate mer zwou Fouillen, déi identesch waren an an hirer Natur awer ganz verschidde sinn.

Beispill 2: Eng wichteg Perséinlechkeet aus engem net onëmstriddene Land kënnt op Besuch an d'Chamber. D'Police mengt, et kéint zu Maniffen oder Ausschreidunge kommen an decidéiert, e Périmètre de sécurité ëm d'Chamber anzeriichten. Wien an dee Perimeter era wëll kommen, dee soll ënnersicht gi fir ze kucken, ob en näischt bei sech huet, wat eng Gefor kéint duerstellen. Hei hu mer also eng drëtt Zort Fouille, déi erëm eng aner Natur huet.

Bis elo waren déi Fouillen nëmmen ongenügend reglementéiert. An dëst Gesetz combléiert elo dës Lacune. Fir d'éischt definéiert d'Gesetz elo déi dräi Zorte Fouillen, déi et gëtt. Ech ziele se just nach eng Kéier op: d'Fouille simple, d'Fouille intégrale an d'Fouille intime.

D'Fouille simple, wéi gesot, e Basisoftaaschte mat den Hänn oder engem Electrosondeur. Dann, wann déi Fouille do net wäit genuch gaangen ass, eng Fouille intégrale, wou een da méi approfondéiert kuckt, a wann dat och nach net duergeet, da kann een och op déi Fouille intime zréckgräifen, déi awer da muss vun engem Dokter ënner strengem Respekt vu verschiddene strenge Bedingungen ausgefouert ginn. Da reglementéiert d'Gesetz och nach, a wéi enger Reiefolleg déi verschidde Fouillen ze maache sinn.

Dat neit Gesetz reglementéiert also à la fois en matière judiciaire et administrative d'Fouille probatoire an d'Fouille de sécurité, an dann am Kader vun dem Accès zu engem Périmètre de sécurité och do eng Fouille de sécurité.

Eng Fouille ass en Agrëff an d'Fräiheet vun de Bierger an et ass och en Agrëff an hir Dignitéit. An dofir huet dëst Gesetz gutt opgepasst, eng streng Reglementatioun a streng Konditioune festzeleeën. Dëst Gesetz ass dofir e gutt Gesetz, well et de Spagat tëschent de Besoine vun de Fouillen en matière judiciaire an administrative reglementéiert an awer och d'Bierger géint Excèsen an deenen Amtshandlunge protegéiert.

An deem Sënn ginn ech dofir och den Accord zu deem Gesetz vun der DP-Fraktioun, net awer ouni dem Charles Margue Merci ze soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir ginn eis haut déi néideg Upassunge vun eisem legislative Kader, wat d'Fouillë vu Persoune betrëfft. Ech mengen, dat ass e ganz, ganz wichtegen Aspekt a virop och hei dem Rapporter, dem Charles Margue, merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, Dir wësst et an et ass och schonn erausgeklongen: Aktuell gesäit eise Code de procédure pénale vir, dass eng Fouille judiciaire nëmmen am Kader vun engem Flagrant délit oder Flagrant crime ka gemaach ginn. D'Fouille kann och nëmme vun enger Persoun vum nämmlechte Geschlecht gemaach ginn, an dann och nëmmen, wann d'Persoun verdächtegt gëtt, Objeten, déi zu der Manifestatioun vun der Wourecht néideg sinn, oder geféierlech Objete wëssentlech ze verstoppen. An dës Fouille kann och am Kader vun enger Enquête gemaach ginn oder am Fall vun engem Mandat d'amener oder am Kader vun engem Mandat d'arrêt.

Mir wëssen awer och alleguerten, dat huet een och a Gespréicher erausgehéieren, och mat deene concernéierten Agenten um Terrain, dass dëse Kader net méi der Praxis entsprécht, weeder am judiciairen nach am administrative Beräich vun der Police. Am Moment hunn also weeder d'Police judiciaire nach d'Police administrative déi néideg legal Basis, fir Fouillen, déi fir d'Sécherheet engersäits vun de Bierger an awer och vun de Beamten an allen implizéierten Autoritéiten onabdénglech sinn, kënnen ze garantéieren. Dat fënnt ee jo och am Exposé des motifs vum Gesetz ganz kloer eraus. An dës Lacune gëtt natierlech och vun der Police selwer, well se och betraff ass, an hirem Avis opgegraff.

Mir wëssen alleguerten, dass d'Ausféierung vun enger Fouille fir déi zwou Persounen eng ganz delikat Affär ass, well se och en Agrëff an d'Fräiheet an an d'Intimitéit an natierlech humiliant ass. Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, sech och e kloren, strikte Kader ze ginn. An dee gi mer eis. Nieft der Fouille simple hu mer och elo d'Fouille intégrale an och d'Fouille intime, déi néidegerweis och iwwert dëst Gesetz ugepasst ginn.

All dës Duerchsichungen, fir déi mer eis de legale Kader ginn, dorop huet natierlech och d'Commission consultative des droits de l'homme ganz kloer an hirem Avis richtegerweis higewisen, sinn natierlech en Agrëff an den Droit à l'intégrité physique. An do gëtt et natierlech eng sëlleg international Konventiounen, déi een ze respektéieren huet. Dofir sinn, mengen ech, och déi Garde-foue wichteg, déi Schutzmoossnamen, déi mer eis hei ginn. An esou Garde-foue sinn engersäits natierlech, dass seriö Indizie musse virleien, konkreet Elementer musse virleie respektiv existéieren, fir de progressive Passage vun der Fouille intégrale op d'Fouille intime ze justifiéieren. An dëst muss natierlech och am Procès-verbal festgehalen an och aktéiert ginn. Well mer eebe grad wëssen, dass eng Fouille intégrale och immens invasiv ass, mengen ech, sinn och dës strikt Konditiounen néideg, fir vun enger Fouille op déi aner iwwerzegoen.

A mir wëssen natierlech och, dass eng Autorisatioun vum Parquet respektiv vum Untersuchungsriichter néideg ass, fir d'Fouille intégrale kënnen ze maachen. Dat sinn och weider Garde-fouen, grad och fir Abusen ze verhënneren. Da mengen ech och, dass dës Fouille och vun engem Dokter (veuillez lire: och nëmme vun engem Dokter) ka gemaach ginn, vun engem Expert, dat weist natierlech och, mengen ech, dass och e weidere klore Kader deementspriechend hei kënnt.

Mir ginn eis also duerch dës Gesetzgeebung kloer Reegelen an ech mengen, wa mer eng Kéier kucken, wéi et an eisen Nopeschlänner iwwert d'Bün geet, da kënne mer natierlech e Bléck op Frankräich werfen. Do gëtt den Ënnerscheed gemaach tëschent engersäits enger „fouille au corps" an enger „fouille dans le corps". An ech mengen, dat ass och dee selwechte Wee, dee mer hei zu Lëtzebuerg ginn, wou mer eis natierlech dorunner inspiréieren, well effektiv plus/minus déi selwecht Dispositiounen hei zu Lëtzebuerg wéi och a Frankräich sinn.

Mir sinn also da kloer als LSAP der Meenung, dass et engem Kader bedarf, dee streng Konditioune festhält a méiglech Zenarioe vu Fouillen aus der Praxis elo an den Texter festhält. Deem droe mer haut hei Rechnung. Et ass also eng absolutt Noutwendegkeet, sech kloer Reegelen ze ginn, an dofir kann ech och nëmmen den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporter. Ech mengen, dat ass elo gesot ginn. Et ass och vu praktesch alleguer de Virriedner nach eng Kéier widderholl ginn, wéi eng Zorte Fouillë mer hunn, dofir wëll ech dat elo net nach eng Kéier widderhuelen a vläicht just zwee oder dräi Kommentare maachen.

Deen éischte Kommentar ass, datt et gutt ass, datt mer eng Reegelung hunn. Et ass awer manner iwwerzeegend, datt mer fënnef Joer – bal fënnef Joer – un deem Text hu misse schaffen. Dat ass eng ganz laang Zäit! Natierlech, jo, et muss ee jiddereen zu Wuert komme loossen. Et muss een natierlech hei mat ganz grousser Virsiicht un deen Dossier erugoen, well natierlech och jidderee gesot huet, datt dat eng Saach ass, déi d'Intimsphär ka consideréieren, wou d'Dignitéit vum Mënsch natierlech och kann um Spill stoen. Natierlech muss een dat dann och mat alle Sécherheetsmoossname maachen.

An trotzdeem ass och gesot ginn: „D'Police brauch deen Text. Et ass néideg, si brauch en um Terrain. D'Police brauch Rechtssécherheet." An an deem Kontext ass et awer fir eis eng Fro, ob ee muss fënnef Joer un engem Text schaffen, deen awer relativ einfach ass a wou et am Ausland jo genuch Virbiller gëtt, wéi een et kéint reegelen. Fënnef Joer ass ze laang.

Da sinn nach eng Rei Froen, déi sech och stellen, an ech mengen, deen interessantsten Avis an deem Kontext – well et ass jo d'Police, déi haaptsächlech domat konfrontéiert ass –, dat sinn och déi Kommentaren, déi d'Police an deem Kontext gemaach huet: Ass dat do einfach ze applizéieren? Ass et praktikabel?

An et sinn och konnex Froen, déi sech stellen. Ech wëll déi och just kuerz hei ernimmen. Si sinn och zum Deel am Policeavis opgeworf ginn. Et si jo och aner Administratiounen, déi kënne mat esou enger Situatioun konfrontéiert ginn: Gardes champêtres, Gardes forestiers sinn opgezielt, och zum Deel Administratiounen am Santésberäich. Déi sinn awer elo hei net direkt esou betraff. Hei sinn et haaptsächlech d'Officiers de police judiciaire an d'Agents de police judiciaire, déi am Text enumeréiert ginn. Awer am Code de procédure pénale, deen allgemeng ass, do gëtt et och Zweifel, ob dann de Code de procédure pénale dat soll op esou eng allgemeng Manéier reegelen.

Also ech verweisen do just op déi Avisen. Ech ginn elo net an déi Detailer an, mee déi Froen, déi opgeworf gi sinn, sinn u sech pertinent. Wéi eng Implikatioun huet déi Reegelung, déi elo hei haaptsächlech d'Police betrëfft, op aner Administratiounen?

Et kann een nach e Schrëtt méi wäit goen. Mir hu jo och zum Beispill Fouillen um Flughafen. Et geet een do entweeder duerch e Portail oder et kann een awer och vun Agents de sécurité, wat am Prinzipp privater um Flughafe sinn, eng Fouille kréien, natierlech mat engem elektroneschen Apparat; wou een och muss soen, datt dat net ëmmer vu Leit vum selwechte Geschlecht gemaach gëtt. Vläicht sinn déi guer net disponibel. Oder op jidde Fall, wann et de Kolleege geet wéi mir, ech sinn do och schonn elektronesch kontrolléiert gi vun enger Damm. Dat ass awer keng aussergewéinlech Situatioun. Dat heescht, wat mer hei am Beräich vun der Police reegelen, wou et och gutt ass, datt et endlech gereegelt gëtt, dozou musse mer eis awer och Froe stellen, wéi et bei aneren Administratiounen ass oder souguer bei Privaten.

Ech wëll hei just op déi Diskussioune verweisen, déi mer am Kontext vun der Stad Lëtzebuerg haten, wou et ëm privat Sécherheetsfirme gaangen ass. Dat war e grousse Problem. An hei kënne sech eventuell och esou Froen emol stellen. Et ass einfach derwäert, och eng Kéier doriwwer nozedenken an och do da vläicht d'Reegele gesetzlech ze fixéieren, an Analogie mat dësen Dispositiounen, wann dat dann nach net sollt de Fall gewiescht sinn. D'Madamm Justizminister kann eis dat ganz sécher soen.

Fir d'ADR ass op jidde Fall kloer, datt mir dëst Gesetz mat ënnerstëtzen. Wéi gesot, mir hätte gär, datt eis Police kann operationell an a Rechtssécherheet fonctionéieren. An dofir ass dat heiten e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, fir d'éischt dem Rapporter Charles Margue och e grousse Merci fir säi Rapport. An da géif ech gär soen, dass dat hei natierlech keng schéin Thematik ass an dass een den Text e bësselche mat Bauchwéi liest. Mee mir sinn awer och der Meenung, dass een hei och e Kader brauch, effektiv, well d'Praktiken existéieren. Dofir ass et effektiv wichteg, sech déi Rechtssécherheet ze ginn an dee Kader ze setzen.

Mir begréissen dofir dee Kader hei och a mir mengen, dass et definitiv besser ass wéi keen ze hunn, a schléissen eis och der Mënscherechtskommissioun un – mir haten hiren Avis gelies –, déi am Ufank immens kritesch war, an hunn awer festgestallt, dass vill vun hire Verbesserungsvirschléi och integréiert gi sinn an de schlussendlechen Text. Deemno begréisse mer dës Verbesserung, géifen awer och gären der Mënscherechtskommissioun hir Bemolle mat op de Wee ginn, an zwar éischtens, dass et immens wichteg ass, dass d'Poliziste forméiert ginn, virun allem, wat d'Vulnerabilitéiten ugeet, also vulnerabel Leit, notamment LGBTQI+-Leit, an zweetens, dass och bei der Fouille simple ee Bemoll, dee si haten, ass, dass d'Fouille simple eigentlech awer och misst ausserhalb vu frieme Blécker passéieren, wat eeben net am Text virgesinn ass. An dat bedauere si e wéineg.

Trotzdeem droe mir, eebe mat Bauchwéi, och dësen Text mat. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e schwieregen Text, deen awer a sengen Deeler

zum Schutz vun der Gesellschaft a virun allem och zu dem Schutz vun de Beamten am Asaz wäert bäidroen. Et ass en Text, wou mir als Piraten laang dermat gehadert hunn an nach ëmmer Bedenken hunn, well esou eng Duerchsichung awer eppes Desagreabeles ass fir déi zwou Säiten, souwuel fir d'Beamten, mat deene mer geschwat hunn – well déi ginn oft vergiess bei där Thematik –, fir d'Beamten, déi esou intim Duerchsichunge musse maachen, wéi och fir d'Leit, déi eeben duerchsicht ginn. An do ass et un eis als Parlament an och herno als Staat, fir deene Leit, déi duerchsicht ginn, de méiglechst gréisste Schutz awer nach ze ginn.

Hei bei dësem Gesetz gouf an der Justizkommissioun vill driwwer diskutéiert. Hei ass eent vun deene Gesetzer, wou ee ka soen, et geet net esou eraus, wéi et erakomm ass. Et ware gutt Avise geschriwwe ginn. An hei huet sech och gewisen, dass déi eenzel Avisen och hire Feedback kruten an déi Iddien och iwwerholl gi sinn, wat op dëser Thematik immens wichteg ass, well den Input vu baussen hei immens wichteg war fir d'Kommissioun. A wann een esou vill Schutz opbaut, muss een herno och, wann ee sech dernieftbehëlt, sief dat de Beamten oder deen, deen duerchsicht gëtt, Méiglechkeete gi fir déi zwou Säiten, sech herno kënnen auszedrécken, an dass dat dann eeben net méi virkënnt.

Mir hunn elo kloer Reegelen, déi eiser Meenung no awer mussen no engem Joer nach eng Kéier analyséiert ginn. Mir musse kucken: Huet dëst Gesetz, esou wéi et geplangt ass, esou wéi elo d'Verbesserungen duerch d'Mënscherechtskommissioun komm sinn ... Ass et duergaange mam Schutz? Ass et duergaangen, fir dass mer net awer heiansdo iwwert d'Sträng schloen?

Mir wäerten haut dësem Text mat ville Bedenken zoustëmmen. Et ass, mengen ech, fir keng Partei en einfache Sujet. Et ass och e Sujet, deen zum Deel ganz emotional ass. Et ass awer och esou, dass mer, wéi den OKaJu jo hei war, och schonn eng Diskussioun haten, déi elo net direkt dëst Gesetz betrëfft, mee mech immens beréiert huet. An dat ass, dass de Staat higaangen ass an en huet am ganz intime Beräich Miessunge virgeholl fir ze kucken, wéi al ee soll sinn. Dat sinn och esou Gesetzer, déi ech wëll uschwätzen, dass et ... Bei de Flüchtlinge war dat, bei Leit, déi hei Schutz gesicht hunn. Dir kënnt et noliesen am Rapport vum OKaJu. Dat hat mech immens schockéiert. An dat ass och e Gesetz, wou mer eng Kéier mussen nobesseren, fir dass déi Jonk, déi hei am Land Schutz sichen, eeben net sech mussen esou Praktiken ënnerzéien, fir dass se herno den Alter erausfannen.

Ech soen dem Charles Margue Merci fir deen ausféierleche Rapport a virun allem och fir déi Oppenheet an der Kommissioun, dass mer déi Avisen alleguerte konnten duerchhuelen an deementspriechend och déi Nobesserunge maachen, well d'Gesetz ass awer elo en Tickchen, soe mer souguer e groussen Tickche besser, wéi et am Ufank erakomm ass. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Schéine gudde Mëtten. Fir d'éischt emol: Ech verstinn natierlech all Är Suergen a Bedenken. Ech soen Iech awer och Merci fir déi breet Zoustëmmung, well ech fannen dat extreem wichteg bei esou engem sensibelen Text wéi deem heiten.

Et si Situatiounen, wann ee wierklech an enger Situatioun ass, wou e muss fouilléiert ginn, wou e warscheinlech, ausser natierlech verschidden ofgehäert Personnagen, eng grouss Vulnerabilitéit huet, wou et och wichteg ass, dass de Kader determinéiert ass an dass souwuel deejéinegen, deen an der Situatioun ass, fir fouilléiert ze ginn, wéi och deejéinegen, deen déi Fouille muss ënnerhuelen, wat och fir deen natierlech eng Erausfuerderung ass, weess, wat de Kader ass, weess, wat de Legislateur determinéiert huet. An duerfir ass et wichteg, dass mer eis dee Kader haut ginn, well et effektiv en extreem, extreem delikaten an intrusive Charakter kann hunn an eeben och eng Atteinte op d'physesch Integritéit kann duerstellen. An et ass also onëmgänglech, fir dëse Regimm och strikte Konditiounen ze ënnerzéien.

Ech ginn elo net nach eng Kéier op den Detail an. Ech mengen, dat hutt Der alleguerten en long et en large gemaach. Ech wollt just nach eng Kéier e puer Punkten awer soulignéieren. Ech mengen, déi dräi Zorte vu Fouillen, déi hutt Der gutt, ganz gutt erkläert, a wéi mer hei probéiert hunn – an dat ass ugeklongen –, den Avise Rechnung ze droen an eeben och ëmmer erëm eis an de Kontext vun der mënschlecher Dignitéit ze stellen an ze kucken, dass all Zort vun Humiliatioun, ob gewollt oder ongewollt, a meeschtens si se net gewollt, ka verhënnert ginn.

Dat heescht, et ass festgehale ginn, dass déi Persoun, déi der Fouille ënnerläit, just fir déi Zäit zréckgehale gëtt, déi absolutt noutwendeg ass, fir d'Fouille ze exekutéieren. Et ass keng drëtt Persoun bei der Fouille. D'Fouille simple gëtt, wann nëmme méiglech, vun enger Persoun vum selwechte Geschlecht ausgefouert. A jo, ech si mer bewosst, dass do verschidde Problematike vläicht nach mussen eng Kéier zougespëtzt gi fir ze kucken ... Et ass souwisou e Sujet, wou mer musse kucken, wann do een zum Beispill seet: „Ech wëll awer léiwer vun enger Persoun vum anere Geschlecht fouilléiert ginn", wéi een domadder kann ëmgoen. Also dat, wat d'Madamm Oberweis virdrun opgeworf huet.

D'Fouille intégrale gëtt an alle Fäll vun engem Polizist vum selwechte Geschlecht exekutéiert. D'Fouille simple an intégrale kënnen, wann et net anescht geet, iwwert d'Contrainte physique gemaach ginn. A bei der Fouille intime ass dat natierlech ausgeschloss.

Ech wollt nach op zwou Saachen agoen. Dat mam Delai: Jo, et wier gutt gewiescht, wéi esou dacks, wa mer méi séier virukomm wären. Mee Dir hutt selwer d'Erklärung ginn, firwat et sou laang gedauert huet: Et ass extreem sensibel. Mir krute vill Avisen a mir hu wierklech probéiert, hei en equilibréierten Text hinzekréien.

Dann zu der Fro: Wéi ass et bei deenen anere Professiounen? An do, wéi esou dacks, wéi och bei verschiddenen anere Remarken, déi gemaach gi sinn, wonneren ech mech ëmmer, dass mer verschidden Diskussiounen net am Kader vun der Kommissioun hunn, wou ee sech ganz gutt kann abréngen an d'Debatt, wou awer net jiddwereen dat mécht a wou een dann och vläicht net ëmmer alles matkritt, wat dann esou presentéiert gëtt a wat vun Aarbechten am Justizministère leeft.

Ech hunn e Projet de loi deposéiert am Mee (veuillez lire: am Juni) vum leschte Joer iwwert de Gardiennage. An do ass den Artikel 14-1, dee reegelt, ënner wéi enge Konditiounen en Agent de sécurité eng Palpatioun ka maache vun enger Persoun, déi enzwousch wëll erakommen. Dat heescht, an deem Projet de loi kann een dat alles erëmfannen, soudass ech der Meenung sinn, dass och dat, wa mer dann do den Avis vum Staatsrot kréien a kënne weiderschaffen, gereegelt ass.

Voilà. Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7259. Den Text steet am Document parlementaire 7259[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7259 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7259 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Question élargie n° 177 de M. André Bauler au sujet de l'importance et de la valorisation des bénévoles des associations sans but lucratif dans le secteur culturel

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 177 vum Här André Bauler iwwert d'Wichtegkeet an d'Opwäertung vun de Benevollen, déi an den ONGen aus dem Kulturberäich aktiv sinn. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Fro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Kultursecteur gëtt duerch den Engagement vu ville verschiddenen Acteuren, dorënner eng sëllege Kulturveräiner, animéiert a geférdert. Vill vun dëse wichtege Partner, virun allem sinn dat, wéi gesot, Veräiner ouni Gewënnzweck, also ASBLen, iwwerhuele ganz divers Aufgaben, déi mat engem spierbaren Aarbechtsopwand verbonne

sinn, besonnesch op administrativem an organisatoreschem Plang.

Si fonctionéiere virun allem dank dem onermiddlechen Asaz vu Fräiwëllegen, déi deels och spezifesch Verwaltungsaufgaben am Zesummenhang mat der Kommunikatioun, der Finanzéierung, dem Sponsoring an der Inszenéierung vun Events ze dinn hunn.

Et stellt een awer fest, datt vill Veräiner an noer Zukunft seriös Problemer wäerte kréien, fir esou benevoll schaffend Mataarbechter fir dës alldeeglech Aufgaben ze fannen. De Moment sinn dat meeschtens jonk pensionéiert Leit, déi fräiwëlleg schaffen, oder et gëtt punktuell op Freelancemataarbechterinnen a -mataarbechter zréckgegraff.

Aus dësem Grond wollt ech der Madamm Kulturminister follgend Froe stellen: Kann d'Madamm Minister eis eventuell soen, wéi eng kulturell Veräiner de Moment eng Konventioun mam Kulturministère hunn, déi et hinnen erlaabt, mëttelfristeg an eventuell och laangfristeg oder op länger Dauer een oder méi Mataarbechter, eng oder méi Mataarbechterinnen anzestellen an ze finanzéieren? Deelzäit- a Vollzäitmataarbechter wieren hei ze ënnerscheeden. Op wéi enge Krittäre baséieren dës Konventiounen?

Ass d'Madamm Minister vläicht och bereet, fir kulturell Veräiner op personellem Plang verstäerkt ze ënnerstëtzen, dat nom Virbild vun de Konventioune fir de Fonctionnement vun den ëffentleche Bibliothéiken, déi vun ASBLe geréiert ginn a Personal hu mussen astellen? Ettlech Veräiner, déi op regionalem Plang a vernetzt mat e sëllege Partner schaffen, riskéieren, an noer Zukunft net méi kënnen op Fräiwëlleger zréckzegräifen, déi si administrativ, technesch an organisatoresch staark ënnerstëtzen.

An anere Wierder: Ass d'Madamm Ministesch bereet, fir Synergien tëschent de Veräiner ze fërderen, déi zesummeschaffen, kooperéiere géifen, fir e Professionellen anzestellen, dee Spezialist am Beräich vun der Verwaltung vu kënschtlereschen a kulturellen Ugeleeënheeten ass oder zumindest eng Erfarung op deem Terrain, eng zolidd Erfarung matbréngt, eng Zort Kulturmanager also, deen am Déngscht vun Acteuren aus dem Secteur steet?

Et mag wuel duerchaus esou sinn, an d'Madamm Minister wäert dat och vläicht herno soen, datt et elo scho méiglech ass, am Kader vun deene besteeënde Konventioune Personal anzestellen. Jo, mee Hand op d'Häerz, Madamm Minister, dat Geld feelt da fir déi reng artistesch Aarbecht. Dat wësse mer jo alleguer.

Et geet hei wierklech mëttelfristeg ëm d'Weiderbestoe vu gréissere Veräiner, Initiativen a Projeten, déi op esou eng Hëllef ugewise sinn an ouni déi vill Nowuesskënschtler, besonnesch an der Musekszeen, also jonk Kënschtler, keng gëeegent Plattform méi fannen, fir kënne virun engem avertéierte Public optzetrieden.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a freeë mech op d'Äntwerte vun der Madamm Minister.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo, merci villmools, Här Bauler, dass Der mer alt nees d'Geleeënheet gitt, fir iwwert d'Kultur hei an der Chamber ze schwätzen, wou ech jo ëmmer erëm net midd ginn ze soen, dass ech Demandeur sinn do derfir.

Ben, fir d'éischt emol ass et och d'Occasioun, fir nach eng Kéier all deene Benevollen, déi Der ernimmt hutt, e grousse Merci ze soen, déi sech wierklech asetzen am Alldag fir eis Gesellschaft, andeem se d'Kulturlandschaft ënnerstëtzen a maachen, dass mer esou eng bléiend Kulturlandschaft hu wéi déi, déi mer hunn.

Natierlech ass de Benevolat net mat enger Astellung gläichzestellen. An dat ass mer extreem wichteg. Ech mengen, Dir wësst, dass eng vu menge Prioritéiten déi ass, dass mer d'Professionaliséierung vun eisem Kultursecteur weiderdreiwen an dass mer – dat, wat Der elo och zum Schluss gesot hutt – hinnen all d'Méiglechkeete ginn, fir dass net déi ganz Aktivitéit vun hirer administrativer Aarbecht opgefriess gëtt, mee dass se genuch Zäit hunn an och genuch Budget hunn, fir der ganzer Kreativitéit nozegoen, déi se wëllen hunn.

Mir hunn notamment och eng Formatioun zënter 2020, déi mer organiséieren, dat op Demande vum Secteur, respektiv finanzéiere mer och Formatioune fir Leit, déi a Kulturinstitutiounen an an Associatioune schaffen. An dat betrëfft awer net nëmmen déi konventionéiert, mee och déi, déi Demandeur sinn an déi sech engagéieren.

Vläicht e bëssen Zuelen iwwert d'Unzuel vu Konventiounen am Kulturministère. Ech si wierklech der Meenung, dass et fir d'ASBLen eng Sécherheet duerstellt, wa se konventionéiert sinn, wa se net Joer fir Joer mussen no engem Subsid froe kommen. Wa se wëssen, mir hunn hei eng Konventioun, da gëtt dat hinne Planungssécherheet. Si wëssen, wat d'Konditioune vun der Stee sinn. An Dir wësst jo och, dass et viru fënnef, sechs Joer eng ganz Onrou gouf am Secteur, wéi eng sëllege Konventioune gekënnegt goufe respektiv och d'Dotatiounen erofgesat gi sinn.

Et waren 2015 nach 69 Associatioune konventionéiert. An déi Zuel ass dunn duerno geschmolt op 47. An Enn 2018, wéi ech de Kulturministère iwwerholl hunn, du ware mer bei 49 Associatiounen, déi eng Konventioun mam Kulturministère haten.

Ech hunn aus deenen Ursaachen, déi ech elo gesot hunn, alles drugesat, fir déi Zuel an d'Luucht ze setzen. An dat ass mer och, mengen ech, gelonge mat de ganzen Ekippen. Mir sinn elo op zwee an en halleft Mol méi, dat heescht 253 % méi konventionéierten Associatiounen. Dat ass budgetär och méi wéi eng Verdueblung: vu 35 Milliounen op 72 Millioune Budget. Dëst geet un Institutiounen, Federatiounen, Museksensembelen, Theateren, Kënschtlerkollektiver an esou weider, fir all dësen Associatioune besser ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir hunn awer nach en anere Punkt, wou mer ugesat hunn, dat ass dee vun de Federatiounen. Zënter 2019 setze mer och do en Accent drop, dass mer déi, déi sech asetze fir d'Allgemengheet vun engem Deel vum Secteur, och ënnerstëtzen, fir dass se sech och do administrativ besser kënnen opstellen, hir Lobbyaarbecht besser kënne maachen. An do si konventionéiert ginn – nieft den traditionelle Federatiounen, déi scho konventionéiert waren, wéi d'UGDA, de Piusverband oder d'THEATER FEDERATIOUN –: Actors.lu, d'ASPRO, d'AAPL, d'FLAC, d'Alliance Musicale, d'A:LL Schréftsteller*innen, d'Lëtzebuerger Bicherediteuren an och de Reseau vun de Centres culturels régionaux.

Fir 2023 gi 15 verschidde Federatioune konventionéiert fir e Gesamtbudget vun 1,1 Milliounen Euro. An hei sinn iwwer zéng administrativ Aarbechtsplaze geschafe gi respektiv gi finanziell Entschiedegungen u Kënschtler ausbezuelt, déi hir jeeweileg Federatiounen a Gremie representéieren.

An ech wëll wierklech nach eng Kéier ervirsträichen, wat fir eng exzellent Aarbecht dës Federatioune maachen. Si hëllefen ons och bei der Ausschaffung vun den Texter. Si hëllefen ons am Dialog mat den Institutiounen, wou mer kucken, wat d'Demandë vum Secteur sinn a wéi mer dat beschtméiglech kënnen ugoen.

Eppes aneschters, wat mer lancéiert hunn, ass am Danzsecteur de Prinzipp, dass mer eng Aide à la structuration ginn hunn. Mir hu festgestallt, dass mer am Danzsecteur zwar mat dem TROIS C-L an der „Banannefabrik" wierklech e Flagship hu vum Danzsecteur, mee dass et awer den Associatiounen, déi an deem Beräich täteg sinn, vläicht e bëssen un Unerkennung gefeelt huet an dass do ganz vill vun där artistescher Aarbecht wierklech an dat Administratiivt gefloss ass tëschent Communiquéë schreiwen, Demanden ausfëllen, Social Media maachen, soudass mer déi Aide à la structuration an d'Liewe geruff hunn. An do ass et esou, dass elo Dräijoreskonventioune sinn. Déi éischt ass elo ausgelaf, mir sinn elo bei där zweeter Editioun, 2023 bis 2025. Et erlaabt den Artisten, fir iwwer Expertskontrakter och stonneweis ze bezuelen, fir zum Beispill Ëffentlechkeetsaarbecht, Produktiouns- an Diffusiounsaarbecht. Et sinn aacht verschidden Danzcompagnien, déi heivunner profitéieren, fir e Gesamtbudget vun 245.000 Euro.

An dës Aide, an dat war och e bëssen de But, huet et och fäerdegbruecht, nei Beruffer hei am Land e bëssen ze fërderen, wéi e Produzent oder en Diffuseur à l'international. A wat och ganz flott ass – Dir hutt d'Kooperatiounen ugeschwat –, dat ass, wéi gutt d'Synergien hei fonctionéieren a wéi gutt och déi eenzel Compagnien zesummeschaffen, ouni Konkurrenzdenken, soudass och déi Leit, déi déi Beruffer dann ausüben, fir Verschiddener schaffen. An esou sinn zirka 15 Leit hei à temps partiel engagéiert.

De Ministère wäert also fir dëst Joer 124 verschidde Konventioune fir 72 Milliounen Euro ënnerschreiwen. A wéi an der Konventioun stipuléiert, ass et eng Dotatioun, déi déi ASBL kritt, an déi ka se och asetzen, wéi se et fir richteg fënnt, Haaptsaach et entsprécht eeben der Missioun, déi d'ASBL an de Statutte festgehalen huet. An dës Dotatioun kann natierlech och fir d'Personalkäschte benotzt ginn, wat natierlech och bei ganz villen de Fall ass.

Mir hu statistesch gesinn zwou Kategorië vu Konventiounen: 85 Strukturen, 68 %, si vu Leit aus der Société civile gegrënnt ginn an 39 Strukturen, also grob een Drëttel, sinn an d'Kategorie „éischter parastaatlech" ze setzen, dat heescht, entweeder si se op Wonsch vum Staat oder vun eenzelne Gemengen zesummen an d'Liewe geruff ginn.

Mir hunn och dräi verschidden Typpe vu Konventiounen: eng Convention pluriannuelle à objectifs, eng Convention annuelle à reconduction tacite, dat sinn déi meescht, an dann d'Aide à la structuration pour compagnies de danse. Et sinn u sech déi véier Établissement-publicken, déi an de Genoss vun enger Convention pluriannuelle à objectifs kommen. A mir hunn hei an deene véier Établissement-publicken 285 ETPe schaffen.

Dir hutt no de Krittäre gefrot. Den Haaptkrittär ass jo dee wierklech vun der Eligibilitéit: Et muss kloer an eis Missiounen natierlech vum Kulturministère passen. Den administrativen Niveau muss kloer identifizéierbar sinn, kohärent Missiounen hunn, d'Statutte mussen en règle si souwéi natierlech och den RBE, den RCS. An de Budget muss balancéiert sinn.

Bei ganz neien Associatiounen, do waarde mer normalerweis een, zwee, dräi Joer, bis se sech etabléiert hunn, éier mer eng Konventioun mat hinnen ënnerschreiwen. Ausnamen hu mer elo gemaach am Kader vun Esch2022 mat notamment FrEsch, déi nach net esou laang existéiere wéi eeben déi dräi Joer, oder och fir aner Associatiounen, wéi och d'Ënnerstëtzung

vu Spektrum zu Rëmeleng, wou mer einfach fannen, dass déi Projete sech schonn esou etabléiert weisen, dass mer do net elo nach esou vill Joer waarden, bis mer dat ënnerstëtzen.

D'Konventioun definéiert natierlech den Objet, d'Durée an d'Héicht vun der Dotatioun. Et bilt eng Vertrauensbasis a mir maachen och alljoers eng Evaluatioun vun deene Konventiounen. Mir kucken notamment och, wéi d'budgetär Situatioun ass, wat Projete sinn, woufir eventuell méi Sue géife gebraucht ginn, oder wann elo zum Beispill vill Reserven do sinn oder Reserven do sinn, dass mer dann net dorobber zréckgräifen.

Mir hu probéiert, eng Oplëschtung nach ze maache vun all deenen aneren Associatiounen, a mir kommen op e Chiffer vun ongeféier 250 – dat war jo eng vun Äre Froen – ETPen, déi an deene konventionéierten ASBLe schaffen.

Dir hutt och vun de Bibliothéike geschwat. Hei schaffen eng néng Leit. Dat si fënnef ETPen, déi an deene sechs Bibliothéike sinn, déi als ASBL opgestallt sinn. Dir wësst, dass mer hei och elo en État des lieux maachen. A mir wäerten am Fréijoer och e Workshop hunn zu där Fro, déi Iech besonnesch um Häerz läit, wou mer dat dann och kënnen diskutéieren.

Natierlech promouvéiere mer insgesamt d'Synergien tëschent den Associatiounen. Et steet deem absolutt näischt am Wee. An och nach de klenge Rappell, dass et de Congé culturel gëtt. D'Gesetz gouf publizéiert déi lescht Woch, soudass och hei nach kënne Leit an de Genoss kommen, déi eeben an den Associatiounen engagéiert sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

5. Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis

An d'Wuert huet elo d'Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gitt mer zwou Minutten, fir Iech ganz schnell eng Resolutioun virzestellen.

Am kierzlech virgestallte Rapport iwwert den État de droit fënnt een e d'Bemierkung, datt generell gekuckt zu Lëtzebuerg déi verschidde Reegelungen, fir Interessekonflikter ze vermeiden, nach verbesserungswierdeg sinn.

Eng wichteg Roll kënnen hei d'Interessenserklärunge vu Persounen a gewëssene Funktiounen oder Mandater spillen, well si erlaben et proaktiv, Interessekonflikter ze vermeiden. Entspriechend Reegelungen existéiere jo beispillsweis hei bei eis an der Chamber fir d'Deputéiert, mee och zum Beispill fir d'Conseillere vun der Regierung.

Bei dem Conseil d'État gesäit dat aneschters aus. D'Membere vum Conseil d'État ënnerstinn zwar engem Deontologiecode, mee si mussen aktuell keng Interessenserklärung ofginn. Hei stellt sech déi eng oder aner Fro.

Zum Beispill hunn d'Membere vum Conseil d'État laut dem Deontologiecode eng Obligatioun, bei Interessekonflikter déi noutwendeg Mesüren ze ergräifen. An éischter Linn handelt et sech do also ëm eng Eegeverantwortung vun den eenzelne Memberen. Derbäi kënnt d'Roll vum President vum Conseil d'État, deen d'Obligatioun huet, derfir ze suergen, datt déi deontologesch Reegelen agehale ginn. Mee d'Fro stellt sech, wéi genee de President vum Conseil d'État dat da maache soll, wann hien net iwwer Informatioune verfüügt, déi et him géifen erlaben, dës Interessekonflikter ze identifizéieren.

Doriwwer eraus muss een och dem Conseil d'État seng zentral Roll an eiser institutioneller Organisatioun ënnersträichen. Wa mir de Conseil d'État als Conseiller vun der Chamber a vun der Regierung bezeechnen, dann denkt een héchstwarscheinlech an éischter Linn un e Conseil en droit, méi genee gesot un dem Conseil d'État seng Funktioun, op déi richteg Mise en forme vun de verschiddenen Texter ze uechten, ze kontrolléieren, datt d'Texter kohärent a konform mat anere juristeschen Norme sinn, an eventuell Géigevirschléi ze maachen, wéi een d'politescht Objektiv besser am Text formuléiere kéint.

Dem Conseil d'État seng Funktioun geet allerdéngs doriwwer eraus. Beispillsweis verankert déi reviséiert Constitutioun explizitt d'Méiglechkeet fir d'Chamber a fir d'Regierung, de Conseil d'État mat Froe vun allgemengem Interessi ze kontaktéieren. An dëser Hisiicht denken ech, datt et net onsënneg ass, iwwer eng Obligatioun fir eng Interessenserklärung fir d'Membere vum Conseil d'État ze debattéieren.

Ech proposéieren dëst an dëser Resolutioun, déi ech elo deposéieren, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant que le rapport sur l'État de droit 2022 constate qu'au Luxembourg, « (d)es améliorations restent également possibles en ce qui concerne la réglementation des conflits d'intérêts » ;

– considérant que le Conseil d'État, en tant que gardien de l'État de droit et conseiller de la Chambre des Députés et du Gouvernement, est un élément central de l'organisation institutionnelle pour le bon fonctionnement de l'État luxembourgeois ;

– considérant que le Conseil d'État exerce ce rôle central à travers l'exercice des différentes fonctions qui lui sont attribuées ;

– considérant qu'en vertu de la révision constitutionnelle, l'une des fonctions attribuées est la possibilité pour la Chambre des Députés et le Gouvernement de consulter le Conseil d'État tant sur des textes législatifs que sur des questions d'intérêt général ;

– constate par conséquent que le Conseil d'État n'est pas seulement un conseiller en droit – chargé notamment de perfectionner la mise en forme du texte, de vérifier sa cohérence et sa conformité avec les autres normes du droit, et de faire éventuellement des contre-propositions pour mieux réaliser l'objectif politique visé –, mais qu'il peut également conseiller sur des questions d'intérêt général ;

– constate ainsi qu'il apparaît justifié, notamment dans un esprit de transparence, d'exiger que les membres du Conseil d'État soient soumis à des règles déontologiques effectives afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts ;

– considérant que les membres du Conseil d'État ne sont actuellement pas tenus de faire une déclaration d'intérêts au début de leur mandat, qui renseigne sur certains éléments qui peuvent potentiellement influencer l'exercice de leur mandat ;

– considérant que la Constitution dispose que « L'organisation du Conseil d'État et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi. » ;

– considérant que le Conseil d'État n'est ainsi pas doté par la Constitution d'un pouvoir réglementaire ;

– constate que – dans le respect de la place du Conseil d'État dans l'organisation institutionnelle – le pouvoir législatif peut notamment définir le cadre juridique des règles déontologiques applicables aux membres du Conseil d'État,

décide

– d'examiner, dans un esprit de transparence et en s'inspirant des règles applicables aux conseillers qui sont adjoints au Gouvernement, la possibilité de créer une base légale qui oblige les membres du Conseil d'État à faire une déclaration d'intérêts au début de leur mandat et à tenir cette déclaration à jour pendant leur mandat, afin de fournir des informations sur certains éléments qui peuvent potentiellement influencer l'exercice de leur mandat.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

6. Interpellation de Mme Martine Hansen au sujet de la diversification agricole

Fir ofzeschléisse komme mer elo zur Interpellatioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert déi landwirtschaftlech Villsäitegkeet. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, d'Madamm Tess Burton, den Här François Benoy, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun dëser Interpellatioun, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Villmools merci, Här President. D'Landwirtschaft, de primäre Secteur, läit eis als CSV um Häerz a mir sti fir eng Landwirtschaft, wou d'Haaptaufgab nach ëmmer d'Produktioun vu gesonde Liewensmëttelen ass, an dat am Aklang mat der Natur, fir eng nohalteg Landwirtschaft mat deenen dräi Sailen am Gläichgewiicht. A mir stinn net fir eng Landwirtschaft, déi virun allem just nach Landschaftsfleeg mécht. Do wäert ech mam Agrargesetz nach eng Kéier drop zréckkommen.

Als CSV si mer wierklech der Meenung, datt mer kreativ, dynamesch, innovativ Bauere brauchen an datt mer déi onbedéngt mussen ënnerstëtzen.

Fir d'éischt wëll ech awer eng Kéier e Bléck op eis Landwirtschaft geheien, fir dat Ganzt an de Kader ze setzen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 130.000 ha landwirtschaftlech Notzfläch. Dat sinn 53 % vun eiser Landesfläch. Gëschter hate mer iwwert déi bebaute Fläch geschwat, dat sinn 10 %, dann 53 % landwirtschaftlech Fläch an de Rescht ass Bësch.

Vun där landwirtschaftlecher Fläch ass méi wéi d'Hallschent Gréngland, Dauergréngland. An do soen ech et nach eng Kéier: Beim Dauergréngland, do kann een – ech widderhuele mech, mee et sinn nach ëmmer Leit, déi mengen, dat kéint ee maachen – net einfach esou Geméis drop ubauen. Gréngland muss ee Gréngland si loossen. Wann een dat géif ëmbriechen, dat wär déi gréisst Ëmweltsënn, déi mer kéinte maachen. Da géif esou vill Karbon fräigesat ginn, esou vill Närstoffer géife fräigesat ginn. Gréngland ass extreem gutt fir den Erosiounsschutz an dat musse mer behalen. A well mer e Grénglandstanduert sinn, sinn d'Randfleeschproduktioun an d'Mëllechproduktioun eist Haaptstandbeen an der Landwirtschaft an dat wäerte se och bleiwen, well mir hunn hei e Standuertvirdeel a mir wären domm, wa mer deen net géifen notzen.

Och global gesi wär dat schlecht, esou wéi et am „Bauer" vum 7./8. Januar stoung vum Aloyse Marx, dem President vum Fräie Bauereverband. Den Artikel

heescht „Architektur unserer Ernährungssicherheit“. Wann déi Produkter net hei produzéiert ginn, wou mer e Standuertvirdeel hunn, an d'Produkter gi gebraucht, da gi se éierens anescht produzéiert, ganz dacks éierens anescht, wou den Ëmweltschutz keng esou eng grouss Bedeitung huet. Dat wär also schlecht fir d'Ëmwelt an et wär schlecht fir eis, well da géife mer och nach an deem Beräich, wou mer am Prinzipp gutt sinn, ofhängeg ginn.

Firwat ass dann awer elo eng Diversifikatioun wichteg? Mee mir gesinn éischtens, datt déi Produktiounsspart, wou mer eng grouss Stäerkt hunn, awer mat groussen Erausfuerderungen, ënner anerem bei den Amoniakausscheedungen, a Konfrontatioun gesat gëtt. An et bréngt awer elo näischt, einfach ze soen: „Mir maachen dat do elo net méi.“ Oder et bréngt och näischt, einfach en Deckel op d'Produktioun ze setzen. Och do wäert ech nach eng Kéier beim Agrargesetz drop agoen. Mee mir mussen de Betriber awer Alternativen opweisen an erméiglechen. An ënner anerem ass déi Diskussioun elo extreem wichteg.

Zweetens natierlech, an dat ass wéi bei jiddwerengem vun eis: Wann ech elo op engem Bee stinn an ee rappt mer et fort, da falen ech ëm. Bei engem Betrib ass et d'selwecht. Een, dee just op engem Standbee produzéiert, deen huet kee Risikoausgläich. Also ass dat och do fir deen eenzelne Betrib wichteg, a global gesinn natierlech fir eis Landwirtschaft a fir d'Nohaltegkeet vum gesamte Secteur. An da muss d'Politick awer derfir suergen, datt déi néideg Ramebedingunge geschafe gi fir déi Alternativen.

An duerfir hunn ech am Prinzipp dëse Sujet an d'Chamber bruecht. Et geet nämlech net duer, dat hei ëmmer nëmmen ze fuerderen, et muss gehandelt ginn an et muss virun allem op de Secteur gelauschtert ginn. Ech war bei vill eenzel Betriber an ech sinn u sech ganz villes gewuer ginn. A wann een dat géif systematesch maachen, wann ee wierklech emol eng Analys géif maache vun all deenen Alternativen, déi do sinn, a vun de Problemer, déi do sinn, ech mengen, dann hätte mer relativ vill Léisunge séier um Dësch.

Interessant an deem Kontext ass et, awer och emol ze kucken: Wou si mer Selbstversorger, wat importéiere mer? Do ass et net esou einfach, u Statistiken ze kommen. Vläicht kann den Här Minister eng Kéier kucken, datt mer déi nach aktualiséiert kréien. Ech hunn e bëssen hin- an hiergesicht, ech hunn der vun enger Studie vun der Uni vun 2020 fonnt, an awer och aner Zuelen, nach e bësse méi aktueller.

Beim Randfleesch ware mer virun e puer Joer nach bei 114 %. Mir soe jo ëmmer: „Mir produzéieren ze vill Fleesch, ze vill Mëllech“, an esou weider, mee mir hu keng 100 % méi beim Randfleesch, mir sinn elo nach bei 96 %. Och bei der Mëllech, do wou gesot gëtt: „Mir produzéieren ze vill, mir däerfen net méi esou vill Mëllech produzéieren“, mir sinn do bei 100 %. Och do hu mer kee Riseniwwerschoss. Natierlech, mir exportéieren, mee mir importéieren awer och a mir kënnen eis Grenze jo net zoumaachen.

Beim Schwéngefleesch ware mer bei 67 %, mir sinn elo bei 58 %, och do ass et méi schlecht ginn. Bei den Eeër leie mer esou ongeféier bei 35 %, Geméis 5 %, Pouleten 1,5 % bis 2 %, Uebst manner wéi 2 %. Dat heescht, mir hunn nach op ville Plaze vill Potenzial.

(Interruption)

An et ass awer och net esou, wéi wa mer net schonns Alternativen hätten. Mir hu schonns ganz vill Alternativen. Mee et gëtt awer och vill Problemer. An ech probéieren, dat hei mat eenzelne Beispiller ze kucken an dann och do Léisungen erauszeschielen. An ech hunn 21 Léisunge respektiv Fuerderungen.

Ech probéieren, bei der Gefligelproduktioun als Beispill unzefänken. Hei importéiere mer wierklech dee ganz groussen Deel vun eisem Gefligel. Et ass awer elo net esou, wéi wa kee Wëllen do wär bei de Baueren, fir der méi ze maachen. Et gëtt och schéin oder gutt Projeten. Mir hunn de Lët'z Poulet, mir hunn och vill Direktvermaarter, déi et maachen. Mee dat geet nach net duer. Wéi gesot, mir hunn e Selbstversuergungsgrad vu knapps 35 %.

Ech mengen, jiddweree vun eis heibannen, deen e bëssen d'Zeitung liest, deen huet warscheinlech nach d'Diskussiounen am Kapp vun de Biergerinitiativen, wéi hei zu Lëtzebuerg sollten e puer Ställ gebaut ginn.

2018 stoung am „Wort“: „Bauer gibt in Streit um Hähnchenmästerei auf [...]. Drei Jahre lang hatte er dafür gekämpft.“ Et sollten zwee Ställ opgeriicht gi mat 6.500 Pouleten, „Hähnchen“ also. An dat ass e ganz grousse Problem bei eis an der Gesellschaft. Vill Leit mengen nämlech, si wéissten, wéi d'Landwirtschaft géif ausgesinn, mee dat, wat se mengen, an dat, wat d'Realitéit ass, dat Bild geet ëmmer méi wäit auserneen. An duerfir ginn ech mech net fir ze soen: Mir mussen dodru schaffen, datt dat erëm méi no beienee geet!

An duerfir och deen éischte Punkt: Mir musse massiv an Informatiounscampagnen investéieren, fir d'Akzeptanz vun de Produktiounen hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Do gëtt et schonn eenzel Initiativen, zum Beispill „Fro de Bauer“ ass ganz gutt. Mee dat geet nach net duer, dat gesi mer bei de Reaktioune vun de Leit. Well vill Leit hunn nach ëmmer esou en nostalgescht Bild vun der Landwirtschaft, „Heidi-Bild“ nennen ech et, mam Alm-Öhi, mat e puer Ochsen an dräi Geessen an e puer Schof, déi an der Wiss ronderëmlafen. Mee dat ass net méi d'Landwirtschaft, och net méi op der Alm!

An da muss ech och nach soen: Och fréier war et net onbedéngt besser fir d'Béischten! Do waren déi dee ganze Wanter iwwer ugestréckt am Stall. Dat hescht, déi modern Landwirtschaft huet vill gemaach fir d'Wuelbefanne vun den Déieren.

Oder eng aner Saach, déi am „Bauer“ vum Juli 2022 stoung, et war en Artikel mam Titel „230.000 Legehennen und dennoch Bio“. Jo, déi ginn och heihinner importéiert. Déi hunn awer och 100 ha Auslaf. Ech wëll just soen: D'Gréisst seet net onbedéngt eppes aus! An Däitschland ginn 80 % vun de Pouleten a Betriber mat méi wéi 50.000 Déiere gehalen. Déi ginn och heihinner verkaaft a se ginn och hei kaaft. A mir bréngen et mol net fäerdeg, e Stall vu 6.500 akzeptéiert ze kréien! Also, do musse mer dru schaffen.

En anere Problem fir déi Produktioun, awer net nëmme fir déi, ech soen et just um Beispill vun där, dat ass hei d'Feele vun engem Schluechthaus zu Lëtzebuerg. An hei muss proaktiv mam Secteur no Léisunge gesicht ginn. Allgemeng muss ee soen, datt eng komplett Wäertschëpfungsketten extreem wichteg ass, wann een esou eng Produkter gäre wëllt opbauen.

Zum Beispill och beim Geméis. Ech mengen, Geméis produzéiere mer, d'Verschaffe maache mer nach net hei. Dat heescht, och do wär eng komplett Wäertschëpfungsketten extreem wichteg. An de Minimum, deen een elo kéint maachen, dat wär, fir derfir ze suergen, datt déi Bäihëllefen, déi d'EU virgesäit an deene Beräicher, géife voll ausgeschëpft ginn. Dat war am leschten Agrargesetz net de Fall. Dat ass an dësem Projet de loi och nach net virgesinn. Vläicht kënnt dat jo nach. Dat war main zweete Punkt.

Da kommen ech bei ee konkreet Beispill, dat sinn d'Setzgromperen. An ech soen da vun de Setzgromperen, well se eis am Éislek vläicht speziell um Häerz leien. Dat ass en zweet Standbee gewiescht fir ganz vill Betriber. Leider riskéiert dat awer, der Vergaangenheet unzegehéieren. An dat wëlle mer wierklech verhënneren als CSV, well mir waren ëmmer houfreg op eis Setzgromperegenossenschaft. Ech ka mech nach erënneren, datt mer mat Klassen dohinnergaange sinn, da sinn d'Aen esou grouss opgaangen, wann déi erkläert kritt hunn, wuer mer iwwerall Grompere géifen exportéieren, Setzgrompere géifen exportéieren. Mir ware richteg gutt doranner. Mir sinn och nach gutt dodran.

Mee et kéint geschwënn net méi esou ausgesinn, well d'Genossenschaft huet Schwieregkeeten, huet richteg Schwieregkeeten! Si brauchen eng minimal Fläch, mee fir de Bauer ass et net méi onbedéngt interessant. Fir deen ass et scho bal méi interessant, heiansdo näischt ze maachen an do d'Primmen ze kréien, wéi eng schwiereg Produktioun ze maachen, wou vill Knowhow gefuerdert ass a wou e Risiko dran ass. An duerfir, wann déi Genossenschaft hir Produktioun misst astellen ... Si maachen Defizit. Wa se nach e Joer Defizit maachen, da si se fort! Also soen ech hei ganz kloer: Mir erwaarden eis eng geziilt léisungsorientéiert Positioun vum Ministère – deen drëtte Punkt!

Wëllt d'Majoritéit dëse Secteur ënnerstëtzen, da musse mer zesumme mam Secteur no Léisunge kucken. Mir musse kucken, wat am Agrargesetz méiglech ass, fir dee Secteur hei ze retten. Wéi gesot, et gëtt Alternative fir verschidde Betriber. Mee wa mer keng Genossenschaft méi hunn, déi verkeeft, da kënne mer och kee Betrib méi hunn, deen herno nach ka produzéieren. Däerfen d'Gromperen zum Beispill op Stëllleeungsflächen ugebaut ginn? Ech weess, Iessgromperen däerfen ugebaut ginn. Mee Setzgrompere kënnen och giess ginn. Muss een dat esou genau spezifizéieren, datt déi net däerfen do ugebaut ginn? Dann hätte mer zum Beispill eng Fläch, da kéint d'Genossenschaft vläicht rentabel produzéieren.

Een anert Beispill, Dir Dammen an Dir Hären, si Geessen a Schof. Hei zu Lëtzebuerg hu mer eng Partie Betriber, déi dat maachen, déi verschaffen och, si maache Kéis, si maache Glace, si verkafen d'Mëllech och esou. Vill maachen der Direktvermaartung, anerer ginn och direkt un e Supermarché. Mir hu ganz gutt Betriber an deem Beräich. D'Direktvermaartung ass awer net fir jiddwereen eppes.

An hei ginn ech Iech einfach e Beispill vun engem Betrib, deen elo a Schwieregkeete kënnt respektiv hätt kënne kommen duerch d'Agrargesetz. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg zwee grouss Betriber gehat, déi hu Mëllech exportéiert an d'Belsch. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et erëm eng Kéier keng komplett Wäertschëpfungsketten, et gëtt keng Molkerei fir Geessemëllech, also ass eng Molkerei heihinner d'Mëllech siche komm. Dir kënnt Iech virstellen, datt déi net fir 100 Liter op Lëtzebuerg kommen. Sou, elo huet leider ee vun deene Betriber opgehalen. Wann deen anere Betrib net déi do Geessen iwwerhëlt, da kënnt d'Molkerei seng Mëllech net méi sichen. Da steet en do!

Wat huet de Betrib also gemaach? Ma en huet d'Geessen iwwerholl. Dat ass och u sech net problematesch gewiescht, well de Stall schonns an där Gréisst geplangt war. Dem jonke Bauer säi Projet war och vum Landwirtschaftsministère esou ugeholl ginn a guttgeheescht ginn. De Bauer hat also Initiativgeescht, hie war kreativ, hie wollt vun der normaler Koumëllech fortkommen. En huet vill investéiert an en ass vum Landwirtschaftsministère ënnerstëtzt ginn, bis ..., bis elo de Projet de loi vum Agrargesetz um Dësch louch.

Wann dat Gesetz nämlech esou, wéi d'Regierung et op den Dësch geluecht huet, scho gestëmmt wär, da wär deen do Bauer faillite. Dann hätt en nämlech d'Geessen net kënnen huelen, et wär kee méi seng Mëllech siche komm, dann hätt e mat deem Betribsplang, deen zwar vum Ministère ugeholl gi war, awer näischt méi kënnen ufänken. An de Rescht, mengen ech, kënnt Der Iech denken. A virun allem, dat, wat mech wierklech rose mécht, dat ass, datt et dem Ministère am Prinzipp egal gewiescht wär!

Ech hat nämlech nach gefrot no Häertefäll. Do krut ech näischt gesot. Dat ass e bësse sou: Wat interesséiert mech mäi Geschwätz vu gëschter? Mee dat ka jo awer net sinn! Wa mer esou Alternative gäre wëlle férderen, da musse mer, an dat ass mäi véierte Punkt, Previsibilitéit schafen. D'Betriber brauche Previsibilitéit! Ech hunn et un dësem Beispill erkläert. Entwécklungsstrategië sinn ouni Previsibilitéit net méiglech an d'Politick muss dofir suergen. An dat wär wichteg, wa mer dat elo géife maachen.

Ech maachen hei just nach eng Kéier eng kleng Klammer op, och hei, zur Gréisst vum Betrib: Wësst Der, wivill Aarbechtskräften datt deen theoreetesch gerechent kritt mat deem neien Agrargesetz? 17. 17! Wësst Der, wivill datt en der huet? 4,5. Also, déi Berechnung kéint een och eng Kéier iwwerdenken. Well ech wëll och soen: De Bauer muss eng Kéier d'Méiglechkeet hunn, wann et Fra a Mann am Betrib ass, datt déi och kënnen an de Congé goen a Congé maachen, ouni datt ee vun deenen zwee muss doheembleiwen.

Gutt. Kucke mer eis emol de Geméis- an Uebstbau un. „Méi Geméis maachen, méi Uebst maachen", gëtt am Prinzipp ëmmer erëm gesot. D'Zil ass och richteg, mee dat geet net vum selwen. De Selbstversuergungsgrad beim Geméis läit bei 5 %, 6 %, beim Uebst vläicht bei 2 %, ech hunn et gesot. An ech soen et nach eng Kéier: Mir mussen och wëssen, mir wäerten do ni op 100 % kommen! Also Orangen, Kiwien, Mangoen, ech weess net wat alles, dat kënne mer hei net ubauen. An ech hoffen, datt mer dat an nächster Zukunft och net hei kënnen ubauen!

Sou. Laut Schätzunge vum Uebstbauveräi kéinte mer awer mëttelfristeg zu Lëtzebuerg – a lauschtert emol no! – e Selbstversuergungsgrad beim Geméis vu 35 % respektiv, wa mer och Zärenubau géife férderen, vu 50 % erreechen. Mir leien elo bei 5 %, do hu mer also relativ vill Sputt, wat mer kéinten erreechen. A beim Uebst 25 %. An duerfir bräichte mer nach net vill Fläch: Mir bräichte 1.400 Hektar fir Uebstbau an 1.000 bis 1.250 Hektar Akerfläch fir Geméis an 10 bis 20 Zäre vun engem Hektar. Dat sinn net vill Hektaren. Dat sinn 2.600 Hektar ongeféier. Mir hunn der 130.000. Et ass also net, datt et hei un der Fläch läit, datt mer dat net kënne maachen.

Mee mir hunn eng ganz Partie Problemer, an ech baséiere mech hei ënner anerem op d'Dokument, wat och am neie „Bauerekalenner" ze liesen ass: „Zehn Punkte für Luxemburg – Strategie zur Steigerung des Selbstversorgungsgrades bei Obst und Gemüse" vum Jean-Claude Muller, President vum Lëtzebuerger Uebstbauveräin, an domat kommen ech direkt bei mäi fënnefte Punkt:

Mir brauchen eng Léisung fir den Zougang zum an de Präis vum Waasser. Uebst a Geméis brauche Waasser. Dat soll net onbedéngt normaalt Drénkwaasser sinn, dat ass och net méi ze bezuelen. Mee da brauche mer innovativ Léisungen, fir un anert Waasser ze kommen, zum Beispill wären Opfänkbecke fir Reewaasser, Späicherbasengen, gerengegt Ofwaasser och méiglech Pisten. Hei gëtt elo scho jorelaang dru gedoktert, mir hunn awer nach ëmmer keng Léisung. Eng Fro ass mëttlerweil kloer, wat zum Beispill wou kéint gemaach ginn. Kréien d'Leit an de Gréngzonen d'Geneemegunge fir Opfänkbecken, fir Waasserspäicherbasengen an esou weider?

A wann ech soen, datt net iwwerall Uebst a Geméis, virun allem Geméis, méiglech ass, wär et interessant, an dat wär och en Optrag vläicht un de Landwirtschaftsministère, fir mol eng Analys ze maachen: Wou ass an eisem Land de Buedem esou gutt, datt mer kéinte Geméis do maachen? A wou kéime mer op deene Plazen u Waasser? Ech mengen, dat géif de Betribsleeder ganz vill hëllefen.

Een anere Problem an deem Beräich, awer och am Wäibau, dat sinn d'Aarbechtskräften. Hutt Der Iech schonn eemol heibannen d'Fro gestallt: Et gëtt vill Betriber oder eng Partie Geméisbetriber, déi hu gutt produzéiert, hunn och gutt verkaaft, mee si konnten net rentabel schaffen, hunn also opgehalen, a se ginn da vun Aarbechtsinitiativen iwwerholl an da geet et op eemol.

Ech mengen, ech brauch Iech kee Bild ze molen, et ass relativ einfach: Uebst, Geméis, net nëmmen dat, sinn aarbechtsintensiv an zu Lëtzebuerg ass d'Aarbechtskaaft extreem deier. Dofir ass et schwiereg, mam Ausland ze konkurréieren. Ech hu mat engem klenge Brenner geschwat. Dat huet mech erféiert, dee sot zu mir: „Fréier koumen d'Leit einfach esou hëllefen. Wann ech elo jiddwerengem muss hei de Mindestloun ginn, fir meng Äppel opzerafen, mee dann hunn ech besser", an dee sot dat wierklech, „dann hunn ech besser, ech loossen d'Äppel aus Südtirol kommen an ech brennen déi hei an ech loosse meng Äppel an der Wiss leien." Dat kann am Prinzipp net sinn! Hei brauche mer iergendeng Léisung!

Ech hu mat engem anere Betribsleeder geschwat, dee sot: „Ech hunn eng Alternativ. Ech ka se net ausbauen, well ech kann net konkurréieren zum Beispill mat enger Aarbechtsinitiativ. Déi liwwert a Schoulen. Ech si méi deier. Ech kann do net konkurréieren. Also, ech bleiwen elo am Klengen an ech maache just meng Direktvermaartung."

Ech wëll awer hei betounen – an den Aly passt do ganz genau op –: D'Beschäftungsinitiative sinn extreem wichteg an déi brauche mer! Et ass just elo hei e Problem, datt se zu enger Konkurrenz gi fir Betriber, déi wierklech innovativ a kreativ sinn. An dofir froen ech, an dat ass een Opruff, datt do zesummegeschafft gëtt – dat ass mäi sechste Punkt –, datt mer hei mussen innovativ Léisunge sichen, vläicht eraus aus deem Denkmuster, fir wierklech hei bei deem Punkt eng Léisung ze fannen. Vläicht kéinten déi och amplaz Produktioun en Deel vun der Wäertschëpfungskette maachen, déi mer net hunn. Dat wär eng Win-win-Situatioun. Mee et geet nëmmen zesummen, et muss zesummegeschafft ginn.

Deen zweete Problem bei den Aarbechtskräften ass, datt mer vill Saisonsaarbechtskräfte brauchen. Déi Saisonsaarbechtskräfte sinn hei um Lëtzebuerger Marché net ze kréien, am EU-Ausland am Prinzipp och net méi. An de Secteur freet, fir zum Beispill eng Léisung ze fannen, fir fir dräi Méint och eng Kéier Leit aus Net-EU-Länner zouzeloossen. Dat ass mäi siwente Punkt: D'Regierung muss hei zesumme mam Secteur no Léisunge siche fir d'Saisonsaarbechtskräften, fir datt mer där op Lëtzebuerg kréien.

Da kommen ech bei den Zärebau. E renge Geméisbau zu Lëtzebuerg, dat geet net, well eise Summer ass relativ kuerz. A wa mer gäre wëlle richteg verkafen a rentabel sinn, musse mer d'ganzt Joer iwwer liwweren, well mir kënnen net zum Supermarché soen, mir liwweren elo, ech weess net, vu Mee bis September, an duerno ass et eis egal. Dat geet net. An duerfir mussen Zären opgeriicht ginn. A wann ech nach eng Kéier op de Selbstversuergungsgrad kucken, dee méiglech wär: Mir kéinten op 50 % kommen!

Mir begréissen hei, datt bei der Upassung vum Naturschutzgesetz elo zumindest emol Folientunnelle kënnen opgeriicht ginn ouni allze vill grousst Gedeessems. Et gëtt mëttlerweil och eng Ouverture bei den Zären, awer da bei gréisseren Aktivitéitszonen. Och wann dat fir verschidde Betriber kann eng Léisung sinn, ech erënnere mech awer nach, ech weess net, dat war bestëmmt virun 20 Joer, dunn ass scho bei der Chaux de Contern iwwer eng Zone horticole geschwat ginn, fir déi do sollt d'Hëtzt geholl ginn. Do ass also 20 Joer geschwat ginn an et ass näischt ginn.

Ech wëll och hei drun erënneren, datt mer bei der Aktualitéitsstonn iwwer Google gesot hunn, hei wäre Synergië méiglech mat Zären, fir déi Hëtzt ze notzen. Mee et muss awer och deem eenzelne Betrib méiglech sinn, och do bei deem eenzelne Betrib eng Zär opzeriichten, an och do si Synergië méiglech, zum Beispill mat Biogasanlagen, wou een déi iwwerschësseg Hëtzt kéint notzen.

An et gëtt esou e gutt Beispill, ech weess net, dat hei war am „Letzeburger Bauer": Ferme du Faascht an der Belsch, net wäit vu Lëtzebuerg fort, een Hektar Zäre fir Tomaten, 600 Tonnen Tomaten am Joer, verkaaft bei e Grousshändler op Lëtzebuerg. An een Hektar, do kënne mer soen: „Dat ass grouss!" Et ass grouss. Mee d'Uni Gembloux huet ausgerechent: Ënner engem Hektar braucht Der net unzefänken, d'Rentabilitéit geet ab engem Hektar un! Duerfir hunn ech och gesot, 10 bis 20 Zäre vu jeeweils engem Hektar.

Sou, déi Zären, déi funktionéiere mat enger grousser Biogasanlag, wou Offäll vu Liewensmëttel verschafft ginn, awer och nach Gülle, well deen huet och nach Béischten. Et ass en interessanten an nohaltege Projet. De Betrib steet ee Kilometer vun der Grenz fort. D'Tomate ginn hei zu Lëtzebuerg verkaaft. A wat seet de Betribsleeder? Dat steet hei an dësem Artikel vum „Letzeburger Bauer" vum 30. Dezember 2022: „Die gleiche Installation nur einen Kilometer entfernt auf der luxemburgischen Seite der Grenze zu errichten, sei undenkbar gewesen. Zu viele Steine würden einem dort bei so einem Projekt in den Weg gelegt."

Här President, den Här vun der Ferme du Faascht, dee bréngt et op de Punkt, an ech komme bei mäin aachte Punkt: Déi Geneemegunge fir den Zärebau musse vereinfacht ginn an dat däerf net nëmmen an den Aktivitéitszonen erlaabt sinn!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Et gëtt hei zu Lëtzebuerg nach weider interessant Alternativen, wou d'Bauere schonns laang innovativ a kreativ sinn. Ech zielen der just e puer op: Téi vum Séi, Champignonsubau, Kürbissen, Gewierzer, Gras als Isolatiounsmaterial – dat kréie mer och elo op Lëtzebuerg –, Elefantegras, Läin fir Läinueleg, Faseren, industriell Läinprodukter, Quinoa, mengen ech, wär och nach eng Méiglechkeet. Ech mengen net, datt et schonn ugebaut gëtt, dat wär nach eng Méiglechkeet.

Den Hanfubau, Hanfueleg, Hanftéi – Hanf kéint e wichtegen Deel vun enger Diversifikatiounsstrategie sinn. Den Ubau ass nämlech extensiv a mir kënnen och nach d'Faseren huelen, dat kéint Isolatiounsmaterial sinn. An deem Fall kommen ech erëm eng Kéier bei d'Wäertschëpfungsketten. Si ass nach net komplett. Hei wär et wichteg, wa mer zum Beispill och do eng Zesummenaarbecht mat Luxinnovation oder och mam Ekonomiesministère hätten, fir d'Veraarbechtungsindustrie och hei ze entwéckelen. Et ass also nach vill Potenzial do, wat nach net genotzt gëtt.

Och d'Energie aus der Landwirtschaft wär an ass eng wichteg Alternativ a kann och en zweet Standbee sinn. De Biogas ass leider e schlecht Beispill, well vun

un, datt dës Regierung do ass, huet d'Unzuel vun de Betriber just ofgeholl. De Biogas kann awer an Zukunft eng wichteg Roll spillen, ee Beispill ass zum Beispill d'Ferme du Faascht bei den Zäre fir d'Hëtzt.

Duerfir fuerdere mer – den néngte Punkt, an deen ass relativ einfach –, datt Der u sech endlech dat ëmsetzt, wat Der schonns véier Joer verspriecht, an datt Der dem Secteur hei ënnert d'Äerm gräift.

Am Moment ass och hei virgesinn, nei Anlagen ze ënnerstëtzen, kleng Anlagen oder erneiert Anlagen. Ech mengen, et ass wichteg, datt déi Anlagen, déi do sinn, mat hei an dee Kader falen, well et wär u sech net gutt, wa mer déi Anlagen net méi géife gutt weiderlafe loossen a mir géife parallell dozou neier färderen. Ech mengen, dann hätte mer beim Nettostroum net vill gemaach! Also, ech kann Iech esou e Beispill soen, wou am Süden eng Biogasanlag gebaut ginn ass oder gëtt, wou da méi Grünschnitt dohinner kënnt a wou dann op där anerer Plaz eng aner Biogasanlag Problemer huet, genuch ze produzéieren. Also, dat ass kontraproduktiv.

D'Fotovoltaik op den Daachflächen ass eng einfach, gutt a sënnvoll Méiglechkeet fir en zweet Standbeen. Mee hei feelen nach ganz dacks d'Infrastrukturen, déi noutwendeg sinn, fir dee produzéierte Stroum ofzehuelen. Dovunner héiere mer net dacks eppes. Mäin zéngte Punkt: Duerfir fuerdere mir e séieren Ausbau vun dësen Infrastrukturen oder zumindest Subventiounen op de privaten Invest, wéi zum Beispill Traffoen, well d'Daachflächen oder soss versigelt Flächen däerfen net „musse" broochleien.

Da kommen ech bei d'Agrivoltaik. Fir eis ass et kloer, ier massiv an d'Agrivoltaik investéiert gëtt, ier massiv gudde landwirtschaftleche Buedem zur Stroumproduktioun genotzt gëtt, solle prioritär déi versigelt Fläche genotzt ginn. Vill Baueren hate wierklech bei dësem Projet geduecht, si kéinten hei Flächen huelen, déi vläicht net esou produktiv wären, wou net vill wiisst. Si kéinte se dofir notzen an esou een zweet Standbeen opbauen.

Dat ass leider net esou, well d'Regierung huet am Projet decidéiert, datt just gutt Fläche kënnen dofir genotzt ginn an datt dann déi gutt Fläche mussen extensivéiert ginn. Dat ass näischt, mee dat si Fläche mat manner wéi Biodiversitéit: Dat heescht, wann ech eng rei Graswiss hunn, dann ass dat eng gutt Fläch fir d'Mëllechproduktioun, et ass net vill Biodiversitéit drop, déi kann ech notzen, do kann ech Pannoen dropmaachen. Muss ech awer extensivéieren, dann ass d'Fudder herno net méi gutt fir d'Mëllechproduktioun. Dat heescht, d'Bauere brauchen hei eng Politick vum Mateneen. An dofir kommen ech hei bei mäin eelefte Punkt: D'Bestëmmunge fir d'Agrivoltaikprojete sollen zesumme mam Secteur iwwerschafft ginn.

Da kommen ech bei d'Déngschtleeschtungen, déi d'Landwirtschaft kéint offréieren. Eng ganz einfach ass d'Ferme pédagogique. Mëttlerweil gëtt et der eng Partie. Et gëtt och e Site, do sinn, mengen ech, 39 Betriber ze fannen. Et ass extreem wichteg, datt d'Kanner vu Klengem u léieren, wéi d'Landwirtschaft funktionéiert, wéi d'Liewensmëttelproduktioun funktionéiert. A fir eis als CSV géife mir et wichteg fannen – deen zwielefte Punkt –, datt d'Landwirtschaft an d'Liewensmëttelproduktioun e feste Bestanddeel vum Programm an der Grondschoul wären, an dat praktesch um Haff an net theoreetesch an der Schoulbänk, an datt do mat deene Betriber zesummegeschafft gëtt, déi sech engagéiert hunn, fir dat do ze maachen.

Awer och hei stellt sech d'Fro vun der Gréngzon. Wann ech elo e Betrib bauen, kéint ech eppes speziell baue fir d'Ferme pédagogique, speziell Klassesäll. Den Artikel 6 vum Naturschutzgesetz, mengen ech, gesäit dat net vir. Ech kommen awer nach drop zréck.

D'Direktvermaartung: „Vum Bauerenhaff op den Dësch" heescht d'Vereenegung vun de Lëtzebuerger Direktvermaarter a si läit mer e bëssen um Häerz, well ech war Grënnungsmember. Zu där Zäit hu se der nach ëmmer gefrot, déi e bëssen Zäit haten, eppes ze schaffen. Ech war an der Schoul an du hunn ech eeben d'Sekretariat do gemaach. Ech soe just: Et ass gutt, wann déi Leit esou ee fannen, fir d'Sekretariat ze maachen, well d'Baueren eleng hunn nieft dem Betrib net méi déi Zäit, fir dat ze maachen!

D'Direktvermaartung ass awer extreem wichteg. An dofir soen ech, misst och do Manpower zur Verfügung gestallt ginn, wa mer déi gäre wëlle pushen, d'Direktvermaartung. Et ass esou vill ze organiséieren, et ass d'Legislatioun ze kucken, och emol Kontakt opzehuelen. Dat geet net niewelaanscht. Dat heescht, hei wär et wierklech gutt, wann déi Leit zumindest eng hallef Aarbechtskraaft zur Verfügung gestallt kriten – an dat ass mäin 13. Punkt. Well ech hunn och eng Etüd gesi mat de Betribsresultater vun 2020/21, do hunn 39 % vun de Betriber gesot, datt d'Bedeitung vun der Direktvermaartung ofgeholl hätt. A si hu gesot, dat wär wéinst ze héije gesetzlechen Oplagen. An do, mengen ech, wëllen déi Leit sech och vläicht wieren, mee einfach esou niewelaanscht geet dat net méi, well déi hu souwisou scho keng Fräizäit.

Da kommen ech bei d'Biolandwirtschaft. Kann d'Ëmstellung respektiv d'Deelëmstellung eng Alternativ sinn? D'Regierung wëllt 100 %. Mir soen: Dat ass net realistesch an och net sënnvoll!

Ech wëll och just hei nach eng Kéier soen: Et gëtt kee Schwaarz a Wäiss! Am Moment gesi mer, datt vill Betriber do Schwieregkeeten hunn. Si hu Schwieregkeeten, d'Produkter si méi deier, d'Leit hu manner Suen an d'Importer aus dem Ausland si méi bëlleg. An dofir geet et net duer, fir op Biolandwirtschaft ze setzen. Wéi gesot, kee Schwaarz a Wäiss, dat ass mäi 14. Punkt. Déi zwou Produktiounsaarten däerfen net géinteneen ausgespillt ginn, mee mir mussen op Regionalitéit setzen. Mir mussen eis Produkter hei ënnerstëtzen. Do gëtt scho villes gemaach, mee do ass awer och nach vill Sputt no uewen an dee musse mer komplett ausreizen.

Fir e Betrib nämlech och elo nach ëmzestellen – well wa mer och nach soen, a mir soen dat och, datt mer nach méi Produktioun brauchen, och Bioproduktioun, och do importéiere mer vill –, ass awer eng ganz Ëmstellung elo an där Situatioun, wou mer sinn, nach méi schwiereg an nach mat méi Risiko behaft wéi virdrun. Also soe mir: Mir brauchen u sech eng konsequent Informatioun iwwer a Promotioun vun der Deelëmstellung, fir méi Lëtzebuerger biologesch Produkter op de Marché ze kréien! Dat ass eise 15. Punkt. déi gréng ware bis elo nach ni richteg domadder averstanen. Ech weess net, wéi hir Positioun elo ass.

An all deene Beräicher ass Berodung extreem wichteg. Ech hu mat de Leit geschwat. De Berodungssystem, fir ze kucken, datt een déi Berodung subventionéiert kritt, deen ass schwiereg. Duerfir de 16. Punkt: De Berodungssystem muss einfach an effikass sinn. Duerfir soll deen zesumme mat de Concernéierten ugepasst an analyséiert ginn.

Da kommen ech nach kuerz bei d'Naturschutzgesetz. An ech soe wierklech: Et muss ugepasst ginn! An hei ass d'Majoritéit gefuerdert. 2018 hutt Der et verpasst, 2022 hutt Der et verpasst. Et ass elo un der Zäit. Mir maachen elo erëm eng Upassung. Maacht wannechgelift Neel mat Käpp! De Minister kann elo soen: „Dat sinn net ech", mee Dir hutt als Landwirtschaftsminister och beim Naturschutzgesetz eng Verantwortung, well hei geet et ëm d'Landwirtschaft.

Duerfir mäi 17. Punkt: D'Geneemegungsprozedure mussen iwwerkuckt, vereinfacht a beschleunegt ginn. A keng onsënneg Kompensatiounsmoossnamen! Ech hunn et virgëschter gesot: de Minimum an net den Nice-to-have! An dorobber solle mer oppassen.

Da fir déi Betriber, déi an der Gréngzon sinn: Iwwert den Artikel 6 ass dat, wat se kënne maachen an däerfe maachen, ganz enk definéiert. Och do hate mer gefrot, fir dat anescht ze definéieren, fir eeben Alternativen zouzeloossen. Wat ass nämlech net zougelooss? Ländlechen Tourismus. An Däitschland gëtt dat ganz staark geferdert, bis zu 25 Better pro Haff. Bei eis ass et am Agrargesetz och elo dran, dat begréisse mer, mee an der Gréngzon ass et net erlaabt.

Déierepensiounen: D'Päerdspensioune sinn erlaabt, oder déi Päerdspensioune sinn och nach nëmmen erlaabt, wann ee genuch Gras huet. Honds- a Kazepensiounen, ech mengen, déi wären och besser op der grénger Wiss do op engem Haff, dee schonn do steet, wéi matzen an engem Duerf.

(Interruption)

Déi ginn awer net erlaabt, dat ass explizitt vun der Majoritéit an d'Gesetz geschriwwe ginn. Also och do musse mer Ouverturë maachen. Mir hu vill Potenzial, zum Beispill beim Green Care: eng Bauerenhaffcrèche, eng Versuergung vun eelere Leit. Do gëtt et nach extreem vill Méiglechkeeten, Standbeen. Mee och dat ass net an der Gréngzon erlaabt. Also 20. Punkt: méi flexibel a manner restriktiv Definitioun vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit am Naturschutzgesetz.

Ech kéint elo esou weiderfueren. Mee dat Wichtegst – well ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, ech hunn nach eng Minutt –, géif ech soen, ass: Vun der bremsender Haltung musse mer hin zu enger proaktiver Hëllefstellung a Berodung kommen. Well déi innovativ Iddien an déi Leit, déi kreativ sinn, déi musse mer ënnerstëtzen an déi däerfe mer net ausbremsen! An et muss gemeinsam no Léisunge gesicht ginn.

Duerfir freet d'CSV nach wie vor de Kompetenzzentrum oder d'House of Agriculture, wou Innovatiounsberoder do sinn – a Bayern gëtt et zum Beispill d'Fachzentrum für Diversifizierung, an Éisträich gëtt et schonn 20 Joer laang Innovatiounsberodungen –, wou Coaching gemaach gëtt, wou zesummegeschafft gëtt, déi eenzel Ministèren, Verwaltungen, d'Kummer, d'Schoul, wou och vläicht de Kompetenzzentrum Geméis kéint drënnerkommen, wa mer dee gäre wëllen ausbauen, am Wäibau hu mer jo eppes Änleches, wou mer Berodung hunn, wou eng Zesummenaarbecht ass mat Luxinnovation, zum Beispill fir d'Wäertschëpfungsketten auszebauen, eng Plaz also, déi virun allem eng Ulafstell ass, wou de Bauer gehollef kritt.

An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant l'importance du secteur primaire en général et pour la sécurité alimentaire en particulier ;

– rappelant les défis auxquels l'agriculture est confrontée ;

– rappelant la complexité grandissante de la politique agricole commune ;

– rappelant l'importance du conseil et du suivi scientifique pour l'évolution durable des entreprises agricoles ;

– soulignant l'importance de la diversification de l'agriculture,

invite le Gouvernement

– à créer, à l'instar des institutions existantes dans d'autres secteurs, une « Maison de l'Agriculture », servant de centre

de compétence, de centre d'appui, de conseil et d'accompagnement pour les agriculteurs, ceci dans un souci de proximité et de collaboration des différents acteurs et dans le but de renforcer et promouvoir l'innovation dans l'agriculture.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Aly Kaes, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | An, Här President, d'Diversifizéierung ass grad elo, wou d'Landwirtschaft wierklech an enger schwiereger Situatioun ass, wou se vill Erausfuerderungen huet, extreem wichteg, fir d'Nohaltegkeet vum Secteur ze stäerken. An d'Politick muss wierklech hei Perspektiven opweisen an déi néideg Ramebedingunge schafen. Well ech soen et nach eng Kéier: Innovatiounsgeescht, Entrepreneursgeescht, Kreativitéit, dat gëtt gebraucht a muss ënnerstëtzt ginn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Landwirtschaft steet jo oft am Fokus vun der Ëffentlechkeet. Ech erënneren un de leschten 8. Oktober, wéi mer eng grouss Demonstratioun och vun der Landwirtschaft hei virun der Chamber haten. Et ass ouni Zweifel e ganz wichtege Wirtschaftssecteur, natierlech een, dee reng ekonomesch gekuckt net esou bedeitend ass, well e par rapport zum PIB dach éischter méi moderat ass, mee trotzdeem ass en awer net ze ënnerschätzen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer hei zu Lëtzebuerg 132.811 ha landwirtschaftlech benotzt Fläch hunn an dovun ass effektiv d'Hallschent als Weedeland ze gesinn. Mir hu ronn 190.000 Ranner hei zu Lëtzebuerg. Dat ass am Fong geholl dee gréissten Undeel vun den Notzdéieren. D'Tendenz ass allerdéngs réckleefeg. Enn 2021 hate mer nach 1.869 Betriber. De Moment gëtt nach vu ronn 1.600 Betriber geschwat. Dat wier also och eng zimmlech réckleefeg Tendenz dann. Wann een elo d'Betribsresultater kuckt an et vergläicht een d'Joer 2020 mat 2021, da wier dat ëm 10 % erofgaangen. Laut menge leschten Informatioune wier d'Joer 2022 allerdéngs besser ausgefall.

All déi Zuele beweisen awer, datt d'Landwirtschaft an enger gewëssener dramatescher Entwécklung ass. An et ass evident, datt d'Politick do net kann nokucken. D'Politick muss do natierlech reagéieren. Do verweisen ech och elo op den Agrarsommet, dee jo dann d'nächst Woch soll stattfannen, eng ganz gutt Initiativ. An et ass och gutt, datt mir eis als Parlament hei reegelméisseg mat där Thematik auserneesetzen. An dofir soen ech och der Madamm Hansen Merci, datt se dës Interpellatioun ugefrot huet.

Ech mengen, leider huet et erëm missen zu engem Krich kommen, fir datt mer eis bewosst gi sinn, wéi wichteg regional Produkter sinn. Mir haten déi Diskussioun scho gefouert, wéi d'Covidkris hei nach amgaang war. Bon, et kann een net soen, datt se eriwwer ass, mee et schéngt jo awer, wéi wann dat Schlëmmst hannerun eis wär. Och do hu mer ganz schéi Wierder hei gebraucht a gesot: „Mir setzen elo erëm méi op regional Produkter. Et gëtt erëm méi hei bei eis produzéiert. Mir wäerten erëm méi déi Produkter hei konsuméieren." Et ware schéin Aussoen. Ob dat elo an der Praxis esou ass, dat muss sech allerdéngs nach erausstellen.

Wa mer iwwert d'Perspektive vun der Landwirtschaft schwätzen, da musse mer selbstverständlech iwwert d'Diversifikatioun vill Wierder verléieren. Dowéinst huet d'Madamm Hansen dat och hei richteg ënnerstrach. De Moment ass den Akzent vun der landwirtschaftlecher Produktioun hei zu Lëtzebuerg natierlech ganz kloer op d'Mëllechproduktioun geluecht. Déi läit bei plus ou moins 40 %. Déi huet de Moment nach eng relativ gutt Entwécklung. Mee et däerf een awer och net vergiessen, datt och en Drock um Mëllechbestand respektiv um Véibestand läit, a mir wëssen och, firwat. Ech wëll elo net op d'Artikele 6 a 7 vum Agrargesetz hei ze schwätze kommen, dat wäerte mer spéider nach eng Kéier nohuelen.

Wat d'Fierkelsproduktioun ubelaangt, esou ass déi méi de Fluktuatiounen ënnerluecht. Global gekuckt war 2022 net dat schlechtst Resultat. Mee wat ee global awer muss soen, ass, datt natierlech d'Landwirtschaft, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, vum Weltmaart ofhängeg ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Hansen huet jo hir Interpellatioun virun allem op Produkter ausgeluecht, déi defizitär sinn. A wann een dat esou interpretéiert, da verstinn ech dat esou, datt dat am Fong geholl Produkter sinn, wou nach Méiglechkeete bestinn, fir se eeben hei zu Lëtzebuerg nach auszebauen. Dat ass jo aus hiren Ausféierungen och elo ganz kloer hei ervirgaangen.

Dowéinst wëll ech zwar net mat 21 Punkten hei opwaarden, mee mat enger Rei anere Punkten, wichtege Punkten. An een, wou mer och zimmlech déi selwecht Ausféierunge maachen, dat ass effektiv de Geméis- an Uebstbau. An ech ginn dervun aus, datt mer déi selwecht Quell do haten, well ech hunn och dee rezentste „Lëtzebuerger Bauerekalenner" gelies. An do war e ganz interessanten Artikel vum Här Jean-Claude Muller dran, dem President vum Lëtzebuerger Uebstbau, an dee konnt ee wierklech emol eng Kéier méi am Detail duerchkucken, do koumen och eng ganz Rei interessant Bemierkungen.

Effektiv, d'Selbstversuergung beim Geméis läit bei 5 % bis 6 %, beim Uebst nëmmen ëm 2 %. Dat ass u sech ganz bescheiden. An do muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat kënne mer net grad do nach méi investéieren an och méi Ustrengunge maachen? Sécher sinn déi lescht Joren do scho gewësse Moossnamen an d'Weeër geleet ginn, well ufangs des 21. Joerhonnerts war dat nach vill méi bescheiden, wéi et elo ass. Et ass virun allem awer och engem Supermarché ze verdanken, deen do ugefaangen huet, eebe méi d'Rayonen opzefëlle mat Lëtzebuerger Geméis an Uebst.

Natierlech, fir ze mengen, mir kéinten eng Kéier zu enger 100%eger Selbstversuergung am Geméis an am Uebst kommen, dat ass eng reng Utopie. Et wäerten ni hei zu Lëtzebuerg Banannen, Kiwien oder Ananassen ugebaut ginn. Mee den Här Muller schwätzt vun engem Horizont 2035, wou en da seet: „Majo, mir kënnen awer beim Geméis op 35 % komme respektiv bei dem Uebst op 25 %." Do gëtt et natierlech dann awer eng Rei, eng grouss Rei vu Problemer, déi sech weisen, virun allem dee vum Waasserverbrauch, dee schonn hei ugeschnidde ginn ass.

Effektiv, mir brauchen an de Summerméint alt bis zu 2.000 Meterkibb um Hektar an da freet ee sech natierlech direkt: Wou huele mer dat Waasser hier? Dat kënne mer net einfach vum Drénkwaasser esou huelen, mir mussen also no anere Léisunge sichen. Do bitt sech natierlech an éischter Linn emol d'Reewaasser un. Do bitt sech och d'Ofwaasser vun de Kläranlagen un, wat awer dann nach misst zousätzlech vläicht eng Kéier traitéiert ginn. An da bidde sech natierlech och eis Flëss un. Do warnen ech allerdéngs direkt virdrun. Et kënnt a mengen Aen héchstens ee Floss a Fro, wou mer kéinte Waasser eraushuelen, dat ass d'Musel. Do lafe jo och schonn Iwwerleeungen, fir Drénkwaasser aus der Musel ze gewannen. Da kann een natierlech och d'Fro stellen, ob net gegeebenefalls och aus der Musel ka Waasser geholl gi fir ze netzen.

Do lafe jo och schonn Iwwerleeungen, fir dat am Wäibau ze maachen, an zwar mat der SGD Nord aus Rheinland-Pfalz – dat ass d'Struktur- und Genehmigungsdirektion –, fir ze kucken, awéifern datt mer dat Waasser kënnen do notzen. Dann ass natierlech d'Fro hannendrun ze stellen, ob net och laanscht d'Musel nach vläicht méi, virun allem Uebst a Geméis, kann ugebaut ginn, fir dann eeben och vläicht d'Muselwaasser kënnen ze gebrauchen.

De 26. Januar 2021, dat ass also och elo gläich zwee Joer hier, do war e sougenannte „Waasserdësch". A wann ech gutt informéiert sinn, war och de Landwirtschaftsministère do present. Do ass e Groupe de travail gegrënnt ginn. Ech weess net, Här Minister, kënnt Der eis vläicht eppes do soen, ob do och iwwer e Bewässerungsplang fir Lëtzebuerg diskutéiert ginn ass?

En anere Problem, dee sech natierlech am Geméis- an am Uebstbau stellt, dat ass dee vun den Aarbechtskräften. Effektiv, déi brauch een nëmmen zäitlech, déi brauch een nëmme pro Saison. A bis elo ass éischter an Osteuropa rekrutéiert ginn: Rumänien, Polen. Mee dat schéngt elo ëmmer méi schwiereg ze ginn, aus deem ganz einfache Grond, well sech och déi ekonomesch Situatioun an deene Länner – fir déi Länner natierlech glécklecherweis! – verbessert huet, wat eis allerdéngs e Problem an deem Sënn schaaft, datt mer elo mussen op aner Regiounen auswäichen, fir eebe kënne Leit ze rekrutéieren. Ech denken zum Beispill un de Balkan.

Da kënnt natierlech en anere Problem derbäi, dat ass dee vum Verdéngscht. Déi Leit hu selbstverständlech och Urecht op de Mindestloun. Mee et däerf een net vergiessen, déi brauche keng Cotisation sociale ze bezuelen, verdéngen also am Endeffekt vläicht dann nach méi wéi e Lëtzebuerger Mindestlounbezéier.

Da kënnt natierlech nach en anere Problem derbäi, dat ass dee vun den Openthaltsgeneemegungen. Och do muss ee vläicht iwwerleeën, ob een dat net ka vereinfachen, fir datt déi Leit awer kënne méi einfach op Lëtzebuerg kommen, fir där Aarbecht da kënnen nozegoen.

Wa mer, wéi gesot, beim Geméis- an Uebstbau sinn, komme mer net derlaanscht, och e Wuert iwwert d'Zären ze verléieren. Effektiv, do schléit den Här Muller vir, datt 10 bis 20 Zäre sollen hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn. An déi kéinte jo awer deementspriechend och souguer klimaneutral fonctionéieren. An e proposéiert och do, datt esou Anlage géifen u Biogasanlage respektiv u Betriber, déi Kuelendioxid produzéieren, gekoppelt ginn, well eeben déi Planzen dann de Kuelendioxid a Sauerstoff ëmwandelen. Duerfir och an deem Kontext: Wéi steet de Minister zu esou Iwwerleeungen?

Dat selwecht gëllt, wéi gesot, och fir d'Uebst. Ech verweisen hei zum Beispill op d'Äppel. Mir produzéieren 20 bis 30 Tonnen d'Joer. Dat ass sougutt wéi guer näischt. Also, och do besteet mat Sécherheet nach ganz vill Potenzial. Mir hunn natierlech ee Problem, dat ass och de Manko un Ubauflächen. Dat ass iwwregens e Problem, dee sech insgesamt an der Landwirtschaft stellt, well et eeben ëmmer méi un adequaten Terraine feelt an dann, wéi gesot, och u Lagercapacitéit.

Ech kéint mer virstellen, datt et mat Sécherheet eng Rei Betriber gëtt, déi vläicht och bereet wäre fir ëmzesuedele vun där traditioneller Landwirtschaft eriwwer op de Geméis- oder den Uebstbau. Mee da mussen d'Ramebedingungen natierlech och stëmmen. An hei gëtt ënner anerem e sougenannte „Kompetenzzentrum" fir de Geméis- an den Uebstbau gefuerdert, esou wéi dat iwwregens fir de Wäibau jo scho fonctionéiert duerch den IVV.

An da wëll ech awer och op d'Schofs- an d'Geessenzuucht ze schwätze kommen. Och do läit nach Potenzial. Wann ech elo de Cheptel, also de Bestand vun de Schof huelen, dee war 7.971 am Joer 2000 an deen ass awer elo schonn op bal 10.000 am Joer 2021 eropgaangen. Do gesäit een also, datt do och Potenzial ass. Ech mengen, e Schof ass net nëmmen en Déier, wat eis gutt Fleesch liwwert, mee doriwwer eraus och nach Woll, doriwwer eraus och nach Mëllech, wouraus ee ka Kéis maachen. Dat selwecht gëllt och fir d'Geessen. An et ass jo op eng Manéier awer schued, datt mer relativ vill Schofsfleesch importéieren. Also och do d'Fro: Firwat bréngе mer et net fäerdeg, méi Wäert op d'Schofsproduktioun ze leeën?

Et ass natierlech och keng nei Erkenntnis, datt de Bauer selbstverständlech en Entrepreneur ass, an dee produzéiert nëmmen dat, wat gefrot gëtt. A leider muss een eebe feststellen, datt eng Rei Produiten net genuch gefrot ginn, aus wéi enge Grënn och ëmmer. Ech kommen och ëmmer virun allem op déi staatlech an déi kommunal Instanzen zréck: Et kann dach bal net sinn, datt nach eng Gemeng iergendwéi Produiten akeeft, déi net – wou eng Alternativ besteet, wéi gesot – hei zu Lëtzebuerg produzéiert goufen.

Leider huet een och elo erëm festgestallt, datt zum Beispill och erëm e Biobuttek seng Dieren zougemaach huet. A wa mer kucken, wéi d'Nofro u Bioprodukter hei zu Lëtzebuerg ass: Dat stagnéiert, dat geet awer net richteg an d'Luucht. Och do muss een also permanent dann ëmmer erëm Opklärungsaarbecht maachen, fir datt méi Lëtzebuerger Produkter respektiv och Bioprodukter awer da konsuméiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Ramebedingunge schwätzen, jo, da si mer natierlech séier bei der Relatioun Naturschutz/Landwirtschaft. Dat si mat Sécherheet keng siameesesch Zwillingen, do muss een einfach d'Kand beim Numm nennen. Et besti Spannungen zwëschent Naturschutz a Landwirtschaft, dat ass ze bedaueren! Dat ass ze bedaueren, mee mir mussen awer wierklech dohinner kommen, datt awer do e gewëssenen Antagonismus zwëschent deenen zwee Felder an Zukunft ofgebaut wäert ginn. Ech mengen, an deenen nächste Wochen a Méint hu jo déi eenzel Parteien dann och d'Méiglechkeet, hir Iddien ze developpéieren, wéi se sech an Zukunft déi Zesummenaarbecht zwëschent Naturschutz a Landwirtschaft och virstellen.

Et däerf een net vergiessen, wa mer vu Landwirtschaft an Naturschutz schwätzen, si mer ganz séier och beim Klimaschutz, an do spillt d'Landwirtschaft natierlech eng ganz grouss Roll. Déi gëtt am Fong geholl duergestallt, wéi wa se plus ou moins fir 10 % vun den Dreifhausgase responsabel wär, virun allem, wéi gesot, den N_2O oder de Laachgas, dee jo dann, ech sinn elo kee Spezialist, mee anscheinend nach méi schiedlech ass wéi den CO_2.

Ech wëll awer och eppes hei kloer ënnersträichen: datt d'Demokratesch Partei net wëll, datt hei eng Landwirtschaft géint déi aner ausgespillt gëtt. Dat bréngt eis guer net virun, ganz au contraire! Ech mengen, Landwirtschaft ass Landwirtschaft, an do musse mer eebe kucken, datt mer gemeinsam Pisten opstellen, fir eeben déi Problemer, haaptsächlech wat de Klimaschutz ubelaangt, och da geléist ze kréien, sief dat duerch en effiziente Stéckstoffmanagement respektiv doduerch, datt manner Ammoniak produzéiert gëtt. Natierlech, d'Rannerzuucht ass do fir 46 % responsabel.

Da si mer och bei der Problematik vum Ausbréngе vun der Gülle. Do musse besser Techniken agesat ginn an et schéngt jo esou ze sinn, dat ass elo just e Beispill, datt d'Schleppschlauchtechnik dann elo an Zukunft net méi soll subventionéiert ginn. Dat wier jo dann emol en éischte klengen Ufank, fir awer och en Zeechen ze setzen, datt een déi beschtméiglech Technik an Zukunft nëmmen nach soll ënnerstëtzen.

Wa mer elo scho bei den Ammoniakausstéiss sinn, do gëtt jo ëmmer d'Referenzjoer geholl vun 2005. Och do muss een d'Fro stellen, ob dat nach ugepasst ass, well dat jo e Joer war, wou anscheinend den Ammoniakausstouss relativ niddreg war. Och do sollt een dann eng Kéier déi Diskussioun féieren.

Ech mengen, d'Biogasanlagen, wat och schonn hei virdrun ugeschnidde ginn ass, sinn e wichtegt Element an der ganzer Kreeslafwirtschaft. Et kann ee verstäerkt do organeschen Dünger vun den Déiere mat verschaffen an dann och driwwer nodenken, ob een net op gréisseren Häff souguer kann eege Biogasanlagen installéieren.

Dann hu mer natierlech séier och de Lien bei d'biologesch Landwirtschaft gemaach. Jo, mir haten do – wann ech elo soe mir: d'Majoritéit ... An der Regierungserklärung war jo festgehale ginn, datt bis d'Joer 2025 20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch biologesch sollte kultivéiert ginn. Mee ech mengen, do muss een awer ganz éierlech a ganz kloer soen: Dat Zil hu mer net erreecht a wäerte mer och net erreechen.

Da si Leit, déi mengen, bis 2050 kéint een 100 % biologesch hei zu Lëtzebuerg produzéieren. Leider wäert ech ..., oder eenzel Leit kënnen dat vläicht dann net méi novollzéien 2050, mee ech gleewe kaum, datt mer dat erreechen. Duerfir, mir sollen ophalen, eis ze vill ambitiéis Ziler ze setzen, déi een ni kann erfëllen. Dat wëllt awer net heeschen – bien au contraire –, datt een net e Maximum mécht, fir eeben esou no wéi méiglech bei déi Ziler ze kommen. Dat brauch een hei net nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt d'biologesch Landwirtschaft jo awer ouni Zweifel sech positiv wäert auswierken op déi ganz Problematik vum Klimawandel.

Ech wëll och drop hiwisen, datt zum Beispill 60.000 ha Gréngland jo awer och derzou bäidroen, als CO_2-Späicher ze fonctionéieren. Solaranlage kéinten nach ëmmer weider verstäerkt op den Diecher vun de Bauerenhaiser respektiv Bauerenhäff installéiert ginn. Déi aktuell Kris soll een am Fong elo och notzen, fir u sech dann effektiv méi op d'Eegeproduktioun ze setzen, an dat soll am Fong geholl och de Mot d'ordre si fir déi nächst Joren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht e ganz kuerzt Wuert och nach zu der Biolandwirtschaft respektiv zum Konsum vu Bioprodukter. Ech hat et scho gesot, ech mengen, dat stagnéiert hei zu Lëtzebuerg, woubäi, dat widdersprécht sech awer och: Well wann een elo de Ranking kuckt vun den EU-Länner, do ass Lëtzebuerg op der drëtter Plaz, wat d'Consommatioun vu biologesche Produkter ugeet. Jo, da musse mer awer zur Konklusioun kommen, datt mer déi meescht Produkter dann awer am Ausland akafen.

De Klimawandel, wéi gesot, ass nun eebe leider eng Tatsaach. Ech mengen, d'Landwirtschaft muss sech där Erausfuerderung och stellen, haaptsächlech an der Produktioun. Et gëtt Planzen, wéi de Raps, d'Rommelen, d'Gromperen, déi sinn nun eeben net frou mat Hëtzt. Dowéinst muss een eebe kucken: Wou kann een elo e verbesserte Pionéiergeescht asetzen? Wou kënne mer aner Kulturen uplanzen? Ech denken hei un de Soja, ech denken un d'Hirse, un den Hanf oder glutefräi Narungsmëttel.

An dann, Madamm Hansen, sinn ech awer houfreg, datt ech emol eng Kéier eppes méi weess wéi Dir an der Agrarpolitick, well Dir sidd den ausgewisene Spezialist, dat ginn ech ganz gären zou: Hei zu Lëtzebuerg gëtt Quinoa ugebaut, an zwar schonn zënter zwee Joer, an zwar an der Gemeng Beetebuerg.

(Exclamations et hilarité)

Gesitt Der emol! Gesitt Der emol! Jo! An ech fannen dat en immens interessante Projet. Dat ass iwwregens nach e ganz jonke Bauer, an deen elo souguer seng eege Wäschanlag fir de Quinoa och nach wäert installéieren, woubäi ech mer awer soe gelooss hunn – et ass zwar eng Nisch, déi besat ginn ass –, datt dat elo awer vläicht net onbedéngt e Produkt ass, mat deem een dat ganz grousst Geld mécht. Mee et beweist awer och den Innovatiounsgeescht vun engem jonke Bauer, deen awer seet: „Voilà, ech hu vläicht net déi Méiglechkeete mat der Mëllechproduktioun, mee ech wëll awer elo op aner Produiten auswäichen."

Deen ass dee Wee gaangen an dowéinst ass et och wichteg, Här Minister, an ech weess och, datt Der op dee Wee wëllt goen, datt mer virun allem jonk Bauere massiv wäerten an Zukunft bei Investitiounen ënnerstëtzen.

Mee hei ass e ganz gutt Beispill: De Quinoa, dee jo u sech aus den Ande kënnt, dee musse mer heihinner transportéieren, mat all deem zousätzlechen CO_2, deen entsteet. Wa mer d'Méiglechkeet hunn, esou eppes hei zu Lëtzebuerg ze produzéieren, da solle mer, wéi gesot, och dee Wee goen, och wann dat vläicht e laange Prozess ass, well den Ofsazmaart de Moment awer nach relativ bescheiden ze si schéngt.

Fazit ass jiddefalls: Mir mussen an Zukunft eebe méi drécheresistent Kulturen hei zu Lëtzebuerg ubauen. Et gi jo och do schonn eng Rei Versuchsfelder, ech denken un déi vun der ASTA, ech denken un déi vun dem Lycée agricole, ech denken un dee vum IBLA. Also, et kann een elo net soen, et géif op deem Gebitt näischt geschéien, mee mir mussen awer déi Saach ouni Zweifel nach méi verstäerkt an Ugrëff huelen.

Da gëtt et och nach eng Rei aner Produkter, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, ech denken un Ueleg, ech denken un Esseg. Also, och do bestinn awer nach vill Méiglechkeeten.

Da wëll ech awer zu engem anere Produit kommen, dat ass de Wäin. Och am Wäibau gëtt et awer nach ganz vill Potenzial.

Une voix | Dat geet awer net zu Beetebuerg.

M. Gusty Graas (DP) | Dach, ech hunn es esouguer am Gaart, jo. Et geet zwar net duer, fir e Glas ze fëllen, mee et ass awer alt dat.

Plusieurs voix | O!

M. Gusty Graas (DP) | Mee Dir sidd awer do ...

(Brouhaha et interruptions)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... Här Graas, am Gemeinschaftsgaart.

M. Gusty Graas (DP) | A, an ech kréien elo vun der Schäffin hei gesot, datt souguer am Gemeinschaftsgaart zu Beetebuerg och Wäin ugeplanzt gëtt. Gesitt Der also!

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP) | Bon, wéi gesot, fir awer op de Wäin ze schwätzen ze kommen, ...

(Interruption)

... well och do sech nei Méiglechkeeten opdinn: An zwar gëtt et vegane Wäin. Ech ginn zu mengem Erstaunen zou, datt ech och nach net esou am Bild war, mee ech hu mech awer do informéiert, datt och do eng gewëssen Nofro amgaang ass, sech ze entwéckelen. Haaptsächlech um Niveau Riesling, Pinot gris, Pinot noir, Auxerrois an esou weider gëtt et ewell Fläschen, wou e grousse „V" drop ass. An den Här Gloden an d'Madamm Modert wëssen dat doudsécher vill besser wéi ech, wéi gesot, wat vegane Wäin ass. Also och do ass eng innovativ Entwécklung festzestellen. Dee vegane Wäin gëtt jo da mat Hëllef vu planzleche Stoffer filtréiert an och gekläert. An et misst ee vläicht awer nach méi Reklamm do maachen, och dat nach vläicht méi ënnerstëtzen, fir eeben, wéi gesot, op esou Aktivitéiten hinzeweisen.

Da gëtt et am Wäin och ewell neierdéngs eng Nofro no alkoholfräiem Wäin. Dat gefält vläicht net jiddwerengem, mee wann awer déi Nofro amgaang ass, och an d'Luucht ze goen, firwat net och op dee Wee da goen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer natierlech vun enger zukunftsorientéierter Landwirtschaft schwätzen, da musse mer och e Wuert iwwert d'Digitaliséierung verléieren. Grad do muss d'Landwirtschaft och, wéi gesot, mat op de Wee goen. Si geet och mat op de Wee, well do gëtt et awer haut, iwwert de Wee vu Satellitten zum Beispill, och d'Méiglechkeet, eng aner Produktiounsmethod erbäizeféieren, sief dat manner cheemeschen Dünger anzesetzen, sief dat manner Sprëtzmëttelen an esou weider an esou fort. Also och do bestinn nach ganz vill Méiglechkeeten.

Jiddefalls, wa mer der Landwirtschaft vu muer wëllen eng Chance ginn, wa mer wëlle vill méi diversifizéiert optrieden – an dat musse mer, ech hunn et virdru scho kuerz ugeschnidden –, da musse mer selbstverständlech awer och un d'Interesse vun deene jonke Baueren denken. An am neien Agrargesetz gi jo do schonn eng ganz Rei gutt Usätz gemaach. Ech wëll do dräi Punkten ervirhiewen, déi fir d'Zukunft awer wichteg si fir d'jonk Baueren: Dat ass éischtens emol, e groussen Akzent op d'Formatioun ze leeën, ganz kloer – ech mengen, d'Landwirtschaft ass wéi praktesch all Beruff ëmmer méi komplex ginn –, dann, och iwwer en Ajustement vun der Aide complémentaire nozedenken, datt een déi zum Beispill un d'Inflatioun och vläicht upasst. An nach eng drëtt Propositioun, dat ass eng Majoratioun vun der Prime d'installation, an zwar, datt een do en Diplom oder e Stage am Ausland géif mat consideréieren.

Ofschléissend wëll ech jiddefalls soen, datt mir als Demokratesch Partei nach ganz vill Potenzial an der Landwirtschaft gesinn. Mir gleewen un d'Landwirtschaft! Mir sinn eis bewosst, datt se an engem Ëmbroch ass, engem Ëmbroch, dee se deelweis net wollt, deen eis imposéiert gëtt zum Deel duerch de Klimawandel, wouru mer natierlech awer net onschëlleg sinn. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer eis reegelméisseg där ganzer Entwécklung zouwenden. A wa mer dat neit Agrargesetz, dat mer hoffentlech esou séier wéi méiglech kënnen hei dann zur Diskussioun bréngen an och ofstëmmen, wäerten hei diskutéieren, da kann een nach vill méi an de Fong goen.

An deem Sënn, wéi gesot, nach eng Kéier e Merci un d'CSV fir déi Ureegung, fir déi heiten Interpellatioun ofzehalen. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Da wier et un der honorabeler Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Interpellatioun iwwert d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft, déi mer haut um Ordre du jour hunn, gouf schonn am Abrëll d'lescht Joer ugefrot.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dat war zu engem Zäitpunkt, wéi d'Auswierkunge vun der Pandemie op d'Liwwerkette gutt ze spiere waren a gläichzäiteg de Krich an der Ukrain nei Froen opgeworf huet, wat d'Versuergung mat Liewensmëttel, awer virun allem mat Produktiounsmëttel fir d'Landwirtschaft ugeet. D'Relatioun tëscht där Gemeinsamer Agrarpolitick vun der EU an der Souveraineté alimentaire stoung am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen, wat iwwer laang Joren, wann net Joerzéngten, net méi wierklech de Fall war.

An der Ëffentlechkeet ass den Interessi un deem Sujet vläicht erëm e bëssen ofgeflaut, mee d'Froen, déi sech an deem Kontext stellen, sinn haut nach gradesou wichteg wéi d'lescht Joer. A vläicht kann een haut mat e bëssen Distanz méi nuancéiert Äntwerte ginn, wann et ëm d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft geet.

Als Éischt emol, wat de Begrëff vun der Souveraineté alimentaire ugeet: Dat ass grondsätzlech e wichtegt politescht Zil. Et ka sech fir eis awer net op den Territoire vu Lëtzebuerg beschränken. Et ass illusoresch ze mengen, mir kéinten a sollten zu Lëtzebuerg all déi Liewensmëttel hierstellen, déi mir brauchen, fir eis Bevëlkerung ze ernären. Ech wënsche mer zumindest keng Situatioun, wou eis Awunner nach just vun deem liewe missten, wat zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt. Et brauch ee just eng Kéier duerch de Supermarché ze goen a sech virzestellen, dass all Produkter aus dem Ausland ewechgeholl géife ginn, fir virun Aen ze hunn, dass eng Diversifizéierung vun der Landwirtschaft dat net kéint ausgläichen.

Vill Sënn mécht déi Diskussioun awer um EU-Niveau. D'EU ass e groussen Exporteur vu landwirtschaftleche Gidder. D'Kapazitéiten, fir an deem Raum genuch Liewensmëttel hierzestellen, sinn also do. An trotzdeem war den Import vu wichtege Produktiounsmëttel (veuillez lire: vu wichtege Produkter) aus Drëttlänner bis viru Kuerzem esou bëlleg, dass d'Efforten, fir onofhängeg ze si vun deenen Importer, net Prioritéit haten. Dat huet geännert an dat ass och gutt esou.

Dat ännert net grondsätzlech eppes dorun, dass déi Gemeinsam Agrarpolitick nach ëmmer éischter dodrop ausgeriicht ass, dass innerhalb vun der EU all Regioun sech spezialiséiert op déi Produktiounen, déi am beschten un de jeeweilege Standuert ugepasst sinn. An engem groussen Handelsraum ouni Barriären a mat enger eenheetlecher Gesetzgeebung, déi d'Wettbewerbsverzerrung verhënnert, ass dat déi effizientst Méiglechkeet, fir landwirtschaftlech Produkter hierzestellen. Dat war zumindest bis viru Kuerzem esou, esoulaang wéi d'Energie bëlleg war an den Transport bal näischt kascht huet.

An deem Kontext ass et och ganz normal, dass d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg esou staark op d'Produktioun vu Mëllech a vu Randfleesch ausgeriicht ass. Mir hunn nun emol vill Wisen, soudass dëse Secteur och an Zukunft eng wichteg Roll wäert spillen. Wéi intensiv dës Produktioun dann nach wäert sinn, ass eng aner Diskussioun, déi hei ze wäit géif féieren.

Generell huet eng ze eesäiteg Spezialiséierung natierlech och Nodeeler. All Produktioun verbraucht Ressourcen an ass mat Emissiounen an Offallprodukter verbonnen. En Niewentenee vu verschiddene Produktioune mécht et méi einfach, am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft an enger gudder Närstoffbilanz Ressourcen effizient ze notzen. Et ass jo och net esou, dass mir zu Lëtzebuerg just Mëllech a Randfleesch géife produzéieren. Eng méi staark Diversifizéierung géif d'Ofhängegkeet an der Landwirtschaft vun engem grousse Secteur reduzéieren an et ass absolutt wënschenswäert, méi eng breet Pallett u regionale Produkter kënnen unzebidden. Dat spuert laang Transportweeër, wat gutt fir de Klimaschutz ass. A fir de Konsument ass et flott, frësch Produkter aus der Regioun ze hunn.

Firwat mer esou wéineg Uebst, Geméis, awer och Schwéngefleesch oder Pouleten zu Lëtzebuerg produzéieren, obwuel mer an all deene Beräicher defizitär sinn, dat huet vill Ursaachen. Wa mer d'Diversifizéierung wëlle fërderen, musse mer dës Ursaache méi genau ënnert d'Lupp huelen. Nieft der Fro vun der Rentabilitéit, op déi ech herno nach ze schwätze kommen, gëtt et duerchaus nach aner Hindernisser, déi eng Diversifizéierung hin zu Produkter, déi lokal kéinte konsuméiert ginn, ausbremsen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg en héije Konsum u Fleesch, dee wäit iwwert deem läit, wat mir lokal produzéieren. Eng nei Schwéngsmäschterei oder Pouletszuucht iergendwou ze installéieren, ass awer alles anescht wéi populär. Dat heescht, souguer wann een e gëeegenten Terrain an déi finanziell Mëttel zur Verfügung huet, fir e Betrib esou op- oder auszebauen, dass een eng gréisser Poulets- oder Schwéngszuucht kéint exploitéieren, da bedeit dat net, dass dat och gewënscht ass. Ganz ofgesinn dovun, dass mer de Problem vum Import vu Fuddermëttel an dem Iwwerschoss u Gülle a Mëscht domadder nach géife vergréisseren. Méi eng grouss Diversifizéierung bei der Véihaltung géif deemno eisem Konsumverhalen entspriechen a wier op eisem Territoire machbar, stéisst awer am Kontext vun eisen Ëmweltziler u Limitten a bei der Bevëlkerung zum Deel op Resistenz.

Ganz populär ass dogéint d'Zil, méi Uebst a Geméis zu Lëtzebuerg unzebauen. Dës Produktioune gi gefërdert a wäerten och mat deem neien Agrargesetz ënnerstëtzt ginn. Mat finanziellen Hëllefe geet et awer net ëmmer duer: Grad d'Geméisbaueren hunn e grousse Waasserbedarf, soudass laang Periode vun Dréchent an Hëtzt si virun immens Erausfuerderunge stellen. Ouni künstlech Bewässerung geet et hei net. Anerersäits riskéiert Staarkreen hir Kulturen ze zerstéieren.

Wa mer dee Secteur wëllen ënnerstëtzen, muss et eng enk Zesummenaarbecht tëscht de betraffenen Acteuren, dem Landwirtschaftsministère, dem Ëmweltministère respektiv dem Waasserwirtschaftsamt ginn, fir mat Hëllef vun enger effizienter Waassergestioun och bei méi extreeme Wiederbedéngunge kënnen d'Liewensmëttelproduktioun ze garantéieren. An Innovatioun muss gefërdert ginn, net nëmme mat Subsiden, mee och mat méi einfache Geneemegungsprozeduren.

Här President, ech kommen dann zu engem vun deene gréisste Problemer fir d'Diversifizéierung an der Landwirtschaft, an dat ass d'Rentabilitéit. Generell huet d'Landwirtschaft et zu Lëtzebuerg méi schwéier wéi an anere Länner, well d'Terrainen extreem deier sinn. Derbäi kënnt, dass den Niveau vun de Paien hei am Land zimmlech héich läit, soudass d'Baueren am Allgemenge Schwieregkeeten hunn, op Dauer e vergläichbare Revenu ze erwirtschaften. Dorauser ergëtt sech, dass déi allermeescht Bauere sech op déi Produktioune konzentréieren, déi de meeschte Rendement bréngen.

All Projet zur Diversifizéierung muss ekonomesch viabel sinn. D'Ekonomie ass nun emol ee vun deenen

dräi Piliere vun enger nohalteger Landwirtschaft. Et muss net nëmmen eng Demande fir dës Produkter ginn, mee och eng Clientèle, déi bereet ass, eppes méi ze bezuelen, wann am Regal niewendru méi bëllegt Uebst a Geméis aus anere Länner läit.

An deem Kontext begréisse mir als LSAP, dass d'Direktvermaartung zu Lëtzebuerg gutt geférdert gëtt a gläichzäiteg d'Efforten ënnerstëtzt ginn, fir iwwert d'Produktioun eraus d'Veraarbechtung an d'Vermaartung ze garantéieren. An der Pandemie war d'Demande no lokalen an no Bioprodukter erfreelech an d'Luucht gaangen. Elo, wou d'Liewensmëttel insgesamt méi deier gi sinn, geet den Trend leider erëm an déi aner Richtung.

Här President, wa mer méi Diversifizéierung wëllen, da brauche mer net nëmme méi villfälteg Produktiounen, mee och Leit mat ganz ënnerschiddlechem Knowhow. Besonnesch wa mer d'Innovatioun wëlle férderen, musse Leit eng Chance kréien, déi sech hiert spezialiséiert Wësse vläicht net iwwert de klassesche Wee ugëeegent hunn. Besonnesch an Zäiten, wou d'Landwirtschaft sech u verännert Wiederbedéngunge mat groussen Extreemer muss upassen, brauche mer an der Landwirtschaft qualifizéiert Leit, déi experimentéieren an nei Weeër ginn.

Grad well dat mat Investissementer a finanzielle Risike verbonnen ass, ass et gutt, wann dës Leit nach en anert verlässlecht Standbeen hunn. Dat kann e Bauerebetrib mat enger traditioneller Produktioun sinn. Et sollt een awer och Quereinsteiger, déi aus engem anere Beruff kommen a sech doriwwer finanziell ofsécheren, d'Dier net zoumaachen. D'LSAP begréisst dofir d'Efforten, déi gemaach ginn, fir Startuppen, déi net esou ganz an de gewinnte Scheema passen, ze ënnerstëtzen.

Innovatioun ass net nëmmen eng Fro vu Suen, mee och eng Fro vun Zäit. Wéi mer all wëssen, schaffen d'Bauere ganz vill. Mat enger 40-Stonne-Woch geet et do net duer. Si hunn also nëmme limitéiert Zäit fir Weiderbildung oder d'Ausschaffe vun neie Konzepter. D'Fuerschung, d'Ausschaffen an d'wëssenschaftlech Begleedung vu Pilotprojeten an d'Berodung fir d'Verallgemengerung vun de sougenannte Best Practices sinn dofir eng wichteg ëffentlech Aufgab. Dat gëllt ganz besonnesch, wann et ëm d'Diversifizéierung iwwer Produktioune geet, déi ouni eng verstäerkt staatlech Hëllef net rentabel wieren.

D'Diversifizéierung ass net nëmmen a Relatioun mat der Liewensmëttelfro ze gesinn. Si spillt och eng wichteg Roll bei der Adaptatioun un de Klimawandel. Nei Kulture kënnen dozou bäidroen, manner ertragräich Flächen effizient ze notzen. An Zäiten, wou d'Nofro no nowuessende Rostoffer méi grouss gëtt, kann esou zum Deel eng rentabel Produktioun op Fläche stattfannen, déi a sensibele Waasserschutzgebidder leien oder wou et aner Ëmweltoplage gëtt.

D'Landwirtschaft ass en ekonomesche Secteur, dee ganz staark vum Gesetzgeeber cadréiert gëtt. Trotzdeem ass et ëmmer nach de Bauer, deen decidéiert, wat e produzéiere wëll. D'Politick ka wuel d'Diversifizéierung ënnerstëtzen, mee d'Bereetschaft, fir op dee Wee ze goen, kann nëmme vun de Produzente selwer ausgoen. Am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Agrargesetz hu mer an der Kommissioun d'Geleeënheet, fir am Detail doriwwer ze schwätzen, wie wat fir eng Hëllefe ka kréien. Doriwwer eraus gëtt et och nach aner Ënnerstëtzungsméiglechkeeten, op déi de Minister vläicht nach wëll agoen.

Als LSAP si mir op alle Fall frou iwwer all Initiativ, déi dozou bäidroe kann, eis Landwirtschaft méi villsäiteg, méi nohalteg a méi resilient ze maachen. An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech wëll d'Geleeënheet net verpassen, fir och der Madamm Hansen Merci ze soe fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, wa mer haut iwwert d'Diversifikatioun vun der Landwirtschaft schwätzen, da schwätze mer och driwwer, wéi mer de Secteur besser opstellen. A mengen Ae musse mer dann och driwwer schwätzen, wéi mer e besser par rapport zu den Erausfuerderungen, déi mer hunn, opstellen.

Mir si konfrontéiert mat engem Réckgang vun de Betriber an och allgemeng mat enger Attraktivitéit, déi, mengen ech, am Secteur zréckgeet. An do musse mer géigesteieren. Mir hunn an de leschten 20 Joer bal 1.000 Betriber verluer a si mëttlerweil bei ënner 2.000 Betriber.

An der Liewensmëttelproduktioun, déi an der Landwirtschaft zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, si mer fir de Gros ëmmer nach op Importer ugewisen. Mir importéiere fir iwwer 2 Milliarden Euro d'Joer, an dat ass och an der Rei esou. Mir mengen nämlech, dass een d'Liewensmëttelsouveränitéit virun allem och am regionalen an am europäesche Kontext muss gesinn. D'Europäesch Unioun bleift nämlech ëmmer nach Nettoexportateur, also hu mer kee Manktum un Iessen hei. Et geet éischter ëm d'Fro vun der Verdeelung respektiv wéi mer mat der Liewensmëttelverschwendung ëmginn.

Dann, wat den Ëmwelt- an de Klimaimpakt ugeet, wat do och eng grouss Erausfuerderung ass: Mir hunn zu Lëtzebuerg zwee Drëttel vun den Habitater, déi an engem schlechten Zoustand sinn, grad och am Offenland, an do ass d'Landwirtschaft en Haaptgrond derfir. Do musse mer eis Verantwortung iwwerhuelen. Déi héich Zäregasemissioune sinn en anere Punkt, wou mer, wann een dat kuckt, iwwert dem Duebele vun der europäescher Moyenne leien, wat op d'Landwirtschaft zréckzeféieren ass, gradesou am Waasserberäich, wou mer héich Nitrat- an och Pestizidanträg hunn.

Lëtzebuerg ass awer och, an et gouf schonn ënnerstrach, e Grénglandstanduert. An duerfir leeë mer hei zu Lëtzebuerg de Schwéierpunkt op d'Mëllech an op d'Rëndfleesch. Dat wäert och an Zukunft esou bleiwen. D'Fro ass just, wéi mer dat maachen. An et geet eeben drëms, dass mer kucken, fir déi verschidden Erausfuerderungen ënner een Hutt ze bréngen. Dozou gehéiert eeben och d'Diversifikatioun. An dat muss fir eis op verschiddenen Niveaue passéieren, an awer och ënner engem generelle Leitbild.

Fir ons Gréng ass dat eng qualitativ héichwäerteg Landwirtschaft, déi buedemgebonne fonctionéiert, also am Kreeslaf schafft. Duerfir ass och fir ons de Bio e wichtegt, oder dat wichtegst Leitbild, well nämlech d'Betriber, wann ee bio schafft, per se am Kreeslaf schaffen, och méi breet opgestallt sinn, also och méi diversifizéiert fonctionéieren. Si hunn zum Beispill méi betriblech Fruuchtfollgen a si si per se op méi verschidde Standbeen opgebaut an doduerjer och méi resilient.

Dann zweetens: Och am Kader vun der ganzer Wäertschëpfungskette gëtt et nach vill Méiglechkeeten, wéi een d'Landwirtschaft diversifizéiere kann, wat d'Veraarbechtung vu Produiten ugeet, d'Vermaartung an esou weider respektiv d'Produitsdiversifikatioun, woumat een dann dobäi wär, dass et nach Potenzial gëtt, notamment am Geméisbau.

An da gëtt et fir d'Landwirtschaft natierlech och Méiglechkeeten, déi ausserhalb vun der klassescher Agrikultur leien, an déi sollt een och notzen. Ech schwätzen do iwwert d'Energieproduktioun, den Tourismus, d'Educatioun, awer och den Naturschutz.

An a menger Ried wëll ech dat elo ausbauen. Ech wëll op d'Wichtegkeet vum Bio agoen, deen eng grouss Chance ass, bei där mer et awer an onsen Aen an de leschte Joren och net fäerdegbruecht hunn, se anstänneg auszeschëpfen, op aner Produktiounsméiglechkeeten, déi et gëtt, sief et Geméis oder nach aner Produiten, dann op d'energeetesch Transitioun an natierlech och den Naturschutz, deen e wichtegt Standbee fir d'Baueren ass, wou se och eng Verantwortung ze iwwerhuelen hunn, an dann eeben op aner Piste wéi den Tourismus, d'Educatioun oder anerer.

De Bio bleift fir ons an ass e ganz wichtegt Potenzial, dat zu Lëtzebuerg nach net voll ausgenotzt gëtt. En ass besser fir d'Natur, besser fir d'Waasser, besser fir d'Klima an och fir d'Déieren. An d'Demande ass och do. Déi lescht Statistike soen, dass 12 % vun de Konsumenten hei am Land Bio kafen. Mir leien do europawäit op Plaz 3 a fir iwwert d'Hallschent vun de Leit ass et och e Krittär, no deem se sech orientéieren. An och d'Hallschent vun onse Bauere sinn iwwregens fir eng Bioëmstellung positiv opgeschloss.

Den Aktiounsplang gesäit vir, dass mer bis d'Joer 2025 op 20 % Bio sinn, bis 2050 war d'Visioun – ugeleent un de Rifkin, un déi Strategie –, fir 100 % ze hunn. Do ass et fir ons dann natierlech enttäuschend, dass mer ëmmer nach op engem Niveau vu 5 % bis 6 % ronderëmdümpelen, an de Constat ass och, dass mer eis an de leschte Joren do net wierklech weiderentwéckelt hunn.

Ech muss do ganz éierlech soen, dass mer och eigentlech spieren, dass net deen néidege politesche Wëlle säitens dem Landwirtschaftsministère do ass, fir do wierklech richteg weiderzekommen. Et goufe keng richteg Strukture geschaf, och net déi néideg Incentiven esou opgestallt, fir dass wierklech alleguerten d'Acteuren un engem Strang zéien, sief et de Ministère, d'Verwaltungen, d'Baueren, d'Beroder, den Handel, d'Gastronomie, fir wierklech séier an effikass an eng Richtung ze schaffen.

Mir haten eis eigentlech virgestallt, dass een do wierklech e Cluster hätt kënnen op d'Bee setzen, wou alleguerten d'Acteuren op Aenhéicht zesummeschaffen, dynamesch an effikass an och onofhängeg. Et gëtt am Ausland eng ganz Rei Länner, déi sech esou opgestallt hunn, déi sech dann eppes ginn hu wéi eng Bio-Agence – dat gëtt et zum Beispill an der Wallonie oder och an anere Länner – an dann och wierklech vill méi séier virukomm sinn, wéi mir dat hei am Land fäerdegbruecht hunn.

A wann een esou en Zil och seriö hëlt, da muss een d'Budgeten och eigentlech an deem Sënn opstellen. Wann ee 20 % Bio wëll, wéi gesot, da muss een och an deem Sënn d'Budgeten, déi een huet, verdeelen a se och doranner fléisse loossen.

An da muss een de Konsument och nach méi fir Bio sensibiliséieren, woubäi mer awer éischter constatéieren, dass an de leschte Joren d'Sensibilisatioun éischter op d'Regionalitéit gesat huet. Regionalitéit, dat ass e Krittär, mee Regionalitéit heescht och net automatesch Qualitéit an heescht och net automatesch, dass et nohalteg ass. A wann een dann natierlech wëll, dass een esou Ziler och erreecht, déi mer eis eigentlech am Koalitiounsaccord ginn hunn, da muss een och wierklech dozou stoen an et muss ee sech och déi Moyene ginn, fir dass ee se och iwwerhaapt emol „kann" erreechen. Da geet et och net duer, dass een hei steet: „Si ginn net erreecht." Ech mengen, wann ee sech net d'Moyenen an den Aktiounsplang an d'Méiglechkeeten dofir gëtt, jo, da kann ee sech och net an deem Sënn weiderentwéckelen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, och am Geméis- an am Uebstbau, do gëtt et nach ganz vill Potenzial. An et ass och vill Demande do. An de leschten zéng Joer huet d'Surface sech do méi wéi verduebelt, d'Betriber hu sech och knapp verduebelt. An awer sti mer ëmmer nach bei 1 % Uebst respektiv 5 % Geméis, déi hei am Land par rapport zu der Consommatioun produzéiert ginn. Dat heescht, de Gros gëtt hei ëmmer nach importéiert.

An och hei weisen d'Ëmfroen, dass d'Clienten zu Lëtzebuerg Lëtzebuerger Geméis sichen. Iwwert d'Hallschent kafen nämlech all Woch hei regionaalt Geméis. Dat heescht, et ass wichteg, dass mer engersäits Feldgeméis, awer och an den Zäre produzéiert Geméis an och Uebst weider ausbauen an ënnerstëtzen. An ech muss och soen, do ass an de leschte Joren, dat gesäit een un de Chifferen, och net näischt passéiert. An awer muss een dat nach méi offensiv ugoen a kucken, fir dat Potenzial nach méi auszeschëpfen.

Woumat ech dobäi wär, dass een eigentlech och generell, mengen ech, muss kucken, eng méi planzebaséiert Landwirtschaft ze fërderen, well se och manner ressourcenintensiv, méi effizient ass an eis och an der Liewensmëttelsécherheet weiderbréngt. Mir mussen do einfach ëmmer erëm ënnersträichen, dass, wéi gesot, d'Hallschent vun de Kären, déi an der Europäescher Unioun produzéiert ginn, un d'Béischte verfiddert ginn. Wéi gesot, et brauch ee 15 Kilo Planzen, fir 1 Kilo Fleesch ze produzéieren, wat einfach weist, dass dat eng relativ oneffikass an oneffizient Aart a Weis ass, mat de Ressourcen ëmzegoen, an dass mer déi Flächen och méi effizient kéinten notzen.

Et ass kloer, dass et net drëms geet, fir keng Déierenhaltung méi ze hunn. Mee fir eis als Gréng ass et eebe wichteg, dass mer an Zukunft just nach op eisem Grénglandstanduert esou vill Déiere pro Betrib halen, wéi de Betrib och Fudder kann ubauen a Gülle ka verschaffen, an dass doduerjer dann op där anerer Säit eebe probéiert gëtt, och méi an d'planzlech Produktioun, sief et Kären oder Geméis, ze investéieren, déi d'Mënschen direkt kënne consomméieren.

Et ass och dat, wat d'Konsumente froen, e Bléck an d'Kantinne vun de Schoule geet do eigentlech duer, fir dat ze confirméieren. D'Hallschent vun de verkaafte Platen an onse Kantinne si vegetaresch oder vegan, dat heescht, dass all zweete Menü, deen iwwert d'Théik geet, vegetaresch ass. A wann een do zréckkuckt, virun dräi Joer louche mer do nach bei knapps iwwer 10 %, dat heescht, do ass wierklech en immense Marché a mir sinn do wierklech voll an enger Verännerung dran. An et geet eeben drëms, dass mer d'Landwirtschaft och dran ënnerstëtzen, méi an déi Richtung vu manner Fleesch a manner Mëllech ze goen.

Et ass iwwregens och net just e Phenomeen, dee bei de Jonken ze fannen ass. Wann ee virun e puer Joer nach wierklech huet misse sichen, fir iergendwou e vegetareschen oder e vegane Restaurant ze fannen, sou ass dat haut anescht. Et brauch ee just hei op de Knuedler ze goen, do gëtt et e vegane Restaurant, deen ëmmer voll ass an et gëtt iwwregens och zu Buerglënster e vegane Restaurant, do muss ee souguer en halleft Joer waarden, fir do eng Plaz op engem Dësch ze kréien.

En anere wichtege Punkt ass d'Ënnerstëtzung vun de Solawien, also der solidarescher Landwirtschaft, oder vun de klenge Betriber. D'Solawie si grad interessant, mengen ech, well et e Modell ass, dee solidaresch ass, wou also d'Memberen an d'Clientë de Gäertner respektiv de Baueren en Akommes garantéieren, mat deem se liewe kënnen a mat deem se och nohalteg innerhalb vun de Grenzen, déi hinnen zur Verfügung stinn, schaffe kënnen.

An och hei gëtt et eng immens Dynamik, sief et mat Terra an der Stad, dem Krautgaart, mat Zäitgeméis vun der Atert, dem Fromburger Haff, mat Vum Gréis oder och nach aneren, mëttlerweil gëtt et der eng Dosen. An hei musse mer och an Zukunft nach méi Méiglechkeete schafe fir Quereinsteiger, fir dass si sech kënne weiderbilden, fir dass et Berodung fir d'Solawie respektiv fir Mikrofarming gëtt, fir dass d'Leit, déi sech wëllen doranner investéieren, och Terrainen zur Verfügung gestallt kréien. Zum Beispill kann een dat iwwer staatlech Verpachtunge maachen oder anerer.

Et geet dann natierlech drëm, dass mer och déi néideg Ofsazmäert schafen, also Filièrë mam Handel opbauen, méi mat den ëffentleche Kantinnen zesummeschaffen. Och do gouf et an onsen Ae leider verpasst, fir dat ganzt Potenzial ze benotzen, fir do am Bio méi wäit ze goen. Och hei hu mer éischter zögerlech mat verschiddene Pilotprojeten ugefaangen an hunn der Regionalitéit och éischter Virrang ginn, amplaz méi op de Bio ze setzen. Da wäre mer do och warscheinlech méi séier virukomm.

Nei Ubauformen heescht et natierlech ze ënnerstëtzen. Ech denken do un Urban Gardening respektiv vertikalen Ubau. Et gëtt jo och hei eng Strategie, wat den Urban Farming vun 2019 ugeet, an ech wollt de Minister froen, ob en ons do kann en Update ginn, wou déi Strategie drun ass, also vum Urban Farming, a wéi mer do an de leschte Jore weiderkomm sinn.

Wa mer iwwer Geméisbau schwätzen, brauche mer natierlech och dat néidegt Waasser. Dat ass och haut schonn ugeklongen. Dat ass eng kostbar Ressource an et heescht natierlech, se waasserschounend an der Landwirtschaft anzesetzen, also esou mann wéi méiglech Grond- an Drénkwaasser, awer éischter Reewaasser ze notzen. Also d'Fro: Wéi stockéiere mer de Reen, dee fält, wann et vill reent, fir en dann an dréchene Perioden ze benotzen, respektiv wéi kréie mer genotzt Waasser recycléiert?

Et gëtt hei eng ganz Rei Ënnerstëtzungsmesüren am Kader vun den Investitiounshëllefe vum Agrargesetz. Et gëtt de reguläre Taux. Jonk Bauere kréien dann nach e Supplement dozou. An am Geméisbau gëtt et och nach eng Kéier e weidere Supplement, wann et eeben ëm d'Ariichte vu verschiddene Strukture fir d'Reewaasser opzefänken, ze traitéieren oder weiderzeleeden geet.

Et gouf och virun zwee Joer, am Januar 2021, en éischte Waasserdësch. An do gouf festgehalen, dass eng Etüd géif gemaach gi vun der Uni Léck zesumme mat Agro-Bio Tech vu Gembloux. An ech wollt och hei de Minister froen, ob en ons kann en Update ginn, wou mer do dru si mat där Etüd respektiv wat do erauskomm ass, fir deen heite Secteur weider ze dynamiséieren.

Et gouf och en Opruff gemaach fir Pilotprojeten am Beräich vun innovative Waasserkonzepter. Do goufen d'lescht Joer Projeten erausgewielt. An och hei géif mech interesséieren, vum Minister en Update ze kréien, wat fir eng Pilotprojeten do zréckbehale gi sinn.

Eng Fro, e Problem, deen de Moien och schonn e puermol opgeworf ginn ass, dat ass, dass de Geméisbau effektiv méi aarbechtsintensiv ass. An et feelt einfach u Main-d'oeuvre dofir. Wéi kënne mer dat hikréien, fir do nach weider entgéintzewierken? Muss ee vläicht och eng Kéier mam Aarbechtsminister zesumme schwätze respektiv mat aneren Initiativen, déi et gëtt, fir dass mer, wa mer wëlle méi a Richtung Geméisbau goen, effektiv och d'Main-d'oeuvre dofir fannen? Mee och hei huet de Landwirtschaftsminister vläicht schonn Initiative geholl.

Ech erlabe mer dann och nach ze ënnersträichen, dass mer grad wat d'Naturschutzgesetz ugeet, wou jo och haut de Mëtten an der Debatt schonn e puermol driwwer geschwat ginn ass, Ännerunge gemaach hunn. Och nieweberufflech Bauere kënnen elo kleng Gebaier fir Landwirtschaft, Gaardebau oder Geméisbau an der Gréngzon opriichten. Dat war virun der leschter Modifikatioun just fir Haaptberuffler méiglech.

A weider Ännerunge sinn och ënnerwee. Zum Beispill fir Folientunnelle wäert ee keng Autorisatioun méi brauchen, wa mer déi lescht Ännerungspropose vun der Ëmweltministesch hei duerch d'Chamber wäerten hunn.

Et goufen och haut de Mëtte scho ganz vill Beispiller genannt vu flotten Initiativen, déi et gëtt: de Quinoa zu Beetebuerg, deen ech och wollt nennen, den Hanf, deen zu Kaalber gemaach gëtt. Et gëtt och scho Baueren, déi Blummen ubidden, déi ee selwer kann um Feld schneide goen. Mee ech mengen, hei gëtt et nach ganz vill aner Potenzialer, Soja, fir just deen ze nennen, fir Fleeschersatzproduiten oder och nach ganz vill anerer. Der Innovatioun sinn, mengen ech, keng Grenze gesat. Dat weisen eis Baueren a Gäertner all Dag an der Praxis.

D'Weiderveraarbechtung respektiv d'Vermaartung mussen hei dann natierlech ënnerstëtzt respektiv erméiglecht ginn, sief et eng Eegevermaartung an dem klengen Haffbuttek, fir deen, dee Loscht dodrop huet, respektiv déi Selfservice-Kabaisercher, déi een an den Dierfer gesäit stoen, Abokëschten, jo souguer mini Restauratioune fënnt een. Déi Saachen, mengen ech, heescht et wierklech ze ënnerstëtzen an der Diversifikatioun alleguerten déi Méiglechkeeten ze ginn, déi se brauch an déi um Terrain gefrot ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll dann awer och nach eng Kéier kuerz op d'Energieproduktioun ze schwätze kommen, well ech mengen, och dat ass e wichtegt Standbee fir d'Baueren am Kader vun der Diversifikatioun, wat och wichteg fir si ass. A mir brauchen dat jo och justement, fir dass mer méi energieonofhängeg ginn.

Et gëtt d'Biogasstrategie vun 2022, wou ganz kloer gesot gëtt, dass mer en Ausbau vun der Biogasproduktioun wëllen an dass mer se méi rentabel an och méi nohalteg wëlle gestalten. Also et soll virun allem hei drëm goen, dass Offallnotzung benotzt gëtt an dass awer och justement fir de Biogas d'Remuneratioune weider nach méi attraktiv solle ginn an den nächste Joren. An d'Biogasfilière ass jo eebe grad och wichteg, fir dass mer d'CO_2-Emissioune vum landwirtschaftleche Secteur gedréckt kréien. Ech wëll awer just dann nach vläicht preziséieren oder nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer, wat d'Investitiounshëllefen ugeet am Biogas, schonn op engem Maximum ukomm sinn, deen d'Europäesch Kommissioun ons erlaabt.

Fotovoltaik, e Beräich, wou, mengen ech, d'Landwirtschaft scho ganz laang hir Verantwortung iwwerhëlt, an awer ass do och nach Potenzial do. Nach net op all Scheier am Land läit eng Fotovoltaiksanlag. An trotzdeem, zënter 2019 kann ee soen, dass een Drëttel vun der nei installéierter Leeschtung aus dem landwirtschaftleche Secteur kënnt. Dat weist, dass de Secteur dat och unhëlt. A mat de proposéierten Ännerungen am Naturschutzgesetz wäerte jo an der Gréngzon, wa mer dat duerch d'Chamber hunn, och keng Autorisatioune méi gebraucht ginn, fir Fotovoltaik ze installéieren. Ech hoffen, dat hëlleft dann och, dass mer hei de Baueren et nach méi einfach maachen, d'autant plus dass se jo och ganz attraktiv Aspeisetariffer hunn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech wëll dann natierlech och nach d'Agri-PV kuerz uschwätzen, déi jo eng ganz Rei Virdeeler huet, notamment dass mer do d'Produktioun vun erneierbaren Energien zesumme mat Biodiversitéit an Naturschutz an der landwirtschaftlecher Produktioun

kënnen zesummebréngen. An hei gouf et d'lescht Joer jo en Appel d'offres.

D'Bauere sinn also e wichtegen Alliéierten, dat och am Naturschutz. An d'Wëssenschaft seet eis ganz kloer: Wa mer Naturschutz eescht huelen an eppes wëlle maache géint de schlechten Zoustand vun den Habitater, déi mer hunn, da brauche mer d'Landwirtschaft. Mir musse Biodiversitéit an der Fläch, am Oppeland maachen. A mir mussen eigentlech och massiv ausweiten. Och dat ass e wichtegt Standbee vun der Zukunft fir d'Landwirtschaft, fir prakteschen Naturschutz um Terrain ëmzesetzen. Mee et ass wichteg, dass d'Baueren natierlech anstänneg dofir entlount ginn, wa se dat maachen.

Tourismus: eng weider Méiglechkeet, mat Vakanz um Bauerenhaff, Workshoppen ubidden; do gëtt et och eng Partie Beispiller hei am Land. Educatioun: Schoulklassen, déi kënnen op de Bauerenhaff goen an esou weider an esou fort. Alles dat si flott Initiativen, fir eebe grad och fir nohalteg a lokal Produiten ze sensibiliséieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir hunn eng dynamesch Landwirtschaft bei eis am Land, déi net zéckt, och emol nei Weeër ze goen. Am Wäibau zum Beispill gouf de Cremant an den 90er-Joren als neie Produit vermaart. An et ass wierklech eng Successstory iwwert d'Grenzen ewech. An och dat kënne mer bei ganz villen anere Produiten, mengen ech, nach vill méi weisen, wéi mer et elo scho maachen. Mir mussen also weider innovativ sinn an eisen neie Produiten an eis permanent selwer erfannen an d'Baueren och op deem Wee ënnerstëtzen.

Et geet do fir eis Gréng drëm: d'Qualitéit wierklech an de Mëttelpunkt ze stellen an dofir wierklech op de Bio ze setzen a weider an d'Richtung ze goe vun där Visioun fir d'Landwirtschaft, dat am Aklang mat engem Grénglandstanduert, dee mer hunn, wou mer natierlech Fleesch a Mëllech produzéieren, awer par rapport zu där Surface, déi eis zur Verfügung steet, nohalteg ze maachen a parallell dozou, wéi gesot, déi vill Opportunitéite fir de Geméisbau a fir den Uebstbau ze notzen, awer och an deenen anere Beräicher, déi ech genannt hunn, d'Chancen ze ergräifen, sief et an der Transition énergétique respektiv environnementale, an eis Landwirtschaft an eist Land esou besser op d'Zukunft ze preparéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. Erlaabt Der, datt d'Madamm Martine Hansen Iech nach eng Fro stellt?

M. François Benoy (déi gréng) | Selbstverständlech.

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Eng ganz kuerz Fro. Dir hutt gesot, datt Der et géift begréissen, datt zum Beispill „Urlaub auf dem Bauernhof" eng flott Alternativ wär. Wär Der da bereet, och als Gréng, dat ze ënnerstëtzen, datt dat an der Gréngzon méiglech wär? Well ech erënnere mech, oder ech weess, datt vill Leit zum Beispill am Ausland esou an d'Vakanze ginn. An déi Bauerenhäff leien och meeschtens an der Gréngzon. Wäert Der do bereet, mat op dee Wee ze goen? Merci.

M. François Benoy (déi gréng) | Ech mengen, Dir kennt ... Meng éischt Äntwert dorop ass, dass ech mengen, dass d'Zone verte eng Zone destinée à rester libre ass. Dat heescht, ech mengen awer och, dass et genausou gutt net heescht, dass een net trotzdeem Tourismus a Landwirtschaft ka verbannen ausserhalb vun deenen Zonen. Et ass jo net, wéi wann d'Landwirtschaft exklusiv a Gréngzonen an an Neibaute muss gemaach ginn. Mee ech mengen, do gëtt et trotzdeem nach ganz vill Potenzial, fir dat auszebauen, andeems een et op eng aner Aart a Weis mécht, ouni dass een elo an eis Gréngzon geet, wou mer schonn immens eng Situatioun hu vun der Biodiversitéit, déi weider erofgeet. Ech mengen trotzdeem, dass dat heite vill Potenzial huet, och wann een net op dee Wee geet, dass een elo nach weider zersidelt an nach weider an d'Gréngzon baut.

(Brouhaha et interruption par Mme Martine Hansen)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech der Madamm Martine Hansen en häerzleche Merci ausspreche fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun, déi ganz wichteg a ganz aktuell ass.

Mir schwätzen haut driwwer, wéi mer eis landwirtschaftlech Acteuren, sief dat d'Baueren, d'Wënzer oder d'Gäertnereibetriber oder och nach aner Betriber, besser ënnerstëtzen a méi breet opbaue kënnen. Wa mer eis Agrikultur méi breet opstelle wëllen, ass et wichteg, datt mer dëst maache mat den Acteuren um Terrain. Wa si op fräiwëlleger Basis op nei Geschäftszweiger ëmklamme wëllen, muss dat esou fonctionéieren, datt si och e kloren Notzen an e klore Profitt doraus zéie kënnen. D'Politick muss d'Jalonen esou setzen, datt mer si encouragéieren an hinnen dobäi hëllefen.

Erlaabt mer awer ze soen, datt eis landwirtschaftlech Acteuren déi lescht Joren a Joerzéngte scho Groussaarteges geleescht hunn, fir sech méi breet opzestellen. Ech huelen d'Beispill vun eise Wënzer. Viru ronn zwee Joerzéngten – et kann och elo e bësse méi sinn – hunn eis Wënzer ugefaangen, op nei Produkter a Geschäftszweiger ze setzen. Et war d'Gebuertsstonn vun dem exzellente Lëtzebuerger Cremant, wou virdru just Wäiner produzéiert goufen. Och d'Geschicht vum Lëtzebuerger Routwäin ass en Erfolleg. Viru gutt zéng Joer oder e bësse méi hunn d'Wënzer hir Produktpallett vergréissert a bidden zanterhier och Routwäiner vu grousser Qualitéit un, dat an engem Land, wat traditionell bis dohinner just Wäisswäiner produzéiert huet.

Eis landwirtschaftlech Acteure wëssen awer, datt si musse mat der Natur schaffen an dat ubauen, uplanzen oder ziichten, wat sech fir Lëtzebuerg gutt eegent, awer och wat an hirer Regioun an um Buedem méiglech ass. Ech wëll hei drun erënneren, datt grad eis Mëllechproduktioun zu Lëtzebuerg eng Erfollegsgeschicht ass. Den CO_2-Foussofdrock fir e Liter Mëllech ass zu Lëtzebuerg historesch niddreg. Et ass gutt, datt mer dat maachen, wat mer gutt kënnen. Mir sollten duerfir net op de Wee goen an zum Beispill exotesch Friichten uplanzen, déi just mat engem iwwerdriwwenen energeeteschen Opwand ze ziichte sinn.

Grad wat d'Uebst- an d'Geméisproduktioun ugeet, ass awer däitlech Loft no uewen. Vill Geméis, grad och dat Geméis, wat an de Supermarchéen a Glieser an a Konserven ugebuede gëtt, kënnt zum groussen Deel aus dem Ausland. Lëtzebuerg huet awer regional gekuckt zum Deel ganz gutt Biedem, déi sech fir d'Geméis- an Uebstproduktioun ubidde géifen. Et sief elo scho gesot, datt mer eng Rei Betriber hunn, déi sech dorop spezialiséiert hunn. Ech denken do zum Beispill och un eenzel Biohäff aus dem Land, awer och un eenzel Häff respektiv Baueren, déi ewell op de Geméisbau verstäerkt eriwwergeklomme sinn, déi eis Butteker mat héichwäerteger Wuer beliwweren oder am eegene verkafen.

Mee et muss een och soen, datt an deem Beräich allgemeng déi politesch Ënnerstëtzung a Wäitsiicht feelt. An den 90er-Joren an 2000er-Joren, wéi mäi Kolleeg, de Roby Mehlen, nach an der Chamber war, ...

(Brouhaha)

... ass vill vun der sougenannter „zone horticole" geschwat an driwwer debattéiert ginn. Dat war e staatlech ënnerstëtzte Projet, wou de Staat Terrainen opkafe sollt, fir dës cibléiert fir d'Geméisproduktioun zur Verfügung ze stellen. Dëst war grad och fir d'Regioune mat gudde Biedem. Et war am Osten – ech denken, datt et Fëlschdref oder Duelem war, oder an deem Eck –, déi e liichte Buedem hunn, dee sech gutt gëeegent hätt fir d'Geméisproduktioun.

Et ass allerdéngs bedauerlech, datt dëse Projet am Sand verlaf ass. Et blouf leider just bei der Iddi. Et ass un der Politick, e Konzept auszeschaffen, dat fir eis landwirtschaftlech Acteuren attraktiv ass, fir méi op Geméisbau ze setzen. Hei däerf et net just bei enger gutt gemengter Iddi bleiwen, et musse konkreet Dote folgen!

Och war dëse Projet vun der Zone horticole net optimal organiséiert an zu Enn geduecht ginn. Et gouf zum Beispill beim Opkafe vum Terrain iwwer Enteegnung geschwat, wat ee Grond war fir vill Baueren, sech queeschzestellen. Domat wëll ech, wéi ufanks, soen, datt mer eis Leit musse mathuelen an encouragéieren a se net forcéieren däerfen. Och hei ass d'Ënnerstëtzung den A an den O.

Wat mer ausdrécklech begréissen, ass d'Fërdere vun dem Opbau vun Zären zu Lëtzebuerg, sou wéi dat am Plan stratégique national festgehale gëtt. Et si liicht Konstruktiounen, déi eng substanziell Produktioun vun Uebst a Geméis erlaben. Och hei muss d'Politick déi richteg Aemooss behalen an et däerf net zu Iwwerreglementéierunge kommen. Dat géif den Ubau vun Uebst a Geméis éischter bremse wéi beschleunegen.

A menger Gemeng ass zum Beispill e Gäertnereibetrib, deen déi couragéiert Iddi hat, fir am Éislek Spargel unzeplanzen, an och aner Saachen.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Schued, datt hie vu staatlecher Säit net déi néideg Ënnerstëtzunge krut. D'Maschinnen, fir de Spargel zum Beispill unzeplanzen oder fir d'Verschaffe vum Buedem fir déi aner Kulturen, huet hie sech musse selwer zesummebauen. Et wier dofir noutwendeg, datt een am Landwirtschaftsministère oder och ronderëm systematesch eng Ulafstell géif organiséieren, wou Leit mat neien an innovativen Iddie systematesch ënnerstëtzt kéinte ginn.

Erlaabt mer, am Kontext vum Geméisubau an Uebst zwou Suggestiounen hei ze maachen: Wat de Verkaf vun Uebst a Geméis ubelaangt, wär et do net méi sënnvoll an am Interessi vum Konsument, wa mer dëst géife regional maachen amplaz op eenzelne sougenannten „Hofläden"? Hei kéint de Verkaf op enger eenzeger Plaz an der Regioun gemaach ginn, wat Zäit a Geld géif spueren. An et wier ganz sécher och am Interessi vum Konsument wéi och vum Hiersteller.

Wa mer an dës Richtung wëlle goen, da muss een och iwwer aner Iddien nodenken, wat d'Produktioun ubelaangt, Zären zum Beispill. Et gëtt jo hei am Fong geholl zwou Zorten: déi eng, déi einfach an der Gewan opgeriicht ginn, an anerer, déi gehëtzt ginn. Falls ee wëllt an déi Richtung goe vu gehëtzten Zären – wat jo eng Méiglechkeet ergëtt oder méi Méiglechkeeten ergëtt, fir aner Saachen unzebauen, eng aner Produktioun ze erméiglechen –, sollt een driwwer nodenken, datt een déi och do installéiert, wou Energie ass an awer och Waasser; wat jo net ze vernoléissegen ass. Do wär jo dann an deem Beräich d'Landesplanung gefrot.

Wat de Beräich vum Geméis ubelaangt, do wollt ech nach just ergänzen: Dat brauch jo vill Aarbechtskräften an hei wier vläicht eng Kéier den Aarbechtsminister gefrot, fir dono ze kucken.

Mee wat awer och nach wichteg ass: Un den Norme muss geschafft ginn! Et ka jo net sinn, wéi mäi Kolleeg an eiser Gemeng mer sot: Do waren d'Porretten ze dënn, ze déck; da waren d'Zwiwwelcher ze grouss, ze kleng; oder d'Rout Rommele waren ze grouss oder ze kleng – an da ginn déi verworf. Da kann en e ganzen Hektar vernichten, well en d'Normen net erfëllt. Dat ka jo net sinn! An ech mengen, dat ass awer net der Norm gerecht. An ech mengen, dat kann et net sinn! Do muss ee sech och eng Kéier Gedanke maachen.

Une voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Allgemeng sief och nach gesot: Wa mer verstäerkt a Richtung vun Uebst- a Geméisbau ginn, dann dréit dat och zur Verbesserung vun der Diversitéit an der Natur bäi.

Erlaabt mer, nach e Wuert iwwert d'Fëschzuucht ze verléieren.

Plusieurs voix | A!

M. Jeff Engelen (ADR) | Hei lafe bedenklech Entwécklungen of, grad wat d'Waasserqualitéit vun eise Flëss a Baachen ugeet. E rezent Beispill ass d'Sir, wou sech d'Forellen net méi selwer fortzille kënnen. An der Vergaangenheet war dat aneschters. Da muss ee sech froen: Wat hu mer do falsch gemaach?

Op der belscher Säit vum Éislek, net wäit vun der Lëtzebuerger Grenz, huet sech e Betrib néiergelooss, dee Forellen am Ourwaasser ziicht, déi een dann hei zu Lëtzebuerg a grousse Supermarchéen ze kafe kritt. Ech denken, och op Lëtzebuerger Säit wier et duerchaus denkbar, eng méi oder manner grouss ugeluecht Fëschzuucht op d'Been ze stellen. Et ass dofir awer wichteg, datt d'Fësch vun Ufank u bis zum Enn an der Our oder an deem jeeweilege Floss groussgezillt ginn. Wéi mer am Ausland gesinn, ass et nämlech keng Seelenheet, datt d'Fësch mam Camion vu wäit hier kommen, fir just dann nach dee leschte Moment an engem heemesche Floss ze verbréngen. Wa se da gefëscht ginn, gi se als heemesch vermaart, wat u sech e bëssen e Gefuddels ass, wat net grad d'Vertraue vum Konsument géif stäerken.

Och an de Beräicher vun dem Gefligel an de Kanéngercher ass nach munches ze beweegen. Ech denken do zum Beispill un, wat mer ëmmer gesot kréien, agreéiert Schluechtméiglechkeete fir dës Déieren.

D'Vertraue vum Konsument ass dofir e Schlësselwuert, wann et drëm geet, eis Agrikultur méi breet opzestellen. Mir haten dofir als ADR vun Ufank u kritiséiert, datt eis Labelen net déi néideg Transparenz hunn. „Lëtzebuerger Produkt" ka leider och heeschen, wa Liewensmëttel vu méi wäit hier kommen. D'Gesetz iwwert d'Aféierung vun engem neie Label fir Lëtzebuerger landwirtschaftlech Produkter ass nämlech eng kleng Mogelpackung. Den Endverbraucher gëtt iergefouert. Lëtzebuerger Produkt däerfe sech och Wueren nennen, déi iwwerhaapt net méi aus Lëtzebuerg kommen. Dëst ass eng Manipulatioun géintiwwer dem Konsument an e Réckschrëtt fir all déi Produzenten, déi hei zu Lëtzebuerg hir Wuer ënner ganz héije Qualitéitskritäre produzéieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Wéi ufanks gesot, muss d'Politick d'Jalonen esou setzen, datt et fir eis landwirtschaftlech Acteuren attraktiv ass, fir op nei Weeër vu Wueren ze goen. Et ass wënschenswäert an noutwendeg, Projeten aus eiser Agrikultur méi breet opzestellen. Et ass jo scho vill geschitt an deem Beräich. Dofir ass et wichteg, datt d'Politick all déi betraffen Acteuren zesummeféiert.

Eis Baueren, Wënzer a Gäertner sollen déi beschtméiglech Konditioune virfannen, fir produktiv an innovativ ze schaffen. De Konsument muss sensibiliséiert ginn, dës Efforten ze valoriséieren doduerch, datt hie sech am Supermarché fir regional a lokal Wueren entscheet. Mee et ass och wichteg, datt déi regional Wueren och fir vill Leit musse leeschtbar bleiwen, soss huet et kee Sënn.

Et bleift nach villes ze maachen. Ech konnt leider net op alles agoen. Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, déi primär Missioun vun der Landwirtschaft ass et, Liewensmëttel ze produzéieren. Fir dëst ze maachen, brauch d'Landwirtschaft Baueren an Aarbechter mat den néidege Kompetenzen, si brauch intakt Ekosystemer an natierlech Ressourcen. A si brauch d'wirtschaftlech Viraussetzungen, fir all dës Aufgaben och ze erfëllen, sief et wat den Accès zu fruuchtbare Biedem ugeet an och zu den néidegen Investissementer doriwwer eraus.

D'Landwirtschaft ass domat vläicht méi wéi déi meescht aner wirtschaftlech Beräicher ganzheetlech. Zumindest ass dësen Aspekt bei der Landwirtschaft ganz staark ausgepräägt an och fir de Laien däitlech ze erkennen.

D'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft ass virun deem Hannergrond ze gesinn an ass fir eis e besonnesch wichtegt Zil, wa se dozou bäidréit, eng méi equilibréiert, gesond a resilient Produktioun vu Liewensmëttel ze garantéieren, an dat, andeems d'Bauerebetriber finanziell gutt iwwert d'Ronne kommen, anstänneg Léin kënne bezuelen, sech selwer och emol kënne fräihuelen an d'Belaaschtunge fir d'Ëmwelt an d'natierlech Ressourcen, déi haut vu verschiddene landwirtschaftleche Praktiken ausginn, reduzéiert kënne ginn.

Här President, ech wëll an den nächste Minutte méi allgemeng de Kader setzen, wéi mir als déi Lénk un déi Thematik vun der Diversifizéierung eruginn, an dorobber opbauend dann och e puer Propose maachen, a wéi eng Richtung et sech fir eis lount ze goen an a wéi eng awer och net.

Als Alleréischt kommen ech op déi primär Funktioun vun der Landwirtschaft zréck, déi fir eis d'Produktioun vun de Liewensmëttel ass an déi an eisen Aen awer vill méi villsäiteg a soumat méi diversifizéiert soll ginn. Et ass kloer, dass Lëtzebuerg net autark ka ginn, wat d'Liewensmëttelproduktioun ugeet, och net, wann een d'Grossregioun do matdenkt. Dat géif e grousse Verzicht op verschidde Liewensmëttel bedeiten – dat ass och scho vun der Madamm Hansen gesot ginn –, deen deene mannste Leit zouzemudde wier.

Dat bedeit awer net, dass net méi e groussen Deel vu bestëmmte Produktgruppe ka vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft hiergestallt ginn. Mir denken hei natierlech u verschidde Geméis- an Uebstzorten, mee och un den Ubau vu Leguminose fir déi mënschlech an déieresch Consommatioun. Fir op dee Wee ze goen, mussen natierlech eng Partie Viraussetzunge gi sinn.

Als Éischt emol ginn dat erfuerderlecht Wëssen an déi néideg Kompetenzen an der Landwirtschaft an an de Betriber verlaangt, fir op esou e Wee ze goen. Ganz vill Betriber zu Lëtzebuerg si spezialiséiert op d'Mëllech- oder d'Fleeschproduktioun an hunn net esou vill Erfarung, fir hir Produktioun ze diversifizéieren a sech zousätzlech Standbeen opzebauen, obwuel et haut ganz vill Bauere gëtt, déi sech an Nische probéieren ze implantéieren. Wat och ganz gutt ass, mee et muss een hinnen awer hëllefen dobäi.

Dëst ass engersäits e Problem vun der Recherche an och vun der Formatioun oder der Weiderbildung. Et gëtt scho laang bemängelt, dass zu Lëtzebuerg d'Recherche, zum Beispill iwwer praktesch Feldversich mat neie Varietéiten an alternativen Ubaumethoden, vill ze mann encouragéiert gëtt. Dës Feldversich géifen awer wichteg Indikatioune liwweren, fir eebe déi Diversifizéierung an der Landwirtschaft kënne weiderzebréngen.

Donieft denke mir, dass och an der Aus- a Weiderbildung verstäerkt misst drop gesat ginn, fir bestëmmt Philosophien a Praktike méi staark ze vermëttelen, déi an engem diversifizéierte Betrib duerchaus sënnvoll kéinte sinn. Ech denken do entre autres un d'Methode vun der Permakultur, déi jo dorop ausgeluecht ass, fir vill verschidden Aktivitéiten op der Fläch sënnvoll, produktiv an ëmweltschounend mateneen ze verbannen. Dëst hätt souguer vläicht den Effekt, dass vill méi jonk Leit sech fir e Beruff an der Landwirtschaft géifen interesséieren.

Zweetens muss déi wirtschaftlech Viraussetzung fir eng méi diversifizéiert Produktioun och gi sinn. Dat spillt op méi Niveauen. Déi bestoend Betriber sinn e Produkt vun der Landwirtschaftspolitick, wéi se déi lescht Joerzéngte gemaach ginn ass. Si hu sech spezialiséiert, oft intensivéiert. Se si méi grouss ginn, hu vill op Maschinne gesat, oft och op Automatiséierung, an hu vill Investitiounen an Infrastruktur a Material getätegt, fir iwwerhaapt kënne produktiv ze bleiwen. Wat nees bedeit huet, dass se erëm hu misse wuessen. Et ass einfach en Däiwelskrees!

Dat ass esou, well d'Politick se mat de Reglementer a Subventiounen och dohinner dirigéiert huet. Dofir hu mir haut zu Lëtzebuerg och eng Landwirtschaft, déi ganz staark op Mëllech- a Fleeschproduktioun spezialiséiert ass.

All deem muss een natierlech Rechnung droen, wann een iwwer Diversifizéierung schwätzt, mee och bei engem biologeschen Ëmbau vun der Landwirtschaft, wou awer ganz kloer d'Unzuel vun de Béischte flächegebonnen ass, wat vill méi nohalteg ass.

Engersäits mussen d'Betriber eng finanziell Sécherheet hunn, wa se déi dréngend néideg Reduktioun vum Véibestand mussen ugoen, entre autres och, wat d'Ofbezuele vun hire Scholden ugeet, woumat vill Betriber och amgaange sinn, fir mat der kontraproduktiver Entwécklung vun de leschte Joerzéngte matzehalen, anerersäits awer och, wat déi nei Hëllefe fir d'Betriber ugeet, déi fir den Opbau vun neie Produktioune gebraucht ginn. Ech denken do un zousätzlech Aarbechtskraaft, déi batter néideg gëtt, wann d'Produktioun méi divers gëtt, besonnesch beim Uebst- a Geméisbau, mee och un d'Investitiounen, beispillsweis wat d'Opfänke vu Reewaasser ugeet fir d'Bewässerung vun deene Kulturen oder wat de Stockage vun der Recolte ugeet, fir dass dës och méi laang haltbar bleift.

En anere wichtegen Aspect bei den Hëllefen ass awer och d'Innovatioun an d'Ënnerstëtzung vun alternative landwirtschaftleche Formen, déi duerch de Raster vun der europäescher an internationaler Subventiounspolitick falen. Kleng Produzenten an der Solidarlandwirtschaft zum Beispill, déi zur

Diversifikatioun vun der Landwirtschaft bäidroen, andeems se lokal a meeschtendeels biologescht Iesse produzéiere fir Leit aus de Regioun, si geneesou ausgeschloss wéi méi innovativ Formen am Beräich vum Urban Farming. Geméisubau an de Stied an Dierfer, zum Beispill och op dofir gëeegenten Diech, ass zu Lëtzebuerg immens seelen a kéint duerchaus nach eng Pist sinn, déi een ausbaue kéint.

En anere Volet, deen och a Consideratioun geholl kéint ginn, sinn Industrie- oder aner ausgedéngt Halen, déi een zu Gewächshaiser ëmbaue kéint. An Däitschland gëtt dat gemaach, do gi souguer zum Deel Ananas- a Banannekulturen ugeplanzt. Ech weess, et ass ganz speziell, et wier awer eng Pist, un déi ee kéint denken. Do kéint een, wéi gesot, schonn e ganz anere Spektrum vun Uebst a Geméis dann och hei uplanzen.

Bei all deene finanziellen a wirtschaftlechen Aspekter ass d'Veraarbechtungs- an d'Kommerzialiséierungsketten hannert der primärer Produktioun vun de Liewensmëttel natierlech och zentral, dat ass och schonn hei gesot ginn. Profitabel sinn zu Lëtzebuerg an éischter Linn d'Mëllechproduktioun an de Wäibau, wat dorunner läit, dass et performant Veraarbechtungs- a Vermaartungsketten hannendru gëtt. Beim Fleesch ass dat scho manner de Fall an d'Biofleesch ass do e Stéifkand. Beim Uebst a Geméis ass de Problem do ganz evident: Ausser vun e puer Beschäftegungsmoossnamen, déi dës Liewensmëttel weiderverschaffen, weess ech just vu gescheiterte Privatleit, déi dat probéiert hunn, mee leider hu missen no enger Zäit opginn.

Et ass och aus deene Grënn, firwat d'Propos, fir lokaalt, regionaalt a biologescht Iessen an den ëffentleche Kantinnen zur Norm ze maachen, esou interessant ass, well doduerch potenziell e Marché fir déi méi kleng Produzente kéint geschafe ginn.

Drëttens, wuel am allerwichtegsten ass déi natierlech Viraussetzung, déi muss erfëllt sinn, fir nei Produktiounen an der Landwirtschaft ze erméiglechen. Lëtzebuerg bitt nämlech nëmme beschränkt gutt Viraussetzunge fir d'Horticulture, well eis eng gläichméisseg Fiichtegkeet feelt, wéi se a gréisseren Däller an Anzuchsgebidder vu grousse Flëss besteet, wéi beim Rhäin oder an der Île-de-France. Lëtzebuerg ass eng klassesch Kulturlandschaft, déi duerch d'Véihaltung esou ginn ass, wéi se haut ass, mat Wisen, wou d'Béischte grasen. Dëst sollt een och net a Fro stellen, mee awer den ekologesche Contraintë muss Rechnung gedroe ginn an de Véibestand dohinner reduzéiert ginn, dass dës Form vun der Landwirtschaft nohalteg an naturno, also erëm méi dobaussen op der Wiss a manner just am Stall, ka bedriwwe ginn.

D'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft soll deementspriechend op Betribsniveau kënne passéieren, also andeem en Deel vun den Aktivitéiten an Investitiounen op engem Haff an nei Standbee fléissen, fir d'Reduktioun vum Véibestand opzefänken. Dobäi ass net iwwerall am Land déi selwecht Léisung sënnvoll, wat jo och logesch ass, mee si muss a Fonctioun vun de geologeschen, pedologeschen a klimatesche Kritären definéiert ginn. Och dofir ass d'Recherche, sinn d'Versich, déi gemaach musse ginn, immens wichteg.

Här President, wa vun Diversifizéierung rieds geet, ginn och oft Aktivitéiten an Investitiounen an d'A gefaasst, déi näischt direkt mat Liewensmëttelproduktioun ze dinn hunn, hei virewech natierlech d'Energieproduktioun. Mir sinn net der Meenung, dass dës prioritär sollt ënnerstëtzt ginn. Selbstverständlech sollen Efforte gemaach ginn, fir Diech vun Halen a Ställ mat Solarpannoen zouzeleeën, dat fanne mir ganz sënnvoll. Virstéiss, déi awer ënnert der Bezeechnung „agrivoltaïsme" an d'Richtung ginn, fir op de Felder Solarparken opzeriichten, leene mir of, well déi Felder solle wierklech benotzt gi fir d'Liewensmëttelproduktioun oder fir d'Béischten. Et gëtt nämlech nach genuch Diech a versigelt Flächen hei am Land – Stéchwuert Parkingen an Tankstellen –, fir esou Solaranlagen opzeriichten.

Mir mengen, dass d'Betriber sech net an esou eng Ofhängegkeet sollte beginn, besonnesch wa se mussen e groussen Invest, deen de finanzielle Kader vum Betrib sprengt, ënnerhuelen, well dat kéint eng Dier opmaache fir grouss Investoren an domadder och zu engem Kontrollverloscht gi fir de Betrib.

Beim Biogas si mer manner kategoresch, ginn awer ze bedenken, dass déi aktuell Ausriichtung vun der Biogasstrategie op enger net nohalteger Landwirtschaft berout, andeems op d'Methanisatioun vun de grousse Volumina Piff gesat gëtt, déi natierlech awer just dowéinst ufalen, well de Véibestand an d'Stallhaltung vun de Béischten esou grouss sinn. Staark Investitiounen an déi Richtung sinn an eisen Aen also net vertrietbar, och wa kleng a kooperativ Anlagen a verschiddene Fäll ganz kloer Sënn kënne maachen.

Zum Schluss wollt ech just ganz kuerz nach op de Volet vun den Agrarflächen agoen. Do wär et an eisen Ae sënnvoll, dass de Staat e Pool u Fläche géif schafe fir Jonker oder Leit an der Reconversioun, déi e Projet hätten, an hinnen déi da kéint verpachten. De Staat huet jo schonn elo esou Flächen a mir haten dat och an enger Question parlementaire, 3076 vum 2. November 2020, nogefrot, wat domadder geschitt. Leider waren déi Äntwerten net ganz zefriddestellend, well de Staat och net iwwer all Fläche Bescheed weess, wat och d'Gemenge verpachten an esou weider an esou fort. An de Staat weess do och net onbedéngt, wat alles op deene Fläche gemaach gëtt. Mee dat wier och nach eng Pist, fir eebe jonke Leit et ze erméiglechen an och dem Nowuess et ze erméiglechen, sech kënnen ze diversifizéieren an auszedeenen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an och der Madamm Hansen e ganz grousse Merci fir d'Stelle vun dëser Interpellatioun, well déi war ganz, ganz interessant an och all deenen anere Leit hir Stellungname ware mega interessant. Also Här Benoy, ech hätt kënnen Är Ried och bal integral halen!

Merci.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par Mme Myriam Cecchetti et hilarité, interruptions diverses)

Hei, passt op op d'Schläimspueren!

(Hilarité générale)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo! Et war ee bal ausgerutscht hei, ier een eropkomm ass. Mee léiwer déi Harmonie wéi eppes anescht!

(Brouhaha)

Här President, merci dem Martine Hansen fir d'Ufroe vun der Diskussioun ronderëm d'Landwirtschaft haut. Nodeems mer gëschter iwwert d'Landesplanung geschwat hunn, ass dann haut quasi erëm d'Landesplanung en Theema: Et geet ëm d'Landesplanung fir d'Hierstellung vun eisen Iesswueren.

Mir Piraten wëllen op dëser Plaz och all eise Landwierte Merci soen, déi all Dag déi wichteg Aarbecht leeschten. Ech hunn et schonn e puermol hei gesot: Bauer sinn ass en immens ustrengende Beruff. Ech géif souguer soen, et ass méi wéi e Beruff, et ass eng Beruffung!

Eng wichteg Fro, déi mer eis haut hei stelle mussen: Wéi soll d'Landwirtschaft vu muer ausgesinn? Wat sinn d'Ziler vun eiser Landwirtschaft? Fir eis Piraten ass d'Äntwert kloer: Et muss drëm goen, eng Landwirtschaft opzebauen, déi der Natur net wéideet, an där d'Wuel vun den Déieren den héchste Standard ass a vun där d'Bauere mat engem gudde Revenu liewe kënnen. Esou stelle mir eis qualitativ Liewensmëttel vir, déi den héchste sozialen an ekologesche Standarde gerecht ginn.

Et ass an eisen Aen illusoresch ze mengen, Lëtzebuerg kéint sech zu 100 % selwer mat Liewensmëttel versuergen. Wéi d'Landwirtschaftskummer an engem Avis geschriwwen huet, sinn an de leschte Jore souguer Terrainen an der Landwirtschaft verluer gaangen. Wärend d'Bevëlkerung an de Rescht vun der Wirtschaft gewuess sinn, goung d'Aktivitéit vun der Landwirtschaft zréck. Do muss een dann och einfach realistesch sinn: Och 50 % Selbstversuergung fir eist Land sinn net emol méiglech. An dofir soe mir och: Mir sollten eis net op d'Selbstversuergung konzentréieren, mee d'Baueren hei am Land ënnerstëtzen, fir op d'Qualitéit ze setzen.

Mee wat ass hei zu Lëtzebuerg méiglech? Lëtzebuerg ass e Grénglandstanduert an dofir läit de Schwéierpunkt vun eiser Landwirtschaft op der Mëllech- a Rëndfleeschproduktioun. Mir sollten de Baueren net vun uewen erof virschreiwen, wat genee si sollen ubauen, well am Endeffekt kennt de Landwiert seng Méiglechkeeten am beschten.

Et gouf an de leschte Joren a Joerzéngte vill Initiativen, fir méi Geméis an Uebst hei am Land unzebauen. An eisen Ae missten nei Initiative vill méi Wäert drop leeën, fir d'Betriber bei der Ëmstellung op Bio ze ënnerstëtzen. Ëmmerhi soll bis 2050 eis ganz Landwirtschaft bio sinn. Do mussen d'Baueren deemno nach besser ënnerstëtzt ginn, sief et finanziell wéi och materiell.

Dem Avis vun der Biovereenegung no kéint een net emol d'Hülsenfrüchte ubauen (veuillez lire: kéint een och méi Hülsenfrüchte ubauen), déi een als natierlecht Düngemëttel kéint verwenden oder als Foddermëttel fir eis Déieren. Ierbse sinn och als Proteinquell fir Kéi a Ranner gutt, als Alternativ eeben zum Soja, esou kéint een d'Viehzucht dann och méi nohalteg maachen.

Här President, den Ubau vun Uebst a Geméis brauch Waasser. Meeschtens geet d'Reewaasser hei net duer an et muss eng zousätzlech Bewässerung gemaach ginn, grad bei Dréchenten. Elo kann een natierlech soen: Firwat sech déi Méi an Aarbecht maachen an net einfach op d'Viehzucht setzen, déi jo vum Grénglandprofitéiert? Mee well och bei der Viehzucht um Grénglandvill Waasser verbraucht gëtt: bis zu 70 Liter pro Dag fir eng Kou, a munche Fäll souguer 200 Liter den Dag!

Dofir ass den Ubau vun Uebst a Geméis grad bei grousse Waasserreserven a Flëss interessant. Do hu mer zu Lëtzebuerg leider nëmmen e puer Plazen, déi dofir a Fro kommen: ronderëm d'Musel, d'Sauer an d'Uelzecht. Wat ee méi wäit vun de Flëss fort ass, wat et méi schwéier gëtt, fir Uebst a Geméis unzebauen.

Do komme mer dann op de Problem vum Waassermanagement. Doriwwer hate mer schonn d'lescht Joer geschwat no den Extreemwiederen am Summer mat den extreemen Dréchenten an Iwwerschwemmungen.

Et kéint een der Entwécklung vum Geméisubau weiderhëllefen, wa mer et fäerdegbréngen, d'Reewaasser besser ze späicheren. Mir brauche grondsätzlech eng aner Approche, wat d'Evakuéierung vum Waasser ugeet. Bis elo war et esou, dass mer dat Waasser, dat vum Himmel fält, esou schnell wéi méiglech

evakuéiere wëllen, dat heescht meeschtens: Fort dermat an de Kanal! Mir mussen an déi Richtung goen, fir en Deel vum Waasser an eise Stied an Dierfer ze halen. Dat gespäichert Waasser musse mer da just nach zum richtegen Zäitpunkt bei d'Felder kréien.

D'Waasser ass net déi eenzeg Erausfuerderung beim Ubau vun Uebst a Geméis. Et brauch een nämlech och Hänn, also Aarbechter, fir dat Uebst ze séien, ze fleegen an duerno ze plécken, an déi sinn aktuell hei am Land schwéier ze fannen.

Bauer sinn ass en immens ustrengenden Job an et brauch een dofir eng gutt Fitness a Gesondheet, fir déi Belaaschtung matzemaachen. Hei muss eng Regierung kucken, wéi ee méi Leit an d'Landwirtschaft kritt – a mengen Aen och eng Fro vum Salaire. Hei kann ee sécherlech higoen a mat der ADEM zesumme kucken, fir Aarbechtsmoossname wärend der Saison ze schafen, wou fit Mënsche bei der ADEM der Landwirtschaft kënnen hëllefen an dofir eng gutt Entschiedegung nieft hirem Chômage kriten.

Aktuell gëtt dat scho bei der Drauwelies änlech gemaach, en Ausbau op aner Betriber wier eng Propos. Esou stäerke mer d'Baueren a gläichzäiteg brénge mer de Leit d'Landwirtschaft als Beruff erëm méi no, an dat zu faire soziale Konditiounen.

Fir de Problem vun de Saisonen ze ëmgoen, kann een och op d'Notze vu méi Gewächshaiser setzen. Och hei kann de Staat op sengen Terraine gréisser Pilotprojeten zesumme mat de Landwierte plangen a virfinanzéieren.

Här President, et gëtt nach vill aner Punkten, déi ech haut hätt kënnen uschwätzen, dorënner och de Punkt, dass de Staat selwer méi Bioprodukter kéint ofhuelen – ech erënneren do un d'Geschicht mat Restopolis –, oder de Punkt, wéi ee Bauere bei der Ëmstellung vun hire Betriber besser ënnerstëtzt a wou een och vläicht d'Ackerbauschoul besser integréiere kann.

Et bleift op jidde Fall nach vill ze maachen, fir d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft virunzedreiwen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och der Madamm Hansen fir d'Interpellatioun. Ech wëll och e ganz grousse Merci soe fir déi Diskussioun an déi Iddien, déi hei fir d'Landwirtschaft, fir de Wäibau, fir den Développement rural genannt gi sinn.

Wann ech elo op d'Froen alleguerten aginn, déi gestallt gi sinn – ech probéieren, dat ze maachen –, dann, denken ech, si mer um siwen, aacht Auer nach hei – et ass awer net de Grond, firwat ech et net wëll maachen.

Ech wëll op e puer generell Remarken agoen. Éischtens denken ech, an dat hunn ech awer bei all de Riedner eraushéieren, datt mer alleguerten hannert der Landwirtschaft stinn, der Viticulture an och dem Développement rural. Ech wëll och soen, datt mer ee Ministère sinn, dat heescht, mir si Ministère de l'Agriculture, vun der Viticulture – well och do gëtt et „regional", „lokal", „bio" a „konventionell" –, an dat selwecht ass et awer e bësse fir den Développement rural, fir dat alles zesummen ze maachen. Dat heescht, fir mech geet de Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural aneneen, dat heescht, souwuel den Développement rural, dee mer elo hei leider net ugeschwat hunn ... Et ass awer net weider schlëmm, well en an de Käpp – dat weess ech vu verschiddene Leit, déi hei geschwat hunn – scho present ass mat zum Beispill deene verschiddenen Urbanisatioune vun hire Gemengen, wéi een dat ka maachen. Ech mengen, et ass ugeschwat ginn hei: Urban Farming ass déi selwecht Iwwerleeung, déi et gëtt, an dat gräift eent an dat anert. Dofir ass et och relativ schwiereg, fir op sämtlech Froen ze äntweren, well se eng an déi aner gräifen.

Ech gesinn, datt d'Landwirtschaft innovativ ass, dat stelle mer fest, well soss wier se scho laang net méi do. Si ass immens innovativ an dat gesi mer jo u Projeten, déi hei genannt gi sinn. An natierlech, wann een innovativ Projeten huet a wann een dynamesch Baueren huet, dynamesch Wënzer huet, mat neien Iddien, dann ass et natierlech esou, datt Iddie sech realiséieren, Projeten eppes ginn, aner Projeten näischt ginn, datt een net direkt zefridden ass, wéi ee weiderkënnt. Da kann een ëmmer op de Ministère verweisen a soen: „Wann et elo net geet, da wier et gutt, wa mer eng finanziell Hëllef hätten." Och déi Hëllefe gi mer, wann de Projet vun Ufank u presentéiert ass an een och gesäit, a wat fir eng Richtung datt et geet.

Ech wëll dat just eng Kéier prinzipiell soen, an dat ass net nëmme fir deen heite Ministère: Fir herno staatlech Hëllefen ze froen, wann et aus iergendenger Ursaach – an dat gëllt elo net fir déi Projeten, déi Dir hei genannt hutt – op eemol net méi geet a sech dann un de Staat gewannt gëtt, fir ze soen: „Ech bräicht awer elo Hëllefen, well ech mengen, et ass awer nach net esou richteg, wéi et fonctionéiert", dat ass um Niveau vu Startuppen, dat ass um Niveau vun aneren Entreprisen, wou mer déi Hëllefen hunn, wou mer Ministèren hunn, notamment d'Économie, déi do hëllefen. An dat ass dann en anert Konzept vu Management vun engem Secteur économique vum Land.

Wat wichteg ass, an dat ass och, mengen ech, vun dem Gros vun de Riedner hei gesot ginn, dat si Perspektiven: d'Perspektive vun der Landwirtschaft, d'Perspektive vum Wäibau, déi ganz Perspektiven, wéi mer dat integréieren. Et ass oft vu Zone-vertë geschwat ginn. Wat mech e bësse stéiert: Et gëtt och Zone-agricollen! Fir déi Leit, déi an de Gemenge sinn, et ass vläicht ee klengen Tuyau, fir och eng Kéier doriwwer ze diskutéieren, firwat mer bei de Zone-agricollen – an ech sinn e fréiere Buergermeeschter – dann ..., net „retizent" sinn, mee firwat mer net op d'Iddi kommen, fir dat vläicht aneschters unzepaken. Mee bon, dat ass eng perséinlech Remark vu mir. Dat also fir ze kucken, wéi mer dat Ganzt vernetzen, mat dem Drock, deen op d'Land kënnt, wou mer mussen oppassen – et ass vu Präisdeierecht geschwat ginn um Land –: Hu mer Problemer zu Lëtzebuerg, dann hu mer och an der Landwirtschaft e Problem, hu mer och bei de Zone-verten e Problem, hu mer bei de Wéngerten e Problem. Also, dat solle mer net vernidlechen!

A wat den Drock op d'Land méi grouss gëtt, wat mer dee Problem warscheinlech och net geléist kréien! A wa mer e léisen, da musse mer kucken, datt mer en am Konsens geléist kréien, an zwar mat sämtleche Secteuren, déi betraff sinn, well och hei wäert ee Secteur économique an deen aneren iwwergräifen, wann et och net am Ufank ass, dann awer op jidde Fall à moyen an à long terme, fir d'Gestioun vun deem Ganzen ze maachen.

Dofir ass et fir mech och immens wichteg, datt d'Landwirtschaft systeemrelevant ass. Verschidde Leit hunn dovunner geschwat, wéi mer d'Landwirtschaft dann esou opbauen, datt mer am Fong entweeder just vun deem, wat mer hei produzéieren, ernären, oder just vun deenen – entre guillemets – „Produiten", déi mer hei produzéieren, ernären, ob dat elo Fleesch oder Käre sinn, ob dat Geméis oder Uebst ass, ob mer exportéieren, ob mer importéieren. Wat maache mer mat enger Gemeinsamer Agrarpolitick? Alles dat spillt mat!

An eppes huet sech awer gewisen déi lescht zwee, dräi Joer, duerch d'Covid-19-Kris an och leider duerch den Ukrain-Krich: datt mer frou sinn, datt mer eng Landwirtschaft hunn, déi systeemrelevant ass, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an deenen anere Länner. Well déi Gemeinsam Agrarpolitick, ouni déi hätte mer dann als Lëtzebuerg – an och aner Länner – riseg Problemer gehat.

An ech wëll awer eppes direkt och an de Kontext setzen, an dann halen ech mat menger Introductioun op: Wat an dësen Zäiten och immens wichteg ass, dat ass, datt mer eng Libre circulation des biens et des services hunn, dat heescht, datt d'Länner hir Grenzen net zoumaachen, och am Kader vun der GAP. Well wa verschidde Länner sou geduecht hätten – fir ze soen „autark", ech haassen dat Wuert schonn e bëssen, dat ass eng Saach vu Protektionismus –, dann hätt et eis warscheinlech am mannste gehollef! An dofir si mir och fir eng Gemeinsam Agrarpolitick! An déi wäerte mir och weider stäerken, och wann déi heiansdo kritiséiert gëtt, well mir se aus eisem Point de vue kucken. Mee ech mengen, an deene leschten dräi Joer huet jiddweree verstanen, wéi mer dat maachen.

An dat soll och esou sinn, datt mer dat par rapport zu deenen dräi Piliere kucken, dat heescht dat Soziaalt, dat Ekonomescht an dat Ekologescht. Och dat solle mer net géinteneen ausspillen. An ech mengen, dat huet jo och all Riedner gesot, deen ee méi, deen anere manner, mee jiddweree weess, wat gemengt ass. Et huet kee Wäert, wa mer op där enger Säit eppes drécken an dat pushen an dann op där anerer Säit méi Problemer kreéieren, wou et da vläicht méi nefast gëtt. Dat muss schonn en Zesummespill tëschent deenen dräi verschiddene Piliere sinn, an dat ass net evident.

Dat mierke mer jo, datt et net evident ass. An dat mierkt ee besonnesch, wann ee Landwirtschaftsminister ass a wann een och en Agrargesetz huet a wann een och e PSN (ndlr: Plan strategique national pour la Politique agricole commune) huet. A wann een och mam Marché schwätzt oder wann een ... De Marché, deen ausserhalb vun der Landwirtschaft ass, do kann een iwwert d'Produite schwätzen, wéi se verkaf ginn, wéi d'Vermaartung ass, mee et kann een net direkt an de Marché intervenéieren. Ech ka jo net dohinnergoen an d'Ekonomie invertéieren, wat d'Distributioun ubelaangt. Wéi soll ..., wann do keen Zesummespill kënnt?

An dat kënnt awer zu Lëtzebuerg, dat muss ech Iech awer soen! Mir sinn et scho gewinnt, deelweis. Gitt a verschidde Supermarchéë kucken, wat fir e Fleesch Der kafe kënnt. Dir hutt d'Moyenen, fir Lëtzebuerger Fleesch ze kafen. Gitt a verschidde Supermarchéë kucken, Dir hutt Moyenen, fir Lëtzebuerger Uebst ze kafen. Gitt a verschidde Supermarchéë kucken, Dir hutt Moyenen, fir Kären, fir Lëtzebuerger Produiten ze hunn, fir Lëtzebuerger Hunneg ze kafen.

(Interruption par M. André Bauler)

An ech maachen ... Gelift?

M. André Bauler (DP) | Miel.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Miel och, Här Bauler. An ech ka sou weiderfueren, ech wollt elo net all Artikel opzielen, mee ...

(Interruption par Mme Octavie Modert)

A Wäin natierlech! A beim Wäin ass et am frappantsten, well – merci, Madamm Modert – och do de Pourcentage an d'Luucht geet. An de Pourcentage bei de Lëtzebuerger Produite geet an d'Luucht, dat hu

mer gemierkt! Dat mierke mer, mir hunn zwar keng Zuelen, mee mir mierken et. A mir mierken et och duerch déi Publicitéit, déi mer maachen als Landwirtschaftsministère, op anere Ministèren, wou mer dat pushen. An dat kënnt lues a lues. An dat ass natierlech en Zesummespill tëschent konventioneller Landwirtschaft – ech nenne regional, lokal Produiten – an och Bioproduiten, dat do kënnt.

An et ass natierlech de Choix vum Consommateur, fir dat ze maachen. A wann dee sech orientéiert par rapport zu de Präisser, ass dat eng aner Saach. Ech mengen, den Här Graas huet et gesot an – ech weess net méi – nach en aneren, datt mer déi Drëtt sinn, um drëtte Rang sinn, wat Bioprodukter ubelaangt. An da muss ee sech och Gedanke maachen, wann déi a Lëtzebuerg net kaf ginn, firwat se dann am Ausland kaf ginn. Ass et, well mer déi falsch Produite produzéieren an deem Domän oder net? Ech gleewen net. Et ass eng Ëmstellung, déi kënnt. Déi kënnt lues a lues. Ech hätt se och gär méi séier an ech hätt se och gär méi dynamesch, mee och do kënnen a solle mer dem Consommateur näischt virschreiwen.

E puer Remarken zum Selbstversuergungsgrad, Madamm Hansen, wat Dir gefrot hutt, mat deene verschiddene Pourcentagen. Ech géif mengen, ech hu se net alleguerten am Kapp, mee d'Question-parlementairen hunn ëmmer erëm dorobber higewisen. Ech hunn awer kee Problem, fir Iech en Tablo ze ginn, wou déi verschidde Produiten alleguerten opgezielt sinn, wat de Pourcentage ass. Et ass richteg, datt mer bei der Mëllech, beim Fleesch gutt sinn – bon, dat ass scho genannt ginn –, bei de Käre si mer net schlecht. An natierlech ass et esou, datt mer am Wäibau och gutt sinn. Do hu mer zum Beispill 32 % Export, och Richtung Belsch. Bon, wat elo gutt oder schlecht ka sinn, mee et ass awer och eppes, wat matspillt, och wann et heiansdo Problemer bei deenen dräi Produiten hei gëtt. Dat ass jo och allkéiers vun der Produktioun selwer ofhängeg.

Gréngland, Akerland, Akerfläch, dat ass genannt ginn, dee Pourcentage. Ech wëll net nach eng Kéier dorobber agoen, mee ech wollt awer op déi Initiativen agoen. Déi decken heiansdo d'Froen of, déi gestallt gi sinn. Mir hunn um Niveau vum Agrargesetz méi héich Plaffonge bei verschiddenen Investissementer ugefrot, och bei verschiddene Secteuren hu mer dat gemaach.

D'Weiderveraarbechtung ass deelweis ugeschwat ginn; mee d'Weiderveraarbechtung ass fir Lëtzebuerg immens wichteg! Wa mer d'Weiderveraarbechtung direkt kënnen zu Lëtzebuerg maachen, dann hu mer keng Transportweeër an dann hu mer och direkt eng Consommation sur place a mir hunn d'Krittäre vu bio, vu regional a vu lokal dran. Also ass et wichteg, d'Weiderveraarbechtung och hei a Lëtzebuerg ze maachen.

Et ass ugeschwat ginn, Madamm Hansen, mat de Schluechthaiser, déi misste gemaach ginn zum Beispill beim Gefligel. A bon, ech war selwer am Schluechthaus, do ass och nach de Problem, fir dat weiderzedeveloppéieren: Wann dann och de Marché dat hiergëtt, dat ass erëm eng Fro vum Marché! Dat bedaueren ech och, mee och dat si mer amgaangen ze pushen, fir eeben déi Weiderveraarbechtung ze maachen. An dofir hu mer jo och den Taux vun 30 % op 35 % eropgesat. Mee dat ass net dat Wichtegst. Mir hunn awer och de Plaffong vu 16 Milliounen op 31,5 Millioune gesat, wann esou Installatioune solle gemaach ginn. Dat ass am neien Agrargesetz virgesinn, dat ass och wichteg.

D'Direktvermaartung ass ugeschwat ginn. D'Direktvermaartung ass natierlech eppes, wou mer wärend der Covidzäit vill gemaach hunn. Et gëtt och Formatiounen an der Direktvermaartung. Ech mengen, gëschter war nach e Cours, wou mer, ech mengen, kommt, ech soen ëm déi 40 Leit haten. An Direktvermaartung vum Fleesch ass also eppes, och déi Formatioun, wat ugeholl gëtt, wat och gemaach gëtt, et ass awer zäitintensiv fir de Betrib selwer. Et ass en zweet Standbee fir de Betrib selwer. Et muss een den Knowhow hunn, et muss een d'juristesch Reegelen, d'sanitär Reegele respektéieren. Alles dat gëtt iwwert déi Formatioune mat gekuckt.

Mee schlussendlech ass et ëmmer nach dem Betrib iwwerlooss, ob en et mécht oder net. An ob een do zousätzlecht Personal zur Verfügung stellt, ass eng Diskussioun, déi sech ëmmer wäert stellen. Wann dat dann zu dräi, véier Betriber zur selwechter Zäit gemaach gëtt an an déi selwecht Richtung geet, da kann een natierlech doriwwer diskutéieren, fir dat ze maachen. Mee et ass natierlech eppes, wat wichteg ass a wat fir de Beruff selwer e weidere Pilier ass, wéi wann en eng Diversifikatioun géif maachen an engem anere Beräich. Dofir ënnerstëtze mir och weider déi Direktvermaartung an dofir maache mer och d'Ramebedingungen esou, datt et an déi Richtung soll goen.

D'Iwwerleeunge par rapport zu der Publicitéit sinn hei e puermol genannt ginn. Mir hu vum Landwirtschaftsministère de Magazinn „GUDD!". Mir hunn déi Aktioun #regionalsaisonal. Mir probéieren, iwwerall all Secteur ze ënnerstëtzen op eng gerecht Aart a Weis, dat heescht verdeelt, souwuel de Secteur vun – ech nennen et emol – der Produktioun, ob dat de Wäibau oder d'Landwirtschaft ass, awer och alleguerten déi Nischeproduktiounen. Mir mierken, datt dat ukënnt. Mir hunn natierlech keng gräifbar Zuelen, mee dat geet lues a lues an d'Luucht.

D'„Mikroentreprisen", wéi ech se nennen, sinn ugeschwat ginn. Déi wäerte mer weider ënnerstëtzen. Dat ass iwwregens am jëtzegen Agrargesetz an och am neien Agrargesetz de Fall mat 15.000 Euro fir e Businessplang, deen ee ka maachen. Déi Projeten, déi momentan lafen, sinn d'Kreatioun vun enger Hydroponik-Entreprise, dat ass ugeschwat ginn, e biologesche Wäibaubetrib, Beiebetriber an och d'Eeërproduktioun. Déi sinn an dësem Agrargesetz an am nächsten Agrargesetz och esou virgesinn.

De Gaardebau, Uebstbau, Geméis sinn ugeschwat ginn. Dat ass ganz wichteg. Et ass do, wou mer nach Sputt hunn, dat ass richteg. An dofir gëtt et och déi Iwwerleeungen, fir ganz einfach déi verschidde Produktiounsstanduerter mat de Moyenen esou ze orientéieren, datt mer alles kënne kanaliséieren, dat heescht, vun der Recuperatioun vun der Wäermt an enger Zone artisanale – verschidde Beispiller si genannt ginn – par rapport zu der Produktioun, wou et gemaach gëtt. Natierlech muss et dann och esou erlaabt ginn.

Dann ass och iwwert d'Folientunnelle geschwat ginn. Am neien Naturschutzgesetz ass dat virgesinn. Ech géif mengen, dat neit Naturschutzgesetz ass muer am Regierungsrot, wann ech mech net ieren, wann ech den Ordre du jour gutt am Kapp hunn. Da kënnt et also och geschwënn hei zur Diskussioun.

An dat anert ass natierlech dat mat den Zären. Natierlech sinn Diskussiounen do, wou mer Zären hisetzen, wéi Zäre geholl ginn. Mee och do si Projeten, muss ech Iech soen, par rapport zu Zone-artisanallen, notamment och Lëtzebuerger Natur, wou Kohabitatiounen an der Produktioun tëschent der Post an der Produktioun iwwer Zäre wäerte kommen. Dat sinn natierlech och Pilotprojeten, wou Wäermt geholl gëtt, fir déi aner Säit ze benotzen, wat och richteg ass. Iwwregens ass et dat selwecht beim Waasser. Et ass beim Waasser dat selwecht de Fall, wann d'Waasser bei engem Zoning schonn disponibel ass.

Ech ginn net op d'Drénkwaasser an, mee ech ginn op d'Reewaasser an. Momentan hu mer Rückhaltebecken an allegeurten de Zoningen, wat och richteg ass. A mir probéieren natierlech wéinst der Iwwerschwemmungsproblematik, datt d'Reewaasser net direkt an eis Flëss leeft, mee zréckgehale gëtt, fir dat als Protektioun ze maachen. Dat heescht, allegeurten déi Rückhaltebecken an deene Zoninge sinn der natierlech, déi net fir den Noutfall gëeegent sinn, wann et brennt. Et ass also Waasser dran, dat een och kann huelen, fir zum Beispill bei Zären, bei Uebst a Geméis kënnen ze notzen.

Aner schéi Projeten, innovativ Projeten, sinn do, fir dat lokal kënnen ze maachen, dat heescht iwwer Behälter, déi mobill sinn, déi bei d'Produktioun gesat ginn, wou d'Reewaasser opgefaange gëtt, wou eng kleng Dall gezu gëtt an dat gefëllt gëtt mat Reewaasser, wou dann eng Bewässerung gemaach gëtt sur place, datt een d'Waasser … Et brauch ee keen Drainage ze maachen an esou weider. Och dat si Propositiounen, déi kommen, déi analyséiert ginn an déi natierlech dann och deelweis vum Landwirtschaftsministère, vum Ëmweltministère, awer och vum Wirtschaftsministère gekuckt ginn, fir dat ze maachen.

D'Waasser ass ugeschwat ginn, Pilotprojete sinn ugeschwat ginn. D'Pilotprojete waren ausgeschriwwe ginn iwwert déi Kommissioun, zu där ee mech gefrot hat – ech mengen, et war den Här Graas – fir ze kucken, wéi oft déi zesummekomm ass. Déi Pilotprojete lafen elo. Do sinn innovativ Projeten, wou ee kuckt, fir ouni Drénkwaasser – ech preziséieren: ouni Drénkwaasser! – dat esou ze kanaliséieren, datt mer dat souwuel an de Wéngerte wéi och beim Uebst- a Geméisbau kënne maachen. Bei de Wéngerten ass, besonnesch duerch de Remembrement, ugeduecht, fir Rückhaltebecken oder Waasserbehälter zesummen ze maachen, fir datt se kënne vun zwee bis dräi Wënzer sur place benotzt ginn, fir och an déi Investissementer ze goen, well jo och d'Dréchent ëmmer méi spillt.

Luxinnovation ass oft ugeschwat ginn. Et besteet och an deem Domän tëschent der Ekonomie, der Landwirtschaft an der Ëmwelt e Grupp „Innovation et circularité dans la bio-économie et l'agroalimentaire". An do kommen déi innovativ Projeten, déi dann och iwwer Luxinnovation gemaach ginn an dann erëm zréckkommen. Ech mengen, d'Madamm Hansen hat dat mat de Grieser ugeschwat, fir d'Isolatioun ze maachen. Och dat passt an dee Kader. Dat selwecht hu mer bei den Algen.

Ech wëll just eppes dozou soen: De Problem, dee sech hei nach stellt, ass elo e Problem um Niveau vun der Agrarkommissioun par rapport zu der Industrie. Mir ginn dem Bauer d'Méiglechkeet, Grieser unzeplanzen, déi souwuel an d'Biodiversitéit gi wéi och an d'Produktioun vun engem Bien final, an dësem Fall am Domän vun der Isolatioun, wou dann eebe geméint gëtt, sou wéi d'Biodiversitéit et brauch. De Problem ass: Mir gi vun engem Produit agricole primaire fort a mir landen bei engem Produit final industriel. A meng Beméiunge sinn, datt déi der Agriculture sollen ugerechent ginn an net der Industrie, soss hu mer net vill geschafft! An dat kann een natierlech mat verschiddene Standuerte verbannen, notamment och verbanne bei de Stilllegungsflächen, wann et kompatibel ass.

Déi Diskussiounen, déi stelle sech och um Niveau vun der Agrarkommissioun, och zu Bréissel, och d'Diskussiounen ëm de Wëllkäresom, e Projet vum Environnement, deen ausgelaf ass, dee mer als Landwirtschaftsministère probéieren, erëm eng Kéier mam Environnement ze aktivéieren, wou een awer dann och misst eng Kéier driwwer diskutéieren, ob een dat an deene 4 % net ka maachen, well dat jo am Fong e Produit vun der Biodiversitéit ass.

Agri-PV ass ugeschwat ginn. Dat ass eppes, wou ech am Ufank och retizent war, soen ech Iech ganz éierlech, fir dat op Ackerbauflächen ze maachen, fir dat – d'Madamm

Cecchetti huet et ugeschwat – op guddem Buedem ze maachen. Kloer, wat solle mer och … Dat ass jo och net d'primäert Zil. Primäert Zil ass et, fir op Terrainen eng Kombinatioun ze maachen tëscht landwirtschaftlecher Produktioun an dem Gewënn vun Energie, fir datt de Bauer, deen do aktiv ass, en zweet Standbeen huet duerch d'Produktioun vun Energie. Dat ass d'Iwwerleeung. Wou mer dat solle maachen … Solle mer dat op deene verstännege Plazen …? Dofir ass dat jo och ausgeschriwwen, dofir gëtt dat och analyséiert, wou dat gemaach gëtt. Well et huet och kee Wäert, datt mer Reseaue mussen zéien, fir herno d'Energie iergendwou hinzekréien.

Dat ass déi selwecht Iwwerleeung wéi do, wou verschidde Leit dat gefrot hu mat den Installatioune par rapport zum Agrargesetz. Am neien Agrargesetz, wann et da gestëmmt ginn ass, ass virgesinn, datt all Installatioun och muss fotovoltaiktauglech sinn, dat heescht, esou muss ekipéiert sinn, datt ee Fotovoltaikpannoe kann dropmaachen. Ob se dann dropgemaach ginn oder net, ass eng aner Diskussioun, mee déi Leit, déi op der Foire agricole waren, hu gesinn, datt zum Beispill d'Melkroboteren direkt kënnen iwwer Prosumer, dat heescht Produktioun vun Energie, genotzt gi fir d'Consommatioun vun der Produktioun vun der Mëllech. An ech denken, dat si Projeten, déi si ganz wichteg, well se sech kënnen an enger Zone verte etabléieren, wou d'Produktioun dann ass an näischt muss un der Biodiversitéit geännert ginn, well de Rendement vun der Energie direkt verbraucht gëtt vum Producteur, fir eebe seng Mëllech ze erwirtschaften. Dat si Projeten, déi si ganz wäertvoll.

Aquakultur ass ugeschwat ginn. Fir d'Aquakultur wäerte mer mat de Kreeslafanlagen op de Wee goen, fir hei och potenziell Plazen ze analyséieren, wou mer dat kënne maachen. Mir hunn am neien Agrargesetz do och spezifesch Aidë gemaach, Investitiounsbäihëllefe fir Neigrënnung, Installéierung, Absatzfërderung an esou weider, déi och do gemaach ginn. A mir sinn och amgaangen, e Strategieplang fir Aquakultur auszeschaffen, deen – ech paken Holz un – dann um Enn vum éischte Semester vun dësem Joer soll fäerdeg sinn.

D'Madamm Hansen, mengen ech, hat ugeschwat fir ze kucken, wou déi gutt Biedem sinn, fir Uebst, Geméis, Kären ze maachen. Do ass eng Analys amgaang. Déi ass amgaang, gemaach ze ginn, a mir wäerten déi, hoffen ech, och relativ séier fäerdeg hunn, mee op jidde Fall bis um Enn vum Joer, soudatt mer dann och déi Standuerter hunn, wou dat wierklech d'Rentabilitéit fërdert a wou och déi bescht Sitte sinn, fir déi Produktioun ze maachen, notamment par rapport zu Zären, par rapport zu deene verschiddene Produktiounsaart a -weisen, wéi mer et kënne maachen. Och do si mer beim Ministère amgaang.

PAN-Bio ass ugeschwat ginn. Et ass richteg, datt de PAN-Bio … Dat geet mir och net séier genuch. Elo kann ee soen: „Bon, et ass eng Retizenz do. Et ass keen Incitatif do." Ech muss Iech soen, dat ass net de Fall. De Biosecteur huet natierlech gelidden ënnert der Kris vun der Ukrain, wou och Problemer ware bei der Produktioun vum Bio selwer, fir un d'Matières premières ze kommen, mee mir probéieren dat awer … Ech mengen, den Här Goergen hat Restopolis ugeschwat, d'Crèchë sinn ugeschwat ginn, um Niveau vum Staat. Och dat alles maache mer!

Mir hunn en Appell gemaach am November d'lescht Joer, also 2022, un d'Gemengen – hei si jo vill Gemengevertrieder –, fir datt d'Gemengen an hire Crèchen, an hire Maison-relaisen och eng Ausbildung kënne kréie vum Landwirtschaftsministère, wat d'Käch an de Crèchen ubelaangt, wat d'Formatioun ubelaangt, wéi een ausschreift, fir regional oder fir Bioproduiten ze kréien. An et ass souwisou virgesinn an deem Cahier des charges, datt 50 % musse regional sinn. A vun deene 50 %, déi regional musse sinn, fir ee Schouljoer par rapport zu de Kantinnen ze determinéieren, mussen zwee Fënneftel bio sinn an dräi Fënneftel lokal.

Ech maachen also en Appell – momentan hu mer 18 Gemengen, mat de Maison-relaisen nach, déi derbäikomm sinn –: Jiddwereen ass wëllkomm als Gemengeverantwortlechen, fir a sengem Gemengerot déi Propos ze maachen. Bei eis laaft Der oppen Dieren an. An dat ass och déi Publicitéit, déi mir maachen, fir dorobber hinzegoen. Restopolis, ech mengen, dat ass scho bei den Heure-d'actualitéen hei ugeschwat ginn, geet op jidde Fall mat op dee Wee. Dat ass natierlech da fir de Postprimaire bei staatlechen Institutiounen.

An deem ganze Kontext ass jo dann och wichteg, wéi een akeeft. Wat momentan ganz gutt ukënnt, ass och de Projet vum Gaspillage alimentaire, wéi mer dat solle vermeiden – dat gëtt gemaach –, an dann natierlech och, wéi mer akafen.

D'Biogasanlage sinn ugeschwat ginn, Fotovoltaik, alles dat maache mer mat deene kompetente Ministèren zesummen.

De Wäibau ass ugeschwat ginn, ech wollt deen awer nach eng Kéier ernimmen, och fir do eng Diversitéit dranzekréien, och do e bëssen nischenorientéiert ze schaffen. Dat ass ganz interessant. Do gëtt et zum Beispill e Projet vun Iessdrauwen, dee scho ganz interessant ass, deen och schonn do war, dat selwecht am Fong wéi bei den Äppel. Dat bedeit natierlech méi grouss Investissementer, dat heescht Killlageren an dann Hagelschutznetzer, déi an de Wéngerte misste kommen, déi mer och subventionéieren. Mir maachen dat selwecht beim Uebst a Geméis, fir eeben déi Hagelschutznetzer esou ze maachen, datt dat och benefique ass, net nëmme wann d'Knëppelsteng kommen, mee och wann d'Sonnenastralung ass. Och dat gëtt zesumme gekuckt.

Regionale Wäin ass an deene leschten zwee, dräi Joer oder op jidde Fall d'lescht Joer opgetaucht, wou een däers kéint produzéieren. Dat bréngt natierlech och Investissementer mat sech, Autorisatioune mat neie Wéngerten, wou dat kënnt. An eng aner Nisch, déi ech awer wollt uschwätzen, ass den héichwäertege Wäinesseg, wat och ëmmer méi zu engem Trend gëtt, wat een natierlech och do als Nischepolitick ka beim Wäibau fërderen, wat mer och wäerte maachen.

Den Ubau vu Leguminosen ass ugeschwat ginn. Am neien Agrargesetz ass dat eng coupléiert Aide, déi mam éischte Pilier, also mat den Ecoschemes, gemaach gëtt, fir dat och méi ze pousséieren. Ech mengen, d'Klengbettener Millen mat Ierbesseproteinnen ass dat bescht Beispill, datt mer an déi Richtung zesumme schaffen.

Agroforesterie ass net genannt ginn. Dat ass, datt mer zesumme mat der Natur- a Forstverwaltung och op Sträife wëlle Beem setzen, Hecke setzen. Dat ëmmer ze maachen, ass en zweeten …, och eng Diversifikatioun bei der Landwirtschaft. Et ass natierlech schwiereg. Mir hu momentan ee Projet. Mir mussen natierlech och kucken, wou dat ass, mee mir probéieren, sämtlech Iddien ze verwierklechen.

An da beim Hanf, mengen ech – deen ass och ugeschwat ginn –, do sinn ech bei Iech, Madamm Hansen, fir dat … Do ware mer eis dat och ukucken, souwuel d'Santé wéi och de Landwirtschaftsministère, fir och um Niveau vun der Produktioun dat esou ze steieren, datt mer dat kënne maachen.

E puer Äntwerten op d'Froen nach. D'Previsibilitéit hunn ech ugeschwat. Ee vun de Soucien, deen ech op jidde Fall hunn, och par rapport zum Agrargesetz, ass, datt mer eng Previsibilitéit mussen drakréien – net nëmme fir de Bauer, deen actuellement installéiert ass, mee haaptsächlech och fir de Jongbauer! Wa mer vun de Leit verlaangen, datt se sollen investéieren, da musse se och eng Garantie ginn, datt dat, woura se investéieren, och d'Stroos hält déi nächst 10, 20 Joer. An da kënne mer net als Politick dohinnergoen an a fënnef Joer soen: „Nee, mir hunn eis et elo erëm aneschters iwwerluecht, mir fueren elo erëm an déi dote Richtung", an da subventionéiere mer dat nach. Dat mécht de Secteur geckeg, dat bréngt jo och näischt, dat géif iwwregens alles …

Dofir ass meng Iwwerleeung, an dat hunn ech op anere Plaze scho gesot: Mir sinn hei an enger Situatioun – ech huelen dat Wuert zwar net gären an de Mond – wéi an enger „Stolkris", mee hei si mer net an enger Kris, mee hei muss dës Regierung, déi nächst Regierung, egal wat et ass, Suen an de Grapp huelen, fir déi Begleedung ze maachen, datt mer vun enger Produktioun, déi … an eng aner Richtung ginn, datt mer méi Diversifikatioun kréien. An do musse mer déi Baueren, déi et wëllen, déi Wënzer, déi et wëllen, begleeden, déi musse mer encadréieren, fir an déi Richtung ze goen. Dat ass ganz wichteg, aleng schonn nëmmen, fir d'Previsibilitéit och par rapport zu deene Jonken ze maachen.

Ech mengen, dat ass jo och e bëssen d'Iddi vun der Maison de l'Agriculture – oder House of Agriculture, mir kënnen et elo nennen, wéi mer wëllen –, wou Der, muss ech Iech direkt soen, mäin Accord de principe hutt. Ech géif et am léifsten an d'Kommissioun dann eng Kéier huelen, wou et dann diskutéiert gëtt am Detail. Mee ech si ganz oppe fir déi dote Saachen, notamment well et och een Deel vun der Berodung ass.

An am Agrargesetz kënnt dat net esou eraus, mee d'Berodung ass fir mech perséinlech essentiell, souwuel fir de Bauer wéi fir de Wënzer, well mer mussen eng professionell Berodung maachen an eng Berodung, déi zilorientéiert ass an déi ergebnisorientéiert ass, fir datt ee gesäit, wat ee mécht an a wat fir eng Richtung ee geet. An dann ass et och net, fir direkt den Hummer erauszehuelen, wann een dat net direkt erreecht. Dat heescht, wann d'Leit lues a lues an déi dote Richtung ginn, vun hirem Betrib aus, wa si sech wëllen organiséieren, dann hu mer alleguer zesummen eppes geschafft!

Déi Berodung gëtt momentan zu 80 % bezuelt. An de leschte Gespréicher no, déi ech mat Leit gefouert hunn, si se souguer bereet, déi Berodung selwer ze maachen. Mir mussen et just esou organiséieren, datt se souwuel informatesch ass, datt d'Informatioun fléisst, datt se fir all Betrib bal individuell orientéiert gëtt, wat net einfach ass, besonnesch wa mer eng Diversifikatioun am Betrib hunn. Dat ass also wichteg. An do spillt natierlech och d'Vermaartung vun der Landwirtschaft mat.

An ech wëll Iech soen, Madamm Hansen, datt, wat d'Relatioun Landwirtschaft/Éducation nationale – ech nennen et einfach esou – par rapport zu de Baueren ugeet, an och fir dat ze maachen, do war „Fro de Bauer" en Interreg-LEADER-Projet, deen, mengen ech, 2020 ausgelaf ass, deen iwwer eng Konventioun mam Ministère verlängert gëtt, wou mer dat och weider wéilte bäibehalen. Ech mengen, wann ech et richteg am Kapp hunn, waren et 115 Klassen d'lescht Joer, wou en Agraringenieur dohinnergaangen ass, fir dat da mam véierte Schouljoer – sou nennen ech et nach ëmmer – ze maachen, fir eeben och do ze kucken, fir Publicitéit fir d'Landwirtschaft a fir de Wäibau ze maachen.

D'Beschäftegungsinitiative sinn ugeschwat ginn. Et ass richteg, ech wëll guer net soen, datt d'Beschäftegungsinitiativen e Problem sinn. Beschäftegungsinitiative

si gutt a komme vläicht op dee Wee, fir – wéi soll ech soen? – e weideren Deel vun der Ketten ze sinn, fir dat ze produzéieren. Vläicht net direkt an der Produktioun selwer, fir Terrainen ewechzehuelen, mee mat Leit vum Secteur zesummenzeschaffen, fir dat ze encadréieren.

An dofir hu mer och am Agrargesetz bei Société-commerciallen, ASBLen a sou weider draschreiwe gelooss – ech weess elo net méi, do musst Der mech entschëllegen, ob dat elo am Gesetz scho steet oder ob ech dat noschreiwe gelooss hunn, dat kënne mer jo dann eng Kéier diskutéieren –, datt ëmmer eng Personne physique muss derbäi sinn an net Personne-morallen. Domat hunn ech souwisou e Problem. Mir wäerte jo net ufänken an der Landwirtschaft oder am Wäibau, datt op eemol Personne-moralle kënne Societéite maachen, well soss kréie mer, mat allem Respekt, Vernetzunge wéi an der Finanzindustrie. An ech denken dat solle mer ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Exit Familljebetrib!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Richteg! Éischtens bréngt dat dat da mat sech, an dat wëlle mer vermeiden. An dat wier net gutt fir dee ganze Secteur.

Ganz séier nach ... Bon, Berodung hunn ech gesot.

M. Fernand Etgen, Président | Mir musse sou lues zum Schluss kommen.

M. Claude Haagen Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo, ech wëll nach just eppes soen: Wann ... Ech hat dat gëschter schonn, Här President.

(Hilarité)

Wa mer vun defizitär schwätzen, wat d'Produktiounsméiglechkeeten ubelaangt, dat heescht, datt mer kënnen an d'Luucht goen, musse mer ëmmer – an dat ass mäi leschten oder zweetleschte Saz –, da musse mer ëmmer oppassen, datt et net och ekonomesch defizitär bleift. An dat ass och d'Rentabilitéit, déi matspillt, an dat ass souwuel dat Soziaalt, wéi ech gesot hunn, an Ekologie an ekonomesch.

Da wëll ech zum Schluss nach eppes soen, well dat och ugeschwat ginn ass: Et hunn och Leit ugeschwat, datt de Schleppschlauch net méi géif subventionéiert ginn. Ech muss Iech soen, datt mer mam Secteur, ech géif soen, eens sinn, well déi Decisioun hunn ech virun engem Joer geholl, fir de Prallteller ze verbidde vum 31. Dezember 2023 un, och d'Méiglechkeet ze ginn, fir iwwert d'Uspanung bei de Liwwerketten ... Fir d'Material iwwerhaapt ze kréien, do brauche mer 14 Méint, ier et iwwerhaapt um Terrain ass! Da kënne mer net verlaangen, datt an engem Joer scho Resultater do sinn, wann d'Material eréischt a 14 Méint kënnt! Mee do wäert de Schleppschlauch ..., an dat mierken ech jo, e spillt keng grouss Roll méi. Et ass de Schleppschuh, deen ass et momentan. An ech gesi jo allkéiers, wann ech ënnerschreiwen, wat d'Investissementer sinn, wivill Investissementer do gemaach ginn.

An do kann ech op jidde Fall nëmme soen, datt d'Landwirtschaft de Wäibau matzitt, fir an déi Richtung ze goen, datt mer Ekologie, ekonomesch Iwwerleeungen an och sozial Iwwerleeungen op jidde Fall matenee verbonne kréien. Dat mierken ech ganz staark. Et gëtt natierlech ëmmer Diskussiounen op verschiddene Punkten. Déi wäerte mer och weiderhin hunn, och um Niveau vum Agrargesetz. Do wëll ech e lescht Wuert soen, dat wëssen déi Leit, déi an der Agrarkommissioun sinn, do si mer en attente vum Conseil d'État.

Elo hunn ech doudsécher nach Saache vergiess, mee vu datt ech haut éischter soll fäerdeg sinn, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen elo nach zur Motioun, déi zu dëser Debatt deposéiert ginn ass. D'Madamm Tess Burton wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen.

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der CSV fir déi Motioun, déi eis jo duerchaus sympathesch ass, wéi och de Minister dat sot. Mee et bleiwen awer eng Rei Froen op, wou een awer sollt eng Kéier driwwer schwätzen, wat een do genau drënner versteet: wat e „centre d'appui" ass oder wéi deen Accompagnement soll ausgesinn oder wéi een och déi Proximitéit ka garantéieren. Dofir géif ech gäre proposéieren, dass mer déi Motioun hei nach eng Kéier mat an d'Kommissioun huelen an dass mer eis do nach eng Kéier Zäit huelen, fir driwwer ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Da ginn ech d'Wuert direkt un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), interpellatrice | Jo, merci, Här President. Vu datt mer se schonn eng Kéier gestëmmt haten an dunn näischt geschitt ass, probéieren ech dann elo dëse Wee, datt mer se eng Kéier an d'Kommissioun huelen a kucken, ob dann eppes geschitt. Ech sinn also domadder averstanen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da soll elo an der Agrarkommissioun nach doriwwer diskutéiert ginn.

(La motion 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.)

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 7., 8. an 9. Februar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.46 heures.)

32e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 32
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 32
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 33
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire** p. 33
   M. Fernand Etgen, Président
5. **Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (document COM(2022) 459) – Avis politique (Art. 179 du Règlement de la Chambre)** p. 33
   Vote sur la résolution (adoptée)
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 34
   Question n° 395 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative aux travaux dits saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 34
   Mme Octavie Modert | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de Mme Octavie Modert)
   Question n° 396 du 7 février 2023 de M. Gusty Graas relative à la politique énergétique des gouvernements belge et français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   Question n° 397 du 7 février 2023 de M. Dan Biancalana relative au renouvellement et à l'extension du parc nucléaire français, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 35
   M. Gusty Graas | M. Dan Biancalana | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   Question n° 398 du 7 février 2023 de M. Jeff Engelen relative aux insectes comestibles, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs p. 36
   M. Jeff Engelen | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   Question n° 399 du 7 février 2023 de M. Yves Cruchten relative à l'aide du Luxembourg suite aux tremblements de terre en Turquie, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 37
   M. Yves Cruchten | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 400 du 7 février 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative à la base légale des maisons de naissance, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 37

Mme Nathalie Oberweis | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Question n° 401 du 7 février 2023 de Mme Djuna Bernard relative à la validité des règles d'incompatibilité prévues par la loi communale pour le personnel du régime fondamental des écoles internationales publiques, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 38

Mme Djuna Bernard | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 402 du 7 février 2023 de M. Serge Wilmes relative aux projets pilotes de l'Union européenne pour stimuler le transport ferroviaire transfrontalier, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 38

M. Serge Wilmes | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 403 du 7 février 2023 de Mme Carole Hartmann relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Question n° 404 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 39

Mme Carole Hartmann | Mme Octavie Modert | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Question n° 405 du 7 février 2023 de Mme Diane Adehm relative aux intérêts débiteurs en relation avec l'habitation personnelle du propriétaire, adressée à M. le Ministre du Logement p. 41

Mme Diane Adehm | M. Henri Kox, Ministre du Logement

Question n° 406 du 7 février 2023 de Mme Francine Closener relative à la gratuité de l'accès au brevet de maîtrise, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 41

Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 407 du 7 février 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à l'implantation d'une usine de semi-conducteurs en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 42

M. Fernand Kartheiser | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

7. **Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser** p. 42

Exposé : M. Fernand Kartheiser

8. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'organisation du travail** p. 42

Exposé : M. Marc Spautz

Débat : Mme Carole Hartmann | M. Dan Kersch | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum)

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Marc Spautz (parole après ministre) | M. Dan Kersch (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) | Mme Myriam Cecchetti (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Georges Engel

9. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement** p. 48

Exposé : M. Sven Clement

10. **Question élargie n° 178 de M. André Bauler au sujet de l'attraction de talents** p. 49

M. André Bauler | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. André Bauler | M. le Ministre Franz Fayot

11. **7981 – Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime** p. 50

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Lydia Mutsch

Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Simone Beissel (intervention de M. Sven Clement) | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de Mme Simone Beissel)

Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7981 et dispense du second vote constitutionnel

12. **8049 – Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification :**

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 52

Rapport de la Commission de la Justice : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Pim Knaff | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8049 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre | Dat ass net de Fall.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 7 février 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8137 – Projet de loi portant modification de la loi du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 25/01/2023

8138 – Projet de loi portant mise en œuvre des points 1 et 2 de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 et portant modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 26/01/2023

8139 – Projet de loi portant
1. création d'un Observatoire de l'Égalité entre les genres ;
2. création d'un Conseil supérieur à l'Égalité entre les genres

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le 26/01/2023

8140 – Projet de règlement grand-ducal modifiant
1° le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2010 concernant les installations à gaz ;
2° le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2014 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible solide ou liquide d'une puissance nominale utile supérieure à 7 kW et inférieure à 1 MW ;
3° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 relatif a) aux contrôles d'équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur fonctionnant aux fluides réfrigérants du type HFC, HCFC ou CFC ; b) à l'inspection des systèmes de climatisation

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 26/01/2023

8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023

8143 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023

8144 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023

8145 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 31/01/2023

8146 – Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03/02/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2590 – Demande de pétition publique : Apprentissage à l'école de l'économie, géopolitique, finance, politique et technologie

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 17/01/2023

2591 – Demande de pétition publique : 13te Mount / Primes / Gratifikatiounen

Dépôt : M. Jean-Claude Eischen, le 17/01/2023

2592 – Demande de pétition publique : D'Frais d'agences immobilières solle vum Proprietär iwwerholl ginn

Dépôt : M. Joe Schmit, le 17/01/2023

2593 – Demande de pétition ordinaire : Méi Transparenz fir Transsexueller

Dépôt : M. Joe Schmit, le 17/01/2023

2594 – Demande de pétition publique : Just nach 36 Stonnen d'Woch schaffen

Dépôt : M. Joe Schmit, le 18/01/2023

2595 – Demande de pétition publique : Pour la reconnaissance et l'équivalence de diplômes qualifiants (puériculteur/trice, directeur/trice de maison d'enfants, ...) obtenus à l'étranger dans le domaine de la petite enfance au même titre que le diplôme d'éducateur qui est moins expérimenté dans le domaine de la petite enfance

Dépôt : Mme Nawal Boutrégué, le 18/01/2023

2596 – Demande de pétition publique : Réduire les impôts sur les salaires des célibataires

Dépôt : M. Ardacan Keten, le 18/01/2023

2597 – Demande de pétition publique : Autoriser le don de congés entre employés

Dépôt : M. Xavier Rolland, le 19/01/2023

2598 – Demande de pétition publique : Mise en place d'un service bancaire minimum pour les sociétés

Dépôt : M. Patrick Want, le 19/01/2023

2599 – Demande de pétition publique : Semaine de travail de 35 heures pour les célibataires. Sans toucher aux salaires!

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 20/01/2023

2600 – Demande de pétition publique : Pfand auf Getränkebehältern (Glas, Plastik und Metall) zwecks Umwelt- und Ressourcenschutz

Dépôt : Mme Vanessa Leuters, le 20/01/2023

2601 – Demande de pétition publique : Een Elterendeel huet d'Recht, manner Stonne mussen ze schaffe mat Hëllef vum Staat, fir méi Zäit mat de Kanner ze hunn, soudass d'Maison-relaisen net iwwerfëllt sinn

Dépôt : Mme Manuela Barilozzi, le 21/01/2023

2602 – Demande de pétition publique : Altersbegrenzung für ein politisches Mandat

Dépôt : M. Romain Grethen, le 21/01/2023

2603 – Demande de pétition publique : Géint de Cumul vun de politesche Mandater

Dépôt : M. Roger Jean Paul Braun, le 21/01/2023

2604 – Demande de pétition publique : Piste cyclable et chemin piétonnier d'Esch-sur-Alzette à Audun-le-Tiche en France

Dépôt : M. Ricardo Franco, le 22/01/2023

2605 – Demande de pétition publique : Fir orange Stroossemarkéierungen

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 22/01/2023

2606 – Demande de pétition publique : Classe d'impôt 2 pour le partenariat ou PACS (Pacte civil de solidarité) : / Le partenariat ou PACS (Pacte civil de solidarité) confère à 2 personnes le droit de passer en classe d'impôt 2 pour la retenue d'impôt à la source

Dépôt : M. Mathieu Berardini, le 22/01/2023

2607 – Demande de pétition publique : Des règles plus justes : améliorer la prise en compte de l'enjeu menstruel

Dépôt : M. Julien Delpierre, le 22/01/2023

2608 – Demande de pétition publique : Obligation de faire des prix réduits pour aliments au plus tard le jour de la date limite de consommation

Dépôt : Mme Isabelle Schiltz, le 22/01/2023

2609 – Demande de pétition publique : Compensation de 12 jours de congé par an pour les non-télétravailleurs

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 23/01/2023

2610 – Demande de pétition ordinaire : Demande d'autorisation d'un abonnement de parking au Parking Brasserie INDIGO Rives de Clausen pour employé du MENJE

Dépôt : Mme Adriana Jojic, le 23/01/2023

2611 – Demande de pétition publique : Liberté pour notre héros Lisandro

Dépôt : Mme Baya Carvalho, le 24/01/2023

2612 – Demande de pétition publique : Réévaluation des subventions d'intérêts dans un contexte de hausse galopante des taux d'intérêts

Dépôt : M. Arthur Clement, le 25/01/2023

2613 – Demande de pétition publique : Mettre fin à l'interdiction et l'exigence d'une compensation monétaire pour le transfert d'enfants entre clubs sportifs

Dépôt : M. Michael Barbosa, le 26/01/2023

2614 – Demande de pétition publique : Facturation des crèches à l'heure

Dépôt : Mme Héloïse Dizeux, le 26/01/2023

2615 – Demande de pétition publique : Accord du 2e congé parental dès la naissance d'un enfant

Dépôt : M. Alexandre Fragale, le 27/01/2023

2616 – Demande de pétition ordinaire : Erweiderung vum Artikel 19 vun der Charta vun de Vereenten Natiounen

Dépôt : M. Romain Reiter, le 27/01/2023

2617 – Demande de pétition publique : Krankekeess fir Déieren

Dépôt : Mme Karin Mina Léonie Ihry, le 28/01/2023

2618 – Demande de pétition publique : Mettre fin au monopole de la CNS

Dépôt : M. Rolf Dockhorn, le 28/01/2023

2619 – Demande de pétition publique : Fir d'Ofschafe vun der Maskeflicht an den Alters- a Fleegeheemer

Dépôt : Mme Priscilla Fosso, le 28/01/2023

2620 – Demande de pétition publique : Abolir la classe d'impôt 1a : Le transfert de la classe d'impôt 2 vers la classe d'impôt 1a entraîne pour les familles une perte de revenu augmentant une situation de précarité qui n'est pas à sous-estimer dans un contexte de crise

Dépôt : Mme Maria Ramirez Escano, le 30/01/2023

2621 – Demande de pétition publique : Une option végétale pour les crèches publiques

Dépôt : Mme Miriam Agat, le 30/01/2023

2622 – Demande de pétition publique : Stop aux panneaux/enseignes publicitaires lumineux la nuit

Dépôt : M. Killian Moutinho Pinto, le 31/01/2023

2623 – Demande de pétition publique : Kee Walkaddo 2023 an 2024 mat Steiersuen, dofir awer Baumesüren am Logement fir déi, déi verzweifelt sichen

Dépôt : M. Gérard Koneczny, le 31/01/2023

2624 – Demande de pétition publique : Création d'un hôpital universitaire au Luxembourg

Dépôt : M. Filipe António da Silva, le 01/02/2023

2625 – Demande de pétition publique : Unzuel vun de benéidegte Petitiounsstëmmen vu 4.500 op 6.000 eropsetzen

Dépôt : M. Joël Wolff, le 03/02/2023

2626 – Demande de pétition publique : Pensioun ab 57 Joer

Dépôt : M. Cerim Agovic, le 04/02/2023

2627 – Demande de pétition publique : Erhéije vun den „Extra Congésdeeg" bei engem Stierffall

Dépôt : M. Kevin Serafini, le 06/02/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Octroi d'un titre honorifique à une ancienne fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Opgrond vun der Decisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 43 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madamm Francine Cocard, Conseiller, déi d'Administration parlementaire pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vun hire Funktiounen zouerkannt.

(Applaudissements)

5. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (document COM (2022) 459) – Avis politique (Art. 179 du Règlement de la Chambre)

D'Commission de l'Économie huet an hire Reunioune vum 12. Januar a vum 2. Februar 2023 decidéiert, en Avis politique a Form vun enger Resolutioun un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, déi d'Dokument COM(2022) 459 iwwert d'Instrumenter vum Bannemaart fir Noutfallsituatioune betrëfft. D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzipp ugeet, ma wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an der sougenannter „Barroso-Initiativ" erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass gereegelt am Artikel 179 vun eisem Chambersreglement.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant l'article 179 du Règlement de la Chambre des Députés ;

– rappelant que la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace a été saisie de la proposition de règlement du Parlement et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil (COM(2022) 459 final), initiative législative relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité ;

– constatant que la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace a examiné la proposition de règlement précitée le 12 janvier 2023 et a décidé de rédiger un avis politique, avis adopté lors de sa réunion du 2 février 2023,

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace dans la teneur qui suit :

Proposition de Règlement du Parlement et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil

Avis politique

Compte tenu de l'importance pour l'économie du Grand-Duché de Luxembourg d'un marché intérieur fonctionnant sans entraves, la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace (ci-après la « commission parlementaire ») a examiné la proposition de règlement susmentionnée.

Cette proposition de règlement vise à mettre en place un mécanisme pour réagir rapidement aux situations d'urgence et aux crises qui menacent le fonctionnement du marché intérieur.

Avec son économie très ouverte, où 45 % de la main-d'œuvre est constituée de travailleurs transfrontaliers et où 85 % des biens et 50 % des services sont importés depuis d'autres pays de l'Union européenne, le Luxembourg dépend largement du marché intérieur de l'Union européenne. Le marché intérieur est une réalité essentielle au Luxembourg, vécue au quotidien par les entreprises et les citoyens luxembourgeois. De ce fait, notre pays est également un des premiers à en souffrir quand ce dernier ne fonctionne pas.

La pandémie du Covid-19 a non seulement mis en évidence la fragilité du marché intérieur, mais également les obstacles à la capacité de l'Union européenne à réagir efficacement et de manière coordonnée face à des situations d'urgence. De nombreux États membres ont réagi unilatéralement en adoptant des mesures limitant la libre circulation des biens, services et personnes.

Il va donc sans dire que la commission parlementaire encourage la démarche et les efforts de la Commission européenne visant à éviter de telles situations dans le futur en proposant un instrument visant à assurer le bon fonctionnement du marché intérieur, y compris en temps de crise.

Toutefois, à lire la teneur concrète du dispositif proposé, la commission parlementaire ne peut qu'exprimer sa déception en notant un important décalage entre l'objectif affiché d'un meilleur fonctionnement du marché intérieur et les dispositions de la proposition.

Au lieu de proposer des mesures efficaces et pratiques pour éviter l'introduction de restrictions par les États membres lors de situations de crise, le règlement prévoit une structure bureaucratique et éloignée du terrain. L'outil, tel que proposé, pourrait devenir un véritable frein à la gestion rapide et pragmatique des situations d'urgence. La Commission européenne et les États membres se verraient obligés de déclencher des procédures lourdes et fastidieuses au lieu d'agir rapidement – comme cela a été le cas pendant la pandémie, notamment.

Plus inquiétant encore, la proposition semble permettre, voire inviter, les États membres à introduire des restrictions au marché intérieur en temps de crise – quand bien même que de tels barrages soient interdits par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et le droit dérivé.

La commission parlementaire estime que les dispositions prévues auraient pour effet de mettre en péril la libre circulation des biens, des services et des personnes, libertés consacrées par le TFUE. Ceci, en ajoutant des dérogations supplémentaires, justifiant l'introduction de mesures restrictives telles que celles introduites lors de la pandémie du Covid-19 (interdictions d'exportation, fermeture des frontières aux travailleurs transfrontaliers etc.) et créant ainsi un précédent allant à l'encontre de la base juridique de la proposition – en particulier l'article 114 du TFUE – qui consacre l'harmonisation et le rapprochement des règles en vue d'un meilleur fonctionnement du marché intérieur.

Le dispositif tel qu'actuellement proposé par la Commission européenne semble constituer un recul par rapport à l'acquis et ne pas contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur, tel qu'exigé par l'abondante jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative à l'article 114 du TFUE. La logique selon laquelle les libertés du TFUE peuvent être ignorées en temps de crise est problématique et l'Union européenne devrait être prudente avant de l'inscrire dans un texte horizontal de droit dérivé. La commission parlementaire préconise une approche pragmatique et efficace en insistant, avant tout, sur la proportionnalité des nouvelles mesures et leur conformité avec le TFUE.

De manière générale, la commission parlementaire invite la Commission européenne à proposer des mesures qui facilitent l'exercice effectif des libertés fondamentales du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui fournissent une réelle valeur ajoutée en termes d'intégration du marché intérieur.

E Vott ouni Debat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass domat eestëmmeg ugeholl.

Ech soen Iech Merci. Ech leeden deen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 395 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Saisonsaarbecht. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 395 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative aux travaux dits saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'Saisonsaarbecht, déi sougenannten, ass net fir jiddweree witzeg, well dat ass zum Beispill am Wäibau an der Lies e ganz wichtegen, kruziale Moment. Do sinn zwou an eng hallef bis dräi Wochen, déi ziele fir e ganzt Joer. Saisonsaarbecht oder vläicht éischter Travail „occasionnel", Geleeënheetsaarbecht, wéi se am Code de la sécurité sociale eigentlech éischter betitelt gëtt, wat déi heite Saach ugeet. Et stellt sech e ganze Koup Froen am Detail do derzou. Ech wëll hei op e puer grouss Suergefelder agoen, déi sech an dësem Kontext fir d'Wënzer stellen.

Ech fänken u mat dem Gesetz, ëm dat et geet. Wéi ee Gesetz ass hei applikabel? Mir hunn e Gesetz vun 2020 iwwert d'Aarbechtszäit an der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau. Do stellt sech d'Fro, firwat dëst Gesetz vun der ITM net an de Fokus gestallt gëtt géintiwwer dem normalen Aarbechtskontraktegesetz. Wann dat de Fall wär, da wäre scho vill Froe geléist. A Frankräich zum Beispill gëtt et souguer e spezifescht Gesetz extra fir d'Lies. Wéi gesot, mir schwätzen hei vun zwou an enger hallwer bis dräi Woche maximum am Joer!

Wat awer nach kéint nogekuckt ginn, dat ass sécherlech, och wann et d'2020er Gesetz wär, wat scho villes vereinfache géif, ob een net nach méi einfach virgoen, besonnesch wat d'Paperasserie an déi administrativ Demarchen ubelaangt, déi a) gemaach musse ginn a b) de Wënzer derbäi muss hunn, wann en am Wéngert ass. Do sinn zum Deel och – loosse mer mol soen – widdersprëchlech Indikatioune gewiescht vun der Verwaltung. Meng Fro un den Här Minister ass, ob hie bereet ass, hei e méi vereinfacht Reegelwerk fir déi kuerz Zäit anzeféieren.

Déi zweet Fro, déi sech stellt: Här Minister, sidd Dir bereet, datt et och méiglech ass, Leit aus Drëttlänner kënnen ze huele wärend där kuerzer Zäit? Sou eppes gëtt et zum Beispill och zanter e puer Joer am Ausland.

En drëtte Volet, ëm deen et geet, dat sinn d'Kontrollen an d'Sanktiounen. Där sinn dësen Hierscht op der Musel extreem vill gemaach gi wärend der Lies an de Wéngerten. Här Minister, stëmmt et, wat esou gezielt gëtt dohier, datt d'ITM mat Dronen iwwert d'Wéngerte geflunn ass fir ze kucken, wou Leit amgaange waren ze liesen, fir dann dohinner kontrolléieren ze goen? Wann dat esou wär, da wären dat jo scho bal Razzien an e Generalverdacht op d'Wënzer!

D'Fro och vun der Héicht vun de Sanktiounen: Här Minister, sidd Dir Iech bewosst, datt déi esou héich appliz éiert sinn, datt Wënzer, also Mënschen, domadder an de Ruin gedriwwe kënne ginn? Well dat si jo Familljebetriber. D'Gesetz gesäit eng Forschett vir vu 25 bis 25.000 Euro. Firwat leet d'ITM deen héchste Plaffong vu Strof fest a leet dat net op dem ënneschten Niveau fest? Wou steet dat, wéi eng Strofe se a wéi engem Fall wéi héich oder wéi déif maachen? A firwat ginn dann och esou Strofen ënnerschriwwen, wëssend, datt dat kleng Betriber sinn, ganz dacks Ee-Mann-Betriber, déi doduerjer kënnen agoen?

Dat sinn, Här Minister, Här President, déi Haaptfroen, déi sech an dësem Kontext stellen. Wéi gesot, et sinn nach ganz vill anerer. Hei wëll ech mech op déi beschränken.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci, Madamm Modert, a léif Deputéiert allegueren, als Minister sinn ech natierlech – als Minister selwer, mee awer och perséinlech – ganz vill un der Gesondheet an un der Sécherheet op der Aarbecht interesséiert. An d'Saisonsaarbechter, déi komme ganz dacks bei eis an d'Land, ënner anerem fir bei der Lies, mee awer och am Uebstbau an och nach op anere Plazen ze hëllefen. Déi Leit, déi kenne ganz dacks eise Sozialsystem net, hunn och ganz dacks keng sozial Reseauen hei am Land a schwätzen och ganz dacks eis Sprooch net.

Déi kommen dann eng kuerz Zäit heihinner an déi sinn dann natierlech an enger – loosse mer mol soen – prekärer Situatioun. A vill Patronen, och Wënzer natierlech, si sech där Situatioun do bewosst an dofir ass un d'ITM och ganz kloer d'Fro erugedroe ginn, fir Kontrollen an de Wéngerten ze maachen. D'Fro ass ganz kloer un d'ITM erugedroe ginn, fir dann eeben och déi Leit erauszefilteren, déi sech net un déi aktuell Gesetzgeebung halen.

D'ITM huet natierlech där Kontrollen dann och gemaach, an d'Saisonniere musse sech natierlech un d'Aarbechtszäitdispositiounen, déi hei am Land gëllen, gradesou wéi fir alleguer déi aner Salariéen och, halen.

Mme Octavie Modert (CSV) | Mee vu wéi engem Gesetz?

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | An ech mengen, grad fir d'Saisonnieren, déi oft ... Ech weess net, wien dann nach hei schwätzt. Ech hunn näischt héieren.

Fir d'Saisonnieren, déi oft enger kierperlecher oder penibeler Aarbecht mussen nogoen ... an déi, déi an der Lies waren, déi wëssen, datt dat esou ass, déi wëssen natierlech och, dass een hei muss alles maachen, fir Aarbechtsaccidenter ze verhënneren an och fir d'Gesondheet vun de Leit, déi do schaffen, ze schützen. Déi mussen dann och bei den Aarbechtsdokter goen. An et ass awer och richteg a mir hunn och do schonn am leschte Joer mat dem STM geschwat, fir do d'Prozeduren zum Deel ze vereinfachen.

Wat d'Saisonnieren aus Drëttstaaten ugeet, do mussen déi Leit natierlech och bei der Direction de l'immigration eng Autorisation de séjour temporaire ufroen. Si mussen e valide Pass hunn, si musse sech bei der Gemeng mellen an da musse se ... Wann Der do alles wëllt liesen, kënnt Der dat um guichet.lu dann och alles eroflueden.

An natierlech ginn do, wa gefrot gëtt, och Kontrolle gemaach, an déi Kontrollen, déi fannt Der ... Ech hunn extra de Code du travail matbruecht. Dat ass e ganz déckt Buch, do sti ganz vill Saachen dran, mee ënnert dem Artikel 572-5. steet och ganz kloer dran: „Est puni d'un emprisonnement", sou steet et souguer dran, „de huit jours à un an et d'une amende de 2.501 à 20.000 euros par ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier ou d'une de ces peines", weider, „l'employeur qui a employé" an esou weider. Dofir hält d'ITM sech natierlech hei ganz kloer un d'Gesetzgeebung. Wa mer dat elo gäre wëllen änneren, da musse mer dat heibanne maachen. Doriwwer kann ee ganz gären diskutéieren, mee wann d'Gesetzgeebung déi ass, dann hält d'ITM sech och dodrunner.

An op Är Fro, ob d'ITM mat Dronen iwwert d'Wéngerte geflunn ass, fir d'Leit ze reperéieren, kann ech Iech soen: Ech hunn nach de Moie mam Direkter vun der ITM geschwat, dee mer gesot huet, dass dat absolutt net de Fall wär. En huet missen haart laachen, wéi en dat gesot huet! Mee wann et esou ass, datt der awer mat Dronen driwwer geflu sinn, da waren dat der vläicht, mee dat waren der keng vun der ITM.

(Interruption)

Vläicht waren et d'Chineesen. Ech weess net, wien et war, et waren op alle Fall keng Leit vun der ITM.

Nee, et ass kee witzege Sujet, well effektiv kann et sinn, dass et Leit do gëtt, déi an enger schwiereger Situatioun sinn. Dat kann ech ganz gutt verstoen an ech weess och, dass mer eng Rei vun Opklärungsaarbechten hei mussen nach maachen. An d'ITM war an ass och nach ëmmer bereet, Formatiounen hei mat de Wënzer ze maachen, wann dat erwënscht ass. A gradesou hu mer och am Institut viti-vinicole eng Reunioun organiséiert, fir eeben elo iwwert dat Theema hei ze schwätzen. An dat wëlle mer och ganz seriö ... Mir wëllen och do de Wënzer esou hëllefen, datt déi Situatiounen, wéi der virkomm sinn, och net méi kënne virkommen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 396 vum Här Gusty Graas un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Energiepolitick vun där franséischer an där belscher Regierung an zur Fro Nummer 397 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir Energie iwwert d'Erneierung an d'Extensioun vum franséischen Atompark. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 396 du 7 février 2023 de M. Gusty Graas relative à la politique énergétique des gouvernements belge et français, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

– Question n° 397 du 7 février 2023 de M. Dan Biancalana relative au renouvellement et à l'extension du parc nucléaire français, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv spiert ee jo an de leschte Méint, datt d'Atomstroumpolitick erëm méi u Gewiicht gewënnt. Ech verweisen hei virun allem op déi Diskussioun iwwert d'Taxonomie um europäeschen Niveau, wou den Atomstroum jo ëmmer méi als nohalteg agestuuft gëtt. Dann huet d'Ukrainkris jo awer och bewisen, datt d'Europäesch Unioun versicht, méi onofhängeg ze ginn an der Energieproduktioun, a besonnesch a Frankräich ass dat elo ganz akut ginn.

De franséische President, den Emmanuel Macron, schwätzt vun enger Renaissance vum Atomstroum. En huet och ugekënnegt, bis 2035 sechs nei Drockwaasserreakteren EPR ze bauen an doriwwer eraus och nach aacht weider Reakteren, an de leschte Freiden ass dat ganz kloer och nach eng Kéier ënnerstrach ginn. Hien huet och gesot, datt de Bau vun neien Atomkraaftwierker u sech soll eng wichteg Baustell fir déi franséisch Politick an deenen nächste Jore sinn.

Et muss een och hei drun erënneren, datt de Senat jo Enn Januar e Gesetz gestëmmt huet mat grousser Majoritéit, laut deem am Fong geholl déi Prozeduren, fir kënnen Atomzentralen ze bauen, solle vereinfacht ginn. An dann ass dernieft och virgesinn, fir u sech de besteeënden Atomkraaftwierker hir Lafzäit nach ze verlängeren op 50 respektiv souguer 60 Joer eraus. Wa mer déi aktuell Situatioun a Frankräich de Moment kucken, do gouf et jo eng Rei Korrosiounsproblemer an och nach aner Problemer. Do sinn awer elo nees 44 vun de 56 Reakteren um Netz.

Da goufen änlech Iwwerleeungen och an der Belsch gefouert. D'Belsch huet elo eng Etüd an Optrag ginn, fir déi dräi eelst Atomkraaftwierker och weider um Netz ze halen. D'Resultater vun där Etüd sollen Enn Mäerz bekannt gemaach ginn.

An doweinst wollt ech an deem Kontext zwou, dräi Froen éischter un d'Ministesch vun der Ëmwelt stellen. Bon, ech gesinn awer, den Energieminister ass och hei, dat fannen ech och ganz gutt. Ech mengen, den Här Dan Biancalana huet sech jo och méi direkt un den Energieminister geriicht. Duerfir fir d'éischt emol einfach: Wat fir eng Inzidenz huet déi Decisioun vun deenen zwee Länner do och op eist Land?

An natierlech den zweete Punkt, da si mer ganz séier bei Cattenom: Ech mengen, Cattenom ass en Atomkraaftwierk, dat eis zënter Joerzéngte ganz staark beschäftegt, dofir wollt ech awer emol wëssen: Ass d'Regierung informéiert iwwert déi Pläng, déi d'franséisch Regierung virun allem elo decidéiert huet? Betrëfft dat och direkt Cattenom? Et ass scho viru Méint diskutéiert ginn, ob Cattenom sollt verlängert ginn. Wësst Dir do méi genee Saachen, ëmsou méi well zum Beispill jo och virgesinn ass, aus der Musel an Zukunft elo gegeebenenfalls Drénkwaasser ze maachen? Wéi eng Inzidenz hätt dann am Fong eng Verlängerung vun der Lafzäit vu Cattenom op dee Projet?

Da wëll ech awer och un e Pressecommuniqué hei erënnere vum 21. Abrëll 2021 (veuillez lire: vum 23. Abrëll 2021), an deem déi lëtzebuergesch, déi saarlännesch an déi rheinland-pfälzesch Regierung sech deemools dergéint ausgeschwat hunn, datt am Fong geholl Cattenom sollt eng Verlängerungszäit accordéiert kréien, well se och zur Konklusioun komm sinn, wa Cattenom géif ofgestallt ginn, datt dat u sech kee Problem direkt mat der Versuergung vum Stroum géif matbréngen. Doweinst och do eng Fro: Ass virgesinn, sech vläicht elo méi intensiv mat där Decisioun vun der franséischer Regierung auserneenzesetzen an aweifern dat och eng Inzidenz op Cattenom respektiv natierlech dee Moment och op d'Qualitéit vun der Musel respektiv och op d'Loftqualitéit hei zu Lëtzebuerg hätt?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An da geet d'Wuert un den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, Frankräich ass dat Land op der Welt mat der héchster Densitéit un Atomkraaftwierker op der Welt. Ronn 70 % vum franséische Stroummix sinn op Atomenergie zréckzeféieren. 2015 hat Frankräich decidéiert, 14 vu senge 56 Reakteren zouzemaachen am Hibléck op eng Diversifikatioun vu sengen Energiesourcen. Allerdéngs huet de franséische President Enn 2021 e Revirement ugekënnegt: Amplaz Reakteren zouzemaachen, solle besteeënd Reakteren an hirer Lafzäit verlängert ginn an nei Reakteren ënner acceleréierte Prozedure gebaut ginn. De Bau vu sechs Reaktere vun enger neier Generatioun ass schonn am Februar 2022 ugekënnegt ginn an dës sollen tëschent 2035 an 2040 schrëttweis un d'Netz goen.

D'lescht Joer am Hierscht huet sech nach eng Kéier gewisen, dass de franséischen Atompark vereelzt ass. Net manner wéi zwielef Reaktere ware wéinst Spannungskorrosioun vum Netz geholl ginn, dorënner och Cattenom, déi néngtgréisst Atomzentral vun der Welt an direkt un der Lëtzebuerger Grenz.

De franséische President schéngt dëst net weider wëllen ze berücksichtegen. De leschte Freiden huet sech den Emmanuel Macron fir eng Verlängerung vun de Lafzäite vu 50 op 60 Joer ausgeschwat. Et gëllt, drun ze erënneren, dass déi franséisch Reakteren eigentlech fir eng Lafzäit vu 40 Joer konzipéiert gi sinn.

An an deem Kontext wéilt ech dem Här Energieminister follgend Froe stellen: Éischtens, wat ass d'Positioun vum Minister par rapport zu de Pläng vun de franséischen Autoritéiten? Huet den Här Minister och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung un déi franséisch Autoritéite weiderginn an och hinnen déi matgedeelt? An zweetens, wéi geféierlech schätzt den Här Minister eng méiglech Lafzäitverlängerung ëm zéng Joer effektiv an? Wéi probabel schéngt et Iech och, dass d'Autorité de sûreté nucléaire, déi franséisch Autoritéit am Fong, enger Verlängerung wäert zoustëmmen? A wäerten natierlech och hei den Här Minister an och d'Regierung intervenéieren? A wa jo, wéini a wéi?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, effektiv gëtt méi iwwer Atom geschwat. Ech fannen et deelweis wierklech iwwerraschend. Ech ginn Iech elo einfach d'Zuel vun der leschter Performance vu Frankräich: Beim Versuch vun engem neien Atomreakter zu Flamanville ass 2007 geplangt ginn, dass e sollt no fënnef Joer lafen. Haut si mer am Joer 2023, e leeft nach ëmmer net! Dat heescht, mir hunn elo eng Bauzäit – an et ass nach net fäerdeg – vu 16 Joer. D'Käschte vun deem Reakter ware sengerzäit annoncéiert ginn: 3 Milliarden. Käschtepunkt elo: 19 Milliarden!

Dat heescht, mir hunn Hoffnung an eng nei Generatioun vun neien Atomkraaftwierker, déi sollte schnell gebaut ginn. Dat ass net de Fall! Déi sollte relativ gënschteg sinn a si sinn ... Also, wann eppes vun 3 Milliarden op 19 Milliarde geet, ech mengen, dann ass et wierklech komplett aus dem Rudder gelaf! An deen Optimismus vun der franséischer Regierung a vun EDF, datt se elo eppes Änleches wéi den EPR schnell géife bauen a gënschteg géife bauen, also, ech sinn do relativ erstaunt iwwert den Optimismus, dee se do hunn. Ech mengen, de Problem ass eigentlech: Hei ginn elo a Frankräich Milliarde reservéiert, fir hypotheetesch dann an 10, 15, 20 Joer vläicht Stroum ze maachen.

An eis Optioun hei zu Lëtzebuerg ass, datt mir probéieren, vill méi realistesch ze sinn: Wann ee gär schnell virukënnt beim Klimaschutz, da muss een a Solarenergie investéieren. Och hei zu Lëtzebuerg weise mer, dass dat ka schnell goen. Mir si vu 5 Megawatt op 90 Megawatt geklommen, dat heescht, mir hunn dat mol zéng a méi multiplizéiere kënnen. D'lescht Joer war iwwregens an Europa dat bescht Joer, dat jee war fir erneierbar Energien, an dëst Joer an d'nächst Joer gi mat Sécherheet och erëm ganz gutt. Firwat? Ma well mer iwwerall an Europa Beschleunegunge maachen, fir eebe souwuel Solar wéi och Wand méi schnell virunzebréngen.

An dat kascht d'Hallschent vun engem neien Atomreakter. Et ass vill méi sécher. Wann esou Windturbinnen no 25, 30 Joer eng Kéier ofgerappt ginn, dann hunn ech net nach e radioaktive Problem vun Dausende vu Joren. Also ass fir eis als Lëtzebuerger Regierung de Choix kloer: Mir si bei deenen, déi eng realistesch Klimapolitick maachen, an dat ass Solarenergie, Wandenergie um Land, Wandenergie op Séi.

A muer hunn ech och d'Chance, hei an der Chamber derbäi ze sinn, wa mer eisen neien Accord mat Dänemark maachen. Ech mengen, eng Realitéit ass: Soulaang wéi mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill Industrie hunn – a mir wëllen déi –, kënne mer net all de gréngen Stroum hei zu Lëtzebuerg maachen. Duerfir wäerte mer muer hei an der Chamber eise Kooperatiounsaccord mat Dänemark ënnerschreiwen, wou mer eis jo matbedeelegen un enger Energieinsel, wou ronderëm 12.000 Megawatt a méi Offshorewand entsteet. Souwäit zum neien Deel vun der Atomenergie.

Besteeënd Reakteren, ech mengen, ech hat dat scho virun e puer Wochen eng Kéier hei probéiert ze erklären: Esou e Reakter, deen ënnerläit engem immense Materialstress. Dat sinn extreem héich Temperaturen, extreem héijen Drock, och extreem korrodéierend Chemikalien. An duerfir ass et och guer kee Wonner, dass eng ganz Rei franséisch Reakteren do Korrosiounsschied hunn. A wann ech dat vläicht bildlech eng Kéier kann duerstellen: De Reakter vu Cattenom, dat ass den Zäitalter vun der Deux chevaux. An ech mengen, géift Dir mat enger Deux chevaux all Dag op d'Côte d'Azur an erëm zréck fueren, mat 120, 130? Dat heescht, et ass eng Technik vun do an natierlech kann ech do ëmmer mol erëm lafend Erneierunge maachen, mee ech mengen, dee beschte Reakter ass deen, deen ofgeschalt ass, an all ale Reakter ass ëmmer e Sécherheetsrisiko.

Wéi gi mer elo ëm mat där Situatioun an der Belsch an a Frankräich? Ech mengen, et ass esou, deenen an der Belsch hu mer geschriwwen. Wann Tihange 3 sollt verlängert ginn – a sou wäit si mer nach net, well do gëtt et nach e risege Sträit och zwëschen Engie an der Regierung, well Engie wëllt eigentlech haaptsächlech net fir den Atommüll herno bezuelen an d'Endlagerung, duerfir si se sech nach ëmmer net eens –, wa se sollte verlängeren, da muss do eng grenziwwerschreidend Prozedur lafen, a mir hu séchergestallt, dass mir eeben dann och dorunner bedeelegt ginn.

A bei Cattenom ass et esou, dass mer dee Schëllerschloss hu mam Saarland a mat Rheinland-Pfalz, och mat Berlin. Mir wäerten do zesumme kucken, eis anzebréngen, fir déi Lafzäitverlängerung ze verhënneren. An do spillt natierlech mat, an ech mengen, den Här Graas huet dat richteg erkannt, do geet et drëm: Wéi vill Tritium ass an der Musel? Wat sinn aner Ëmweltimpakter dovun? Mee am Endeffekt ass et ëmmer e Restrisiko, deen do ass. A mir wäerten alles maachen, wat mer politesch a juristesch kënnen do dergéint maachen.

Duerfir nach eng Kéier: Dat villt Gespréich iwwer Atom, ech fäerten, dass dat um Terrain bei neien Atomreakteren déi nächst 10, 15, 20 Joer net vill bréngt. A bei den ale Reakteren, wann déi weider bedriwwe ginn, ass dat eigentlech keng gutt Saach, well dat kann ëmmer nëmmen e gewëssene Restrisiko bedeiten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 398 vum Här Jeff Engelen un d'Madamm Ministesch fir de Konsumenteschutz iwwer iessbar Insekten. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

– Question n° 398 du 7 février 2023 de M. Jeff Engelen relative aux insectes comestibles, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Et gëtt vill Onrou ënnert de Leit am Land a vill Leit froe sech, ob mat deene Liewensmëttel a Fuddermëttel mat Insekten net eventuell Gesondheetsrisike verbonne sinn.

Duerfir hätt ech follgend Froen un den Här Minister: Wéi eng Liewens- a Fuddermëttele si betraff? Wéini ginn déi agefouert? A wéi eng Produite si schonn am Handel? Wou kommen déi Zutaten, déi elo an Zukunft däerfe verkaaft ginn, majoritär hier? Wéi gëtt garantéiert, datt déi Produiten net gesondheetsschiedlech sinn, zum Beispill Allergien, Laangzäitschied, eventuell Parasitten, Viren, Bakterien an esou weider? Wéi eng Erfarungswäerter gëtt et an deem Domän? Hunn eis Kontrollinstanzen déi néideg Ekipementer, fir dat ze kontrolléieren? Ginn d'Produiten, an deenen déi Insekte verschafft goufen, däitlech gekennzeechent an ass déi Kennzeechnung och eendeiteg ze identifizéiere fir den Ennverbraucher?

Déi selwecht Fro gëllt fir Déieren, déi an hirem Fudder en Derivat vun Insekte bäigemëscht kruten. Gëtt et och do eng eendeiteg Identifizéierung fir den Ennverbraucher? Ass déi selwecht Identifizéierung virgesi bei alle betraffene Liewensmëttel am Handel? Ginn déi Produiten och a Kantinnen oder op de Menüskaarten a Restaurante gezeechent? Wéi huet Lëtzebuerg sech op europäeschem Plang beim Vott zu där Fro vun den Insekten an de Liewensmëttel positionéiert?

Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. D'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz huet d'Wuert. Nee, den Här Minister fir Landwirtschaft huet d'Wuert.

(Interruptions)

Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

(En raison d'un changement de compétence, M. le Ministre de la Sécurité sociale répond à la place de Mme la Ministre de la Protection des consommateurs.)

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Gutt. Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären. Merci och dem Här Engelen fir déi Fro. Also, normalerweis hätt d'Madamm Lenert och kënnen drop äntweren, mee et ass an dem Kompetenzberäich vum Ministère de l'Agriculture, et ass déi nei Administratioun ALVA, déi den 1. Oktober a Kraaft getrueden ass, déi do de Kompetenzberäich huet.

Viraus géif ech gäre soen, datt mer an der EU, wat d'Liewensmëttelkontroll an d'Liewensmëttelsécherheet ugeet, eng vun deene strengsten Normen iwwerhaapt weltwäit hunn. A fir Produiten an d'EU anzeféieren, hu mer Standarden, mir hu Reglementatiounen, déi musse respektéiert ginn. Déi applizéiere mer souwuel tëschent den EU-Länner wéi och par rapport zu de Pays-tierse fir alles dat, wat Import, awer och Export betrëfft.

Dir hutt d'Fro elo gestallt par rapport zu der Aféierung vu gewëssenen Insektenzorten a Liewensmëttel. Ech denken, d'Insektenzorten a Liewensmëttel, dat wëllt Der trennen. Liewensmëttel hunn ech elo grad gesot, et concernéiert awer och an dësem Fall d'Insektenzorten, well déi, wa se däerfen agefouert ginn, als Liewensmëttel och däerfe benotzt ginn an dann dee Moment och giess ginn.

Mir hunn an der EU d'Reglementatioun, datt mer en Historique de consommation hunn. Dat bedeit, datt alleguerten d'Liewensmëttel, déi virun 1997 an der EU iwwer Import oder Export agefouert gi sinn oder ausgefouert gi sinn, den Normen entspriechen, an déi brauchen net eng extra Autorisatioun. Wat d'Insekten elo ubelaangt, wat een och kann als „nei Liewensmëttel" bezeechnen – an do ass den Term „Novel Food" och ëmmer méi genannt ginn –, wat am Fong dee ganze Kompetenzberäich vun där doten Ernärung ubelaangt, déi ass do concernéiert, do muss eng extra Autorisatioun souwuel vun der EU wéi och vun der EFSA ugefrot ginn, déi dat natierlech kontrolléiert no deenen Normen an de Reglementer,

wéi se an der EU applikabel sinn. Dat gëtt gemaach, soubal déi Autorisatioun do ass.

An esou eng Autorisatioun, do hutt Der Recht, ass d'lescht Joer erausgaange fir verschidden Insekten, déi kënnen an der Produktioun verschafft ginn op iergendeng Aart a Weis no den Autorisatioune vun der EFSA an och no der Autorisatioun vun der EU, déi dat dann och autoriséiert. Déi ginn op verschidden Aart a Weise verschafft, souwuel an de besteeënde Liewensmëttel, wou se als Ingredient derbäikommen, wéi och, wann een dat wëll, am grousse Ganzen.

Bon, et muss een natierlech oppassen – an dat ass richteg, wat Der gesot hutt –: Do hunn och Leit vläicht Allergien dergéint. Dofir, alles dat, wat als Novel Food consideréiert gëtt, wou Insekteproduiten oder Insekten dra sinn, huet eng extra Authentifikatioun an och eng extra Remark op der Verpackung stoen, wou dorop higewise gëtt, datt et Insekte sinn, also Insekte matveraarbecht sinn. An et ass och esou: Mat den Allergien ass et dat selwecht, do gëtt extra drop higewisen um Etiquetage, datt dat esou ass, well verschidde Leit och bei Weechdéieren an aneren – Kriibsen a Scampie wären als Beispiller ze nennen – Allergië kënnen hunn. Dofir ënnerläit dat alles der Harmonisatioun vun der EFSA an och vun der EU.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

Mir komme lo zur Fro Nummer 399 vum Här Yves Cruchten un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Lëtzebuerger Hëllef nom Äerdbiewen an der Tierkei. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 399 du 7 février 2023 de M. Yves Cruchten relative à l'aide du Luxembourg suite aux tremblements de terre en Turquie, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn alleguerte ganz betraff vun deene ganz schroe Biller, déi mer am Moment kréien, Biller vun Zerstéierung aus der Tierkei an aus Syrien, déi eis däser Deeg erreechen no deem schroen Äerdbiewen. Ech hunn elo gekuckt gehat, et wäerten iwwer 5.000 Doudeger sinn an et wäert och leider net dobäi bleiwen.

Syrien, e Land, an deem d'Bevëlkerung zanter Joren ënner engem ganz, ganz schroe Krich leide muss, awer besonnesch och Nordsyrien, wou den Zougang ganz besonnesch schwéier ass, mécht eis alles ganz vill Suergen. An ech mengen, dass ech och kéint am Numm vun eis alleguerte souwuel der Tierkei an och Syrien eis voll Solidaritéit an Ënnerstëtzung ausdrécken.

Wéi de Generaldirekter vum CGDIS, den Här Schroeder, de Muere confirméiert huet, wäert och Lëtzebuerg sech un der internationaler Hëllef fir d'Tierkei a fir Syrie bedeelegen. A wann ech mech net ieren, huet Lëtzebuerg an deene leschte Joren do och eng gewësse Kompetenz opgebaut. An an deem Kader wéilt ech duerfir d'Madamm Inneministesch froen: Wéi funktionéiert eigentlech d'Prozedur, wéi Lëtzebuerg an esou engem Fall hëllefe kann? An zweet Fro: Wéi eng Hëllef ka Lëtzebuerg an däsem konkreete Fall ubidden?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, als Alleréischt wéilt ech och op däser Plaz betounen, dass eis Gedanke selbstverständlech bei deene villen Affer vun däsem schrecklechen Äerdbiewen an der Tierkei an a Syrie sinn.

Säit der Katastroph hu sech weltwäit Rettungsdéngschter op de Wee gemaach, fir esou eeben nach Iwwerliewender kënnen ze fannen. An hinne wënsche mer natierlech ganz vill Courage, dass dat och nach wäert gelénge bei hiren Interventiounen.

Wichteg a prioritär ass an däsem Moment de „Search and rescue". An den éischte Stonne geet et eeben dräms, Iwwerliewender ze fannen an ze biergen an de Blesséierten esou wäit wéi méiglech kënnen ze hëllefen. A wéi den Här Cruchten grad scho richteg gesot huet – an dat huet och de Moien de Generaldirekter vum CGDIS scho confirméiert –, huet Lëtzebuerg och hei seng Hëllef ugebueden, dat eeben am Kader vun eise Moyenen.

Bon, wat sinn déi Moyene respektiv wéi leeft och déi Prozedur of, wéi Der dat gefrot hutt? Et ass esou: Als Member vun der EU a vun der UN hëlt Lëtzebuerg iwwert déi zwee Weeër Hëllefsufroen entgéint, dat iwwert d'Noutruffzentral, den 112. A mir hunn och hei Hëllef ze bidden. Eist Land huet sech eeben am Kader vun esou Katastrophe wéi däsem Äerdbiewen op Nische spezialiséiert, dat mat Expertis an de Beräicher Telekommunikatioun, Analys, also Assessment, an och Koordinatioun.

A mir als Land waarden dann op d'Confirmatioun vun der EU respektiv vun der UN, éier mer dann och Rettungsdéngschter an déi sinistréiert Regioune schécken, well en Alleingang, dat wär awer hei ganz irresponsabel.

D'Demande fir esou Hëllef kënnt vun de Länner selwer direkt a gëtt dann eebe vun der UNO respektiv vun der EU dee Moment koordinéiert, an et sinn dann och déi Länner, déi déi verschidde Moyenen hu respektiv och kënne mat deenen Hëllefen dorobber reagéieren, déi dee Moment deenen Demanden entgéintkommen.

Wéi scho bei vergaangene Katastrophen hunn ech och gëschter Moie mäi prinzipiellen Accord fir esou eng Interventioun an der Tierkei ginn. An eis Offer, déi mer am Moment ubidden, ass esou, dass säit gëschter dräi Leit vum HIT (ndlr: Humanitarian Intervention Team) vum CGDIS an d'Prealerte gesat goufen, fir eeben direkt kënnen ze reagéieren, wann d'Hëllefsufro kënnt.

An een dovunner ass och elo am Kader vun der Demande vun der UN zréckbehale ginn an dee wäert och elo an den nächste Stonnen an d'Tierkei fléien. E wäert do och mat Material vum Modul vum emergency.lu, dat heescht alles am Beräich vun der Telekommunikatioun, dee Moment och hëllefen. An däsen Expert vum CGDIS wäert an enger multinationaler Ekipp vun der UNO an d'Koordinatioun gesat ginn, fir dann eeben do direkt kënnen op der Plaz ze hëllefen.

Déi aner zwou Persoune si fir de Moment net zréckbehale ginn. Ech wëll awer soen, dass dat zu all Moment nach kann änneren. Wéi gesot, mir sinn hei schonn an der Prealerte.

Ofschléissend ass vläicht och nach drop hinzeweisen, dass mer eis do wierklech preparéieren op alle Fronten, wou mer kënnen. Sou si mer och hei am Kontakt mat Luxembourg Air Rescue, fir eeben och hei, wann de Bedarf do ass fir e MEDEVAC-Modüll – dat ass d'Evakuatioun vun de Blesséierten –, wann déi Demande kënnt, direkt kënnen drop ze reagéieren.

Bon, wéi gesot, dat kann nach vu Stonn zu Stonn änneren. Dat ass emol dat am Moment, wat mer hei kënnen offréieren. A meng Leit vun der Direktioun vun der Sécurité civile sinn hei am permanente Kontakt, fir och direkt kënnen ze reagéieren. An ech mengen, mir si frou, wa mir och als klengt Land awer bei esou enger fuerchtbarer Katastroph direkt kënnen de Leit hëllefen. A mir hoffen natierlech, wéi gesot, dass nach vill Iwwerliewender fonnt ginn an dass déi och gläich do erauskommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 400 vun der Madamm Nathalie Oberweis un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'legal Basis vun de Gebuertshaiser. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 400 du 7 février 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative à la base légale des maisons de naissance, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, jo, all Joer, wéi Der alleguerte wësst, accouchéieren ongeféier 50 Fraen aus Lëtzebuerg an engem Gebuertshaus. Bis ewell gouf et kee Gebuertshaus zu Lëtzebuerg a vill Frae sinn an dat not Ausland gaangen, fir do ze accouchéieren. Anerer wëllen doheem accouchéieren.

Den Haaptkrittär, fir an engem Gebuertshaus ze accouchéieren, ass effektiv, dass et keng Konterindikatioune gëtt fir eng physiologesch normal Gebuert. An zënter dem leschte Joer ass dann och d'Gebuert ausserhalb vum Spidol rembourséiert.

Kuerz drop huet dunn och e Gebuertshaus seng Dieren opgemaach, wéi mer och schonn hei thematiséiert haten, an et sinn effektiv do och e puer Bëbeeën op d'Welt komm, bis et dann awer kuerz duerno erëm huet missen d'Dieren zoumaachen.

Ech wéilt d'Madamm Ministesch vun der Gesondheet froen, op wéi enger legaler Basis si dës Entscheedung geholl huet, fir d'Gebuertshaus zouzemaachen, respektiv géint wéi eng legal Basis dee Centre dann u sech verstouss huet, well et gouf en Avis juridique vun engem relativ renomméierten Affekotecabinet, deen zur Konklusioun komm ass, dass d'Hiewamme sech do wuel an der Legalitéit befannen.

Ech zitéiere kuerz aus dem Avis: „En conclusion, en l'état actuel de droit, nous sommes d'avis que les accouchements peuvent être proposés et pratiqués dans les cabinets des sages-femmes sans avoir à effectuer des démarches supplémentaires s'il s'agit d'un prestataire libéral non-salarié, et dans tous les cas, la sage-femme devra y pratiquer uniquement des accouchements normaux."

Wann et keng legal Basis gëtt, deen dëse Centre verbitt, wat ass dann d'Basis vun däser Entscheedung? Ass et, well et kee spezifescht Gesetz gëtt vun engem Gebuertshaus? Mee do ginn d'Meenungen nawell auserneen, ob een dëst wierklech brauch. Wéi gesot, den Avis juridique en question mengt, dass si an aller Legalitéit operéiert hunn.

D'Sécherheet fir de Bëbee an d'Mamm kann et warscheinlech net sinn, vu dass Accouchementer doheem jo erlaabt sinn an et och do elo en Tariff gëtt. E Gebuertshaus ass justement en Tëschewee tëscht dem Accouchement doheem an engem an enger Maternité an ass nawell méi sécher wéi en Accouchement doheem.

E Gebuertshaus ass och net wéi eng Maternité an och net wéi e Spidol. Fraen, déi dohinner ginn, gi grad dohinner, well se eeben net an eng Maternité wëlle goen oder an e Spidol. Si hu sech och normalerweis gutt informéiert a ginn och gutt informéiert, éier se

esou eng Entscheedung huelen. Objektiv gesinn änelt e Gebuertshaus och iwwerhaapt net enger Maternité. Et gëtt, wéi Der all wësst, keng Dokteren, keen Anästhesist, keng schwéier Apparater an och keen OP-Raum.

Wann et da wier, dass et eventuell eng Konventioun wier, déi géif feelen, oder Prozedure wieren, déi géife feelen, wat ass dann d'legal Basis, déi seet, dass si dës gebraucht hätten? Wou steet dat?

Dofir nach eng Kéier meng Fro: Wat ass d'legal Basis, op déi d'Ministesch sech baséiert, fir dës Entscheedung ze huelen, oder géint wéi eng legal Basis ass verstouss ginn? An hätt een net kënnen dee Centre oploossen a parallell déi Demarchen – wann et dann Demarchë gëtt, déi nach mussen ënnerholl ginn, wéi zum Beispill sech Prozeduren ze ginn oder eng Konventioun auszeschaffen – kënnen ausschaffen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Wéi mer scho méifach d'Geleeënheet haten, hu mer am Moment e Gesetz vun 2018, wat de Service d'obstétrique, also d'Offer vun enger Maternité, mat Konditiounen associéiert. Dat ass eng Équipe pluridisciplinaire, déi muss vir Uert sinn. Dat ass e Lien mat enger Intensivstatioun an och e Lien mat enger Neonatologie. Dat hu mer thematiséiert. Mir hunn u sech keen direkte Kader fir e sougenannt „Gebuertshaus", wat ausserhalb vun deene Servicer géif fonctionéieren.

Wat ass entre-temps geschitt? Mir sinn dat Gebuertshaus kucke gaangen, an déi Decisioun, déi geholl ginn ass no Echangen och mat de concernéierten Hiewammen, ass u sech näischt aneres wéi e Rappell vun deem, wat hir Attributioune sinn. Si sinn duerch déi Decisioun informéiert ginn, a wéi engem Kader si sech kënne beweegen. Dat ass dee vun der Hausgebuert.

D'Hausgebuert, déi dréit ronderëm de Wëlle vun der Fra. D'Fra ass den Ausléiser fir d'Hausgebuert. Et ass jiddwer Fra fräigestallt, wa si dat wëllt hei zu Lëtzebuerg eng Hausgebuert ze maachen. An d'Hiewamm kann hier och assistéieren op där Plaz, déi d'Fra dann ugëtt, wou se wëllt accouchéieren.

Asoufern ass et net richteg, fir vun enger Fermeture ze schwätzen. U sech ass de Kader resituéiert ginn a mir hunn och nach eng Kéier drop higewisen – an dat géif ech och gären ervirsträichen –, dass mer en Aarbechtsgrupp lafen hunn. Mir haten eng éischt ganz konstruktiv Reunioun den 18. Januar mat der Societéit vun den Hiewammen, mat de Gynekologen, den Obstetriquen a mat der Gebuertshaus-ASBL, wou mer éischt Schrëtt festgehalen hunn.

An deem Sënn ass och eng Saisine gemaach gi vum Conseil scientifique hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng Saisine vum 31. Januar. Dat ass am Fong en éischten Output vun där Aarbechtsreunioun, wou mer de Conseil scientifique domadder beoptragen, generell Recommandatiounen auszeschaffe fir d'Gebuerten hei zu Lëtzebuerg, souwuel hospitalier wéi extrahospitalier.

Wéi gesot, déi Decisioun, déi geholl ginn ass, dat ass näischt anescht wéi e Rappell vun deem, wat d'Attributioune vun der Hiewamm sinn am Kader vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992, dat heescht, eng Hausgebuert ze begleeden op där Adress, déi d'Fra ausweist. Eng Offer maache fir e Service d'obstétrique, dat geet zu dësem Zäitpunkt net. Dat ass eng Kéier kloergestallt. Ech mengen, dat war och jiddwerengem u sech an deem Grupp kloer, soudass d'Aarbechte ganz konstruktiv am Moment lafen.

Mir wäerten ufänke mat generelle Konditiounen. Mir hunn där keng. Mir beruffen eis am Moment op auslännesch Referenzen, däitscher a franséischer. An en éischte Schrëtt fir Lëtzebuerg wär, elo mol iwwerhaapt Konditiounen ze hunn, kloer Richtlinnen, déi d'Gebuerten encadréieren. A vun do aus kann ee weider diskutéieren, ob een en neien Acteur an d'Ëmfeld hëlt eeben nieft der Hiewamm, déi eng Hausgebuert begleet, oder eeben engem Service d'obstétrique, wéi mer en am Gesetz am Moment hunn. Dat ass eng oppen Diskussioun, déi am Moment um Lafen ass.

Ech géif Iech Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 401 vun der Madamm Djuna Bernard un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Gültegkeet vun den Inkompatibilitéitsreegelen, déi am Gemengegesetz virgesi si fir d'Personal vun deenen ëffentlechen internationale Schoulen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 401 du 7 février 2023 de Mme Djuna Bernard relative à la validité des règles d'incompatibilité prévues par la loi communale pour le personnel du régime fondamental des écoles internationales publiques, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, fir der ëmmer méi grousser Heterogenitéit vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun gerecht ze ginn, ass de Staat déi lescht zéng Joer verstäerkt op de Wee vun den internationalen ëffentleche Schoule gaangen, an dat souwuel fir den Enseignement fondamental wéi och fir den Enseignement secondaire.

An dësem Kontext stellt sech elo en vue vun de Gemengewalen awer um Terrain d'Fro, wat d'Validitéit vun den Inkompatibilitéitsdispositiounen aus dem Gemengesetz fir d'Grondschoulpersonal vun dëse Schoulen ugeet.

D'Gemengegesetz seet a sengem Artikel 11 Paragraf 2, ech zitéieren: „Ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée [...] toute personne intervenant dans l'enseignement et l'encadrement des élèves, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement fondamental de la commune."

D'Fro, déi sech elo stellt, ass déi no der Portée vun dësem Verbuet respektiv nom geneeë Statut vun dëse Schoulen. Dofir meng Fro: Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt de Régime fondamental vun den internationalen ëffentleche Schoule mat der normaler, net internationaler Grondschoul gläichzesetzen ass an dee Moment och d'Personal vun dësen internationalen ëffentleche Grondschoulen net dierf e Gemengerotsmandat unhuelen oder, le cas échéant, sech misst tëscht dem Mandat oder der Aarbechtsplaz entscheeden?

An da vläicht nach eng zousätzlech Detailfro: Wéi ass et am Fall vun der EIDE, also der École internationale publique fir Déifferdeng an Esch? Ass hei par analogie d'EIDE-Personal aus dësen zwou Gemenge betraff, obwuel et just eng eenzeg Schoul ass, déi awer souwuel zu Esch wéi och zu Déifferdeng Primärklassen ubitt?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech muss soen, Madamm Bernard, dat ass effektiv eng ganz interessant Fro, déi Der hei stellt. Et geet ëm Onvereenbarkeeten tëschent verschiddene Beruffer mat engem Mandat an engem Schäffen- a Gemengerot. Prezis stellt Der jo d'Fro, ob d'Enseignanten aus der internationaler ëffentlecher Schoul de selwechten Onvereenbarkeeten ënnerleie wéi Leit, deenen ënnersot ass, e lokaalt Mandat unzehuelen an där Gemeng, wou si selwer am Fondamental Schoul halen.

Ech hat elo kuerz Réckspprooch mat menge Juristen an och mam Educatiounsministère. An effektiv ass d'Gesetz, wann een et direkt esou liest, net ganz kloer, well et muss ee wëssen, dass d'Gesetz aus enger Zäit staamt, wou et effektiv déi dote Schoulsystemer, déi dote Schoulinfrastrukturen esou nach net gouf.

D'Logik vun den Onvereenbarkeeten ass jo awer, esou wéi et am Gemengegesetz niddergeschriwwen ass, dass en Interessekonflikt tëschent engem lokale Mandat an engem Beruff ass, a wou dëse Konflikt dann offensichtlech ass, soll dee jo evitéiert ginn.

An an dësem prezise Fall gesi mir hei deen Interessekonflikt net, esou dass mer dervunner ausginn, dass dat duerchaus kompatibel ass. Fir – an dat wëll ech awer och direkt soen – an Zukunft méi Kloerheet op deem dote Punkt ze hunn, hunn ech jo e Projet de loi deposéiert, fir eeben eng Kéier d'Onvereenbarkeete méi ze preziséieren. Respektiv et stellt sech jo och ëmmer d'Fro – an dat kënnt reegelméisseg en vue vun de Gemengewalen op –, wéi eng Onvereenbarkeeten nach zäitgeméiss si respektiv ob soll déi eng oder aner ofgeschaaft ginn. An eeben am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz hat ech och do Diskussioune mam Gemengesecteur, well ech mengen, dat soll een och mat de Concernéierten zesummen ugoen. An do hat ech och de Syvicol ëm Avis gefrot, fir eeben ze kucken, ob si bereet wären, do méi wäit ze goen.

Bon, do gouf awer zréckbehalen, dass si eigentlech déi Onvereenbarkeeten, wéi mer se haut hunn, eigentlech plus/minus wëllen esou stoe loossen. Bon, wéi gesot, et geet mir ëmmer drëms, dat zesumme mam Secteur ze maachen, soudass mer eeben elo an deem Projet de loi näischt Grondleeëndes änneren, mee eebe verschidde Kloerheete schafen an eeben och am Text méi prezis sinn, fir dass et méi kloer ass, wann d'Leit dann herno wëlle kandidéieren. Well ech mengen, mir sollen eigentlech iwwer jidderee frou sinn, dee Loscht huet, sech an der Gemengepolitick ze engagéieren, an da solle mer och kucken, fir déi Hürden, déi bestinn, wäitestgeeënd dee Moment ze iwwerbrécken.

Voilà, an dësem Fall, fir ganz konkreet dann ze sinn: Jo, et ass méiglech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 402 vum Här Serge Wilmes un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Pilotprojete vun der EU, fir de grenziwwerschreidenden Zuchverkéier unzekuerbelen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 402 du 7 février 2023 de M. Serge Wilmes relative aux projets pilotes de l'Union européenne pour stimuler le transport ferroviaire transfrontalier, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch huet d'Europäesch Kommissioun zéng Pilotprojete virgestallt, mat deene se gäre wëllt den Zuchverkéier iwwert d'Grenz ewech stäerken.

Wat ech elo froen, ass net eng Kritick un Iech. Ech mengen, mir sinn eis do all eens a mir setzen eis hei scho jorelaang an, dës Regierung an déi Regierunge virdrun, datt d'Zuchverbindungen tëschent Lëtzebuerg a Bréissel op där enger Säit, mee och soss – bon, Richtung Stroossbuerg ass et vill besser wéinst dem TGV, haaptsächlech geet et ëm Lëtzebuerg–Bréissel – wierklech verbessert ginn. Ech mengen, Dir hutt Iech jo do och als Transportminister déi lescht Joren a verschiddene Kontexter derfir agesat, ob dat op EU-Niveau ass oder direkt mat der belscher Regierung.

Dowéinst kéint een do eng Kéier elo de Point maachen: Wou si mer elo do dru mat deene Verbesserungen, déi awer do an Aussiicht gestallt ginn, wou Lëtzebuerg jo scho laang prett war, dat och matzefinanzéieren? An op där anerer Säit, wëllt een et net awer trotzdeem nach iergendwéi eng Kéier kucken, méi wäit ze kommen? Mir wëssen, mir kréien do elo net eng Héichgeschwindegkeetsstreck tëschent eis an der Belsch, also tëschent Bréissel a Lëtzebuerg. Wann déi Verbesserunge géife kommen, wier dat schonn emol e ganz wichtege Schratt. Mee mir wären natierlech all an deem Haus hei frou, a Lëtzebuerg, mengen ech, als Land och, an dat misst och u sech ee vun den Haapt- an Häerzensprojete vun der Europäescher Unioun sinn, wann déi dräi grouss Haaptstied Bréissel, Lëtzebuerg a Stroossbuerg séier géife matenee verbonne ginn, wat awer leider Gottes net wierklech wäert an Aussiicht gestallt ginn. E bëssen ass et en Trauerspill, datt et haut méi interessant ass, vu Bréissel op Paräis ze fueren a vu Paräis op Stroossbuerg, dat dauert ongeféier dräi Stonnen, wéi deen anere Wee.

Dowéinst kënnt Der vläicht eng Kéier do de Point maachen: Hate mir dee Projet vläicht och eraginn als Pilotprojet? Quitte datt et net nëmmen e Pilotprojet sollt sinn. Dat soll wierklech méi si wéi e Pilotprojet. Dat soll wierklech ee vun den Haaptprojete sinn, fir dee ganzen Zuchreseau an der EU ze verstäerken.

A wéi wär et mat den Nuetszich? Dir hat do d'lescht Joer gesot, bon, dat géif net esou séier kommen. Dat ass jo net alles an Ärer Hand. Do muss ee jo och kucke mat deenen eenzelnen Zuchgesellschaften, ob Interessi dorunner ass. Mee hutt Der do vläicht och Neiegkeeten? Well ech mengen, dat wär fir onst Land allgemeng jo ganz wichteg, wa mer do kéinte Fortschrëtter maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. Den Här Minister fir Mobilitéit François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Här Wilmes Merci soen, datt e mer déi Fro gestallt huet, well dat erlaabt mer effektiv, eng Rei Saachen emol kloerzestelle par rapport zu deenen ominéise Pilotprojete vun der Kommissioun. An da wäert ech selbstverständlech och e puer Informatioune ginn iwwert dat, wat mir als Regierung maache respektiv wou ech intervenéiert hunn.

Dat, wat d'Kommissioun do publizéiert huet, dat ass dat, wat een op Englesch esou schéi „Window Dressing" nennt. Am Fong ass et e Witz, ganz éierlech gesot, well déi Pilotprojeten, déi d'Kommissioun sech do op de Fändel schreift, dat sinn iwwerhaapt keng Pilotprojeten, dat si Projete vu private kommerzielle Gesellschaften. An op deenen Tracéen, déi Der och op der Kaart do gesitt, firwat sinn dat privat Projeten? Majo, well den europäeschen Eisebunnsmarché natierlech am internationale Verkéier liberaliséiert ass. Dat si jo international Strecken. An dat sinn Iddien, déi vun de Gesellschafte selwer komm sinn. Do huet d'Kommissioun iwwerhaapt kee Meritt.

Dat Eenzegt, wat d'Kommissioun hei derzou bäidréit, dat ass, datt se seet, si géif dat do elo logistesch a moralesch oder wat weess ech ënnerstëtzen. An eigentlech ass dat e bësse lächerlech, well d'Kommissioun hätt selwer d'Geleeënheet gehat, fir wierklech Gas ze ginn am Beräich vun der Ënnerstëtzung vun dem europäesche Schinnennetz.

Éischtens louch eng Opfuerderung do un d'Kommissioun. Dat war ënnert der däitscher Presidence. Wéi Däitschland d'Presidence hat, du war eng Initiativ geholl ginn, fir e sougenannt „transeuropäescht" Eisebunnsnetz ze schafen. Do ass et och eng Kaart deemools ginn. Dat ass deemools am Transportconseil och unanime ugeholl ginn. Do sollten alleguerten d'Capitalle matenee verbonne ginn an Europa. An eigentlech hätt d'Kommissioun jo do genuch Matière gehat fir ze soen: „Ma elo knéie mir eis do hannendrun!" Soit, et war nëmmen op engem informelle Conseil. Also, et war näischt Legislatives, wat beschloss ginn ass, mee trotzdeem waren et ëmmerhin alleguerten déi Transportministeren, déi dat eenheetlech decidéiert haten. D'Kommissioun huet et och begréisst, mee se huet awer näischt gemaach.

Wann Der kuckt, wivill virgesinn ass am Green New Deal, dee jo awer pas mal Sue beinhalt fir den Transport, da sinn dat 33,7 Milliarden Euro. Mee dat ass awer de ganzen Transport. Do hutt Der och de Stroossebau dran! Dat heescht, do sinn ongeféier 2,7 Milliarde virgesi fir de Schinnentransport. Dat mécht 57 Euro pro Awunner pro Joer. Just pour rappel: Mir als Lëtzebuerg ginn de Moment 500 Euro pro Awunner pro Joer aus fir den Ausbau vum Schinnereseau, dat heescht dat Zéngfacht vun deem, wat d'Europäesch Unioun, d'Kommissioun, an hirem Green New Deal festgehalen huet.

Mee ech kann awer och nach e bessert Beispill ginn, dat sinn d'Vereenegt Staaten. Déi si jo net elo bekannt gewiescht an der Vergaangenheet, datt se spezifesch Sensibilitéiten hätte fir den Eisebunnsverkéier. Mee am Här Biden sengem „Build Back Better"-Programm, do si 66 Milliarden Dollar virgesi fir de Schinnereseau, fir den Eisebunnsreseau an Amerika auszebauen. Dat sinn 182 Euro pro Awunner an de Vereenegte Staaten.

Also, eigentlech ass et en Trauerspill, an d'Kommissioun hätt besser, amplaz dauernd esou Window Dressing ze maachen, wierklech esou Saachen ze maachen, zu deene se scho laang opgefuerdert ginn ass, och vum Conseil Transport, mee déi se awer leider net mécht.

Dann awer zu deem, wat mir maachen: Mir hu vill Diskussiounen de Moment mat eisen Nopeschreseauen. Bon, ech mengen, mat Frankräich, dat wësst Der, hu mir déi Konventiounen. Do kënnt den Avis vum Staatsrot hoffentlech elo geschwënn, fir datt mer déi Konventioun, déi zweet mat Frankräich, fir d'Streck op Metz ze verbesseren, kënnen hei stëmmen. Déi ass wichteg. Firwat? Ma well mer eng Iddi hunn, fir éischtens iwwer Metz och op Saarbrécken ze fueren. Do gëtt et eng Streck, wou dat méiglech ass, wou mer an engem uerdentlechen Zäitraum kéinten op Saarbrécken als Knuetpunkt an Däitschland kommen. Dat ass wichteg, well och Frankräich an Däitschland Projeten hunn, fir vu Paräis Richtung Berlin Schnelltracéen ze baue fir TGV an ICE, an da kéime mir un dee Reseau esou mat drun.

Da war ech rezent zu Berlin beim Här Wissing an ech war och bei dem Generaldirekter vun der Deutscher Bundesbahn. Do hat ech e ganz gutt Gespréich. Dir wësst, datt an der Eifel déi Streck ewechgeschwemmt ginn ass am Kader vum Héichwaasser. Déi gëtt komplett nei gebaut an déi gëtt och elo elektrifizéiert. A mir hunn d'Demande gemaach, fir do iergendwéi en Accès ze kréien op déi Streck. Dat géif erlaben, datt mer dann Zich fir op Köln kéinten ubidde vu Lëtzebuerg aus, wou mer iwwer eng Stonn Zäit wannen, wou een dann an zwou Stonnen zéng zu Köln wär, wat natierlech fantastesch wär, well Köln ass ee vun de wichtege Knuetpunkten am däitsche Reseau.

Also, dat heescht, dat leeft. Richtung Metz a Richtung Däitschland lafe Gespréicher. Ech hunn dunn och gesot kritt, datt géif versicht ginn, deem dote Rechnung ze droen. Dir hutt den däitsche „Bundesverkehrswegeplan", do ass déi Streck virgesinn. Bis 2030 soll déi nei gebaut sinn. Bon, an ech hoffen, datt mer do wierklech de Fouss an der Dier behalen. Mee ech sinn awer do éischter optimistesch.

An dann nach mat Bréissel: Déi Bréisseler Streck soll dann elo definitiv 2029 fäerdeg sinn. Mir sinn nach ëmmer derhannert, ob mer dat net kënnen e bësse virréckelen. Dat ass an der Belsch eng Saach vu finanzielle Mëttelen. Wann déi Streck awer da fäerdeg ass, dat ass awer dann déi gutt Nouvelle dobäi – dat wären elo dann nach siwe Joer, dat fannen ech schrecklech laang, duerfir hoffen ech nach ëmmer, datt mer et kënne fäerdegbréngen, gemeinsam deen Timing no vir ze kréien –, mee ëmmerhin, da géif d'Zäit fir op Bréissel erofgesat ginn op zwou Stonnen an zéng Minutten. Dat wär wierklech vill méi räsonabel wéi haut.

An dann hat ech bei den Nuetszich eng Etüd maache gelooss virun annerhalwem Joer fir ze kucken, wat fir eis interessant ass. Do si mer och a Gespréicher mat Frankräich fir ze versichen, fir un déi Nuetszich, déi Richtung Barcelona ginn, natierlech mat de Belschen zesummen, kënnen ugebonnen ze ginn. Ech mengen, dat wär dat, wat fir eis wichteg wär.

Also, alles in allem, wat mir vu Lëtzebuerg aus vun Initiative geholl hunn, ech mengen, wann déi géife klappen, dann hätte mer e besseren Uschloss wéi haut.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 403 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an zur Fro Nummer 404 vun der Madamm Octavie Modert iwwert d'Kompatibilitéit vun der Verwendung vu Planzeschutzmëttele mat der Nohaltegkeet. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 403 du 7 février 2023 de Mme Carole Hartmann relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

– Question n° 404 du 7 février 2023 de Mme Octavie Modert relative à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques compatible avec le développement durable, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Här Minister, d'Europäescht Parlament an de Rot hunn de 6. Juni 2022 eng Propositioun fir e Reglement iwwert d'nohalteg Benotzung vu Planzeschutzmëttel deposéiert. Eent vun den Ziler ass et, den Asaz vu Planzeschutzmëttel ëm d'Hallschent ze reduzéiere bis 2030. A sougenannten „ekologesch empfindlechen Zone" wéi Naturschutz-, Natura-2000- a Waasserschutzgebidder sollen esou Planzeschutzmëttel komplett verbuede ginn.

Dozou wéilt ech dem Här Minister gäre follgend Froe stellen: Ass den Här Minister der Meenung, dass dëse Reglement an der Praxis och ëmsetzbar ass? D'Wënzer benotzen esou Planzeschutzmëttel jo net ouni Grond, mee eebe well se néideg sinn, fir Pilzkrankheeten an de Wäibierger ze bekämpfen. Gëtt hei eng Differenz gemaach tëschent konventionellen a fir Bio zougeloossene Planzeschutzmëttel? De Reglement gesäit jo och vir, dass Koffer, Schwiefel a Bakpolver och verbuede solle ginn. Si scho Gespréicher mat de concernéierte Wënzer gefouert ginn? A wa jo, wat sinn d'Konklusiounen aus dëse Gespréicher?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da kritt d'Wuert d'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Meng Fro ass e bëssen aneschters a se geet och un en anere Minister. Soll ech se awer gläich stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

Mme Octavie Modert (CSV) | Se huet allerdéngs och als Hannergrond ...

M. Fernand Etgen, Président | Et sinn Deeler an deenen zwou Froen dran, déi sech iwwerschneiden. Da ka fir d'éischt den Här Landwirtschaftsminister an duerno d'Madamm Ëmweltministesch äntweren.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci. Ech hunn elo nach dräi Sekonne méi.

(Hilarité)

Tatsächlech ass d'lescht Woch um Wäibaudag zu Wuermer iwwert déi Projete vum EU-Reglement geschwat ginn, vun deenen d'Madamm Hartmann elo geschwat huet. De Kontext ass awer e bëssen en anere gewiescht.

Meng Fro hei derzou ass ganz spezifesch och axéiert op déi Projete vun Naturschutz, vun de Schutzgebidder Haff Réimech an Trëntengerdall. Madamm Minister, Dir hutt déi Fro hei scho gestallt kritt, ech stelle se awer hei am Kontext vun deem neien Text, well ech mengen, dat werft och nach zousätzlech Froen op.

Dir hutt hei scho geäntwert, Dir wäert bereet, an den Zonen Ännerungen ze maachen. Et waren och schonn ëffentlech Versammlungen, do hunn Är Vertrieder, d'Beamten, gesot, Bio wär eng Alternativ, déi soll gemaach ginn a kéint gemaach ginn an deene Schutzzonen Haff Réimech an Trëntengerdall.

Elo ass et awer esou, datt dem zukünftegen EU-Reglement no och kee Bio méi kéint gesprëtzt ginn an deene Schutzzonen, well och am Bio gëtt gesprëtzt an och déi Mëttele ginn duerch deen EU-Text verbueden. Dat heescht, an deene Schutzzone gëtt et kee Wéngert méi. Dat ass den Aus fir de Wäibau. Dat ass och elo ëffentlech bestätegt ginn. Op meng Fro hin d'lescht Woch um Wäibaudag huet den zouständege Beamte gesot: „Jo, dat ass dann den Aus vun de Wéngerten an de Schutzzonen, an alle vum Ëmweltministère geschützte Gebitter, wann deen EU-Text esou kënnt."

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister: Ass Iech dat bewosst? Ech mengen, Dir hutt mat Ärer Reaktioun elo gewisen, datt Iech dat bewosst ass.

Meng zweet Fro: Huelt Dir elo d'Wéngertszonen eraus aus deenen zukünftege Schutzzonen, vun deenen ech hei schwätzen, fir datt de Wäibau weiderbestoe kann, och am Bio, fir datt d'Wënzer hire Beruff do weider maache kënnen?

Meng drëtt Fro: Wat ass Är Reaktioun a puncto landwirtschaftlech Flächen op déi nei Fakte vum zukünftegen EU-Reglement hin?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. Dann huet fir d'éischt den Här Landwirtschafts- a Wäibauminister Claude Haagen d'Wuert.

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och un d'Madamm Hartmann fir d'Fro. An ech ginn deelweis och op d'Froe vun der Madamm Modert an. Mee ech mengen, d'Ëmweltministesch wäert dat natierlech och maachen.

Ech soen direkt, datt dat hei eng Propositioun ass vun der EU-Kommissioun, fir en neit Reglement iwwert d'nohalteg Notzung vu Planzeschutzmëttel ze maachen an och ze diskutéieren. Dat gëtt och am Conseil diskutéiert an a ville Memberstaaten. Da kann ech och soen – an d'Madamm Ëmweltminister wäert dorobber agoen –, datt dat natierlech och mat dem Ëmweltministère ofgeschwat ass. Dee setzt sech och kritesch domadder auserneen, genau zu deene Froen, déi souwuel d'Madamm Hartmann wéi och d'Madamm Modert ugeschwat hunn, wat dat fir biologesch Naturschutzmëttel wéi och fir déi konventionell Naturschutzmëttel bedeit a wat et schlussendlech a Schutzzonen oder an Netschutzzone bedeit.

An haaptsächlech betrëfft dat natierlech d'Landwirtschaft, de Wäibau, den Uebst- a Geméisbau an deenen Zonen, wou et ass. Fir eis ass et inconcevabel – an dat ass och do d'Approche vun der Regierung –, datt hei d'Bionaturschutzmëttel net méi däerfen ugewannt ginn, egal wou dat soll sinn. Ech denken, dat ergëtt kee Sënn.

Dat ass och d'Diskussioun, déi déi verschidden Agrarministeren am Conseil presentéiert hunn. Do ass Lëtzebuerg net eleng an et ass och an deem Sënn, wou Lëtzebuerg sech enger Initiativ ugeschloss huet, fir do eng Impaktstudie ze maachen, wann esou en neit Reglement fir d'Notzung iwwert d'Planzeschutzmëttel géif duerchgoen, wat ech momentan bezweifelen. Dat, wat Dir ugeschwat hutt, Madamm Modert, war eng Presentatioun um Wäibaudag, wou ech och war. An do ass och gesot ginn, datt, wann et esou géif applizéiert ginn, dat den Aus géif bedeiten net nëmme fir de Wäibau, mee och fir aner landwirtschaftlech Produktiounen. Dat kann net d'Zil sinn. An do si mer mat deenen aneren Agrarstaaten oder Agrarministeren op enger Wellelängt. An ech denken och, wat den Trëntengerdall ubelaangt, wäert d'Madamm Welfring jo e puer Wuert do soen.

Déi Impaktstudie, déi ass an Optrag gi ginn, eebe fir ze kucken, wat dat fir d'Baueren, d'Wënzer an d'Gäertner bedeit, fir hire Beruff weider kënnen auszeféieren. Dat ass kloer. An dofir ass et ... Wou si biologesch Planzeschutzmëttel nach zougelooss? Wou solle se verbuede ginn? Wéi ass et mat de konventionelle Betriber? Dat Ganzt ass eng Diskussioun. Ech mengen, d'Madamm Hartmann hat déi verschidden Düngeren ugeschwat. Besonnesch an de Wéngerten ass dat eng Diskussioun. Well déi deelweis an den Naturschutzzone leien, ass dat also och net applikabel. Net nëmme fir de Biowäin, mee och fir de konventionelle Wäibau stellt sech déi selwecht Fro, esou wéi se sech fir d'Biolandwirtschaft wéi och fir déi konventionell Landwirtschaft stellt. Dofir ass déi Impaktstudie ugefrot ginn an dofir wäerte mer déi och analyséieren.

Eis Meenung ass – an ech mengen, do kann d'Madamm Welfring drop agoen –, datt mer eis momentan alleguerten deene Länner ugeschloss hunn an datt déi nei Veruerdnung vill ze vill wäit geet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Haagen. Dann huet elo d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gudde Mëtteg. Madamm Modert, villmools merci fir Är Fro. Wéi d'Madamm Modert richteg freet, handelt et sech bei deem europäeschen Text ëm eng Propositioun vun engem neien EU-Reglement, et handelt sech net ëm e votéierten Text. An d'Verhandlungen an deem Beräich leien och, wéi elo scho gesot, am Kompetenzberäich vum Landwirtschaftsminister, quitte dass mer eis do ofstëmmen.

Den haitege Pestizidasaz belaascht d'Ëmwelt, d'Biodiversitéit an d'Gesondheet vun de Mënschen. Dat ass relativ gutt dokumentéiert an och wëssenschaftlech unerkannt. Dofir ass dat schonn e seriöt Theema. An aus deem Grond begréissen ech och als Ëmweltministesch d'Bestriewunge vun der EU-Kommissioun, fir den Asaz vun deene Pestiziden och esou wäit wéi méiglech op dat Noutwendegst ze begrenzen, zemools well et och vill Leit an der EU an och heiheem gëtt, déi sech Suerge maachen iwwert den Impakt vun deene Substanzen op hir Gesondheet, op d'Ëmwelt an och well déi Substanzen zum Deel schwéier ofbaubar sinn an och zum Deel d'Tendenz hunn, sech eeben am Kierper oder an der Ëmwelt unzeräicheren. Dat heescht, mir schwätzen hei vu Substanzen, déi eigentlech entwéckelt goufen, fir Liewewiesen dout ze maachen. Duerfir ass dat schonn eppes, wat ee muss eescht huelen.

Ech muss awer och soen, dass verschidden Aspekter aus der Aarbechtsversioun vum Juni vun där Propositioun vun engem Reglement och weiderhin mam Agrarminister an och mat de betraffenen Acteuren – dozou zielen natierlech d'Bauerebetriber engersäits, awer och Ëmweltorganisatiounen, och Leit aus dem Secteur vun der Gesondheet – diskutéiert musse ginn, well do si Saachen, déi menger Meenung no missten ugepasst ginn. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg – dat ass eis Iwwerzeegung – eng differenzéiert Approche, déi eis erlaabt, pro Gebitt ze kucken, wat muss geschützt ginn a wéi et muss geschützt ginn. Net all Gebitt ass d'selwecht sensibel an net an all Gebitt bestinn déi selwecht Besoinen, fir sech géint den eventuelle Befall vu Pilzer a Bakterien ze wieren. Dëst gëllt och, awer och net nëmmen, fir d'Biolandwirtschaft, där hir Férderung en erkläertend Zil vun dëser Regierung ass.

Dir verstitt aus deem, wat ech gesot hunn, datt meng Positioun zum EU-Virschlag a senger aktueller Form kritesch ass, och wann ech dat allgemengt Zil vun der konsequenter Reduzéierung vu Pestizide vollstens ënnerstëtzen.

Déi Beispiller, déi Dir genannt hutt, sinn zwee gutt Beispiller, déi och weisen, dass mer haut schonn differenzéiert virginn. Jee no Schutzziler sinn d'Bestëmmunge méi oder manner streng. Am Trëntengerdall, do lafen d'Verhandlungen nach ëmmer. Do hat ech jo och hei an dëser Ronn schonn eng Kéier driwwer bericht. Dat Reglement wäert warscheinlech ugepasst ginn. An hei geet et jo ëm eng méiglech Ausweisung vun engem Landschaftsschutzgebitt.

An engem Landschaftsschutzgebitt brauchen d'Bestëmmungen net esou streng ze sinn. Ob d'Wéngerte mussen eraus oder net, also dat ass och eppes, wat mir amgaang sinn, mat deene betraffene Wënzer ze diskutéieren. Do sinn der dobäi, déi aus Imagegrënn wëllen dra bleiwen, anerer wëllen eraus, well d'Applikatioun vu Pestiziden iwwer Helikopteren net méi wäert méiglech sinn. Dat heescht, dat ass, jee nodeem mat wiem ee schwätzt, e bëssen anescht.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Jo. Jo, dat ass awer dat, wat si eis gesot hunn. Voilà!

Also do lafen d'Diskussiounen nach. Mir sinn do flexibel. Mir zwénge keen, do dranzebleiwen. Wann dat

méiglech ass, se erauszehuelen, huele mer se eraus, wann dat hire Wonsch ass.

Zum Haff Réimech: Hei ass och e bëssen eng aner Situatioun. Hei geet et ëm eng Zone de protection d'intérêt national. An de Kärgebitter vun där, wou keng wäibaulech an och keng landwirtschaftlech Notzunge sinn, solle keng Pestizider zum Asaz komme wéinst der Proximitéit zu de Weieren an zu anere Biotopen, déi ganz empfindlech sinn, wéi d'Schilfflächen oder Auebëscher. An deene rengen Natura-2000-Gebidder an un de Randzonen, de Pufferfläche souzesoen, besteet zur Zäit nach keen Totalverbuet.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 405 vun der Madamm Diane Adehm un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Zënsen op perséinleche Wunnengen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 405 du 7 février 2023 de Mme Diane Adehm relative aux intérêts débiteurs en relation avec l'habitation personnelle du propriétaire, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Bis elo konnt een d'Scholdzënse vu sengem Logement integral ofsetzen, ier een drageplënnert ass a sech och op där neier Adress ugemellt huet. Och d'Scholdzënse vun engem Iwwerbréckungskreditt konnt ee bis elo integral ofsetzen.

Den 23. Dezember 2022 huet d'Regierung e Règlement grand-ducal geholl, deen e ganz ale Règlement grand-ducal vum 12. Juli 1968 ëmännert. An an dësem Règlement grand-ducal geet et ëm d'Fixatioun vun der Valeur locative vun engem Logement, dat een als Proprietär bewunnt.

Elo stellt sech d'Fro, ob een an Zukunft tatsächlech als Proprietär vun enger Immobilie seng Scholdzënsen net méi integral ofsetze kann, ier een a seng Immobilie erapplënnert. Déi selwecht Fro stellt sech bei den Zënse vun engem Iwwerbréckungskreditt. Stëmmt et, dass een déi an Zukunft och net méi integral ofsetze kann?

Et stellt sech och nach d'Fro, wann een als Proprietär amgaangen ass ze bauen, wéi et do mat de Scholdzënsen ausgesäit. Hei ass et jo dann eng Immobilie, déi nach net bewunnbar ass an doduerjer och keng Valeur locative huet. Ginn d'Proprietäre vun Immobilien, déi en cours de rénovation sinn, an Zukunft anescht besteiert wéi Proprietäre vun Immobilien, déi nei gebaut ginn?

Falls dat dann esou ass, ass dat net kontraproduktiv, fir d'Logementskris hei am Land ze bekämpfen, zemools wou ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, fir nach kënne Proprietär ze ginn?

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Här President, merci fir déi Fro. Mee wann ech elo all déi Froe kucken, déi ech elo gestallt kritt hunn, wees ech net, ob ech elo de richtegen Adressat hei sinn, well et ganz vill Steierpunkte sinn – wann net alleguer, integral. Mee dofir mengen ech, sinn déi Froe berechtegt, ganz kloer. An ech wäert déi Froen awer och mathuelen, fir déi mat der Finanzministesch unzeschwätzen, well si ass dës Woch och net am Land. Dir wësst, dass eng ganz Rei Diskussiounen op villen Niveaue lafen an dass mer sécherlech dorobber zréckkommen.

Wou ech Iech awer gären d'Hand reechen an Iech och entgéintkommen – an ech si frou, dass Der déi Fro vun den Zënse mir da vläicht stellt –, ass awer an deem Beräich, dee mech betrëfft. Ech mengen nämlech, dass ech d'Hausaufgab gemaach hunn. Ech hu virun engem Joer – engem gudde Joer, ech mengen et si 14 oder 15 Méint – e Projet de loi iwwert d'Aide-individuellen deposéiert, an deem nämlech och d'Zënssubventiounen dra sinn. An ech wär frou, Här President, wann Der déi dote Fro kéint un de Staatsrot weiderginn, dass endlech dat Gesetz do aviséiert gëtt, dass mer, wat mäi Beräich ubelaangt, ganz kloer do kënne matdiskutéieren. Jiddefalls huelen ech déi dote Fro mat fir d'Finanzministesch an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 406 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Gratuitéit vum Meeschterbréif. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 406 du 7 février 2023 de Mme Francine Closener relative à la gratuité de l'accès au brevet de maîtrise, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci. Wéi mer wëssen, ass d'Penurie am Handwierk grouss. An dobäi brauch eist Land jo méi wéi jee gutt qualifizéiert Handwierker an Handwierksbetriber, net nëmmen, mee och, fir eis Ziler a puncto Nohaltegkeet ze erreechen.

Fir d'Attraktivitéit vum Handwierk a vum Entrepreneuriat ze verbesseren, musse vill verschidden Efforte gemaach ginn, dat ass evident, zum Beispill an der Orientéierung. D'Formation professionnelle brauch eng weider Opwäertung, awer och de Meeschterbréif, also d'Viraussetzung, fir iwwerhaapt en Handwierksbetrib kënnen opzemaachen. Och de Meeschterbréif muss méi attraktiv ginn.

Elo ass jo schonn zanter 2016 en inhaltleche Reformprozess amgaangen, mat neie Breveten an der Alimentatioun, am Génie technique bâtiment zum Beispill oder an der Toiture, mee doriwwer eraus muss och den Accès zum Meeschterbréif gratis ginn, sou wéi et am Regierungsprogramm steet a wéi d'LSAP dat fuerdert. Dat Verspriechen ass bis elo nach net ëmgesat.

Aktuell kascht d'Aschreiwung fir déi obligatoresch Preparatiounscourse 600 Euro pro Joer an d'Aschreiwung fir den Examen 300 Euro pro Sessioun. Déi Coursen daueren normalerweis dräi Joer, heiansdo awer och bis zu sechs. An zousätzlech mussen d'Kandidaten d'Material vun hirer Meeschterprüfung och nach selwer finanzéieren. Jee no Handwierk kann dat och relativ deier ginn. Jee, et ass ee ganz séier bei e puer Dausend Euro am Ganzen a fir munch Kandidatin a Kandidat ass dat bestëmmt eng Hürd op hirem Parcours, fir de Brevet ze maachen.

Duerfir meng Fro, ganz einfach, un de Minister: Wéini ginn d'Coursen an d'Exame fir de Meeschterbréif gratis a gëtt och d'Material vun der Meeschterprüfung vum Staat finanzéiert? A wa jo, wéini?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ass prett.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, de Meeschterbréif huet eng Traditioun, mee och Traditioune mussen ëmmer nees nei mat Liewe gefëllt ginn. An duerfir si mer jo zanter enger Rei vu Joren zesumme mat der Chambre des Métiers derbäi, fir d'Meeschterprüfung ze reforméieren, och inhaltlech nei auszeriichten, virun allem fir vu 35 verschiddene Brevete schrëttweis op zwielef erofzegoen, fir éischter a Famillje vun Handwierkssecteuren ze schwätzen. Zum Beispill war deen éischte Pilotprojet dee vun der Alimentatioun, wou mer aus véier verschiddene Breveten – dee vum Bäcker, vum Pâtissier, vum Metzler a vum Traiteur – nach een eenzege gemaach hunn, an dat gëtt fir aner Corps-de-métieren dann och elo successiv nogemaach.

Eis Suerg ass dobäi virun allem, datt mer d'Qualitéit vum Meeschterbréif weider héich halen, datt mer esou déi nei Erausfuerderungen, souwuel déi technesch Erausfuerderunge wéi awer och déi éischter managementorientéiert Erausfuerderungen, dann och orientéieren, fir datt een duerno wierklech och d'Capacitéit huet, seng eegen Entreprise opzemaachen an déi och durablement kënnen ze féieren, a virun allem awer och fir deene Leit, déi am Handwierk mat engem Diplôme d'aptitude professionnelle zum Beispill, engem DAP, eraklammen, awer och mat engem Bac oder engem Bac+ eraklammen, d'Méiglechkeet ze bidden, sech dann am Handwierk weiderzeentwéckele bis hin zur Selbstständegkeet respektiv awer och als Meeschter aner Responsabilitéiten an der Entreprise kënnen ze iwwerhuelen, well dat jo och ëmmer eng vun deene wichtege Fonctioune vum Meeschterbréif war.

De Regierungsprogramm, fannen ech, seet zu Recht, datt mer ganz vill Bildungsofferen am Land hunn, déi gratis sinn. An dat ass richteg esou an Dir kennt meng prinzipiell Astellung do derzou. An ech wëll hei nach eng Kéier ënnerstäichen, datt d'Regierung dat wëll ëmsetzen, d'Gratuitéit vum Meeschterbréif och. Mir sinn do och an Diskussiounen mat der Chambre des Métiers gewiescht. Ech wëll net verstoppen, datt et do eng gewësse Skepsis gouf, déi vläicht och berechtegt ass, well d'Erfarung awer och weist, datt ee sech schnell an déi Formatiounen do aschreift a vläicht net esou mat där Energie dann derhanner bleift. Dann dauert et awer laang, bis ee fäerdeg gëtt, an et gëtt awer och eng relativ héich Ofbriecherquot.

Duerfir ass déi Iwwerleeung, un där mer zesumme mat der Chambre des Métiers momentan drop schaffen, fir ze soen: Jo, et bezilt een et, mee et kann een et am Fall vun engem Succès rembourséiert kréien, soudatt et fir déi, déi dat dote seriö maachen, déi sech och dran investéieren, da finalement och gratis wär. D'Angscht huet hei e bësse bestanen, datt een herno duerch ze vill Aschreiwungen, déi net seriö gemengt waren an herno och wierklech net géifen am Meeschterbréif aboutéieren, de Prozess éischter géif ophalen, dee Prozess, dee jo bei der Chambre des Métiers läit, deen awer vum Staat zum ganz, ganz groussen Deel finanzéiert gëtt. An dat wollte mer hei evitéieren.

Mir si momentan an der Ausaarbechtung vun engem Avant-projet de loi, deen ech nach virun de Wale ze deposéiere gedenken. Ech ginn awer net dervunner aus, datt d'Chamber en nach wäert kënne stëmmen. Dee gesäit vir, datt dann och d'Gratuitéit mat deenen aneren éischter qualitativ ausgeriichte Mesüre vun der Reform vum Meeschterbréif fir d'Rentrée 2024/2025 da kann a Kraaft trieden.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen elo zur leschter Fro fir d'Froestonn vun haut, der Fro Nummer 407 vum Här Fernand

Kartheiser un den Här Wirtschaftsminister iwwert d'Implantatioun vun enger Fabrick fir Silizium-Hallefleeder am Saarland. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 407 du 7 février 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à l'implantation d'une usine de semi-conducteurs en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Jo, ech maachen et dann och kuerz. An der Covidkris hate mer jo de Kontext an Europa, datt mer gesot hunn: „Mir musse manner ofhängeg gi vun Asien, mir mussen Europa reindustrialiséieren", och den Här Minister hat dat hei e puermol betount, „zemools och a strateegesch wichtegen Domänen, wéi zum Beispill Hallefleeder oder elektroneschen Chippen." Lo hu mer gesinn, datt am Saarland elo esou eng Groussindustrie kënnt: 600 Aarbechtsplazen, ganz no bei Lëtzebuerg, keng 50 Kilometer ewech, en Invest vun 2 Milliarden Euro, also eppes wierklech ganz, ganz Substanzielles.

Dat freet eis fir d'Saarland, et freet eis och fir Europa am Allgemengen, mee d'Fro ass awer gestallt: Wéi ass et mat Lëtzebuerg, wann dat schonn hei an der Géigend war? Gouf et Kontakter vun der Lëtzebuerger Regierung mat där Firma, déi deen Invest gemaach huet? Si mir kontaktéiert ginn?

An allgemeng wéilt ech dann och den Här Minister froen, wéi et dann elo mat där Cellule ass, déi soll industriell Projeten examinéieren, déi un eis erugedroe ginn, well wa mer de Bilan vun deene leschte Jore maachen, ass eigentlech a puncto Industrialiséierung hei am Land net vill Positives geschitt. Et ass zwar elo wouer, ech mengen, den Här Minister hat och gesot, et kënnt elo eng pharmazeutesch Industrie heihinner. Dat ass allerdéngs, wann ech de Presseartikelen däerf gleewen, eng, déi haaptsächlech Etiquetage a logistesch Operatiounen iwwerhëlt a keng Produktioun vu pharmazeutesche Produiten.

Dat heescht, et ass eigentlech elo hei déi Fro: Wéi ass et mat där Firma, déi elo an Däitschland Hallefleeder mécht, wéi ass et do? Hate mir Kontakt mat deenen? Wär eng Chance gewiescht, och esou ee Betrib op Lëtzebuerg ze kréien? An allgemeng: Wéi entwéckelt sech d'Politick vun der Regierung a puncto Industriepolitick hei am Land?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. D'Fro, ob Kontakt bestanen huet, déi kann ee ganz einfach mat Nee beäntwerten. Et ass menges Wëssens kee Kontakt mat menge Leit am Wirtschaftsministère ginn. Ech hat och direkt kee Kontakt mat där Firma Wolfspeed, déi sech elo am Saarland niddergeléisst.

Et ass effektiv en Invest vun zwou an enger hallwer Milliard Euro. Bon, dat ass natierlech e considerabelen Invest. Do brauch een och e groussen Terrain, en Terrain vun ongeféier 14 Hektar. Där gëtt et och net méi ganz vill hei am Land. Zurzäit gëtt et souguer kee méi vun där Envergure. Et ass och eng Subventioun vun tëscht 500 bis 600 Milliounen Euro. An engem Artikel am „Wort" gëtt souguer vun 800 Milliounen Euro geschwat. Dat ass effektiv en enormen Invest an och eng enorm Subventioun.

Dat gesot, ass dat awer eng positiv Nouvelle, dass déi Firma hei am Saarland déi Fabrick do baut. Et ass eng gutt Saach, aus deene Grënn, déi den Deputéierten elo gesot huet, dass an Europa esou eng Produktioun vu Chippen erëm uleeft. Dat war och den Zweck vun deem Europäeschen Chips Act, deen d'Méiglechkeet virgesäit, esou Megafabricken ze subventionéieren, an och vill méi grouss opgemaach huet.

Et ass och eng gutt Nouvelle fir Lëtzebuerg, wann an eiser direkter Noperschaft esou eng Fabrick heihinner kënnt, dat bitt eisen eegenen Acteure vill Méiglechkeeten, notamment den Zouliwwerer, den Autozouliwwerer hei zu Lëtzebuerg. Dat gesäit och de Lëtzebuerger Verband vun den Automobillhiersteller an Autozouliwwerer ILEA esou.

An ech mengen, et ass och ganz generell och fir aner Branchen an der Industrie eng gutt Nouvelle, well dat heescht, dass mer déi Penurie vun Chippen, déi mer fir de Moment gesinn, also och kënnen iwwer esou eng Produktioun zefriddestellen.

Ech sinn also frou, dass déi Firma Wolfspeed hei direkt an eis Noperschaft kënnt. Mir sinn och natierlech dobäi, an anere Beräicher eis Prospektioun ze maachen an deene Beräicher, wou mer eis wëllen ausbreeden a wou mer wëllen eis Aktivitéit developpéieren, sief dat a strateegesche Beräicher wéi natierlech der Industrie, der Logistik, der Santé, awer och der Space Digitalisatioun an der Clean Tech. Dat sinn alles Secteuren, wou mer aktiv sinn a wou mer strateegesch Betriber op Lëtzebuerg zéien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

7. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

An da géif ech d'Wuert ginn un den Här Fernand Kartheiser fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Mir si jo all houfreg hei zu Lëtzebuerg, datt mer e Mindestloun hunn. An et wonnert een dann ..., et géif een dervun ausgoen, wéi den Numm et seet, datt och jiddereen am Land de Mindestloun krit, virun allem och beim Staat. Dat ass awer net de Fall. Interessanterweis hu mir déi Situatioun, datt Volontairë vun eiser Arméi de Mindestloun, jee no hirem Grad, net kréien. Dat heescht, Verschiddener kréien en, Verschiddener kréien en net. Dat hänkt eebe vun hirem Grad of. An dat ass an engem Kontext, wou d'Arméi Rekrutéierungsschwieregkeeten huet, besonnesch interessant. Et géif op der Hand leien, fir dann an enger grousser Administratioun, déi mat esou engem Problem konfrontéiert ass, och eng Kéier op d'Remuneratioun ze kucken an do, wou de Mindestloun net agehale gëtt, dann awer dee Schrëtt ze maachen.

Et ass an eisen Aen och traureg, an dat wësse mer eeben och iwwert déi Quellen, déi eis zur Verfügung stinn, datt duerch de Reformstau an der Arméi och e gewëssene Motivatiounsproblem besteet. An och dat géif normalerweis derzou féieren, datt een déi materiell Konditioune vun der Aarbecht an der Arméi eng Kéier géif iwwerpréifen.

An et ass jo net esou, datt am Militäreschen de Budget géif feelen dofir. Mir stinn ënner engem ganz groussen internationalen Drock, fir eis Militärdepensen an d'Luucht ze setzen. An dat begräift selbstverständlech net nëmmen d'Investissementer an d'Ekipementer, mee dat begräift och d'Remuneratioun vun de Membere vun der Arméi.

Dofir, Här President, wéilte mer Iech heimat eng Motioun iwwerreechen, déi fuerdert, datt jiddereen, deen an der Arméi ass, op d'mannst de Mindestloun soll kréien. An ech mengen, dat wär en néidegt Zeeche vun Unerkennung fir déi wichteg Aarbecht, déi d'Volontairë vun der Arméi fir eist Land maachen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten:

stellt fest, datt

– d'Volontairë vun der Arméi eng extreem wichteg Aarbecht fir onst Land leeschten an datt deen Asaz muss gesellschaftlech adequat gewierdegt an unerkannt ginn,

ass sech bewosst

– datt vill Volontairë vun der Lëtzebuerger Arméi aktuell manner ewéi de Mindestloun verdéngen an datt dat zum Deel mat fräiem Kascht a Logement an der Kasär justifiéiert gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

– de Sold vun de Volontairë vun der Arméi onofhängeg vun aneren Avantagen op d'mannst op den Niveau vum Mindestloun ze hiewen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'organisation du travail

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Aarbechtsorganisatioun, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Kersch, den Här Charles Margue, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an de vergaangenen dräi Joer, déi fir d'éischt duerch Covid an duerno duerch d'Ukrain ganz ferm gezeechent waren, festgestallt, dass eng enorm Evolutioun um Aarbechtsmaart stattfonnt huet an dass och eng Ännerung vun den Aarbechtsgewunnechten hei zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn, virun allem an engem Dossier, wou mer eis jo och schonn heibannen am Plenum an awer och an der Kommissioun vum Travail respektiv an der Souskommissioun „Teletravail" dermat beschäftegen: Dat ass, dass nei Aarbechtsformen, oder Aarbechtsformen, déi et zwar scho gi sinn, mee déi hei zu Lëtzebuerg nach net den Duerchbroch fonnt haten, vill méi aktuell gi sinn a vill méi e grousse Punkt ausmaachen.

Beim Teletravail si mer amgaangen, mee mir kennen och aner Diskussiounen innerhalb der Aarbechtszäitorganisatioun. Déi eng schwätze vun Aarbechtszäitverkierzung, mir schwätze vun Aarbechtszäitorganisatioun. Ech wëll dem Här Minister soen: Ech hunn héieren, en hätt e risegen Erfolleg gehat, en hätt d'38-Stonne-Woch an der LSAP-Fraktioun agefouert. Ech hoffen, dass en dat nach kann ausbauen, dass en net nëmme bei der LSAP-Fraktioun iergendeppes erreecht huet an der Aarbechtszäitverkierzung, mee dass en dat dann och nach op anere Plaze legislativ ka fäerdegbréngen.

D'Madamm Closener huet virdrun drun erënnert, wat alles esou am Koalitiounsaccord géif stoen. Mir hunn zwar näischt dermat ze dinn, wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, mee ech hunn op der Säit 154 vum Koalitiounsaccord gesinn, dass et wichteg wier, dass mer den Droit de travail géife moderniséieren, dass mer aner Forme vun Aarbecht géifen drasetzen an dass mer eng nei Aarbechtszäitorganisatioun hei zu Lëtzebuerg bräichten.

An et ass dorop, wou ech wollt zréckkommen: Mir schwätze vun enger anerer Aarbechtszäitorganisatioun, mir schwätze vun enger Work-Life-Balance, mir schwätzen dervun, dass Famill a Beruff musse vill méi no beienee bruecht ginn, soudass et dann och wichteg ass, dass mer vun der Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen.

Wa mer vun Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen – an ech hat d'Chance, vun 1990 bis 2011 Kollektivverträg hei zu Lëtzebuerg a Betriber an a Secteuren ze verhandelen oder matzeverhandelen –, ass et och ganz wichteg, dass een do och d'Méiglechkeet huet, déi eenzel Punkte kënnen ze verhandelen, net nämmen, dass d'Volontéit vun deenen zwee Partner do ass, mee dass d'Gesetz engem och d'Méiglechkeet gëtt, dat ze maachen.

Do gi mer hei zu Lëtzebuerg éischtens iwwert d'Kollektivvertragsgesetz, mir ginn awer zweetens och nach iwwert d'Gesetz vun den Aarbechtszäiten. Ech wëll drun erënneren: Äre Virgänger huet an der Covidperiod eng Kéier mussen eppes maachen, wou ech emol dervun ausginn, datt et weeder him nach eis alleguerte gefall huet, mee et war eng Noutwendegkeet: Mir hunn den Zwielef-Stonnen-Dag agefouert fir eng Beruffsgrupp. Fir nach eng Kéier drun ze erënneren: Dat war fir d'Santéspersonal, wou mer dat gemaach hunn, net mat grousser Freed a Begeeschterung, mee well e Manktum u Personal do war. Do si mer op zwielef Stonnen an d'Luucht gaangen. Mir mussen do kucken, an deene jeeweilege Gesetzer och de Sozialpartner d'Méiglechkeeten ze ginn, kënnen ze verhandelen, an dofir misst ee verschidden Adaptatiounen am Aarbechtsrecht virhuelen.

Dat selwecht ass, wa mer driwwer diskutéieren, wat fir eng Accorden ee ka maachen. Mir kennen am Kollektivvertragsgesetz de Kollektivvertrag am Betrib, mir kennen am Kollektivvertragsgesetz och sektoriell Kollektivverträg, déi duerno d'obligation générale erkläert ginn, net alleguer, mee wou a verschiddene Prozeduren d'Méiglechkeet besteet, do eng Obligation générale ze maachen. Och alles dat ass eng Noutwendegkeet an eng Wichtegkeet, wou een och verschidden Adaptatiounen an deem Kollektivvertragsgesetz misst maachen, fir domadder erëm de Gewerkschaften, de Sozialpartner an och de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, eng Aarbechtsorganisatioun an engem anere Volet, wou der Fantasie keng Grenze gesat sinn, kënnen ze maachen.

Hei zu Lëtzebuerg, wéi op der ganzer Welt, huet d'Joer 365 Deeg. Mir hunn 52 Sonndeger, mir hunn 52 Samschdeger. Wa mer dat dann alles zesummerechnen, da komme mer op 261 Deeg, déi nach bleiwen. Dann hu mer nach 26 gesetzlech Congésdeeg, mir hunn nach eelef gesetzlech Feierdeeg, an da si mer bei 224 Aarbechtsdeeg, déi bleiwen.

Mee mir wëssen awer alleguer, an de Minister weess et besser wéi mir all heibannen, iwwert d'ITM, dass et do ganz vill Betriber gëtt, déi schonn aner Aarbechtszäiten hunn. Mir wëssen, dass et Betriber gëtt, déi e Kollektivvertrag hu mat der 38-Stonne-Woch. Mir wëssen, dass et Betriber gëtt, déi méi Congé hunn, vill méi Congé hu wéi déi 26 Deeg, déi d'Gesetz de Moment virgesäit, déi der 30, 31 hunn, well dat eeben de Choix vun de Sozialpartner war, dat ze maachen.

Mir wëssen an der Zwëschenzäit, dass d'Betriber och iwwert dat erausginn, wat an hirem sektorielle Kollektivvertrag virläit. Mir wëssen am Finanzsecteur, dass et do eng Bank gëtt, déi, wat d'Work-Life-Balance ubelaangt, gesot huet: „Mir leeën nach eng Kéier aacht Stonnen drop." Alles dat gëtt et. Mee et ass awer och wichteg, dass mer e legale Kader schafen, an dass mer do d'Méiglechkeet schafen, dass dat och alles no allen Dispositiounen ofgesechert ass.

A wa mer dat soe vun der Aarbechtszäit, da kann ee schwätze vun enger Aarbechtszäitorganisatioun am Kader, nach eng Kéier, vum Dag, vun der Woch, vum Mount a vum Joer. An et kann een och nach eng Kéier driwwer schwätzen. Ech hat do eng aner Madamm haut de Moien um Radio héieren, déi huet vun der Liewensaarbechtszäit geschwat, och do muss ee sech nämlech d'Fro stellen. Dat ass eppes, wat méi nei ass. Mir hate schonn eng Kéier d'Méiglechkeet, dass de konns deelweis an d'Pensioun goen an deelweis nach weiderschaffen. Mee mir stellen och do Problemer fest, Här Minister, dat ass net direkt un Är Adress, dat wier éischter un Äre Vis-à-vis, well do hu mer Proposition-de-loie gemaach, dass zwësche 57 a 65 Joer d'Méiglechkeet muss bestoen – ech mengen Äre Vis-à-vis an Ärem Büro, Här Minister, net elo ech –, dass een och do d'Méiglechkeet misst hunn, fir nach kënne weiderzeschaffen, déi eng, well se mussen, an déi aner, well se wëllen. An do hu mer och eng Proposition de loi gemaach als CSV, mee do hänkt et nach e bëssen drun, datt do d'Regierung nach eng Kéier misst kucken an hiren Avis dozou ofginn, fir dass een dat och kéint maachen.

Mir fannen et wichteg, Här Minister – an déi eng schwätze vu Reformstau, déi aner soen, et géif net virugoen, deemno, wiem een dann nolauschtert –, dass Der endlech och do den Ustouss gitt, fir zesumme mat de Sozialpartner déi Projeten unzegoe fir eng Moderniséierung vum Aarbechtsrecht. Awer virun allem, an dat wëll ech ënnersträichen, muss d'Kollektivvertragsgesetz a verschiddene Punkten ugepasst ginn, fir dass iwwert de Kollektivvertrag eraus – an do mengen ech virun allem déi sektoriell Kollektivverträg – och d'Méiglechkeet nach besteet, dass an deene jeeweilege Betriber déi Adaptatioune kënne gemaach ginn, déi am Interêt si vun deene Leit, déi do schaffen, an déi awer och an dem Interêt si vun de Betriber selwer. An dofir brauche mer verschidden Adaptatiounen am Kollektivvertragsgesetz.

An dofir wier eisen Appell – Dir hutt et jo geschriwwen op der Säit 154 vun Ärem Accord –, dass Der dann awer och elo misst do liwweren zum Accord op der Säit 154, wat dann d'Dispositioune wieren, déi an deem Gesetz géife geännert ginn, fir esou de Sozialpartner d'Méiglechkeet ze ginn, déi Errungenschaften am Interêt vum Personal an awer och am Interêt vun de Betriber kënnen ze maachen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop e Merci un d'Kolleege vun der CSV an den Här Spautz, déi dës Aktualitéitsstonn hei ugefrot hunn.

D'Zäit ass abstrakt, et kann ee se net upaken, an awer bestëmmt se eist ganzt Liewen. Mir maachen eis Gedanken, dass d'Zäit eis fortleeft, datt mir se verschwenden an net voll ausnotzen. Wärend der Pandemie hu vill Mënschen e ganz neien Ëmgang mat hirer Zäit kennegeléiert. Eisen Alldag gouf entschleunegt. Duerch den Teletravail war et méi einfach, Privat- a Beruffsliewe mateneen ze verbannen. Zäit, déi soss zum Beispill am Verkéier verluergaangen ass, konnt anescht genotzt ginn.

De Mënschen ass bewosst ginn, wéi wäertvoll d'Zäit ass. Si wënsche sech haut méi Zäit mat Famill a Frënn, méi Zäit fir Hobbyen oder soziaalt Engagement.

A well d'Aarbecht ee groussen Deel vun eisem Liewe bestëmmt, ass et selbstverständlech, datt doriwwer geschwat muss ginn, wéi d'Aarbecht besser un d'Liewensrealitéite vun de Leit ugepasst ka ginn.

D'Liewensqualitéit vun de Bierger ass fir d'DP eng absolutt Prioritéit. Mat der Aféierung vum neie Congé parental, deen en immense Succès bei de Mammen a virun allem och bei de Pappen huet, huet d'DP hiren Asaz fir eng besser Work-Life-Balance ënner Beweis gestallt. Niewent deem kompletten ass och de fraktionéierte Congé parental héich gefrot. Dat weist, datt d'Flexibilitéit ville Leit wichteg ass.

D'DP setzt sech dowéinst och bei der Aarbechtszäitorganisatioun scho laang fir eng Flexibiliséierung an. Dat betrëfft selbstverständlech d'Fërdere vum Teletravail, deen zanter der Pandemie aus eiser Aarbechtswelt net méi ewechzedenken ass, mee et beschränkt sech net eleng dorobber. Net jidderee kann aus dem Homeoffice schaffen, dowéinst brauche mir och Aarbechtsmodeller, déi an anere Secteuren agesat kënne ginn.

D'Leit wënsche sech virun allem eng méi flexibel Andeelung vun hirer Aarbechtszäit. A ville Secteure ginn et Phasen, wou mol méi, mol manner geschafft gëtt. Do wier et vu Virdeel, wann ee seng Aarbechtsstonne flexibel adaptéiere kéint.

Gesetzlech besteet d'Méiglechkeet, op e POT, also e Plan d'organisation du travail, zréckzegräifen oder an engem Horaire mobile ze schaffen. Dës sollen et de Betriber erlaben, d'Salariéë wärend enger bestëmmter Referenzperiod méi laang wéi déi üblech aacht Stonnen den Dag oder véierzeg Stonnen d'Woch schaffen ze loossen. Hei waarde mir aktuell nach op e Bilan intermédiaire vum Gesetz iwwert d'Organisation du temps de travail, dee fënnef Joer no der Entrée en vigueur vun dësem gesetzleche Kader soll gemaach ginn.

De Feedback, deen ech perséinlech awer elo vum Terrain krut, ass deen, dass dësen Dispositif net wierklech agesat gëtt, well en an der Ëmsetzung ze komplizéiert an och mol ze contraignant ass. D'Demande vun de Leit, fir méi flexibel ze schaffen, ass deemno bis elo net wierklech erfëllt ginn.

Als DP si mir der Meenung, dass de gesetzleche Kader dem Patron an dem Salarié hei déi gréisstméiglech Fräiheete misst ginn, fir zesummen déi beschtméiglech Aarbechtsorganisatioun festzeleeën. Well esou, wéi den Aarbechtsminister et gëschter ganz richteg gesot huet, fënnt een am beschten en Accord direkt am Betrib tëschent dem Salarié an dem Patron.

D'DP ënnerstëtzt an dësem Sënn d'Iddi vun Zäitspuerkonten, déi, wéi aktuell schonn an der Fonction publique, och generell am Privatsecteur sollte kënnen agesat ginn an net nëmmen do, wou e Kollektivvertrag besteet.

Och eng Joresaarbechtszäit mat enger Aarbechtsorganisatioun, déi eeben am Accord tëschent dem Employeur an dem Salarié ausgehandelt gëtt, wier eiser Meenung no e wäertvollen Outil. Engersäits kréichen d'Salariéen esou eng besser Méiglechkeet, selbstbestëmmt ze schaffen, anerersäits géifen d'Besoine vum Betrib an d'Realitéite vun de Secteure besser an d'Aarbechtsorganisatioun mat afléissen.

Mat dësen Outilen entsteet eiser Meenung no eng Win-win-Situatioun, déi souwuel der Work-Life-Balance vum Salarié wéi och der Kompetitivitéit an der interner Organisatioun vum Betrib entgéintkënnt.

Wa mer vun der Organisatioun vun der Aarbechtszäit schwätzen, steet fir eis als DP dofir d'Flexibilitéit am Vierdergrond. „Teletravail", „Zäitspuerkonten" a „Joresaarbechtszäit" sinn hei fir eis déi wichteg Stéchwierder.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Här Spautz fir dës Heure d'actualité. Et handelt sech effektiv ëm e ganz wichtege Sujet. D'Aarbechtszäitorganisatioun huet en direkten Impakt op d'Vereenbarkeet vum Familljen-, Aarbechts- a Privatliewen, an d'Stéchwuert „Work-Life-Balance" ass jo scho gefall.

Den Här Spautz huet virdrun eppes ganz Interessantes gesot, nämlech, dass en dem Aarbechtsminister wënscht, dass d'38-Stonne-Woch net nëmmen an der LSAP-Fraktioun Realitéit gëtt, mee um legislative Plang och fir ganz aner Beräicher kënnt méiglech sinn. Ech sinn erstaunt iwwert déi Ausso, mee ech wënschen dem Här Spautz dann emol, dass e mathëlleft, d'38-Stonne-Woch ze realiséieren an der CSV-Fraktioun, an ech wënschen him virun allem, dass en et och fäerdegbréngt, d'Aarbechtszäitverkierzung als solch an den CSV-Programm fir déi nächst Walen anzeschreiwen.

Ech fäerten awer, Här Spautz, dass dofir Ären Afloss net grouss genuch ass, wann ech verschidde personell decidéiert Saache kucken, déi Der an der Lescht decidéiert hutt.

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Déi ursprünglech Reegelung vun der Aarbechtszäitorganisatioun geet op d'Gesetz vun 1999 zréck an ass, wéi virdru scho gesot ginn ass, 17 Joer méi spéit vum deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit reforméiert ginn.

D'Referenzperiod, de POT, ass also 2016 iwwerschafft ginn. Déi maximal zousätzlech Referenzperiod ass op véier Méint erhéicht ginn. Doduerjer sinn d'Betriber an hirer Aarbechtszäitorganisatioun weesentlech méi flexibel ginn. Den Zouwuess u Flexibilitéit an domadder och u Produktivitéit vun de Betriber huet natierlech fir deen eenzelne Salarié den Nodeel vun engem Verloscht vu Planbarkeet a senger Liewensorganisatioun ausserhalb vu sengem Schaffensliewen. Ech denken zum Beispill un en Engagement an de Veräiner.

Dofir kréien d'Salariéë bis zu maximal dräi an en hallwen Dag méi Congé. Et zielt de Prinzipp: Wat d'Referenzperiod méi laang ass an domadder d'Flexibilitéit méi grouss, wat de Salarié méi Congé huet. Et ass wéi esou oft am Liewen: Et gëtt een eppes an et kritt een eppes! De Salarié gëtt en Deel vu sengem gereegelte Familljeliewen of a kritt dofir méi Congé. De Patron dogéint gëtt méi Congé a kritt dofir méi Flexibilitéit a Produktivitéit an domadder och méi Meerwäert oder eebe Gewënn.

Sou schafe mer eng Win-win-Situatioun, an dat ass en erstriewenswäerten Objektiv. Eng Situatioun, wou et just ee Gewënner an ee Verléierer géif ginn, kann net d'Zil vu Reforme sinn. Dat soll hei kloer an däitlech gesot ginn.

E weidere gudde Punkt vun där Reform vun 2016 war et iwwregens, dass de POT net méi einfach ka kuerzfristeg ofgeännert ginn, mee dass konkreet Delaie mussen agehale ginn.

An déi Reegelungen, vun deenen ech elo geschwat hunn, déi sinn an all Betrib haut scho méiglech, ouni dass grouss Verhandlunge musse gefouert ginn. Et kann ee souguer, an och dat ass virdru schonn ugeklongen, iwwer Kollektivvertrag eng Referenzperiod vu bis zu engem Joer decidéieren.

Et gesäit een also, dass zu Lëtzebuerg flexibel Aarbechtszäite méiglech sinn. Ganz bewosst huet de Legislateur awer e gesetzleche Kader gesat, fir déi Flexibilitéit ze organiséieren an domadder d'Salariéë vis-à-vis vun hirem Patron an heiansdo och vis-à-vis vu sech selwer ze schützen.

Esou wéi et Reegelungen a Gesetzer gëtt bei der Bezuelung, gëtt et och Reegelungen a Gesetzer bei der Aarbechtsorganisatioun. An dat ass och gutt esou. Ech si mir bewosst, dass et genau dee Punkt ass, wou sech d'Geeschter scheeden. Verschiddener wëlle méi flexibel Aarbechtszäiten duerchsetzen a mengen domadder ganz einfach eng méi grouss a méi laang Disponibilitéit vum Salarié zur Verfügung vum Patron. Aus der alengeger Siicht vum Patron ass dat souguer heiansdo verständlech. Mee déi Siicht ënnerschléit awer déi gesellschaftspolitesch Dimensioun vum Problem.

Et héiert een och ëmmer erëm, dass déi gesetzlech Ramebedéngungen ze strikt wären, an och haut hu mer dat hei héieren, et misst een dem Patron méi Méiglechkeete ginn, fir aleng mat sengem Salarié d'Aarbechtsorganisatioun ze klären. Och dat kléngt op den éischte Bléck ganz sympathesch, mee et ënnerschléit awer, an et ass och realitéitsfriem, dass dann an deenen allermeeschte Fäll e Staarke mat engem Schwaache verhandelt. An et brauch een net vill Fantasie fir ze wëssen, wat dann als Resultat erauskënnt!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir dat Verhältnis op eng méi gerecht Basis ze stellen, gouf e gesetzleche Kader geschafen. An et gëtt aus eiser Siicht kee Grond, un deem Prinzipp ze rüttelen. An et wär gutt, wann hei all Fraktioun zu där doter Fro kloer Stellung géif huelen, och am Hibléck op déi Walen, déi virun der Dier stinn. Dat ëmsou méi, well déi Fro vun der Neigestaltung vun der Aarbechtsorganisatioun an domadder och vun der Attraktivitéit vun den Aarbechtsbedéngungen eng wichteg Fro ass fir d'Zukunft vum Standuert Lëtzebuerg. Och dat sollte mer net vergiesse bei allen Diskussiounen.

Den Här Spautz huet zu Recht gesot, dass och den Teletravail an där ganzer Diskussioun e wichtegt Instrument ass, wat mer nach méi wäerten hei op dëser Plaz verdéiwen. Leider hunn ech net méi Zäit, soss wär ech nach op déi eng oder aner Fro agaangen.

Ech soen Iech awer Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'35-Stonne-Woch – mir Gréng wëssen, wat dat heescht, mir hu se ageféiert.

(Interruption et hilarité)

Merci dem Marc Spautz fir seng Aktualitéitsstonn iwwert d'Organisatioun op der Aarbecht, vun der Aarbecht, der Aarbechtszäitorganisatioun am Allgemengen. Dat Format hei, mir wëssen et, vun deene fënnef Minutten, ass e wéineg kuerz. Mee vu d'Aktualitéit mécht et Sënn, awer e puer allgemeng Iwwerleeunge kënnen auszetauschen.

Wie vun Aarbechtszäitorganisatioun schwätzt, dee schwätzt ipso facto vu Wuelbefannen op der Aarbecht. E schwätzt kloer d'Work-Life-Balance un. A loosse mer et och kloer soen: Deen denkt dee Moment ganz vill iwwert den Teletravail no.

Beruffiech war ech laang an dëser Problematik ënnerwee. Ech hu vill Betriber ënnersicht, wat d'Mataarbechterzefriddenheet ugeet. Zefriddenheet op a mat der Aarbecht ass e weesentlecht Element vun der Produktivitéit. Dat ass och eng Erkenntnis gewiescht, déi ëmmer erëm bestätegt gouf, jiddefalls mëttel- a laangfristeg. Bon, et gëtt och, wat een nennt „quick wins". Kuerzfristeg kënnt Dir vläicht d'Mataarbechter quëtschen an aussuckelen, mee dat geet net laang gutt an dann ass de Betribsklima futti.

Ech ka vun dohier och just bestätegten, wéi wichteg et ass, dass d'Mataarbechter autonom an am Vertrauen a Respekt vun hirem Chef hir Aarbecht erfëllen, a wéi wichteg et ass, dass se och genuch Aarbecht hunn a virun allem eng Aarbecht maachen, déi Sënn ergëtt an net just eng Beschäftegungstherapie ass.

D'Covidkris huet eis gewisen, datt d'Mataarbechter sech present mellen, wann et drop ukënnt, och ënner schwieregen a komplizéierten Ëmstänn. Elo sinn déi awer zum groussen Deel eriwwer an d'Geleeënheet ass, wéi gesot, do, d'Aarbecht nei ze denken.

Jo, iwwerall iwwer eng generell Verkierzung vun der Aarbechtszäit ze schwätzen, muss erlaabt sinn. Kloer! Ma dat wirtschaftlecht Ëmfeld ass komplex an onsécher an d'Secteuren an d'Betriber si mat ville verschiddenen Erausfuerderunge konfrontéiert. Also ass eng einfach a schnell Léisung net esou evident.

Fir differenzéiert virzegoen, sollte mer vläicht den Dossier vun der Reform vum Kollektivvertragswiese weiderdreiwen, Här Minister. Haut si mer nach ëmmer bei 50 % schaffende Leit, déi een hunn. D'EU-Recommandatioun läit bei 80 %. Ech huelen un, dat ass och eist Zil. Wéi a wéini erreeche mer dat? Wat hu mer do wëlles?

An deem Kader kann een och iwwert d'Aarbechtszäitgestaltung verhandelen, differenzéiert, kloer, jee no Secteur, jee no Betrib, am Dialog, iwwer Wochen-, Saison- a Joresaarbechtszäiten.

Aleng iwwer eng generell Verkierzung vun der Aarbechtszäit elo ze schwätzen, gräift awer definitiv ze kuerz an et wier eng verpasste Chance, fir méi wäit ze denken.

Mir gi schaffe fir ze liewen, an net ëmgekéiert. Mir liewen net, fir just schaffen ze goen. Eng Premiss net nëmme vun eis, mee och vun deene Gréngen, déi eis ëmmer erëm leet, wa mer iwwert d'Aarbechtswelt an d'Aarbechtsorganisatioun nodenken.

D'Aarbecht füügt sech eisen Aen no an e véierfachen Equiliber an: dee perséinlechen, dee vum Familljeliewen, dee vun der Gesellschaft an dem sozialen Zesummenhalt a virun allem dee vun eiser Wirtschaft an de Betriber natierlech.

Perséinlech: Eng Aarbecht, déi sënnvoll ass, déi néideg ass, déi fir dee schaffende Mënsch och Sënn mécht, an och eng Aarbecht, déi hien net krank mécht, net physesch, awer och net mental, wéi mer

et an de leschte Jore gesinn hunn. Eng Aarbecht, déi perséinlech esou ass, dass Zäit fir Fräizäit bleift. A virun allem eng Aarbecht, vun där hien uerdentlech liewe kann. De Problem vun de Working Poor – also, dass Der schaffe gitt an net dovu kënnt liewen –, dat däerf definitiv net de Fall sinn an enger solidarescher Gesellschaft, wéi mir et wëlle sinn!

Op familiärem Plang: Eng Aarbecht, déi sech am Aklang mécht mat menger Familljesituatioun, an déi ass wiesselnd: keng Kanner, kleng Kanner, méi grouss Kanner an erëm keng Kanner; e Partner, deen net oder och beruffstäteg ass, Familljememberen, déi gesond oder leider och munchmol krank sinn.

Gesellschaftlech – den Dan Kersch huet et gesot –: Dass Zäit bleift fir Benevolat, fir Engagement, fir eis Veräiner.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Dass eis Kanner net vu siwen Auer moies bis siwen Auer owes auswäerts betreit musse ginn.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mer mussen aus där Spiral erauskommen!

An dass béid Partner eng Beruffskarriär kréien, déi zu enger anstänneger Pensioun féiert.

Wirtschaftlech: Dass d'Betriber genuch gutt forméiert, gesond an zefridde Mataarbechter hunn. Et feelt u qualifizéierte Mataarbechter zu Lëtzebuerg an an der EU, gutt ausgebilte Leit – de sougenannte „Fachkräftemangel". Déi demografesch Entwécklung léisst an där Hisiicht näischt Guddes virausgesinn, an Europa an och zu Lëtzebuerg. Duerfir sollte mer nodenken, couragéiert nodenken iwwer eng Immigratiounspolitick. Wéi eng wëlle mer?

Kommt, mir kucken emol an Däitschland eriwwer. Déi si mat interessante Pisten ënnerwee. Ech denken do beispillsweis u Secteure wéi d'Handwierk an de Bau, un d'Finanzplaz, déi onbedéngt gréngen Knowhow brauch a sicht, un de Gesondheets- a Fleegesecteur, dee sech ëm eis Léifst an och ëm eis selwer këmmert.

Ech denken un déi Mënschen, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, déi ënnert dem Radar sinn, déi schwaarzschaffen, well se keng Pabeieren hunn an trotzdeem munch Kompetenz a Qualifikatioun hunn.

Ech soen et och elo bewosst hei an dësem Kontext:

(Interruption par la présidence)

Mir sollen eis elo scho seriö Gedanken maachen, wéini mer eng Regulariséierung vun de Leit ouni Pabeieren, de Sans-papiers, maachen. Mir Gréng si prett fir dës Demarche, an ech war a villen Entrevuen déi lescht Wochen derbäi, wou ech gespuert hunn, dass munnech Patronen esou eng Demarche och ganz positiv gesinn.

Här Minister, kënnt Dir eis soen, net nëmmen, wéini déi Etüd, déi Dir an Optrag ginn hutt, erauskënnt, mee och vläicht méi am Detail, wie se ausféiert? En nationalen Usaz? Gëtt e Verglach mam Ausland gemaach? Sinn international Gremien oder Institutiounen am Spill?

(Interruption par la présidence)

Oder sinn et Consultingentreprisen?

M. Fernand Etgen, Président | Här Margue, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

M. Charles Margue (déi gréng) | Ech kommen zum Schluss. Just eng Thees, déi och ëmmer ervirgehuewe gëtt: Dass, wann ee géif manner schaffen, dann och méi effektiv Presenz wär. Ech froen de Minister, ob en drun interesséiert ass oder ugeduecht huet, vläicht e Pilotprojet ze maache fir ze kucken, ob, wa manner geschafft gëtt, dann och manner Absenteismus wär.

(Interruption par la présidence)

Et wär vläicht gutt, e Pilotprojet an deem Sënn anzeriichte fir ze gesinn, ob déi Thees just e fromme Wonsch ass oder ob et op enger reeller Basis ass.

(Interruption par la présidence)

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech dem Här Marc Spautz e Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn.

De Corona huet ons déi lescht dräi Joer vill beschäftegt an et ass och e ganz grousst Ëmdenke komm, wat de Beruff ubelaangt an och d'Familljeliewen. An do komme vill Wënsch op an aner Besoine ginn anescht definéiert zanter däser Pandemie.

Iwwer nei Aarbechtsformen, egal a wat fir enger Form, gëtt nogeduecht. Ech wëll hei op zwou agoen: den Teletravail an d'Aarbechtszäitorganisatioun.

Mir si grondsätzlech fir d'Flexibilitéit am Teletravail. Homeoffice muss awer ëmmer op fräiwëlleger Basis stattfannen, ausser, et ass am Aarbechtsvertrag kloer gereegelt, datt de Salarié e gewëssenen Deel vu senger Aarbechtszäit vun doheem aus schaffe kann. Op alle Fall däerf onser Meenung no kee Salarié gezwonge ginn, vun doheem aus ze schaffen.

Wat den Teletravail fir Frontalieren ugeet, gëtt et um Niveau vun der EU eng Sozialversécherung, déi allerdéngs verschidden Ausnamen zouléisst. Mir sinn amgaang, dodrun ze schaffen an enger Spezialkommissioun, dofir wëll ech elo net weider op dës Situatioun agoen.

Aarbechtszäitverkierzung ass eng komplex Matière, an déi ass net liicht mat Jo a mat Nee ze beäntwerten. Mee mir sinn awer generell géint eng Verkierzung vun der Aarbechtszäit. Allerdéngs ënnerstëtze mer all Mesüren am Hibléck op eng Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit. Esou eng Flexibiliséierung muss am géigesäitegen Accord tëschent dem Patron an dem Salarié festgeluecht ginn. Do muss een emol kucken, wat ee kann a wéi een et kann ëmsetzen.

Ech ka mech erënneren, vill Gesetzestexter sinn entstanen opgrond dovun, datt a Kollektivverträg vu verschiddene Firmaen eenzel Saache gereegelt goufen, an dann hu spéiderhin déi Erfarungswäerter, déi do gesammelt goufen, Afloss geholl, oder dat ass iwwerdroe ginn an e Gesetz. An ech mengen, et sollt ee vläicht op dee Wee goen, eng virsiichteg Moossnam ze huelen. Mir hunn nämlech no der Coronazäit eng fragill Aarbechtswelt an och flexibel Betriber. An do muss een elo kucken, datt een do net ze vill „Onsaachen" dra mécht, déi een net muss hunn.

Ech wëll awer nach bei der Aarbechtszäitverkierzung op e puer Saachen hiweisen. Manner Aarbechtszäit, do muss ee jo wëssen, da gi méi Aarbechtskräfte gebraucht, an déi hu mer net. Ech erënneren drun, e ganz banaalt Beispill: E Restaurant huet e Kach gesicht fir seng Spezialisatioun. En huet och ee fonnt, allerdéngs net aus engem EU-Land, mee doriwwer eraus. En huet zwee Joer gebraucht, fir dat gesetzlech ze reegelen, datt dee Jong konnt bei him schaffen, an et huet nach mussen en Affekot ugestallt ginn. Ech mengen, mir mussen och an deem Beräich schaffe vun der Gesetzgeebung, fir datt et do mol méi séier géif goen. Ech mengen, dat wier och wichteg.

An dann, wa mer nach méi Leit géifen an d'Land huelen, da muss ee och wëssen, datt méi Stau op eise Stroossen opkënnt. Ech mengen, mir wësse jo alleguerten, e Lidd dervun ze sangen. De Logement krute mer bis elo net an de Gréff, an dat verschäerft sech dann och nach duerch déi do Mesüren. An d'Kompetitivitéit vum Land gëtt och a Fro gestallt, wat jo e wichtege Facteur ass fir eis Industrie an och fir eis Betriber no baussen.

Ech mengen, domadder hätt ech déi puer Punkten hei gesot, an ech wollt dat als Iwwerleeung mat erabréngen an d'Diskussioun. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Viraus emol gesot: Mir applizéieren och scho ganz laang an eiser Fraktioun d'35-Stonne-Woch, an et geet awer!

Mee hei stellt sech jo wierklech d'Fro: Wéi eng Welt hätte mir gären? Also, wat fir eng Gesellschaft hätte mir gären? An eiser kapitalistescher Gesellschaft ginn d'Zäit an de Raum stänneg an ëmmer méi staark kapitaliséiert an der profittorientéierter Wäertschëpfung ënnerworf.

D'Aarbecht vun de Mënschen ass natierlech am stäerksten hei betraff an et si genau déi schaffend Leit, déi se dann och am stäerkste verspieren, och wa se dat oft guer net kënne gräifen an a Wierder kënne faassen, mee et éischter als entfriemend verspieren.

D'Organisatioun vun der Aarbecht ass däser Logik ënnerworf. Si muss optimiséiert ginn, fir déi Profittwirtschaft um Liewen an am beschten um Wuessen ze halen an de Rendement vum Kapital weider klammen ze loossen.

Dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz merci fir dës Aktualitéitsstonn. Hien thematiséiert hei an éischter Linn och d'Fro ronderëm den Impakt vun der Pandemie op d'Aarbechtsorganisatioun, notamment och am Gesondheetssecteur.

D'Pandemie huet aus der Nout eraus awer och eng Entwécklung beschleunegt, déi scho säit längerer Zäit amgaange war, déi sougenannten „Digitaliséierung" vun der Aarbechtswelt. Zu Recht gouf ëmmer vun Aarbechtersäit virun enger Digitaliséierung gewarnt, déi an éischter Linn den Interesse vun de Betriber an/oder dem Finanzkapital déngt.

D'Flexibiliséierung vun der Aarbecht an d'Duerchlächerung vun der Trennung tëschent der Aarbecht an der Fräizäit, tëscht dem Travail an dem Hors-travail sinn dobäi als geféierlech Entwécklung genannt ginn. An d'Pandemie huet genee an déi Richtung gewierkt.

Déi permanent Kommunikatioun iwwert digital Outilen, Messengerdéngschter, d'Aarbechtsmailen um private Smartphone an esou weider, déi wärend der Pandemie selwer, besonnesch am Lockdown, e Fortféiere vun der wirtschaftlecher Aarbecht iwwerhaapt emol erméiglecht huet – well soss hätt wierklech dee ganze Buttek gestanen –, huet sech deelweis awer och bestätegt an ass haut déi nei Normalitéit a ville Betriber ginn.

D'Trennwand zwëschent Aarbechtszäit a fräier Zäit gëtt domadder ëmmer méi porös. Den Teletravail gëtt vu ville Salariéen als en Avantage ugesinn, an déi Meenung schwätze mir och kengem of, well hei gëtt et positiv an awer och negativ Aspekter, déi ze beuechte sinn. An ech mengen, mir schaffen an enger

Kommissioun ganz intensiv dorunner, an dat ass och ganz gutt esou.

Dëst gehéiert dann och elo zu eiser neier Normalitéit, bréngt awer eng zousätzlech raimlech Komponent mat eran, wou den Doheem mat der Aarbechtsplaz verschmëlzt. Schaffen a Fräizäit rëtschen hei nach méi no beieneen, wouduerch vill Salariéen den Androck kréien, dauernd fir de Patron ze schaffen. D'Aarbecht steet oder läit physesch doheem an der Wunneng, blockéiert e Raum, en Dësch. Heiansdo nervt dat einfach.

De „Quality of Work Index" vun der CSL, deen d'CSL alljoers erausbréngt, weist och ganz kloer dësen Trend: Drock, Nervositéit, Onwuelbefanne bis hin zur Erschëpfung a Burnout huelen zou.

D'Aarbechtsbedingunge ginn also als ëmmer méi schlecht wouergeholl. Déi fräi Zäit gëtt ëmmer méi e raren Artikel. Se gëtt verkierzt duerch déi laang Weeër op a vun der Aarbecht a se gëtt qualitativ ofgewäert, well d'Leit se ëmmer méi just nach brauchen, fir erofzekomme vum Stress, ouni se nach kënne produktiv fir hir eege fräi Entfalung, fir Famill a Frënn, fir Passiounen an Engagementer an engem Veräin, fir eng Cause oder awer och d'Politick ze notzen.

Natierlech ass dës Entwécklung net reng op d'Digitaliséierung an d'Pandemie zréckzeféieren. D'Flexibiliséierung vun der Aarbecht gëtt och politesch virugedriwwen, sief et strukturell mat der Legislatioun iwwert d'Aarbechtsorganisatioun – dat sougenannt PAN-Gesetz, dat d'Referenzperiode verlängert huet – oder punktuell am Commerce, mat neien Ëffnungszäiten owes, sonndes, op Feierdeeg. All Moment a Liewenslag muss genotzt gi fir ze schaffen, ze konsuméieren an d'Karussell um Dréien ze halen.

Här President, géint dës Entwécklung virzegoen ass sécherlech net einfach, an een einfacht Wonnermëttel gëtt et och net. Déi logeschst sënnvoll a längst iwwerfälleg Moossnam ass sécher eng substanziell Verkierzung vun der Aarbechtszäit, wéi déi Lénk se scho ganz laang fuerderen an net just all fënnef Joer e puer Méint virun de Walen erëmentdecken. Mat substanziell menge mir zousätzlech ee fräien Dag, also d'32-Stonne-Woch, well mir der Meenung sinn, datt méi kleng Verkierzungen an der Realitéit fir déi allermeeschte Leit net vill änneren.

Dat soll awer net heeschen, datt esou eng Verkierzung net ka schrëttweis ëmgesat ginn. Mir mengen donieft, datt d'Zäitspuerkonten och an der Privatwirtschaft eng wichteg an interessant Begleetmesür duerstellen, déi engersäits de spezifesche Besoine vum Secteur an de Betriber Rechnung droen an awer och fir de Salarié duerchaus eng sënnvoll Flexibilitéit a senger Liewensplanung bidde kënnen.

Des Weideren ass eng Méiglechkeet op eng indemniséiert Auszäit a sou engem Modell fir e Salarié och gutt maachbar, sief et fir e sozialen Engagement, perséinleche Ressourcement, e wirtschaftleche Projet, egal. D'Belsch huet esou eng Form vu Congé schonn agefouert.

D'Kollektivvertragswiesen ass eng weider Schinn, iwwert déi Verbesserunge fir d'Salariéë kënnen erreecht ginn. Mat ronn 50 % Salariéen am Kollektivvertrag ass hei nach immens vill Loft no uewen, an d'Regierung muss hei och liwweren, well déi EU-Direktiv, déi beseet jo, datt mer mussen op 80 % kommen, an dat wäert och net esou einfach sinn. Reegelen iwwert d'Dekonnexioun zum Beispill sinn am Gesetzesprojet Géigestand vu Kollektivvertragsverhandlungen, wat awer bedeit, dass Deeler vum Salariat net betraff sinn, eppes, wat mir och kritesch gesinn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi stelle mir Piraten eis d'Aarbecht vu muer vir? Wéi solle mer haut scho schaffen? Kloer fir eis ass, datt et eng modern Aarbechtswelt muss sinn, wou jidderee sech erëmfënnt, wou et eng Work-Life-Balance gëtt, wou ee fir seng Aarbecht gerecht bezuelt gëtt. Et ass eng Aarbechtswelt vun haut a vu muer, wou de Mindestloun net dierf belaascht ginn. Wann et drëms geet, sozial Ongerechtegkeeten ze bekämpfen, wann et drëms geet, net nach weider Leit an an ënnert d'Aarmutsgrenz ze drécken, da mussen d'Leit um Mindestloun steierlech erliichtert ginn, virun allem déi Alengerzéiend.

E weidere wichtege Punkt fir eis Piraten ass, datt déi Leit, déi elo an enger Mesure d'emploi sinn, déi selwecht Rechter kréien ...

(Interruption)

Här Baum?

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt ... Ech wollt awer e Wuert dozou soen och.

M. Sven Clement (Piraten) | Dir kënnt mer gären herno eng Fro stellen.

M. Gilles Baum (DP) | Nee, ech wollt Iech eppes soen, ech wollt Iech keng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Clement, Dir hutt nach ëmmer d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Ech entschëllege mech, Här Clement, fir d'Ënnerbriechung.

M. Sven Clement (Piraten) | E weidere wichtege Punkt fir eis Piraten ass, datt déi Leit, déi elo an enger Mesure d'emploi sinn, déi selwecht Rechter sollen hu wéi déi Leit, déi e CDD oder e CDI hunn. Wann et zum Beispill ëm de Congé exceptionnel geet, wann een enke Familljemember stierft, wann d'Mamm stierft, wann de Jong stierft, hunn déi Leit dee Congé net zegutt am Moment. Dat fanne mir Piraten inacceptabel. Mir sinn der Meenung, datt déi selwecht Aarbecht och soll d'selwecht unerkannt ginn.

Fir eis Piraten misst haut och schonn den Ausbau vu Coworkingspaces weidergoen, déi Büroen, déi mer virun allem an der Grenzregioun fannen, sinn an eisen Aen e Puzzlestéck am Kampf géint d'Mobilitéitsproblemer. Ech mengen nämlech, et ass evident, datt mer ëmmer méi e Problem mam Verkéier hei zu Lëtzebuerg kréien. Et muss een de Leit, déi aus der Grossregioun kommen, erméiglechen, méi kuerz Weeër fir op d'Schaff ze maachen an doduerch manner Zäit ze verléieren, well nëmmen esou kënne mer hire Beruff erëm attraktiv maachen. Well mir mussen eis jo awer bewosst sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Aarbecht hei am Land ëmmer manner attraktiv gëtt, wat d'Stauen op der Strooss méi schlëmm sinn.

Da geet et natierlech och iwwert den Teletravail, wou mir Piraten ganz d'accord sinn, datt do, wou den Teletravail méiglech ass, de Patron deen och erméigleche soll. Den Teletravail ass mëttlerweil eppes, wou d'Aarbechter immens vill Wäert drop leeën a wou se och an Zukunft wäerte Gewiicht drop leeën. A mir gesinn dat, jiddwereen, deen an der Lescht Entretiene gefouert huet, mierkt dat, datt eng vun den éischte Froen ass: Wéi vill Deeg Teletravail gëtt et?

Dat ass also elo einfach en Deel vun deem, wat d'Leit sech erwaarden, wa se eng nei Aarbecht sichen. Dofir ass et och am Interêt vum Patron, senge Leit do, wou et méiglech ass, den Teletravail ze erméiglechen. Natierlech muss een awer och un déi Leit denken, déi keen Teletravail maache kënnen an déi ni an hirem Liewe wäerten Teletravail maache kënnen.

Lëtzebuerg muss nach attraktiv fir Handwierker, jo fir Leit am Service bleiwen. Dat ass kolossal wichteg, well mat nëmme Leit am Teletravail geet eis Ekonomie awer zu Gronn.

Also, wéi bleiwe mer als Land nach attraktiv fir déi, deene mer keen Teletravail kënnen erméiglechen? Flexibel Aarbechtszäite mussen do dra spillen, datt ee méi fréi oder méi spéit kann ufänke mat schaffen an datt een dee Moment eeben net an d'Rushhours fält. Den Haaptpunkt fir eis ass et awer kloer, steierlech Incentiven ze schafe fir déi Leit, déi haut nach mussen all Dag op hir Aarbecht fueren, sief dat an d'Stad, sief dat enzwousch anescht. Dat geet zum Beispill iwwert d'Kilometerpauschal, wou mir Piraten schonn d'lescht Joer hei an der Chamber gefuerdert hunn, datt se soll vun 99 Euro op 115 Euro pro Unitéit klammen. Dës Fuerderung bleift bestoen en vue vun den héijen Energiepräisser an der Kompetitivitéit, déi mer hei ëmmer méi verléiere fir Leit, déi vu méi wäit kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss soen ech Iech, soen ech natierlech och dem Marc Spautz Merci fir d'Ufro vun der Aktualitéitsstonn, aleng scho well et en Theema ass, wat, mengen ech, alleguerten am Moment beschäftegt a wat op der politescher Agenda ganz uewe steet. Ech mengen, wa mer all déi Punkten, déi ech opgezielt hunn, géifen zäitno ëmsetzen, kéinte mer en Deel vun der Work-Life-Balance, vun där mer alleguerten heibanne schwätzen, ëmsetzen. Mir kéinten dofir suergen, datt Lëtzebuerg attraktiv bleift par rapport zum Ausland. Mir géifen dofir suergen, datt déi selwecht Aarbecht d'selwecht vill wäert ass. Dat sinn also déi Stellschrauwen, un deene mir als Piraten géifen dréinen, fir datt d'Aarbechtswelt vu muer weiderhin attraktiv ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister ...

Une voix | Den Här Baum hat nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Baum freet nach d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Entschëllegt! Ech wollt mech eng Kéier offiziell beim Här Clement entschëllegen, dass ech en ënnerbrach hunn. Et ass mir awer wichteg, eppes ze soen, wat mer och schonn hei am Kader vum Steierdebat gesot hunn. An der Steierklass 2 an an der Steierklass 1a, well Der grad vun de Monoparentalle geschwat hutt, Här Clement, ginn um qualifizéierten esouwéi um onqualifizéierte Mindestloun keng Steiere bezuelt. An et ass just an der Steierklass 1 um qualifizéierten an onqualifizéierte Mindestloun, wou Steiere bezuelt ginn, an zwar an Héicht vu 4 %. Dat kënnt Der noliesen an deem Rapport, deen opgestallt gi war am Kader vum Steierdebat. A vläicht erënnert Der Iech, dass mer genau an deem dote Punkt eng Motioun hate vun der ADR, an do hu mer dat doten och nach eng Kéier thematiséiert. An et ass aus deem Grond, well Der d'Monoparentallen ernimmt hutt, dass ech mer d'Wuert gefrot hunn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wëll just ganz kuerz dorobber reagéieren, Här President. Ech hu gesot: Mir musse se steierlech entlaaschten. An dat heescht nämlech, datt mer se musse gläichstelle mat anere Leit, déi monoparental sinn. A wann ech am leschte Rapport „Travail et cohésion sociale" vum Statec liesen, datt e Monoparental, deen de REVIS kritt, tout

juste de Budget de référence erreecht an datt eng Persoun, déi monoparental ass a Vollzäit fir de Mindestloun schaffe geet, de Budget de référence net erreecht, dann hu mer e Problem an da musse mer Leit, déi de Mindestloun kréien an Elengerzéier sinn, dréngend entlaaschten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

M. Gilles Baum (DP) | Dir hutt awer – entschëllegt just, an dann halen ech op –, Dir hutt awer am Kader vun Ärer Ried hei vum Mindestloun geschwat an net vum REVIS.

M. Sven Clement (Piraten) | Maja! De Mindestloun ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech hoffen, datt dat elo gekläert ass a ginn d'Wuert un den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Här President, léif Deputéiert, villmools merci dem Marc Spautz fir dës Aktualitéitsstonn, a virun allem och e ganz grousse Merci un de Marc Spautz fir seng Aussoen, déi en haut hei op dëser Tribün gemaach huet. Als CSV-Spriecher vun dëser Debatt huet hie sech hei ganz kloer fir eppes ausgedréckt: fir d'38-Stonne-Woch. Dat fannen ech ganz couragéiert. An ech sinn och frou, dass en dat hei gemaach huet, an dat léisst fir weider Diskussioune jo sécherlech dann och nach e bësse Sputt.

All deenen aneren Deputéierten och e ganz grousse Merci fir hir Aussoen. Et war eng ganz flott Debatt.

An et ass ganz oft scho gesot ginn: D'Covidpandemie huet eis alleguerten dozou bruecht, eis vläicht méi fundamental Gedanken ze maachen iwwer vill Saachen an awer och doriwwer, wéi vill a wéi mer solle schaffen, iwwert déi kontraktuell Relatioun, déi een huet, wann ee schaffe geet, dass dat net nëmmen ass, fir Suen ze kréien, mee dass et awer och drëms geet, eppes ze ginn, dass Aarbecht muss e Sënn maachen, dass Aarbecht och eng sozial Komponent huet, déi ganz wichteg ass, dass een op der Aarbecht soll zefridde sinn, datt een awer och soll doheem zefridde sinn, privat zefridde sinn. D'Zefriddenheet op der Aarbecht, déi ass direkt mat der privater Zefriddenheet verbonnen an och ëmgedréit. Méi Zäit fir d'Famill ze hunn a méi Zäit fir sech selwer, dat sinn Iwwerleeungen, déi an deene leschte Wochen a Méint oder Joren ëmmer méi an de Vierdergrond geréckelt sinn. An et ass och net schlecht, dass dat geschitt ass.

Et gëtt och ëmmer méi Leit, déi net nëmme schaffen, fir Geld ze verdéngen, mee déi och eppes duerch hir Aarbecht wëlle beweegen. Et ass deenen net méi egal, wou se schaffe ginn. Déi wëlle sech mat hirer Aarbechtsplaz identifizéieren a si wëllen och do eppes fir d'Gesellschaft maachen. An dat Denken do ass sécherlech duerch d'Covidkris och nach méi verstäerkt ginn.

Den Teletravail – bei deem een a mengen Aen awer muss vun enger neier Organisatioun vum Lieu de travail schwätzen a sécherlech net vun enger neier Organisatioun vum Temps de travail –, deen huet sech etabléiert an deen ass och net méi ewechzedenken. Et ass richteg, wéi et virdru gesot ginn ass, den Teletravail ass net machbar fir jiddwereen. Duerfir ass et och schwéier, en Droit anzeféieren, dee fir jiddweree gülteg wär. A mir brauchen awer och déi Leit, déi keen Teletravail kënne maachen. Mir brauchen déi och ganz vill an eiser Gesellschaft.

Am leschten Debat ass gesot ginn: Majo da kënnen déi jo einfach hir Aarbechtsplaz wiesselen an dann hu se Teletravail. Nee, esou einfach ass et net. Éischtens ass dat net einfach an zweetens ass et och net gutt, well mir brauche Leit, déi um Bau schaffen, mir brauche Leit, déi mat Leit schaffen, mir brauche Leit an eisem soziale Secteur an am Fleegesecteur an op villen anere Plazen nach. Mee och deene musse mer eppes ubidden, fir datt se nach weider op Lëtzebuerg schaffe kommen.

D'Chamber huet sech jo am Kontext vum Teletravail ëfters domadder auserneegesat, an e Gesetz iwwert d'Recht op d'Ofschalten, dat dat soll garantéieren, dat ass jo och an der Prozedur.

Jo, an och wann d'Aarbechtszäit elo schonn am Code de travail gereegelt ass, sou maachen déi modern Kommunikatiounsmëttel et méiglech, iwwerall op der Welt 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365 erreechbar ze sinn. An och vill motivéiert Salariéen, déi hänken nach owes um Handy oder um PC, fir awer nach Mailen ze beäntweren. Dat ass sécherlech net gutt fir d'Gesondheet. Dat ass och sécherlech net gutt fir d'Familljeliewen. Mir brauchen alleguerten Zäit fir ofzeschalten. Och mir heibanne missten eis déi Zäit vläicht deen een oder anere Moment huelen, fir dann och kënne besser Aarbecht ze leeschten.

(Interruption)

Ech wëll Iech do e Beispill ginn, well d'Leit alleguerten hei sinn net alleguer d'selwecht: Meeschtens ass eng Persoun, déi zweemol zéng Kilometer leeft, méi séier wéi eng Persoun, déi 20 Kilometer en continu leeft. Anerer, déi kënnen ... Meeschtens! Anerer, déi kënnen zweemol zéng Kilometer lafen, a bei 20 Kilometer, wa se déi mussen zesumme lafen, brieche se zesummen. An d'Recuperatioun ass och eng aner. Duerfir ass dat Beispill hei aus dem Sport eng gutt Metapher, fir se och an der Aarbechtswelt kënnen ze gebrauchen.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Stëmmen, déi schwätze mëttlerweil dovun – an ech hu se selwer héieren –, datt Salariéë solle 54, 55, 56, voire 60 Stonnen an der Woch schaffen. Ech fannen, esou Fuerderungen, déi sinn inakzeptabel. Se sinn inakzeptabel an enger Zäit vun engem groussen technologesche Fortschrëtt, vu Selbstscan, vu Computerprogrammen, déi dat alles machbar maachen, datt mer u sech manner misste schaffen. Et ass inakzeptabel, datt den digitale Fortschrëtt zu enger Verschlechterung vun eisen Aarbechtskonditioune féiert oder zu méi prekären Aarbechtsmodeller soll féieren. Ganz am Géigendeel, den technologesche Fortschrëtt, dee muss de Garant vum soziale Fortschrëtt sinn.

Ech wëll net soen, dass een net eng Kéier ka wärend enger Zäitchen e bësse méi schaffen. Dat maache mer alleguerten emol. Da muss dat kloer limitéiert sinn, da muss dat kloer begrenzt sinn. Wann et fir Patron a Salarié ok ass, dat ze maachen, dann ass et fir mech och eng Méiglechkeet, dat ze maachen. Mee da muss et negociéiert sinn, da muss et a Kollektivverträg festgehale sinn oder mat Delegatiounen ofgeschwat sinn.

An duerfir wäert ech och, fir och deene prekären Aarbechtsmodeller do aus dem Wee kënnen ze goen, gläich e Gesetz iwwert d'Plattformaarbecht deposéieren, wat ech dann och am CPTE (ndlr: Comité permanent du travail et de l'emploi) nach wäert mat de Sozialpartner diskutéieren, ier ech et deposéieren, wëll ech just soen.

An ouni elo an den Detail ze goen, et ass hei scho ganz oft geschwat ginn iwwert d'POT-Gesetz, Plan d'organisation du travail. Esou e Gesetz, dat hu mer. Mir hunn och do ganz vill Flexibiliséierung, déi Méiglechkeet ass ginn. An der Flexibiliséierung vun der Aarbecht hu mer grouss Méiglechkeeten an ech verstinn net esou richteg, wa Leit soen: „Mir hätte gär méi Flexibiliséierung. Duerfir musse mer do eppes um Aarbechtsgesetz maachen. "

Ma mir hunn d'Méiglechkeet. Mee fir elo genau ze wëssen... Well dat héieren ech och ëmmer, d'POT-Gesetz, dat wär komplizéiert. A fir där Kritick do e bëssen..., fir déi besser ze verstoen, hunn ech elo och eng..., wäerte mer och an der nächster Zäit eng Evaluatioun hei kënne presentéieren. Mir hunn eng Ëmfro maache gelooss. Am Joer 2020 ass déi ugefaange ginn an déi ass duerch Covid e bëssen an d'Stocke komm, well een natierlech wärend der Covidpandemie huet missen oppassen, wéi déi Ëmfro sech do vläicht op déi Aussoen do ausgewierkt hätt. An dofir kënnt déi elo e bësse méi spéit, wéi mer dat am Ufank gerechent haten. Mee d'Resultater vun deem Sondage, déi ginn dann och am Detail vum LISER analyséiert.

Zum Theema Liewensaarbechtszäit, jo, do gëtt dacks driwwer geschwat. Ech muss am Moment awer soen, datt ech – ech perséinlech – do relativ skeptesch sinn, wat d'Liewensaarbechtszäit ugeet. Mir schaffe 40 Joer an eisem Liewen. Mir wëssen awer alleguerten, dass an deene 40 Joer ganz vill ka geschéien. Eis Situatioun selwer ka sech änneren. D'Leit bleiwen och net méi, wéi dat vläicht nach fréier de Fall war, 40 Joer bei deem selwechte Patron. D'Karriäre wiesselen, d'Salairë wiessele vu Secteur zu Secteur, vu Patron zu Patron. D'Familljesituatiounen änneren an dat heiansdo op ganz onerwaarte Manéier. An duerfir fannen ech, datt dee Modell vun der Liewensaarbechtszäit e schwierege Modell ass.

Här President, léif Deputéiert, wa mer iwwer nei Aarbechtsmodeller nodenken, dann duerf de Salarié sécherlech net de Leittragende sinn. Nei Aarbechtsmodeller, déi sollen e puer Krittären erfëllen: D'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht solle gutt geschützt sinn. De Fonctionnement vum Betrib soll natierlech garantéiert sinn. Et muss och erlaabt sinn, sech perséinlech ze entwéckelen, a wa méiglech soll dat och eng gesellschaftlech Plus-value mat sech bréngen, déi et de Leit dann och erlaabt – et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn –, sech benevoll ze engagéieren, well och de Benevolat ass e Garant vun eisem gesellschaftlechen a sozialen Zesummenhalt.

Beim Aféiere vum neien Aarbechtsmodeller, do muss een duerfir ganz genee iwwerleeën, wat fir en Impakt déi Modeller do op eis Gesellschaft hunn. Wa mer nämlech vun der Sonndesaarbecht schwätzen, déi heiansdo jo vehement gefuerdert gëtt, da kann ee sech och d'Fro stellen: Jo, wéini verbréngt een dann nach iwwerhaapt Zäit mat senger Famill? Wéini geet een dann iwwerhaapt nach sech gesellschaftlech engagéieren oder iwwerhaapt an der Gesellschaft eppes ... Ech soen elo, wéini geet een dann nach Fussball kucken? Wéini geet een dann iwwerhaapt nach Sport kucken? Jo, sonndes! Wann d'Leit alleguer sonndes schaffen, geet dat awer net méi. Oder wann der e puer sonndes schaffen an e puer sonndes net méi, dann ass dat ganz schwéier.

An dann, wat heescht dat da fir eis Structure-d'accueillen? Mussen déi dann och sonndes op sinn? Mussen déi Leit dann och sonndes bereet sinn, Kanner ze versuergen? Wat heescht dat fir d'Weekender an esou weider? Dat heescht, déi ganz Diskussioun iwwert d'Aarbecht, déi huet e ganz groussen Impakt, déi huet e grousse gesellschaftlechen Impakt. Déi huet awer och e groussen Impakt op eise Logement, op eis Mobilitéit, op eis Ëmwelt, also eis ganz Gesellschaft ass dovuner impaktéiert.

Wéi Der all wësst, kënnt d'Hallschent vun eiser Workforce aus dem noen Ausland. Mir sinn deene Leit dankbar, datt se e wäertvolle Bäitrag hei an eiser Gesellschaft leeschten. An Zäite vun Aarbechtskräftemangel, musse mer weider attraktiv bleiwen, och fir Frontalieren, an Aarbechtszäitmodeller, déi en défaveur vun deene Leit sinn, déi dacks Stonnen a Stonnen am Auto verbréngen, fir heihinner schaffen ze kommen, déi erweise sech dann als kontraproduktiv a wäerten dës Leit berechtegterweis dann och ofschrecken.

Duerfir ass déi Diskussioun – déi ech iwwregens net kuerz virun de Walen, mee schonn am Februar 2022 iwwer Aarbechtszäitmodeller an iwwert d'Aarbechtszäitreduktioun lancéiert hunn – och eng kruzial Fro, net nëmme fir d'Salariéen, mee och fir eis ganz Wirtschaft. Déi ass extreem wichteg.

An dat Theema interesséiert mech staark. Duerfir war ech och bei eng Entreprise kucken, déi elo Quality Time agefouert huet, aacht Stonnen de Mount, bei vollem Lounausgläich. Aacht Stonnen de Mount, wann een dat héichrechent, gëtt dat herno d'38-Stonne-Woch, just fir dat als Beispill ze soen.

Dës Entreprise, déi huet, wéi esou vill anerer, agesinn, datt glécklech a motivéiert Mataarbechter de Garant si fir eebe grad de Fortschrëtt vun hirer Entreprise. A wéi Der wësst, ass eis Aarbechtswelt extreem diversifiéiert an de Modell, deen an engem Secteur vun enger Entreprise ideal ass, dee ka guer net adaptéiert si fir en aneren.

Wa mer vun neien Aarbechtsmodeller schwätzen, muss d'Aarbechtsrecht e Kader ginn, e Kader, dee garantéiert, datt dem Salarié seng Rechter geséchert sinn an dee gläichzäiteg flexibel genuch ass, fir sech kënnen un déi jeeweileg Gegeebenheeten um Terrain unzepassen.

A Kollektivverträg, ech soen et nach eng Kéier, Kollektivverträg, déi sinn net d'Diskussioun tëschent dem Salarié an dem Patron, mee Kollektivverträg, dat sinn Diskussiounen tëschent Delegatiounen, tëschent Gewerkschaften an dem Patron. Dat sinn u sech ideal Instrumenter, fir esou Saachen ze diskutéieren. An duerfir ass, ech soen et nach eng Kéier, déi Etüd ëmsou méi wichteg. An ech si ganz oppe fir dat, wat bei där Etüd do erauskënnt.

Fir dem Här Margue op seng Fro ze äntweren: Et ass eng Etüd, déi vum LISER gemaach gëtt, an do gëtt natierlech och gekuckt, wat am Ausland ass. Do ginn och Modeller gekuckt, wéi déi sech am Ausland repercutéiert hunn. An et gëtt och gekuckt, wat dat fir en Impakt op eis Maison-relaisen huet, wat dat fir en Impakt op de Benevolat huet. Do gëtt... , dat gëtt grouss gekuckt. An eventuell kann ee sech och d'Fro stellen, ob een dat herno dann net mat engem Pilotprojet lancéiert.

Vläicht nach e puer Wuert als Äntwert zu deem, wat den Här Spautz gesot huet, zum Reformstau. Et gëtt awer e bëssen ..., de Mënsch vergësst relativ séier. Mir waren awer ëmmerhin, et muss een dat awer wëssen, zwee Joer an enger extreemer Situatioun hei. Dat war eng Pandemie, déi eis immens vill ofverlaangt huet. An ech hunn et gëschter um Radio gesot: Wann am Comité de conjoncture virun der Pandemie 15 bis 20 Demanden do louchen, da louchen der op eemol 14.000 do. Do si fir 15.500 Entreprisen a fir 160.000 Mataarbechter d'Salairë bezuelt ginn. Dat sinn 1,2 Milliarden, déi do ausbezuelt goufen, an déi hunn och missen all Mount um Kont sinn. An do huet och misste kontrolléiert ginn, wat do geschafft ginn ass. Dat heescht, wann elo gesot gëtt: „Jo, Reformstau", wëll ech dat net eleng duerch d'Pandemie explizéieren, mee ech wëll awer soen, mir haten awer eng Pandemie, déi eis ganz vill ofverlaangt huet. Wann ech soen „eis", da kann en Dan Kersch, deen do vill méi am Fokus war, dat sécherlech bestätegen.

An et ginn awer Saache gemaach, et sinn awer Saache gemaach ginn: Mir hunn en zousätzleche Congésdag. Mir hunn en zousätzleche Feierdag. Et ass awer um Teletravailsgesetz geschafft ginn. Et ass um Stagegesetz geschafft ginn. Mir hunn den Assistant à l'inclusion gemaach. Mir hunn eng Reform vun der ITM en cours gesat. Ech wäert elo d'Gesetz vun der Plattformaarbecht deposéieren. D'Work-Life-Balance-Gesetz ass deposéiert ginn. De Pappecongé fir Independanten a fir homosexuell Koppelen ass op de Wee gesat ginn. Mir wäerten a kuerzer Zäit e Skillsplang hei presentéieren. De Congé pour raisons familiales an, an, an ...

Et si ganz vill Saachen awer geschitt. Duerfir, wann ee mer elo seet: „Reformstau",da fannen ech dat awer net ganz gerecht, well d'Situatioun eng aner war!

Dann, fir nach op dräi Saachen zréckzekommen: Jo, déi Etüd iwwert den Temps du travail, iwwert d'Aarbechtszäit, déi wäert elo ufangs Abrëll erauskommen. Dann hu mer nach eng Etüd lafen iwwert d'Kollektivverträg, déi am Joer 2022 och an Optrag gi ginn ass, an do wäerte mer och elo ufangs des Joers dann d'Resultater dervun hunn. An ech hat virdrun déi vum POT ugeschwat, vum Plan d'organisation du travail, och déi solle mer elo gläich kréien.

Duerfir wëll ech soen: Ech sinn oppe fir all Diskussioun, déi mer iwwert d'Aarbechtszäit an iwwer nei Aarbechtsforme kënne féieren.

Iwwregens war gëschter e ganz gudden Artikel am „Lëtzebuerger Wort" iwwert d'Aarbechtszäiten am Allgemenge vum Thomas Klein – dee kënnt Der roueg liesen, do si ganz vill Aspekter mat ugeschwat ginn. Duerfir wéilt ech hei och Merci soe fir déi flott Commentairen, déi hei koumen, an déi flott Proposen, déi hei gemaach goufe vun deem engen a vun deem aneren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Marc Spautz, dee seng Riedezäit nach net ganz opgebraucht hat.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll dräi Saache kloerstellen. Déi eng: Ech hunn net gesot, dass d'CSV d'38-Stonne-Woch wëll!

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech hu gesot, dass d'CSV gären hätt, dass mer hei am Kader vun der Negociatioun zwëschent de Sozialpartner Aarbechtszäitmodeller op de Leescht huelen. An dat ass nach ëmmer an ech gi jo och dovun aus, dass et bei der LSAP-Fraktioun esou war, dass déi 38-Stonne-Woch en Accord war zwëschent de Salariéen an de Patronen. Dat ass déi éischt Remark, déi ech mer wollt erlaben ze maachen.

Mee wat kloer ass fir d'CSV: Mir hätte gär, dass d'Sozialpartner d'Méiglechkeet hunn, d'Aarbechtszäitorganisatioun ze diskutéieren, a wann do eng Aarbechtszäitverkierzung derbäi erauskënnt, dann ass dat den Accord zwëschent de Sozialpartner, deen do soll gemaach ginn, a mir sollen dee legislative Kader schafen. Dat ass déi éischt Remark.

Déi zweet Remark ass, ech wollt just soen, Här Minister, Dir hutt gesot: „Reformstau". Jo, ech hunn dat Wuert iwwerholl vun aneren. Ech hunn hei just nach eng Kéier drun erënnert, wat am Koalitiounsprogramm stoung. Dat ass net eppes, wat mir drageschriwwen hunn, well, mir sinn eis jo eens, dat ass dee Koalitiounsprogramm, deen Dir zwëschent deenen dräi Regierungsparteie gemaach hutt.

An eng drëtt Geschicht ass, dass mir all déi Analysen och brauchen, fir kënne Reformen ze maachen, do sinn ech bei Iech, mee et muss een awer dann och hannendru bleiwen, dass mer déi Ännerunge kënne virhuelen, dass zwëschent de Sozialpartner, mat alleguerten deene Connaissancen, déi dann um Dësch leien, déi Ännerungen an Adaptatioune kënne gemaach ginn, an dat am Interêt souwuel vun de Leit wéi vun de Betriber.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot wéinst Fait personnel.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat huet sech erleedegt, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Et huet sech erleedegt. Mir sinn an enger Heure d'actualité, an do gëtt et keng Parole après ministre. Dat heescht, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | ... Fait personnel fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci. Ech muss leider nach eng Kéier reagéieren op dat, wat den Här Baum virdru gesot huet. Ech hunn extra elo nach eng Kéier d'Zuelen nogekuckt, an et ass esou, datt ab dem 1. Abrëll mat deenen Indextranchen, déi elo schonn annoncéiert a confirméiert sinn, een, deen de Mindestloun kritt, alengerzéiend ass, an der Klass 1a 6 Euro an 10 Cent Steiere wäert bezuelen op säin Akommes, nodeem en de Crédit d'impôt op de Salaire social minimum krut, ausser e freet den CIM un, de Crédit d'impôt monoparental, deen awer eréischt mat der Steiererklärung ausbezuelt gëtt, wou mer schonn e puermol drop higewisen hunn, datt do vun der Regierungssäit manifestement een Dechet fiscal gewënscht ass, well net jiddwereen e kritt! An dat ass, mengen ech, dat, wat ech wollt soen. An dofir musse mer déi Entlaaschtung direkt maachen an net eréischt mat der Steiererklärung!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Ech wollt just dem Här Aarbechtsminister soen, ech kéint maachen, datt et e bësse méi séier geet. Well hie brauch kee Gesetzesprojet eranzegi fir d'Plattformaarbecht, et ass schonn eng Proposition de loi do, an zwar hu mer déi de 04.05.2022 deposéiert. An de 07.11.2022 koum e ganz positiven Avis vun der CSL. Also, déi kéint een och huelen a sech vläicht ralignéieren a sech d'Aarbecht vläicht e bësse méi einfach maache respektiv mateneeschaffen a kucken, datt een eppes zesumme géif maachen.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | D'CSL huet och e Projet eraginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Minister huet schonn drop reagéiert. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou,

datt ech virdrun net op ee Punkt agaang sinn, dee mer awer nach um Mo läit, an dat sinn d'Null-Stonne-Kontrakter. Ech deposéieren dofir haut am Numm vun de Piraten eng Proposition de loi, fir déi sougenannt Null-Stonne-Kontrakter ze verbidden.

En Null-Stonne-Kontrakt ass e Kontrakt, bei deem en Aarbechter, eng Aarbechterin – e Salarié, tout court – just esou vill schafft, wéi de Patron e brauch. Wann en also net schaffe kann, well de Patron keng Aarbecht fir en huet oder well e krank ass, kritt e keng Pai a kee bezueltene Krankeschäin. An de Kontrakter steet da meeschtens eng Dispositioun wéi, zum Beispill: „Durée de travail varie entre 0 et 30 heures par semaine."

Mir hunn an der Fraktioun esou Kontrakter gesinn. Mir hunn dunn och genau dat bei de Ministeren Engel an Hansen nogefrot, an zwar an de parlamentaresche Froe 5699 an 5700, an ech zitéieren aus der Äntwert op déi Froen: „Déi sougenannt Null-Stonne-Kontrakter sinn net vum Code du travail ofgedeckt an d'Regierung ënnerstëtzt dës Aart vu Kontrakter och net, well se déi concernéiert Leit an d'Prekaritéit féiert. D'Regierung ënnersträicht, datt et am ëffentlechen Déngscht keng Null-Stonne-Kontrakter gëtt." Da stellen ech fest, datt et am Gemengesecteur ganz wuel esou Kontrakter gëtt, well mer esou e Kontrakt gesinn hunn, an deementspriechend, wann de Code de travail dat net hiergëtt, da wonnert et mech, datt et esou Kontrakter gëtt!

An deementspriechend, Här President, deposéieren ech hei eng Proposition de loi, déi am Artikel L. 211-4 vum Code du travail géif bäisetzen, datt et verbuede wär, Kontrakter mat enger Durée minimale vun null Stonne festzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

8147 – Proposition de loi portant modification de l'article 211-4 du Code du Travail

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

10. Question élargie n° 178 de M. André Bauler au sujet de l'attraction de talents

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 178 vum Här André Bauler iwwert d'Unzéie vun Talenter. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert vun dem Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Mir bleiwen am Beräich vun der Aarbecht a mir hunn haut vill scho vun Talenter geschwat. Jo, Talenter unzezéien, ass eng vun den néidegen, jo, souguer weesentleche Bedingungen, fir kënnen nei Aktivitéitsnischen hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen an déi divers Innovatiounsustrengungen an eiser nationaler Wirtschaft ze ënnerstëtzen, Innovatiounsustrengungen, déi ënner anerem och zum Wuelbefanne vun de schaffende Leit féieren.

Hautdesdaags ass eis Wirtschaft enger ëmmer méi staarker Konkurrenz ausgesat, enger Konkurrenz vun Entreprisen, déi an anere Memberstaate vun der EU oder an Drëttlänner etabléiert sinn. Déi Betriber si selwer stänneg op der Sich no Talenter, déi fäeg sinn, nei Kompetenzen ze entwéckelen, déi en zousätzleche Méiwäert schafen an hëllefen, eis Wirtschaft esou ze diversifizéieren.

Den IMD World Talent Ranking 2022, deen ugëtt, wéi eng Länner an der Welt am attraktiivste sinn – do gouf et zu dëser Lëscht am „Tageblatt" en interessanten Artikel –, Länner also, déi och Fachkräften unzéie respektiv hale kënnen, dëse Ranking weist op eng allgemeng Verschlechterung vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg hin.

An an deem Kader wollt ech dem Här Minister eng Rei Froe stellen. Kënnt Der vläicht e provisoresche Bilan zéie vun den Aktivitéiten, déi ënnert der Verantwortung vun der Cellule spécifique vum Wirtschaftsministère geleescht ginn, déi verantwortlech ass, fir nei Talenter unzezéien an eventuell ze entwéckelen? Emol ofgesi vun den Talenter, déi duerch eise lëtzebuergesche Schoulsystem an eisen Héichschoulsystem ervirbruecht ginn, kann den Här Minister eis uginn, mat Hëllef vu wéi enge konkreete Sichaktiounen a Promotiounsmëttel Lëtzebuerg Talenter unzitt, fir d'Industrie am breede Sënn vum Begrëff ze ënnerstëtzen? Wéi eng rezent Ustrengunge goufe vum Wirtschaftsministère an dësem prezise Beräich ënnerholl? A wat sinn éischt Resultater an deem Kontext? Wéi eng privilegéiert Partner stinn dem Wirtschaftsministère am Beräich vun der Sich no neien Talenter am Ausland zur Verfügung? Wéi genee fonctionéiert dës Partnerschaft? A wéi gëtt d'Aarbecht an dësem Beräich systematiséiert? Mat wéi enge konkreeten Aktiounen an Instrumenter wëll den Här Minister d'Rekrutéierung vun auslänneschen Talenter fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart weider erliichteren?

An zum Schluss: Jo, Talentattraction ass wierklech eng vun de grousse reellen Erausfuerderungen an d'Konkurrenz schléift net. Wat sinn also aus Ärer Siicht wichteg Hiewelen, fir eise Standuert generell méi attraktiv ze maachen, fir auslännesch Talenter unzezéien? Wat fir ee Feedback kritt Dir do aus deene verschiddene Branchë vun eiser Ekonomie?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech freeë mech och op Är Äntwerten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Här President, merci dem André Bauler fir déi Fro, déi Question élargie, déi e stellt zu der Talentattraction, effektiv complementaire zu där Heure d'actualité, déi mer virdrun haten. Talentattraction ass en Theema, wat complementaire ass zu deem, wat elo just hei diskutéiert ginn ass. Et ass d'Äntwert op dee Fachkräftemangel, mat deem mer konfrontéiert sinn. Och bei eis, heizuland ... Et ass natierlech net just e Lëtzebuerger Phenomeen, mee e Phenomeen, wat een iwwerall op der Welt begéint, an Europa, iwwerall scho laang en Theema, an Däitschland, awer och, wann der a Kanada ënnerwee sidd, an Amerika, an Asien, iwwerall gëtt sech beklot iwwer e Fachkräftemangel, an dat a bal alle Beräicher, vun der Restauratioun iwwert d'Handwierk bis zu Hightechberäicher, Digitalisatioun, Space, iwwerall. Natierlech, och an der Santé ass dat eppes, wat een iwwerall untrëfft.

Dat ass an enger Gesellschaft, wou d'Prioritéite vun de Mataarbechter sech verännert hunn – dat ass elo just undiskutéiert ginn an där Debatt, där mer elo nogelauschtert hunn –, an nach vill méi no der Pandemie, wou och d'Aarbechtsforme sech veränneren ënnert dem Afloss vu ville Phenomeener, déi elo alleguerten ugeschwat goufen.

E Phenomeen, dat sech nach méi prononcéiert, natierlech och mam Départ en retraite vu ville Leit. Et gouf gesot, dass dat zesummenhänkt mat de Babyboomers, déi elo alleguerten an d'Pensioun ginn, mat generell, wéi gesot, enger Penurie a villen, a ganz ville Beräicher, an do ass effektiv d'Fro justifiéiert, wat mer do maachen, fir deem Phenomeen entgéintzetrieden.

Talentattraction ass d'Äntwert, déi strateegesch Äntwert, déi d'Regierung op dee Phenomeen huet. Et ass effektiv eppes, wat bei mir am Haus, am Wirtschaftsministère, koordinéiert gëtt, mee et ass – ech géif dat och gäre betounen – eppes, wat natierlech déi ganz Regierung betrëfft. Et ass eppes, wat net just de Wirtschaftsministère ka maachen, mee wat och de Staatsministère, den Ausseministère, d'Digitalisatioun, natierlech den Educatiouns- an Héichschoulministère concernéiert, awer och d'Finanzen, den Aarbechtsministère natierlech – et ass also souzesoen en Effort, deen déi ganz Regierung betrëfft.

An dofir hu mer eng Feuille de route ausgeschafft, déi d'lescht Joer am Summer adoptéiert gouf an déi och am Regierungsaccord virgesinn ass. An do géif ech elo gäre kuerz drop agoen, op néng Punkten, déi an där Feuille de route do virgesi sinn an déi och amgaangen ass, elo schonn ëmgesat ze ginn. Dat ass e Comité interministériel, deen ënnert der Koordinatioun vum Wirtschaftsministère fonctionéiert.

Den éischte Punkt, dat ass u sech d'Ausschaffe vun enger Zort „Mapping" vun deenen Haaptbesoinen, vun deene Besoine vun Aarbechtsplazen, vu Posten, déi am meeschte gebraucht ginn. Dat ass also deen éischte Punkt, deen an där Strategie do virgesinn ass.

Deen zweete Punkt, deen huet mat Nationbranding ze dinn. Dat ass e bëssen d'Aart a Weis, wéi mer eis presentéieren, och no baussen hin, wa mer op Foirë ginn, Recrutementsfoiren. Dir wësst, dass do d'ADEM aktiv ass am Reseau vun den EURES-Länner an och eeben do present ass op internationale Recrutementsfoiren.

D'ADEM ass och zum Beispill den offizielle Partner vun der Luxembourg Space Agency, wann et drëm geet, déi néideg Talenter am Secteur vum Space op Lëtzebuerg kommen ze loossen – e Secteur, deen iwwregens ganz gutt ass am Unzéie vun auslänneschen Talenter. An ech mengen, dat weist och – an dat ass e wichtege Punkt –, dass wann een e Secteur huet, en Ekosystem, wou interessant Aarbechtsplazen entstinn, well mer eeben Entreprisen hunn, déi un der Pointe si vun deem Secteur – an dat ass am Newspace de Fall –, da bréngе se et och fäerdeg, Talenter unzezéien aus aller Häre Länner. An dat ass, wéi gesot, am Space ganz kloer de Fall.

Den drëtte Punkt, dat ass eng Partie Internetsitten, déi mer en place gesat hunn, fir ze informéieren an och fir auslännesch Aarbechtskräften ze sensibiliséieren op d'Aarbecht an Europa, a méi spezifesch zu Lëtzebuerg. Do gëtt et zum Beispill de work-in-luxembourg.lu, deen informéiert, wéi den Aarbechtsmarché zu Lëtzebuerg fonctionéiert. Dat ass eng integréiert Datebank vun den Aarbechtsplazen, den Offres d'emploi.

Da gëtt et e weidere Site vun der Famille, dat ass den infolux.lu, deen d'lescht Joer am September lancéiert gouf, an dat ass e Site och fir nei Arrivanten zu Lëtzebuerg, fir deenen Informatiounen iwwert d'Land disponibel ze maachen.

De véierte Punkt, dat ass op eise Wirtschaftsmissiounen: Do geet et natierlech ganz vill ëm d'Aart a Weis, wéi mer eis als Investitiounsstanduert presentéieren, awer och dorëm, wéi mer als Plaz fir héichqualifizéiert Leit mat hire Famillje kënnen attraktiv sinn. Dat ass en Effort, dee scho säit längerer Zäit fir Luxembourg for Finance gemaacht gëtt a wou mer och elo an anere Beräicher nach méi staark probéieren, Talenter op Lëtzebuerg unzezéien.

Fënnefte Punkt: Et geet natierlech net nëmmen drëm, Talenter vu baussen op Lëtzebuerg unzezéien, mee och selwer Kompetenzen zu Lëtzebuerg opzebauen an deene prioritäre Wirtschaftssecteuren, déi mer

identifizéiert hunn. Dat ass eppes, wat mer mat der Universitéit, mat der Uni.lu, zesumme maachen, zum Beispill am Beräich vum Digital Procurement fir de Logistiksecteur, do hu mer e Master lancéiert elo d'lescht Joer, zesumme mam Héichschoulministère, deen och ugefaangen huet ze fonctionéieren, an do ass ganz kloer d'Iddi, ganz speziell Profiller auszebilden am Beräich vun der Logistik, an net der „Wald- und Wiesenlogistik", mee wierklech dem „supply chain management". Dat ass héichtechnologesch an eng ganz spezifesch Formatioun, déi et och an där Form net op ville Plaze gëtt.

Mir hunn och eng speziell Formatioun am Beräich vum Space, en interdisziplinäre Master an deem Beräich, awer och am Technopreneurship, wou mer zesumme mam ILNAS eng spezifesch Formatioun hunn.

De sechste Punkt: Dat ass eng Talentattraction, déi och ganz vill iwwer Startuppe fonctionéiert. D'Startuppe sinn Entreprisen, „jeunes entreprises innovantes", déi am Beräich vun der Technologie aktiv sinn an déi ganz oft déi sinn, déi nei Talenter op Lëtzebuerg unzéien, fir hei ze schaffen. Dofir si mer aktiv iwwer eis LTIOen, fir auslännesch Startuppen op grousse Foiren heihinner ze zéien, zum Beispill der ICT Spring. D'lescht Joer, zum Beispill, waren zéng koreanesch Startuppen hei, an och eng Partie japanesch Startuppen. Dat war wierklech eppes, wat iwwer eis LTIOen heihinner op Lëtzebuerg bruecht gouf, a wann der sech där nëmmen eng oder zwou da schlussendlech hei zu Lëtzebuerg usidelen an Aarbechtsplazen heihinner zéien, ass dat och schonn eng gutt, eng ganz gutt Nouvelle.

Mir maachen dat och iwwert de Fit 4 Start-Programm vun der Luxinnovation; och do ginn auslännesch Fachleit an de Beräicher ICT, Space, Healthtech encouragéiert, hei am Land eng innovativ Entreprise ze grënnen.

Siwentens hu mer och eng Rei punktuell Mesüren an alle Beräicher, fir Lëtzebuerg méi attraktiv ze maache fir auslännesch Talenter – dat geet iwwer FNR-Boursen fir d'Recherche –, awer och, fir Doktoranden hei hinner ze zéien. Mir hunn och – an dat wësst Der – ab dem 1. Januar de Régime d'impatrié méi attraktiv gemaach, andeem mer de Seuil vum Akommes vun 100.000 op 75.000 Euro erofgesat hunn, fir dës Mesür disponibel ze maachen.

Mir hunn an deem selwechte Sënn och de Regimm vun der Prime participative méi breet opgemaach, fir dass d'Firmen och d'Méiglechkeet kréien, hire Salariéen dësen Avantage ze accordéieren, wat och ganz oft am Beräich vun de Startuppen e wichtegt Instrument ass, fir Leit heihinner ze bréngen.

Mir hunn och am Beräich vun der Immigratioun elo eng Reegel, dass bei engem Travailleur, deen e Permis kritt, de Conjoint ka matkommen an dann och an Zukunft méi schnell soll kënne schaffen hei bei eis.

Aachtens schaffe mer och weider un enger besserer Work-Life-Balance – dat ass de Sujet, dee mer elo just hei diskutéiert hunn –, andeem mer entspriechend EU-Texter ëmsetzen, fir d'Recht op Deelzäitaarbecht kënnen hei anzeféieren. Dat ass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Flexibiliséierung, et ass awer och d'Diskussioun ronderëm d'Aarbechtszäit, wou de Georges Engel jo elo déi Etüd do an der Maach huet. A mir wëssen, dass mer et mat enger neier Generatioun ze dinn hunn, déi och eng nei Ponderatioun an der Aarbecht sicht, wou vill méi Wäert geluecht gëtt op de Sënn an der Aarbecht, awer och eng besser Work-Life-Balance, dat heescht, och do ass dat e Facteur de compétitivité, dee mer ganz kloer musse seriö huelen.

An da wësse mer och – an dat ass deen néngte Punkt –, dass zum attraktive Schaffen och haut Teletravail gehéiert. Eng Entreprise, déi keen Teletravail méi ubitt, ass eng Entreprise, déi et schwéier kritt, fir nei Aarbechtskräften ze fannen. Mir wëssen, dass mer do an engem komplexen Ëmfeld sinn, well mer oft am Transfrontalier sinn, an do ass scho vill geschitt, souwuel iwwert de Ministère des Finances, awer och an der Sécurité sociale, fir dee Kader méi attraktiv ze maachen. Mir wëssen, dass dat nach net de Schluss ass vun där Diskussioun.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir wëssen, dass mer op auslännesch Ressourcen heizuland ugewise sinn. Mir wëssen, dass mer eng gutt funktionéierend Talentattraction hei brauchen, well mer dat brauche fir eis Ekonomie, fir dass eis Gesellschaft weider gutt ka fonctionéieren, an dofir brauche mer och en attraktiivt Aarbechtsëmfeld, wat mer trotz alle Schwieregkeeten, déi mer hunn, an trotz alle Problemer mam Trafick, mam Präis vum Logement, dat wësse mer alles ... dass mer awer trotzdeem nach ëmmer attraktiv sinn.

Dozou gehéiert och – an dat ass eppes, wat net oft gesot gëtt an deem Kontext –, dass en Instrument wéi den Index ganz kloer och derzougehéiert. Den Index ass e Facteur vu Kompetitivitéit, vu sozialem Fridden. Et ass en Instrument, wat sécherstellt, dass eis Salariéen – och am Verglach mam Ausland – a ganz ville Beräicher besser bezuelt ginn. An och dat ass e Kompetitivitéitskritär! Et gesäit een och, wann een an eis Entreprisë geet, dass oft ganz wéineg Turnover ass, dat heescht, dass se et fäerdegbréngen, hir Employéë ganz laang ze fideliséieren, an dat ass och e Garant, fir Expertis an Knowhow an eisen Entreprisen ze halen.

(Interruption par la présidence)

Wéi gesot, déi Talentstrategie, déi leeft, déi ass amgaangen, ëmgesat ze ginn a ganz ville Ministèren, vun der Educatioun bis zu der Immigratioun.

(Interruption par la présidence)

Et betrëfft awer och Logement a Steieren, an dofir ass dat eppes, wat, wéi gesot, wichteg ass, mat der Skillsetüd vun der OECD iwwer Travail ... Vum Travail an Educatioun kréie mer och elo nach e weideren, e besseren Abléck an eis Besoinen, an och dat fléisst dann an déi Feuille de route do mat an.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Fayot. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Här Bauler fir eng oder méi Zousazfroen.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Merci mol fir d'éischt dem Här Minister fir déi detailléiert Erklärungen, déi eis e bessert Bild gi vun der Aarbecht, déi de Moment a sengem Ministère geleescht gëtt.

Jo, et ass e ganz wichtege Sujet, Talentattraction. Mir gesinn, mir hunn et mat enger Penurie vu Main d'oeuvre a ville Secteuren ze dinn; d'Madamm Closener hat virdrun och nach d'Handwierk erwäänt. Gläichzäiteg gëtt sech iwwer nei Aarbechtszäitmodeller Gedanke gemaach.

Ech wollt Iech just froen, ob Der Iech och an Ärem Haus Gedanke gemaach hutt, a wat fir engem Mooss déi Efforten, déi Der elo scho maacht, misste verstäerkt ginn, wann déi Penurie sech duerch verschidden Aarbechtszäitmodeller nach géif verschäerfen oder verstäerken.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bauler. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, ech mengen, dat do ass éischter méi e Commentaire wéi elo eng Fro. Ech hunn dat elo, mengen ech, beschriwwen: Éischtens ass de Punkt, dass mer dat net nëmmen am Wirtschaftsministère maachen. Mir koordinéieren deen Effort, ganz kloer, mee dat ass en interministeriellen Effort, deen iwwer Formatioun, iwwer Educatioun leeft, deen awer och, wéi gesot, mat Nationbranding ze dinn huet, deen d'ADEM mat implizéiert, fir op Foiren aktiv ze sinn, deen natierlech och eis Efforten am Commerce extérieur materanhëlt. Et ass also wierklech en Effort collectif vun der ganzer Regierung.

An et ass kloer, dass mer an deene Beräicher haaptsächlech musse versichen, déi innovativ Beräicher, wou mer oft vun Talenter schwätzen, déi mer net onbedéngt heizuland hunn, unzezéien, an dat maache mer iwwert déi verschidden Aart a Weisen, déi ech elo beschriwwen hunn, mee dat leeft och ganz vill ronderëm attraktiv Entreprisen, déi ganz interessant Aarbechtsplazen ubidden.

A fir de Rescht sinn d'Entreprisë konfrontéiert mat all deenen aneren Evolutiounen, déi een och iwwerall soss op der Welt gesäit: nei Besoine vun den Aarbechtskräfte ronderëm méi flexibel Aarbechtszäiten, ronderëm Teletravail, ronderëm eng attraktiv Pai, och ronderëm eng sënnstëftend Aarbecht. Ech mengen, déi Recherche no Wäert an no Sënn an der Aarbecht ass wierklech eng fundamental nei Orientéierung, haaptsächlech vun deenen neie Generatiounen, an do muss all Betrib sech dermadder ausenanersetzen. Dat maache se och ganz vill, iwwer ESG, iwwert déi Krittären, jo, vu Mënscherechter an hirer Wäertschëpfungsketten. Dat gëtt och ëmmer méi e Facteur, deen extreem wichteg gëtt am Rekrutement bei all de Betriber.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

11. 7981 – Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7981, d'Ëmsetzung vun enger Konventioun am Kader vum Offéiere vu Wracken. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mierer maachen iwwer zwee Drëttel vun der Äerduewerfläch aus a si stockéieren een Drëttel vun den CO_2-Emissiounen. Dat féiert engem ganz séier virun Aen, wéi wichteg et ass, eis Mierer och ze schützen, wéi mer nëmme kënnen.

Och wa Lëtzebuerg elo net virrangeg fir seng Schëfffaart bekannt ass, sou sinn et awer ëmmerhin entre-temps iwwer 200 Schëffer, déi ënnert dem lëtzebuergesche Fändel ënnerwee sinn.

An dësem Projet de loi, deen den 22. Mäerz 2022 deposéiert ginn ass, geet et ëm d'Ëmsetzung vun der internationaler Konventioun vun Nairobi vum 18. Mee 2007, déi mir iwwregens an der Chamber den 30. Mee (veuillez lire: 30. Mäerz) d'lescht Joer adoptéiert hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Méi konkreet geet et virun allem ëm d'Besäitegung vu Schëffswracken, déi ausserhalb vun de Mers territoriales leien. Hei huet virdrun e Vide juridique bestanen.

D'Schëffswracke sinn eng Gefor fir d'Ëmwelt, mee och fir aner Schëffer, déi um Mier ënnerwee sinn. Sou Gefore si bekannt: Et kann Ueleg sinn, deen ausleeft, oder et ka sech ëm aner gëfteg Substanzen handelen, déi u Bord vum Schëff waren.

Bis elo hu Schëffer ënner lëtzebuergeschem Fändel a mat engem Gewiicht vun iwwer 300 Bruttoregëstertonne bei anere Länner e Certificat d'assurance missen ufroen, wat déi eng oder déi aner Kéier konnt zu administrative Problemer féieren. Mat dësem Gesetzesprojet wäert de Lëtzebuerger Staat den Certificat selwer kënnen ausstellen. Iwwerdeems ginn d'Reegele fixéiert, wie fir d'Ewechhuele vum Schëffswrack responsabel ass a wien dofir opkomme muss.

Mat dësem Gesetzesprojet mussen de Bedreiwer an de Kapitän vun engem Schëff e Rapport schreiwen, wann et zum Schëffbroch kënnt. Opgrond vun dësem Rapport gëtt evaluéiert, ob vum Schëffswrack eng Gefor ausgeet. D'Verantwortung läit mat der Ëmsetzung vun dësem Projet de loi kloer beim Proprietär, dee fir de ganze Prozess ronderëm d'Ewechhuele vun engem Schëff zoustänneg ass, dat heescht, hie muss souwuel fir d'Lokaliséierung wéi och fir d'Markéierung opkommen.

Wa sech erausstellt, dass vum Wrack eng Gefor ausgeet, dann ass de Proprietär och selwer fir den Enlèvement zoustänneg. Dofir ass et wichteg, dass souwuel den Term vum „Wrack", also vun der „épave", wéi och dee vun der „Gefor" kloer definéiert ass.

A well de Proprietär fir dës Entsuergung verantwortlech ass, muss hie fir eng finanziell Ofsécherung suergen, falls d'Schëff iwwer 300 Bruttoregëstertonnen huet. De Commissaire aux affaires maritimes stellt an deem Kader e Certificat aus, deen op d'Schëff matzehuelen ass. Bei Verstéiss géint dës Reegelen sinn entspriechend Sanktioune virgesinn.

Da komme mer elo kuerz zu den Avisen zu deem ganze Projet. D'Chambre de Commerce begréisst dëse Projet, deen d'Modalitéite ronderëm d'Ëmsetzung vun der Nairobi-Konventioun festleet a preziséiert. Si proposéiert an hirem Avis e puer textuell Prezisiounen, déi och Sënn gemaach hunn.

De Staatsrot stellt a sengem éischten Avis fest, dass am Ufank keng Dispositioun virgesi war, déi de Proprietär vum Schëff dozou sollt zwéngen, d'Käschte ronderëm d'Besäitegung vum Schëffswrack ze droen. Et goufen zwou Opposition-formellen ausgeschwat, well den ursprünglechen Text laut Staatsrot net zu 100 % mat deem vun der Nairobi-Konventioun vereinbar wier. A sengem Avis complémentaire huet de Staatsrot och drop opmierksam gemaach, dass keng Sanktioune virgesi wiere fir de Fall, wou de Proprietär vum Schëff keng Versécherung oder finanziell Garantien ofgeschloss hätt.

D'Kommissioun huet sech déi néideg Zäit geholl, fir alle Bedenke Rechnung ze droen, an a mengen Ae gutt geschafft, soudass de Staatsrot a sengem leschten Avis keng Observatioune méi gemaach huet.

Fir méi Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn och heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun ...

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice | ... a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och der Madamm Mutsch.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Jo, der Madamm Rapportrice e Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Lëtzebuerg – d'Madamm Rapportrice huet et gesot – ass elo net bekannt als grouss Schëfffaartsnatioun, mee mir agéieren awer an enger Nisch, wou mer ganz grouss Schëffer ënnert eisem Pavillon fueren hunn. Virun engem gudde Joer, erënneren ech mech, hu mer hei e Gesetz gestëmmt, wou mer nach eng Kéier déi sozial Standarde fir den Equipage gestäerkt hunn.

Mat dësem Gesetz, wou mer dann déi Nairobi-Konventioun nach eng Kéier upassen, gëtt och e wichtege Schratt gemaach, well mir féieren am Fong näischt aneres a wéi de Prinzipp vum Pollueur-payeur bei dem Proprietär vum Wrack: Wann eppes geschitt, muss e wëssen, wou d'Wrack läit, an e muss herno, le cas échéant, dann och bezuelen – e wichtege Rechtsstaatsprinzipp hei zu Lëtzebuerg, a mer exportéieren dee souzesoen elo fir eise Pavillon an d'Weltmierer eran.

An domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop der Madamm Lydia Mutsch en häerzleche Merci, fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem dach ganz technesche Projet.

Här President, et ass elo déi drëtte Kéier an, ech mengen, néng Méint, datt mer hei an deem Haus iwwer international maritimm Problemer schwätzen. Wéi schonn hei ugeklongen ass, hu mer d'lescht Joer am Mee u sech eng duebel Loi d'approbation geholl: Dat éischt ass d'Konventioun vun Nairobi vun 2007 an doniewent ass d'Konventioun vun Hongkong vun 2009.

D'Konventioun vun Nairobi ass 2015 en vigueur getrueden, well glécklecherweis zéng Seefahrernatioune se ratifizéiert haten. Déi vun Hongkong – an de Léon Gloden huet et grad gesot, et ass u sech eng komplizéiert Matière, et ass d'Ëmwelt, mee et sinn och déi ganz Aarbechtsbedéngunge vun deenen, déi d'Wracken iwwerall an de Pays tiers ofdroen –, déi ass nach net en vigueur, déi hunn nach net genuch Leit ratifizéiert.

An d'Konventioun vun Nairobi, déi mer elo dann haut hei a Musek ëmsetzen, combléiert e Vide, deen iwwert déi verschidde Problemer bestanen huet. An ech wëll ganz kuerz dorop zréckkommen, well et ass u sech eng duebel Erausfuerderung vu Sécherheet a vun Ëmweltschutz.

Dat Éischt, dat ass, dass effektiv elo an der Zukunft Wracken, déi ganz geféierlech si fir d'Navigatioun ... Dir wësst, ech sinn e groussen Amateur vum Mier, vun allem, wat grouss Schëffer ass. D'Wracken, ech hunn Iech d'lescht Kéier gesot – an ech ka mech erënneren, et war Hilarité générale hei –, datt nach just de Schwanz vum grousse Blauwal eeben déi equivalent Gefor ass vun engem Wrack, wat hallef aus dem Mier erauskuckt, wat een an der Nuecht souguer mat Scheinwerfer net gutt ka gesinn, datt dat eng riseg Gefor ass fir d'Navigatioun, well d'Positioune mat Momenter net kënne kloer definéiert ginn, mee och fir, wéi gesot, fir all Schëffer, déi do laanschtkommen an hir Equipagen. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet, dat sinn d'Ëmweltschied. D'Schëffer sinn aus Stol, an d'Salzwaasser ass den éischte Feind vum Stol, dat heescht: Egal wivill Couchë se hunn, verraschte se. Dat ass emol den éischten Dreck.

Dat Zweet ass: All Wrack, wat iergendwou hallef oder ganz ënner Waasser ass, huet Reschter vun Hydrocarburen – Dir hutt déi grouss Dieselmotoren haut, Dir hutt aner cheemesch Substanzen –, déi an d'Mier lafen; also, et ass eng total Gefor fir Fauna a Flora. Dat ass dat Zweet.

An dann dat Drëtt dat sinn d'Käschten. Wann Der an de leschte praktesch 50 bis 80 Joer kuckt, firwat esou vill Wracken dorëmmer iwwerall klunschelen, dat ass, well d'Entsuergung – oder iergendwéi dat ewechzehuelen – extreem héich Käschte bedeit. Fréier war et ëmmer d'Faustreegel um Mier an der Zone internationale ... Bon, an dem Rapport, ech ginn net do eran, Dir wësst, et gëtt d'Dräi-Meilen-Zon, et gëtt d'Zwielef-Meilen-Zon, et gëtt d'200-Meilen-Zon, et gëtt d'Mer ouverte an esou weider, an dat kascht d'Aen aus dem Kapp, well et war ëmmer d'Reegel: Deen, deen Iech ofschleeft, huet d'Recht, een Drëttel vun der ganzer Valeur vum Schëff ze kréien. Dat ass jorelaang elo net méi en vigueur, mee op där anerer Säit kascht et esou deier an ech kann Iech soen, et gëtt e ganze Koup Leit – an dofir ass et och wichteg, dass hei elo Sanktioune geholl ginn –, et gëtt e ganze Koup Proprietären oder respektiv Armateuren, jee nodeem wivill Proprietéit se dann hunn, déi sinn absolutt net brav!

Mir hunn hei an der Chamber d'politesch Piraten sëtzen, dat si léif Scheewercher vis-à-vis vun deene Piraten, ...

(Hilarité)

... déi mer um Mier hunn, ...

Une voix | „Süßwasserpiraten!"

Mme Simone Beissel (DP) | ... well Dir wësst jo, d'Definitioun vun engem Pirat ass „sans foi ni loi", an déi maachen alles, fir d'Reegele sougutt international vun de Länner ...

M. Sven Clement (Piraten) | Mir si Corsaires, ...

Mme Simone Beissel (DP) | ... wéi och all ...

M. Sven Clement (Piraten) | ... mir hunn op de Grand-Duc geschwuer, Madamm Beissel!

Mme Simone Beissel (DP) | Dat heescht, déi respektéieren d'Reegelen net vun de Länner, och wa se an de Zone-côtièren oder an der Zwielef-Meilen-Zon oder Zone économique exclusive dorëmmer sinn, an déi maachen alles, fir eebe just keng Käschten ofzekréien. Duerfir ass et extreem wichteg, dass déi Konventioun elo a Musek ëmgesat gëtt an dee ganze Vide combléiert.

Fir Lëtzebuerg, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et e grousse Quantesprong. Firwat? Mir waren ëmmer gehäit mat komplizéierten administrativen Demarchen: Mir hunn iwwer 200 Schëffer, déi ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon fueren, wou mer och ganz stolz drop sinn, a mir hunn eng ganz gutt Reputatioun am Ausland, mee duerch de Fait, dass mer dee System vun der Assurance net haten, hu mer ëmmer missen un aner Seefahrernatiounen en Appell maachen – mat Komplikatiounen –, fir

eeben d'Assurance oder d'Garantie-financièren ze assuréieren.

Elo: Quantesprong, grouss Autonomie, grouss Fräiheet fir Lëtzebuerg! Mat där neier Konventioun vun Nairobi – mir si säit dem Oktober 2022 operationell, dass mer se kënne benotzen – kritt elo Lëtzebuerg d'Recht, selwer déi Certificate vun Assurance oder vu Garantie financière auszestellen, an dat ass extreem wichteg. Mir hunn d'Responsabilitéit derfir geholl, wéi mer déi Konventioun hei ugeholl hunn, d'Loi d'approbation, well mir hu Kloertext geschwat, fir d'Sécherheet, mee awer och fir eis Positioun mat dem Pavillon maritime international ze stäerke bei all de Seefahrernatiounen.

D'Sanktiounen, dat hunn ech Iech scho gesot, déi musse seriö sinn, well Dir hutt e ganze Koup Leit, déi Proprietäre vu Schëffer sinn, déi sinn net seriö, an dofir muss Uerdnung gemaach ginn. An duerch de Fait, dass mer elo déi Certificate kënnen ausstellen, hu mer u sech – doniewent, dass mer, wéi gesot, eis Positioun als kleng awer seriö Seefahrernatioun da stäerken – och en immenst Beispill gi vun internationaler Simplification administrative an deem ganze System, wéi déi Konventioun hei funktionéiert, wou déi ganz Demarchen, déi mer musse maachen, elo extreem reduzéiert ginn, a mir ginn dofir vill méi effikass. An dofir bréngen ech natierlech mat Freed den Accord vun der DP.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Déi nächst Interventioun kënnt vum Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Jo, ech sinn natierlech frou, dass ech am Numm vun der gréng Fraktioun bei mengem Virriedner esou vill Suerg ëm d'Ëmwelt fonnt hunn – dee Message ass elo definitiv ukomm! Ech brauch am Fong dozou elo näischt méi ze soen. Ech sinn och frou, dass mer no deem Exkurs vum Simone Beissel an d'Welt vun de Piraten och do méi schlau gi sinn an dass mir eng vun deene Seefahrernatioune sinn, déi elo hir Verantwortung huelen.

Mir hunn … zejoert am Mee-Juni war et, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn. Iwwert déi Konventioune vun Hongkong a vun Nairobi hunn ech méi laang geschwat, dofir faassen ech mech haut kuerz, soen der Rapportrice Lydia Mutsch en häerzleche Merci a ginn den Accord vun der gréng Fraktioun ëmsou léiwer!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann hu mer de Jeff Engelen, deen d'Wuert kritt.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, merci, Här President. Ech géif der Madamm Lydia Mutsch en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och menge Virgänger, et ass alles gesot ginn, et ass deem näischt méi bäizefügen, an ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. D'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass alles gesot. E grousse Merci der Rapportrice, a mir ginn och den Accord vun der lénker Fraktioun. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann huet dee vum Grand-Duc vereedegte Pirat d'Wuert.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, dat géif een dann als „Corsaire" bezeechnen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Freibeuter.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech soen dat … E Freibeuter, genau!

Mme Simone Beissel (DP) | Déi si méi nobel.

(Hilarité générale et brouhaha)

E Corsaire ass kee Pirat, Här Clement!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift! Herno, herno wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech soen der Madamm Beissel Merci, datt se eis elo grad „nobel" genannt huet; ech huelen dat Kompliment gären un.

Mir gi mat dësem Gesetzesprojet eisen Accord fir d'Nairobi-Konventioun. D'Madamm Beissel, mee och d'Rapportrice, d'Madamm Mutsch, huet dat virdrun exzellent souwuel am mëndleche wéi am schrëftleche Rapport schonn duergeluecht.

Mir wëllen awer nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt mer net ganz averstane si mat der genereller Politick vu bëlleg Flaggen a vun de Pavillons de complaisance. Iwwer 200 Schëffer fueren ënner lëtzebuergeschem Fändel dobaussen op de Weltmierer. Mir sinn als Staat fir dës Schëffer – an dat gesäit jo och dëse Gesetzesprojet vir – responsabel. An de Rapport vun 2018 vum Commissariat aux affaires maritimes huet kloer gewisen, datt et Problemer gëtt, wann et ëm d'Aarbechtsbedéngungen op deene Schëffer geet. Et geet net nëmmen ëm de Recyclage vun den Epaven herno, mee et geet och drëm, wéi déi Leit, déi op deene Schëffer schaffen, schaffen. An ech mengen, mir hate virdrun eng Heure d'actualité, wou et ëm Aarbechtsbedéngunge gaangen ass, ëm Aarbechtszäiten, ëm Aarbechtsmodalitéiten, ma mir missten eis u sech och nach eng Kéier d'Aarbechtsbedéngungen op de Schëffer ënnert dem lëtzebuergesche Pavillon maritime zu Gemitt féieren.

An dofir mengen ech … Jo, mir hunn dat d'lescht Joer gemaach, an no dem Rapport … Mir waarden elo op de Rapport, ob dat dann och gegraff huet. An ech hoffen, datt et gegraff huet, mee ech fäerte ganz, datt mer nach eng Kéier mussen noleeën.

An dofir nach eng Kéier en Appell un d'Regierung, fir do nach eng Kéier eng Schëpp bäizeleeën. Wann et e Kuelendampfer wär, géif ee soen: Gitt nach e bësse méi Drock op de Kessel, fir datt dat weidergeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci. Merci virun allem der Rapportrice fir hire ganz gudden a komplette Rapport.

(Interruption)

Och merci all den Deputéierte fir hir Contributioun zu dëser Diskussioun, haaptsächlech dem Simone Beissel, fir seng ganz erudit Ried iwwert d'Blauwalen an och iwwer Epaven an iwwert dee ganze Projet. An ech si ganz d'accord mat hirer Analys, dass dat heiten eis nach méi staark als eng kleng, mee seriö Seefahrernatioun duerstellt.

Lëtzebuerg huet e Pavillon maritime an e Registre maritime, a mir si kee Pavillon de complaisance, mir si kee Bëlleg-Pavillon, a kenger Hisiicht. Ech mengen, dat ze soen, dat heescht, eise Secteur maritime net ganz gutt ze kennen. Mir setzen all déi Reegelen ëm an och déi international Reegelen, sief et am Beräich elo vun deem, wéi mer mat den Epaven ëmginn, awer och am Beräich vum Aarbechtsrecht. An ech menge wierklech, dass een net ka soen, dass et sech hei ëm e Pavillon handelt, wou Schmu gemaach gëtt oder wou bëlleg Konditiounen ugebuede ginn, fir Schëffer kënne bei eis ze enregistréieren. Ech mengen, dat ass ganz kloer net de Fall.

Ech freeë mech op alle Fall iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7981. Den Text steet am Document parlementaire 7981[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7981 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8049 – Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et modification :

1° du Code pénal ;

2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Mir kommen elo zur Proposition de loi 8049 iwwert d'Ëmsetzung vum Artikel 82 vun der Constitutioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Pim Knaff, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de

Rapporter vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Justizkommissioun, déi mech dofir designéiert huet – merci fir d'Vertrauen –, presentéieren ech Iech haut de Rapport zur Proposition de loi 8049.

Dëse Gesetzesvirschlag, mat enger begrenzter Liewensdauer vu knapp fënnef Méint, soll et dem Parquet erméiglechen, am Kader vun der sougenannter „Gaardenhaischen-Affär" mat senger Aarbecht weiderzefueren. Vu dass dës Affär och eng fréier Regierungsmember betrëfft, gouf et vill Onsécherheeten, wat d'Prozedur ugeet. Dës Onsécherheete soll dat Gesetz aus dem Wee raumen, andeems eng sougenannten „demokratiséiert" strofrechtlech Prozedur agefouert gëtt an dobäi esou wäit wéi méiglech den Droit commun spillt.

Ech wëll ënnersträichen, dass dëst Gesetz also net nëmmen an dësem prezise Fall, mee och fir aner Fäll, déi e jëtzegen oder fréiere Minister géife betreffen, asoufern et esou Fäll innerhalb där kuerzer Validitéit vum Gesetz géif ginn. Domat respektéiert an erfëllt d'Chamber also d'Obligatioun, déi den Artikel 82, wéi en an der haiteger Verfassung steet, hir zouweist. Si decidéiert zum Schluss iwwert d'Mise en accusation vum betraffene Minister, ouni sech fir de Rescht an d'Aarbecht vum Parquet respektiv vun der Justiz anzemëschen. Villméi wäert dës Propositioun de Wee fräi maachen, fir dass d'Justiz no hirer Preenquête hir Aarbecht an dëser Affär kann zu Enn féieren, déi fréier Ëmweltministesch kann héieren an, wann néideg, weider Instruktioune ka maachen.

De Parquet wäert um Enn vun der Instruktioun seng Konklusioune virleeën an d'Parlament dann iwwer eng eventuell Mise en accusation ze entscheeden hunn.

Hätte mir déi wäitgeeënd reviséiert Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt, scho gehat, hätte mer dës Proposition de loi net gebraucht, well den neie Verfassungstext déi strofrechtlech Responsabilitéit vu Regierungsmembere vollstänneg nom Droit commun reegelt an d'Chamber net méi intervenéiert, oder just um Rand.

En attendant, gëllt déi jëtzeg Verfassung. An do stounge mer virun dem schwéiere Choix, entweeder mangels gesetzlechen Ausféierungsbestëmmungen zum Artikel 82 déi Iwwergangsbestëmmung aus dem Artikel 116 ze applizéieren, déi awer sou al ass ewéi de Methusalem – 175 Joer – an eigentlech net méi als Iwwergangsbestëmmung ka bezeechent ginn, well se e ganz laange Baart huet, oder awer, wat mer elo maachen, d'Gesetz auszeschaffen.

Der Vollstännegkeet halwer wëll ech drun erënneren, datt mer zunächst ënnerwee waren, fir den Dossier no der Enquête préliminaire vun der Justiz ze iwwerhuelen.

Aus deem Grond krute mer den Dossier a konnten e consultéieren. No räiflechen Iwwerleeungen an Echangë mat Experten, hu mer eis fir d'Optioun „neit Gesetz" decidéiert, fir eis dem Droit commun ze rapprochéieren. An dat ass och gutt esou. Dat ëmsou méi, well och déi betraffen Exministesch keng speziell Behandlung wollt an hiert Recht, gehéiert ze ginn, wollt garantéiert wëssen.

Elo dann zum Text, deen den 18. Juli 2022 an der Chamber deposéiert an un d'Justizkommissioun iwwerwise gouf.

De Gesetzesvirschlag dréit d'Ënnerschrëfte vun de Kolleege Cruchten, Baum, Lorsché a Roth.

An der Kommissioun vum 20. September 2022 ass dës Propositioun vum Maître Patrick Kinsch, deen dofir enk mat der Cellule scientifique vun der Chamber zesummegeschafft huet, presentéiert ginn.

De Staatsrot huet säin Avis den 29. November 2022 ofginn a säin Zousazavis den 13. Januar 2023. D'Justizkommissioun huet nom Avis vum Staatsrot eng Rei vun Amendementer ugeholl a mech als Rapporter designéiert. De Rapport vun der Kommissioun gouf den 18. Januar 2023 ugeholl.

Mat dësem Text respektéiere mer net nëmmen eis aktuell Verfassung, mee och déi europäesch Mënscherechtskonventioun an insbesondere den Droit de la défense vum betraffene Minister.

D'Proposition de loi 8049 soll eis et awer och erlaben, der neier Verfassung wäitgeeënd virzegräifen. Den Iwwergang geschitt also ouni grouss Problemer, a sollt d'Instruktioun bis den 1. Juli net ofgeschloss sinn, huelen déi nei Dispositiounen nahtlos de Relais.

Déi strofrechtlech Prozedur gëtt also vollkommen applikabel, mat Ausnam, datt et, bis déi nei Verfassung a Kraaft ass, d'Chamber bleift, déi am Endeffekt iwwert d'Mise en accusation vun engem Regierungsmember oder engem fréiere Regierungsmember decidéiert.

Nieft dem Droit commun, deen applizéiert gëtt, preziséiert dës Proposition de loi d'Prozedur fir d'Mise en accusation vun de Betraffenen. Laut dem Artikel 82 vun der Verfassung ka just d'Chamber iwwert d'Mise en accusation vun engem Regierungsmember decidéieren. Aus deem Grond kritt se dann och just den Avis vun der Chambre du conseil vum Tribunal d'arrondissement iwwermëttelt. Aus dem Avis geet ervir, ob eng Mise en accusation vun de Riichteren als noutwendeg ermooss gëtt oder net.

Dësen Avis bënnt d'Chamber u sech net. Déi final Decisioun iwwert d'Mise en accusation läit aleng bei hir, esou wéi d'Verfassung et aktuell imposéiert. Ech ka mer allerdéngs net virstellen, dass eng Chamber iwwert deen Avis géif ewechgoen, well da wäre mer net méi am Droit commun.

Den Text gesäit awer nëmmen d'Hypothees vir, datt d'Chamber accuséiert, nodeems si vun der Justiz saiséiert ginn ass. Dofir ass dëst Gesetz nëmmen eng deelweis Ëmsetzung vum Artikel 82. Egal wéi en Zenario, d'Gesetz gesäit de Renvoi vum Regierungsmember virun déi ordinär Geriichter vir.

De Secret de l'instruction muss wéi am Rescht vum Droit commun respektéiert ginn, wann d'Resolutioun vun der Mise en accusation vun der Chamber an enger net ëffentlecher Sëtzung gestëmmt gëtt.

Kuerz zu den Haaptelementer vum Gesetz: Et applizéiert sech net nëmmen op déi aktuell, mee och op déi fréier Regierungsmemberen, an dëst fir Infraktiounen, déi am Exercice vun hire Fonctioune geschitt sinn. All Ugekloten huet d'Recht, d'Pièce vu sengem Dossier ze consultéieren, an e Recht op den Instruktiounsdossier.

Dëst Gesetz leeft aus, wann den aktuellen Artikel 82 duerch d'Entrée en vigueur vum neie Verfassungstext abrogéiert gëtt. D'Enquêten-, d'Instruktiouns- an d'Poursuittenakte ginn dann ënnert deem neie Regimm weider.

Wat d'Avise vum Staatsrot ugeet, sou huet de Staatsrot a sengem éischten Avis e puer Oppositions formelles gemaach, well hien Onprezisiounen, wat den Oflaf vun der Prozedur ugeet, bemängelt huet. D'Chamberskommissioun huet den Awänn vum Staatsrot Rechnung gedroen an a sengem Zousazavis huet de Conseil d'État säin Accord zum Text ginn.

Här President, ech komme schonn zur Konklusioun, déi awer e bësse méi laang gëtt.

(Hilarité)

Mir hunn de Wee vun dëser Proposition de loi gewielt:

Well mer net wollten nach méintelaang op déi nei Verfassungstexter waarden, wou d'Prozedure fir d'Regierungsmemberen an Exministere kloer nom Droit commun gereegelt sinn.

Well mer net wollten – gemäss Verfassungstexter aus dem 19. Joerhonnert – komplett an d'Aarbecht vum Parquet agräifen oder déi Roll gegeebenenfalls an enger Spezialkommissioun iwwerhuelen.

Well mer eis am Respekt vun der jëtzeger Verfassung an am Geescht vun deenen neien Texter, déi den 1. Juli a Kraaft trieden, eng Prozedur wollte ginn, déi d'Strooss hält.

Well mer dem Droit de la défense an der Mënscherechtskonventioun wollte gerecht ginn.

Well mer keng Prozedur en faveur, awer och net en défaveur vun engem Regierungsmember wollten hunn.

Well mer op Gewaltentrennung halen, Vertrauen an d'Justiz hunn, an d'Présomption d'innocence an de Secret de l'instruction elementar Rechter vun all Mënsch sinn.

Well et eis normal schéngt, dass gegeebenenfalls och e Minister vun engem dofir kompetente Geriicht jugéiert gëtt an net vun enger Cour supérieure de justice, wéi dat am bisheregen Text virgesi war.

Mat der Entrée en vigueur vun der Proposition de loi kënne mer dann zu der nächster Etapp iwwergoen, andeems mir der Justiz den Accord ginn, fir d'Virenquête ze verdéiwen, eis hir Konklusiounen ze iwwermëttelen, an dann ass et un eis – opgrond vun engem kompletten Dossier, wéi dat nach an der jëtzeger Verfassung virgesinn ass, an net méi an deenen neien Texter, an net ëffentlecher Sëtzung –, iwwer eng Mise en accusation ze decidéieren. Wéi gesot, no dem Vott, no der Dispens vum zweete Vott, no der Veréffentlechung musse mir nach eng Kéier en Akt setzen, fir der Justiz déi Missioun ze iwwermëttelen.

An eisem schrëftleche Rapport hu mer och festgehalen, datt et d'Recht vun all Deputéierten ass, Froe respektiv Informatiounen am Zesummenhang mat dësem Dossier un d'Justiz ze iwwermëttelen. Et ass dann un den Instanzen, déi d'Ënnersichung maachen, ze decidéieren, wat fir Suitte si dëse Froen an Informatioune ginn.

Dir gesitt, mir hunn eis et net liicht gemaach. Et wäre sécher méi einfach Solutioune ginn, mee mir mengen, datt mer hei dee besseren, méi transparenten an demokratesche Choix getraff hunn.

An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci och fir déi gutt Zesummenaarbecht an de Kommissiounen an déi oppen Diskussiounen, déi mer haten. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass schonn e speziellt Gesetz, iwwert dat mer haut den Owend

hei ofstëmmen. Eigentlech ass et och en héichpolitesche Dossier. Ech wëll soen, et ass net emol opgrond vun der Affär, déi à la base ass, dass mer haut iwwerhaapt mussen e Gesetz stëmmen, mee well et virun allem ëm de Kär vum Rechtsstaat geet. An et geet och ëm de Kär vun der Demokratie.

Firwat? Ma et geet eigentlech ëm déi strofrechtlech Responsabilitéit vun deenen, déi d'Land regéieren. An ech muss soen – e bëssen Ironie vun der Geschicht, de Rapporter ass virdrun drop agaangen –, praktesch 200 Joer laang verlaangt eng Verfassung – net déi, déi elo nach en vigueur ass vun 1868, mee schonn eng Verfassung vu virdrun –, dass misst esou e Gesetz geholl ginn. An et ass awer keent geholl ginn, vläicht och wéinst der politescher Brisanz vun där ganzer Fro vun der strofrechtlecher Responsabilitéit vun engem Minister oder vun engem Member vun der Regierung.

An elo, véier oder véier an en hallwe Mount, ier dann déi nei Verfassung endlech soll a Kraaft trieden, no där eigentlech kee Gesetz méi néideg wär, musse mer haut dat Gesetz hei stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Wann Der just erlaabt, eng kleng Bemierkung. Dat ass ganz richteg, wat Der sot. An dofir probéiere mer alleguer zesummen, bei deenen neie Verfassungstexter och alles ze maachen, fir dass d'Ausféierungsbestëmmungen dës Kéier dobäi sinn, an net eréischt no 175 Joer.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President-Rapporter fir dëse Rapport an Zousaz bis. Duerfir stëmme mer eigentlech elo iwwer e Gesetz, wat dräi Punkten huet. Et ass véier Méint a Kraaft. Et ass e Gesetz, wat eng generell Natur huet, mee wat sech am Prinzipp, Stand haut, eigentlech just op e fréiere Regierungsmember applizéiert.

Ech wëll awer e puer Kloerstellunge maachen. Déi Éischt ass déi, dass dëst Gesetz net zur Ofstëmmung kënnt, ech widderhuelen, net zur Ofstëmmung kënnt, fir dass d'Immunitéit vun engem fréiere Regierungsmember kéint opgehuewe ginn. An de Rapporter huet et indirekt gesot, dass hien eigentlech och kéint emol am Kontext vun där sougenannter Gaardenhaischenaffär aussoen. Dat ass en Narrativ, deen, ech soen, d'lescht Joer am Abrëll oft ulässlech vun der Demissioun vun deem betraffene Regierungsmember benotzt gouf.

Ech soen awer gradesou däitlech, dass dee faktuell a rechtlech ganz einfach falsch ass, well et gëtt eng gutt Ofhandlung, muss sech soen, an enger Lëtzebuerger Juristepublikatioun, nämlech der „Pasicrisie", dat vun engem Magistrat, dem Claude Hirsch. An deen huet eigentlech dat Ganzt an engem Saz resüméiert. An zwar seet en, dat ass d'Konklusioun vun enger Iwwer-30-Säiten-Ofhandlung: „Néanmoins, dans un système politique régi par les principes de l'État de droit," – also vum Rechtsstaat – „les ministres doivent eux aussi respecter la loi et peuvent engager leur responsabilité juridique s'ils violent la législation."

Also, et kann een net einfach esou soen a maachen, wéi wann hei eng Immunitéit géif bestoen, well soss géife mer jo haut net hei stoen, an da wiere munch Diskussiounen, déi mer an dem Chamberbureau, an der Konferenz vun de Presidenten haten, jo och net do.

An e Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dee ka wuel als Zeien aussoe bei der Police judiciaire, am Kontext vun enger Enquête, bei engem Untersuchungsriichter an och virun engem Strofgeriicht. An Dir kënnt Iech virun zéng Joer u ganz spektakulär Beispiller erënneren an enger Affär, wou vill driwwer geschwat gëtt zënter 1984. An zënter zéng Joer eigentlech – jo, den Datum 2013! –, zënter 2013, hunn ech net méi ganz vill an där Affär héieren. Mee bon, dat sinn nun emol Konklusiounen, déi mir politesch net ze zéien hunn.

Fakt ass, Fakt ass, dat ass e Fait: Dass d'Chamber haut muss iwwert déi Gesetzespropositioun befannen, dat ass eenzeg aleng eng Strofbestëmmung bei eis aus dem Code pénal, nämlech den Artikel 158, deen eigentlech seet, dass en Enquêteur, d'Police judiciaire, en Untersuchungsriichter oder egal wat fir e Magistrat eigentlech net ka géint e Regierungsmember enquêtéieren, et sief, en huet dofir déi Autorisatioun am Virfeld ageholl vun deene verfassungsrechtlechen Organer, déi dofir zoustänneg sinn. Dat ass de Punkt. An et ass net, fir dass eng Ministesch seet: „Ech hunn e Recht fir auszesoen." Neen!

An Dir wësst, ouni dass ech hei op d'Untersuchungsgeheimnis, wou déi 60 Deputéiert dru gebonne sinn, aginn, well dat war public: De Verweis, wéi de Parquet général den Dossier un d'Chamber ginn huet, war och ganz kloer op dësen Artikel aus dem Code pénal.

Also am Resümmee: Ouni Autorisatioun vun der Chamber kënnen Ermëttlunge géint e fréieren oder aktuelle Regierungsmember net gemaach ginn. An dat ass de Punkt. An et ass net e Recht vun engem Minister, fir iergendwou eng Ausso ze maachen.

Dëst Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, huet och weeder mat dem Fong vun der sougenannter „Gaardenhaischenaffär" ze dinn, nach mat iergendwelcher Scholdfro, well do zielt d'Onscholdsvermutung fir een a fir jiddwereen – an ech betounen: fir jiddwereen!

Fakt ass awer och, dat soen ech grad esou däitlech, dass an eisen Aen, an den Ae vun eiser Fraktioun, op politeschem Niveau – ech betoune ganz kloer: op politeschem Niveau! Iwwert deen aneren hu mir eis net auszeschwätzen, wéinstens à ce stade net – den Dossier Gaardenhaischen onzoulänglech geréiert gouf. Nach eng Kéier: op politeschem Niveau! An dat ass och op dëser Plaz am Oktober 2019 ganz kloer vun eisem deemolege Spriecher an deem Dossier, Fakten a Pièces à l'appui, ganz kloer gesot ginn.

An de Michel Wolter huet an eisem Numm op dräi Kriticken higewisen. Dat Éischt war déi, dass d'Oppositioun an där betreffender Chamberskommissioun, nämlech an der Ëmweltkommissioun vun der Chamber, ganz einfach monddout gemaach ginn ass. Dat war bedauerlech! Dat war bedauerlech! Mir hunn och dorobber higewisen, well d'Oppositioun net berechtegt, net à même war, hir Froen ze stellen an deem Dossier, och am Kontext vun enger vläicht penibeler Aufgab, mee déi zu enger Demokratie gehéiert. An do konnt ee Pouvoir vun engem Parlament an enger parlamentarescher Demokratie, nämlech d'Aktioun, d'Regierung ze kontrolléieren, an där betreffender Kommissioun net wouergeholl ginn.

Zweete Punkt. Den Dossier ass den 10. Oktober och am Plenum mat enger Deklaratioun vun der Ministesch diskutéiert ginn. Och do muss ech soen, dass déi Äntwerten op déi berechtegt Froen, déi gestallt goufen, onzoulänglech waren. An den deemolege Spriecher, de Michel Wolter, huet gesot – an ech sinn autoriséiert, et ass d'ailleurs am Chamberblietchen, dat nach eng Kéier ze widderhuelen –: „D'Madamm Dieschbourg", sot den Här Wolter, „huet d'Chamber, d'Press an d'Ëffentlechkeet belunn, an d'Ier gefouert a wichteg Elementer verschwigen. Net manner wéi néngmol eleng op der Pressekonferenz vum 9. September."

Drëtte Punkt. Et gouf op déi Propos, déi den Här Wolter gemaach huet, net den Dossier reconsideréiert an et gouf och net an Erwägung gezunn, verschidden Decisiounen, déi geholl gi waren, am Delai vun dräi Méint zréckzezéien. Dat wär nämlech eng Méiglechkeet gewiescht, a keen ass onfeelbar. An Dir wësst, dass eng administrativ Autoritéit, déi eng Decisioun hëlt, se bannent dräi Méint, wa se der Meenung ass, dass se rechtlech net an der Rei ass, kann zréckzéien.

An ech woen haut, sous réserve vu menger parlamentarescher Immunitéit, ze soen, dass, wann deemools vläicht méi op d'Kriticken an d'Suggestioune vun Oppositiounsdeputéierte gelauschtert gi wier, mer vläicht haut net iwwert dës Gesetzespropositioun missten ofstëmmen.

Et ass en Dossier, Dir Dammen an Dir Hären – drëtt Feststellung –, dee vum Parquet un d'Chamber geschéckt gouf, an et koum deemools zu enger Demissioun vun enger fréierer Ministesch. Ech wëll ganz kloer soen: Dat ass e politesche Schrëtt, dat ass e mënschlecht Drama, dat ass e mënschlecht Drama an dat ass och mënschlech schwéier ze verschaffen!

Ech wëll awer grad esou kloer soen, dass dee Schrëtt net rechtlech noutwendeg gewiescht wier, well ech wëll och kloer soen: Do spillt voll a ganz, an och vis-à-vis vun engem Minister, deen en ëffentlecht Amt huet, eng Onscholdsvermutung! An dat soll een och respektéieren, besonnesch am Kontext vun där neier Verfassung, déi mer hunn, besonnesch an dem Kontext vun där neier Verfassung, well soss géif dat heeschen, dass e Minister, wann iergendeen Dossier bei de Parquet géif goen, ech soen, wann dat public géif, praktesch forcéiert wier, seng Demissioun anzereechen. An de gudde Fonctionnement vun enger parlamentarescher Demokratie verlaangt och, dass, sauf jusqu'à preuve du contraire, d'Presomption d'innocence fir e Regierungsmember spillt.

Véierte Punkt. Deen Dossier, dee läit elo zéng Méint bei der Chamber. 60 Deputéierter haten Abléck an deen Dossier. A vun de 60 Deputéierten, dat wëll ech och emol eng Kéier soen – mir gi jo vill a vläicht och net zu Onrecht dobausse kritiséiert, mee ech wëll dat ganz kloer feststellen hei, och als Oppositiounsdeputéierten –, ass vun deenen Elementer, déi am Dossier sinn, menges Wëssens, mengen Informatiounen no, näischt dobaussen erauskomm! Et hate 60 Deputéierter Asiicht an deen Dossier, an all d'Akten, déi bäilouchen, an Dir wësst, dat war e relativ voluminéise Classeur. Et ass also näischt erauskomm. An ech wëll duerfir stellvertriedend Iech, Här President, Merci soen, un d'Presidence. An ech wëll och duerfir dem Rapporter, dem Mars Di Bartolomeo, fréiere Chamberspresident, haut Vizepresident vun der Chamber, Merci soen, well si et eigentlech fäerdegbruecht hunn, dass déi méi kontrovers Diskussiounen, déi mer haten, déi ënnerschiddlech Bewäertungen, déi et gouf an deem Dossier, roueg an, mengen ech, och op eng sereine Aart a Weis gefouert goufen.

Ech wëll an deem Kontext och soen, dass d'CSV ganz kloer hätt kënne mat op dee Wee goen, dat hei ouni Gesetz ze reegelen, wéi ursprénglech geduecht an där éischter Sitzung, déi mer hate mat der Procureure générale, déi do mat dem Procureur an aneren eminente Magistraten där Meenung war. Änlech wéi et an der Vergaangenheet war, well et sinn och heibanne Kolleegen, déi an der Vergaangenheet scho ganz penibel Momenter erlieft hu viru laanger Zäit, Leit, déi net méi am Parlament sinn, déi fréier Ministerfunktiounen exercéiert hunn, déi och iwwert déi heite Prozedur hu misse goen.

An Dir wësst, och dat ass eppes, wat an engem politesche Liewen heiansdo sëtze bleift a wat net einfach ze verkraften ass. Mir hätten also als CSV ganz kloer kënne mat op de Wee goen, dat hei ouni Gesetz ze reegelen. Mir ginn awer och, no deenen Diskussiounen, déi waren, mat op de Wee – an duerfir hunn ech am Numm vun eiser Fraktioun och déi

Gesetzespropositioun mat ënnerschriwwen – vun dëser Gesetzespropositioun.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet politesch virun allem ëm eppes, an dat ass nämlech d'Vertrauen, dat ass d'Glafwierdegkeet an dat ass virun allem d'Verantwortung vun dem éischte Pouvoir am Land! An et geet eigentlech ëm d'Ofweien, an och dat schreift de Magistrat Claude Hirsch, wann e seet: „La responsabilité des membres du Gouvernement met en jeu au moins deux impératifs, à savoir la nécessité d'un fonctionnement des institutions politiques et la nécessité d'une juste administration de la répression pénale. Si un membre du Gouvernement est certes un citoyen parmi d'autres, il s'agit néanmoins d'un citoyen un peu particulier à cause des fonctions qu'il exerce."

Dat ass eigentlech alles gesot. De Minister ass Bierger mat alle Rechter a Flichten, mee de Minister ass e bësse méi e spezielle Bierger, well e Fonctiounen huet, déi deen normale Bierger net exercéiert, an déi Fonctiounen exercéiert en am Numm vum Staat a fir de Staat.

An duerfir muss grad d'Chamber an dësem Dossier hirer Roll als Garant vum Rechtsstaat gerecht ginn, well nëmmen de Rechtsstaat ass och ëmmer e Vertrauensstaat. A fir d'Vertrauen eigentlech vun de Bierger an d'Politick ze stäerken, musse mir och beméit sinn, déi rechtsstaatlech Prinzippien och fir de Minister an dësem Fall zielen ze loossen. An dat heescht – an ech widderhuelen dann d'Wierder vum Rapporter, déi e virdrun hei gesot huet –: „Et däerf keen Nodeel si fir de Minister, mee eis Fonction däerf awer och kee Virdeel sinn."

Well fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Politick kee Gespills, an d'Politick ass kee Spill, wéi mol e fréiere Spëtzekandidat vun der CSV gesot huet.

(Hilarité)

An dat Gespills, Dir Dammen an Dir Hären, dat däerf et och net ginn an esou Dossiere wéi dat hei zwëschent Oppositioun a Majoritéit.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An d'Fro vun der strofrechtlecher Responsabilitéit vun engem Minister, déi zielt virun allem fir eppes: Dat muss en dehors vum politesche Gespills si vu Majoritéit an Oppositioun. Dat heescht also am Kloertext fir d'CSV, dass den Dossier, deen an der Chamber läit zënter Abrëll d'lescht Joer, fir eis am Kontext vun der aktuell geltender Verfassung muss traitéiert ginn, déi nach a Kraaft ass, an dat bis de Juli 2023, wou dann eng nei Prozedur spillt.

Zweetens, d'Chamber muss an eisen Aen och bis Juli 2023 driwwer decidéieren, ob Ermëttlungen an deem Dossier vun de Justizautoritéite sollen ënnerholl ginn oder net.

Drëttens, d'Chamber muss an enger net ëffentlecher Plenarsitzung – an enger net ëffentlecher Plenarsitzung! – doriwwer befannen. Et ass och dat, wat d'Proposition de loi festleet.

Véiertens, fir eis ass et gradesou kloer, an ech si frou, dass de Rapporter et nach eng Kéier rappeléiert huet, dass all Deputéierten – ech betounen: all Deputéierten! Jiddweree vun deene 60, déi heibanne sinn! –, opgrond vu senger eegener Analys vun deem Dossier och senger verfassungsrechtlecher Aufgab als ee vun deem Gremium Chambre des Députés kann nokommen a ka Froen un d'Justizautoritéiten iwwermëttelen. Mir hu laang doriwwer diskutéiert an der Chamberskommissioun. Dat ass och zougesot ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | An Informatiounen. Froen an Informatiounen.

M. Gilles Roth (CSV) | An Informatiounen. Well den Deputéierten, dat ass och de Bierger, iwwerhëlt hei en qualité vun dem Deputéierten eng speziell Roll, well en am Kontext vun dëser Verfassung nach virun oder bis zu dem 1. Juli gegeebenefalls iwwert d'Scholdfäegkeet vun engem Regierungsmember befënnt oder net.

Fënnefte Punkt: Fir d'CSV ass et och kloer, dass am Fall vun Ermëttlungen d'Untersuchungsgeheimnis an d'Onscholdsvermutung musse spillen, grad ewéi den Zougang vun all implizéierter Persoun zu deem Dossier. Och dat ass an der Gesetzespropositioun verankert.

An nach eng Kéier: Ob Minister oder normale Bierger, jiddwereen ënnerläit hei deene selwechte Reegelen, jiddwereen ënnerläit enger Enquête à charge et à décharge. A mir beweegen eis hei och, dat soll och gesot ginn, no räiflecher Iwwerleeung, am Kontext vun alle Prinzippie vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun.

D'CSV war net Demandeur fir dëst Gesetz. Mir sinn awer Demandeur fir Opklärung a fir Transparenz. Mir sinn Demandeur fir Gläichheet virum Gesetz. A mir sinn Demandeur fir Vertrauen an eise Rechtsstaat. A mir iwwerhuelen och eis Verantwortung am Sënn vun dem Rechtsstaat. An duerfir stëmme mer och als Oppositiounspartei dëser Gesetzespropositioun zou.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Propositioun 8049 iwwert d'strofrechtlech Responsabilitéit vu Regierungsmembere combléiert e Vide juridique, dee säit iwwer 150 Joer an op Basis vun der aktueller Verfassung existéiert.

Méi prezis geet et hei ëm eng Lacune an der Procédure pénale, an der strofrechtlecher Prozedur. Den aktuellen Artikel 82 vun eiser Verfassung beseet: „La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement – Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées."

Den Ament gëtt et awer kee Gesetz, dat am Detail festleet an definéiert, wéi d'Parlament no enger Mise en accusation vun engem Regierungsmember an engem Dossier um prozeduralen Niveau soll an däerf verfueren.

Eng Chamber, déi an esou engem Fall soll de Rôle vun engem Juge d'instruction iwwerhuelen, ka sech net ouni kloer Reegelen a Gesetzer an esou enger Missioun engagéieren. An och fir d'Justiz, ee vun deenen dräi Haaptpouvoire vun dësem Land, ass et wichteg, datt e gesetzleche Kader an domat eng Base légale existéiert, op där de Modus operandi fir de weidere Verlaf vun esou engem Dossier fousst.

Wichteg ass och de Prinzipp vun der Égalité des armes, e Grondrecht, dat fir all Mënsch virun der Justiz gëllt. Et ass dofir och positiv, dass dës respektiv Artikele bei der rezenter Verfassungsrevisioun mat an d'Ae gefaasst goufen, fir notamment juristesch Onsécherheeten an Zukunft ze evitéieren.

Wat d'Justiz ugeet, si virun allem zwee Elementer immens wichteg: D'Justiz ass onofhängeg an d'Justiz ass eng extreem prezis Matière. Si fousst op klore Reegelen a Gesetzer, op deenen d'Urteeler vun eise Geriichtsbarkeete gesprach ginn. D'Feele vun engem Gesetz, wéi an dësem Fall d'Gesetz aus dem Artikel 82 vun der jëtzeger Verfassung, kreéiert eng onkloer a problematesch Situatioun.

Déi inkomplett Legislatioun léisst Raum fir Zweifel am Bezuch op d'Prozedur an d'Zoustännegkeet. An den aktuellen Artikel aus der Verfassung ka vun dohier guer net, sinon nëmme falsch, interpretéiert ginn, well duerch dat feelend Gesetz, wat mer haut stëmmen, huet e misse komplettéiert ginn.

Als Parlament an Acteur an esou engem Zenario ass et awer wichteg, dass e kloren Text existéiert, fir eis an deenen Demarchen ze guidéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Lëtzebuerg hu mir eng Séparation des pouvoirs, an ech hunn et scho gesot: Als drëtte Pouvoir ass d'Justiz kloer vun der Executiv an der Legislativ getrennt an onofhängeg. D'Justiz ass och gebonnen un de Secret d'enquête an de Secret de l'instruction an natierlech och un d'Prinzippie vun der Rechtsstaatlechkeet. Dëst entsprécht dem Grondsaz vun engem moderne Rechtsstaat an enger demokratescher Gesellschaft.

Duerch dëst Gesetz, wat de spezielle Fall vun der Responsabilité pénale vun engem Member vun der Regierung ugeet, déi mer quasi integral dem Droit pénal commun ënneruerdnen, garantéiere mer de Respekt vun allen Droits de la défense: d'Assistance vun engem Affekot, den Droit de connaître avec précision les charges existantes, den Droit de consulter le dossier, den Droit de garder le silence, den Droit de ne pas s'auto-incriminer an esou weider.

An dëst gëllt och fir Ministeren a Membere vun der Regierung: net méi Rechter, awer och net manner Rechter wéi all Justiciabelen. An do gehéiert natierlech derzou, datt e Mann oder eng Fra onschëlleg ass, bis datt e Geriicht duerch e rechtskräftegt Urteel decidéiert huet, et wär ee schëlleg.

Dat erspuert eis dann och hei an der Chamber ze mengen, iwwer Schold oder Onschold vun engem Mënsch missen ze spekuléieren. Zwou kleng Derogatiounen, déi jo verständlech sinn, gëtt et awer: D'Partie civile kann hei an dësem spezielle Fall d'Action publique géint e Minister net declenchéieren, an e Minister kann hors flagrant net ouni Autorisatioun vun der Chamber verhaft ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer d'Procédure de mise en accusation vun engem Regierungsmember dem Code de procédure pénale an dem Code pénal ënnerwerfen, ass definitiv gutt, esou wéi mer et och schonn an der neier Verfassung gestëmmt hunn.

Et bleift wichteg, am Hannerkapp ze behalen, dass et an dëser Diskussioun net iwwert de Fong vun enger Affär, mee iwwer eng Prozedur, déi mer en place setzen, geet. D'Politick soll sech am Fong aus der Justiz eraushalen, esou wéi d'Justiz sech och aus der Politick eraushält.

Une voix | Très bien!

M. Pim Knaff (DP) | Mat deem neie Gesetz wäert et méiglech sinn, d'Separatioun vun de Pouvoiren ze assuréieren, d'Onofhängegkeet vun der Justiz als elementare Prinzipp vun engem Rechtsstaat unzeerkennen an all Beschëllegten, sief et e Regierungsmember, déi elementaarst Reegele vun der Prozedur ze garantéieren.

Et sinn och, wéi gesot, net déi rechtsstaatlech Prinzippien, déi feelen, mee et war eng Prozedur, wéi se am Kader vun enger Mise en accusation duerch d'Chamber vun der Chamber soll applizéiert ginn, fir e gerechte Prozess ze garantéieren.

Fir ze evitéieren, dass Dossieren zu politesche Spillbäll tëschent Pouvoir législatif a judiciaire kënne ginn, war et wichteg, déi Prozedur en place ze hunn, déi onofhängeg Recherchen an Enquêten erméiglecht.

Mat dëser Proposition de loi 8049 gëtt also elo de gesetzleche Kader geschaaft, fir der Justiz et ze erméiglechen, Fait-pénallen, déi och kënnen e Member vun der Regierung oder e Minister ugoen, kënnen an aller Rou ze préiwen, esou wéi se dat mécht, dëst am Respekt vun de Grondrechter vu jidderengem an de prozeduralen Dispositioune vum Droit commun, déi all Justiciabele garantéiert kritt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun, net awer ouni dem Rapporter Merci ze soe fir säin exzellente Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Knaff. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am schrëftleche Rapport vun dëser Proposition de loi steet e Saz: „Le caractère obsolète de ces dispositions est indiscutable."

Dës Proposition de loi, déi vun de Fraktiounscheffe vun LSAP, DP, CSV an eis Gréngen deposéiert ginn ass, ass e gutt Beispill, wéi ee ka gutt zesummeschaffen. Dat wëll ech fir d'éischt emol betounen. An dofir fänken ech och mat engem Merci un. E Merci un de Mars Di Bartolomeo, dee sech där schwiereger Tâche ugeholl huet, hei de Rapport ze maachen, an e Merci un all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi zesummen am Bureau an an der Conférence des Présidents ganz vill diskutéiert hunn, awer och zu engem Resultat konnte kommen. An dat Resultat léisst sech haut weisen. Eigentlech hätte mer scho vill méi fréi esou e Gesetz misse maachen. Mee do kommen ech dann nach drop zréck.

Wéi gesot geet et haut haaptsächlech ëm déi obsoleet Dispositiounen aus der Verfassung, déi mer nach ëmmer hunn, well déi nei Verfassung nach net a Kraaft ass. An am Fong sinn déi zwou Dispositiounen aus där nach bestoender Verfassung de Kärproblem, e Kärproblem, deen d'Chamber scho viru Joerzéngten eigentlech hätt misse léisen.

Et sinn d'Artikelen 82 an 116 aus der Verfassung, déi de Mars Di Bartolomeo virdru gutt erkläert huet. Se ginn zréck op 1868 a souguer nach virdrun. A wann een da vun deenen Zäite schwätzt, 1868 an haut, wann een déi vergläicht, da muss ee wëssen, dass d'Léisung vum Problem dora bestanen hätt, datt scho viru Joerzéngten eigentlech dat Gesetz ausgeschafft gi wär, wat mer haut maachen, dat Gesetz, wat genee laut dem Artikel 82 vun der Verfassung virgeschriwwen ass, mee wat, wéi gesot, ni ausgeschafft ginn ass.

Haut si mer mat der Situatioun konfrontéiert, dass genee dës zwee obsoleet Artikelen den Haaptenjeu vun dëser Proposition de loi duerstellen. Dobäi muss ee jo wëssen, datt se souguer zréckginn op 1830, op déi belsch Verfassung, un där Lëtzebuerg sech orientéiert huet an déi eigentlech nach méi e laange Baart huet wéi déi Dispositiounen, déi nach an eiser Verfassung stinn, déi awer elo zum Gléck reforméiert ginn ass.

Et sinn dann och dës zwee Artikelen notamment, déi der Chamber d'Liewen zanter dem leschten Abrëll schwéier gemaach hunn, wéi de Parquet der Chamber den Dossier „Gaardenhaische" weidergereecht huet, deen ënner normalen Ëmstänn eigentlech iwwerhaapt net an d'Chamber gehéiert hätt. A wann ech vun normalen Ëmstänn schwätzen, da mengen ech domat näischt anescht wéi eng zäitgeméiss Verfassung, déi d'Fundament vun eisem Rechtsstaat respektéiert, andeems se den ieweschte Prinzipp vun der Gewaltentrennung assuréiert.

A well déi nei Verfassung, wou dee Prinzipp dann och respektéiert wäert ginn, eeben, wéi gesot, nach net a Kraaft ass, geet et bei dëser Proposition de loi virun allem drëms ze verhënneren, datt d'Chamber sech op den Artikel 116 vun der aktueller Verfassung muss baséieren. Et muss ee soen, deen ass nach méi schlëmm wéi deen aneren!

Dëse gëtt der Chamber praktesch all Fräiheeten, wuelbemierkt am Fall, wou kee Gesetz existéiert, esou wéi den Artikel 82 et da sengersäits verlaangt. Relevant um Artikel 116 ass eppes: Et ass dat, dass en et carrement onméiglech mécht, eise Rechtsstaat, eis rechtsstaatlech Prinzippien ze respektéieren, andeems en der Chamber Ermoossensspillraum oder Ermoossensfräiheet zousprécht, ob e Regierungsmember accuséiert soll ginn oder net.

Den Arbiträr, kann ee soen, d'Perspektiv vun engem ëffentleche Schauprozess an der Chamber, d'Verletzung vun den Droits de la défense a vu villen anere Rechtsprinzippie sinn an deem Artikel praktesch virprogramméiert. An dorop kommen ech zréck.

A wann den Artikel 116 dann effektiv géif applizéiert ginn, wier et relativ kloer, datt déi Saach zu Strossbuerg um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter géif landen, et ass schonn e puermol gesot ginn.

Et wier och relativ kloer, datt eist Land wéinst deem, wat bei eis hei zu Lëtzebuerg an der Chamber ofgelaf ass, zu Stroossbuerg verklot géif ginn an do de Kierzere géif zéien, wëll soen, eist Land géif verléieren a sech am internationale Kontext blaméieren.

Ech woen awer och ze behaapten, datt eis eegen national Riichter et eigentlech kaum esou wäit komme gelooss hätten a scho warscheinlech op hirem Niveau „Stopp" gesot hätten, well schlussendlech wier et jo och hir Decisioun gewiescht, déi zu Stroossbuerg jugéiert gi wier am Fall vun enger Condamnatioun vun der fréierer Ministesch, wuel wëssend, datt eebe grad déi Decisioun sech net an eng legal Prozedur agebett hätt. A well och déi lëtzebuergesch Riichter un déi international Mënscherechtskonventioun gebonne sinn – dat hu se eis als Juriste méi wéi eemol erkläert am Bureau –, passen och si natierlech ganz gutt op, wat se zu Lëtzebuerg maachen.

Här President, ech kommen zréck bei den Artikel 112 (veuillez lire: 116), deen am Bureau an an der Conférence des Présidents fir vill Kappzerbrieches gesuergt huet, aus deene Grënn, déi ech genannt hunn. Wat deen Artikel, mee och den Artikel 82 ugeet, esou si mer eis jo, an dat ass jo och ze begréissen, alleguer eens, datt et aus rechtsstaatlecher Vue schonn aleng komplett inakzeptabel ass, der Chamber am Joer 2022/2023 dat exklusiivt Recht zouzespriechen, Regierungsmemberen ze accuséieren, also d'Roll vum Geriicht, vum drëtte Pouvoir, ze spillen.

An dowéinst si mir als Gréng – mee ech mengen, mir alleguer heibannen – frou, dass mer eis parteiiwwergräifend fir dat klengst Iwwel decidéiert hunn, nämlech e Gesetz auszeschaffen, esou wéi den Artikel 82 et dann och notamment virgesäit.

A wa mir dës Proposition de loi haut stëmmen, da brauche mer eis definitiv net méi op den Artikel 116 ze beruffen. Dat war d'Haaptzil. Datt Lëtzebuerg ansonste géif verklot ginn, wat ech scho virdrun ausgedréckt hunn, dat ass iwwregens net op eiser Mëscht gewuess am Bureau, och net an eiser Fantasie. Dorop hunn héichkaräteg Juristen, déi mer och gefrot hunn, eis ze beroden, eis am Bureau opmierksam gemaach. An dofir wéilt ech hinnen och e grousse Merci ausdrécken.

An och fir eis als Gréng war et dowéinst ganz séier kloer, datt kee Wee laanscht d'Ausschaffe vun dëser Gesetzespropositioun dierft féieren, fir Rechtssécherheet ze schafen.

Wat heescht dat konkreet? Dat heescht konkreet, datt mer eis eng Prozedur ginn, déi et erlaabt, datt eng Geriichtsprozedur ka stattfannen, an där et vun Ufank un ëm de Fong geet, an datt et net méi ëm d'Form geet, an déi net schonn eleng duerch eng net zäitgeméiss Form gekippt ka ginn. Dat bedeit also, datt et endlech ëm d'Virgäng ka goen, déi am Fokus stinn, an net méi ëm d'Form, déi mat dëser Proposition de loi gereegelt gëtt a gesetzlech verankert gëtt. Dat mécht d'Dier op zu enger fairer Enquête an zu där Rechtsstaatlechkeet, fir déi mir vun Ufank un agetruede sinn an déi och dora besteet, datt mir eis Verfassung à la lettre applizéieren, well mer elo dat maachen, wat se eis schonn zanter Joerzéngte virschreift.

Ënnert dem Stréch, Dir Dammen an Dir Hären, geet et jo bei dëser Proposition de loi eigentlech ëm näischt anescht wéi ëm de Respekt vu Mënscherechter. Et geet drëms, déi fréier Ëmweltministesch, mee och all aner Regierungsmemberen, déi an esou eng Situatioun kéinte geroden, viru Geriicht ze behandele wéi all aneren normale Stierflechen. Dat kann nëmme fonctionéieren, wann esou Affären esou wäit wéi méiglech dem Droit commun ënnerstallt ginn, wou d'Rolle kloer definéiert sinn.

Eng Accusatioun duerch den éischte Pouvoir sengersäits géif spéitstens zu Stroossbuerg, wéi gesot, zu engem Non-lieu féieren – oder op d'mannst wär dee Risiko extreem grouss –, net awer dann zu der Opklärung vun de Virfäll a Fakten an och net zu der Opklärung, ob e Verstouss géint d'Gesetzgeebung dann elo wierklech virläit oder net. Wéi gesot – dat hunn och meng Virriedner scho gesot –, nach zielt d'Onscholdsvermutung, an dat wëll ech och am Numm vun der gréngen Fraktioun ënnersträichen, well dat ass och e Rechtsprinzipp an eiser Demokratie.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dir Dammen an Dir Hären, aus all dësen Ursaachen, vun deenen ech elo geschwat hunn, ass et eigentlech kee Wonner, datt de GRECO, de Groupe d'États contre la corruption, en Ënnerorgan vum Conseil de l'Europe, scho jorelaang vu Lëtzebuerg verlaangt, d'Artikelen 82 an 116 vun der Verfassung ofzeschafen oder se zumindest esou ëmzeänneren, datt déi rechtsstaatlech Prinzippie vun der Gewaltentrennung endlech och zu Lëtzebuerg op deem dote Plang respektéiert ginn.

A genee aus deem Grond, a manner wéinst dem Inhalt vum Dossier, war et scho virun eppes iwwer zéng Joer an der Affär Krecké keen Zoufall, datt d'Chamber sech zréckgehalen huet, bewosst zréckgehalen huet an eigentlech refuséiert huet, sech an eng Affär anzemëschen, déi per se dem drëtte Pouvoir ënnersteet. Dës Zréckhalung, déi eigentlech och eng indirekt Kritick un de besoten Artikele vun der Verfassung war, huet d'Chamber deemools à l'unanimité an enger entspriechender Resolutioun ausgedréckt.

Déi Resolutioun huet mëttlerweil zéng Joer um Bockel, eppes méi. Mee well d'Moderniséierung vun der Verfassung dach awer leider geschleeft huet, huet sech bis haut näischt un der rechtswiddreger Prozedur geännert, déi nach ëmmer an der Verfassung steet. A grad dowéinst si mer mat dësem Dossier an eng ganz

schwiereg Situatioun geroden. Mee mer sinn och erëm erausgeroden. An dat ass de Verdéngscht vu jiddwerengem, dee matgeschafft huet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Glécklecherweis gehéiert dëse rechtsstaatlechen Anachronismus, kann ee bal soen, op de kommenden 1. Juli 2023 der Vergaangenheet un, wann déi nei Verfassung bis a Kraaft trëtt. An dofir muss een och deene Leit Merci soen, déi Méint a Méint domat ënnerwee waren a ganz vill Aarbecht geleescht hunn.

Onglécklecherweis war d'Verfassung awer bekanntlech nach net a Kraaft, a se ass et jo och nach net, wéi d'Chamber den Dossier weidergereecht kritt huet vum Parquet, wuel wëssend, datt de Parquet sech opgrond vum Artikel 158 aus dem Code pénal strofbar gemaach hätt, wann en aus eegene Stécker géint d'Ministesch enquêtéiert hätt.

D'Resultat vun deem ganze Geflecht, deem ganze Sammelsurium vu komplizéierten Artikelen oder net méi zäitgeméissen Artikelen ass, datt déi fréier Ministesch hirersäits net vum Recht Gebrauch konnt maachen, grad wéi all aner implizéiert Persounen, vun der Police judiciaire gehéiert ze ginn. An am Géigesaz zu allen anere Persounen hat si domat bis elo och net d'Recht, sech virun der Police judiciaire ze erklären an den Dossier mat hiren Aussoen ze komplettéieren.

Am Géigesaz zu allen anere Persounen ass si net d'office ënnert den Droit commun gefall, mee ass wéinst hirem Statut als fréier Ministesch an eng Sonderstellung geroden, an där d'Mënscherechter net respektéiert ginn.

Wat heescht dat am Detail? Dat heescht am Detail, éischtens, datt d'Droits de la défense mam Artikel 116 net respektéiert gi wieren. An enger änlech gelagerter Affär an der Belsch huet dat derzou gefouert, datt d'Belsch vun der Cour européenne des droits de l'homme condamnéiert ginn ass. A grad dowéinst ass et wichteg, d'Recht op Verteidegung ze garantéieren, an zwar doduerch, datt mir den Droit commun esou wäit wéi méiglech spille loossen, wat mer jo mat dëser Proposition de loi maachen.

Zweetens heescht et am Detail, datt e weidere wichtege Prinzipp aus der Europäescher Mënscherechtskonventioun an dëser Sonderstellung net respektéiert gëtt. Ech schwätze vum Artikel 6, dee virschreift, datt de Prinzipp vun der Égalité des armes garantéiert muss ginn. An och dorop hunn d'Juristen eis opmierksam gemaach.

Dësen Term dréckt am Fong aus, datt all Mënsch d'Recht op eng equitabel Behandlung viru Geriicht muss kréien an domat och d'Méiglechkeet, seng Cause ënner Konditiounen ze verteidegen, déi en net par rapport zu der Géigepartie benodeelegen. Einfach ausgedréckt mussen d'Prozeduren an d'Reegelen déi selwecht si fir all Mënsch, onofhängeg vu sengem aktuellen oder fréiere berufflechen oder politesche Statut.

Zu där Gläichbehandlung gehéiert des Weideren, datt all Mënsch, deen ënnert dem Verdacht steet, e Gesetz violéiert ze hunn, muss wëssen, wéi eng Prozeduren a sengem Fall applizéiert ginn. Fir datt d'Grondprinzippie vum Rechtsstaat respektéiert ginn, mussen dës Prozedure previsibel sinn, an dat ass just méiglech, wa se an engem Gesetz definéiert sinn.

D'Madamm Procureur d'État huet vum Prinzipp vun der Previsibilitéit vum Gesetz geschwat an huet dee Prinzipp och kloer ervirgestrach. Dat heescht an anere Wierder, déi ganz Prozedur däerf net aus enger Navigation à vue bestoen, déi am juristeschen Nimandsland endegt.

Dat féiert mech zum Prinzipp vun der Legalitéit, deen am Artikel 7 vun der Mënscherechtskonventioun verankert ass an deen deemno och fir all Mënsch, onofhängeg vu sengem Statut, muss gëllen. Ech schwätzen hei vun all deenen Ausféierungen, déi mer och kritt hu vun den Experten. Hei geet et ëm d'Legalitéit vun de méigleche Peinen, d'Legalitéit vun den Infraktiounen, an natierlech och d'Legalitéit vun de Prozeduren, déi an dësem Fall nach feelt.

A mir sinn eis eens, och dat ass e Grond, fir e Gesetz ze maachen a mat dësem Gesetz eng Bréck ze bauen zum Droit commun, dee mam Akraafttriede vun der neier Verfassung egal wéi wäert spillen.

An anere Wierder, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dës Proposition de loi stëmmen, schafe mer en natlosen Iwwergang zu deene rechtsstaatleche Prinzippien, déi Lëtzebuerg sech scho viru Joerzéngten hätt misse ginn.

An deem Sënn huet dës Proposition de loi déi grouss Plus-value, datt dësen Dossier entpolitiséiert gëtt an esou wäit wéi méiglech vun enger neutraler Instanz behandelt gëtt, woumat ech natierlech d'Justiz mengen. Dat bedeit, datt d'Enquête vun deene gemaach gëtt, déi dofir ausgebilt a qualifizéiert sinn an dem drëtte Pouvoir ënnerstinn, an net vu Politiker, déi schonn eleng opgrond vun hirem Mandat d'Missioun hunn, dach awer parteipolitesch Interessen an der Chamber ze vertrieden.

Dee verpassten Optrag vun der Verfassung, nämlech e Gesetz auszeschaffen, fir déi verschidde Responsabilitéiten, déi verschidde Peinen an d'Prozeduren ze definéieren, huele mer haut mat dëser Proposition de loi no ganzen 155 Joer no. Do kann ee soen: „Was lange währt, wird endlich gut!" Mee nawell muss ee sech froen, firwat zu Lëtzebuerg eigentlech net éischter de politesche Courage bestanen huet, dësen elementare Pilier vum Rechtsstaat ze reegelen an alles ze maachen, fir datt d'Gewaltentrennung zu Lëtzebuerg op alle Pläng garantéiert wier. Dësen Dossier soll eis eng Léier sinn.

Ee vun de consultéierten Experten huet net fir näischt drop higewisen, datt mir als Lëtzebuerger zwar séier mam Fanger op Ungarn weisen, wann et ëm de Rechtsstaat geet, mee datt Ungarn an dësem Fall och duerchaus op Lëtzebuerg hätt kënne weisen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Fir eis steet jiddefalls eppes fest – an dat ass och d'Konklusioun, déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun wëll zéien, ech mengen, ech hunn et virdrun och vun engem Virriedner héieren, wann ech mech net ieren, vum Pim Knaff –: Esou wéi d'Geriicht den Usproch muss hunn, komplett neutral an onofhängeg vun der Politick ze handelen, esou muss d'Politick an domat och d'Chamber hirersäits den Usproch hunn, sech net an d'Aarbecht vun der Justiz anzemëschen an d'Aarbecht vun der Justiz op keng Manéier ze behënneren oder ze beaflossen, dat als Grondprinzipp.

Am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech dowéinst, datt mer eis, wéi am Ufank scho gesot, parteiiwwergräifend op en Text konnten eenegen, deen dëse Prinzippie gerecht gëtt, an datt mir aus enger onméiglecher Situatioun dat Beschtméiglecht gemaach hunn, an dat och nach esou séier wéi méiglech.

Domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen ofschléissend nach eng Kéier Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi ganz oft immens nuancéiert war. Mee d'Resultat ass dat, wat zielt!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dann och e puer Kommentare vun eiser Säit. Fir d'éischt och e grousse Merci un den Här Mars Di Bartolomeo, deen als Rapporteur hei wierklech erëm eng ganz komplett Aarbecht gemaach huet. E grousse Merci an eis Unerkennung dofir.

Mir hunn awer nach e puer oppe Froen an och heiansdo gemëschte Gefiller. Ech wëll hei just ... Ech wëll net alles widderhuelen, wat d'Virriedner gesot hunn, all déi juristesch Exposéen. Ech wëll just vläicht e puer Sujeten uschwätzen, iwwert déi ee kéint weider nodenken oder déi ee kéint verdéiwen am Kontext vun esou Diskussiounen, wéi mer se haut féieren.

Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt déi Proposition de loi, déi mer haut hei virleien hunn, vu véier Parteien ënnerschriwwe ginn ass. Dat ass de Verfassungsreflex. Et wär eis méi léif gewiescht, wann déi siwe Parteien an der Chamber d'Geleeënheet gehat hätte fir ze ënnerschreiwen, well wa véier Parteien – déi, déi bis elo geschwat hunn – par la grâce de leur propre majesté do de Verfassungsreflex spille loossen, da muss ee sech awer do an deem Kontext eng Fro stellen.

Gutt, mir hu se awer elo virleien an déi Proposition de loi, déi stëmme mir och mat. Mee wéi gesot, mir wëlle vläicht awer hei nach e puer Iwwerleeunge matbréngen.

Wou mer den Dossier kruten, wären e puer Weeër méiglech gewiescht, fir mam Dossier ëmzegoen. E Gesetz schreiwen, mengen ech, dat hätte mer souwisou misse maachen, mee mir hätten och kënnen eng Resolutioun huelen, fir de Prozess u sech un d'Goen ze kréien, fir där concernéierter Persoun et ze erlaben, gehéiert ze ginn, an dann eeben och herno mat engem Gesetz nozekommen. Mir hätten eigentlech dee Wee vun enger Resolutioun léiwer gehat – quitte datt duerno eeben dann d'Gesetz geschriwwe gi wär –, well dat wär méi séier gewiescht an et ass och nun emol e rechtsstaatleche Prinzipp, datt eng Durée raisonnable du procès muss virgesi sinn an datt een net muss méintelaang waarden a waarden, bis mir färdeg sinn, bis een da schlussendlech ka vun der Police judiciaire gehéiert ginn!

Zweetens hätt dat och vläicht de Risiko vu prozedurale Feeler oder Indiskretioune reduzéiert. Ech mengen, et ass wierklech gutt, datt hei an der Chamber absolutt keng Indiskretiounen – dat ass och eise Wëssensstand – geschitt sinn. Mee de Secret de l'instruction ass nun emol e wichtege Grondprinzipp, an all Moossnam, déi kann derzou féieren, deen ze stäerken, muss een awer wierklech och consideréieren.

Elo hu mer e Gesetz. Dat huet eng ganz Rei Avantagen, och wann et eebe laang an der Prozedur war, mee aner Weeër wieren och praktikabel gewiescht. Sollt et elo an deenen nächste Méint nach zu engem Vott kommen iwwer eng eventuell Uklo vun engem aktuellen oder fréiere Minister, da menge mir als ADR, datt dee Vott vun all eenzelnem Deputéierte misst public sinn! Et däerf keen Zweifel dorunner bestoen, datt, wa mer de Fall géifen hei diskutéieren, dat natierlech misst à huis clos sinn – oder wéi och ëmmer, wéi mer dat dann och ëmmer nennen, op jidde Fall net public –, mee da muss et awer och kloer sinn an eisen Aen, datt jiddereen herno weess, wéi déi eenzel Deputéierten ofgestëmmt hunn!

Mir begréissen et och ausdrécklech, datt an deem Gesetz elo hei d'Zoustännegkeet vun de Geriichter och fir fréier oder aktuell Ministeren déi selwecht ass wéi

fir all anere Mënsch an datt mer och en Double degré de juridiction hei aféieren. Dat ass och e ganz wichtege rechtsstaatleche Prinzipp.

Mir hunn awer eng Rei Iwwerleeungen, déi dann e bësse méi wäit féieren. Dat eent ass de Prinzipp vum Contrôle politique vun der Chamber iwwert d'Ministeren, an dat anert ass och de juristesche Schutz vun den Deputéierten. Mir wëllen net onbedéngt elo Considératiounen iwwert de juristesche Statutt vun de Ministere getrennt gesi vun der Diskussioun iwwert de juristesche Schutz vun den Deputéierten – aus Grënn, déi, mengen ech, aliichten. Ech kann och nach dorobber agoen.

De Contrôle politique muss erhale bleiwen. Ech mengen, et ass schonn esou, datt elo an deene Prozeduren, déi mer och haut hei festhalen, d'Chamber praktesch keng Kompetenze méi huet, datt bal alles un de Parquet geet. Awer wa politesch relevant Fakten an enger Enquête opdauchen, muss d'Chamber doriwwer Bescheed wëssen, natierlech net, wann dat privat Fäll sinn, zivillrechtlech Saachen oder esou, mee bei Faiten, déi e klore politesche Bezuch hunn. Doriwwer misst een awer och nodenken, datt mer eis Kontrollfunktioun kënnen ausüben.

Et kann ee sech do ganz vill Zenarie virstellen. Ech wëll och elo net hei ... Ech hunn och d'Zäit net derfir, fir do an d'Zenarien eranzegoen, mee de Grondprinzipp ass deen, datt mer als Chamber wuel net de Pouvoir judiciaire ersetzen, mee awer eis Kontroll, eise Rôle als Kontrollorgan vun der Regierung ënner alle Konditioune musse kënnen erfëllen.

Eis Virgänger ... Och wann elo, wéi et och vu ville Leit gesot gouf, déi Dispositiounen an der aktueller Verfassung obsoleet sinn, haten eis Virgänger awer schonn e Gefill derfir, wéi wichteg et ass, e Contrôle politique do kënnen auszeüben. A mir wäerte sécher och mat där neier Verfassung nach weider doriwwer nodenken.

Eiser Meenung no, wann en Deputéierte Froen am Kontext vun enger Enquête géint e Minister oder fréiere Minister un de Parquet viruleet, misst en och e Recht op eng Äntwert hunn. Wéi hei gesot ginn ass, eebe vun deene véier Parteien, déi dat hei ënnerschriwwen hunn, kann de Parquet dann aleng decidéieren, wat en domadder mécht. Dat gesi mir e bësse méi nuancéiert: Ech menge schonn, den Deputéierten, esou laang dat, selbstverständlech, politesch relevant Fakte sinn, muss kënnen déi Froe stellen an och e Recht op eng Äntwert hu vun der Säit vum Parquet, an dat kann net einfach iergendwéi dann do innerhalb vun der Justiz traitéiert oder op d'Säit geluecht ginn.

Mir froen eis och, ob et net institutionell sollt méiglech sinn, datt d'Chamber oder eng Minoritéit vun Deputéierten – ech betounen: eng Minoritéit vun Deputéierten! –, zum Beispill 20, wéi mer et och bei enger Commission d'enquête gemaach hunn an där neier Verfassung, de Parquet kéint froen, eng Enquête – net eng Uklo, mee eng Enquête! – géint e Minister ze declenchéieren.

An där neier Verfassung gëtt ausgeschloss, datt e Particulier dat kann, wat och absolutt nozevollzéien ass, mee d'Chamber ass kee Particulier, mee eng Institutioun! A wann eng Minoritéit vun Deputéierten de Parquet freet, eng Enquête géint e Minister ze lancéieren, misst dat eiser Meenung no och méiglech sinn!

Déi zweet Reflexioun ass eeben de Schutz vun den Deputéierten. Wéi d'Ministeren och kéinte si d'Zilscheif vu politesch intentionéierte Prozesser sinn oder vu Lawine vu Prozesser. Notamment, wa se zum Beispill géint eng grouss Firma oder sou wéilten optrieden, kéinte se dann an eng Situatioun kommen, wou se mat Prozesser iwwerschwemmt ginn, wat si dann och finanziell oder anescht net kéinten aushalen. An dofir ass de Schutz vun den Deputéierten och an dësem Kontext eng Consideratioun, déi mer awer wëllen uschwätzen.

Ech wëll hei just un zwee Fäll erënneren: De Staatsminister Bettel hat den Deputéierte Gast Gibéryen viru Geriicht zitéiert, fir dem Här Gibéryen seng Quelle gewuer ze ginn. De Staatsminister huet de Prozess verluer, wat doduerch de Quelleschutz vun den Deputéierte gestäerkt huet. Eng ganz gutt Saach!

De Comité pour une Paix juste au Proche Orient hat mech gläich zweemol viru Geriicht geholl, well e sech duerch meng Aussoen an der Chamber respektiv an der Press beleidegt gefillt huet. De Comité huet déi zwee Prozesser verluer, wat d'Immunitéit vum Deputéierte gestäerkt huet.

Also, mir haten zwee Urteeler, Quelleschutz an Immunitéit, dat war zweemol eng gutt Saach, mee dat ass allkéiers iwwer e Prozess gaangen.

Fir d'ADR ass awer kloer, datt d'Rechter vun den Deputéierte musse gestäerkt ginn, fir hirer politescher Aarbecht am Déngscht vum Bierger kënne fräi, onofhängeg an ongehënnert nozegoen, ouni mussen ze fäerten, viru Geriicht zitéiert ze ginn. An déi nei Verfassung ass an deem Beräich ganz schwaach. Dat ass ee vun hire ville schwaache Punkten a fir eis ass kloer, datt do misst nogebessert ginn – wéi gesot, net fir Privileegien ze hunn, mee fir kënnen eis Aarbecht a voller Onofhängegkeet an ouni Angscht virun iergendwéi politesch intentionéierte Prozesser kënnen auszeféieren.

Mir froen eis och, ob den Artikel 158 – den Här Roth hat dee genannt – vum Code pénal an der Vergaangenheet, wann et ëm Deputéierte gaangen ass, ëmmer a vollem Ëmfang respektéiert gouf.

Mir denken dann och, wa mer dat Gesetz kucken, do sinn och Dispositiounen dran, déi europäesch Kommissäre betreffe respektiv, wéi am Artikel 4 Punkt 4, dem europäesche Procureur verschidde Rechtskadere setzen, ob dat géif europarechtlech d'Strooss halen. Mir denken dat a priori net, mir denken, datt déi Dispositiounen, déi an engem Lëtzebuerger Gesetz do drastinn, warscheinlech enger Analys net géife standhalen, mee dat ass nëmmen en Nieweneffekt. Mee bei all deene Bedenken oder Consideratiounen, déi mir zu dësem Gesetz hunn, wollt ech dat awer net onernimmt loossen.

Mir hunn also e puer Observatiounen. Mir hätte Verschiddenes vläicht anescht gemaach, mee ech mengen, hei geet et elo wierklech ëm eng Situatioun, wou mir – wéi alleguer déi aner heibannen – gär hätten, datt et endlech méiglech wier, datt déi rechtsstaatlech Prozeduren och hei gräifen. An dofir stëmme mir dëst Gesetz och mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol e ganz grousse Merci eisem Rapporteur. Deen huet dat ganz gutt gemaach, e ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport, ganz exzellent! An och de Virriedner a Virriednerinnen e Merci gesot, well scho ganz, ganz vill gesot ginn ass, soudass ech mech och ganz kuerz faasse kann.

Hei kann ee scho soen: „Was lange währt, wird endlich gut!" Dat kann een awer wierklech hei behaapten, well et huet bal 200 Joer gedauert – meng Virriedner hunn dat gesot – ier dëse Projet de loi, deen am Artikel 82 gefrot gouf, geschriwwe gouf! Dat ass schonn eng staark Leeschtung, esou eppes esou laang op d'laang Bänk ze schiben!

Oder et kann een awer och soen, datt mir et elo fäerdegbruecht hunn an zéng Méint mat ville Reuniounen, mat villen Diskussiounen a villen Expertisen an Experten. Well et waren net nëmmen d'Regierungsparteie mat der CSV – dat ass och virdrun elo hei gesot ginn –, mee och ADR, Piraten an déi Lénk, déi sech mat hei agebonnen hunn an déi matgehollef hunn, eng adequat Léisung ze fannen, aus där dëse Projet de loi entstanen ass, deen dann an der Justizkommissioun finaliséiert gouf. Et ass einfach schued, datt mir net alleguer, wéi virdrun den Här Kartheiser gesot huet, mat agebonne goufen, fir mat ze ënnerschreiwen.

Déi partiell Ënnerstëtzung vum Artikel 82 aus der Verfassung gëtt néideg, fir datt eng fréier Ministesch an enger potenziell penaler Affär ka viru Geriicht iwwerhaapt gehéiert ginn an domat d'Affär och hire Wee maache kann. D'Gesetz ass just eng beschränkt Zäit a Kraaft – dat gouf och scho gesot –, plus/minus véier Méint, bis déi nei Verfassung definitiv Kloerheet schaaft an derfir suergt, dass d'Ministere fir Gesetzesverstéiss wärend hirer Mandatszäit genee d'selwecht am Droit commun behandelt gi wéi all anere Bierger an all aner Biergerin hei am Land, wat immens wichteg ass.

Fir eis wichteg an dëser Gesetzespropositioun sinn an éischter Linn follgend Elementer: Éischtens emol déi allgemeng Gültegkeet vun dësem Gesetz, dat net just fir ee konkreete Fall geschriwwen ass a soumat och eng rechtlech Sécherheet bitt wärend der Iwwerbréckungszäit, an zweetens d'Gläichbehandlung an d'Garantie op fair Prozeduren, déi den internationalen Normen, notamment der Convention européenne des droits de l'homme, gerecht ginn. Dat gëllt fir de Minister, dee fir déi selwecht penal belangbar Dote riichtstoe muss, wéi fir all Bierger a Biergerin, mee och fir eventuell implizéiert Persounen, déi och e Recht drop hunn, dass eng Prozedur hire Wee mécht a se dann och clôturéiert ka ginn a si och vun der Geriichtsbarkeet am Droit commun jugéiert gëtt – wéi gewéinlech de Fall – an net vun der Cour supérieure, wéi dat mat bestoender Legislatioun de Fall misst sinn.

An dann déi méi kloer Trennung vun de Gewalten, déi mat der neier Verfassung dann nach méi däitlech wäert ginn, mee mat der Propos, wéi se hei um Dësch läit, awer derfir suergt, dass net eng Spezialkommissioun an der Chamber d'Enquête an d'Instruktioune mécht, mee dass d'Justizautoritéiten dat maachen, wat natierlech zu der Equitéit vun der Prozedur bäidréit.

Mir mengen, dass dat, wat hei virläit, als Gesetzespropositioun eng propper Léisung ass, fir d'Zäit bis zum Akraafttriede vun der Verfassung ze iwwerbrécken an der fréierer Ministesch, déi jo och selwer gefrot huet, gehéiert ze ginn a genee wéi all Bierger a Biergerin och dat Recht huet an endlech dann och däerf zur Rou kommen – wat ech emol ganz staark hoffen! –, a fir dass weider implizéiert Persounen an der sougenannter „Affär Gaardenhaischen" och kënnen eng Ausso maachen an och domadder zur Rou kommen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass

den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un de Mars Di Bartolomeo fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport, well haut stëmme mer iwwer eng Proposition de loi of, déi längst iwwerfälleg ass an u sech och vill méi séier hätt kënne kommen, an ech mengen, mir sinn net déi eenzeg, déi laang gewaart hunn, an ech fäerte ganz, datt et e bëssen ze laang gedauert huet. Et wär gutt gewiescht, hei däitlech méi séier ze sinn!

An enger juristescher Affär ëm e Member vun der Regierung ass d'Theema vun der Responsabilité pénale an d'Ëffentlechkeet komm an et gouf an der Zäit och als éischt emol ganz vill Poleemik ëm déi Affär, an datt de gesetzleche Kader an d'Prozeduren net ganz kloer waren, huet der ganzer Saach net gehollef – am Géigendeel!

Vu verschiddene Säite waren ënnerschiddlech Meenungen an Usiichten ze héieren, wéi déi Saach dann elo ze behandele wär, an eppes huet sech derbäi gewisen, vläicht dat Wichtegst: D'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land erwaarde sech, datt d'Politiker a Politikerinne kënne bestrooft ginn, wa si sech net un d'Gesetz halen. A si erwaarden dat net nëmmen, mee se verdéngen et och! Mir liewen an enger Demokratie, wou de Bierger duerch d'Walen déi Representantë wielt, déi a sengen Ae seng Interêten am beschte representéieren. Dat ass awer kee Fräifaartsschäin fir eis alleguerten an der Politick fir, zum Beispill, ze maachen, wat ee wëllt a seng Positioun zum eegene Virdeel ze notzen.

Wie sech net un d'Gesetz hält, soll bestrooft ginn, egal ob Citoyen lambda, Chambersdeputéierten oder Regierungsmember. Bei de Biergerinnen a Bierger dierft den ugeschwate Fall dann och net zum Vertrauen an d'Politick an an d'Politikerinnen an d'Politiker bäigedroen hunn. Och do, am Géigendeel!

Dëst Vertrauen ass awer ganz wichteg, well eigentlech solle souwuel d'Membere vun der Chamber wéi och d'Membere vun der Regierung d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land hunn. Wéi séier dat Vertrauen an d'Politikerinnen an d'Politiker ka verspillt ginn, weist déi aktuell Korruptiounsaffär am Europaparlament. Déi betraffe Persoune kréien zwar déi juristesch Suitten ze spieren – an dat ass och nëmme richteg –, mee de Schued ass awer do an en ass net ze negligéieren! E staarke gesetzleche Kader a kloer definéiert Prozedure kënnen hei duerchaus als Ofschreckung déngen, weise se dach, datt een och als Member vun der Regierung net iwwert dem Gesetz steet.

Juristesch Suitte sinn awer nëmme méiglech, wann et genau dofir de gesetzleche Kader gëtt. Dee soll dann heimadder och bei eis – endlech, muss ee soen, well d'Verfassung huet dee ganz laang virgesinn an d'Chamber huet e ganz laang net geholl – endlech um Niveau vun der Regierung an opgrond vu Remarke vum Staatsrot och fir d'Membere vun der Europäescher Kommissioun, déi vu Lëtzebuerg dohinner geschéckt ginn, gëllen.

A well mer hoffen, datt genau dësen Text hei e klengen Deel derzou bäidréit, Vertrauen an d'Politikerinnen an d'Politiker erëm hierzestellen, ze weisen, datt et och an der Politick keen „hors-la-loi" gëtt, gi mir als Piraten eisen Accord fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 8049. Den Text steet am Document parlementaire 8049[4].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8049 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dëst Gesetz ass elo gestëmmt a mécht nach säi Wee weider, fir ganz geschwënn a Kraaft ze trieden. Soubal dat de Fall ass, wäert d'Chamber zäitno zesummekommen, fir à huis clos zu där Fro, mat där mer konkreet befaasst sinn, Decisiounen ze huelen an deen Dossier weiderzeginn un de Procureur.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.50 heures.)

33e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 60
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 179 de M. Laurent Mosar au sujet des implications de la directive dite « NIS2 »** p. 60
   M. Laurent Mosar | M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Xavier Bettel
3. **Question élargie n° 180 de M. Laurent Mosar au sujet de la participation du Gouvernement au « World Economic Forum » à Davos** p. 61
   M. Laurent Mosar | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Laurent Mosar | M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de M. Laurent Mosar)
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth** p. 63
   Exposé : M. Gilles Roth
5. **7963 – Projet de loi relative à l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics et portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ; 2° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics** p. 63
   Rapport de la Commission de la Culture : Mme Djuna Bernard
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7963 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022** p. 66
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy
   Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Paul Galles (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8118 et dispense du second vote constitutionnel

7. **Question élargie n° 181 de Mme Jessie Thill au sujet de la violence domestique** p. 71

Mme Jessie Thill | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Mme Jessie Thill | Mme la Ministre Taina Bofferding

8. **8003 – Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl** p. 72

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber

Discussion générale : M. Michel Wolter | M. André Bauler | Mme Stéphanie Empain | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8003 et dispense du second vote constitutionnel

9. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser** p. 76

Exposé : M. Fernand Kartheiser

10. **8025 – Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus** p. 77

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Carlo Weber

Discussion générale : M. Michel Wolter | M. Gilles Baum | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8025 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 179 de M. Laurent Mosar au sujet des implications de la directive dite « NIS2 »

M. Fernand Etgen, Président | Den éischte Punkt vun haut de Mëtteg ass déi erweidert Fro Nummer 179 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Follge vun der sougenannter NIS2-Direktiv. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, Här President, Här Premier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 17. Januar vun dësem Joer ass eng Direktiv a Kraaft getrueden, déi a sech d'Entreprisen, mee net nëmmen d'Entreprisen, an ech wäert nach dorobber ze schwätze kommen, obligéiert, fir sech op eng méi effizient Aart a Weis géint Cyberugrëffer ze schützen.

Ech wëll just drun erënneren, datt et hei schonn eng éischt Direktiv gëtt, déi war 2016 a Kraaft getrueden, allerdéngs huet dës éischt Direktiv just déi krittesch Infrastrukture vun de Länner betraff. An dës Direktiv, déi geet weesentlech méi wäit.

Ech wëll direkt natierlech am Ufank soen, datt dëst am Prinzipp eng ganz gutt Saach ass, datt souwuel d'Entreprisë wéi och d'ëffentlech Verwaltunge sech besser opstellen, fir géint Cyberkriminalitéit virzegoen. An duerfir begréisse mir a sech och déi Initiativ, déi hei vun der Europäescher Unioun geholl gëtt, well dës Initiativ och ganz wichteg ass, wat justement d'Funktionéiere vun eisem Marché intérieur ugeet, wou et eeben och wichteg ass, datt dee géint all Forme vu Cyberugrëffer ka geschützt ginn.

Wann ech awer elo déi Direktiv kucken, do falen awer elo ganz vill potenziell Zorte vun Entreprisen drënner. Fir d'éischt d'Energieversuerger, duerno allegerten d'Verkéiersentreprisen, an dësem Fall sinn dat d'Fluchgesellschaften, och d'Bunninfrastrukture falen do drënner, da falen drënner all déi Entreprisen, déi a Cloud-Internet-Prestation-de-servicen dra sinn. Dann, wat fir Lëtzebuerg net onwichteg ass, all d'Banke falen do drënner. Da falen och all Gesondheetsdéngschtleeschter drënner a schlussendlech, an dat ass net dat Onwichtegst, och déi ganz ëffentlech Verwaltung – an dozou gehéiere jo net nëmmen d'Ministèren, mee och d'Gemengen – fält do drënner.

Wat déi Saach elo e bësse méi spannend mécht: Wann een déi Direktiv da méi am Detail liest, da stellt ee fest, datt dat an deene Secteuren, déi ech elo opgezielt hunn – an ech hunn elo nach ee wichtege vergiess, nämlech och de Weltraumsecteur fält nach mat do drënner – a sech all Entreprisë betraff sinn, déi méi wéi 50 Mataarbechter hunn respektiv méi wéi zéng Millioune Chiffre d'affaires am Joer generéieren. Dat heescht also och fir Lëtzebuerg, datt hei ganz, ganz vill Entreprisë wäerte vun där Direktiv do betraff sinn. Awer och, wéi gesot, de Staat mat alle staatleche Verwaltunge wäert do drënner falen.

Wann ech dat richteg kucken, muss dës Direktiv bis Oktober 2024 ëmgesat sinn, dat heescht also nach gutt 18,19 Méint hu mer Zäit, fir déi Direktiv do fir d'éischt an eist Gesetz ëmzesetzen, haaptsächlech awer mussen dann och duerno d'Entreprisen an d'ëffentlech Verwaltungen och ready sinn.

Duerfir wollt ech eng Rei vu Froen hei un d'Regierung, den zoustännege Minister, stellen. Éischtens: Wéi huet d'Regierung hei wëlles, d'Ëmsetzung vun där Direktiv ze maachen? Wéini kënne mer ongeféier mat engem Projet de loi rechnen, dee jo déi Direktiv do muss ëmsetzen?

Zweetens: Hei mengen ech, ass et wichteg, datt och vill Informatioun vis-à-vis vun Entreprisen gemaach gëtt. Duerfir meng Fro: Wéi sollen elo schonn, a méiglechst schnell, och d'Entreprisen informéiert ginn iwwert dat, wat alles do op se zoukënnt?

Drëtt Fro ass, wien do – vu datt dat heiten awer eng Direktiv ass, déi ganz vill Facetten huet, och ganz vill Entreprisen an de Staat betrëfft – eigentlech um Niveau vun der Regierung responsabel gëtt? Dat wär meng drëtt Fro.

Dann eng véiert Fro: Déi allermeeschten Entreprisë wäerten natierlech leider Gottes net den Knowhow hunn, fir esou eng kompliléiert Direktiv ëmzesetzen. Do stellt sech also d'Fro, ob mir och hei zu Lëtzebuerg genuch Beroder hunn, déi eventuell déi Entreprisen do kënnen ënnerstëtzen. Dat wär also meng nächst Fro.

Da muss ee wëssen, an de Staatsminister weess dat sécherlech, datt do och ganz héich Strofe wäerte virgesi sinn, fir déi, déi dann déi Direktiv net richteg ëmsetzen an déi Mesüren do huelen. Do sinn ech awer der Meenung, datt ee muss ganz gutt oppassen, well et wéi gesot awer ganz schwéier gëtt, déi Ëmstellung bis Enn vum nächste Joer do iwweral ze maachen an datt ee vläicht do kuckt, datt wat d'Applikatioun vun deene Strofe betrëfft, datt déi awer net grad den éischten Dag schonn ugeet, well soss kommen do awer ganz vill Entreprisen an d'Bedrängnis.

An da schlussendlech déi lescht Fro, awer net déi onweesentlechst: Wéi gëtt och eis ëffentlech Verwaltung dorobber virbereet? An haaptsächlech och: Wéi ginn eis Gemengen dorobber virbereet?

Ech soe scho Merci fir all déi Äntwerten, déi ech wäert vum Staatsminister kréien. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premierminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation | Här President, erlaabt mer fir d'éischt, dem Här Mosar Merci ze soen, well et erlaabt mer och hei, op eng Direktiv anzegoen, déi tatsächlech fir vill Leit Froe mat sech bréngt, an den Här Mosar ass am Fong schonn op ganz vill Saachen agaangen. Tatsächlech hu mer eng éischt NIS-Direktiv vun 2016, dat heiten ass elo déi vum 14. Dezember 2022, well mer och gemierkt hunn, dass déi éischt net alles erfëllt huet; an dofir och eng zweet, déi nokomm ass.

Am Moment, Dir hutt et och gesot, hu mer den ILR an och d'CSSF, an erlaabt mer, och deene Merci ze soen. Déi leschtgenannt ass jo och fir d'Banken an och d'Finanzmäert zoustänneg an den ILR ass fir aner Ressorte wéi d'Energie, den Transport, d'Gesondheet, d'Drénkwaasser an d'digital Infrastrukturen zoustäneg.

Fir direkt op d'Froen anzegoen, Här Mosar, den HCPN wäert déi Autoritéit sinn, déi – erlaabt mer och, hinnen e grousse Merci ze soen, well den HCPN mécht ganz, ganz vill: dat geet vun Impfzenteren iwwer Krisen, iwwer Iwwerschwemmunge bis hin zu Tornadoen; an allem konnt een déi lescht Zäit wierklech op deen zielen –, mat deenen impliziéierte staatlechen Acteuren och do eng Koordinatiounsroll wäert iwwerhuelen. Dat ass eng vun deene prezise Rollen, déi en huet, dat heescht, den HCPN wäert do deen Acteur sinn, fir eeben och d'Ëmsetzung vun däser Direktiv an eist Nationalrecht kënnen ze garantéieren.

Wéini et ass? D'Aarbechte fänken un, mee musse spéitstens de 17. Oktober 2024 ofgeschloss sinn.

Ech brauch elo net op d'Direktiv NIS1 anzegoen. Ech mengen, dat ass jo och net d'Fro, déi den honorabele Här Mosar gestallt huet. Wat awer an déi Diskussioune vun der NIS-Direktiv 2 ..., d'Europäesch Kommissioun huet am Fong d'Basis vun engem ëmfaassende Consultatiounsprozess, dee stattfonnt huet, allerdéngs eng Rei Problemer, déi bei der NIS1 eeben och identifizéiert goufen. An déi sinn drop agaangen. Dat ass eng Kéier, dass d'Cyberresilienz vun de Betriber an der Unioun am Fong deelweis nach net héich genuch ass an et am Fong och staark Ënnerscheeder tëschent verschidde Memberlänner gëtt an et eeben och tëschent de Secteuren nach grouss Diskrepanze gëtt.

Datt et och keng gemeinsam EU-wäit Aschätzung vun der Situatioun vun der Cybermenace gëtt, dat ass och eng Realitéit, déi mer um Terrain gesinn, an dass et och keng ofgestëmmt Reaktiounsmechanisme gëtt fir de Fall vu Cyberkrisen, déi an e puer Memberlänner géife matenee kommen, och géife geschéien.

Fir eeben dëse Problemer entgéintzewierken, gesäit eeben d'NIS2-Direktiv vir, dass déi technesch an och déi operationell Moossnamen am Beräich vun der Cybersécherheet, déi d'Operateuren a verschiddene Secteure schonn ënnert der NIS1-Direktiv huele mussen, op eng Rei weider Secteuren ausgeweit ginn. Den Här Mosar huet och schonn eng Rei vun deenen zitéiert.

Dass déi Divergenzen, déi ech just virdrun zitéiert hunn, sollen esouwäit wéi méiglech reduzéiert ginn an dass eeben déi gemeinsam Aschätzung vun der Cybermenace, well dat ass awer och wichteg, och do muss verbessert ginn, an dass och EU-wäit gemeinsam Prozeduren als Reaktioun op gréisser Cyberattacke solle kommen.

Iwwert de Volet, Dir hutt et och gesot: Et si Sanctionpénallen drop, dat ass virgesinn. Ech ginn elo net op den Detail an, well et gëtt Héichrisiko an da gëtt et krittesch Secteuren, also héich krittesch Secteuren an da gëtt et krittesch Secteuren, wou och d'Saachen änneren.

Tatsächlech, an den Här Mosar huet et gesot, et ass och schonn haut esou, mee d'Entreprisen, déi an de Perimeter vun der NIS2-Direktiv falen, mussen och déi néideg Moyenen an och déi organisatoresch Moossnamen huelen. An dofir sinn eeben déi organisatoresch Moossnamen, wéinst där Responsabilitéit, déi och duerno der Direktioun, wann ech mer dat erlabe kann ze soen, zoufält.

An ..., well et ass nämlech och nei an der NIS2-Direktiv, dass d'Direktiounsorganer vun de betraffenen Entitéiten d'Moossnamen, déi sech aus der Risikoanalys eeben och imposéieren, validéiere mussen, an och duerno d'Ëmsetzung mussen iwwerwaachen.

Dat heescht, dass d'Cybersécherheet net nëmmen an deene meeschten ..., an dat soen ech och, pardon, wann ech dat soen, ganz oft och bei eis selwer ... Mir soen, et ass een, dee fir d'Cybersécherheet am Betrib oder an der Chamber zoustänneg ass. Dir hutt e Service, deen dofir zoustänneg ass, an da fillt ee sech am Fong e bëssen entlaascht, andeem ee seet: Mir si jo net dofir responsabel. Am Fong ass dat falsch, well d'Cybersécherheet ... jiddwereen, deen en Accès huet, ass och eng Faille an deem ganze System.

D'Roll vun dem ILR an der CSSF, déi ech och virdrun zitéiert hunn, gëtt och gestäerkt. A si sollen eeben och d'Ëmsetzung, souwéi Der et och gefrot hutt, vun den techneschen an och den organisatoresche Moossnamen, déi sech aus der Risikoanalys erginn, méi aktiv suivéieren.

D'Sécherheetsaudite kënnen och ad hoc gefouert ginn an Inspektioune kënnen och nëmmen um Terrain gemaach ginn.

An déi obligatoresch Notifikatioun mat graffen Informatiounen, och innerhalb vu 24 Stonnen, muss och gemaach ginn, well et léiert een eebe ganz oft och vun engem aneren, wat ee muss maachen.

An do ass de Support, de Computer Security Incident Response Team, genannt de CSIRT. Och eng prezis Fro, déi Der eis gestallt hutt, wou nämlech déi Hëllefsstellunge sinn. Dat war dann och déi lescht Fro, déi ech nach ze beäntweren hunn. Nieft den Hëllefstellunge vun der Cybersécherheet fir d'Betriber – erlaabt mer, dass ech déi just zitéieren, de cases.lu, d'Cybersécherheetsservicer vum HCPN vum GOVCERT a vum CIRCL, der Recommandatioun- a Sensibilisatiounscampagne an den Organisatiounen och vun de Cyberexercicen – kënnen Entreprisen, déi ënnert d'NIS-Direktiv falen, ënner anerem och beim zoustännege CSIRT e Sécherheetsscan vun hiren ëffentleche Reseaue froen.

Den Här Mosar huet awer och eng wichteg Fro gestallt. E schwätzt vun Entité-publicken an och vun de Gemengen. Ganz oft, wa mer hei iwwert d'Cybersécherheet schwätzen, huet d'Regierung sech eng Rumm gi fir d'Entreprisen. An ech mengen, dass et awer och ganz wichteg ass, dass mer hei da mat de Gemengen – an d'Iddi, Dir hutt mer selwer eng Iddi mat op de Wee ginn –, mam HCPN a mam Syvicol och a kuerzer Zäit eng Kéier géifen eng Reunioun organiséieren, fir awer och iwwert déi Obligatiounen, déi dann och op d'Entitéite vun de Gemenge falen, op d'mannst ze informéieren, a wa Formatiounen néideg sinn, déi och fir deen een oder deen anere solle gemaach ginn.

Dofir merci, och fir dee Virschlag, deen ech och wäert mathuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Fir d'éischt emol merci dem Staatsminister fir déi ganz komplett Äntwerten. Ech hunn, an hien och, mir hunn awer eigentlech mat dat wichtegst Haus vergiess, dat sech och muss drun halen, nämlech d'Chamber. Ok, ech mengen, et ass och wichteg ..., ech kucken hei de Generalsekretär: Mir solle mam gudde Beispill virgoen, mengen ech. En Appell, dee mer eis da selwer maachen, fir vläicht och esou schnell wéi méiglech ze kucken, wéi mer hei an deem Haus déi Direktiv do ëmsetzen, well ech mengen net, datt mer eis do dierfen iergendwéi e Feeler erlaben.

An da wollt ech awer nach eng Kéier kuerz op eng Fro agoen, wou ech awer vläicht nach gär e bësse méi géif wëssen. Dat ass awer déi ganz grouss Gefor, datt ganz vill Entreprisë riskéieren, e bëssen depasséiert ze ginn duerch eng Thematik, déi kompliziéiert ass. Do schwätzen ech elo net vun deene Groussen, déi ginn domadder eens, mee och vun Entreprise mat 50 Leit. Dat sinn net onbedéngt ganz Grousser. An do wär awer nach vläicht nach eng Kéier d'Fro ..., an ech mengen, dat geet da vläicht éischter elo an d'Kompetenz och nach vum Ekonomiesministère, deen awer do muss deenen Entreprisen emol éischtens elo scho vläicht eng Informatioun zoukomme loossen, net eréischt waarden, bis d'Gesetz deposéiert ass, an dann awer och vläicht konkreet eng Hëlefsstellung och um Niveau vun, ech weess net, vun engem Desk am Ministère de l'Économie ubidden. Dat war eigentlech déi Fro, awer haaptsächlech och déi Suggestioun, déi ech dem Staatsminister nach wollt maachen.

Merci.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Digitalisation | Ech hunn, dat ass dee leschte Punkt, deen ech och zitéiert hat, mir hunn haut Hëllefsstellungen, déi do sinn. Et ass vläicht an deem Dschungel vu verschiddene Plaze vläicht opportun, fir d'NIS-Direktiv, well Dir eeben esou vill Froe stellt, dass ee vläicht do och en dediéierten Dësch, Callcenter oder Uspriechpartner huet. Mee mir hunn de cases.lu, deen och am Ministère de l'Économie ass, deen do ganz aktiv ass, den HCPN an och de GOVCERT, déi do sinn. An déi hu sech och engagéiert, dass se Sensibilisatiounscampagnë wäerte maachen a souguer Cyberexercicen. Also Exercicë solle bleiwen, fir datt eeben och Entreprisen, déi ënnert d'NIS2-Direktiv falen, beim Sécherheetsscan oder eeben och fir hir ëffentlech Reseauen no Hëllef kënne froen.

Dat heescht, do si schonn ..., Dir sot et – well et ass eng Kéier de Ministère de l'Économie, et ass eng Kéier den HCPN, et ass eng Kéier de GOVCERT, et ass eng Kéier den ILR an et ass eng Kéier, wien hunn ech elo nach vergiess, d'CSSF och fir d'Banken –, dass et vläicht wéinst der Komplexitéit och vum NIS fir déi Leit alleguerten eng Uspriechspersoun kéint an engem Ministère ginn, déi dann eeben och déi Koordinatioun vun deene ville Froe kéint maachen.

Op jidde Fall merci fir déi konstruktiv Proposen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister.

3. Question élargie n° 180 de M. Laurent Mosar au sujet de la participation du Gouvernement au « World Economic Forum » à Davos

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 180 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Bedeelegung vun der Regierung um Weltwirtschaftsforum zu Davos.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci nach eng Kéier, Här President, jo hei ass eng zweet Fro, déi och e bëssen eppes mat där Fro vu virdrun ze dinn huet. Ech kommen och elo do drop. Vum 16. bis den 20. Januar war de Weltwirtschaftsforum zu Davos, wat eng vun deene wichtegste Veranstaltungen ass, wou och dëst Joer, wéi och aner Joren schonn, d'Regierung gutt vertruede war. Fir d'éischt waren awer och den Ierfgroussherzog, eise Premier an och d'Finanzministesch op deem Forum present.

Ech hunn et gesot: Dat ass e ganz wichtegt Event, wou mir eigentlech och fannen, datt et gutt ass, datt d'Regierung do ëmmer present ass. Do kann een eng ganz Rei Leit gesinn, wou et awer gutt ass, wann ee mat deenen en enke Kontakt huet.

Mir wollten awer hei, an ech och selwer, trotzdeem froen, och am Kontext vun enger méiglechst grousser Transparenz – an duerfir ass jo och de Staatsminister de Mëtten hei –, datt de Premier eis e bësselche seet, wat dann do op deem Weltwirtschaftsforum alles esou ofgelaf ass a wat en och do konkreet vu Kontakter-am Interêt vun eisem Land, awer och vun der Wirtschaft vun eisem Land hat.

An do war dann och an der Press ze liesen, datt do Gespréicher gewiescht wäre mat deem groussen Acteur, och um Niveau justement vun der Cybersecurity, Cisco. An et muss ee wëssen, datt Cisco jo och schonn hei zu Lëtzebuerg present ass, notamment, wat den Developpement vun eisem Supercomputer MeluXina ubelaangt. Och um Niveau vun der Uni lafe schonn intensiv Kontakter. An et war, wéi gesot, ze liesen, datt de Premier och do e Memorandum of Understanding mat Cisco ënnerschriwwen hätt, woubäi et eis natierlech géif interesséieren, wat dann alles do virgesinn ass a wat och nach an Zukunft alles wäert

kommen, wéi gesot, ganz besonnesch och am Kontext vun der Cybersecurity, iwwert déi mer virdru geschwat hunn.

Da war awer och an der Press ze liesen, datt de Staatsminister och eng Entrevue mat der Presidentin vu Google hat. Doraus ergëtt sech dann och eng Rei vu Froen. Duerfir vläicht elo konkreet dat, wat ech eigentlech wollt vum Premier de Mëtte wëssen: Éischtens, wéi gesot ob en eis kéint e klenge Briefing maachen, mat wiem hie respektiv d'Madamm Finanzministesch do zesummekomm ass an ob hien eis nach eng Kéier kéint, wat wéi gesot Cisco ubelaangt, bestätegen, datt et esou e Memorandum of Understanding gëtt, eis och e bësselchen erklären, wat en gros do alles virgesinn ass. Wéi gesot, ech hu virdrun d'Cybersecurity ugeschwat. Spillt eventuell och Cisco hei an deenen nächste Méint a Joren och hei zu Lëtzebuerg méi eng grouss Roll, fir eis Institutiounen, awer och eis Entreprisen an deem sensibelen Domän ze ënnerstëtzen?

Dann eng véiert Fro: Och am Kader vun enger méi grousser Transparenz géif ech et eigentlech gutt fannen, wann all Deputéierten och en Accès kéint kréien op dee Memorandum of Understanding, natierlech ënnert deene Konditiounen, wéi mer se jo och schonn eng Kéier definéiert hunn, bei anere Memoranden. Mee nach eng Kéier, ech mengen, et wär awer trotzdeem wichteg, wann awer zumindest da vläicht déi zoustänneg Chamberskommissiounen eng Kéier kéinten e Bléck dorobber geheien.

Dann, wat Google ubelaangt, wëll ech natierlech vum Staatsminister wëssen, ob en eventuell eppes méi vun der Presidentin vu Google konnt gewuer ginn, wat de Projet zu Biissen ubelaangt. D'ailleurs wollt ech och e bësselche preziséieren, datt ech an de leschte Woche relativ vill vum Wirtschaftsminister dozou héieren hunn, och emol heiansdo vun der Ëmweltministesch, manner vum Premier, mee dat ass vläicht haut d'Geleeënheet, well et jo awer, mengen ech, e Projet ass, deen der Regierung um Häerz läit a wou et wierklech wichteg wier, och ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Dofir meng lescht Fro, Här Staatsminister: Wat kënnt Der eis zum aktuelle Stand vu Google soen?

Ech soen Iech scho Merci fir Är interessant Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet eng zweet Kéier un de Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci. Ech gesinn, dass d'Definitioun vu „Question élargie" wierklech au sens très large gekuckt gëtt, hein ...,

(Hilarité)

... well ech kréien hei eng Fro gestallt iwwert d'Presenz, dass de Grand-Duc héritier, d'Finanzministesch an ech selwer zu Davos waren, an: „D'après les médias, le Gouvernement y a signé un nouvel accord avec Cisco autour de la cybersécurité, les talents et la durabilité. Il y a donc lieu de s'interroger sur les modalités concrètes de cet accord et sa mise en œuvre."

Jo, ...

(Interruption)

... ech hunn dat dote wierklech nach en passant matkritt, dass ech dorop sollt äntweren. Ech hat mech awer preparéiert op dat, wat ech gefrot gi sinn. Dowéinster also: „L'élargie" ass „très large". Mee ech wäert da probéieren, op déi eng oder déi aner Fro anzegoen.

Erlaabt mer och just ze signaléieren, dass déi honorabel Deputéiert Madamm Mutsch den Dag, iert déi Question élargie komm ass, schonn eng Fro zu Cisco gestallt huet, wou och schonn eng Rëtsch vu Punkte gestallt gi sinn.

Dofir stellen ech och déi Fro – mee do musst Dir ënnert Iech eens sinn – an dofir hunn ech zwou Remarken zur Chamber:

Ass et gutt, dass een eng Question écrite mécht, an dann den Dag selwer oder den Dag drop duerno eng Question hei iwwert dee selwechte Sujet gestallt gëtt? Ech fanne vis-à-vis vun enger Deputéierter oder vun engem Deputéierten, deen eng Question écrite stellt, muss een eng Kéier just wëssen, wat méi effikass ass. An ass deen Éischten, deen eng gestallt huet, prioritär? Mee ech hale mech ganz eraus. Éischte Pouvoir, Här President, Dir verstitt: Et ass net mäi Business!

An zweetens, Här President, wëll ech just drun erënneren: Hei ass gefrot ginn, fir den MoU ze kucken. Dir wësst, dass d'Regierung probéiert, mat Iech esou transparent wéi méiglech ze sinn. Mee Dir hutt Iech och engagéiert, Dir géift jo e Reglement huelen, wéi déi Saache sollte lafen. Ech wier och frou, eng Kéier gewuer ze gi mat de Kolleegen aus der Regierung, wéi wäit mer do sinn – eeben och iwwert déi Dispositiounen, déi d'Chamber sollt huelen, fir MoUen ze ginn.

Well wann eppes wichteg ass mat engem Partner, mat engem Wirtschaftspartner, dann ass et, dass deen och weess, wat mat deenen Dokumenter geschitt, déi en awer och mat enger Lëtzebuerger Regierung ënnerschreift. Wann de Prinzipp ass, dass alles op der Place publique ass, da muss een et just wëssen. An dat riskéiert awer, bei deem engen oder deem aneren och verschidde Froen opzewerfen.

Just zu Davos: Ech sinn och ..., ech soen dem Här Mosar Merci, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer do sinn. Ech ka mech erënneren – an ech wëll elo net negativ sinn –, mee dat éischt Joer, wou ech op Davos geflunn ... also gefuer sinn, dat war LuxLeaks. Ech brauch Iech net ze beschreiwen, wéi do den Accueil war! Ech brauch Iech och net ze beschreiwen, wivill Rendez-vouse mer haten an, wa méiglech, d'Leit gesot hunn: „Dir musst net iwwert de Rendez-vous diskutéieren", a „Mir mussen och net driwwer kommunizéieren".

D'Zäiten hu sech geännert. Ech sinn och frou, dass mer et fäerdegbruecht hunn, awer och attraktiv ze sinn. A mir hunn do, wann ech mer dat erlabe kann, well d'Leit menge jo, Davos ... Déi eng kritiséieren, et wier ... Ech kann Iech direkt soen: Et ass keng Regierung, déi do Decisiounen hëlt! Well dat liest ee jo, do wieren Decisioune geholl ginn.

Et ass en Echange, wou Leit aus der Wirtschaft an aus der Politick, aus der Science a vun e bëssen iwwerall zesummekommen, fir en Echange ze hunn. Ech sinn net hei den Affekot vun Davos, mee ech muss Iech soen, dass an dësen Zäiten, wou mer liewen, den Echange eppes ass, wat primordial ass, wou ee probéiert, och eeben een deem aneren nozelauschteren a Léisungen op d'mannst ze diskutéieren.

Dofir, ech war och ganz frou, dass dëst Joer fir d'éischt och den Ierfgroussherzog derbäi war, dee gemierkt huet, dass et net vill Schnittercher a Couppe gi sinn, mee ganz vill „Speeddating", wann ech mer dat erlabe kann, esou ze zitéieren. All hallef Stonn gesi mer aner Leit.

Ech hu kee Problem, fir eng Kéier an eng Kommissioun ze kommen, well de Prinzipp ass: Eng Rëtsch vu Leit, déi Prospektioun maachen, wann déi gesinn, dass ech hei op der Tribün soen, wie wat wëlles huet, hei zu Lëtzebuerg ze maachen, da sinn d'Chancë grouss, dass se soen: „Zu Lëtzebuerg kanns de emol net Informatioune froen, ier et op der Place publique ass." An dat géif wierklech dem Land och schueden. An ech weess, dass ech do och op d'Verständnis vum Här Mosar kann zielen. Mee dass ech awer prett sinn, selbstverständlech, Iech déi Saachen zielen ze kommen.

Bei Google ..., Dir hutt et gesot: Ech soen net oft eppes iwwert deen Dossier, soulaang et näischt gëtt, wat fir mech konkreet ass. A wann ech konkreet als Staat ..., well Dir wësst jo, dass elo d'Gemeng den Acteur ass, deen och elo saiséiert ass, an dass do d'Prozeduren och gelaf sinn, dass do jo och e Contentieux war, deen och vidéiert ginn ass.

Wann do eppes ze annoncéieren ass, dann annoncéieren ech Iech dat ganz gären. Mee ech maache keng Spekulatiounen oder Zuelen iwwert de Waasserverbrauch oder Netwaasserverbrauch. Dir gesitt et selwer. Verschidden Informatioune gëtt ee souguer iwwert d'Press gewuer. A fir mech ass just am Moment nach ëmmer d'Méiglechkeet do vun engem Terrain, deen zur Verfügung steet. An ech hoffen, dass do och eppes wäert geschéien.

Iwwer Cisco ass et am Fong ..., mir hate schonn en éischten MoU mat hinnen ënnerschriwwen, esou wéi ech d'Fro vun der honorabeler Madamm Mutsch och scho beäntwert hunn. An hei geet et am Fong drëms, dass mer mat hinne weider kënne schaffen. Si hunn nämlech ... Also, et ass net, dass mer hinne Sue ginn! Et ass net, dass si en Accès privilégié op d'Daten hunn. Dat ass et op jidde Fall net.

Et sinn dräi Sujeten, déi mer fixéiert hunn an deem doten MoU: Et sinn eng Kéier d'digital Kompetenzen, et ass eng Kéier d'Soutenabilitéit an eng Kéier och d'Cybersécherheet.

Dat heescht, datt mer eng strateegesch Visibilitéit hu par rapport zu enger globaler Technologie-Entreprise. An et geet och hei drëm, d'Entreprisen a virun allem d'PMEen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, déi awer och an engem internationale Kontext aktiv sinn, kënnen ze ënnerstëtzen.

Ons Servicer wäerten och d'Implementatioun vun dësem Accord duerchféieren, andeems se zesumme mat der Entreprise interessant Projeten an den dräi opgezielte Kategorië wäerten identifizéieren. Mir sinn also och am Moment an enger Identifizéierungsbeziehungsweis – wann ech mer dat erlabe kann ze soen – an enger Exploratiounsphas. A mir hunn eis net verflicht, dat eent oder dat anert ze maachen.

Dat heescht, et ass am Fong, wann ee wëllt, eng Viretapp vun deem, wat Cisco e „Country Digital Acceleration Program" nennt. Sou ware mer och schonn 2018 virgaang, wéi den Här Chuck Robbins, deen de CEO vu Cisco ass, hei zu Lëtzebuerg war.

Fir eis ass et am Fong wichteg, fir d'Kompetenze weiderzeginn, Leit auszebilde mat ganz verschiddenen Hannergrënn, fir déi permanent Penurie och vun den ICT-Profiller kënnen ze erliichteren. Als Beispill: Méi wéi 2.100 Leit konnten zu Lëtzebuerg technesch Kompetenzen duerch d'Cisco Networking Academy kréien. An dat ass am Fong d'Zil an och d'Aart a Weis, fir d'Energieconsommatioun vun IT-Material ze reduzéieren, genausou wéi d'Cybersécherheet och ze erhéijen.

Mir wëssen, dass mer eng Rëtsch vu Problemer hunn. Mir wëssen, dass mer eng Rëtsch vu Problemer wäerte kréien. Dat ass d'Personal et cetera an et cetera. An dofir ass et wichteg, dass mer och mat groussen Acteuren ons Strategie kënnen ausschaffen.

Mee ech si ganz bereet, Här President, wann dat de Wonsch ass vun enger Kommissioun, fir mat hinnen

en Echange kënnen ze hunn iwwert déi verschidde Rendez-vousen, déi een hat. Mee Dir verstitt, dass et net am Interêt vum Land ass a vun onser Wirtschaft, fir op der Place publique alles duerzeleeën. Mee am Sënn vun der Transparenz sinn ech bereet, dat selbstverständlech ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister. An och hei huet den Här Mosar nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci fir d'éischt dem Premier fir seng Äntwerten, mee haaptsächlech och fir déi Offer, fir dat eng Kéier an d'Kommissioun ... Ech verstinn dat honnertprozenteg. An et war och elo net mäin Objektiv, datt Dir hei elo sollt bis an den Detail goen, mee, ech mengen, et wier awer wichteg, datt mer dat géifen am Kontext vun enger Kommissioun oder souguer zwou Kommissiounen – vu mir aus – maachen.

Dann, wat de Memorandum of Understanding betrëfft, do hate mir zwar eng Prozedur, déi, ech fannen, net schlecht fonctionéiert. Dir wësst et selwer: Beim Vertrag mat der CLT-UFA, do konnt jiddwereen en Accès kréien. Ech mengen also, datt et hei parfaitement méiglech wär, en änlechen Exercice ze maachen. Elo ass et awer och méiglech, deemno wat fir eng méi Detailexplikatioune mer do kéinten an enger Kommissioun kréien, datt et vläicht emol net onbedéngt noutwendeg wier. Nach eng Kéier: Mir wären op jidde Fall frou, wann all Deputéierten do en Accès géif kréien.

An dann drëtt Remark, an do sinn ech elo net ganz esou zefridde mat der Äntwert vun eisem Premier: dat ass trotzdeem par rapport zu Google. An do wëll ech nach eng Kéier soen, datt de Wirtschaftsminister virun enger Rei vu Méint mir quasiment op déi selwecht Froen hei geäntwert huet, andeem e gesot huet: „Eigentlech kéint weeder den Ekonomiesministère, nach ganz besonnesch den Ëmweltministère nach virufueren an deem Dossier, well se ganz einfach keng Reaktioun a keng Äntwert méi kritt hätte vu Google."

Dat heescht, datt deen Dossier vu Google hier – net hei vun der Administratioun oder vun de Ministèren – eigentlech net méi schéngt wëlle virugefouert ze ginn. An duerfir huelen ech jo awer un, Här Staatsminister, wéi Der do mat der Presidentin vu Google geschwat hutt, datt déi Iech awer vläicht déi eng oder aner Indicatioun iwwer hir „Wëlleitéiten" – wann ech dat dann emol esou kann ausdrécken – par rapport zu Lëtzebuerg an zu Biissen ausgedréckt huet. Ech hunn awer och kee Problem, wann Der elo sot: „Ech wëll dat net hei am Plenum elo ausbreeden", datt Der dat dann och am Kader vun enger Kommissiounssitzung maacht.

Merci.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech fänken direkt mat der leschter Fro un: Wann ech Iech eppes ze annoncéieren hätt, géif ech dat och hei maachen! Ech annoncéieren Iech genau dat selwecht hei, wéi ech et och an enger Kommissioun géif maachen. Ech weess näischt Definitives vu Google! A soulaang ech näischt Definitives vu Google weess, annoncéieren ech näischt.

Et si scho vill ze vill Annoncë komm, lénks a riets, an deem ganzen Dossier, déi deem Dossier méi schueden, wéi hëllefen. Dowéinster: Wann ech eng Confirmatioun hunn, dass et nees leeft, dass d'Baugeneemegung do ass, dass den ..., da sinn ech deen Éischten, dee bei Iech kënnt, fir Iech dat och ze annoncéieren.

Déi zweet Fro, dat ass déi vun der Kommissioun vum MoU. Ech muss Iech do soen: Dir hutt eis och matgedeelt, Dir géift Iech Reegele ginn! Dowéinster: Ech si just en attente. Wann d'Chamber seet: „Jo, mir hunn eis déi Reegele ginn, mee mir maache se net." Mee Dir hutt eis matgedeelt: „Fir dat ze evitéieren, gi mer eis Reegelen."

Dofir: Et ass an Ären Hänn! Dir sidd den éischte Pouvoir. Wann Dir der Meenung sidd, dass dat, wat Der gëschter gesot hutt, haut net méi richteg ass, da musst Der eis dat matdeelen! Mee gëschter krute mer nach gesot, Dir wiert am Moment amgaangen, drun ze schaffen, fir eeben och déi Confidentialitéit ze garantéieren an eeben och déi Responsabilitéit, déi d'Beamten och hunn ..., och dat selwecht dann hunn an deem dote Kontext.

Well ech wëll just drun erënneren, dass am Arrêt Clement drasteet, dass Der jo d'selwecht ze considéreiere sidd wéi déi. An dowéinster: Déi hunn och Obligatiounen – Dir hutt keng, well et eeben e spezielle Statut ass. An et ass eebe wéinst deem Ënnerscheed, deen am Text och ass, dass eeben déi Fro opkomm ass, dass Dir Iech géift Reegele ginn. Moi, je suis en attente.

An déi éischt Fro weess ech net méi, wat se war. Mee Dir hutt ... Oder war dat alles?

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, ech hunn Är Offer ugeholl.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | A voilà! Meng Offer ugeholl. Ok, voilà!

Ech soen Iech Merci, Här President. An da si mer ... Mir waarden dann op Är Proposen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth

An da géif ech dem Här Roth d'Wuert gi fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech erlabe mer, am Numm vun dem Marc Lies, dem Elisabeth Margue an a mengem eegenen Numm, gedroe vun der CSV-Fraktioun, eng Gesetzespropositioun ze deposéieren. Et geet eigentlech drëms, eng Rei vu punktuelle Steiermoossname kuerzfristeg ze maachen, fir de Wunnengsbaumaart ze redynamiséieren.

Um Wunnengsbaumaart leeft de Moment net ganz vill. D'Carnete vun de Commandë vun Neibaute fir Logementer wäerten ab Abrëll/Mee wierklech op gläich null goen. Eleng 2023 wäert d'Unzuel vun de geschatenen 3.800 Logementer, déi sollte gebaut ginn, op 2.300 erofgoen. Also e Manktum vun 1.500 Wunnengen.

Dobäi muss ee soen, dass et net un de Baugeneemegunge läit, mee ganz einfach u feelenden Investissementer. A wann et zu Lëtzebuerg dem Bau gutt geet, da wësst Der, da geet et och der Ekonomie a virun allem dem Handwierk gutt – an ëmgedréit ass et natierlech och wouer. Mir riskéieren do wierklech, kuerzfristeg an eng Logementskris ze kommen.

Dofir proposéiere mir am Numm vun der CSV, dass kuerzfristeg d'TVA um Wunnengsbau soll op 3 % erofgesat ginn. Dëst soll souwuel fir den Eegebedarf wéi och fir de Locatif zielen.

Zweetens: Den entspriechenden TVA-Steierkreditt soll vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht gesat ginn. Dat géif konkreet bedeiten, dass ee bis ronn 770.000 Euro – 769.230 Euro prezis – Baupräis vum vergënschtegten TVA-Taux kéint profitéieren.

De Steierkreditt op de Enregistrementskäschten, de sougenannte „bëllegen Akt", dee soll vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht goen.

An de Plaffong vun den ofsetzbaren Zënse bei enger Eegewunneng soll verduebelt gi vun 2.000 op 4.000 Euro pro Persoun an engem Stot.

An da leschtens: De sougenannten „amortissement accéléré" op Neibauten, dee sollt och zäitweileg – ech ënnersträichen: zäitweileg! – erëm op 6 % eropgesat ginn.

All dës Moossname sollen eiser Usiicht no an enger éischter Phas op d'Steierjoren 2023 an 2024 limitéiert ginn, fir genau deen Effet de dynamisation ze hunn. Dës Moossname kaschten natierlech de Staat Suen, mee et gëtt am Endeffekt méi bëlleg, well zeg Faillitten am Bausecteur an eng weider Verschäerfung vum Logementsproblem, déi wieren an eisen Ae méi grav.

8149 – Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth.

5. 7963 – Projet de loi relative à l'intégration d'œuvres artistiques dans les édifices publics et portant modification de : 1° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ; 2° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Mir kommen elo zum nächste Punkt um Ordre du jour, dem Projet de loi 7963 iwwert d'Aféiere vun engem legale Kader fir ëffentlech Acquisitiounen a Bestellunge vu kënschtlereschem Wierken. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Djuna Bernard (déi gréng), rapportrice | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech elo de Rapport zum Projet de loi 7963 vir, bei deem et ëm d'Integratioun vu Konschtwierker beim Bau, bei der Renovatioun respektiv der Transformatioun oder der Extensioun vun ëffentleche Gebaier geet.

Am Sproochgebrauch benotzt een dofir oft den Term „Kunst am Bau". Dëse Regimm gouf et, wuel gemierkt, och scho virun dësem Projet de loi. E gouf bis elo am Kader vum Artisten- an Intermittentsgesetz vun 2014 gereegelt, dat mer jo och rezent iwwerschafft hunn, mee elo kritt dëse Projet eebe mat dësem Gesetz en eegene Kader.

De Kulturentwécklungsplang 2018–2028, iwwert deen am Kader vu sëllege Kulturgesetzer an Debatte jo ëmmer erëm rieds ass, fuerdert a senger Recommandatioun Nummer 20: „Mener une réflexion prospective sur la loi qui instaure les commandes publiques".

Dës ëffentlech Commandë vu Konschtwierker, wéi Installatiounen, Biller a Skulpturen am ëffentleche Raum an a Gebaier, stellen natierlech e beträchtleche Bestanddeel vun den Opträg vun eise Kënschtler duer. Si beräicheren eiser aller Alldag, andeems se enger Plaz eng Charakteristik ginn, andeems se

engem vläicht sterille Raum eng Identitéit, enger Schoul méi Faarf oder enger Administratioun méi Wäermt ginn.

Dëst Gesetz huet den Usproch, de legale Kader ze verbesseren, all déi concernéiert Acteure besser ze sensibiliséieren, déi administrativ a finanziell Prozeduren ze vereinfachen an och um Niveau vum Fong verschidden Termen ze clarifiéieren.

Et bleift mam neien Text bei engem Minimum vun 1 % vun de Käschte fir Bau oder Transformatioun vun engem ëffentleche Gebai, déi an d'Konscht am Gebai fléisse sollen. Dee Prozentsaz steet awer net méi an engem Reglement, mee ab elo direkt am Gesetz. En ass och no uewen op. Allerdéngs kënne pro Projet maximal 500.000 Euro mobiliséiert ginn. Hei inclus si sämtlech Fraisen a Relatioun mam Projet artistique wéi och der Selektioun vun den Artisten an der Aarbecht vum Comité artistique. Ervirzehiewen ass och, dass d'Gesetz elo preziséiert, dass d'Konschtwierker net nëmmen am Gebai kënnen ugesidelt ginn, mee och an den Alentouren.

Ënnert dëst Gesetz fale Projeten, déi wéinstens zu 25 % aus staatlecher respektiv Gemengenhand finanzéiert ginn. Dëst gëllt, wéi gesot, net just bei neie Konstruktiounen, mee och bei Ëmbau- a Renovatiounsaarbechten.

D'Gesetz erweidert och d'Zuel vun den Typpe vu Gebaier, op déi et sech applizéiert. Cibléiert si mam neien Text all d'Gebaier, déi e Public accueilléieren. Industriell, kommerziell oder technesch Gebaier sinn also ausgeholl.

Fir d'Applikatioun vum Regimm am Interêt vun alle Concernéierten ze verbesseren, bréngt d'Gesetz eng Rei vu Verännerunge beim Marché-publics-Gesetz. Hei gëtt déi sougenannt „publication restreinte avec publication d'avis" favoriséiert, an et gëtt eng Rei Konditioune preziséiert, fir souwuel der ëffentlecher Hand wéi de Konschtschafenden en transparenten an effiziente Kader ze ginn.

Zu gudder Lescht bréngt dëst Gesetz och nach Ännerungen um Niveau vun de berodenden Organer:

– Dat ass eemol d'Commission de l'aménagement artistique, e permanente Gremium, deen d'Missioun huet, souwuel de Maîtres d'ouvrage wéi de Kënschtler mat Berodung, Sensibilisatioun an Informatiounen zur Säit ze stoen.

– Pro Projet gëtt dann och nach e Comité artistique agesat, dee fir den Eenzelfall vun deene jeeweilege Projeten dann zoustänneg ass.

D'Detailer vu Missioun a Fonctionnement vun dëse Gremie gi per groussherzoglechem Règlement fixéiert a si ersetzen zesummen déi fréier Commission de l'aménagement artistique, wéi et se scho gouf.

Par rapport zu den Avisen, do krute mer vum Staatsrot eng Rei Remarken a Recommandatiounen, awer keng Opposition formelle.

Och d'Chambre de Commerce huet hir Zoustëmmung ginn an hat keng weider Remarken. De Syvicol begréisst den Echange am Virfeld vum Projet an d'Kommissioun huet och an hiren Aarbechte verschiddene Remarke vum Syvicol Rechnung gedroen.

D'Gesetz gouf am Februar 2022 deposéiert. Mir hunn et de 27. Oktober 2022 an der Kommissioun diskutéiert an eng Serie Amendements parlementaires gestëmmt. Den Avis complémentaire vum Staatsrot krute mer Mëtt Dezember an de schrëftleche Rapport gouf an der Kulturkommissioun vum 19. Januar 2023 unanime ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Djuna Bernard.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt der Rapporterin, dem Djuna Bernard, Merci soe fir säi Rapport.

Mir schwätzen hei vläicht iwwer e kuerzt, awer e wichtegt Gesetz, well Konscht um Bau ass wichteg, a wichteg net nëmmen als ëffentlech Konschtfërderung an als Ënnerstëtzung fir Kënschtler, mee awer och fir d'Aemierk op d'Konscht ze bréngen, fir d'Visibilitéit och vum Artist besser ze maachen a fir d'Sensibiliséierung an den Accès vun engem méi grousse Publikum.

Konscht um Bau oder Konscht am Bau ass also och Konscht am Alldag.

An zweetens ass et och ganz wichteg, datt déi ëffentlech Hand als Bauträger sech bewosst ass, datt hir Roll iwwer Infrastrukturprovider erausgeet a mat der Konscht a Kultur d'Ausernanersetzung vun Iddien an d'Weiderbréngung vun der Gesellschaft gefërdert gëtt. Dat sinn eigentlech zwee wichteg Hannergrondaspekter, déi dëst Gesetz zousätzlech fërdert.

Dir Dammen an Dir Hären, no iwwer 20 Joer, well deen Text hei ass fir d'éischt net 2014 agefouert ginn – d'Madamm Bernard huet gesot: „Bis elo war et am Gesetz vun 2014 gereegelt"; jo, dat ass richteg, dat huet et iwwerholl –, mee et war schonn 1999 agefouert ginn, also no iwwer 20 Joer kann een och en Text eng Kéier iwwerkucken. Dat ass ganz kloer.

Et ass hei en Deel Prezisiounen agebaut an agefouert ginn, déi ganz gutt a richteg sinn. Si sinn zum Deel aus der Praxis erëmgeholl ginn, aus der Praxis vu virdrun. Wann hei zum Beispill vun den Alentoure geschwat gëtt, déi sinn zum Deel och virdru matagebaut gewiescht, waren awer net expressis verbis am Text dran, se waren awer och net ausgeschloss. Dat ass also hei zum Beispill preziséiert ginn.

Oder Prezisiounen, déi néideg gi sinn, well d'Interpretatioun vum Staatsrot vun der Verfassung geännert huet an de leschte Joren. Sou kann een zum Beispill haut net méi alles an d'Reglementer schreiwen, wat awer 1999 an 2004 nach méiglech war. Dofir ass hei en Deel elo an d'Gesetz komm, dee virdrun, logescherweis, därer deemoleger legistescher Praxis no an de Reglementer drastoung.

Dat Ganzt mécht d'Uwendung méi kloer an ass dofir och ze begréissen.

Och d'Aarbechten, d'Projeten an d'Gebaier si méi genau ëmrass. D'Gebaier sinn och mat den Amendementen zum Text nees méi grouss opgemaach gi wéi virdrun.

Ze begréisse sinn och d'Virschléi vum Syvicol an datt d'Virschléi vum Syvicol ugeholl an integréiert gi sinn, gradesou wéi déi begleedend Gremie geännert, preziséiert, gemaach gi sinn. Ech mengen, dat ass alles ze begréissen.

D'Erausfuerderung ass sécher elo och an der Mise en oeuvre, an der Sensibiliséierung vun den Établissements publics, vun de Gemengen, natierlech vum Staat, fir datt den Text och ugewannt gëtt.

Eng Iddi, déi, mengen ech, och wichteg wär, vläicht eng Kéier ze soen, ass, datt een d'Benotzer soll matabezéien an déi nei Oeuvre. Déi kënnt och vläicht schonn an d'Konzeptioun do dovunner. Ech mengen, dat ass och ëmmer eppes, wou d'Ausenanersetzung vum grousse Publikum mat der Konscht an dem kënschtleresche Schafen dann och nach eng Kéier eropgeet.

Déi iewescht Grenz vum Invest an d'Création artistique gëtt mat dësem Gesetz bei 500.000 Euro festgeluecht. Dat war zu CSV-Zäite weesentlech méi héich, op d'Duebelt, fir d'Künstler ze ënnerstëtzen, an esou ass et mat engem laachenden An an och mat engem ganz bëssen trauregen An, datt d'CSV hiert Averständnis mat dësem Gesetz gëtt.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif Alleguer, et ass wierklech e gudde Projet, iwwert dee mer haut hei schwätzen. Et geet heibäi souwuel ëm d'Uschafe wéi ëm d'Schafe vu Konschtwierker am Kader vun neien ëffentleche Gebaier. Der Konscht sollen esou méi liicht wéi bis ewell d'Dieren a staatlechen a kommunale Gebailechkeeten opgemaach ginn. Unerkannte Kënschtler sollen hir Wierker, hir Molereien, hir Tabloen a Skulpturen an dëse Gebaier weise kënnen. Hir Wierker sollen hei eng dauerhaft Plaz fannen.

Konscht soll den Alldag begleede vun all deene Mënschen, déi an ëffentleche Gebaier schaffen a sech hei begéinen. Näischt wier effektiv méi schlëmm wéi sterill Gebailechkeeten, an deene keng Plaz fir Konscht wier. Si hätte keng Séil, et géif hinnen u Perséinlechkeet an u Charakter feelen.

Et ass fir all Kënschtler, besonnesch awer fir déi renomméiert, haaptberufflech Lëtzebuerger Kënschtler, déi och a grad international Unerkennung fonnt hunn, eng besonnesch Éier, fir hir Wierker a Ministèren, Verwaltungen, Kulturzenteren, awer och a grad a Schoulen ausgestallt ze gesinn. Dat valoriséiert hiert Schaffen, hir Kreativitéit, dat wäert hiert Kënnen op.

Konscht kënnt jo vu kënnen a soll besonnesch och déi Jonk beréieren. Si soll interpelléieren, vläicht och emol provozéieren, virun allem awer soll si hinne weisen, datt den Alldag méi ass wéi just léieren, studéieren, schaffen an an de soziale Medien ënnerwee ze sinn.

An enger Welt, an där ëmmer méi Brutalitéit an Egoismus op der Dagesuerdnung stinn, solle Konschtwierker weisen, datt et nieft deem Materiellen och dat Immateriellt gëtt. Si sollen deem, wat schéin, wouer a gutt ass, Madamm Minister, eng Plaz ginn, en Zeeche vun Hoffnung sinn, an domat dat duerstellen, wat de Mënsch iwwert d'Banalitéit vum Gewéinlechen erausshieft.

Konscht ass an deem Sënn net nëmmen eng Valorisatioun vum Kënschtler, ma och eng Wäertschätzung vun all deenen, déi ëffentlech Gebaier notzen, ob kuerz oder laang.

D'Vergaangenheet weist et eis: D'Konscht hat dacks keng bedeitend Plaz an ëffentleche Gebailechkeeten. Der Konscht war dacks e marginaalt Dosi reservéiert, si hat seelen eng gutt Lobby, ganz nom Motto: „Muss dat sinn? Ass dat kee Luxus? Hu mer soss keng Suergen?" Nee, Konscht ass kee Luxus, wéi ech virdrun erkläert hunn. Dat schreift och den Ordre des architects et des ingénieurs an enger Nott, déi no enger Table ronde ënnert dem Titel „Comment intégrer l'art au construit et à l'espace public" verfaasst gouf. Ech zitéieren eng Kéier hei kuerz déi Nott: „Kunstprojekte

in oder an öffentlichen", bezéiungsweis „privaten Bauten sowie Kunstobjekte im öffentlichen Raum tragen zur Qualität von Gebäuden und der urbanen Umgebung bei und es handelt sich dabei keineswegs um Luxus. Es soll die Leute anregen, ihre Neugierde erwecken und eine Interaktion hervorrufen." Et bléif awer nach vill Sensibiliséierungsaarbecht ze leeschten, gouf op däser Table ronde vermierkt, souwuel beim Staat wéi och bei de Gemengen.

Et gëtt mëttlerweil eng Rëtsch pertinent Projeten an deem Zesummenhang. Ma leider stellt ee fest, datt nach ganz vill Sputt no uewen ass. Wann ech u verschidde grouss Gebaier denken, dann huet sech d'Begeeschterung fir Konschtwierker zolidd a Grenze gehale respektiv et ass iwwerhaapt kee Konschtwierk ugeschaaft ginn, obwuel dat finanziell e minimale Brochdeel vum ganzen Invest gewiescht wier.

Hei bleiwen also nach ettlech Ustrengungen ze maachen an eng Motivatiounsaarbecht ze leeschten.

Wéi gesot, et geet net drëm, fir Konscht zu Fantasiepräisser anzekafen, mee ëm eng seriö a fundéiert Wäertschätzung vun eise professionelle Kënschtler, eng Unerkennung vun hirer Kreativitéit an ëm déi kulturell Opwäertung vun ëffentleche Gebaier.

Datt och e Comité artistique agesat gëtt, fir en Avis zu all Projet ze ginn, ass u sech eng gutt Saach, well een domat déi néideg Berodung, Erfarung a Kompetenz bei der Auswiel vu Konschtwierker séchert.

Ech géif gären hei op däser Plaz stellvertriedend fir net nëmmen de Staat, mee och fir vill Gemengen, d'Stad Lëtzebuerg erausgräifen, d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg, dat eng laang Traditioun an dësem Beräich huet. Ech denken do u Wierker, an ech si geschwë fäerdeg, Här President, vum Bertrand Ney wéi „Rève de Pierre", eng grouss Skulptur an der Groussgaass, dem Wil Lofy seng Hämmelsmarsch-Figuren um Roude Pëtz, d'Saltimbanques, d'Theaterkënschtler also op der Theaterplaz beim Kapuzinertheater, vum Bénédicte Weis, d'Melusina vum Serge Ecker am Gronn oder déi zwou grouss Toille vum Tina Gillen am Stadhaus.

Der Regierung, Madamm Minister, wëll ech felicitéiere fir dës Initiativ, datt Der se geholl hutt, verbonne mat der Hoffnung, datt no de Wierder och Dote kommen. An dat gesot, soen ech der Rapporteur, der Madamm Djuna Bernard, villmools Merci fir déi geleeschten Aarbecht a ginn natierlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Konscht an a ronderëm ëffentlech Gebaier konsequent an nohalteg ze integréieren ass e wichtege Prinzipp.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mer dann elo och geschwë wäerten ofstëmmen, stäerkt dëse Prinzipp. En hëlt de Staat, d'Gemengen, awer och d'Établissements publics an d'Verantwortung, fir Kënschtler ze ënnerstëtzen an d'Roll vun der Konscht an eiser Gesellschaft ze wierdegen an eeben och ze fërderen.

Mir schafen haut en eegestännegt Gesetz fir dat, wat dann allgemeng „Kunst am Bau" betitelt gëtt. Dës Konscht ass e wichtege Bestanddeel vun eiser Baukultur iwwerhaapt. Ausgeschloss sinn dann awer Gebaier, déi engem industriellen, kommerziellen oder reng techneschen Zweck déngen.

D'Konschtwierk soll dann och Bezuch hunn op d'Funktionalitéit an d'Bedeitung vum Gebai an a ronderëm do, wou et da wäert stoen oder hänken. Ech denken do beispillsweis un d'„Straße der Menschenrechte" vum israelesche Kënschtler Dani Karavan, dat bei der Extensioun vum Germanischen Nationalmuseum zu Nürnberg gebaut ginn ass. Dëst Wierk, eng Baussskulptur, wou een als Visiteur derduerch kann tréppelen, mécht op d'Noutwendegkeet vun den universelle Mënscherechter an op d'Grausamkeet vu Verbrieche géint d'Mënschlechkeet opmierskam.

Bei der Renovatioun vun der Universitéitsbibliothéik zu Graz 2019 ass ënnert deem modernen Iwwerbau, deen iwwert d'Haaptgebai erauskuckt, e sougenannte Kupferstich aus der Renaissance reproduzéiert ginn. Dëst Bild weist eng zentral Perspektiv, wéi se an der Renaissance erfonnt ginn ass, eeben zu där Zäit, wéi och d'Universitéit vu Graz entstanen ass.

Den Dialog tëscht dem Gebai an dem Konschtwierk ass also en zentraalt Element bei „Kunst am Bau".

Ech kann Iech dann och vun engem Projet aus menger Gemeng erzielen, dee beim Bau vun eiser CIPA-Residence Op der Waassertrap entstanen ass: Do hu mer effektiv och als Gemeng e klenge Concours an d'Liewe geruff, wou mer e Projet zréckbehalen hu vum Lëtzebuerger Kënschtler Paul Kirps, deen eis am Haus selwer d'Diere vun den Appartementer vun eise Bewunner entworf huet. D'Dieren, déi sinn all an ënnerschiddleche Faarwen an och mat Formen drop gemoolt, also drop entstanen, an déi hunn domat dann och e visuellen Erëmerkennungswäert fir eis Residenten, wat och ganz wichteg ass fir eeler Leit.

Dat nëmme fir ze soen, dass dëse Projet eis souwuel d'Commandë vu Kënschtler fir Produktioune vun neie Wierker wéi awer och de Kaf vu bestoende Wierker erlaabt.

Mam neie Gesetz vereinfache mer dann och déi administrativ Prozeduren. An ech ginn net op all déi aner Saachen an, déi och d'Rapportrice scho gesot huet.

Mindestens 1 % vun de Baukäschte soll dann eebe fir d'Acquisitioun oder den Optrag vu Kënschtler virgesi ginn, mat engem Plaffong vu 500.000 Euro pro Bauprojet.

Mat dësem Projet ënnerstëtze mer also eis Konschtzeen, virun allem déi visuell Konscht, nohalteg an och strukturell. Mir setze mat dësem Konschtprojet och e weidert Puzzlestéck vum Kulturentwécklungsplang, dem KEP, ëm, d'Recommandatioun Nummer 20 nämlech aus dem KEP huet dës Reflexioun iwwer ëffentlech Opträg vu Konschtwierker gefuerdert.

A virun allem suerge mer derfir, dass d'Bierger spontan a méi dacks a Kontakt mat Konscht kommen. Dat ass ganz am Sënn vun der LSAP, well d'LSAP, fir déi ass et wichteg, dass den Accès zur Kultur méiglechst an der breeder Gesellschaft stattfënnt an dat och fir méiglechst vill Leit.

Ech ginn dann deemno ganz gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet an ech soen natierlech och Merci der Rapportrice, dem Djuna Bernard, fir hiren ausféierleche Rapport.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An de Mikro ass elo fräi fir den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Rapportrice Djuna Bernard, net dass ech dat nach duerno vergiessen, wat leider heiansdo geschitt.

Et ass villes gesot ginn hei vu menge Virriedner an ech ka mech deem och just uschléissen.

Ech mengen, et ass esou, an enger trotzdeem méi moderner Welt, an där mer haut liewen, ass et e bëssen an der Moud, fir Gebaier ze bauen, déi oft funktionell sinn an déi jo oft sterill sinn. Dat sinn da ganz gäre Këschten, déi wäiss sinn, anthrazitt sinn, mat ville Fënsteren, jee, wéi mer dat op ganz ville Plaze kennen hei an der Stad, wéi mer et och an den Uertschafte kennen. Ech mengen, hei si vill Buergermeeschteren, déi dann och oft esou bauen. Et ass vläicht net ëmmer gewollt, mee et ass eeben och an der Moud.

A wann een dat dach awer vergläicht mat enger Baukultur, déi ee vläicht hat viru Joerzéngten oder nach vläicht virun honnert Joer, Dir braucht Iech just hei an der Stad ëmzekucken, wéi déi Gebaier ausgesinn, oder och an Ären Uertschaften, wéi déi Gebaier ausgesinn, déi virun honnert Joer gebaut gi sinn, an Dir vergläicht se dann awer mat deenen, déi haut gebaut ginn, dann, mengen ech, ass keen Zweifel drun, dass, estheetesch gesinn, déi vu fréier trotzdeem, also kulturell an estheetesch, dach awer e vill méi héije Wäert hu wéi dat, wat haut gebaut gëtt a wou ech mech heiansdo froen, wéi laang et nach do steet.

Dofir ass et och gutt, dass, wa mer elo esou Saache bauen, mer kucken, dass mer do, soe mer emol, Konscht erabréngen, dass mer dat Ganzt iergendwéi opwäerten. An dat hei, dat ass e Gesetz, dat et scho ginn ass, dat elo verbessert ginn ass an dat dat erlaabt an dat et och quasi erzwéngt. An dat ass eppes, wat eis als ADR dann och ganz staark um Häerz läit, déi Kultur an déi Konscht, fir déi an eise Gebaier ze hunn, fir héichwäerteg Saachen ze bauen. An duerfir gi mir natierlech ganz gär och hei eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Vu mir och e grousse Merci un d'Rapportrice fir den exzellente Rapport. Mir kënnen dëse Projet natierlech och just matënnerstëtzen, well en effektiv an eng super gutt Richtung geet an déi ëffentlech Gebaier domadder e gutt Beispill weisen an effektiv d'Konscht an déi Konschtschafend immens valoriséiert ginn. Also, mir kënnen dat effektiv just matdroen an och virun allem, well d'Demande natierlech vun den Acteure vum Terrain kënnt. Dofir nach eng Kéier e grousse Merci och heifir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, och vu mir e grousse Merci fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport un d'Rapportrice Djuna Bernard.

Dat heiten ass e Projet, deen erëm eng Kéier weist, wéi trist d'Welt ka sinn, wann et keng Konscht gëtt, wann d'Kultur iergendwou relegéiert gëtt a wa mer just nach op eidel a plakeg Mauere géife kucken. An ech mengen, dat ass näischt, wat mer wëllen.

Mir hunn als Deputéiert d'Chance, hei ëmmer an engem Gebai ze sëtzen, dat eng historesch Dimensioun huet, mee all Gebai, dat haut nei gebaut gëtt, kritt iergendwann eng Kéier eng historesch Dimensioun a sollt dann de préférence net aus eidele Bëtonsmauere bestoen, mee sollt tatsächlech e bëssen och Konscht an domadder och kulturell wäertvoll ginn.

Ech mengen, dofir ass et nëmmen ze begréissen, datt mer hei dee klore gesetzleche Kader schafen, fir dat an Zukunft nach weider ze erméiglechen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Jo. Merci, Här President. Merci Iech all fir déi breet Zoustëmmung, déi mech ëmmer erëm freet, am Beräich vun der Kulturpolitick hei an däser Chamber ze erliewen, wat wierklech weist, dass d'Kultur Iech allleguerte wichteg ass.

Hei mat dësem Gesetzesentworf wäerte mer eng weider Recommandatioun vum Kulturentwécklungsplang – an zwar d'Nummer 20: „Mener une réflexion prospective sur la loi qui instaure les commandes publiques" – ëmsetzen.

Wéi si mer virgaangen? Mir hunn net nëmmen eng Analyse critique gemaach vun dem besteeënden Text, op dee schonn am Detail agaange ginn ass vun den Deputéierten, mir hunn och den Echange natierlech gesicht mat der AAPL, also der Associatioun, déi d'Artistes plasticiens zu Lëtzebuerg representéiert, se enk matagebonne fir och d'Elaboratioun vun dësem Text. A si wäerten och enk zesummeschaffe mat der Kommissioun, déi agesat gëtt, fir och déi Projeten ze determinéieren.

Natierlech hu mer och enk mat Bâtiments publics zesummegeschafft, déi souwisou och e Bestanddeel vun deem heite sinn, well ouni de staatleche Bauhär geet natierlech an deem heiten Domän näischt. An et ass extreem wichteg, dass all déi Leit, déi concernéiert sinn, déi Gebaier bauen, och hei mat u Bord sinn.

(Brouhaha)

An dofir profitéieren ech dovun, dass ech esou vill Gemengeresponsabel hei sëtzen hunn, fir Iech alleguerten ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, et misst e bësse méi roueg sinn.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Merci, Här President.

... fir Iech alleguerten och nach eng Kéier drop opmierksam ze maachen, dass et dat Gesetz hei gëtt an dass et eng Beräicherung ass – an ech weess, verschiddener vun Iech, déi setze scho vill dorobber –, eng Beräicherung ass, wann Der direkt, wann Der e Projet plangt, en ëffentleche Projet, mir hunn dat jo nach ausgeweit, wat do drënner fält, dat ass net nëmmen en neit Gebai, mee eeben och e Gebai, dat erneiert gëtt, dass Der direkt matdenkt, wéi do d'Kultur hir Plaz an deem Projet ka fannen.

Do huet jiddwereen drun ze gewannen. Un éischter Stell natierlech den alldeeglechen Utilisateur vun deem Gebai, well et e besonnesche Cachet gëtt, well et zur Reflexioun féiert. Dann natierlech och deen, dee sporadesch an d'Gebai erakënnt, well een nei Saachen entdeckt duerch déi Visitten, déi ee ka maachen, an duerch déi Oeuvren, déi dann an deene Raimlechkeeten ze fanne sinn. A last but wierklech not least och den Artisten. Et ass eng ganz wichteg Remuneratiounsquell fir d'Artisten, et gëtt hinnen d'Méiglechkeet, och groussflächeg ze schaffen, well et oft Projete sinn, déi et hinnen erlaben, ganz grouss Produktiounen ze maachen, och emol aner Produktiounen ze maachen, soudass et wierklech op villen Niveauen eng gewonne Saach ass, wann een op deen heite Wee geet.

An et gëtt d'ailleurs och elo schonn net nëmmen op staatlecher Säit oder op Gemengesäit, mee et gëtt och ëmmer méi Initiativen am Privaten, fir op dee Wee hei ze goen. Et ass och zum Beispill den OAI, deen huet och reegelméisseg ..., si haten elo nach kierzlech erëm eppes ageweit, an ech kommen dofir op déi Fro vun den Architekten zréck, wou se an hire Lokaler och Konscht integréieren, Appelle maachen, och schonn Table-ronden zu deem Sujet organiséiert hunn, fir eeben och ëmmer méi déi privat Bauträger ze sensibiliséieren an ze kucken, awéifern een net d'Konscht och kann a privat Projeten integréieren.

Vläicht just eng Klamer zu der Valeur vun der haiteger Architektur: Ech hu wierklech e Problem domat, wann een dat esou pauschaliséiert seet a seet, dass d'Architektur vun haut näischt wäert wier. Mir hu formidabel Architekten, déi immens Gebaier an och ganz nohalteg Gebaier bauen, wou et wierklech net drëms geet, se an zéng Joer erëm ofzerappen. An dat musse mer alleguerten zesummen ënnerstëtzen, dass mer eng Architektur hunn, déi mer och an 30 Joer, 40 Joer wäerte wëlle schützen, well et net just déi Saache sinn, déi al sinn, déi qualitativ héichwäerteg sinn, mee natierlech och zäitgenëssesch exzellent Aarbechte geleescht ginn.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture | Et ass wierklech eppes, wou mer alleguerten zesumme sollte kucken, fir dat héichzehalen. Et ass och eppes, wat de Gebaier kann eng Séil ginn oder och de Gebaier vu bausse kann eng Séil ginn. Wann Der d'Gebai vun der Chambre des Salariés zum Beispill op der Gare gesitt, mat dem Claudia Passeri hirem „Sous le haut patronage de nous-mêmes", eppes wat ganz markant ass, wat sécherlech och mëttlerweil d'Quartiersbild do markéiert. Wann Der gesitt, mir hu kierzlech den Uerschterhaff, deen neie Prisong ageweit, do hutt Der am Besucherraum e Wierk vum Paul Kirps, dat formidabel ass. Mir hate kierzlech am Laboratoire national de santé d'Wierk vun der Simone Decker agweit. Dat heescht, et si wierklech Wierker, déi extreem eppes bäidroen zu de Gebailechkeeten, fir déi mer eis och vill Méi ginn, fir déi sou gutt wéi méiglech fir d'Utilisateuren ze bauen.

Dofir merci Iech all fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Kulturministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7963. Den Text steet am Document parlementaire 7963[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7963 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7963 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Félix Eischen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8118 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Luxembourg, le 3 octobre 2022

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8118, en Accord mat Dänemark iwwer statistesch Transferte vun Energie, déi aus erneierbaren Energiesourcë produzéiert ginn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleecht. An de Rapporter ass den honorabelen Här François Benoy, deen elo d'Wuert kritt. Här Benoy.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Minister, mam Gesetzesprojet 8118, deen ech Iech elo presentéieren, gëtt d'Chamber d'Approbatioun zum Accord vu Lëtzebuerg mat Dänemark iwwert de statisteschen Transfert vun erneierbaren Energien, deen den 3. Oktober 2022 ënnerschriwwe gouf.

Et geet ëm maximal 4.800 Gigawattstonne grénge Stroum, dee mir eis fir d'Joren 2021 bis 2025 urechne kënne loossen. Dëst fir eng Enveloppe vu 66,24 Milliounen Euro iwwert de Klima- an Energiefong.

Mir kafen op d'mannst 2.400 Gigawattstonne fir e Präis vun 33,12 Milliounen Euro, déi sech follgendermoossen opdeelen: 800 Gigawattstonne fir e Präis vun 11,04 Milliounen Euro fir 2021. 1.200 Gigawattstonne fir e Präis vu 16,56 Milliounen Euro fir d'Joer 2022. A 400 Gigawattstonne fir e Präis vu 5,52 Milliounen Euro fir d'Joer 2025.

D'Suen, déi mir un Dänemark bezuelen, ginn an nei Projeten am Beräich vun erneierbaren Energien investéiert, ënner anerem an déi éischt Energieinsel op der Welt an an Offshore-Wandmillen am dänesche Mier, awer och an d'Entwécklung vu gréngem Waasserstoff.

Dänemark huet säin nationaalt Zil an der Produktioun vun erneierbaren Energië schonn iwwerschratt a kann dofir gréngе Stroum un ons verkafen, dee Lëtzebuerg dann zougerechent gëtt.

Wichteg ass hei, nach eng Kéier unzemierken, dass et sech net ëm physesche Stroum handelt, mee ëm statistesch Donnéeën, déi mir als Land ugerechent kréien.

Am Artikel 8 vun der Direktiv iwwert d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien erlaabt eeben de statisteschen Transfert, fir d'national Ziler ze respektéieren, déi am nationalen Energie- a Klimaplang festgehal goufen.

Lëtzebuerg huet sech virgeholl, 2030 en Undeel vu 25 % gréng Energie bei der Gesamtconsommatioun ze hunn. Aktuell gi mir am PNEC dervun aus, dass mir zu Lëtzebuerg 19,6 % selwer produzéieren. Fir onst Zil ze erreechen, si mir also op d'Zesummenaarbecht mat anere Länner ugewisen. Dat hu mir iwwregens och scho virun dësem Accord gemaach, als éischt Land an der Europäescher Unioun, 2016 an 2017 mat Litauen a mat Estland.

Här President, Dir Dammen an Hären, duerch onse klengen Territoire hu mir hei zu Lëtzebuerg just e limitéiert Potenzial fir erneierbar Energien a sinn dofir och an Zukunft op esou Kooperatiounen ugewisen, fir ons Ziler ze erreechen. Mir kruten an der Kommissioun vun der Regierung gesot, datt et Diskussioune gëtt, fir d'Kooperatioun mat Dänemark och an den nächste Jore weider auszebauen. A Lëtzebuerg ass och am Gespréich mat Länner wéi Portugal a Litauen dofir.

An Zukunft wäert et och en zousätzleche Finanzéierungsmechanismus ginn, wou d'Memberstaaten d'Méiglechkeet kréien, bei Ausschreiwunge vun erneierbaren Energië matzemaachen op europäeschem Niveau, andeems se konkreet sech a Projeten investéieren a sech duerno d'Statistik an hir Bilanze kënnen urechne loossen. Lëtzebuerg wäert hei eent vun den éischte Länner sinn, dat bei dësem neie Mechanismus matmaache wäert.

Här President, Dir Dammen an Hären, wa mir elo eng Kooperatioun mat Dänemark maachen, heescht dat natierlech net, dass mir ons Hausaufgabe bei der Produktioun vun erneierbaren Energien heiheem net géife maachen. Mir musse bei der Installatioun vun neie Fotovoltaik- a Wandanlage weiderkommen an d'Prozesser beschleunegen.

Schonn haut leie mir bei 56,3 %, wat den Undeel un erneierbaren Energien an eisem Stroummix ubelaangt, a sinn domat op der Plaz 4 am europäesche Verglach, wat d'Fotovoltaikleeschtung pro Kapp ugeet. Déi national Produktioun vu Solarenergie konnt 2022 am Verglach zu de Jore virdru praktesch verduebelt ginn.

An och bei der Wandenergie konnte mir 2022 56 Wandrieder zielen an eng Rei Repowering-Projeten, déi véiermol méi produzéieren.

Projete wéi deen heiten ënnerstraichen dann alt erëm eng Kéier den europäesche Geescht an d'Wichtegkeet vun der europäescher Solidaritéit an d'Zesummenaarbecht tëschent europäesche Länner, fir d'gemeinsam Zil am Kader vun der Energietransitioun zesummen ze erreechen.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 8118 gouf de 16. Dezember zejoert vum Ausseminister deposéiert a besteet aus engem eenzegen Artikel, an deem den Accord guttgeheescht geet. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 24. Januar keng Observatioune gemaach a säin Accord zum Text ginn. Mir hunn de Projet an der Energiekommissioun den 1. Februar duerchgeholl. Mäi Rapport, an deem Der och nach weider Detailer zum Projet fannt, dee gouf zwee Deeg drop vun de Memberen ugeholl.

Ech soen Iech an deem Sënn villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem klengen Text, deen awer eng grouss Wichtegkeet huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter François Benoy villmools Merci a ginn d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Paul Galles.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President, a merci och dem Rapporter fir säi Rapport, fir déi Erklärungen, déi en eis schrëftlech a mëndlech ginn huet zu dësem Gesetz, dat e ganz interessant Gesetz ass an dat eis och ganz vill hëlleft, fir an den erneierbaren Energien hei virunzekommen.

Eisen Accord vun der CSV hutt Der op alle Fall, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well et vergréissert engersäits d'Méiglechkeete vun erneierbaren Energien, déi mer zu Lëtzebuerg kënne bezéien, an anerersäits ass et awer och baséiert op enger Zesummenaarbecht mat anere Länner, wou mer ganz genau wëssen, an de Rapporter huet et ënnerstrach, dass mer en Energie-Importland sinn an dass mer drop ugewise sinn, mat verlässleche Partner kënnen ze schaffen, déi dann eeben och erneierbar Energië produzéieren, déi Experten dora sinn an déi eis dann och op deene Kooperatiounen do selwer dann hëllefen, och an eisen Ziler weiderzekommen.

Vun dohier ass dat also alles ganz, ganz kloer.

Ech hu just zwou Froen, déi ech dem Här Minister wëll séier stellen, déi awer interessant si bei dësem Gesetzesprojet.

Déi Éischt ass: Et geet jo, dat huet de Rapporter ënnerstrach, net ëm e physeschen Transfert vun Energie, mee et geet ëm e statisteschen Transfert vun Energie. Dat heescht eigentlech am Kloertext: Mir stellen dem dänesche Staat Suen zur Verfügung, fir dass den dänesche Staat da mat deene Sue schafft a fir dass mir dat, wat mir dann doran och investéieren, da statistesch ugerechent kréien. An ech ka mer elo virstellen, dass dat natierlech en interessante Modell ass.

An déi Fro, déi ech mer elo gestallt hunn, ass déi: Wat bedeit dat fir d'Zesummenaarbecht mat anere potenziell Partner? Wat ass elo bei Dänemark besonnesch interessant fir Lëtzebuerg an héchstwarscheinlech dann och, wéi de Rapporteur et gesot huet, bei Portugal oder bei Litauen? Et ass e séchere Staat, et ass e Staat an Europa, si sinn Experten an erneierbaren Energien an et kann natierlech eng Zesummenaarbecht geschéien um Niveau vu Staat zu Staat, vu Ministère zu Ministère.

Déi Fro awer, déi ech mer stellen, ass: Wat heescht dat elo fir potenziell aner Partner vun Zesummenaarbecht? Ass et méiglech, och eng Kéier an deem doten Elan mat Staaten zesummenzeschaffen, déi net an Europa sinn, déi also ausserhalb vun Europa leien, a mat deenen een awer gutt kéint zesummeschaffen?

Oder ass et och méiglech, mat Partner zesummenzeschaffen, déi keng Staate sinn, mee zum Beispill Regiounen? Ech weess elo zum Beispill: An der Lorraine gëtt et ee Pilotprojet, wou iwwer Wandmillen och dann herno Waasserstoff produzéiert gëtt, wat interessant ass. Et ass nach ganz kleng, mee trotzdeem awer: Et huet e gewëssene Pilotprojetseffekt, deen natierlech iergendwann eng Kéier och kéint eng gewëssen Envergure kréien. Gëtt et d'Méiglechkeet fir de Lëtzebuerger Staat, och mat Regiounen zesummenzeschaffen; also net nëmme mat anere Staaten?

An dann déi zweet Fro, déi ech nach wëll séier lassginn, ass déi heiten: Et ass eis och an der Kommissioun erkläert ginn, dass bei deenen Energieinselen do gréng Waasserstoff produzéiert gëtt; wat mer natierlech och immens begréissen. A wann ech d'Äntwert richteg an Erënnerung hunn, dann ass et esou, dass dee Waasserstoff herno dann iwwer Schëffer verfracht gëtt op déi Plazen, wou e soll gebraucht ginn.

Ech ginn elo dervun aus, dass dat, ekonomesch gesinn, heescht, dass dee Waasserstoff net zu Lëtzebuerg wäert landen; well do wär et héchstwarscheinlech jo méi interessant, iergendwann eng Kéier iwwer e Pipelinesystem ze fueren. Mee dat ass awer déi Fro, déi ech hei zu deem Projet hunn: Wann et eng Kéier esou e Pipelinesystem géif ginn, géif et dann eeben och d'Méiglechkeet ginn, dass Lëtzebuerg iwwert dee Pipelinesystem vun Dänemark hier vun där heiter Energieinsel dann och mat gréngem Waasserstoff géif versuergt ginn?

Voilà! Dat ass et schonn. An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Mir wëssen net eréischt zanter dem Krich an der Ukrain, dass mer mam Ausbau vun erneierbaren Energië musse konsequent virukommen. Mee an de leschte Méint huet d'Urgence eeben nach emol ganz kloer zougeholl.

Et ass fir eis als DP kloer, dass dat primär emol hei zu Lëtzebuerg selwer geschéie muss. Am beschte Fall installéiere mer op all Daach, dee gëeegent ass, eng Fotovoltaikanlag, mir iwwerdecke grouss Parkingen. An et gëtt jo och Projeten am Beräich vun der Agrifotovoltaik, déi et gëllt, weider auszebauen.

Zënter Kuerzem hu mer en EU-Reglement, dat um Gemengenniveau d'Delaie fir d'Autorisatiounen däitlech gekierzt huet, a verschiddene Fäll gouf souguer de Prinzipp vum Accord tacite agefouert. Dat heescht: Wann no engem Mount keng Äntwert vun der Gemeng do ass, dann ass e Projet accordéiert.

Als DP fanne mir, dass dat genee dee richtege Wee ass, fir virunzekommen – well mir musse virukommen, a mir musse virun allem och méi séier virukommen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn. Mir sollten dowéinst dee selwechten Exercice och um Niveau vum Staat a senge Verwaltunge maachen. Grad bei der Wandenergie hu mer nach vill Potenzial hei zu Lëtzebuerg. Leider dauert et hautdesdaags nach vill ze laang vun deenen éischte Pläng bis dass eng Wandanlag dann och tatsächlech do steet.

Allerdéngs soe mir als DP och ganz kloer, dass et onrealistesch ass ze mengen, mir kéinten als klengt Lëtzebuerg iergendwann energieautark ginn. Mir hu weeder Sonnestonne wéi a Spuenien nach leie mir um Mier, wou mer riseg Wandparken installéiere kéinten.

Mir wäerten also och an Zukunft e groussen Deel vun eiser Energie importéieren. An dofir ass et an eisen Aen och richteg, hei zweegleiseg ze fueren: souwuel eis Hausaufgaben heiheem ze maachen an ze kucken, déi erneierbar Energië maximal auszebauen, wéi och gläichzäiteg a grouss Projeten am Ausland ze investéieren.

Déi zwou Approchë stinn och a kengem Widdersproch. Mat deene Suen, déi mir mat dësem Gesetzesprojet investéieren, gëtt jo och reell eppes geleescht! Et gi reell nei Produktiounscapacitéite geschaaft a mir kréien net just um Pabeier eppes ugerechent, wat et souwisou scho géif ginn. Déi Investitioune kommen also direkt

dem Klima zegutt. An dorëms geet et eis jo alleguerten.

Derbäi kënnt, dass d'Potenzial fir erneierbar Energien an der Nord- an Ostsee eeben e ganzt anert ass wéi hei zu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et an eisen Aen och net méi wéi sënnvoll, op deene Plaze grouss Wandparken ze bauen, massiv ze investéieren an de Stroum dann ze exportéieren. Dovu profitéiere mir jo dann en fin de compte alleguer, well déi energeetesch Transitioun ass schlussendlech och nëmmen am Verbond mat eise Partner um europäeschen Niveau méiglech.

Als DP ënnerstëtze mir dowéinst dëse Projet, soen awer och gläichzäiteg, dass déi Efforte weidergefouert solle ginn, an och weider a groussflächeg Projete soll massiv weider investéiert ginn.

Dëst gesot, géif ech ganz gären dem Rapporter François Benoy villmools Merci soe fir souwuel säi mëndleche wéi och säi schrëftleche Rapport. Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech géif dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem honorabelen Här Max Hahn Merci an de Mikro ass elo fräi fir déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci villmools, Här President. Merci och dem Här Benoy fir dee ganz detailléierte Rapport. Merci awer och, dass en drop higewisen huet, dass et eng europäesch Solidaritéit gëtt, grad an dësem wichtege Punkt vun den Energiefroen.

Och wa mer awer elo d'Méiglechkeet hunn, fir eis souzesoe fräizekafen iwwert dee statisteschen Transfert am Hibléck op déi Objektiver, sou solle mer awer trotz allem alles drusetzen, fir selwer lues a lues eis Ziler ze erreechen.

An d'LSAP steet natierlech hanner all Projet, deen déi Transitioun do soll vereinfachen an Zukunft. Dofir gëtt d'LSAP selbstverständlech och hiren Accord zu dësem wichtege Gesetz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Rapporter, dem Här Benoy, fir de Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op e puer Punkten hei agoen, déi mat dësem Sujet ze dinn hunn.

Fir d'éischt wollt ech awer allgemeng eng Kéier e puer Statistiken hei zum Beschte ginn. Dat ass: Mir brauchen hei am Land 50 Terawattstonnen Energie am Joer. 50 Terawattstonnen. An dovunner sinn dann ongeféier 13 % fir de Stroum. A vun deem Gesamtstroum, deen hei am Land verbraucht gëtt, si 14 % fir d'Stéit. Ech wollt einfach eng Kéier hei profitéieren, fir dat ze soen, fir ze weisen awer, wéi wéineg d'Stéit hei vun der ganzer Energie Stroum doheem verbrauchen.

Interessant ass dann och, dass vun deene 50 Terawattstonnen Energie, déi eist Land pro Joer brauch, am Moment 1 % – also 1 %! – produzéiert gëtt duerch Wand- a Solarenergie. Also 99 % net. 1 % vun der Energie hei am Land gëtt duerch Solar- a Wandenergie produzéiert. Ech mengen, dat ass wichteg ze wëssen.

De Problem, dorop hu mer schonn e puermol higewisen, dat ass déi grouss Fro, déi sech stellt dann och fir d'Zukunft, wann ee vun Transitioun, alternativen Energië schwätzt, ganz besonnesch wéi hei elo vu Wandenergie, dat ass jo deen, dass d'Wandenergie net ëmmer do ass, ne? Dat heescht, och souguer um Mier, wou een zwar kéint denken: „Do ass dach ëmmer Wand", nee, och do ass heiansdo deeglaang, souguer zwou Woche laang, praktesch kee Wand. An dee Moment produzéieren déi Wandanlagen dann och keng Energie, kee Stroum.

Dat ass de grondsätzleche Problem. Dat ass déi sougenannt „Volatilitéit": Wa vill Wand ass, gëtt vill Stroum produzéiert – wa keen ass, gëtt kee produzéiert.

An dat ass natierlech e Problem an e Risiko, well mir brauchen de Stroum jo awer och dann, wa kee Wand ass. Oft hutt Der dann och an Europa eng Gesamtwetterlage, wou Der dann a ganz Europa kee Wand hutt. An da muss also eppes aneschters asprangen. An d'Strategie war jo ëmmer bis elo, an dat huet de Minister och selwer hei gesot, fir dann dee Moment Gas ze benotzen an d'Gaskraaftwierker ulafen ze loossen als Backup fir d'Wandenergie.

Bon, elo am Moment hu mer awer natierlech e Problem mat der Gasversuergung aus Russland. An déi alternativ Gasversuergung, déi mer hunn iwwer Flësseggas, ass och net ideal aus ganz verschiddene Standpunkter eraus, soudass sech do also och eng Fro stellt.

Wie „Wandenergie" seet, seet also och „Gasverbrauch". Bon, do gëtt et aner Alternativen. An, ech mengen, ganz vill Länner hei an Europa ginn am Moment en anere Wee. E Wee, deen och vu ville Klimaschützer preconiséiert gëtt; an dat ass de Wee vun der Nukleareenergie. Voilà!

Komme mer zréck op dat heite Beispill. An Dänemark gëtt also eng Insel gebaut; do ginn Insele gebaut. Et ass schonn eppes Fantastesches, wat do gemaach gëtt. Do gi Wandmille gebaut, déi si bal sou grouss wéi den Eiffeltuerm – op Inselen! –, wou ee sech awer och erëm muss d'Fro stellen: Wéi ginn déi do ... Do gëtt jo immens vill opgeschott. Do gëtt immens vill Bëton verbraucht. Dat ass déi sougenannt „gro Energie". Dat heescht, mir mussen eis och bewosst ginn: Eleng fir déi Wandanlagen, déi riseg Wandanlagen do an där grousser Zuel ze bauen, wäerte mer eng enorm Energie mussen opbrauchen a Form vu groer Energie.

An dat ass natierlech e Problem, d'autant plus, well déi Wandanlage jo och eng Liewensdauer hunn, déi begrenzt ass op, ech mengen, hei war gesot ginn eng Kéier, 15–20 Joer, et kann och e bësse méi sinn, mee dat ass e Problem, dee mer och mussen am Hannerkapp halen.

Ech wëll och eppes hei ganz kloer soen: Et gëtt och geschwat vun „hei am Land". Natierlech si mir begrenzt hei, fir Wandenergie auszebauen, an dat gi just Grimmelen an eisem Gesamtenergieverbrauch, wéi ech et virdru gesot hunn.

Mir hunn am Fong d'Iddi, dass et awer besser ass – an dat ass am Fong elo eppes, wat mer mat dësem Projet hei och kënne gutt fannen –: Amplaz dass mer hei d'ganzt Land, d'Landschaften, verschampeléiere mat grousse Wandanlagen, well et ass näischt Schéines, hu mer léiwer ... Et ass eng Affaire de goût, jo, et sinn der, déi hunn dat vläicht gären, wann d'Landschaft, wéi op verschiddene Plazen an Däitschland ... wa mer d'Éislek voll maache mat Wandanlagen. Mir fannen dat net flott a mir wëllen dat evitéieren an duerfir fanne mer et besser, wann dat an Dänemark um Mier gemaach gëtt wéi hei op eisen Éisleker Koppen. A mir géifen dann hoffen, dass dat och hei am Land am beschte manner géif gemaach ginn, wéi Verschiddener sech dat hei wënschen.

Da wéilt ech nach e Wuert soen zu de Statistiken, déi mer jo am Fong hei kafen, well de Punkt ass jo deen – an dat ass schonn e bëssen awer eppes Spezielles, et ass och gesot ginn –: Mir kafen hei Statistiken a mir kafen am Fong kee Stroum. Mir ginn Dänemark dofir Suen, fir da gutt dozestoen, fir d'Ziler ze erreechen. Et ass jo awer e bëssen, soe mer emol, iwwert en Ëmwee eng Mogelpackung! A mir wëssen och net genee – och wann dat elo esou schéin do steet –, mir wëssen net genee, wéi Dänemark dat duerno a sengem Budget mécht, wat se mat deene Sue maachen. Ech mengen, do gëtt et jo Méiglechkeeten. Da loosse si hir Suen ewech a si huelen déi heiten, fir eppes ze maachen. Fir elo ze soen, dass déi wierklech tatsächlech doranner investéiert ginn, ech mengen, dat kann een net sécher behaapten!

Ech hätt nach eng Fro, ganz konkreet, och un den Här Minister, wa mer hei derbäi sinn, dat ass: Wann een de Stroum transportéiert, do gëtt ët de sougenannten „Übertragungsverlust". Op wéi eng Distanz ass et da räsonabel, fir Stroum op Lëtzebuerg ze transportéieren, ouni ze vill Verloscht ze hunn? Sinn dat 500 Kilometer oder 1000 Kilometer oder 1.500 Kilometer? Déi Leitunge verléiere jo Stroum, wat se méi laang sinn.

Voilà, summa summarum:

Hei an dësem Projet gëtt et eng Partie Saachen, wou ee ka soe „pro", an et gëtt eng Partie Saachen, wou ee ka soe „kontra". An dann ass et fir eis räsonabel, dass mir eis hei enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Dësen Accord huet zwee Virleefer, déi nach den deemolegen Energieminister Étienne Schneider ofgeschloss huet, deemools mat Estland a Litauen. Mir hunn dat deemools och schaarf kritiséiert, well d'Regierung dës Ofkommessen huet mussen ofschléissen, well den Ausbau vun den erneierbaren Energien eigentlech am Schleekentempo virugedriwwe gouf. Sou hu mir zirka 4 % Energie um Pabeier gebraucht, fir 2020 vu 7 % op 11 % Undeel Erneierbarer ze kommen, sou wéi d'Direktiv vun der EU dat fir eis och virgeschriwwen huet.

Hei hu mir elo dat selwecht am Grénge virleien, just dass den Accord dës Kéier mat Dänemark ofgeschloss gëtt an dat fir dat nächst Zil a puncto Erneierbarer fir 2030 ausgeluecht ass.

Dänemark ass natierlech e gudde Partner am Beräich vun erneierbaren Energien an d'Land mécht net just esou Accorde mat Lëtzebuerg, mee och mat aneren EU-Staaten. Dänemark hëlt och eng besonnesch Roll a Saache Klimaschutz an, ass eigentlech e ganz fläissege Schüler an Europa, wärend mir als Lëtzebuerger éischter e bësse méi liddereg sinn. Mir sëtzen donieft a schreiwe bei Dänemark of!

Dänemark huet mat déi ambitiéist Klimaziler an der EU, wëllt d'Klimaneutralitéit och vill méi fréi erreechen. Dänemark huet och e ganz strikt Klimagesetz am Géigesaz zu eis. Dat dänescht Gesetz ass eigentlech d'Best Practice an deem Beräich.

Dänemark huet eng Geschicht an ëffentlecher Energieinfrastruktur a -produktioun an ass och Virleefer a Saache kooperativ an delokaliséiert Energieproduktiounen, eppes, wat zu Lëtzebuerg gréisstendeels awer nach feelt. An natierlech huet Dänemark méi héich Ziler fir Erneierbarer, déi d'Land och nach erreecht, wat hinnen dann och erméiglecht, déi iwwerschësseg Energie ofzeginn.

Irland ass och e Preneur vun dëser Energie um Pabeier, well d'Land genausou wéi Lëtzebuerg bei der Energietransitioun net richteg an d'Gäng kënnt. Wann een awer d'Debatten am iresche Parlament noliest, da stellt ee fest, dass do vill méi oft Wierder gefall si wéi: „En Echec", „Eng verpasst Chance", „Onverantwortlechkeet"!

Natierlech huet Irland och ganz aner Méiglechkeete wéi Lëtzebuerg, besonnesch wat d'Wandenergie ugeet. Mee sou wéi d'Regierung säit Jore mat dëser Fro ëmgeet, andeem et ëmmer heescht, mir wieren awer virbildlech, Pionéier an immens gewëllt, mee et wier eeben net méiglech a Saachen Erneierbarer, sou wéi och an der virleschter Kommissioun gesot gouf, kann et awer och net einfach esou stoe gelooss ginn. Mir leien haut bei 13 % Erneierbarer an dat och just, well mer sou Transferte vu Statistike maachen.

Eis Tëschenziler bis 2030 erreeche mer net. Dofir musse mer elo am Nachhinein fir 2021 schonn en Transfert maachen, obwuel den Energieverbrauch an dëser Zäit duerch d'Pandemie sécherlech awer net eropgaangen ass. Mir sinn déi Lescht an Europa, goufen d'ailleurs entre-temps iwwerholl vun Holland a Malta!

Derbäi ass ze soen, dass et net just ëm d'Produktioun vun Energie geet, mee och ëm de Verbrauch. Fält den Energieverbrauch nämlech, klëmmt jo automatesch den Undeel un Erneierbare bei konstanter Produktioun. Fir béid Beräicher setzt d'Regierung op ëffentlech Subventioune vu Privatinitiativen.

Fotovoltaik op den Diech, Heizungsersatz, energeetesch Sanéierung, fir alles kritt e Stot – an an änlecher Form och e Betrib – Hëllef vum Staat, wat natierlech och richteg a gutt ass, awer leider mat iwwerschaubarem Erfolleg bis elo. De Staat selwer gëtt awer leider hei och keng ganz gutt Figur of. Den Här Hahn huet et virdru gesot: „Fotovoltaik op den ëffentlechen Diech bleift e raren Artikel." Ech mengen, hien huet eis Interventioun elo schonn zu deem Theema ganz gutt nogelauschtert, well mir soen dat ëmmer erëm: Déi ëffentlech Diech, Parkingen an esou weider an esou fort!

Déi konkreet national Mesüre ginn also bei Wäitem net duer, fir d'Klimaziler ze erreechen, Klimaziler, déi jo en plus nach ze déif leien, fir dem Accord vu Paräis gerecht ze ginn. Fir dat auszebigelen, mécht d'Regierung elo dat, wat se fir d'Anhale vum Kyoto-Accord och gemaach huet: Se keeft Bilanze vun anere Länner. Wuelgemierkt ginn déi Bilanze keng additionnell Leeschtungen erëm: D'Energie, déi mir um Pabeier kafen, gëtt souwisou produzéiert, se ass scho produzéiert. Mir schafen domadder keng nei Kapazitéiten, mir verréckele just d'Zuelen an enger Kontabilitéit!

Den Accord mat der dänescher Regierung gesäit zwar vir, dass d'Millioune vum Lëtzebuerger Staat mussen an Offshore-Wandparke fléissen, awer just fir den Deel, wou den dänesche Staat och fir sou Wandparke bezilt. Awéifern dat iwwerhaapt antrëtt, ass awer nach eng ganz aner Fro, well d'dänesch Regierung ënnert dem Drock vun der liberaler Partei virhuet, déi haut nach majoritär staatlech Entreprise Ørsted ze privatiséieren, déi Entreprise, déi dës Wandparke baut.

Geschitt dat, wäert den dänesche Staat och manner oder guer net méi direkt an e Wandpark kënnen investéieren. Wie weess, vläicht baue se jo dann och guer keng méi, well da regéieren international Investoren!

Mir bleiwe bei eiser Haltung géigeniwwer deene statisteschen Transferten: Se schafe leider näischt Neies, schafe keng nei erneierbar Energieproduktioun, mee deelen déi geschafen Energie um Pabeier just anescht op. Mir ënnerstëtzen natierlech Kooperatioune mat Länner, déi nei Kapazitéite schafen, mee dat heiten ass dat awer net! Dofir menge mir och, datt d'Regierung hei e falscht Signal sent: Et gëtt erëm vermëttelt, datt mir eis Verantwortung net selwer mussen huelen, mee dass mir eis einfach fräikafe kënnen. Dat ass an eisen Aen eng Fal!

Mat esou enger Politick gëtt näischt fir d'Zukunft geschafen a mir si weider staark ofhängeg vun anere Staaten an Energiefroen. Fir eis ass a bleift de Réckgrëff op den Akaf vun Energien um Pabeier en Echec an der Energiepolitick vun eiser Regierung!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter François Benoy fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass e Projet, deen och mir Piraten wäerte matstëmmen. Et ass zwar e bëssen e Projet, wou ee sech e gutt Gewësse mat dem néidege Geldfloss ka kafen. Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass mer hei zu Lëtzebuerg méi misste maachen a méi missten an d'erneierbar Energien investéieren, do ginn ech dann dem Här Benoy net wierklech Recht, dass Lëtzebuerg kleng ass a mir awer am Moment d'Potenzial nach net ganz ausnotze vun deem, wat do ass, mee dat hunn ech schonn a villen Dossiere gesot, dass mir Piraten zimmlech ongedëlleg sinn, wat d'erneierbar Energien ubelaangt, an dass dat zu Lëtzebuerg ze laang geschleeft huet!

Sief dat Solar, sief dat Wand, et muss einfach gemaach ginn an et mussen natierlech och déi privat Haushalter matagebonne ginn, well et ass do, wou den Daach fräi ass, et ass do, wou een am schnellste Solar kann opbauen – a vläicht och kleng Wandrieder: Dat ass eng nei Technik, déi elo komm ass, déi ganz diskreet ass, da brauch den Här Keup sech net opzereegen, dass d'Landschaft géif verschampeléiert ginn duerch erneierbar Energien, woubäi ech déi Meenung guer net deelen. Am Contraire, mir hunn herno méi Problemer, wann eis Landschaft duerch de Klimawandel drastesch leit! Dat deet de Leit vill méi wéi an do hunn d'Leit vill méi Problemer wéi mat enger Wandmillen, déi an der Géigend steet!

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Marc Goergen (Piraten) | Well déi mécht herno, dass de Klimawandel gestoppt gëtt – mee bon, dat verstitt Dir bei der ADR souwisou ni!

Et gëtt déi kleng Wandmillen, déi ee sech kann op den Daach bauen an do ass meng Fro un de Minister: Ass dat zu Lëtzebuerg méiglech? Ech hunn déi Projeten elo an Däitschland gesinn, wou dat ganz interessant ass, well alleguerten déi Haushalter, déi sech fir Solar entscheet hunn, déi kënnen doduercher maachen, dass wann eng Kéier schlecht Wieder ass, se alternativ iwwert déi kleng Millen, déi se op den Daach gebaut hunn, an – déi gesi ganz diskreet aus, déi gesinn einfach ronn aus an dann dréint et – wann d'Loft deementspriechend kënnt, kënne se awer hir Energie do erzeugen, soudass dat eigentlech eng Léisung wär.

Well fir eis Piraten ass et ganz kloer: Mir mussen déi privat Haushalter mat u Bord kréien. Mir wëssen och, dass d'Gemenge wichteg sinn. Ech weess och, dass verschidde Gemengen am Land sech leider schwéier dinn, wann ee kuckt, wéi wéineg Solar oder wéi wéineg erneierbar Energie se ëmgesat hunn. Mir hunn awer och aner Gemengen, déi e Musterbeispill sinn an déi deementspriechend eppes fir d'Energie maachen.

Mir stëmmen dat haut mat a mir hoffen, dass doduerjer och op laang Zäit eng Kritick, déi ech ëmmer erëm ubréngen a bei där ech einfach net midd ginn, well et mech nach ëmmer stéiert, a wat mer wierklech um Häerz läit ..., dass den Atomundeel hei zu Lëtzebuerg, deen am Moment nach ëmmer bei 10 % läit, endlech wäert erfogoen. Dat ass einfach e Facteur, deen eis Piraten esou eppes vu stéiert, dass Lëtzebuerg nach ëmmer 10 % Atomstroum importéiert. Dat dierf einfach net sinn!

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gudde Mëtteg, Här President. Gudde Mëtteg, léif Deputéiert, Kolleegen aus der Regierung. Deen Accord mat Dänemark huet eng Rei Facetten. Déi éischt Facette ass: Mir hunn eng europäesch Direktiv. An där europäescher Direktiv gi verbindlech erneierbar Ziler festgeluecht fir all d'Länner a fir Lëtzebuerg ass et nëmme méiglech, déi Ziler ze erreechen, wa mer alles maachen hei zu Lëtzebuerg an awer och kooperéieren.

Firwat ass dat esou? Dat ass net esou, well mer e klengt Land sinn – oder net nëmmen. Et ass virun allem esou, well mer e klengt Land si mat engem risegen Energieverbrauch – an dat ass virun allem am Transportberäich esou, well eeben och ganz vill Camionen hei zu Lëtzebuerg en Halt maachen. A just fir Iech eng Gréisstenuerdnung ze ginn: Bal 60 % vun eiser Energie sinn Transport. An am Transportberäich hu mer och aus gudde Grënn net 30 %, 40 % Biocarburanten, mir hunn der 7 %, 8 %, déi och nohalteg sinn, an dat eleng zitt natierlech eis Bilanz da schonn no ënnen. Wann ech 60 % vun der Energie am Transportberäich hunn an do – soulaang mer net méi Elektromobilitéit hunn – manner wéi 10 % erneierbar hunn, da kënne mer net insgesamt ganz héich sinn.

An deen zweete Grond ass d'Statistik am Stroumberäich. Et ass esou, also, eis Haushalter maachen – kommt, mir soen – graff 20 % aus. Mir hunn eng grouss Firma hei zu Lëtzebuerg, déi Stol mécht. Déi eleng verbraucht 35 % vum Stroum. Wann ech dann nach Pneuefabrikanten, Chimieindustrie, Zementindustrie an esou derbäihuelen, da sinn et wäit iwwer 50 % vun eisem Stroum, déi an dem Industrieberäich verbraucht ginn an dat alles op engem natierlech klengen Territoire!

Duerfir ass et wichteg, dass mer zwou Strategien hunn. Déi éischt Strategie ass, hei zu Lëtzebuerg alles ze maache fir virunzekommen, an ech denken, dass mer dat als Regierung wierklech kollektiv maachen. An dat ass och eng gutt Zesummenaarbecht zum Beispill elo an der Lescht mam Inneministère, wou mer amgaang sinn, wou mer elo zwou Saache gemaach hunn. Dat eent ass d'Beschleunegung vun de Genehmegungen, déi d'Gemenge musse ginn, an dat anert, wou mer gemeinsam dru schaffen, ass eebe quasi e Bautereglement-type, wou et dann och méi einfach soll gi fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg, a Solarenergie ze investéieren, an och bei der Wandenergie komme mer gutt virun.

Mee alles, wat mer hei zu Lëtzebuerg maachen, an ech mengen, mir sinn amgaangen, den nationalen Energie- a Klimaplang ze iwwerschaffen, also, iergendwann wäerte mer kënnen – kommt, mir soen emol – 30 %, 35 %, 40 % vun eisem Stroum hei zu Lëtzebuerg maachen an de Stroum wäert natierlech

insgesamt am Energiekuch méi grouss ginn, well mer jo ëmmer manner fossill Energien hunn. Awer mir wäerten als Lëtzebuerg, esou laang mer virun allem esou vill Industrie hunn, et ni fäerdegbréngen, all déi erneierbar Energien hei zu Lëtzebuerg ze maachen. An duerfir ass et wichteg a richteg, dass mer och a Kooperatiounen investéieren.

Mir hate schonn an der leschter Regierung eng Kooperatioun mat Estland a mat Litauen. Mir war et wichteg, dass wa mer esou Kooperatioune maachen, mer déi och méi enk mat konkreete Projete verbannen, an duerfir sinn ech immens frou, dass mer mat Dänemark elo konnten e Kooperatiounsaccord maachen, well iwwert den Transfert vun der Statistik ginn déi Sue wierklech an e Projet, dee bahnbrechend ass an Europa, fir eeben eng Insel ze bauen, ronderëm déi 12.000-Megawatt-Wandanlagen entstinn!

An dee Projet ass net nëmme wichteg oder richteg fir eis Statistik, mee en ass och wichteg fir eenzeler vun eisen Acteuren. Nach virum Summer wäert déi dänesch Regierung Konsortien definéieren, déi déi Insel bauen. A mir hu Gespréicher mat enger Rei Lëtzebuerger Acteuren, déi och d'Schnëttstell siche mat der Finanzplaz, fir eeben op d'mannst eng Offer ofzeginn, fir do bei deem Konsortium, deen déi Insel baut, mat derbäi ze sinn. An et war mer wichteg: Ech hat eng Delegatioun vu Lëtzebuerger Entreprisen, déi an deem Beräich sinn, mat an Dänemark. Mir hunn eng Reunioun organiséiert mam Minister a mir sinn och iwwert eis Botschaft a stännegem Austausch, fir eeben och deene Lëtzebuerger Entreprisen eng Hëllefsstellung ze ginn, wann déi Ausschreiwung elo virum Summer geschitt.

An dat anert ass: An dräi, véier Joer wäert déi dänesch Regierung dann déi éischt Ausschreiwunge maache fir grouss Wandparken, a meng Iddi ass, dass mer dann an en anere Genre vu Kooperatioun ginn, an zwar dass mir mat Dänemark da bei senger Ausschreiwung matmaachen. Dat heescht, dass mer direkt 1.500 Megawatt oder méi ... Dänemark hëlt, wat weess ech, 80 %, 85 %, 90 %, mir huelen déi aner 10 %. Et gëtt eng Ausschreiwung gemaach an dat ass eventuell e Moyen, fir nach méi gënschteg un esou Stroum ze kommen oder och u Statistiktransferten. Dat heescht, dat hei ass en Ufank an do hannendru geet et mer eigentlech drëm, fir richteg gemeinsam Projeten am Beräich vum Offshorewand hinzekréien.

Et ass schonn erwäänt ginn: Do hannendrun ass natierlech net nëmme Stroum, mee do ass och Waasserstoff, an dann ass eeben d'Fro: Wéi kënnt dee Stroum oder dee Waasserstoff op Lëtzebuerg? Et ass esou, dass mer nach virun e puer Wochen eng Reunioun haten, d'Ministere vun Däitschland, Frankräich, Benelux, Schwäiz an Éisträich, déi mir d'lescht Joer presidéiert hunn, an déi hat ech zesummebruecht mat de Ministere vun der Nordsee a mir hunn iwwert e Consultant e gemeinsame Plang erschafft, wéi déi Risequantitéite vu Stroum net nëmmen elo an d'Stroumnetz erakommen, mee wéi mer och d'Schnëttstell siche mam grénge Waasserstoff.

An do hannendru geet et natierlech drëm: Sinn d'Leitungen op där richteger Plaz? Wou baue mer d'Elektrolyseure fir de Waasserstoff? Dat heescht, déi Aarbecht geet dëst Joer ënner hollännescher Presidence weider, soudass mer wierklech dru schaffen, fir de westeuropäesche Stroumsystem an dann och hannendrun dee grénge Waasserstoff bis 2035 komplett op null CO_2 ze hunn.

Da vläicht nach zwou Äntwerten: Ech géif och gär mat Loutrengen zesummeschaffen. Ech mengen, do ass eng Rei interessant Projeten. De Problem ass: Frankräich ass komplett schlecht bei den erneierbaren Energien an et däerfen nëmmen déi Länner, déi hir Ziler iwwererreechen, mat anere kooperéieren, well soss wiere se jo ... Du kanns jo net engem eppes verkafen, wou s de schonn net gutt genuch bass. An duerfir, dat ass immens lästeg. Dat ass och de Fall mat der Belsch. An do, wou déi nei däitsch Regierung ... wou do vläicht e Liichtbléck ass: Säitdeem den Habeck do Minister ass, mécht Däitschland méi fir erneierbar Energien.

Ech sinn och elo geschwënn eng Kéier zu Berlin a fir eis wier et super interessant, mat Däitschland och ze kooperéieren, well mer mat deenen och an engem gemeinsame Stroummarché sinn a sech do och nach ganz aner Synergien da géife bidden, och fir eis Industrie.

A bei eiser Industrie ass et eeben esou: Mir probéieren, hinnen ze hëllefen, enger ArcelorMittal, enger Goodyear oder aneren, fir sech eeben direkt a grouss Wandprojeten oder Solarprojeten anzekafen. Mir sinn do mat der SNCI amgaang, e sougenannt De-Risking-Instrument opzesetzen an do komme mer och an dësen Deeg gutt virun.

An da vläicht zum Waasserstoff nach: De Moien hat ech d'Chance, eis Taskforce Waasserstoff ze presidéieren. Mir wäerte sécher elo an dem Summer do gutt virukommen, och mat méi prezis: Wat kënne mer hei zu Lëtzebuerg maache vu Waasserstoffproduktioun? An dann och ... Mir hunn d'Chance och, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng Transportentreprise hunn, déi sech spezialiséiert op den Transport vu Waasserstoff iwwer Container. Dat kann op der Schnëttstell geschéie mat CFL, dat kann op der Schnëttstell geschéie mam Hafe vu Mäertert, soudass mer Acteuren hunn hei zu Lëtzebuerg, déi wierklech ganz proaktiv och beim grénge Waasserstoff ënnerwee sinn.

A wéi gesot, déi nächst Woche wäerte mer do hoffentlech méi konkreet Projete kënnen annoncéieren. Mir hänken am Moment nach e bëssen, well déi Staatsbäihëllefen aus Europa, déi sinn nach net kloer. Déi sollen awer elo an dräi, véier Woche kloer sinn an esoubal déi do sinn, kënne mer dann och méi schnell konkreet hei zu Lëtzebuerg weiderkommen.

Ech si frou, dass mer esou e grousse Konsens hei hunn, net nëmme fir d'erneierbar Energie hei zu Lëtzebuerg, mee och, wéi dat gesot ginn ass vun der Madamm Hemmen: Hei geet et och ëm d'Solidaritéit an Europa. A Westeuropa an a ganz Europa sollen a musse mer weiderkomme bei den erneierbaren Energien. Et ass gutt fir eise Klimaschutz, mee et ass och ganz wichteg, fir net méi esou ofhängeg ze si vun esou deelweis onagreabelen Iwwerraschunge wéi déi mat deem Krich vum Putin an der Ukrain.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Parole après ministre ass fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President, a merci, Här Minister, fir déi ganz interessant Erklärungen. Ech hunn einfach just a Bezuch op déi Froen, déi ech Iech gestallt hat, nach eng Kéier zwou Réckfroen. Kommt, mir huelen elo eng Kéier dat Beispill Loutrengen: Do schwätze mer vun enger Regioun. Ech verstinn elo, wat Dir sot, dass dat am Gesamtverbund vu Frankräich dann net duergeet, fir iwwerhaapt kënne statistesch eppes ze verkafen.

Ech kenne mech elo institutionell selwer net gutt genuch aus. Däerf eng Regioun vun engem Nopeschland da mat enger anerer Entitéit vu Lëtzebuerg zesummeschaffen, zum Beispill mat Gemengen oder engem Verbund vu Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz? Dat ass elo déi Fro, déi éischt Fro, déi ech nach stellen. Et ass just eng Nofro, fir et besser ze verstoen.

An déi zweet Fro, déi ech mer elo gestallt hunn, ass: Dir hutt am Ufank och zu Recht déi europäesch Direktiv genannt. Wa mer eis an deem Kader befannen a beweegen, heescht dat automatesch, dass keng Kooperatioune mat net europäesche Länner de Moment envisagéiert ginn. Oder leien ech do falsch? An et kéint een awer trotzdeem, zum Beispill, ech weess net, ech soen elo einfach emol d'Kapverden, well déi jo awer oft genannt ginn, also e méigleche Kooperatiounspartner an der Produktioun vun erneierbaren Energien ... Wären esou Kooperatiounen awer trotzdeem theoreetesch méiglech?

Merci.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, fir nach eng Kéier op Loutrengen zréckzekommen: Déi europäesch Direktiven, déi betreffe Länner an dat sinn d'Statistike vun de Länner. Frankräich qualifizéiert sech net, fir mat engem anere Land e Kooperatiounsaccord ze maachen, d'Belsch och net. An duerfir ... Also, ech géif immens gär an der Grossregioun Solarenergie a Wandenergie entwéckelen, mee wa mer dat maachen, dann hu mer ... also, mir kënnen dat guer net notzen, fir eeben dann och op eis Bilanz mat unzerechnen. Dat ass e Fait – an dee Fait wäert sech och déi nächst aacht, zéng Joer net änneren –: Leider ass et jo esou, dass d'Fransouse jo léiwer an Atomkraaftwierker, déi zwee-, dräimol méi deier sinn, investéiere wéi a Wandenergie. Gutt, ech mengen, dat ass hire Choix an duerfir wäert dat sech och dann net änneren.

Wat elo déi net europäesch Länner ubelaangt, do gëtt et an der Direktiv selwer e Passus a mir hunn eigentlech deemools gesot: Et geet eigentlech drëm, dass mer an Europa d'erneierbar Energien opbauen, an dat heescht ... Et ass zum Beispill mat Cap-Vert: Wann elo de Cap-Vert Solarenergie mécht, déi kënne mir net op eist Zil urechnen, wat awer net heescht, dass mer net mam Cap-Vert zesummeschaffen. Ech hat gëschter nach eng Visio mam Cap-Vert an et kënnt eng kapverdianesch Delegatioun am Mee op Lëtzebuerg.

Mir hëllefen iwwert de Kooperatiounsministère an och iwwer mäi Ministère de Kapverdianer, Ausschreiwungen ze maache fir grouss Solaranlagen, a mir hëllefen hinnen, e Pompspäicherkraaftwierk ze bauen, e klengt. Well si hunn Inselen a wann s de op där I nsel – dat ass dann och en Deel vun der Äntwert un den Här Keup –, wann s de op enger Insel Solarenergie a Wandenergie méchs, da bass de och frou, wann s de e Pompspäicherkraaftwierk hues, dat dann einfach kann de Puffer maachen. A mir hëllefen hinne bei den Etüden derfir.

An dat Drëtt, wou mer hannendru sinn, an dat war och meng perséinlech Initiativ: De Cap-Vert huet immens gutt Solarkonditiounen, de Cap-Vert huet fantastesche Wand an duerfir probéiere mer elo, ob et Sënn mécht – a mir bezuelen déi Etüd –, ob de Cap-Vert kann am groussen industrielle Moossstab Waasserstoff hierstellen. An déi Etüd, déi ass amgaang a bis de Mee hoffen ech och, dass mer do e bësse méi Detailer hunn, well ech wollt da profitéiere vun där Visitt, wou och de kapverdianeschen Energieminister op Lëtzebuerg kënnt, fir dann eng Kéier déi Detailer mat him ze beschwätzen.

Dat heescht, mir wëlle mam Cap-Vert an anere Länner, wou mer an der Kooperatioun sinn – och mam Franz Fayot –, erneierbar Energie maachen, Energieeffizienz. Mee dat kënne mer net op eis Ziler urechnen an duerfir ..., fir eis Zilerreechung alles hei zu Lëtzebuerg maachen an do komme mer gutt virun, an dann eebe kooperéiere mat aneren europäesche Länner.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne matofzestëmmen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8118. Den Text steet am Document parlementaire 8118[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8118 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 53 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8118 est adopté par 54 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Question élargie n° 181 de Mme Jessie Thill au sujet de la violence domestique

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 181 vun der Madamm Jessie Thill iwwert d'haislech Gewalt. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Haislech Gewalt ass e Phenomeen, dat an alle Gesellschaftsschichten optrëtt an awer iwweralI och en Tabu ass. Déi Betraffen traue sech an den allermeeschte Fäll net, iwwert dat ze schwätzen, wat hinne geschitt, well si souwuel hiren oder hir Partner/in fäerte wéi och d'Reaktioun vun hirem Ëmfeld.

Ma ech wollt haut en Deel vu menger Question élargie Frae widmen, déi besonnesch vulnerabel sinn: Migrantinnen aus Drëttstaaten, mat oder ouni Openthaltsgeneemegung hei zu Lëtzebuerg. Fraen, déi mat op Lëtzebuerg kommen an deenen hire Conjoint hei schafft, kréie keng eegen Openthaltsgeneemegung, mee dës ass gekoppelt un déi vun hirem Conjoint.

Dëst bréngt si an eng besonnesch vulnerabel Situatioun a si hunn oft nach zousätzlech Angscht virum Partner, fir iwwerhaapt eng Plainte ze maachen, d'Suerg dobäi, datt si hiert Doheem musse verloossen, well hir Openthaltsgeneemegung vun där vun hirem oder hirer Partner/in ofhänkt. Datt, wann haislech Gewalt am Stot stattfënnt, d'Victime eng eegen Openthaltsgeneemegung ufroe kann, ass nämlech meeschtens net bekannt.

Hei zu menger éischter Fro un d'Madamm Ministesch: Plangt de „Mega" Sensibiliséierungsprojeten a Campagnen, déi sech geziilt u Fraen aus Drëttstaate riichten, an dat a verschiddene Sproochen, fir eeben déi Betraffen ze erreechen?

Wann dës Fraen da bis de Courage hunn, fir doheem fortzegoen, solle si et, menge Sourcen no, ~~si~~ duerch hiren Openthaltsstatus méi schwéier hunn, an engem Fraenhaus ënnerdaach ze kommen, an et gëtt keng Richtlinnen zur Fro vun der Opnam an der Ënnerbréngung vu Fraen ouni Openthaltsgeneemegung, déi Affer vu Gewalt gi sinn.

Ass bekannt, wéi vill vun den ënnerbruechte Fraen an enger Situation de séjour irrégulier sinn? Gëtt de „Mega" spezifesch Uweisungen oder Recommandatiounen eraus fir d'Opnam a Betreiung vun dëse Victimme mat irregulärem Openthalt? Beaflosst de Migrantestatus d'Entscheedung, ob eng Fra opgeholl gëtt oder net? Gëtt et Zuelen doriwwer, wéi vill Fraen ouni Pabeieren an de leschte Jore Plainte gemaach hu wéinst haislecher Gewalt?

Gi vum „Mega" aus Iwwersetzer zur Verfügung gestallt, fir Sensibiliséierungsaarbecht um Terrain an an den Opfangstrukturen ze maache respektiv gëtt beim Projet Riicht Eraus vun der Croix-Rouge fir Täter/innen och eng méisproochech Offer geschaaft? Ech hu gesinn, dass um Internetsite vun der Croix-Rouge Franséisch, Däitsch an Englesch ass, mee hei wiere jo och aner Sprooche wichteg.

No leschten Zuelen aus enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Chantal Gary vu virun engem Joer geet ervir, datt et zu Lëtzebuerg 166 Better a 7 Fraenhaiser gëtt, déi Fraen an Nout ophuelen. En moyenne wieren 48 Fraen op der Waardelëscht fir an dës Haiser. Aktuell sollen et 71 Frae sinn, déi waarden, fir an esou en Haus ze kommen.

Kann d'Madamm Ministesch dës Zuele bestätegen? Kann d'Madamm Ministesch erklären, unhand vu wéi enge Krittären d'Prioritéit op en Zëmmer definéiert gëtt?

D'Impressioun, déi ech hunn, ass, datt am Allgemengen zwar eng gewëss Sensibiliséierungsaarbecht stattfënnt, déi d'Fraen opriff, sech ze mellen, wa se Victime sinn, mee hannendrun hu mir net genuch Better, fir dës Fraen ënnerzebréngen. Musse mir net awer zousätzlech Strukture schafen, och wann dat heescht, Symptombekämpfung ze maachen? Misst et net och nach zousätzlech Transitiounslogementer gi fir no der Noutstruktur, wann d'Fraen erëm op de Bee stinn, ier se direkt mam normale Logementsmarché konfrontéiert ginn?

Dat war elo eng ganz Rei Froen an ech hu mech elo zimmlech kuerz gehalen, mee ech mengen, dass et awer hei wierklech wichteg wär, Äntwerten ze kréien! Ech si gespaant op d'Äntwerte vun der Madamm Ministesch.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Thill. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gläichheetsministerin Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech soen: absolutt e ganz wichtege Sujet! An ech mengen, et kann een net oft genuch iwwert d'haislech Gewalt diskutéieren, drop opmierksam maachen, well allkéiers, wann een driwwer diskutéiert, hëlt een d'haislech Gewalt aus dem, soen ech elo emol, „Schmuddeleck" eraus. Et enttabuiséiert een an dat ass wichteg, grad fir den Affer ze weisen, dass se net eleng sinn. Ben, Dir hutt schonn drop higedeit, dass haislech Gewalt, d'Gewalt ganz besonnesch géint Fraen, géint Meedercher, eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg ass. D'Zuele weisen dat och ganz kloer.

Dir hutt elo duerno gefrot, wéi ongeféier d'Verdeelung vun den Nationalitéiten ass bei den Affer. Just fir hei e Chiffer ze nennen: Vun den 1.695 Affer waren 1.425 EU-Bierger respektiv EU-Biergerinnen an 270 Leit koumen aus Drëttstaaten. Et ass also eng Verdeelung vu 84 % par rapport zu 16 %.

Fir eis als Regierung ass d'Bekämpfung vun haislecher Gewalt eng absolutt Prioritéit an hei setze mer jo och op eng multidimensional Approche. Mir hunn dëst Joer respektiv ... jo, dach, dëst Joer sinn et ganz genau 20 Joer, wou mer och d'Gesetzgeebung géint haislech Gewalt hunn a wou mer eng Evaluatioun gemaach hunn a wou mer gesinn, dass et wierklech eng zolidd Basis ass. Mee näischt soll eis drun hënneren, ëmmer erëm weider auszebauen a ganz besonnesch an der Preventioun nach nei Akzenter ze setzen, wat mer och maachen.

Dir hutt elo gefrot – ech mengen, dat war Är éischt Fro –, bei der Preventioun, bei der Sensibiliséierung, wéi mer do virginn. Ben, och hei setze mer op eng multilingual Approche. Mir musse jo alleguerten d'Communautéiten hei am Land erreechen. Mir erreechen der och ganz vill, wéi gesot, dat hutt Der elo matkritt, wéi ech elo de Chiffer vun den Affer zitéiert hunn, a mir gesinn dat och an eise Consultatiounsstrukturen. Just fir een hei nach ze nennen: Dat ass de Service eebe vun den Affer, de SAVVD, deen hat elo am leschte Rapport uginn, dass si Leit aus 44 verschidde Länner empfaangen hunn. An dat ass och gutt, well d'Gesetzgeebung mécht hei keng Differenz tëscht den Nationalitéiten, wou een hierkënnt, der Originn. Et ass ganz einfach: All Affer, dat Hëllef brauch, kritt Hëllef! An duerfir sinn allegeurten eis Servicer do an och deementspriechend forméiert.

Wéi gesot, bei der Informatioun a Sensibiliséierung setze mer op eng multilingual Approche.

(Interruption)

Mir hunn eise Site, de „Violence"-Site, op e puer Sprochen iwwersat. Dat sinn elo emol déi véier heefegst a mir sinn nach amgaangen ze kucken, dat nach an anere Sproochen ze maachen. Mir hunn och aner Communautéiten, ech soen elo emol d'chineesesch Sprooch, genausou wéi d'Spuenescht, dat mer nach mat eranhuelen. Do kucke mer och bei der Police, déi och déi Afferbroschür huet, respektiv wann een eng Plainte maache geet, fir eeben ze kucken, wéi eng weider Sprooche mer nach do sollen huelen, fir eeben eng grouss Mass vu Leit kënnen unzeschwätzen.

Doriwwer eraus probéiere mer och ëmmer, nei Weeër ze goen. Just fir eeben ze zitéieren, wéi kreativ mer versichen ze ginn: Mir haten e gréissere Projet mat zwou Bäckereien hei am Land, wou mer déi Tutenaktioun haten. Déi hu mer och ganz einfach mat engem QR-Code gehalen: Mir hate „Violence" drop stoen, wat an e puer Sprooche jo fonctionéiert, an eeben

och fir esou erëm ganz vill Leit kënnen dee Moment unzeschwätzen.

Dann hu mer eise Preventiounstheater, wou mer och amgaange sinn ze kucken, deen nach op enger anerer Sprooch ze presentéieren. Ech hunn och elo nach eng Entrevue mam portugiseschen Ambassadeur, well an der Vergaangenheet war emol mat der Communautéit och hei zesummegeschafft ginn, fir eeben och ze kucken, dass een hei nach ka mat hinnen eeben esou dat Theaterstéck, dat mer hunn, an hirer Sprooch presentéieren.

Bon, fir de Rescht: Fir alleguerten déi Fraen eeben unzeschwätze mat Migratiounshannergrond, schaffe mer och ganz enk zesumme mam Familljeministère. Dat heescht, mir profitéieren och vun hire Reseauen, fir eeben och do ganz vill Leit kënnen unzeschwätzen, wéi infolux.lu. Dat ass dee virtuellen Informatiounsstand, wou mir als „Mega" och drun hänken. Wa si jo Formatiounen offréieren am Kader vun der Integratioun, da gi mir och ëmmer en Input mat, fir direkt déi néideg Informatiounen un déi direkt Communautéite kënnen ze bréngen, respektiv wann esou Journéeë sinn, wéi d'Journée d'orientation am Kader vum Contrat d'accueil et d'intégration, hëlt de „Mega" och mat deel, och nach un aneren Aktivitéiten, mee fir just ze weisen, dass hei eng ganz enk Approche ass. Wéi gesot, mir probéieren ëmmer iwwer nei Weeër ganz vill Leit unzeschwätzen. Mir haten och nach d'Facebook-Live-Event, wou mer nach eng Traductioun gemaach hunn, fir eeben och dee Moment nach weider Communautéiten unzeschwätzen.

A fir de Rescht si mer och ganz am enke Kontakt mat de Gemengen, den Office-sociallen. Also, a grondsätzlech all Centre d'accueil, wou mer mengen, wou ee kéint eventuell op Affer treffen, hu mer eis Broschüre respektiv eist Informatiounsmaterial zur Verfügung gestallt.

Dann hutt Der mech gefrot elo, mat den Zuele vun deene Leit, déi an de Fraenhaiser ënnerbruecht sinn, wivill do eng Openthaltsgeneemegung hunn. Also, wann ech gewosst hätt, dass Der elo esou prezis géift froen, hätt ech déi Zuel nogesicht. Ech kann Iech haut do keng Äntwert drop ginn. Ech sinn awer gäre bereet, dat bei de concernéierte Gestionnairen nozefroen an da ginn ech Iech dat nach gäre weider eran.

Mee grondsätzlech ass awer ze soen – dorop hunn ech och scho virdrun higewisen –, dass all Affer hei am Land gehollef kritt! Dat heescht, wann eng Fra sech mellt, gëtt do net gekuckt, wéi d'Nationalitéit ass. Bon, wat ee muss da klären, ass effektiv d'Sprooch, dass ee sech ka verstännegen, mee mir maachen do u sech elo keng Differenz.

A wann och Concernéierter vun haislecher Gewalt, also Affer vun haislecher Gewalt, kommen, déi elo keng Pabeieren hu respektiv sech och elo illegal bei eis am Land ophalen, da gëtt och ëmmer eng Analys cas par cas gemaach. Do gëtt wierklech ganz konkreet de Fall gekuckt, wéi een där Persoun dee Moment kann och hëllefen. Dat mécht jo elo net de „Mega", ech mengen, dat ass mat deenen zoustännegen Instanzen, wou dee Moment och ... an do gëtt och ëmmer eng individuell Léisung fonnt, fir eeben der Persoun direkt hei kënnen ze hëllefen.

Dir hat och drop higewisen, dass et net esou bekannt ass a puncto Openthaltsgeneemegung ..., wann een déi och am Kader vun haislecher Gewalt freet. Effektiv, menges Wëssens si bis elo just fënnef där Demandë bei der Immigratioun eragaangen. Eng dovunner ass positiv aviséiert ginn, eng aner ass nach en cours de traitement. Mee och hei ass wichteg, ëmmer erëm dorop opmierksam ze maachen, dass een dee Moment awer och kann ... Et ass jo am Kader vun der Istanbul-Konventioun, wou dat och an d'Immigratiounsgesetz erakomm ass, dass dee Moment och eng Persoun, déi Affer vun haislecher Gewalt ass, eng Openthaltsgeneemegung ka kréien.

D'Interpreeten, d'Traductioun, hutt Der gefrot. Ben, jo, do sinn och eis Gestionnairë reegelméisseg op Iwwersetzungen ugewisen. Mee vu dass et eng grouss Demande ass an och eng grouss Unzuel vu Sprooche respektiv och eng limitéiert Disponibilitéit vun deene Leit, déi d'Traductioun maachen – well déi vu ville Säiten zitéiert ginn, net nëmme vun eise soziale Servicer, mee och vun aneren –, sou ass et natierlech och fir eis Gestionnairen net ëmmer einfach, dat direkt ze léise respektiv hu se och do mat Enkpäss ze kämpfen. Mee och hei, wéi gesot, gëtt awer ëmmer eng Solutioun fonnt. Et ass elo net, wann net direkt en Interpreet sur place ass, dass een net der Persoun dee Moment kann hëllefen. Si gëtt awer en charge geholl, dat wëll ech och ganz kloer soen. An et ass och gutt, dass dat esou fonctionéiert!

D'Fraenhaiser – hutt Der och nach ugeschwat –, jo, bestätegen, dass mer eng Waardelëscht hunn, an ech mengen, do brauche mer net laang ronderëm de Bräi ze schwätzen: Eng Waardelëscht ass ni gutt a weist natierlech och, dass, jo, vill Leit weiderhi mam Logement ze kämpfen hunn. Dat ergëtt sech natierlech doraus.

Mee och hei wëll ech grondsätzlech soen, wann eng Persoun Affer vun haislecher Gewalt ass an et virun allem eng akut Situatioun ass: Ëmmer den 113 uruffen! Dat ass dat Éischt, wat ee soll maachen: Et soll een d'Police ruffen! D'Police kënnt och.

An dann hu mer jo nach d'Gesetz vun der Wegweisung, vun der Expulsioun, dat jo eigentlech seet – an dat ass jo och gutt, dass mer dat esou hunn –, dass, wa sech dann erausstellt, dass eeben elo hei e Fall vun haislecher Gewalt ass, net d'Affer, dat a ganz ville Fäll d'Fra mat de Kanner ass, muss d'Haus verloossen, mee dass et muss den Täter sinn, deen d'Haus verléisst, dass eeben d'Fra net muss an engem Fraenhaus ënnerbruecht ginn.

Do gëtt et awer Situatiounen, wou dat net esou einfach ass an dofir sinn d'Fraenhaiser do. Mee e Fraenhaus ass u sech, jo, eng Structure d'urgence, eng Noutënnerkonft, a soll och nëmme fir eng Iwwergangszäit sinn. A wéi ech grad gesot hunn, mat deem Logementsproblem, dee mer hei hunn, ass natierlech de Problem, dass vill Frae laang an deene Strukture sinn, an duerfir ass et och wichteg, dass mer weider investéieren an déi Zweet-Phas-Wunnengen, fir dee Moment d'Leit dann erëm op de Wunnengsmarché ze kréien.

Mee trotzdeem, och wa mer eng Waardelëscht hunn – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, soll ee sech manifestéieren, wann een Affer vun haislecher Gewalt ass! Mir hu bis elo nach keen am Reen stoe gelooss. Et ass nach ëmmer eng Solutioun fonnt ginn. Am allerschlëmmste Fall ginn déi Leit an engem Hotel ënnerbruecht. Dat ass vläicht net ideal, mee trotzdeem, et ass ëmmer besser, wéi dass ee muss doheem beim Täter bleiwen. A wéi gesot, d'Expulsioun, där ginn der jo och genuch geschwat, fir eeben ze evitéieren, dass d'Affer muss dee Moment d'Haus verloossen. Voilà!

Wichteg dann, fir ofzeschléissen, an do sinn ech och ganz bei Iech, dass mer musse weider kucken, awer Strukturen ze fanne respektiv auszebauen. Do si mer och amgaangen, well just fir ze soen: Do hu mer de Projet zu Miersch, dat gëtt e Projet zesumme mat der Croix-Rouge. Do wäerten Appartementer a Studioen zur Verfügung gestallt ginn.

Dann ass e Projet zu Bartreng, dee wäert ufangs d'nächst Joer fäerdeggestallt ginn. Do kommen och Appartementer. Dat wäert eng Plaz sinn, also et wäert Plaz fir ëm déi 40 Persounen herno sinn, wou och Kanner, also d'Mamme mat de Kanner, kënnen ënnerbruecht ginn.

An da geet och elo gläich eng Struktur fir Affer vu Mënschenhandel op. Mir hunn där Strukturen, dat ass elo nach eng weider. An do sinn ech awer och amgaangen ze kucken, dass, wann déi Better elo net sollte beluecht ginn, déi net sollen eidel bleiwen, mee dass een eeben och ka kucken, dass dee Moment d'Affer vun haislecher Gewalt do kënnen ënnerbruecht ginn.

Ben, Dir gesitt, wann et driwwer hiergeet, fanne mer séier eng pragmatesch Solutioun. Mir si kreativ. An dat wichtegst ass, een, deen Affer vun haislecher Gewalt ass, egal vu wou e kënnt, egal wéi eng Nationalitéit en huet, egal wéi eng Sprooch e schwätzt, egal wéi e Geschlecht en huet, e gëtt net am Stach gelooss, e gëtt encadréiert, e kritt gehollef, an ech mengen, dat ass dat wichtegst. Et ass eng gemeinsam Responsabilitéit, déi mer hei hunn. An dofir fannen ech et och ganz gutt, dass Der d'Theema hei opwerft.

An an e puer Méint wäerte mer och de Rapport zur haislecher Gewalt vum leschte Joer presentéieren. An dann hoffen ech, dass mer dat an der Kommissioun erëm kënne maachen an dass mer och do weider kënnen no Solutioune sichen, well ech gesinn och hei eng Rëtsch Leit, déi och eng Verantwortung an de Gemengen hunn.

An domadder wëll ech ofschléissen.

Dat heescht, mir sichen ëmmer nei Strukturen. Wann ee Plaz huet, bei eis steet d'Dier op! Mir si gäre bereet, dat mat Iech ze kucken. Duerfir, wéi gesot, et ass e gemeinsaamt Uleies. Et ass wichteg, dass mer hei zesummenhalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gläichheetsministerin Taina Bofferding. Dann huet d'Madamm Jessie Thill nach eng Zousazfro.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Madamm Ministesch, fir déi Froen. Et war eng Fro, déi awer elo nach aussteet par rapport zu den Täter/inne bei Riicht Eraus, ob do och op eng Méisproochegkeet gesat gëtt, ob do och dru geschafft gëtt, fir do d'Sproochen auszebauen.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Jo, selbstverständlech. Ech mengen, si musse sech jo kënne verstännegen, et ass jo och vum Gesetz virgesinn, dass ee muss déi Consultatioun beim Service maachen. A selbstverständlech gëtt do op Interpreeten zréckgegraff. An och si kucken, op hiren Deplianten, op hirem Internetsite an do, wou si eeben och Sensibiliséierung maache fir de Service, natierlech och méisproocheg ze fueren. Dat ass jo evident, fir eeben alleguerten d'Communitéiten dee Moment unzeschwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

8. 8003 – Projet de loi portant fusion des communes de Grosbous et de Wahl

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 8003 iwwert d'Gemengefusioun vu Groussbus a Wal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Rapporter, den Här Carlo Weber.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da komme mer zu engem e bësse méi erfreelechen Theema. De Projet de loi 8003 betrëfft d'Fusioun vun de Gemenge Groussbus a Wal aus dem Kanton Réiden.

D'Gemengegesetz gesäit vir, dass eng Gemengefusioun nëmmen iwwert d'Gesetz gereegelt ka ginn. Ier et zu engem Projet kënnt, gëtt et eng kloer Prozedur, wou sech déi zwou Gemengen iwwert d'Modalitéite vun der Fusioun eens ginn. Groussbus a Wal hunn an deem Sënn am Fréijoer 2019 éischt Gespréicher opgeholl, ënnert dem Motto „Zesumme méi staark". Eng Analys huet gewisen: Hei begéine sech zwee Partner op Aenhéicht. D'Gemenge grenzen direkt uneneen. Groussbus a Wal besëtzen eng änlech Flächegréisst an Awunnerzuel. Déi lokal Wirtschaftsstruktur ass vergläichbar an d'Unzuel vun de Betriber praktesch identesch.

Schwéierpunkte sinn hei an deene Gemengen d'Landwirtschaft, d'Handwierk an d'Déngschtleeschtungen. D'Gemenge verfügen och iwwer änlech Stäerkten, déi iwwert dëse Wee sollen ausgebaut ginn. Hiert Veräinsliewen, insgesamt 30 aktiv Associatiounen, géif d'Gemengeliewe Groussbus-Wal beräicheren an zu engem aktive wichtegen Duerfliewe bäidroen.

Eng nei Sportshal ass och eent vun den Ziler vun dëser Fusioun. Hei wëll ech awer och ënnersträichen: D'Museken aus deenen zwou Gemengen, déi zanter méi wéi zéng Joer matenee musizéieren, hunn elo als éischte Veräin d'Decisioun geholl a wäerten elo e gemeinsame Veräi grënnen, d'Groussbus-Waler-Musek, deemno ganz positiv Viraussetzungen.

Ganz positiv natierlech zu dëser Fusioun stinn och déi aktuell Buergermeeschtere vu Wal a Groussbus – häerzlech wëllkomm hei op der Tribün –, d'Madamm Christiane Thommes an den Här Paul Engel mat hirem Personal, mat hirer ganzer Ekipp, mam Gemengerot. Schéin, datt si bei dësem wichtegen Akt dann derbäi sinn. Häerzlech wëllkomm, wéi gesot, hei an der Chamber!

(Applaudissements)

Merci villmools. Merci och fir de flotte Feedback. Ech hat am Virfeld e flott Gespréich mat de Gemengevertrieder, wat och fir mech selwer ganz wichteg war, fir mech mat der Situatioun méi staark ze befaassen. Villmools merci och fir dëse ganz positive Feedback.

An hirer Informatiounsbroschür vun de Gemengeverantwortleche gëtt och ënnerstrach: D'Uertschafte vun dëser Fusiounsgemeng, Groussbus, Dellen, Léierhaff, Wal, Brattert, Bëschrued, Gréiwels, Heeschpelt, Kéiber, Réidingshaff a Randschelt hunn all hiren eegene Charme a Charakter, dat soll och esou an där neier Gemeng bleiwen.

Erlaabt mer, datt ech hei awer Randschelt e bësse méi an de Fokus setzen, déi klengst Uertschaft aus dem Land mat enger Kierch, engem Paschtoueschhaus, engem Bauerenhaff. An deem ass e flotte Musée, en heescht „Thillenvogtei". Et ass en aktive Musée, d'Liewen am Duerf, wéi ëm 1900 gelieft a geschafft gouf, absolutt sehenswäert fir déi, déi nach net do waren, och fir e ganz flotten Dag, fir e mat de Schoulkanner eng Kéier besichen ze goen.

Dann ass et och ganz flott, datt an där fréierer Schoul e ganz flotte Bistro ageriicht ass, deen heescht „Dee Klenge Randschelter Bistro". Fir déi, déi nach net do waren, Dir kënnt roueg eng Kéier do passéieren!

Elo, a menger ganzer Euphorie iwwer Randschelt, kommen ech awer erëm zréck bei d'Broschür. An der Iwwerschrëft steet „Zesumme si mer méi staark". D'Zil ass et, fir eng Gemeng ze schafen, déi déi néideg finanziell a personell Mëttelen huet, fir d'Missioune vun der Gemeng kënne besser ze erfëllen an d'Infrastrukturen an d'Servicer fir d'Betriber kënnen auszebauen. D'Fusioun erlaabt et de Gemengen, Synergien ze schafen an hir Ressourcen op dës Manéier méi effizient kënnen anzesetzen.

Well de Staat d'Fusiounen ënnerstëtzt, kréie si iwwert dëse Projet de loi eng finanziell Hëllef zougesprach. Entspriechend enger Decisioun vum Regierungsrot vum 14. Oktober 2020 sinn dat 2.200 Euro fir déi éischt 2.000 Awunner an 1.000 Euro pro weideren Awunner bis zu engem Plaffong vu 5.000 Awunner.

D'Gemenge Groussbus a Wal schaffen elo schonn zënter enger Rei Joren an de Syndikater zesummen, zum Beispill bei der DEA, der Museksschoul vum Kanton Réiden, der Réidener Schwämm, dem SIDEC a beim SIDEN. Déi zwou Gemengen hu gemeinsam e Programm ausgeschafft, wéi hir zukünfteg Organisatioun kéint ausgesinn a wéi si hir Subventioun vum Staat géifen am beschten notzen.

Dëse Programm gouf der Inneministesch Taina Bofferding den 3. Februar 2021 eng éischte Kéier presentéiert. Eng Woch méi spéit gouf an der Gemengerotssitzung vu Groussbus a Wal decidéiert, hiren Awunner de Fusiounsprojet virzestellen an hinnen d'Geleeënheet ze ginn, fir per Referendum doriwwer ofzestëmmen, esou wéi déi Europäesch Charta zur Autonomie communale et virgesäit. Den 1. respektiv den 3. Juni goufen d'Informatiounsversammlungen ofgehalen, un deenen d'Inneministesch deelgeholl huet. Do gouf et Erklärungen zu den Enjeuen a Konsequenze vun enger Fusioun an dozou, wéi de Staat d'Fusioun ënnerstëtzt.

Beim Referendum vum 27. Juni 2021 hunn d'Bierger der Fusioun an deenen zwou Gemengen zougestëmmt. Den 2. Mäerz 2022 hunn déi zwee Gemengeréit definitiv beschloss, dass d'Gemengen ab deem 1. September 2023 géife fusionéieren zu enger Gemeng, déi da Groussbus-Wal géif heeschen.

De 5. Mee huet d'Madamm Inneministesch de Projet de loi deposéiert, iwwert dee mer haut ofstëmmen. Opgrond vum Avis vum Staatsrot vum 28. Juni huet d'Regierung den 1. August Amendementer gemaach. De Staatsrot huet effektiv dräi Opposition-formellen ausgeschwat. A sengem Avis complémentaire vum 23. Dezember approuvéiert de Staatsrot d'Amendementer an hieft d'Opposition-formellen op.

Nieft dem Staatsrot huet de Syvicol den 30. Mee 2022 en Avis ofginn, et gouf de Gemengeresponsabelen hei felicitéiert fir hir couragéiert Decisioun. En ënnersträicht seng grondsätzlech Ënnerstëtzung fir all fräiwëlleg Fusiounen. E begréisst awer och, dass d'Regierung 2020 decidéiert huet, d'Montante fir d'Fusiounen ëm 10 % eropzesetzen.

Et gëtt generell festgehalen, dass déi nei Gemeng de Subsid vum Staat wäert notzen, fir d'Scholdelaascht ze reduzéieren a fir Projeten aus dem pluriannuelle Plang ze realiséieren, ouni dass dat méi am Detail fixéiert wier. De Syvicol hieft dat positiv ervir, well et der zukünfteger Gemeng eng gewësse Flexibilitéit bei der Ëmsetzung léisst.

De Projet de loi reegelt am Detail d'Modalitéite vun der Fusioun an déi néideg Iwwergangsbestëmmungen.

Wéi vun der Gemeng gewënscht, trëtt d'Fusioun den 1. September 2023 a Kraaft. De Sëtz vun der neier Gemeng Groussbus-Wal wäert zu Groussbus sinn. Eng Transitiounsperiod gëllt bis déi nächst Gemengewalen am Joer 2029. Déi nei geschafe Gemeng ass an där Zäit an zwou Sektiounen ënnerdeelt, déi dem Territoire vun den aktuelle Gemengen entspriechen. Béid Sektioune gi vu jeeweils sechs Gemengeréit vertrueden. De Schäfferot vun der neier Gemeng setzt sech an der Iwwergangsperiod zesummen aus engem Buergermeeschter an dräi Schäffen, woubäi zwee vun dëse Gewielten d'Sektioune Groussbus an zwee d'Sektioun Wal vertrieden. Gewielt gëtt dëse Gemengerot bei de Gemengewale vum 11. Juni vun dësem Joer.

(M. Carlo Weber interrompt son discours pour quelques instants.)

Gewielt gëtt do och nom Majorzsystem. An enger Derogatioun zum Walgesetz vun 2003 bleift de Majorzsystem der Gemeng Groussbus-Wal bis zu de Gemengewalen 2035 erhalen. De Gesetzesprojet enthält och Bestëmmunge fir d'Personal vun deenen zwou Gemenge fir sécherzestellen, datt d'Leit vun där neier Gemeng iwwerholl ginn. Zum Beispill wäerte sech déi zwee Gemengesekretären an där neier Gemeng d'Aufgabe vum Gemengesekretär deelen.

Domat wier ech ewell esou gutt wéi um Enn vun dësem Rapport. Felicitatioun nach eng Kéier a villmools merci un d'Gemengevertrieder mat hirem Personal fir dëse wichtege Schratt an d'Zukunft. Villmools merci och u jiddereen, deen un dësem Dossier matgeschafft huet.

Duerch dës Fusioun huet déi nei Gemeng elo 2.200 Awunner, verdeelt op enger Fläch vun 39,8 Quadratkilometer. Ech schléissen dëse Projet mat engem schéine Saz, wéi déi Gemengeverantwortlech an hirer Broschür geschriwwen hunn: „Op ee gemeinsame Wee. Zesumme méi staark. Scho laang si mir Noperen, a Frëndschaft matenee verbonnen. Eng Fusioun hëlleft eis, eis Zukunft optimal ze gestalten."

Ech ginn heizou natierlech den Accord vun der LSAP a soe Merci fir Är Opmierksamkeet an der Fusiounsgemeng Groussbus-Wal alles Guddes fir d'Zukunft. An domat si mer elo bei 101 Gemengen hei am Land. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Carlo Weber.

An d'Wuert geet elo un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Ech soen Iech Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen zu de Fusiounen afléisse loossen an den Debat, well eigentlech jo dem Rapport, dem exzellente Rapport vum Rapporter, wat den Detail vun dëser Fusioun ubelaangt, elo näischt méi bäizefügen ass.

Wéi mer, Dir Dammen an Dir Hären, Mëtt der 90er-Joren ugefaangen hunn, driwwer nozedenken, wéi mer eist Land kéinte moderniséieren, hu mer dat op enger Rei vu Punkten diskutéiert. Mir hunn dat an der Landesplanung diskutéiert. Mir hunn e Ministère vun der Réforme administrative geschaaft a mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi sech den administrativen Opbau vun eisem Land soll fir d'Zukunft gestalten.

Mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi mer e moderne Staat kéinten opbauen, an deem jiddwereen op senger Plaz an a senger Autonomie kéint schaffen. Mir wollten d'Relatioune verbesseren tëscht dem Staat an den eenzele Gemengen. A mir sinn zur Konklusioun komm, dass déi Organisatioun, wéi se vum Napoleon ëm 1798 hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass, net

méi den zilféierenden Iddie vun engem Land am 21. Joerhonnert kéint gerecht ginn.

Mir waren der Meenung, dass een d'Gemengen organisationell a finanziell esou opstelle muss, datt se déi ëmmer méi komplex Zesummenhäng, souwuel politesch wéi administrativ, kënne bewältegen. Aus där Reflexioun, déi breet gefouert ginn ass deemools, si mer zu gewëssene Mindeststandarde komm.

An engem Land, dat deemools eng Bevëlkerung vu 436.000 Leit hat, Stand 2000, ware mer der Meenung, datt am ländleche Raum een tëschent 3.000 an 3.500 Leit géif brauchen, fir eng Gemeng administrativ an technesch esou opzestellen, datt se den Erwaardungen an och den Erausfuerderunge vun der Zäit kéint entspriechen. Am stättesche Raum si mer vun enger Stäerkt vu ronn 10.000 Leit ausgaangen, well een do um Niveau vu senger Administratioun nach e gudde Strapp konnt derbäisetzen.

Eng Rei Fusiounen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, hunn deene Krittären och entsprach a si hunn notamment an enger Gemeng, déi ech selwer haut presidéieren, bewisen, dass, wann een de Seuil vun 10.000 Leit am urbane Raum depasséiert, een eng komplett aner Organisatioun vu senger Gemeng ka virhuelen, wéi wann een dat net huet.

Mir hunn deemools am Norden ugefaangen, bei deenen un der Nordspëtzt, déi bereet ware matzeschaffen, well se am wäitste vun der Stad ewech waren. A mir hunn et fäerdegbruecht, an enger Legislaturperiod, mat Ausnam vum Fall Wäiswampech, wat e ganz spezielle Fall deemools scho war a bis haut och net aneschters ass, bis erof op Tandel d'Buergermeeschteren alleguerten dervun ze begeeschtere fir matzemaachen.

Mir hunn ëm 2000 eng weider Iddi lancéiert. Dat war déi fir ze soen: „Kommt, mir kucken, ob mer net, 60 Deputéiert, 60 Gemenge kéinte schafen!" 60 Gemengen, déi esou opgestallt wären, datt se den Erausfuerderunge kéinten entspriechen. Mir waren der Meenung, datt, wa mer an déi Richtung géife goen, mer och déi Fro vun der Trennung vun de Mandater aneschters kéinten ugoen. Mir hunn deemools déi Iddi, déi haut nach aktuell ass, vun der Chambre des élus locaux, lancéiert, well mer dervun ausgaange sinn, dass een aus der Chamber d'Gemengekompetenz net kéint erausshuelen, ouni datt ee se op enger anerer Plaz fir den Interêt vum Land gewënnbréngend nees géif erabréngen. Dat Ganzt geet awer net, wann een 102 oder 101 oder 100 Gemengen huet, well d'Equatioun 60 Deputéiert–102 Gemengen oder 100 Gemengen, déi ergëtt sech net d'selwecht, wéi wann ee se esou stellt, wéi mir se deemools virun iwwer 20 Joer gestallt hunn.

Mee wat ass geschitt an deene leschten 20 Joer? D'Kompetenzberäicher vun de Gemengen, déi gi permanent an d'Luucht. Nei Aufgabe gi vum Staat u si delegéiert. Op där anerer Säit, duerch d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater 2016 an och duerch e Gesetz, dat mer rezent hei gestëmmt hunn iwwert d'Simplification administrative, komme mer an eng Situatioun, dass d'Responsabilitéit bei de gewielte Vertrieder an och bei de Beamten ëmmer méi grouss gëtt.

An enger ëmmer méi schwéierer legislativer Zesummesetzung fäerten ech – dat hunn ech deemools, wéi mer de Projet de loi gestëmmt hunn, gesot –, dass mer an eng Situatioun wäerte kommen, datt, wa mer eis Gemengen net alleguer bis op déi lescht à même setzen, fir administrativ an technesch ze fonctionéieren, mer riskéieren, an den nächste Joren eng Rei vu Prozesser ze kréien, ganz einfach well déi schützend Hand, déi den Interieur iwwer Joerzéngten an iwwer Joerhonnerten iwwer eis Gemenge geluecht huet, an Zukunft net méi do wäert sinn.

Dofir ass mäin Appell haut – ech weess, dass deen net wäert gehéiert ginn, mee et soll een, wann een u Saache gleeft an der Politick, a scho säit 25 Joer dru gleeft, ni ophalen ze hoffen, dass et eng Kéier kënnt –, dass ee sech no deenen nächste Wale géif eng Prozedur an en Timing ginn, fir deen Dossier hei iergendwann eng Kéier zum Ofschloss ze kréien.

Esou wéi den Dossier haut traitéiert gëtt, ass en net zilféierend. Mir kënnen net an deem Rhythmus weiderfueren, dee mer elo maachen, fir eng, zwou oder dräi Fusiounen an enger Legislaturperiod unzestoussen an och vläicht zum Ofschloss ze bréngen.

Mir missten eis schonn eng Kéier driwwer ënnerhalen, ob et net sënnvoll wier, dann am Joer 2025, 25 Joer duerno, dee Schrëtt ze maachen, dee mer 25 Joer virdrun net fäerdegbruecht hunn, nämlech ze kucken, en neien, e modernen, een op d'Zukunft ausgeriichten administrativen Opbau fir eist Land ze schafen, an deem keng Lächer a keng Flecke Rescht bleiwen, mee wou mer all eenzeler Gemeng als administrativ autonomem, responsabelem an och kompetentem Partner vum Staat d'Méiglechkeete ginn, deenen Erausfuerderungen entgéintzekommen, déi déi modern Gesellschaft huet.

En attendant wënschen ech de Kolleege vu Wal a Groussbus an och duerno vu Waldbredimus a Bus alles Guddes, déi sech ganz vill Méi gemaach hunn. Ech hu selwer eng Fusioun gemaach, duerfir weess ech, wéi schwiereg et ass, mat de Leit an d'Gespréich ze kommen. Ech weess awer och, datt, wann ee gutt Argumenter huet, een d'Leit dovun iwwerzeegt kritt.

Déi véier Gemengen hei, déi hunn et fäerdegbruecht, am Gespréich mat hire Leit hir Leit dervun ze iwwerzeegen, dass déi Fusioun hei sënnvoll ass. Ech wënschen hinnen alles Gutts fir d'Zukunft an ech hoffen, datt se sech an där neier Kompositioun déi finanziell, administrativ an technesch Kompetenze kënnen uneegnen, déi noutwendeg sinn, fir den Erausfuerderunge vun der Zäit entgéintzekommen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Wann ech Schankemännchen a Prommenhaff soen, un de legendäre Micky-Maus-Bal denken, deen am Februar an der Fuesent ass oder vum eelsten Duerf-Pompjeescorps aus dem Land schwätzen, da weess jiddereen, datt ech un d'Gemeng Groussbus denken.

A wann ech d'Wierder, déi elo hei gefall sinn, Nei Brasilien, Randschelt oder Heeschpelter Naschtquakerten nennen, da kommen engem Biller aus der Gemeng Wal an de Kapp.

Den Här Hahn huet mer elo deslescht gesot, datt e virun zwee Joer an der Pandemie esou begeeschtert war vun deenen zwou Gemengen, datt e souguer mat sengem Fils duer Schlittfuere gefuer ass.

Haut sollen dës zwou Gemengen zesummekommen, si solle bestuet ginn an an enger eenzeger Gemeng opgoen.

Léif alleguer, d'Gemenge Groussbus a Wal sinn zwou vun deene klengste Gemengen, déi zënter Joerzéngten enk matenee verbonne sinn. Mir wëssen et alleguer heibannen, op d'Gemengepolitick kommen a leschter Zäit enorm Erausfuerderungen duer. Deementspriechend brauche mir och Gemengen, déi de rapiden Entwécklungen an diverse Beräicher wéi Infrastrukturen, Sécherheet, Energie oder Klima Rechnung droen, fir och weiderhin zäitgeméiss, biergerno a gutt fonctionéierend Servicer ze garantéieren.

An enger Welt, déi ëmmer méi kompliéiert, digital vernetzt a schnellliieweg gëtt, mussen eis Gemenge beschtméiglech opgestallt sinn. Et ass kee Geheimnis, datt et besonnesch klenge Gemengen ëmmer méi schwéierfält, fir e modernen, qualitativ héichwäertegen, beschtméigleche Service um Bierger unzebidden, jo, deem gerecht ze ginn, e Service, deen dem Alldag an de Liewensrealitéite vun de Leit ugepasst ass.

Jo effektiv, d'Uspréch an d'Erausfuerderunge wuesse kontinuéierlech, sief dat am Schoulwiesen, an der Kannerbetreiung, an der Logementsproblematik, an der Ëmweltpolitick oder bei diversen Infrastrukturprojeten, fir der demografescher Entwécklung Rechnung ze droen an eeben och bei der reng administrativer Aarbecht.

Fir dësen Erausfuerderungen an Zukunft gerecht ze ginn, musse sech eeben eis Gemengen haut adequat opstellen, fir fit fir muer ze sinn. Grad elo, also a Krisenzäiten, gëllt eemol méi d'Devis „Zesumme si mir méi staark".

Léif alleguer, aus der Fusioun Groussbus-Wal muss e reelle Méiwäert fir d'Awunner entstoen. D'Zil muss et sinn, fir déi aktuell Manpower an déi finanziell Ressourcen ze bündelen a sech fir méi Liewensqualitéit fir d'Bierger anzesetzen. Et däerf hei keng Gemeng zum Verléierer vun der Fusioun ginn, ganz am Géigendeel.

Eng Fusioun bedeit dann och net automatesch de Verloscht vun der lokaler Identitéit. Duerch eng Fusioun kënne Verwaltungen zesummeschaffen, Synergië schafen, d'Ressourcë kënne besser genotzt ginn, fir esou méi effikass am Interessi vun dem Bierger an der Biergerin ze schaffen.

Wichteg ass och ze preziséieren, an de Rapporter huet dat ganz gutt gesot, dass déi ronn 30 Veräiner hir Dynamik an hir Eegenaart natierlech behalen an net vun uewen erof zesummegeluecht ginn. E flott Beispill vu konstruktiver a sënnvoller Zesummenaarbecht weisen d'Museke vu Groussbus a Wal, déi scho laang kollegial a kreativ zesummeschaffen. Des Weidere wäerten d'Duerfschoulen an d'Maison-relaisen an deene jeeweilegen Uertschafte bestoe bleiwen an d'Ëffnungszäite vun de Populatiounsbüroe wäerten zukünfteg och méi flexibel kënnen organiséiert ginn, fir just e puer positiv Beispiller vun dëser Fusioun ze nennen.

Här President, als Demokratesch Partei si mer der Meenung, dass eng Fusioun just da Sënn mécht, wann d'Bierger de Projet matdroen. Mir wëllen näischt vun uewen erof diktéieren, mee d'Leit esou fréi wéi méiglech an d'Diskussioune matabannen an hiren Iddien, hire Propositiounen, awer och hire Bedenke Rechnung droen. Genau dës Approche ass och bei dëser Fusioun berücksichtegt an ëmgesat ginn.

Här President, zwou Gemengen an zwee Gemengeréit hunn aus fräie Stécker entscheet, fir hir Zukunft zesummen an d'Hand ze huelen. Aus zwee gëtt elo eent. Zesummen a mat der grousser Ënnerstëtzung vun der Bevëlkerung wäerten déi zwou Gemenge Groussbus a Wal hir Stäerkte bündelen, fir sech zesumme fir méi Liewensqualitéit anzesetzen. D'Fusioun war nëmme méiglech, well déi respektiv lokal Politiker och dru gegleeft hunn a well hinnen d'Wuel vun hire Bierger méi wichteg war wéi hiren eegenen Ego an hir perséinlech Ambitiounen.

Fir ofzeschléisse ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Fusiounsgesetz Groussbus-Wal a wënschen der neier Gemeng an all hire Matbierger all Guddes fir d'Zukunft. Ech wëll awer och, gradewéi meng Virriedner, de Gemengerotsmemberen an och de Beamte felicitéiere fir déi vill Aarbecht, déi si an dësem Fusiounsprozess geleescht hunn. An dem Rapporter wëll ech natierlech en häerzleche Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här André Bauler Merci a ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Gemengevertrieder a -vertriederin, déi Der haut extra an d'Chamber komm sidd, fir derbäi ze sinn, wann Äre Projet dann hei gestëmmt gëtt.

Ech wëll natierlech ufänken, andeems ech net vergiessen, dem Här Rapporter villmools Merci ze soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Domadder kann ech direkt méi an de Sujet goen a muss mech net mat all den Detailer ophalen.

Fir d'Gemenge vu Groussbus a Wal bedeit de Vott vun haut wierklech e grousse Schrëtt, fir dee si laang a vill geschafft hunn, wou vill Froen hu misse gekläert ginn, wou vill Onsécherheeten hu missen aus dem Wee geraumt ginn a wou sécher och vill Iwwerzeegungsaarbecht huet musse lénks a riets geleescht ginn, wou sécher och net jidderee seng lescht Zweifel aus dem Wee geraumt kritt huet, mee wou ënnert dem Stréch awer, géif ech soen, déi allermeescht wëssen a verstinn, dass dat heiten dee richtege Schrëtt ass, deen déi zwou Gemengen hei maachen.

Mir Gréng sti fir staark an attraktiv Gemengen, déi hirem Déngscht um Awunner, egal wou am Land, musse kënne gerecht ginn. An no den zwou Fusiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, wäert Lëtzebuerg dann nach 100 Gemengen am Land zielen. An Zil ass et natierlech, dass duerch aner, weider Fusiounen dës Zuel nach weider erofgeet. Well Fusioune bidde klenge Gemenge vill Potenzial, souwuel fir d'Gemengeverwaltunge wéi och fir hir Awunner. Et muss ee soen, dass jo och no dëser Fusioun déi hei Gemeng, esou gesinn, nach ëmmer relativ kleng ass.

Grad wa mer iwwert déi aktuell Situatioun vu Pandemie, multiple Krisen an esou weider nodenken, dann ass et wichteg, méiglechst staark an handlungsfäeg Gemengen ze hunn, déi hir Awunner an Awunnerinne kënne begleeden, ënnerstëtzen an déi och déi néideg Leit, Kompetenzen a Mëttelen hunn, fir am Sozialberäich, am Logement, am Ëmwelt- a Klimaberäich, bei der Kannerbetreiung, Sportsinfrastrukturen, Kultur, Drénkwaasserversuergung an esou weider an esou fort wierklech kënnen aktiv ze ginn.

A kleng Gemenge kënnen deem Usproch kaum nach gerecht ginn. Hinne feelt den néidege Spillraum. A Wal ass oder war bis elo déi zweetklengst Gemeng hei am Land. Projeten, déi hinne ganz vill um Häerz leien, wéi eeben d'Thillenvogtei – se ass schonn ugeschwat ginn – zu Randschelt, dee ganzen Engagement am Slow Tourism an esou weider, dat alles si Projeten, déi eng Envergure hunn, déi fir eng kleng Gemeng op Dauer esou net ze droen ass.

An dofir gëllt eeben de Credo „Zesumme méi staark sinn", an dat ass och de Slogan, mat deem d'Gemenge Groussbus a Wal an de Referendum gaange sinn an hir Awunner an Awunnerinnen iwwerzeegt hunn.

Méi Handlungsfäegkeet fir d'Gemeng, gebündelt a moderniséiert Gemengeservicer, Erspuernisser bei den Depensen doduerch, dass net alles muss duebel ugeschafe ginn. An am Fong geholl ass dat dann och e bësselche wéi an enger Koppel. Wann ee bis de Stot zesummeleet an d'Käschten deele kann, da kann ee sech normalerweis méi erlaben, wéi wann een alles eleng muss maachen.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An och fir d'Veräinsliewen ...

(Interruption et hilarité)

Ech hu mech déi ganzen Zäit gefrot: Dat Bild, bréngt et elo iergendeppes mat sech? Merci.

Och fir d'Veräinsliewe si Fusioune wichteg, grad an Zäiten, wou et och am Benevolat ëmmer weider biergof geet an et wichteg ass, d'Veräinsliewen ze stäerken. An doduerjer, dass d'Veräiner kënnen zesummekommen, huet een erëm eng gewësse Masse critique, fir vu Konscht bis Sport wierklech eng gewëssen Offer um Liewen ze halen. An an deem Sënn begréisse mir als gréng Fraktioun natierlech dës Fusioun, duerch déi déi nei Gemeng elo op ronn 2.200 Awunner wäert kommen.

Mee mir wëssen och, dass hannert de Kulisse vun esou enger Fusioun engersäits ganz vill politesche Courage stécht, mee och enorm vill Aarbecht. A béides wéilte mer hei ervirsträichen.

De Courage hunn, esou eng Fusioun unzegoen, dat ass déi eng Saach. Mee et brauch een och dat néidegt Fangerspëtzegefill. An dass hei e Modus vivendi fonnt ginn ass, wou nom Prinzipp „zweemol sechs" gewielt gëtt bei den nächste Gemengewalen, mat véier Leit am Schäfferot, jeeweils zwee pro aler Gemeng, dat fanne mir eng flott Iwwergangsléisung.

Wa mer dann awer bei de Sujet vun der Ëmsetzung kommen, da lount de Bléck sech hannert d'Kulissen och, well kleng Gemengen hunn et am Alldag souwisou scho relativ schwéier.

(Brouhaha)

Wa se dann awer nach esou eng Mammutaufgab wéi eng Fusioun mussen duerchzéien, da bedeit dat e risegen Effort ...

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wa verschidde Leit hei net géife méi haart schwätze wéi d'Madamm Empain. Si wier dankbar an nach ganz vill anerer. Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci och, Här President. Et ass elo e bësselche méi angeneem. Wéi gesot, kleng Gemengen hunn et am Alldag, egal wéi, schonn immens schwéier. Wa se dann nach esou eng Mammuttaufgab wéi esou eng Fusioun musse stemmen, da bedeit dat e risegen Effort, net just fir déi politesch Responsabel, mee virun allem och fir déi eenzel Gemengeservicer.

An der Praxis bedeit de Vott vun haut ënner anerem, dass bis zum September déi ganz Ëmstellunge musse gemaach gi sinn, déi et dann eeben och erlaben, dass aus zwou Gemengen eng Gemeng gëtt. A fir dat administratiivt Personal bedeit dat zum Beispill, dass hire Congé fir dëst Joer ganz, ganz spärlech wäert ausfalen.

Hannert dem ganze Gemengepersonal stinn awer och politesch Verantwortlecher, déi net nëmmen de Courage haten, déi Fusioun unzegoen, mee déi och ganz vill perséinlechen Engagement do mat erabruecht hunn, well mir sinn eis alleguerte bewosst – ech mengen, dat ass keen neie Constat –, dass de Congé politique, deen engem Gemengeresponsabelen zousteet, knapps bis net duergeet, fir sengem Mandat gerecht ze ginn. Wann dann awer nieft der allgemenger Gestioun vun enger Gemeng och nach eng Fusioun derbäikënnt, da kann een oder et muss ee bal vu Benevolat schwätzen, deen hei bedriwwe gëtt!

An dofir wëll ech meng Ried haut och mat engem Merci ophalen: E Merci un all déi, déi dës Fusioun méiglech gemaach hunn a méiglech wäerte maachen, an dat am Sënn vun hire Bierger a Biergerinnen!

Mam Vott vun haut bestuede mer souzesoen déi nei Koppel a ginn hirem gemeinsamen Haushalt eng legal Basis an an deem Sënn wënsche mir Iech nach vill Energie op der leschter Ligne droite an natierlech och e gudde Start an déi gemeinsam nei Zukunft!

An domadder ginn ech och den Accord vun der gréng Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et elo um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir liewen haut an enger Zäit, déi ëmmer méi komplex ass an ëmmer méi schwiereg gëtt. Mir gesinn dat an der Gemeng Wëntger. Ech hunn et selwer scho mat erlieft: Do hate mer, wéi d'Fusioun ugefaangen huet – mir hu jo och eng Fusioun gemaach –, do hate mer 1990, wéi ech an de Gemengerot gewielt gouf, véier Leit am Sekretariat sëtzen, haut hu mer der 13 do sëtzen, dat an Zäit vu gutt 30 Joer. Ech mengen, dat muss eis emol ze denke ginn, datt mer amgaang sinn, eis selwer fäerdegzemaachen.

Näischt gesot, wëll ech dat virausschécken. Ech wëll dem Här Carlo Weber en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Deem ass net méi vill bäizefügen. Ech mengen, jorelaang sinn dës zwou Gemengen ewell enk verbonnen, an ech mengen, et ass kloer – och merci hinnen –, datt si dee Schrëtt do maachen: De Service gëtt verbessert, d'Synergië gi gebündelt.

Mee wat ëmmer wichteg ass an enger Fusioun, dat ass, datt d'Leit déi Fusioun matdroen, well soss geet et schif an, ech mengen, dat kann net Sënn an Zweck sinn an d'Leit mussen agebonne ginn! Ech mengen, an der Gemeng Wëntger, Här Wolter, déi war ewell fusionéiert, ier Dir Minister gi sidd. Déi ass, wéi Äre Papp nach politesch aktiv war, realiséiert ginn, do war schonn den éischte Fusiounsgedanken 1978 oder scho virdrun. Mee dat war eng aner Viraussetzung an do war kee Referendum an déi Gemeng huet sech an hirer Entwécklung ganz gutt gedroen.

Dat gesot, wëll ech dann och de Gemenge Groussbus a Wal en häerzleche Merci soe fir all déi Bestriewungen, déi se gemaach hunn, an ech wëll hinnen och vill Succès wënsche fir d'Zukunft. An natierlech wäerte mir als ADR dëse Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen dat ganz kurz und bündig hei vun der Plaz. Also, dem Rapporteur emol e ganz, ganz grousse Merci fir säi exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Da wëll ech soen: Esou eng Gemengefusioun, dat ass eng Win-win-Situatioun, wann een dat gutt ugeet, an, ech mengen, dat ass hei gutt ugaange ginn. Dat brauch seng Zäit, et muss ee Biergerbedeelegung hunn, et muss een Transparenz hunn, et muss een do

ganz kloer d'Fakten op den Dësch leeën an et muss een eens ginn zesummen – an ech mengen, dat ass hei ganz wonnerbar geschitt! An dofir wënschen ech där neier Fusiounsgemeng eng glécklech Händchen an Zukunft a si wäerten dat wuel sécher weider maachen. A mir wäerten deem doten natierlech och zoustëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber fir dee gudde schrëftlechen an erfrëschende Rapport. Ech huelen direkt déi zwou Gemenge beieneen, Groussbus-Wal a Bus-Waldbriedemes, och merci de Gemengeréit an all de Vertrieder, déi haut heihinner komm si fir dee fir si ganz wichtege Moment, wou vill Viraarbecht geleescht ginn ass an elo awer d'Aarbecht a sech richteg ufänkt, wou ee ka richteg upaken.

Mir Piraten begréissen a sech all Fusioun, déi d'Gemenge kënne maachen. Mir hunn d'Meenung, dass mer bei 75 Gemengen op laang Siicht sollten am Land lande bei iwwer 5.000 Awunner, well mer gesinn, dass d'Erausfuerderunge fir d'Gemengen immens komplex ginn an dass een esou de Bierger en optimale Service ka bidden.

Ech verstinn awer och déi eenzel Bierger, déi heiansdo Bedenken hunn, wann eng Fusioun stattfënnt. Do muss een awer och ganz kloer soen, wann d'Verwaltung fusionéiert, heescht dat net onbedéngt, dass ee seng Identitéit an deem Duerfkär, wou ee bis dohinner gelieft huet, verléiert. Dofir ass eng Fusioun eng Risechance an dat dierf een op kee Fall negativ gesinn!

Mir Piraten sinn och der Meenung, dass, wann d'Fusioune kommen, se just iwwert e Referendum dierfe stattfannen, soudass mer d'Bierger matabannen. Well wat bréngt et, herno fusionéiert ze sinn, wann d'Bierger do net géife matzéien? Deementspriechend soll et d'Entscheedung vun de Bierger bleiwen. Et kann een awer op nationaler Eebene, ob dat elo d'Chamber oder d'Regierung ass, heiansdo den Ustouss ginn, fir dass de Ball richteg an d'Rulle kënnt, an e bëssen e Plang virginn, dass een eeben eist Zil, 75 Gemengen am Land, déi nächst Joren eng Kéier wäert erreechen.

A wat mech och gefreet huet: Et ass aus dem Carlo Weber senger Interventioun ervirgaangen, dass d'Musek fusionéiert. Als Musekspresident hunn ech selwer eng Kéier esou en Exercice matgemaach, wéi Rodange a Rolleng fusionéiert hunn, an ech weess, wéi schwiereg dat deemools war, an ech weess awer, wéi schéin et ass, wann herno d'Téin op de Concerten erauskommen. An dat ass eigentlech e symbolescht Bild fir d'Fusioun vun der Gemeng, well zwou Museke spillen zwar e bësse méi kleng Stécker, mee et kann een herno als fusionéiert Musek vill méi schéi Stécker spillen an et komme vill méi schéin Nouten eraus!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, haut ass en, jo, wonnerbaren Dag! An ech fannen et och wonnerbar, dass d'Buergermeeschtesch an déi dräi Buergermeeschtere mat hire Kolleeginnen a Kolleegen aus dem Gemengen- a Schäfferot haut derbäi sinn!

Ech hat se alle véier kontaktéiert, fir hinne matzedeelen an aller Euphorie, dass haut d'Gesetz géif gestëmmt ginn. An do hunn ech awer gemierkt, dass se dat scho wossten, dass ech net déi éischt Persoun war, déi hinnen déi gutt Noriicht bréngt, well de Rapporter se scho kontaktéiert hat, deem ech awer elo net rose sinn, well dat weist, dass e seng Aarbecht gutt gemaach huet, dass e sech dorobber gutt preparéiert huet, a soen ëm dann och direkt scho Merci fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport!

Ech wollt elo net op de Fong agoen. Ech mengen, d'Detailer sinn alleguerte scho méi wéi eemol elo erkläert ginn. Ech géif just gäre kuerz op d'Form agoen. Ech weess, dass et munchen net séier genuch geet. Mir geet et och ni séier genuch, mee trotzdeem bleiwen ech bei mengem Prinzipp, dass d'Initiativ vun de Gemenge selwer muss kommen, dat zesumme mat de Leit. Et muss de Wëlle vun den Awunnerinnen an Awunner ginn aus de jeeweilege Gemengen, dat iwwer Referendum ..., ganz kloer net vun uewen erof diktéiert a sécherlech och keng Gemeng, déi hei soll bevormunt ginn.

Ech hunn ni den Usproch gestallt, d'Landkaart selwer ze zeechnen. Wéi gesot, eng Fusioun kann nëmmen op Fräiwëllegkeet baséieren, ëmmerhi soll et fir d'Éiwegkeet halen. An ech huelen dann och hei d'Bild vun dem Privaten: Ech mengen, och am Private siche mer eis Partnerin a Partner selwer aus – da soll et och bei de Gemengen esou sinn.

De Prinzipp vun der Fräiwëllegkeet ass net ëmmer deen einfachsten, dat ass richteg. Dat erfuerdert vill Ausdauer, et erfuerdert Courage, vill Zäit, vill Energie. Mee et ass awer dee richtegste Wee an et ass och definitiv dee Wee, deen et sech lount ze goen!

Wann ech vu moderne Gemenge schwätzen, da mengen ech domadder och resilient Gemengen. Ech verweisen hei och op d'Tutelle administrative, déi ass och virdrunner schonn ernimmt ginn, déi mer elo reforméiert hu mat dem e-MINT, där neier digitaler Plattform, dem Austausch tëschent dem Interieur an de Gemengen, wou mer eebe grad déi Komplexitéit an déi vill Dossieren, déi d'Gemengen hunn ..., wou mer jo grad hei hinne wëllen ënnert d'Äerm gräifen an d'Saache méi einfach, méi transparent maachen.

Ech kann och weiderhi garantéieren, dass déi schützend Hand vum Interieur net verschwonnen ass, am Géigendeel: Mir strecken de Gemengen op eng ganz kollegial Manéier d'Hand weider aus a si wëssen, dass se op eis kënnen zielen, a si wëssen, esou wéi eise Programm et seet, dass se dat mat eis zesumme matenee fir eng modern Gemeng alles kënne maachen.

A wann ech vu resiliente Gemenge schwätzen, da sinn ech och der fester Iwwerzeegung, dass d'Gemengen nun emol eng gewëss Gréisst brauchen, an dofir bleiwen d'Fusioune fir eis e ganz wichtegt Instrument, op dat mer weiderhi setzen. Wéi gesot, et muss op d'Initiativ vun de Gemengen aus goen, zesumme mat den Awunnerinnen an Awunner. An duerfir nach eng Kéier Felicitatiounen un déi véier Gemengen, dass si dëse Wee gaange sinn an dass si och elo bereet sinn ze fusionéieren.

Et war ganz – dat wëll ech och soen – agreabel, mat hinnen ze schaffen. Mir hu vill Zäit matenee verbruecht, virun allem hutt Der nach méi Zäit mat menge Servicer verbruecht. Mee dat gehéiert dozou. Wéi gesot, mir hëllefen do, wou mer kënnen. Mee et huet mech net iwwerrascht, dass mer esou gutt matenee fonctionéiert hunn, well ech ka mech un déi éischt Gespréicher erënneren, wéi iwwerzeegt Der waart, wéi eng Dynamik Der mat erabruecht hutt, an dat huet sech och esou duerchgezunn an et ass och gutt, dass mer esou kënne weiderschaffen. Voilà!

Dëst gesot, sinn ech frou – an ech gräifen dann elo schonn dem zweete Punkt vir –, dass mer elo un déi magesch Grenz vun 100 Gemengen hei am Land kommen. A falls elo déi eng oder aner Gemengeresponsabel eis nolauschteren an och elo op de Goût komm sinn a Loscht hunn ze fusionéieren: Meng Dier steet Iech op!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8003. Den Text steet am Document parlementaire 8003[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8003 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Ier mer bei dat nächst Bestietnis kommen, géif ech dann dem Här Kartheiser nach d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Ech hu gesinn, et ass eng Resolutioun, mee ech hoffen, datt Är grousszügeg Erlabnis och op Resolutiounen unzewenden ass.

Mir haten elo d'Geleeënheet, iwwer Gemengen ze schwätzen, mir féieren och dës Debatt weider iwwer Gemengen a mir hunn als ADR geduecht, et ass vläicht eng gutt Geleeënheet, fir e Sujet an Erënnerung ze ruffen, deen awer all d'Parteien ëmmer erëm uschwätzen, deen eis all beschäftegt: Dat ass d'Trennung vun de Mandater.

Well mir hunn e Superwaljoer, mir wëssen, mir hunn elo Gemengewalen den 11. Juni a mir hunn dann am Oktober Chamberswalen, eng Geleeënheet, wéi um Tablett presentéiert, fir dat ëmzesetzen, wat all Partei am Laf vun der Zäit ëmmer erëm betount a versprécht: Wéi wichteg et ass, déi eng Mandater vun deenen aneren ze trennen.

(Interruption)

Maja, merci. A mir hunn och net nëmme gesinn, wéi gesot, datt d'Parteien alleguer, souwäit ech weess – mir hunn dat e bëssen nogelies an deenen engen oder anere Programmer –, de Prinzipp ëmmer erëm betount hunn, mee och am Regierungsaccord vun 2013, mir hunn en och hei zitéiert an dëser Resolutioun, och 2018, ass souguer e genauen Zäitplang dann ugekënnegt, wéini d'Regierung sech da wëll där Saach dann endlech unhuelen.

An do steet am Accord de coalition: „Après l'adoption de la nouvelle Constitution", an esou weider, maache mer dat dann, da këmmere sech d'Regierungsparteien. An et ass zwar elo net zu der Freed vun der ADR, mee et ass nun emol eng Tatsaach, datt déi nei Constitutioun adoptéiert ass. An do hu mer geduecht, dat ass den Abléck, fir den Theema hei ze etabléieren an dann d'Glafwierdegkeet vun der Politick, vun där mer jo alleguer schwätzen, ze beweisen, doduerch datt mer eng Resolutioun etabléieren, déi eigentlech de Wee weist.

Déi Leit, déi e Buergermeeschter- oder Schäfferotsmandat unhuelen no de kommunale Walen, déi sollen op hire Sëtz an der Chamber verzichten – well dat ass jo da logesch, dat ass eng Mandatstrennung – respektiv Leit, déi dann awer mat a Wale ginn, e Recht, dat se natierlech hunn, an e Chambersmandat kréien an dat unhuelen, déi kënnen am Oktober dann op hiert Gemengemandat verzichten. An dann hätte mer dat, wat mer alleguer de Leit ëmmer erëm versprach hunn, nämlech eng Trennung vun de Mandater. Duerfir brauch et kee Gesetz, duerfir brauch et einfach politesch Glafwierdegkeet an dee feste Wëllen, dat ëmzesetzen, wat, sou wäit mir wëssen, all Parteien heibannen de Leit ëmmer erëm versprach hunn. Also: Loosse mer net driwwer schwätzen, loosse mer et maachen!

Ech soen Iech Merci.

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– sämtlech Parteien an de vergaangene Joren eng Trennung vun Deputéierten- a Schäfferotsmandater gefuerdert hunn an dëse Projet souwuel 2013 wéi och 2018 am jeeweilege Koalitiounsaccord festgehale gouf,

sou heescht et am Koalitiounsaccord vun 2013:

– „Les conditions […] de l'interdiction du cumul du mandat de députés avec des fonctions électives aux échelons tant européen que local seront déterminées",

a schliisslech am Accord vun 2018:

– „Le projet de Constitution prévoit la possibilité d'étendre l'incompatibilité du mandat de député à d'autres mandats politiques. Après l'adoption de la nouvelle Constitution les partis de la coalition vont s'atteler à revoir le statut légal du bourgmestre et des échevins. Un large consensus sur les modalités de l'introduction d'une règle de non-cumul de mandats locaux avec celui de député sera recherché",

d'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst, datt

– déi nei Verfassung elo adaptéiert ass an domat d'Konditioun vum Koalitiounsaccord vun 2018 erfëllt ass,

recommandéiert, datt

– hir Memberen, déi op Basis vum Resultat vun de Gemengewale vum 11. Juni 2023 eligibel fir e Buergermeeschter- oder Schäfferotsmandat ginn, dëst Mandat entweeder net unhuelen oder op hire Sëtz an der Chamber verzichten.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser.

10. 8025 – Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 8025 iwwert d'Gemengefusioun vu Bous a Waldbriedemes. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Carlo Weber (LSAP), rapporteur | Här President, Madamm Minister. Da kéime mer dann zu där nächster Koppel. Beim Projet de loi 8025 geet et och ëm eng Fusioun, an zwar déi vun de Gemenge Bous a Waldbriedemes aus dem Kanton Réimech.

Ech zitéieren hei eis Madamm Inneministesch elo kuerz aus dem Interview op RTL: „Eng Fusioun vu Gemenge muss vun de Leit selwer kommen, den Esprit vun enger Fusioun, dass d'Leit dat gären hätten. D'Leit mussen dat spieren a liewen."

Déi zwee Gemengeréit hunn de 6. September 2018 respektiv de 4. Oktober 2018 decidéiert, dass sollten éischt Gespréicher en vue vun enger Fusioun opgeholl ginn an dass e Programm dofir sollt ausgeschafft ginn. Bous a Waldbriedemes schaffen haut ewell a fënnef Syndikater zesummen. Den Entworf vum Fusiounsprogramm gouf der Madamm Inneministesch den 20. Mee 2021 virgestallt. Den 9. respektiv de 25. November 2021 hunn déi zwee Gemengeréit decidéiert, e Referendum zu där geplangter Gemengefusioun ze organiséieren.

Heizou gouf och eng Broschür un all Haushalt verdeelt. Wat ech hei ganz sympathesch fonnt hunn: Hei koume sämtlech Leit aus dem Gemengerot zu Wuert. Ech hunn der e puer hei erauszitéiert an hei schreiwe se zum Beispill: „Liewenswäerter erhalen a virun ausbauen, d'Veräiner an d'Integratioun weider a méi staark fërderen", „Transparenz a grouss Biergerbedeelegung sollen och an där neier Gemeng Prioritéit hunn", „duerch d'Fusioun méi staark, dat bedeit méi groussen Drock och fir eng Ëmgeeungsstrooss", „de Bierger kritt besser Servicer ugebueden, zum Beispill d'Landwirtschaft an d'Wënzer, déi an dësen Zäiten eng fair Ënnerstëtzung brauchen", „länger Ëffnungszäiten an eise Verwaltungen", „verbessert Liewensqualitéit an alle Beräicher" – deemno ganz positiv Ënnerstëtzung hei vun de Membere vum Gemengerot.

De 17. Mäerz 2022 ass eng gemeinsam Informatiounsversammlung organiséiert ginn, un där och d'Madamm Inneministesch souwéi Vertrieder vum Syvicol deelgeholl hunn. D'Bierger sinn do ënner anerem iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir d'Projeten informéiert ginn, déi mat deene Gelder solle realiséiert ginn. Dës Projete goufen an dësem Projet de loi opgelëscht.

Als Éischt soll en neit Gemengenhaus zu Waldbriedemes gebaut ginn. Zu Trënteng kréien d'Gemengenaarbechter den Atelier communal ausgebaut a moderniséiert. De fréiere Presbytère zu Waldbriedemes gëtt zu engem Centre culturel ëmgebaut.

Wann déi nei Gemeng fäerdeg ass, ginn déi besteéend Gemengenhaiser vu Bous an Trënteng zu Veräinszenteren ëmgebaut. Dat fréiert Paschtoueschhaus zu Trënteng gëtt ëmgebaut zu enger Crèche. De Sport- a Kulturzentrum zu Bous gëtt vergréissert.

Als leschte Punkt steet am Gesetzesprojet, dass déi al Schoul zu Waldbriedemes an d'Gebailechkeete wäert integréiert ginn, déi fir d'Verwaltung a fir kulturell Aktivitéite benotzt ginn.

No der Informatiounsversammlung gouf den 3. Abrëll de Referendum organiséiert. Opgrond vun deem positive Resultat hunn d'Gemengeréit vun deenen zwou Gemengen den 28. Abrëll respektiv de 5. Mee 2022 definitiv festgehalen, datt et ab dem 1. September 2023 dann zur Fusioun soll kommen.

Déi nei Gemeng dréit den Numm Bous-Waldbriedemes. Den 8. Juni 2022 huet d'Madamm Inneministesch dëse Projet de loi deposéiert. Well d'Dispositiounen am Text zu engem gudden Deel déi selwecht si wéi am Projet de loi 8003, huet d'Regierung den 1. August 2022 och dësen op deene selwechte Punkten amendéiert, déi bei deem anere Projet vum Staatsrot kritiséiert gi waren.

De Staatsrot huet deemno just en Avis musse maachen iwwert den amendéierte Projet. Dësen Avis krute mer den 23. Dezember. Den Avis, dee generell positiv ass, huet eng Rei Propose gemaach, ënner anerem zum Siège vun där neier Gemeng. Effektiv gesäit de Projet de loi vir, dass an enger éischter Etapp de Sëtz vun der Gemeng zu Bous ass, bis dat neit Gemengenhaus zu Waldbriedemes fäerdeg ass.

(Interruption)

Dann huet de Gemengerot eng Deliberatioun, fir de Sëtz vun der Gemeng Waldbriedemes ze verleeën.

De Syvicol huet säin Avis den 18. Juli 2022 virgeluecht, wou en am Prinzipp nach emol eng Ënnerstëtzung fir d'Fusiounen am Allgemengen a fir déi vu Bous a Waldbriedemes am Speziellen ënnersträicht.

Wéi geet et virun? Gi mer dervun aus, datt mer d'Gesetz elo stëmmen, sou wéi bei der Fusioun vun de Gemenge Groussbus a Wal, gëllt och an dësem Fall eng Iwwergangsperiod, wärend där déi nei Gemeng an zwou Sektiounen ënnerdeelt ass, déi dem aktuellen Territoire vun de Gemengen entspriechen. En neie Gemengerot vun eelef Membere gëtt den 11. Juni 2023 gewielt, sechs vun deene Gemengeréit vertrieden d'Sektioun Bous a fënnef Gemengeréit vertrieden d'Sektioun Waldbriedemes.

De Schäfferot setzt sech zesummen aus dem Buergermeeschter an dräi Schäffen, woubäi jeeweils zwee Gewielter aus enger Sektioun kommen. D'Fusioun trëtt den 1. September 2023 a Kraaft an dat ass och de Moment, wou deen neie Gemengerot seng Aarbecht ophëlt.

Ab de Gemengewale vun 2029 gëtt d'Zuel vun de Conseillere respektiv vun de Membere vum Schäfferot erëm no deenen übleche Modalitéite festgeluecht. Gewielt gëtt an där Iwwergangsperiod nom Majoritéitssystem, duerno gëllen déi allgemeng Bestëmmunge vum Walgesetz.

De Gesetzesprojet enthält hei och Bestëmmunge fir d'Personal vun deenen zwou Gemenge fir sécherzestellen, datt d'Leit vun der neier Gemeng iwwerholl ginn. Si sinn dann zoustänneg an der Gemeng Bous-Waldbriedemes, fir am Moment net grad ..., si steieren awer op 3.000 Awunner hin, op enger Fläch vu 27,99 Quadratkilometer.

Domat wier ech hei um Schluss och vun dësem Rapport. Jidderengem nach villmools merci, deen un dësem Dossier matgeschafft huet. Villmools merci och un d'Kolleegen aus der Kommissioun. Villmools merci och un d'Beamten. Ech gesinn, et sëtzt och eng Partie hei op der Tribün an d'Buergermeeschtere sinn och do vertrueden, den Här Carlo Kütten an den Här Thomas Wolter. Hinnen och villmools merci. Ech mengen, si sinn och ganz aktiv gewiescht an dësen Dossieren. Nëmmen esou konnt dës Fusioun entstoen.

Dann, ab dem 1. September si mer dann elo bei just nach 100 Gemengen. Dat soll awer elo keng Brems sinn. 100 ass eng schéin Ziffer, fir weider Fusiounen hei ze ënnerstëtzen! Ech kommen och aus enger Fusiounsgemeng, aus der Gemeng Wëntger, an ech kann Iech soen, do ass d'Liewensqualitéit ganz gutt an d'Fusioun huet do hir Friichte gedroen!

An deem Sënn nach eng Kéier all Guddes fir déi nei Gemeng Bous-Waldbriedemes. Wéi gesot, mir steieren elo op 100 Gemengen zou a weider Fusioune si wëllkomm. Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Carlo Weber villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Michel Wolter.

Discussion générale

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, léif Kolleegen, esou wéi am Projet virdrun, wou ech mer erlaabt hat, e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen zur Fro vun de Gemengefusiounen ze maachen, wëll ech och an dësem Projet deenen zwou Gemenge vu Bous a Waldbriedemes felicitéiere fir déi Initiativ, déi se geholl hunn, dee Courage, dee se och haten, fir sech hire Leit ze stellen, mat de Leit ze diskutéieren an zu engem Ofschloss ze kommen.

Dat ass e Wee, deen ee roueg kéint goen. Dee Wee ass an de 70er-Jore bei véier Fusiounen net gaange ginn. Den Här Engelen huet doriwwer geschwat. Ech kennen dee Wee, deen deemools gaange ginn ass. Dat war den Inneminister, den Här Wohlfart, deen eng nei Kaart wollt zeechnen. Do waren am Ufank eigentlech 37 Gemenge virgesinn, déi sollte geschafe ginn. Dat heescht, d'Iddi, fir eist Land administrativ op aner Féiss ze setze wéi déi vum Napoleon, déi gëtt et scho säit enger Rei vu Joren a Joerzéngten an der Lëtzebuerger Politick.

Ech hat virdrun net déi Fusioun ugeschwat, déi fir mech eigentlech déi wichtegst an der Geschicht vun eisem Land war an iwwert déi ganz wéineg geschwat gëtt, déi awer, wa se net virun 103 Joer geschitt wier, eist Land an eng Situatioun bruecht hätt, dass mer eng Haaptstad gehat hätten, déi sech vum Bockfiels bis bei d'nei Avenue, vläicht e bësse weider, ausgestreckt hätt. Dat heescht: Scho virun 103 Joer hu Leit sech beienee gesat, hu mateneen diskutéiert an hu sech d'Fro gestallt, wa mer e moderne Staat wëlle sinn a wa mer eng Haaptstad wëllen hunn, déi derwäert ass, musse mer dann net aus deem Perimeter, deen eebe vum Napoleon geschafe ginn ass, erausgoen. A sou sinn d'Fusioune vun Hamm, Rollengergronn, Hollerech mat Lëtzebuerg entstanen a vun Eech mat Hollerech.

Déi éischt hunn ech elo net gelies, mee déi zweet aus dem Joer 1920 hunn ech gelies. An ech hat et net gegleeft, wéi ech et gelies hunn. Deemools ass schonn e Referendum gemaach ginn. Dat heescht, d'Leit vun Eech, déi hunn doriwwer ofgestëmmt, ob se wéilte bei d'Stad Lëtzebuerg bäigeschloe ginn oder net an hunn an engem Referendum positiv doriwwer ofgestëmmt.

Dat kéint eng Prozedur an e Wee sinn, déi ech beschriwwen hunn. Ech hu keen ..., ech hu keng Prozedur beschriwwen, déi a Stee gemeesselt ass. Mäin Opruff ass deen, dass mer e Wee, dee mer, mengen ech, alleguerte gesinn, wa mer éierlech mat eis selwer sinn, dass mer deen no den nächste Wale weidergi mam Zil, e modernt Land ze kréien.

Eng Diskussioun kann ee provozéieren. D'Enn kann op sinn. D'Modalitéiten, wéi een dat mateneen diskutéiert, déi kënne variabel sinn. Do gëtt et keng A-priorien. Mee fir ze mengen, datt et just nom Wee geet, deen d'Madamm Ministesch beschriwwen huet, nämlech deen, dass eigentlech d'Initiativ aus dem Lokale misst kommen, fir deen dote Wee ze beschreiwen, dee Wee, also déi Iddi, déi deele mir als CSV net. A mir wäerten an eisem Walprogramm op jidde Fall an déi Richtung plädéieren.

Dat gesot, nach eng Kéier: Deenen zwou Gemengen an hire Vertrieder felicitéiere mer fir déi Initiativ. Ech weess, dass et e Wee ass, dee vill Courage verlaangt, mee et ass esou wéi de Rapporter et elo gesot huet: Heiansdo féiert de Courage och no enger Rei vu Joren zur Erkenntnis, datt een an engem gewëssene Moment Courage gebraucht huet an dass een duerno ni méi op dat wéilt zréckkommen, wat ee fréier eng Kéier hat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wolter. An da wier et um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Als Alleréischt géif ech gären dem Rapporter, dem Carlo Weber, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an och de Gemengeresponsabelen aus deenen zwou Gemengen, aus der Gemeng Bous an aus der Gemeng Waldbriedemes felicitéiere fir dee Schrëtt, dee se decidéiert hunn, zesummen ze goen, fir déi Fusioun, déi mer haut um legislative Wee ofschléissen, mateneen anzegoen.

Als Bouf, ech schwätzen elo vun Ufank bis Mëtt der 80er-Joren, hunn ech ganz vill Zäit zu Mutfert bei menger Famill verbruecht. A wa mir bei de Bauer gaange sinn, da si mer an den Dall gaangen. An den Dall, dat wësst Der natierlech do uewen, dat war den Trëntenger Dall. A mäi Cousin an ech, déi mir herno eisen Horizont iwwert d'Réimecher Strooss erweidert hunn, hunn alleguerte relativ séier déi kleng Dierfercher der Rei no do kennegeléiert: Ierseng, Trënteng, Réid, Aassel bis erof op Bous. Awer déizäit gouf et dee grousse Rond-point nach net, deen haut zu Bous ass, deen eriwwer op Welfreng an erop op Réimech féiert, dee gouf et déizäit nach net.

Haut offizialiséiere mer also déi Fusioun, déi vun de Leit aus deenen zwou Gemenge matgedroe ginn ass. Den Här Weber huet eis et zwar net gesot, zu Bous waren op den 31. Dezember dëst Joer (veuillez lire: den 1. Januar 2022) 1.688 Leit ugemellt an zu Waldbriedemes 1.265. A mir wäerten dann do och iergendwann – mir si jo elo scho ganz no un deenen 3.000 Awunner – op de Proporzsystem kippen. An do wéilt ech da vläicht hei och eng Kéier mäin Hutt an de Réng geheien, ob mer eis net sollen – déi Leit, déi an der nächster Legislaturperiod hei wäerte sëtzen – awer eng Kéier Gedanke maachen, ob déi Zuel vun 3.000 Leit nach adequat ass.

Also ech hunn eng Kéier an enger Gemeng gehollef, fir Leit sichen ze goen: 3.000 Awunner, 4 Lëschte mat 11 Leit, du bass 44 Kandidate siche gaangen. Ech muss Iech soen, c'est pas très très facile.

Wann een e bëssen als Ostdeputéierten, a mir hunn der jo siwen heibanne mat de Ministeren, duerch de Réimecher Kanton kënnt, da gëtt et zwee Evenementer an deene Gemengen, déi ganz, ganz interessant sinn. Éischtens ass dat emol d'Kiischtefest zu Trënteng bei der Trëntenger Kierch ufangs Juli. Ech gesi meng Kolleegin, d'Carole Hartmann, laacht. Si ka sech nach erënneren, wéi mer d'lescht Kéier zesummen do waren. Dat ass immens, immens flott. Et ass organiséiert vun der Trëntenger Musek. An am August gëtt et e Rendez-vous fir d'Frënn vum Reitsport zu Waldbriedemes: d'Waldbriedemes Classics, ee Weekend mat Dressurkompetitiounen an ee Weekend mat Sprangkompetitiounen.

Pour la petite histoire: Mir hunn elo hei d'Fusioun vun zwou Gemengen. An den Ugangsgespréicher waren awer och nach déi eng oder aner Gemengen, déi Interessi ugemellt haten, mee aus engem oder engem anere Grond huet dat sech herno net gemaach.

Mir stelle fest, an et ass virdru gesot ginn, dass et fir déi kleng Gemengen ëmmer méi schwiereg gëtt, fir déi vill an déi divers Aufgaben ze erfëllen. Et kommen ëmmer nei Aufgaben derbäi. Ech nennen do just d'Kannerbetreiung. Ech nennen awer och d'Hëllef, fir ëffentlech Wunnengen ze schafen. An duerfir brauch een déi finanziell Mëttelen an et brauch een och genuch Personal. Déi kleng Gemenge kënnen dat haut kaum nach – ech soe kaum nach! – zesumme schëlleren.

Fir d'DP ass kloer, dass eng Fusioun, eng Gemengefusioun nëmme ka stattfannen, wa se vun de Bierger matgedroe gëtt. Si kann net vun uewen erof diktéiert ginn, mee d'Leit musse kënne matschwätzen. D'Leit musse kënnen hir Iddie mat erabréngen. D'Leit musse kënnen hiren Input ginn an et muss natierlech och fir d'Leit kloer sinn, wat d'Plus-value fir si vun enger Gemeng ass.

Une voix | Ganz gutt!

M. Gilles Baum (DP) | An enger Fusioun mussen natierlech déi finanziell Mëttele gebündelt ginn. Nei Projete musse kënnen entstoen – an de Rapporter huet eis se hei opgezielt – an et muss natierlech méi Liewensqualitéit fir d'Leit erauskommen.

Ech wënschen där aktueller an dann natierlech där neier Gemengeféierung, déi sech no de Gemengewalen da wäert zu fënnef an zu sechs a véier Leit am Schäfferot zesummesetzen, eng glécklech Hand. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi nei Gemeng hei e ganz, ganz staarkt Stéck Oste gëtt a vläicht, et weess ee jo net, kënnt am Laf vun de Jore bei déi nei Gemeng hei nach déi eng oder aner derbäi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da wier et un där honorabeler Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Kolleeginnen a Kolleegen, léif Gemengevertrieder hei op der Tribün, mir stëmmen haut d'Gesetz fir d'Gemengefusioun tëscht Bous a Waldbriedemes. Aktuell zwou relativ kleng Gemengen, gepräägt duerch Landwirtschaft a Bëscher, déi no der Fusioun eng Fläch vu knapps 28 Quadratkilometer ausmaachen, zesummen op knapp 3.000 Awunner kommen an déi haut scho vill Gemeinsamkeeten hunn.

Et geet drëms, zesumme méi staark ze sinn, et geet drëms, Synergien ze schafen an et geet drëms, de Bierger an de Biergerinne méi a besser Déngschtleeschtungen ze garantéieren a parallell och méi Liewensqualitéit ze bidden.

Als kleng Fusiounsanekdot: de Bousser Fussball virun 13 Joer. Ech erënnere mech nach un d'Onzefriddenheeten an d'Knouteren tëschent dem Réimecher an dem Bousser Fussball, wou se sech hu missen agestoen, datt et just nach zesummen eng Zukunft fir béid Veräiner gëtt. An haut schwätzt kee méi vu Bous oder Réimech, mee haut ass et den URB, deen e perfekt Beispill vun enger gelongener Veräinsfusioun presentéiert.

Ech mengen, et geet haaptsächlech drëms, eng Kéier iwwer säin eegene Schiet ze sprangen, a wann een dat bis fäerdegbruecht huet, da maache sech eng jett nei Dieren op, mat deenen een definitiv op der gewonnener Säit ass.

Als Gréng si mer der Meenung, datt all Awunnerin an all Awunner déi beschtméiglech Offer u Servicer vun der ëffentlecher Hand zegutt hunn, an dat egal wou se wunnen. Fir dat kënnen um Terrain ëmzesetzen an ze garantéieren, brauch eng Gemeng awer eng gewësse Masse critique, eng gewësse Gréisst also.

Mat der Fusioun tëscht Bous a Waldbriedemes entstinn, wéi gesot, ganz nei Méiglechkeeten, dat virun allem duerch déi méi attraktiv Finanzen. Ech wëll hei just e puer vun den Infrastrukturprojeten, de Mobilitéitsprojeten an och d'Veräinsliewen ervirhiewen. Déi aktuell Gemengegebaier sinn zum Beispill absolutt net méi um neiste Stand, sief et, wat d'Aarbechtskonditioune fir d'Beamten, nach, wat d'Accessibilitéit fir Leit mat enger Aschränkung ugeet.

Et gëtt also héich Zäit, datt hei e modernt a funktionaalt Gemengenhaus hikënnt, dat dem haitege Besoin gerecht gëtt an esou natierlech och eng besser Qualitéit vum Service garantéiere kann. Esou bréngt d'Gemengefusioun och mat sech, datt an deene Servicer, wou haut vläicht just eng Persoun responsabel ass, der duerno op d'mannst zwou zoustänneg sinn, wat och nees zu engem méi attraktive Service client féiert.

Och bei de schouleschen Infrastrukturen entsteet e grousst zukünftegt Synergiepotenzial. Duerch Reorganisatiounsméiglechkeeten entsti méi Maison-relais- a Schoulkapazitéiten esouwéi eng besser Schoulorganisatioun.

D'Mobilitéit soll méi attraktiv gestalt ginn, dat duerch den Ausbau vum Vélosreseau, der Konnexioun vun de verschiddenen Dierfer duerch flott Foussgängerweeër an et ass och e Ruffbussystem virgesinn. Et gouf och schonn Terrain opkaf, fir d'Dierfer effektiv duerch flott Vëlos- a Wanderweeër mateneen ze verbannen.

Als leschte Punkt géif ech dann nach gär op d'Veräinsliewen agoen, wat eminent wichteg ass, fir datt en Duerf oder eng Stad lieft an d'Awunner an d'Awunnerinne sech mat hirer Gemeng verbonne fillen an engagéiert sinn. Hei schwätzen ech vun net manner wéi 30 Veräiner. Deene gëllt et, adequat Infrastrukture souwéi och eng gewësse Qualitéit ze bidden.

Ee grousse Projet, deen en vue ass, ass den Ausbau an d'Vergréisserung vum Sport- a Kulturzentrum zu Bus. Den Dëschtennis, d'Musek, an de Fussball, modern Raimlechkeete fir d'Kultur, Veräins- a Versammlungsraim an natierlech Sportflächen, adaptéiert un d'Besoine vun de Bierger a Biergerinnen, sollen hei Plaz fannen.

Ech kéint nach laang weiderfueren a weider Virdeeler a Synergië vu Fusiounen opzielen, mee dat sprengt haut elo hei de Kader.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech awer nach alle Gemengeresponsabele vu Bous a Waldbriedemes explizitt felicitéieren, datt se sech 2018 getraut hunn, op dëse Wee vun enger Fusioun a vum Intérêt général ze goen, woubäi zu Waldbriedemes d'Ekipp ënnerwee geännert huet. Esou eng Fusioun ass sécherlech net dee politesch einfachste Wee a brauch deen néidege politesche Courage.

Do dernieft geet awer och e wichtege Merci un d'Personal vu béide Gemengen, dat, wéi virdru schonn erwäänt, a klenge Gemenge meeschtens just ganz kleng Kapazitéiten huet an awer déi ganz Fusiounsvirbereedungen- a Prozedure stëmme muss, bis datt et propper leeft.

Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech wënsche vill Succès fir déi spannend Zäit, déi virun der Dier steet. An natierlech nach e grousse Merci un de Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Gary. An elo ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, ech wëll fir unzefänken dem Här Carlo Weber en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et kann een nëmmen deenen zwou Gemenge gratuléieren zu där Initiativ, déi se geholl hunn, fir do eng Fusioun ze maachen. An ech mengen, et ass zu engem gudde Resultat komm. Da bleift mir soss näischt iwwreg, wéi hinne vill Erfolleg fir d'Zukunft ze wënschen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen et och dës Kéier nees kurz und bündig. Dem Rapporter e grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. De Bous-Waldbriedemesser vill Courage. Ech weess, datt si nach ganz vill flott Projeten um Wee hunn, déi si wëllen zu Enn bréngen. Duerfir hinnen, wéi gesot, e gudde Courage an eng gutt Händchen. An dann ... Mir stëmmen natierlech och dësem Projet de loi zou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Carlo Weber fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Eis Iwwerleeunge sinn nach ëmmer déi selwecht wéi virun 20 Minutten. Deementspriechend bleift och hei just nach, den Accord ze ginn an deenen zwou Gemengen alles Guddes ze wënschen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Ech verweisen op meng mëndlech Ausso vu virdrunner. Ech bleiwe bei deem, wat ech och gesot hu mat der Fräiwëllegkeet. An ech mierken och, dass hei eng grouss Zoustëmmung an de Fraktiounen ass.

Fir de Rescht nach eng Kéier merci dann och fir dëse Rapport. An da bonne Chance deenen do uewen a super, dass Der et maacht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8025. Den Text steet am Document parlementaire 8025[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8025 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn elo um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.07 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Apprentissage des adultes	7099	Sven Clement	80
Ancien bâtiment de la gendarmerie à Rodange	7172	Marc Goergen	81
Réserve naturelle « Trëntengerdall »	7177	Jeff Engelen	81
Impact de l'accord sur les puits de carbone	7180	Martine Hansen, Octavie Modert	82
Endettement des jeunes	7183	Nancy Arendt épouse Kemp	82
Impact de la digitalisation sur l'empreinte carbone	7186	Fernand Kartheiser, Fred Keup	82
Central téléphonique 112	7189	Sven Clement	83
Extradition de ressortissants luxembourgeois	7193	Fernand Kartheiser, Roy Reding	83
« Housing First »	7198	Djuna Bernard, François Benoy	84
Installation de bornes de recharge dans les communes	7199	François Benoy	84
Travaux sur l'A3	7208	Marc Lies	85
Vaccin contre le HPV (papillomavirus humain)	7209	Martine Hansen, Claude Wiseler	85
Scolarisation des mineurs non accompagnés	7211	Martine Hansen, Max Hengel	85
Construction d'un nouveau centre national de tennis à Esch-sur-Alzette	7213	Georges Mischo	86
Pédiatres	7215	Sven Clement	86
Production de pommes de terre	7217	André Bauler, Gusty Graas	86
Suivi logement en milieu ouvert (SLEMO)	7221	Martine Hansen, Octavie Modert, Marc Spautz	87
Production de pommes de terre	7228	Martine Hansen	87
Procédure d'attribution des concessions de pharmacie	7231	Josée Lorsché	87
Approvisionnement en kérosène de l'Aéroport de Luxembourg	7234	Sven Clement	88
Décrochage dans l'enseignement musical	7237	Marc Goergen	88
Ancien haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Sports	7239	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo	88
Déménagement de l'unité SAMU Luxembourg 2	7240	Marc Lies	89
Droits des personnes occupées dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi	7244	Sven Clement	89
Pénurie en antibiotiques	7248	Jean-Marie Halsdorf	89
Années d'études dans le cadre de la retraite	7254	Fernand Kartheiser	90
Taxe d'abonnement réduite	7259	Laurent Mosar	90
Mécanisme de solidarité en Europe	7263	Fernand Kartheiser	90
Prime environnementale	7264	Martine Hansen	90
Violences dans les crèches et foyers pour enfants	7265	Sven Clement	90
Compte épargne-temps (CET) dans l'enseignement secondaire	7270	Martine Hansen	91
Structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (DPI) sise à Weilerbach	7271	Martine Hansen, Max Hengel	91
Personnel enseignant au Centre de logopédie	7272	Martine Hansen, Marc Spautz	92
Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider	7274	Roy Reding, Fernand Kartheiser	92
Métier d'aide-soignant	7275	Martine Hansen	93
Lignes de bus desservant les arrêts dans des zones industrielles	7276	Myriam Cecchetti	93
Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire	7315	Sven Clement	94
Accès au Registre des bénéficiaires effectifs	7324	Sven Clement	94
Besoins de traduction lors de contrôles des agents de l'ITM	7329	Myriam Cecchetti	95
Matériel didactique pour apprendre le français au cycle 3	7333	Martine Hansen	95
Nouvelle législation relative à la santé animale	7339	Chantal Gary	96
Arrêt C-694/20 du 8 décembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne	7348	Laurent Mosar, Marc Spautz	96
Limitation des payements en espèces	7350	Fernand Kartheiser, Roy Reding	96
Arrêt C-694/20 du 8 décembre 2022 Cour de justice de l'Union européenne	7352	Laurent Mosar	97
Incendie à Kayl	7353	Marc Goergen	97
Impact des lois environnementales sur les projets de construction	7361	Fred Keup	97
Arrêts de bus	7363	Jeff Engelen	98
Durée des placements provisoires d'enfants	7367	Sven Clement	99

Apprentissage des adultes | Question **7099** (31/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann eng Persoun am Apprentissage adulte säin DAP gepackt huet an sech besser Chancen am Beruffsliewe wëll erschaffen, kann en och nach den Diplom vum Technicien maachen. Do muss een dann am Normalfall op enger Deuxième ufänken. Wéi verschidde betraffe Schüler a Schülerinnen erkläert kruten, kéint een angeeblech d'Deuxième iwwersprangen an direkt op der Première ufänken, wann een d'Mentioun „excellent" erreecht hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aspekter gi fir déi erwäänte Mentioun „excellent" gekuckt, fir dass eng Persoun d'Deuxième kann iwwersprangen? Sinn dat zum Beispill d'Notten aus alle Fächer, déi dofir gekuckt ginn, oder bezitt sech dës Mentioun just op eng Selektioun vu Fächer?

2. Déi entspriechend Course kënnen aktuell nëmmen am Lycée zu Lalleng gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren, fir dass dës Coursen och an aneren, méi zentral geleeëne Lycéeë kënne stattfannen?

3. Aktuell ass et virgesinn, dass een d'Deuxième à temps complet muss maachen an nëmmen d'Première kann am concomitant gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren an och d'Deuxième genau wéi d'Première am concomitant unzebidden?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Méiglechkeet vum Iwwersprange vun der 2e steet am Artikel 33septies Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung:

« (2) L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP, mention "excellent", est admis en dernière année de la formation de technicien.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29. »

Am Artikel 32 aus dem nämmlechte Gesetz gëtt opgeziilt, wéi eng Zorten u Modüllen an der Beruffsausbildung existéieren:

« Les domaines d'apprentissage sont constitués d'unités capitalisables subdivisées en modules.

Il existe cinq types de modules :

1. des modules fondamentaux ;
2. des modules complémentaires ;
3. des modules facultatifs y compris les modules préparatoires aux études techniques supérieures ;
4. des modules de projet intégré ;
5. des modules de stage.

Les modules fondamentaux, complémentaires ainsi que les modules de stage sont obligatoires. Chaque formation comprend obligatoirement un projet intégré final. Les modules facultatifs permettent d'élargir la formation professionnelle initiale.

Les modules préparatoires aux études techniques supérieures peuvent être accomplis soit pendant la durée normale des études, soit à la suite de l'obtention du diplôme.

Un règlement grand-ducal fixe la durée de la formation par métier et profession, le nombre des unités capitalisables et des modules, ainsi que le caractère, les objectifs, le contenu, la séquence et la durée des modules. »

Des Weidere seet den Artikel 20 aus dem modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 15. August 2019 iwwert d'Evaluatioun an d'Promotioun an der Beruffsausbildung Follgendes:

« (1) L'autorité nationale pour la certification professionnelle décerne les mentions suivantes au CCP, au DAP ou au DT, sur la base des modules qui sont prévus par les programmes des deux dernières années de la formation ou, le cas échéant, pendant la seule année de formation, y compris le projet intégré final, et qui ont été évalués :

1. la mention "excellent" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 52 points ;
2. la mention "très bien" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 48 points ;
3. la mention "bien" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 40 points ;
4. la mention "assez bien" si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 36 points.

(2) Lors du calcul de la moyenne générale, le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure. »

ad 2. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fäll betreffe Persounen, déi hir 4e an 3e am Technicien administratif et commercial gemaach hunn an duerno gäre wëllen hir 2e a 1re ënner Léiervertrag maachen. Do ass et effektiv esou, datt déi eenzeg Méiglechkeet fir dës Leit doranner besteet, op enger 2e Technicien vente et gestion am Lycée technique de Lallange weiderzefueren. Dës Formatioun gëtt nëmmen an dësem Lycée ugebueden. Wann d'Demande fir dës Formatioun sollt wuessen, ass et selbstverständlech drun ze denken, se och am Zentrum oder am Norde vum Land unzebidden.

ad 3. Et ass richteg, datt déi Leit, déi aktuell wëllen den Technicien administratif et commercial bis zum Diplom weiderféieren, hir 2e am Plein temps musse maachen. Duerno hu se de Choix, ob se op der 1re an de Régime concomitant wëlle wiesselen oder bis zum Schluss am Plein temps bleiwen. Aktuell ginn all d'Technikerformatiounen am administrative Beräich iwwerschafft an et ass virgesinn, datt no dëser Refonte all administrativ Formatioune souwuel am Plein temps wéi och am Régime concomitant vun der 2e un ugebuede ginn.

Ancien bâtiment de la gendarmerie à Rodange | Question **7172** (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Staat ass Proprietär vum ale Gendarmeriesgebai zu Rodange souwéi dem Terrain hannendrun (Kadasterparzellen 634/2581 & 634/2582). Zënter Jore steet dëst schéint historescht Gebai eidel, nodeems de Rodanger Policebüro hei zougemaach gouf.

Den Informatioune vum Kadasteramt no, hunn dës 2 Terrainen eng Gesamtgréisst vun 30 a. D'Gebai selwer gouf als schützenswäert aklasséiert an dierf deemno net an der Substanz verännert ginn. Des Weideren huet d'Gemeng Péiteng den Terrain an eng HAB2-Zon gesat, wat bedeit, dass d'Gebai fir Wunnzwecker muss genotzt ginn.

Um Terrain nieft der Gendarmerie (Kadasterparzell 625/8274) plangt de Fonds du Logement iwwregens grad de Bau vun ëffentleche Wunnengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlech Aarbechten & Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Ass geplangt, fir an der aler Gendarmerie ëffentleche Wunnraum ze bauen?
Falls jo, bis wéini sollen hei Wunnengen entstoen?

2. Fir wéi eng Zwecker gëtt d'Gebai aktuell genotzt?

Réponse (21/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1. Nee, do ass am Moment näischt geplangt.

ad 2. Aktuell ginn 3 vun de 4 Haiser als Wunnenge genotzt. Säit 2016 stellt de Staat se der „Fondation pour l'accès au logement" zur Verfügung mat enger entspriechender Konventioun. Dat 4. Haus gëtt als „antenne de l'Agence immobilière sociale" fir de Süde genotzt.

Réserve naturelle « Trëntengerdall » | Question **7177** (14/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wéi déi lescht Deeg an enger Rei Presseartikelen ze liese war, soll am Trëntengerdall e ronn 1.716-Hektar-Gebitt, dat sech iwwert fënnef Gemengen erstreckt (Bous, Conter, Duelem, Réimech a Stadbriedemes) an „eng Naturschutzzon vun nationalem Interessi" ëmgewandelt ginn. Dem Lëtzebuerger Bauer no handelt et sech bei ronn 75 Prozent vun dëser Fläch ëm privat Terrainen, déi dacks och landwirtschaftlech exploitéiert ginn. Déi geplangte Reklasséierung géif fir déi betraffe Bierger souwuel e staarke Wäertverloscht vum Terrain u sech wéi och eng Rei Aschränkungen an hirer deeglecher Aarbecht bedeiten. Weider schreift déi genannte Wochenzeitung, datt déi Gemengeresponsabel sech genausou iwwert feelend Transparenz bekloe wéi déi betraffe Proprietären, well si gläichermoosse viru vollend Tatsaache gestallt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert war, am Virfeld op sämtlech Berodunge mat de Gemengeresponsabele souwéi de Proprietären, déi naturgeméiss säit Joerzéngte Suerg fir en nohaltegen Ëmgang mam Terrain droen, ze verzichten?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, op wéi eng Manéier si déi betraffe Leit engersäits fir den direkte Wäertverloscht vun hirem Terrain an de laangfristege Verdéngschtausfall anerersäits indemniséiere wëll?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi dës Decisioun sech mat hirer allgemenger Politick vun der Promotioun vun der lokaler Produktioun an dem lokale Commerce verdréit?

4. Kann d'Regierung elaboréieren, ob si esou en drasteschen Aschnëtt an déi lokal Liewensmëttelproduktioun, grad am Kader vum Ukrainkrich an dem entspriechende Verloscht vun engem vun eise wichtegsten Importmarchéë fir opportun hält?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Den Trëntengerdall ass net eleng duerch seng geografesch Viraussetzungen esou ee schützenswäerten Territoire, mee zu engem groussen Deel duerch seng Notzung, duerch déi en déi besonnesch Qualitéit a Charakteristike kritt huet, déi een elo huet an déi ee wëll fir d'Notzung souwuel fir d'Landwirtschaft, d'Forstwirtschaft an de Wäibau souwéi och als Erhuelungsraum fir weider Generatiounen erhalen.

ad 1. Et gouf net op Berodunge verzicht, de Géigendeel ass de Fall. Am konkreete Fall si follgend Saachen decidéiert a lancéiert ginn:

– Déi deemoleg Regierung hat den 13. Januar 2017 am Kader vun der Approbatioun vum nationalen Naturschutzplang (Plan national concernant la protection de la nature) decidéiert, datt den Trëntengerdall op der Lëscht vun den auszeweisende „zones protégées d'intérêt national" soll stoen an datt fir dëst Gebitt en Dossier de classement géif opgestallt ginn.
– Den Optrag, fir deen Dossier auszeschaffen, ass Ufank 2020 erdeelt ginn an d'Aarbechte vum onofhängegen Expert agréé hu sech bis Enn 2021 higezunn.
– Am Februar 2022 huet déi aktuell Regierung approuvéiert, datt fir den Dossier zur Schutzzon „Trëntengerdall" mam Text vum Avant-projet de règlement grand-ducal d'Enquête publique soll duerchgefouert ginn, dëst konform zu den Dispositioune vum Naturschutzgesetz.
– Am spéide Fréijoer (Abrëll bis Juni 2022) waren éischt Entrevuë mat de Schäfferéit vun alle Gemengen, woubäi ugekënnegt ginn ass, datt d'Echangë mat ëffentleche Presentatiounen no der Summervakanz am Hierscht géife starten, dëst iert déi eigentlech Enquête publique ofgehale géif ginn. Esou Presentatioune sinn net vum Gesetz virgesinn, ginn awer an der Praxis vum fir Ëmwelt zoustännege Ministère ëmmer dann initiéiert, wann et wéinst der grousser Unzuel vun de Besëtzer net méiglech ass, mat dësen alleguer am Virfeld vun der Enquête publique eenzel ze schwätzen.

D'Enquête publique, esou wéi d'Gesetz se virgesäit, a wou d'Bierger wärend 30 Deeg hir Observatiounen zum Projet kënne maachen, huet nach net ugefaangen. Selbstverständlech ginn awer och déi Bemierkungen a Froen, déi an deenen aneren Echangen opgeworf gi sinn, och beim Finaliséiere vum Projet consideréiert, onofhängeg dovunner, ob déi Bemierkungen a Froen och nach eng Kéier op dee méi formelle Wee – als Observatioun am Kader vun der Enquête publique – eragereecht ginn.

D'Regierung huet also kengesfalls decidéiert, de Bierger hiert Recht op d'Virbrénge vun de Géigenargumenter ewechzehuelen. Et sief drun erënnert, datt dëst Recht formell am Naturschutzgesetz verankert ass.

ad 2. Den honorabelen Deputéierte geet vun engem direkte Wäertverloscht vun den Terrainen duerch d'Ausweise vun der Schutzzon aus. An der Hypothees, dass domadder de Verloscht vu Bauland gemengt ass, sou ass et esou, dass et keng Iwwerlappung vum Projet vun der Schutzzon mat de jeeweilege Bebauungspläng vun de Gemenge gëtt an dass d'Gemenge gefrot sinn, fir eng Indikatioun ze ginn, wéi eventuell zukünfteg Bebauunge kéinten ausgesinn, fir dann dës Flächen an der geplangter Schutzzon auszespueren: Et verléiert also kee Bauland.

Weider sief och kloergestallt, datt mat deenen am Avant-projet vum Reglement proposéierte Restriktiounen, och weiderhin eng landwirtschaftlech, forstwirtschaftlech oder wäibaulech Notzung méiglech bleift. Si ass souguer erwënscht, well si et jo ass, déi dee Site präägt. D'Aschätzung, wéi sech dës Restriktiounen op déi jeeweileg Betriber géifen auswierken, gëtt ë. a. op Basis vun deene Retoure gemaach, déi an deenen uewe genannte Versammlungen oder wärend der Enquête publique erakommen.

Et gëtt iwwregens haut schonn e breet opgestallte Primmesystem, dee vu villen Exploitante vun deem Terrain aktuell genotzt gëtt. Dat géif sech mam geplangte Projet net änneren.

ad 3. Déi proposéiert Restriktiounen (z. B. Asaz vu Pestiziden oder Totalherbiziden) viséiere just de Bësch, d'Biotopen an d'Baachen, wou och haut schonn Oplage virgesi sinn. Weider sinn och Restriktioune virgesinn, fir d'Dauergréngland ze erhalen. Dofir kéimen nëmme ganz wéineg nei Oplage fir d'Exploitanten duerch d'Ausweise vun der Schutzzon.

Dës Decisioun verdréit sech deemno ganz gutt mat der lokaler Liewensmëttelproduktioun, ewéi se och elo schonn do stattfënnt a weiderhin erwënscht ass. D'Ausweisung vun der Schutzzon séchert nämlech laangfristeg, datt déi landwirtschaftlech Terrainen der Landwirtschaft weiderhin zur Verfügung stinn. Des Weidere kann d'Ausweisung vun enger Schutzzon och als een Aushängeschëld déngen, grad fir eng lokal Liewensmëttelproduktioun an hir Vermaartung.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert virdru gesot, sinn drastesch Aschnëtter an déi lokal Liewensmëttelproduktioun net ze erwaarden. Am Detail festgeluecht ginn d'Fläch an déi endgülteg Dispositioune vun der Schutzzon, wéi scho gesot, eréischt nodeems all Acteur d'Geleeënheet hat, sech zum Projet ze äusseren.

Impact de l'accord sur les puits de carbone | Question **7180** (15/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Den 10. November sinn sech d'Europaparlament an de Ministerrot virleefeg eens ginn, fir den Netto-Ofbau vun CO_2 duerch natierlech Senken (puits naturels) bis 2030 op 310 Millounen Tonnen CO_2-Equivalenter eropzesetzen, dat virum Hannergrond vum Zil vun der Klimaneutralitéit an der EU bis 2050. Wéi d'EU-Kommissioun an hirem Communiqué vum 11. November matdeelt, sinn d'EU-Länner dowéinst elo ugehalen, hir national Strategiepläng am Kader vun der Gemeinsamer Agrarpolitick unzepassen.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Wat bedeit dësen Accord tëschent dem Europaparlament an dem Ministerrot konkreet fir Lëtzebuerg?

– Muss den nationale Strategieplang wéinst dem Accord elo ugepasst ginn?
• Wa jo, wat wäert sech änneren?
• Wa jo, huet dat och Auswierkungen op dat neit Agrargesetz, dat am Moment ausgeschafft gëtt?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Den 11. November hunn d'Europaparlament, de Ministerrot an d'Kommissioun ee provisoreschen Accord zu der Reglementspropose, fir de Bäitrag vum Sekteur „Landnotzung, Landnotzungsännerungen a Forstwirtschaft (LULUCF)" zu de verschäerften Klimaziler vun der EU fir 2030 ze stäerken, fonnt.

Dëst Reglement leet een Zil vun 310 Milliounen Tonnen CO_2-Equivalent fir den Netto-Zäregasofbau am LULUCF-Secteur bis 2030 fest. Konkreet heescht dëst, datt d'Späicherung vun CO_2 an de Bëscher souwéi am Buedem an der EU bis 2030 op 310 Milliounen Tonnen pro Joer muss verbessert ginn. Et gëllt also den aktuellen europawäiten Trend, deen a Richtung vun dem Ofhuelen vun de Kuelestoffsenke geet, ze inverséieren.

Dat Gesamtzil fir d'EU gëtt ënner Form vu verbindlechen nationalen Ziler op d'Memberstaaten erofgebrach. Lëtzebuerg ass domat gehalen seng Kuelestoffsenken vun duerchschnëttlech 376.000 Tonnen CO_2-Equivalent an de Joren 2016–2018 ëm 27.000 Tonnen op 403.000 Tonnen CO_2-Equivalent am Joer 2030 ze verbesseren.

Dofir mussen an éischter Linn d'Kuelestoffspäicher an eise Bëscher duerch eng klimagerecht Gestioun erhalten an zousätzlech gestäerkt ginn. Nieft Reegelen fir de Schutz vun de Bëscher, stinn Hëllefsregimer bereet, fir eng nohalteg an naturno Gestioun vun de Bëscher finanziell ze ënnerstëtzen a fir esou hir Resilienz a Kuelestoffspäicherkapazitéit ze erhéijen. Ervirzehiewen ass dobäi de „Klimabonus Bësch", deen sech u privat Bëschbesëtzer riicht (règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier), an de Règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers. Den Naturpakt (loi du 30 juillet 2021 portant création d'un pacte nature avec les communes) guidéiert d'Gemengen an hiren Efforten d'Kuelestoffspäicher op hirem Territoire ze stäerken.

Donieft gëllt et och eis Biedem als Kuelestoffspäicher ze notzen. An deem Sënn bidde landwirtschaftlech Flächen e wichtegt Potential. Vum agronomesche Standpunkt hier gesinn, enthalen den nationale Strategieplang an d'Agrargesetz wichteg Instrumenter fir d'Späichere vum Kuelestoff an der Landwirtschaft ze férderen. Fir just e puer Aspekter ze nennen, kéint ee follgend Theemen opgräifen:

– Erhale vum Gréngland a weider Férderung vum Feldfudder (temporäert Gréngland);
– Incitatiounen an Ënnerstëtzung fir net produktiv Flächen, déi awer mussen ugeséit sinn;
– Ënnerstëtzung vun Tëschefriichte fir eng Ganzjoresbedeckung vum Buedem;
– Reduzéiert Buedembeaarbechtung;
– Ënnerstëtzung fir den Uebstbau an d'Agroforesterie weider auszebauen.

All däs Aktiounen droen derzou bei, dass de Kuelestoff entweeder am Buedem oder an de Planzen ugeräichert gëtt.

Endettement des jeunes | Question **7183** (15/11/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Nom Motto „Kaf haut a bezuel muer" lackele Bezuelungsappe wéi Paypal a Klarna ëmmer méi jonk Konsumenten dozou, am Internet méi Suen auszegi wéi se hunn. Esou ginn et an Däitschland jonk Studenten/innen, déi bis zu 50.000 € Scholden hunn an net wëssen, wéi se dës sollen zeréckbezuelen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Sinn der Regierung och esou Fäll hei zu Lëtzebuerg bekannt?

– Wat gesäit d'Regierung vir dogéint ze ënnerhuelen?

– Huet d'Regierung Statistiken zu Jonken, déi sech duerch esou Appe verschëlt hunn?

– Ass virgesinn, um europäesche Level eppes en place ze setzen, fir eis jonk Leit ze schützen?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

De Finanzministère huet keng Statistiken zu Jonken, déi sech eventuell duerch Bezuelungsappen, op déi an der parlamentarescher Ufro verwise gëtt, verschëlt hunn.

Allgemeng ass et wichteg, de jonke Leit fréizäiteg Grondkenntnisser zu verschiddene Finanztheemen ze vermëttelen an e verantwortungsbewossten Ëmgang mat Geld ze fërderen. Aus deem Grond gouf am Joer 2017 vum Finanzministère déi national Strategie iwwert Wëssensvermëttlung am Finanzberäich ugeholl. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) huet an deem Kontext d'Missioun kritt, fir d'Finanzbildung zu Lëtzebuerg ze promouvéieren an d'Aktivitéiten an dem Beräich vun der „éducation financière" ze koordinéieren.

Den Informatiounsportal Lëtzfin (www.letzfin.lu) faasst déi verschidden Initiativen, déi am Kader vun der nationaler Strategie realiséiert ginn, zesummen a stellt de Konsumente verschidde Finanzinformatiounen a praktesch Outilen zur Verfügung, wéi z. B. Kredittsimulatoren, Hëllefe fir d'Opstelle vum eegene Budget, a Froen an Äntwerten zu Suen am Alldag an Iwwerschëldung. Des Weidere solle Sensibiliséierungscampagnë wéi z. B. „d'Woch vun de Suen" de Kanner a Jugendlechen e besseren a méi responsabelen Ëmgang mat Geld vermëttelen.

Um europäeschen Niveau ass de Finanzministère ënner anerem am Aarbechtsgrupp vun der Europäescher Kommissioun vertrueden, deen, zesumme mat der OECD, Basiskompetenz am Finanzwiese festleet, déi de Jugendlechen an nationale Bildungsinitiative soll vermëttelt ginn. Zudeem ginn am Kontext vun der Iwwerschaffung vun der europäescher Direktiv iwwert Kreditter fir Konsumenten aktuell am Conseil Iwwerleeunge gefouert, fir d'Praktike wéi de „Buy now pay later", op déi an der parlamentarescher Ufro verwise gëtt, méi enk ze reglementéiere mam Zil, de Konsument weider ze schützen. Dës Aarbechte ginn zesumme mam Ministère fir Konsumenteschutz realiséiert.

Impact de la digitalisation sur l'empreinte carbone | Question **7186** (15/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun der Klimapolitick gëtt dacks d'Digitaliséierung als Méiglechkeet genannt, fir CO_2 anzespueren.

An deem Sënn géife mir der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill CO_2- Emissiounen duerch d'Digitaliséierung vu Verwaltungsvirgäng vu Staat a Gemenge säit 2013 all Joers ënnert der Berücksichtegung vu méigleche groen Energien, zum Beispill fir d'Installatioun vun neie Server Locations, netto agespuert goufen a wéi dës Aspuerungen sech op déi eenzel Entitéiten (Ministèren, Verwaltungen, ëffentlech Etablissementer asw.) verdeelen? Kann d'Regierung präziséieren, bis wéini déi Prozesser, déi bis ewell keen Nettoaspuereffekt vu CO_2-Emissiounen erginn hunn, sech an deem Sënn sollen amortiséieren?

Réponse (14/12/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Digitaliséierung vu Verwaltungsvirgäng vu Staat a Gemengen ass villfälteg a spillt sech op ville Pläng of. Opgrond vun Envergure an Diversitéit u Virgäng, gëtt et keng eendeiteg Definitioun respektiv statistesch Ofgrenzung, déi et géif erlaben, esou e Relevé ze erfaassen.

Well et kee Relevé gëtt, dee virweise kann, wéi vill CO_2-Emissiounen duerch d'Digitaliséierung vu Verwaltungsvirgäng vu Staat a Gemengen netto agespuert goufen, ass et och net méiglech ze präziséieren, iwwert wéi een Zäitraum sech entspriechend Prozesser géifen amortiséieren.

Central téléphonique 112 | Question **7189** (16/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4938 vu September 2021 hat ech d'Madamm Ministesch op verschidde potentiell Dysfonctionementer um 112 higewisen. Laut der Äntwert op d'Fro 6982, Froen 1 an 2, huet d'Madamm Ministesch nëmmen d'Informatioun vun 2 Agente beim CGDIS, déi den 112 verlooss hunn, an eng Persoun, déi geplangt huet de Service ze verloossen. Dëst ass mengen Informatiounen no net richteg. Et wiere mindestens 5 Persounen, déi de Service 2022 verlooss hätten an eng Persoun, déi den Depart annoncéiert hätt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Agenten hunn tatsächlech säit ufanks des Joers den 112 verlooss?

2. War d'Madamm hei falsch informéiert?

3. Wien huet der Madamm Ministesch dës Informatioune ginn?

4. Wéi eng Beméiunge wäert d'Madamm Ministesch ënnerhuelen, dass d'Chamber an Zukunft richteg Äntwerten aus hirem Ministère kritt?

Réponse (14/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Säit dem 1. Januar 2022 hunn, sou wéi ech dat och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6982 vum nämmlechten honorabelen Deputéierte geschriwwen hat, 2 Agenten de Service vum 112 verlooss. Wann den Deputéierte schreift, datt et sengen Informatiounen no „mindestens 5 Persounen, déi de Service 2022 verlooss hätten", wieren, da muss ech den Deputéierten driwwer informéieren, datt seng Informatiounen net richteg sinn. Et ass also den Deputéierten, net d'Inneministesch, dee falsch informéiert ass.

Extradition de ressortissants luxembourgeois | Question **7193** (16/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Reegelméisseg liest een an den internationale Medie vun Ausliwwerunge vu bekannte Perséinlechkeeten un en auslännesche Justizsystem. Dëst féiert oft zu heftege Reaktiounen a Kontroversen. Fir e Rechtsstaat ass et ëmmer mat politesche Risike verbonnen, wann e Staatsbierger un e Land ausgeliwwert gëtt, dat net onbedéngt fir seng rechtsstaatlech Praktike bekannt ass. Et stellt sech dann ëmmer d'Fro, ob der betreffender Persoun am Land, un dat si ausgeliwwert gëtt, Folter oder aner mënschenonwierdeg Behandlungen droen, schlëmmstefalls souguer d'Doudesstrof. Heiansdo sinn einfach och d'Prozesskäschten exorbitant héich wat d'Chancen op e faire Prozess reduzéiert.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi eng Bedéngunge mussen erfëllt sinn, ier Lëtzebuerg e Staatsbierger un en anert Land ausliwwert?

2. Wéi gëtt séchergestallt, datt dem Lëtzebuerger Staatsbierger am Land, un dat hien ausgeliwwert gëtt, keng Folter oder souguer d'Doudesstrof drot? Wat geschitt, wann d'Geriichtskäschten an d'Affekotekäschten esou héich sinn, datt dee Betreffende keng realistesch Chance op e faire Prozess huet?

3. Mat wéi enge Länner huet Lëtzebuerg bilateral Verträg ofgeschloss, wat Ausliwwerungen ugeet? Wéi dacks huet Lëtzebuerg schonn e Lëtzebuerger Staatsbierger un en anert Land ausgeliwwert a wéi eng Länner waren dat?

4. Wéi verhënnert d'Regierung, datt en ausgeliwwerte Staatsbierger am Land, un dat hien ausgeliwwert gëtt, net wéinst weideren, an der Ausliwwerungsrequête net ernimmt Strofdote verfollegt gëtt bzw. un en Drëttstaat weider ausgeliwwert gëtt?

5. Wéi eng Instanz decidéiert zu Lëtzebuerg iwwer déi rechtlech Zoulässegkeet vun der Ausliwwerung?

6. Kann d'Regierung confirméieren, datt e Lëtzebuerger Staatsbierger, deen aus bestëmmte Grënn net ausgeliwwert gëtt, hei zu Lëtzebuerg wéinst deenen him zur Laascht geluechte Strofdoten ugeklot ka ginn? Wéi oft ass dëse Fall an deene leschten zéng Joer applizéiert ginn?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Aleedend zu där Fro ass ze bemierken, dass et entscheedend dovun ofhänkt, wéi en anere Staat eng Ausliwwerung ufreet, an och ëm wéi eng Strofdot oder Strofdoten et am Eenzelfall genau geet, well déi Aspekter d'Reegelen determinéieren, déi sech dann applizéieren.

Wann dee Staat, deen eng Demande fir eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg riicht, en aneren EU-Memberstaat ass, dann applizéiert sech de sougenannte „mandat d'arrêt européen", deen zu Lëtzebuerg mat engem Gesetz vum 17. Mäerz 2004 („loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne") ëmgesat ginn ass. An deem Kader ass zum Beispill déi traditionell Reegel, no där kee Staat seng eege Staatsbierger ausliwwert, opgehuewe ginn. Och déi aner traditionell Reegel vun der sougenannter „double incrimination", déi beseet, dass déi Strofdot, fir déi d'Ausliwwerung gefrot gëtt, och zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz muss virgesi sinn, ass an deem Kader opgehuewe ginn, wann et sech ëm déi 32 grave Strofdoten handelt, déi am Artikel 3 Paragraph 3 vum Gesetz vum 17. Mäerz 2004 opgelëscht sinn.

Wann dee Staat, deen eng Demande fir eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg riicht, e Memberstaat vum Conseil de l'Europe ass, an awer keen EU-Memberstaat ass, dann applizéiert sech déi europäesch Ausliwwerungskonventioun vum 13. Dezember 1957 („Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957"), déi vu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 21. Juli 1976 approuvéiert ginn ass. An deem Kader huet Lëtzebuerg zum Beispill deklaréiert, dass et keng Staatsbierger ausliwwert, an dass zu de Staatsbierger och déi Auslänner, also Netlëtzebuerger, dobäi ze ziele sinn, déi sech zu Lëtzebuerg integréiert hunn, wann déi Leit zu Lëtzebuerg kënnen de Prozess gemaach kréie fir déi Strofdot oder Strofdoten, fir déi d'Ausliwwerung gefrot gi war. An dësem Kader gëllt d'Reegel vun der „double incrimination", wéi uewe beschriwwen, awer weider.

Wann dee Staat, deen eng Demande fir eng Ausliwwerung u Lëtzebuerg riicht, weeder e Memberstaat vum Conseil de l'Europe nach en EU-Memberstaat ass, dann applizéieren sech erëm aner Reegelen. Do ginn et eng ganz Rëtsch vu bi- a multilaterale Konventiounen, wéi zum Beispill mat de Vereenegte Staate vun Amerika oder mat Australien, déi jeeweils änlech mee verschidde Konditioune kënne virgesinn. Do derniewent applizéiert sech och dat lëtzebuergescht Gesetz vum 20. Juni 2001 iwwer d'Ausliwwerungen („loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition"), an dat besonnesch an deene Fäll, wou e Staat zu Lëtzebuerg eng Ausliwwerung ufreet, ouni dass et zwëschent deenen zwee Staaten eng Konventioun gëtt.

Do derniewent gëtt et am Kader vun der UNO och nach eng Rëtsch vun „thematesche" Konventiounen, wéi zum Beispill géint grenziwwerschreidend organiséiert Kriminalitéit, Mënschenhandel oder Korruptioun, déi dann awer och nach eenzel speziell Bestëmmunge fir d'Ausliwwerunge virgesinn.

Dat lëtzebuergescht Gesetz vum 20. Juni 2001 iwwer d'Ausliwwerunge gesäit och nach aner eenzel Fäll vir, wou eng Ausliwwerung refuséiert gëtt, zum Beispill wann et sech ëm e Mannerjäregen handelt, oder ëm eng politesch oder eng militäresch Strofdot.

Ofschléissend zu där Fro muss een also feststellen, dass een déi net ka pauschal mat enger Lëscht vun eenzele Konditioune beäntwerten, well déi Konditioune ganz verschidde sinn a Fonctioun vun der Fro, wéi e Staat eng Ausliwwerung ufreet, an ëm wéi eng Strofdot oder Strofdoten et sech konkreet am Eenzelfall handelt.

ad 2. D'EU-Charte vun de Grondrechter an och d'Mënscherechtskonventioun, zesumme mam Protokoll N° 13 zu där Konventioun, gesi vir, dass Lëtzebuerg eng Ausliwwerung ka refuséieren, oder nëmmen ënnert der Garantie accordéiert, dass déi ausgeliwwert Persoun net zur Doudesstrof verurteelt gëtt oder dass déi Strof net dierf exekutéiert ginn, an och kenger Folter oder onmënschlecher oder degradanter Behandlung dierf ausgesat ginn. Änlech Reserven a Garantië sinn och vun deenen Texter virgesinn, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ernimmt sinn. D'Fro vun den Affekotekäschte sinn an deenen Texter net speziell gereegelt, well dat ëmmer eng Fro vun der Proportionalitéit am Eenzelfall ass, déi natierlech ganz entscheedend vun de finanzielle Ressourcë vun der ausgeliwwerter Persoun ofhänkt, an och vun de Reegele vun deem jeeweilege Staat iwwer déi finanziell Rechtshëllef („assistance judiciaire").

ad 3. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro schonn ernimmt ginn ass, huet Lëtzebuerg eng bilateral Ausliwwerungskonventioun mat de Vereenegte Staate vun Amerika a mat Australien. Bis elo ass nach ni e Staatsbierger opgrond vun deene Konventiounen ausgeliwwert ginn.

ad 4. An all deenen Texter, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ernimmt ginn, gëllt déi sougenannte Spezialitéitsreegel („règle de la spécialité"), déi beseet, dass eng ausgeliwwert Persoun an deem Staat, un deen se ausgeliwwert gëtt, nëmmen dierf de Prozess gemaach kréie fir déi Strofdot oder Strofdoten, fir déi d'Ausliwwerung gefrot an accordéiert ginn ass. Sollt dee Staat no der Ausliwwerung awer envisagéieren, fir déi Persoun fir eng aner Strofdot ze poursuivéieren, da kann dat nëmme gemaach ginn opgrond vun enger komplementarer Prozedur zwëschent deenen

zwee Staaten, sou wéi dat vun deene respektiven Texter virgesinn ass. Dat selwecht gëllt, wann dee Staat déi betraffe Persoun wëll un en anere Staat weider ausliwweren.

ad 5. Och bei dëser Fro hänkt d'Äntwert dovun of, a wéi engem rechtleche Kader de Fall sech beweegt.

Am Kader vun der EU decidéiert d'Chambre du conseil vum Bezierksgeriicht, oder op Appell d'Chambre du conseil vun der Cour d'appel, ob eng Persoun un en aneren EU-Memberstaat ausgeliwwert gëtt.

An der Relatioun mat EU-Drëttstaate gesäit d'Extraditiounsgesetz vum 20. Juni 2001 vir, dass d'Chambre du conseil vun der Cour d'appel e motivéierten Avis ofgëtt, an dass duerno de Justizminister, op Basis vun de Pièce vum Dossier a vum motivéierten Avis decidéiert, ob déi Persoun ausgeliwwert gëtt. Ze bemierken ass do, dass dat Gesetz a sengem Artikel 21 Paragraph 2 Alinea 2 ausdrécklech virgesäit, dass eng Ausliwwerung nëmme kann op „avis conforme" vun der Chambre du conseil accordéiert ginn. Dat heescht, dass Lëtzebuerg eng Persoun net kann ausliwweren, wann d'Chambre du Conseil en „avis défavorable" fir d'Ausliwwerung ginn huet.

ad 6. Déi Fro bezitt sech op de Prinzipp vum „aut dedere aut judicare", dee beseet, dass wann e Land eng Persoun net ausliwwert, da muss dat Land déi Persoun selwer jugéieren. Dee Prinzipp ass an deenen Texter, déi an der Äntwert op déi éischt Fro ernimmt gi sinn, als verbindlech Reegel virgesinn. Ganz allgemeng ass dee Prinzipp och nach am Artikel 7-4 vum Code de procédure pénale virgesinn. Wat d'Fro no der Zuel vun deene Fäll betrëfft ass ze bemierken, dass de Computerprogramm, mat deem de Parquet général och d'Ausliwwerungsdossiere geréiert („Ju-Cha") net konzipéiert ginn ass, fir eenzel Fäll op Basis vun deem ugeschwate Krittär eraus ze sënneren. Dofir ass et net méiglech, fir déi Zuelen unzeginn.

« Housing First » | Question **7198** (16/11/2022) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme, fondée sur une combinaison de facteurs structurels, institutionnels et personnels, il est crucial de mener une politique de logement social reposant sur le principe de la discrimination positive. Le concept du « Housing First », premièrement énoncé par le Gouvernement luxembourgeois dans sa stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020), consiste à proposer un logement privatif et, si possible, définitif, à des personnes sans-abri ou sans logement de longue durée et à leur offrir un soutien à leur réinsertion.

Dans ce contexte et sur base de la réponse à la question parlementaire n° 6848 du 13 octobre 2022 de Madame la Ministre de la Famille, nous voudrions avoir les renseignements complémentaires suivants :

1) Quels sont les premiers résultats et observations du dénombrement des personnes sans-abri, réalisé le 26 octobre 2022 dans les 24 quartiers de la Ville de Luxembourg, ensemble avec les professionnels du terrain ?

2) Madame la Ministre de la Santé peut-elle indiquer le nombre de projets « Housing First » soutenus par son ministère ?

3) Mesdames les Ministres peuvent-elles nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique par commune des personnes habitant dans des logements qualifiés conformes à l'approche « Housing First » ?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Inter-Actions ASBL, mandaté par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région pour réaliser le premier dénombrement des personnes sans-abris à Luxembourg-ville, est actuellement en train d'évaluer les résultats. Le ministère publiera une analyse des données au début de l'année prochaine.

ad 2) Le Ministère de la Santé œuvre pour le développement d'une offre « Housing-First » dédiée aux personnes souffrant de maladies de la dépendance, en détresse médicale ou à besoins médicaux accrus. Dans ce cadre, l'intégralité des moyens budgétaires requis pour le développement de cette offre spécifique a été accordée pour l'exercice 2022 et la recherche d'un bien immobilier adéquat pour héberger une dizaine de bénéficiaires est en cours.

Ensemble avec l'organisme gestionnaire retenu, une recherche commune de sites potentiels a été menée et un site jugé adéquat et disponible a été identifié à Esch/Alzette.

Malgré de nombreux efforts, discussions et concertations préliminaires, les négociations n'ont finalement pas pu aboutir, de sorte que la recherche d'un site et d'un bien immobilier alternatif a récemment dû être relancée.

ad 3) Les acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région accompagnent actuellement 32 personnes dans le cadre du Housing First.

La répartition géographique des bénéficiaires par commune est la suivante :

– 28 personnes résident sur le territoire de la Ville de Luxembourg ;
– 1 personne réside sur le territoire de la Ville de Remich ;
– 1 personne réside dans la commune de Troisvierges ;
– 2 personnes résident dans la commune de Kayl/Tétange.

Concernant les projets soutenus par le Ministère de la Santé, quatre personnes présentant des problèmes d'addiction et une détresse médicale ou des besoins médicaux accrus, habitent dans des logements qualifiés de conformes à l'approche « Housing First » sur le territoire de la Ville de Luxembourg, dans le cadre du projet géré par le Comité national de défense sociale.

Installation de bornes de recharge dans les communes | Question **7199** (17/11/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

L'électrification de la mobilité joue un rôle primordial dans le contexte de la décarbonisation du secteur des transports, de l'amélioration de la qualité de l'air et de la réduction de notre dépendance énergétique aux énergies fossiles. L'accélération de la transition vers l'électromobilité a également été encadrée par l'objectif du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021-2030 de ramener la part des véhicules 100 % électriques et plug-in hybrides à 49 % à l'horizon 2030. Afin de soutenir cette évolution, il est indispensable de continuer à développer et à densifier davantage l'infrastructure de charge privée et publique (lente et rapide) sur le territoire luxembourgeois.

Vu le rôle important des communes dans cette transition envers une mobilité plus durable, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Combien de bornes de recharge ont été installées sur demande des administrations communales, soit pour leurs propres besoins, soit pour le public ?

2) Quel rôle les communes peuvent-elles jouer et quelle est leur marge de manœuvre dans le cadre de l'électrification du parc automobile et plus spécifiquement dans le cadre de la densification de l'infrastructure de charge au Luxembourg ? Quelles démarches sont envisagées afin d'encourager les communes à investir dans l'infrastructure de charge ?

3) Quels sont les outils de promotion et de soutien pour accompagner les communes dans leur processus d'acquisition et d'installation de bornes de charge ?

Réponse (27/12/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) Dans le cadre du projet Chargy, 351 bornes sont actuellement installées sur la voie publique, principalement sur terrain communal. À ceci s'ajoute un total de 63 bornes « ChargyOK » installées sur la voie publique, dont une grande partie appartient à des communes. Il se peut que d'autres bornes de charge supplémentaires ont été installées sur demande des administrations communales dont le ministre ne dispose pas du nombre exact.

ad 2) L'évolution de la mobilité électrique nécessitera le développement du réseau de bornes de charge accessible à tous aux abords de la voirie publique et dans d'autres espaces publics. Les communes ont la faculté d'intervenir dans ce domaine de trois façons différentes décrites ci-après. Plus de détails se trouvent dans la circulaire n° 4190 du 28 octobre 2022.

i. Les communes peuvent confier la mise en place d'une infrastructure de charge sur leur territoire à un ou plusieurs opérateurs économiques spécialisés dans le domaine. Dans ce cas, la commune contribue au développement de l'infrastructure de charge en mettant à disposition des emplacements attractifs en vue de permettre aux utilisateurs finals de recharger leur véhicule sur ces sites.

Dans ce cas de figure, la commune fixe les conditions qu'elle offre à des opérateurs économiques intéressés au développement et à l'exploitation d'une infrastructure de charge sur des parties déterminées du domaine communal. Le choix de l'opérateur peut se faire moyennant un appel à projet organisé par l'État en vertu de l'article 4 de la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques (ci-après « la Loi »). Dans ce cadre, la mise en concurrence aura ainsi lieu en deux étapes successives : Il appartient d'abord à la commune de donner la possibilité aux opérateurs économiques intéressés de souscrire à un accord de principe pour la mise à disposition du terrain communal via une offre de souscription ouverte à tout opérateur économique remplissant les conditions fixées par la commune. Ensuite, la sélection des candidats aura lieu par le biais d'un appel à projets de l'État. Des documents types pour l'accord de principe et la convention de mise à disposition d'emplacements ont été communiqués aux communes par la circulaire n° 4190 du 28 octobre 2022. Le Gouvernement encourage les communes à s'engager dans la procédure exposée ci-dessus alors qu'une collaboration avec un opérateur économique permet aux communes de profiter du savoir-faire et des ressources du secteur privé dans un marché en pleine évolution. Cette collaboration réserve néanmoins une influence importante aux communes qui restent maître de la localisation et des conditions d'installation et d'exploitation des bornes – y compris financières – sous lesquelles une entreprise opère sur leur territoire.

L'entreprise, de son côté, est éligible pour la subvention étatique introduite par la loi, ce qui est susceptible de réduire considérablement les coûts de l'infrastructure et ainsi d'améliorer l'attractivité pour l'utilisateur final.

ii. Sous condition qu'une carence ou une insuffisance de l'initiative privée ait été constatée pour l'installation de bornes de charge dans la commune, les communes peuvent elles-mêmes mettre en place une infrastructure de charge accessible au public. Dans ce cas de figure, elle aura le choix d'y procéder d'une part, en régie, par ses propres moyens en personnel, matériels et financiers moyennant une comptabilité séparée et un plan d'affaires, et d'autre part par un marché de travaux en application de la loi modifiée du 8 avril sur les marchés publics. La gestion du réseau relèvera dans ce cas de la commune.

iii. Indépendamment de la carence ou insuffisance de l'initiative privée, il est loisible aux communes de prendre une participation financière dans une société de droit privé qui aura pour objet de mettre en place un réseau de bornes électriques de charge sur le territoire de la commune. Une telle société pourrait profiter de l'aide financière de l'État en vertu de l'article 4 de la Loi.

ad 3) Outre le soutien spécifique dans le cadre des trois cas de figure décrits ci-dessus, et quel que soit le mode de déploiement choisi, la Klima-Agence est aux côtés des communes pour les conseiller et les accompagner dans leurs démarches. Une fiche d'information adressée aux communes, élaborée par la Klima-Agence avec de plus amples détails a également été communiquée avec ladite circulaire du 28 octobre 2022.

En complément, la Klima-Agence a mis en place l'outil https://pro-charging.lu/ qui permet aux communes d'annoncer aux acteurs intéressés des surfaces disponibles pour l'installation d'infrastructures de charge. L'outil inclut aussi un registre d'acteurs intéressés à déployer de telles infrastructures et peut dès lors faciliter la collaboration entre les communes et les opérateurs économiques.

Travaux sur l'A3 | Question **7208** (17/11/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Säit enger Zäit suergen d'Aarbechten op der Diddelenger Autobunn (A3) fir vill Réckstau an deementspriechend vill Frustratioun bei den Automobilisten. Et stellt ee fest, datt vill Automobilisten, déi aus Richtung Diddeleng kommen, virun der Aire de Berchem vun der Autobunn eroffueren, fir dann a Richtung Kockelscheier an a Richtung Alzeng a Fenteng virunzefueren. Aus der Äntwert vum Minister fir Mobilitéit op d'parlamentaresch Fro N° 6891 geet an dësem Kontext ervir, dass de Bau vum „Countournement d'Alzingen" ronderëm d'Gemeng Hesper nach eng Zäitchen op sech waarde léisst.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi laang daueren d'Aarbechte vum Ausbau op dräi Spuere vun der A3 vun der Croix de Gaasperech bis hannert d'Aire de Berchem a béid Richtungen nach?
– Wéi eng Gefierer däerfen an Zukunft déi nei drëtt Spuer benotzen?

2. Wou ass d'Regierung mat de Pläng vum „Échangeur de Hesperange" op Héicht vum Centre douanier drun?

3. Wéini gëtt de Rond-point Gluck ëmstrukturéiert?

Réponse (22/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Entspriechend dem aktuelle Planning sollen d'Bauaarbechten um Ofschnëtt Croix de Gasperich – Aire de Berchem am drëtten Trimester 2024 ofgeschloss sinn. An enger spéiderer Phas wäert d'Zouweisung op déi nei drëtt Spuer iwwert déi dynamesch Beschëlderung geschéien, sou datt dës Spuer der Verkéierssituatioun ka flexibel ugepasst ginn.

ad 2. Déi zukünfteg Configuratioun vum „Échangeur de Hesperange" ass ofhängeg vun der Entwécklung vum Quartier „Midfield". Wann dëse Projet bis gefestegt ass, wäert et méiglech sinn, d'Etudë vum Echangeur weider ze verdéiwen.

ad 3. Den Ufank vun den Aarbechten um Rondpoint Gluck hänkt vum Ofschloss vun den Aarbechten an der Rue des Scillas an un der Bréck iwwert d'Autobunn tëschent Gaasperech an dem Houwald (Pont „Y") of. Momentan gesäit de Masterplanning 2019–2024 „Gare de Luxembourg-Kockelscheuer" e viraussiichtlechen Ufank vun den Aarbechten am éischten Trimester 2024 vir.

Vaccin contre le HPV (papillomavirus humain) | Question **7209** (17/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Eng Impfung géint Human Papillomaviren (HPV) schützt viru verschiddenen Aarte vu Kriibs, notamment géint Gebärmutterhalskriibs. Zu Lëtzebuerg gouf dës Impfung 2007 fir Meedercher recommandéiert. Zanter 2018 gëllt eng Recommandatioun fir all Kanner tëschent 9 a 15 Joer. Fir Leit, déi méi al si wéi 15 Joer, existéiert just eng Recommandatioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses fir bestëmmte Risikopatienten. De „Strategic Advisory Group of Experts on Immunization" vun der Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert allerdéngs zanter dësem Abrëll eng Impfung och fir Fraen, déi méi al si wéi 21 Joer.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Meedercher respektiv wéi vill Jonge bis 15 Joer ginn all Joer hei zu Lëtzebuerg géint HPV geimpft?

2. Wéi héich ass an der Alterskategorie bis 15 Joer den Impftaux?
– Ass den Taux an Ären Aen héich genuch?
• Wann nee, wat mécht d'Regierung, fir dës wichteg Impfung besser ze promouvéieren?

3. Sidd Dir der Meenung, datt och Persoune solle kënne géint HPV geimpft ginn, déi méi al si wéi 21 Joer, esou wéi d'WHO dat recommandéiert?
– Géifen an deem Fall d'Käschte vun der Impfung och fir Persounen iwwert 15 Joer iwwerholl ginn?

Réponse (19/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Et ass richteg, dass de „Strategic Advisory Group of Experts on Immunization", kuerz SAGE, vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) sech vum 4. bis de 7. Abrëll 2022 gesinn huet, fir ënner anerem iwwert d'Impfung géint den „Human Papillomavirus" (HPV) ze beroden.

Aus dem Rapport vun dëser Reunioun, deen och am „Relevé épidémiologique hebdomadaire" vum 17. Juni 2022 (Numero 24, Säiten 261–276) vun der WHO publizéiert gouf, geet kloer ervir, dass d'Experten sech besuergt weisen iwwert de luese Fortschrëtt vun den HPV-Impfprogrammer a ville Länner, dem déiwen Impftaux, dem héijen Abandon zwëschent den eenzelen Dosen an dem negativen Impakt vun der Covid-pandemie. Esou gëtt geschat, dass weltwäit ongeféier een Drëttel vun de jonke Meedercher eng éischt Dosis vu Vaccin kruten an nëmmen 13 % eng zweet Dosis. De SAGE huet nach emol insistéiert, dass dréngend a prioritär Impfprogrammer fir Meedercher zwëschent 9 a 14 Joer gemaach solle gi mat enger Méiglechkeet, eng „vaccination de rattrapage" ze maache bis 18 Joer. De SAGE schreift weider fir aner Populatiounsgruppen: « Le SAGE a demandé à l'OMS d'élaborer un cadre pour l'établissement des priorités afin d'aider les pays à identifier les groupes cibles secondaires pour la vaccination, tels que les garçons, les hommes et les femmes plus âgées et les personnes infectées par le VIH, en fonction de la charge de la maladie, de l'accessibilité financière, du rapport coût-efficacité, des effets de l'immunité collective et de la faisabilité du programme. La vaccination des groupes cibles secondaires doit être gérée avec soin tant que l'approvisionnement en vaccin est limité. »

De SAGE verschléisst sech also net enger Impfung fir Leit ausserhalb dem Jugendalter, mécht awer keng formell Recommandatioun a weist op eng Rei potenziell Problemer hin, ënner anerem op de relative Manktem u Vaccin, mam Risiko, dass d'Impfung vun der primärer Zilgrupp (Meedercher zwëschent 9 bis 14 Joer) net méi garantéiert ass, wann ze vill Leit aus secondairë Gruppe geimpft ginn.

Zu Lëtzebuerg ginn effektiv Meedercher a Jongen tëschent 9 a 15 Joer säit 2018 geimpft an d'Käschte vun der Impfung gi vum Staat iwwerholl. D'Inzidenz vum Gebärmutterhals-Kriibs läit aktuell bei ongeféier 7,5 Fäll pro 100.000 Persounen, a stellt domat eng Baisse duer par rapport zu den 1980er Joren, wou den Taux u Fäll bei 15–20 pro 100.000 Persoune louch. D'Gesondheetsdirektioun huet keng rezent Donnéeën iwwert den Impftaux, fir d'Joren 2021 an 2022 goufen awer pro Joer eng ronn 13.000 Dosen administréiert (fir eng ronn 7.000 Jugendlecher, Impfscheema mat zwou Dosen). Méi genau Informatioune wäerten disponibel sinn, soubal de Carnet de vaccination électronique flächendeckend agefouert ass. Aktuell ass dësen an enger Pilotphas.

Am Joer 2015, also iert d'Jongen och geimpft konnte ginn, louch den Impftaux bei de Meedercher fir eng Dosis bei 66,2 %, fir zwou Dose bei 61,1 % a fir dräi Dose bei 52,9 % (deemools war den Impfscheema nach mat dräi Dosen, haut ginn der nëmme méi zwou benotzt). Och wann dës Tauxen am internationale Vergläich net schlecht sinn, a méi rezent eventuell méi héich leien, sinn se nach net ganz zefriddestellend an et ass virgesinn, an den nächste Méint eng weider Sensibiliséierungcampagne ze maachen.

Leit iwwert 15 Joer kënnen sech op fräiwëlleger Basis impfe loossen, d'Käschte ginn aktuell an deem Fall allerdéngs net vum Staat iwwerholl. Et handelt sech heibäi ëm een deieren Impfstoff, deem seng Wierksamkeet am beschten ass, wann e benotzt gëtt iert d'Persoun fir d'éischt mam HPV a Kontakt kënnt, d. h. virum éischte Geschlechtsverkéier. Dobäi kënnt, datt bei Leit iwwert 15 Joer d'Impfung manner wierksam ass an dräi Impfdosen néideg sinn. Dofir insistéiert d'Gesondheetsdirektioun dorop, dass d'Jugendlecher sech esou fréi wéi méiglech impfe loossen.

Scolarisation des mineurs non accompagnés | Question **7211** (18/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Eisen Informatiounen no kënnt et vir, dass „mineurs non accompagnés", déi an enger „structure

d'urgence" opgeholl gi sinn, no zwee Méint nach ëmmer net dierfen an d'Schoul goen, well et op administrativem Niveau zu Problemer beim Traitement vun hirem Dossier kënnt. Déi Dokumenter, déi zertifiéieren, dass déi concernéiert jonk Leit medezinnesch ënnersicht goufen, kommen net bei der Santé un. Doduerch kann d'Santé de Certificat, dass se „apte" sinn, fir an d'Schoul ze goen, net un de Foyer weiderleeden.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kënnen d'Madamm an den Här Minister confirméieren, dass et beim Traitement vun Dossiere vu „mineurs non accompagnés" zu Problemer an domat zu Retarde bei der Scolarisatioun kënnt?
• Wa jo, wéi vill Fäll sinn aktuell bekannt?

– Wéi eng Moossname gi geholl, fir dofir ze suergen, dass „mineurs non accompagnés" no bestanenem medezinneschem Test schnellstméiglech kënnen an d'Schoul goen?

Réponse (21/12/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Selbstverständlech hu Mineurs non accompagnés en Usproch an eng Pflicht op Beschoulung. Grad esou selbstverständlech ass et, datt de Gesondheetszoustand vu Schülerinnen a Schüler aus Drëttlänner kontrolléiert gëtt, éier dës an d'Schoul ginn, besonnesch wat d'Tuberkulos ugeet. Et gëllt dobäi duerfir ze suergen, datt d'Delaie fir déi medezinnesch Prozeduren sech a verstännegem Mooss beweegen.

Mat der Ofännerung vum Règlement grand-ducal du 3 février 2009 relatif au contrôle médical des étrangers duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 11. Oktober 2022 gouf d'medezinnesch Prozedur a Saachen Tuberkulostest geännert an d'Dauer dovunner staark verkierzt, dëst op ongeféier zwou Wochen. Déi Prozedur kann och bei Mineurs d'âge agesat ginn, déi ouni hir Elteren zu Lëtzebuerg sinn, a wou nach keng Tutelle geschwat gouf. D'Direction de la santé huet fir si all Woch Spriechstonn, wou de jonke Leit déi entspriechend Ordonnance ausgestallt gëtt an d'Prozedur ufänkt.

Construction d'un nouveau centre national de tennis à Esch-sur-Alzette | Question **7213** (21/11/2022) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Depuis janvier 2020, la Ville d'Esch-sur-Alzette et le Ministère des Sports ont entamé des discussions au sujet d'un projet commun regroupant les installations du « Centre national de tennis » et du TC Esch.

L'année 2022 a été marquée par la présentation de premières esquisses et de réflexions du bureau d'architecte au sujet du projet commun et d'envergure nationale au courant du mois de mars, suivie par une réunion publique en avril et finalement une entrevue au ministère le 11 mai dernier, pendant laquelle le projet a été présenté.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre confirme toujours sa volonté de participer activement à la réalisation du projet d'un centre national de tennis à Esch-sur-Alzette ?

2) Dans l'affirmative, comment le Ministre envisage-t-il le timing des étapes futures du précité centre national ?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre s'est-il donné une date butoir pour le lancement du projet ?

Réponse (21/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1) En tant que Ministre des Sports, le développement d'infrastructures sportives adaptées fait partie des priorités du plan-cadre « Lëtzebuerg lieft Sport » et les installations de tennis à Esch-sur-Alzette s'inscrivent également dans cette démarche. Dès lors, je confirme notre volonté à participer à la réalisation d'un projet commun d'un centre national de tennis à Esch-sur-Alzette.

ad 2) Des discussions entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et mes collaborateurs sont entamées, et la prochaine étape consiste à intensifier les discussions entre les différents partenaires concernés afin de pouvoir faire évoluer le projet.

ad 3) Les premières étapes concernant les infrastructures de tennis ont déjà été franchies avec la Ville d'Esch-sur-Alzette et les discussions entre les différents partenaires concernés s'intensifieront au cours des prochains mois. L'évolution du projet sera planifiée ensemble avec la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Pédiatres | Question **7215** (21/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuerg leit aktuell ënnert enger Epidemie vu Bronchiolite-Fäll. D'Better an der KannerKlinik si momentan alleguer beluecht, eng Krisenzell gouf en place gesat an et kënnt et och zu sougenannten Deprogrammatiounen, soudass pediatresch Chirurgie-Interventiounen, déi net urgent sinn, verréckelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Pediatere pro 1.000 Awunner hu mir zu Lëtzebuerg?

2. Wéi hunn sech dës Zuelen déi lescht 20 Joer entwéckelt?

3. Wéi vill Intensivbetter an der Pediatrie hu mer pro 100.000 Awunner?

4. Wéi hunn sech dës Zuelen déi lescht 20 Joer entwéckelt?

5. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir dass sech esou Problemer, wéi déi aktuell Situatioun mat de Bronchiolite-Fäll, an Zukunft net méi widderhuelen?

Réponse (22/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Laut dem Registre professionnel vum Gesondheetsministère exerzéieren aktuell 137 Pediateren zu Lëtzebuerg.

De Prorata u Pediatere par rapport zur Gesamtbevëlkerung mécht wéineg Sënn, dowéinster erlabe mir eis, de Prorata par rapport zur pediatrescher Patientèle ze rechnen, d. h. Kanner, déi manner wéi 16 Joer al sinn (Stand 2022 zu Lëtzebuerg: 109.387 Kanner ënner 16 Joer). Op 109.387 Kanner, déi manner wéi 16 Joer al sinn, zielt Lëtzebuerg aktuell 1,25 Pediatere pro 1.000 Kanner.

ad 2. Vun 2017–2021 hunn sech dës Zuele follgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

N. B. An dem Total sinn all Pediatere gezielt, d. h. och déi Pediateren, déi an enger Administratioun oder an der Recherche schaffen an deemno keng pediatresch Consultatioune maachen. An dëser Berechnung gëtt och net de Volume d'activité analyséiert.

ad 3. An der Carte sanitaire 2021 si 5 Intensivbetter am Service national de soins intensifs pédiatriques a 16 Better am Service national de néonatologie intensive rezenséiert. Eng Autorisatioun vu 6 zousätzleche Better am Service national de néonatologie intensive ass accordéiert ginn an de Projet de construction fir d'Extensioun vun de respektive Servicer vun der KannerKlinik wäert ab Mëtt 2023 kënne realiséiert ginn.

Dëst ergëtt een Taux vu 4,6 Intensivbetter an der Pediatrie (soins instensifs pédiatriques) op 100.000 Kanner, déi manner wéi 16 Joer al sinn.

ad 4. Nodeems 4 Better zënter 2012 exploitéiert goufen, ass mam Spidolsgesetz vun 2018 de Service soins intensifs pédiatriques autoriséiert ginn an et goufen déi uewe genannte Better autoriséiert.

Am Kader vun der Bronchiolite-Epidemie déi nëmmen an eenzelne Fäll Intensivbetter benéidegt, kann ee berücksichtegen, dass doniewent 20 Better am Service national de pédiatrie spécialisée autoriséiert an exploitéiert goufen.

Zousätzlech goufen 8 Better 2021 autoriséiert an amenagéiert, déi et erlaabt hunn, fir méi Kapazitéiten zur Verfügung ze hunn. Am Kader vum Amenagement vun der KannerKlinik wäerten zousätzlech Better fir dëse Service realiséiert ginn.

ad 5. De Projet de construction fir den Amenagement vun zousätzleche Better wäert ab Mëtt 2023 realiséiert ginn an déi néideg Kapazitéiten zur Verfügung stellen. Amenagementer vun der Aktivitéit bei enger punktueller Spëtzt vun Aktivitéit wäerten am Kader vun der Zesummenaarbecht vun de Spideeler gemeeschtert ginn.

Am Kader vun der Erneierung vun de Geneemegunge vun de Spidolsservicer am Laf vun 2023 wäerten d'Servicer vun der Pédiatrie de proximité de Besoinen adaptéiert ginn, fir och ausserhalb vum Service national an den anere Spideeler méi Kapazitéit ze hunn.

Production de pommes de terre | Question **7217** (22/11/2022) de **M. André Bauler | M. Gusty Graas** (DP)

D'Gromper ass eng vun deene populäerste Kulturen hei am Land. Besonnesch am Éislek gi vill Zorte Grompere gesat a recoltéiert. 2022 war leider eent vun deenen dréchensten, déi mir an de leschte 50 Joer erlieft hunn. Dat wäert wuel net ouni Konsequenze fir eis Gromplereproduktioun ausbliwwe sinn an och en Impakt op déi kommend Recolten hunn.

An deem Kontext wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Ass et dem Här Landwirtschaftsminister méiglech, fir zu dësem Zäitpunkt en detailléierten Iwwerbléck iwwer d'Gromplereproduktioun vum Joer 2022 jee no Zort ze liwweren? Wéi huet si sech am Verglach zu de vergaangene Joren entwéckelt?

2. Wéi héich schätzt den Här Minister eise Versuergungsgrad un Iessgromperen hei zu Lëtzebuerg an? Riskéiert deen net eventuell duerch déi wuessend Bevëlkerung zréckzegoen? Wa jo, missten net Ustrengunge gemaach ginn, fir d'Eegeversuergung op engem eenegermoossen héijen Niveau ze halen?

3. Mat wat fir enge finanziellen Hëllefe kann een de Gromperebauere méi geziilt entgéintkommen, fir hir Produktioun ënner anerem besser op dréche Summere virzebereeden?

4. Firwat gëtt d'Gromper net als Geméis unerkannt? Wëll den Här Minister dat eventuell änneren?

5. Ass den Här Minister de Moment am Gespréich mat Gromepereproduzenten, fir hir spezifesch Suergen ze erfaassen an esou op dës reagéieren ze kënnen?

Réponse (19/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Bei der Gromepereproduktioun muss zu Lëtzebuerg tëschent 2 Produktiounsrichtungen ënnerscheet ginn: de Setzgromperen an den Iessgromperen. D'Entwécklung vun deenen 2 Produktiounen iwwert déi lescht 5 Joer ass an der Grafik festgehalen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Ubaufläche vun Iessgrompere sinn tendenziell steigend. Hei si just Inlandsflächen duergestallt. Bei de Setzgrompere geet d'Ubaufläch zeréck. Hei ass och ze vermierken, datt bei de Setzgromperen am Duerchschnëtt 20 % Auslandsflächen an der Grafik mat ofgebilt sinn. Dës Fläche ginn awer vu Lëtzebuerger Betriber bewirtschaft. Bei de Setzgrompere ginn am Duerchschnëtt vun de leschte 5 Joer 80 % vun der Produktioun an d'Ausland exportéiert.

En detailléierten Iwwerbléck vun der Produktioun no Zort ass just am Beräich vun de Setzgrompere méiglech, well dës Flächen alleguerte bei der Administration des services techniques de l'agriculture ugemellt musse ginn. An der Tabell sinn d'Zorten, déi 2022 als Setzgromperen ugemellt gi sinn, mat de jeeweilegen Ubaufläche resuméiert. Do och erëm mat Auslandsflächen, déi vu Lëtzebuerger Betriber bewirtschaft ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Wann een d'Zuele vun der Lëtzebuerger Iessgromepereproduktioun an d'Importer an d'Exporter vun net verschaffte Grompere kuckt, da kann ee vun engem Eegeversuergungsgrad vun ongeféier 40 % an der Moyenne vun de leschte 5 Joer ausgoen. Wann een déi verschaffte Forme vun Iessgrompere géif derbäihuelen, da wier dee Prozentsaz awer warscheinlech ee Stéck méi niddreg.

ad 3. D'Gomperebauere kënnen hir Produktioun géint Ertragsausfäll duerch d'Dréchent versécheren, fir finanziell Aboussen zum Deel auszegläichen.

Och wann déi Versécherung d'Produktioun vu Gromperen net ofséchert, sou hëlleft se dem Produzent dach weider bei ongënschtege Wiederphenomeener. De Landwirtschaftsministère iwwerhëlt 65 % vun der Versécherungsprimm, an am Joer 2022 ware ronn 200 ha vun enger Versécherungspolice couvréiert.

ad 4. Am europäesche Kader gëtt d'Gromper net als Geméis unerkannt, dowéinst ass et national net méiglech, datt d'Gromepereproduzente vun de selwechte Flächeprimme profitéiere kënnen ewéi d'Geméisproduzenten.

ad 5. Jo, ganz rezent woren 2 Entrevuë mat Synplants fir sech iwwert hir spezifesch Suergen auszetauschen. Eng weider Reunioun mat alle Secteuren, dorënner och Synplants, wäert den 9. Januar 2023 stattfannen.

Suivi logement en milieu ouvert (SLEMO) | Question **7221** (22/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Virun e puer Joer ass de SLEMO (Suivi logement en milieu ouvert) vu verschiddenen Acteuren am soziale Beräich an d'Liewe geruff ginn. Dës Strukturen hunn et als Zil, Inklusioun duerch Logementer fir Kanner, Jugendlecher a jonk Erwuessener mat familiären an/oder psychosoziale Schwieregkeeten ze schafen an dës Persoune bei enger eegestänneger Liewensféierung ze ënnerstëtzen.

Eisen Informatiounen no ass déi finanziell Hëllef, déi dës Jugendlech tëschent 17 a 27 Joer vum Office national de l'enfance (ONE) kréien, zanter op d'mannst 5 Joer net méi ugepasst ginn.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Gesäit d'Regierung vir, opgrond vun der Inflatioun, de steigende Liewenserhalungskäschten, dëse Betrag no uewen unzepassen?

– Wa jo, wéini a wéi héich soll dës Aide eropgesat ginn?

– Wann nee, wat ass de Grond dofir?

– Wéi vill Jugendlecher profitéiere bis dato vun dëser Hëllef?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Zanter dem 1. Januar 2023 ass et zu enger Hausse vun der finanzieller Hëllef fir Jugendlech a jonk Erwuessener tëschent 17 a 27 Joer, déi sech an enger SLEMO-Mesure (Suivi logement en milieu ouvert) befannen, komm. Déi finanziell Hëllef fir d'Liewenserhalungskäschten („frais de vie et de logement") gouf op 730 € eropgesat.

Aktuell (Stand: Dezember 2022) beneficiéiere 442 Jugendlecher vun enger SLEMO-Mesure.

Production de pommes de terre | Question **7228** (23/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den Ubau vu Gromperen ass en traditionellt Standbee vun eiser Landwirtschaft a spillt am Zesummenhang mat der Diversifizéierung vum Agrarsecteur eng wichteg Roll. Dat gëllt och fir d'Setzgromperen, wou d'Produktioun staark op den Export ausgeriicht ass. D'Setzgromperegenossenschaft liwwert beispillsweis 85 Prozent vun hirer Produktioun a méi wéi 20 verschidde Länner, virun allem an Osteuropa, Nordafrika an an den Noen Osten.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill Setzgrompere sinn an de leschte 5 Joer zu Lëtzebuerg produzéiert ginn?

2. Wéi vill Setzgrompere sinn an de leschte 5 Joer an d'Ausland exportéiert ginn an a wat fir Länner?

3. Vu datt d'Bevëlkerung weider wiisst, ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Produktioun vun Iess-, awer och vu Setzgromperen, misst ausgebaut ginn, fir d'Versuergung vun de Leit laangfristeg ofzesécheren?
– Wa jo, mat wat fir Mesurë wëllt d'Regierung d'Gromepereproduktioun méi attraktiv maachen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt Grompere sollen als Geméis unerkannt ginn, fir datt d'Produzenten op déi selwecht Aidë kënnen zréckgräife wéi d'Gäertner?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (19/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. D'Produktioun vu Setzgromperen an de leschte 5 Joer ass a follgender Grafik resuméiert. Bei den ugemellte Fläche fir d'Produktioun vu Setzgrompere sinn och Flächen am Ausland dobäi, déi vu Lëtzebuerger Betriber bewirtschaft ginn. Am Duerchschnëtt vun deene leschte 5 Joer ass den Undeel vun Auslandsfläche bei 20 % mat Variatioune jee no Joer, dëst ass bedéngt duerch de Fruuchtwiessel op de produzéierende Betriber. Déi ofgebilt Mengen entspriechen deem, wat u Satgut resp. Planzgut an den Handel komm ass. Fir 2022 leien nach keng weider Zuele vir, well den Handel fir déi nächst Saison nach net ofgeschloss ass.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Déi produzéiert Mengen u Setzgromperen an de leschte 5 Joer sinn an der Grafik hannendrun duergestallt. D'Bruttomeng ass d'Quantitéit, déi an der Saison ugeliwwert gëtt. D'Nettomeng ass nom Sortéieren an Ausbotze vun der Bruttomeng. Déi zertifiéiert Meng ass déi Quantitéit, déi herno als Setzgromper unerkannt ass an och verkaaft oder weidervermeert gëtt. D'Differenz tëschent der zertifiéierter Meng an der Exportmeng ass d'Quantitéit, déi als Setzgromper zu Lëtzebuerg bleift.

Do si jee no Joer méi grouss Differenzen. Dëst ass bedéngt, datt jee no Joer den Akaf vun auslännesche Lousen u Setzgrompere méi grouss ass. Am Duerchschnëtt vun deene leschte 5 Joer si knapp 80 % vun den zu Lëtzebuerg produzéierte Setzgromperen an den Export gaangen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Exportlänner fir Setzgrompere sinn a follgender Tabell fir déi lescht 5 Joer festgehalen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Evolutioun vun de Flächen, op deenen Iessgromperen ugebaut ginn, huet sech an de leschte Jore gutt entwéckelt. Den Eegeversuergungsgrad bei den net verschafften Iessgrompere kann een an der Moyenne vun de leschte 5 Joer op ongeféier 40 % schätzen. Wann een déi verschaffte Forme vun Iessgrompere géif derbäihuelen, da wier dee Prozentsaz awer warscheinlech ee Stéck méi niddreg.

Bei de Setzgrompere geet de gréissten Deel vun der Produktioun an den Export, do stellt sech d'Fro vun der Versuergung op nationalem Niveau eigentlech net esou. Hei ass virun allem wichteg, dass dës Produktioun ekonomesch interessant fir eis Betriber ass. Dat kann nëmme fonctionéieren, wann déi produzéiert Wuer och hiren Ofsaz fënnt.

ad 4. Am Uebst- a Geméisbau ass eng sougenannt gekoppelt Bäihëllef virgesinn. Dat heescht, dass déi Bäihëllef nëmme fir Flächen ausbezuelt ka ginn, op deenen Uebst oder Geméis ugebaut gëtt. Am Kader vun der europäescher Agrarpolitick zielen d'Gromperen net zum Beräich vum Uebst a Geméis. Bei de Grompere wier an deem Kader esou eng gekoppelt Bäihëllef nëmme fir Stärkegromperen, awer net fir Iess- oder Setzgrompere méiglech.

Procédure d'attribution des concessions de pharmacie | Question **7231** (23/11/2022) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

Pour obtenir une concession d'État de pharmacie, les pharmaciens intéressés posent leur candidature quand une pharmacie est déclarée vacante, c'est-à-dire au

moment où son propriétaire démissionne de sa concession et qu'une publication est faite dans le Mémorial. Les candidatures sont classées sur une liste en fonction de certains critères, dont les années de travail effectuées, l'ancienneté du diplôme, etc.

Or, cette liste n'est pas accessible aux candidats, de sorte qu'ils ne peuvent pas contrôler leur classement et le calcul des points qui leur sont attribués. De surcroît, pour chaque concession devenant vacante, les candidatures doivent être renouvelées, ce qui représente une charge administrative importante.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce qu'il est prévu de digitaliser la procédure du dossier de candidature à une concession d'État de pharmacie avec la possibilité aux intéressés de simplement valider ou actualiser les données déjà fournies au ministère ?

2) Quels sont, de manière exhaustive, les agents ou catégories d'agents qui ont actuellement accès à la liste des candidats et aux données y contenues, ainsi que les raisons justifiant une telle consultation ?

3) Pour quelles raisons les candidats eux-mêmes n'ont-ils pas accès à la liste, ou du moins à leur classement et à leur total de points ? Est-il prévu de remédier à cette situation et si oui, endéans quel délai ?

4) Les candidats disposeront-ils dès lors d'un canal de communication pour toute question ou réclamation relative au classement et aux points qui leur sont attribués ?

Réponse (21/12/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Une étude a été réalisée en vue de la digitalisation de la procédure de la présentation des candidatures à une concession vacante. À ce stade, la digitalisation de la procédure en interne est en cours de mise en place.

ad 2) Actuellement, deux agents du Ministère de la Santé ainsi qu'un pharmacien de la Direction de la santé et un pharmacien du Collège médical ont accès aux candidatures. Les agents du ministère vérifient si les demandes sont complètes du point de vue administratif et les pharmaciens analysent les dossiers afin de calculer les points attribués et dresser ainsi le classement des pharmaciens en rang utile par concession vacante.

ad 3) Pour l'instant, les candidats peuvent avoir accès à leur classement ainsi qu'à leur total de points sur demande. Cependant il est prévu, à partir de l'année prochaine, d'envoyer cette information de manière systématique aux candidats.

ad 4) Les candidats peuvent s'adresser pour toute question ou réclamation au Ministère de la Santé.

Approvisionnement en kérosène de l'Aéroport de Luxembourg | Question **7234** (24/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am September gouf eng NATO-Pipeline, déi de Findel mat Kerosinn beliwwert, bei Maintenanceaarbechten an Däitschland beschiedegt. Glécklecherweis ass de Schued relativ kleng bliwwen an et ass net zu Enkpäss an der Beliwwerung vu Kerosinn fir de Findel komm. Och wärend der Iwwerschwemmungskatastroph am Joer 2021 war et bei der nämmlechter Pipeline zu Problemer komm.

Eng weider Pipeline, déi de Findel fréier via Fréiseng-Moutfort beliwwert huet, ass viru Joren an der Lorraine beschiedegt ginn, ewéi Kuelegrouwen zesummegefall sinn a kann zënterhier net méi genotzt ginn.

An dësen onsécheren Zäiten, Energieenkpäss an och de Krich an der Ukrain, misst d'Resilience och zu Lëtzebuerg méi groussgeschriwwe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, fir Verdeedegung a fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt d'Versuergung mat Kerosinn um Findel aktuell séchergestallt?
Ass geplangt, fir d'Versuergung um Findel besser ofzesécheren? Falls jo, wéi?

2. Fir wéi vill Deeg huet de Findel Reserven u Kerosinn?
Wéi ass et an der Zukunft, wann déi nei Fuel-Farm fäerdeg ass?

3. Huet de Minister Gespréicher mat de franséischen Autoritéite gefouert, fir dass den Deel vun der Pipeline, dee Fréiseng mat Frankräich verbënnt, erëm reparéiert gëtt?
Falls jo, wat ass bei deene Gespréicher erauskomm?
Falls nee, firwat ass bis elo kee Suivi gemaach ginn?

4. Wieren d'NATO-Ufuerderungen (Military Requirements) um Findel garantéiert, am Fall wou eng Pann un der eenzeger Pipeline geschitt, déi Däitschland mat Lëtzebuerg verbënnt?

5. D'Pipeline, déi op de Findel féiert, kann net nëmme fir d'Liwwerung vu Kerosinn, mee och fir aner Produkter benotzt ginn, eventuell souguer, an enger noer Zukunft, e-Fuels. Kéint dës Pipeline eng Alternativ zum Transport mam Camion, Zuch oder Schëff fir Lëtzebuerg duerstellen?

Réponse (22/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Versuergung vum Fluchhafe mat Kerosinn gëtt aktuell duerch d'NATO-Pipeline ofgedeckt, déi zum Central European Pipeline System (CEPS) gehéiert a via Bitburg op de Findel féiert. Et ass geplangt, an noer Zukunft en neie Pëtrolsdepot (Fuel-Farm) um Findel ze bauen. Dës nei Fuel-Farm wäert d'Späicherkapazitéit bedeitend erhéijen an de Fluchhafe méi resilient maachen am Fall vun engem temporären Ausfall vun der Pipeline. D'Regierung ass der Meenung, dass déi nei Fuel-Farm, kombinéiert mat engem Sécherheetsplang, d'Versuergung vum Findel mat Kerosinn ka garantéieren.

D'Dauer vun de Kerosinnsreserven um Findel hänke vum Fëllstand vun den Tanken an och dem Verbrauch of, dëse kann änner Ëmstänn staark variéieren.

Et goufe bis dato keng Gespréicher mat de franséischen Autoritéiten iwwert eng Reaktivatioun vum Fréiseng-Mutfert-Tronçon gefouert. Dës Partie vun der Pipeline ass Deel vum selwechte Reseau (CEPS) an zënter 1999 net méi aktiv. Well et sech hei ëm de selwechte Reseau vu Pipelinen handelt, géif eng Reaktivatioun d'Resilienz och nëmme minimal verbesseren.

Wann d'NATO-Pipeline temporär ausfale géif, ass virgesinn, an enger enker Concertatioun mat eisen NATO-Partner, d'Ufuerderungen iwwer Strooss, Schinnen oder Waasser ze erfëllen.

Wa vu „Ground Fuels" rieds ass (Diesel oder Bensinn), dann ass dës Pipeline och haut schonn zertifiéiert fir dëst ze transportéieren. D'Kapazitéit vun der Pipeline ass awer net héich genuch, fir zousätzlech zum Kerosinn och nach Ground Fuels op de Findel ze transportéieren. Et wäert an noer Zukunft awer och „Sustainable Aviation Fuel" (SAF) kënnen duerch d'Pipeline transportéiert ginn.

Décrochage dans l'enseignement musical | Question **7237** (24/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Museken an de Museksunterrecht hunn eng wichteg Plaz an eiser Gesellschaft. Vill Gemenge sinn houfreg op hir Museken an hir Musieksschoulen. Net all Schüler, deen an de Solfège geet oder ufänkt, en Instrument ze léieren, mécht awer seng Coursë fäerdeg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler hunn d'Museksschoul, also entweeder de Solfège oder den Instrumentenunterrecht, an deene leschte 5 Joer ugefaangen (opgelëscht no Joer)?

2. Wéi vill Schüler hunn d'Museksschoul, also entweeder de Solfège oder den Instrumentenunterrecht, an deene leschte 5 Joer no deenen éischten 3 Méint ofgebrach (opgelëscht no Joer)?

3. Wéi vill Schüler hunn d'Museksschoul, also entweeder de Solfège oder den Instrumentenunterrecht, säit September ofgebrach?

4. Huet de Minister Informatiounen zu de méigleche Grënn, firwat esou vill Schüler ofbriechen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. De Museksunterrecht am kommunale Secteur gëtt vun de Gemenge/Gemengesyndikater organiséiert. Virum Akraafttriede vum neie Museksunterrechtsgesetz (loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal) gouf et keng gesetzlech Basis fir en obligatoreschen Informatiounsaustausch tëscht de Gemenge/Gemengesyndikater an dem Ministère, a Bezuch op Schülerinnen a Schüler, déi am Laf vum Joer mat engem oder méi Coursen opgehalen hunn.

ad 3. Tëscht dem 15. September an dem 15. November 2022 hunn d'Gemenge/Gemengesyndikater an der informatescher Datebank (déi speziell fir de Museksunterrecht entwéckelt gouf an déi hir gesetzlech Basis am uewegenannte Gesetz huet), vun insgesamt 34.675 Aschreiwungen an den ënnerschiddleche Coursë landeswäit der 2.197 als „abandon" agedroen (ronn 6,33 %), wou d'Schülerin oder de Schüler deemno mam Cours opgehalen huet.

ad 4. Den Educatiounsministère huet keng Donnéeën zu de Grënn, déi zu engem Ophale vun de Musekscoursë gefouert hunn. Déi Grënn kënne ganz ënnerschiddlech a villfälteg sinn a berouen op enger perséinlecher Entscheedung vum Schüler oder vun den Elteren. Et sief ënnerstrach, datt d'Aschreiwen an de Museksunterrecht fräiwëlleg ass.

Ancien haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Sports | Question **7239** (24/11/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** | **M. Georges Mischo** (CSV)

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vum 22. November 2022 gëtt ënnert der Iwwerschrëft „Das Schicksal eines politischen Schützlings" d'berufflech Karriär vun engem héije Beamten, dee fréier am Inneministère war, ënnert d'Lupp geholl. An der Karriär ginn et dësem Artikel no eng ganz Partie Ongereimtheeten. Weiderhin hätten et och vill Problemer an de Relatiounen tëschent dem Beamten a verschiddenen Acteuren (ë. a. dem COSL a verschiddene Federatiounen) aus der Sportswelt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Sportminister riichten:

1. Wéi ass et méiglech, dass dee concernéierte Beamten nach bis haut President vum SEBES ass, wou hien de Statuten no den Inneministère vertrëtt, bei deem hien awer scho länger Zäit net méi schafft?

2. Aus wéi enge Grënn ass dee selwechte Beamten 2020 zum President vun der Coque ernannt ginn, obwuel et dem Gesetz vun der Coque no eng Incompatibilitéit gëtt?

3. Kënnen d'Madamm an den Här Minister d'Informatioune confirméieren, dass et tëschent dem besote Beamten an Acteuren aus der Sportswelt Problemer gi sinn? Wéi hunn sech dës Relatiounen ënnert der Nofollgerin entwéckelt? Ginn dës Acteure proaktiv kontaktéiert, fir erëm eng besser Relatioun hierzestellen?

Réponse (19/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 31. Juli 1962 „ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre" seet, dass de Staat vu 5 Delegéierten am SEBES vertrueden ass.

ad 2. De besote Beamten ass den 23. Juli 2020 als Vizepresident vun der Coque ernannt gi fir e Mandat bis den 31. Juli 2025. Duerno ass de besote Beamte vum 1. Januar 2022 bis den 31. Juli 2025 als President vun der Coque ernannt ginn. Et besteet keng Incompatibilitéit mam Gesetz vun der Coque, an dem besote Beamte seng Nominatioun ass konform zum Artikel 3 vum Gesetz vum 29. Juni 2000 betreffend d'Organisatioun vun der Coque.

Et ass och sou, dass de besote Beamten a senger Missioun um Sportministère net an der Kontroll vun der Coque involvéiert war an och keng Engagementer oder aner finanziell Akten am Numm vum Sportministère a Relatioun mat der Coque konnt ënnerschreiwen.

ad 3. De Sportminister huet proaktiv den Dialog mam Comité olympique, den nationale Sportverbänn an och mat weideren Acteuren aus dem Lëtzebuerger Sport gesicht. Fir eng optimal Kommunikatioun a Relatioun ze garantéieren, sinn de Sportminister a seng Beamten och weiderhin am reegelméissege Kontakt mat den Acteuren aus dem Lëtzebuerger Sport.

Och wann de besote Beamten net méi am Sportministère schafft, wëlle mir ënnerstraichen, dass et inakzeptabel ass, wann d'professionell Situatioun vun engem Beamten an der Ëffentlechkeet diskutéiert gëtt, well de Beamten, laut dem Statut vum Fonctionnaire, en „devoir de discrétion" huet a sech net selwer am selwechte Mooss rechtfäerdege kann.

Déménagement de l'unité SAMU Luxembourg 2 | Question **7240** (24/11/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

De SAMU Lëtzebuerg 2 ass den 1. Juli 2019 agefouert ginn, fir eng verbessert a méi schnell medezinnesch Noutfallversuergung am Land ze assuréieren. Wärend zwee Joer war dësen neie SAMU am CIS Hesper stationéiert an huet seng „Feierdaf" wärend dëser Zäit definitiv bestanen, andeems dass dëse SAMU déi bescht Ufaartszäite vun alle SAMUen hat. E konnt, bedéngt duerch seng geographesch Lag, schnell op seng Asazplaz esouwuel an der Stad am Osten, Süden a Weste vum Land fueren.

Zanter September 2021 ass de SAMU Lëtzebuerg 2 am neie CNIS beim Rond-point Gluck stationéiert.

A Bezuch op den neie Stationnement an a Bezuch op de Fonctionnement vum SAMU Lëtzebuerg 2 wollt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun all de SAMU-Asätz ass de SAMU Lëtzebuerg 2 zanterhier gefuer?

2. Wat ass déi duerchschnëttlech Ufaartszäit op d'Asazplaz zanter September vu leschtem Joer?

3. Wat ass de Prozentsaz vun den Asätz, déi de SAMU Lëtzebuerg 2 an der Stad Lëtzebuerg, der Gemeng Hesper, dem Osten, Süden a Weste vum Land gefuer ass?

4. Wéi vill Asätz (SO) si bis haut enregistréiert ginn?

Réponse (27/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Laut den Informatioune vum CGDIS gi 24,2 % vun alle SAMU-Asätz vum SAMU Lëtzebuerg 2 geleescht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Déi duerchschnëttlech Ufaartszäit op d'Asazplaz zanter September 2021 ass 12 Minutten.

ad 3.
- Stad Lëtzebuerg: 36,5 %
- Gemeng Hesper: 4,6 %
- Zone de secours Osten: 16,8 %
- Zone de secours Süden: 23,4 %
- Zone de secours Zentrum: 58,3 %
- Zone de secours Norden: 1,3 %

Et sief drun erënnert, datt déi verschidde SAMU-Basen d'Couverture vum ganze Land assuréieren, mam Zil, fir déi kierzten Asazzäiten ze garantéieren.

ad 4. Säit September 2021 goufen et am Ganzen 124 „SO"-Asätz, d. h. Asätz, wou e SAMU gebraucht gi wier, awer de Moment vum Appell keen disponibel war. Dëst ware manner wéi 10 Asätz pro Mount. Als Rappell: Virun der Reform vum Rettungswiesen am Joer 2018 waren et an der Moyenne 2,5 SO-Asätz pro Dag! Duerch d'Aféiere vun 2 zousätzleche SAMU-Basë konnt dës Zuel deemno däitlech erofgesat ginn!

Droits des personnes occupées dans le cadre d'une mesure en faveur de l'emploi | Question **7244** (25/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op eng viregt parlamentaresch Fro (N° 7226) huet den Aarbechtsminister erklärt, dass Persounen an enger Aarbechtsmesure bei der ADEM (OTI, CAE, CIE, SP oder CRE) kee Recht op Congé pour raisons familiales hunn. Dëst well den Aarbechter, ausser an enger Mesure spéciale, kee „Salarié" wier. An der Äntwert vum Minister gëtt och gesot, dass fir déi Aarbechter kee Recht op d'Congés extraordinaires gëllt. Dat géif bedeiten, dass dës Persoune kee Recht op zousätzlech Congésdeeg hätte wann ee Familljemember stierft.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat fir aner Rechter hu Persounen net, par rapport zu engem Salarié an engem CDD oder CDI, wann se an enger Aarbechtsmesure sinn?

2. Wat fir Ënnerscheeder gëtt et a puncto Congéen tëscht engem Aarbechter an enger Mesure spéciale vun der ADEM an deenen aneren Aarbechtsmesuren?

3. Gedenkt de Minister hei Ännerunge virzehuelen?

Réponse (19/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Am Kader vum CAE an dem CIE präziséiert de Code du travail a sengen Artikelen L. 543-6 an L. 543-21 « que les dispositions du titre II du livre premier ne sont pas applicables au contrat d'appui-emploi/contrat d'initiation à l'emploi ».

Den „titre II" vum „livre premier" betrëfft den Aarbechtskontrakt, dat heescht, dass all déi Dispositiounen, déi dodrënner falen, net beim CAE a CIE spillen.

Dat ass net präziséiert bei der OTI, dem CRE an dem SP.

Et ass awer generell esou, dass all déi genannte Mesuren net op engem Aarbechtskontrakt baséieren, mee Kontrakter „sui generis" sinn. Dat ass och esou vun de verschiddene Geriichtsinstanzen e puermol festgehal ginn.

Et si just déi sougenannte Mesures spéciales (MS), déi op engem richtegen Aarbechtskontrakt baséieren (CDD), quitte dass d'Beneficiairen dovunner och weider bei der ADEM ageschriwwe bleiwen.

Konkreet heescht dat, dass u sech all déi Dispositiounen am Code du travail, déi sech u Salariéë wenden, net fir d'Beneficiairë vun deene verschiddene Mesurë spillen, wat awer net bedeit, dass dat och ëmmer esou an der Praxis gemaach gëtt.

Verschidden Dispositioune betreffend déi opgeléschte Mesurë ginn an den Texter iwwert eeben déi Mesurë präziséiert, wéi zum Beispill de Licenciement beim CAE a CIE.

ad 2. Hei geet d'Äntwert u sech aus der Äntwert op d'Fro 1 ervir (an och aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro mat der Nummer 7226) – déi Leit, déi an enger Aarbechtsmesure (mat Ausnam vun den MS) sinn, kënnen am Prinzipp net vun de Congés extraordinaires profitéieren.

Och hei gëtt just beim CAE an dem CIE präziséiert, dass « les jeunes demandeurs d'emploi bénéficiant d'un contrat d'appui-emploi/contrat d'initiation-emploi ont droit au congé applicable dans l'entreprise où ils travaillent, en vertu de la loi, de dispositions réglementaires, conventionnelles ou statutaires, le cas échéant proportionnellement à la durée de leur contrat ». Domat ass den normale Congé de récréation viséiert.

ad 3. Am aktuelle Koalitiounsaccord sinn zu dësem Sujet keng Ännerunge virgesinn. Den Aarbechtsminister ass selbstverständlech disponibel, fir Gespréicher mat de Sozialpartner ze féiere wann hei Reformbedarf besteet.

Prinzipiell stellt d'ADEM ëmmer de Beneficiaire vun der Aarbechtsmesure an de Mëttelpunkt an hëlt eng verständnesvoll a mënschlech Approche am Kontakt mam Bierger un.

Pénurie en antibiotiques | Question **7248** (28/11/2022) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Nos pays limitrophes, à en croire les médias, subissent pour le moment une pénurie en antibiotiques, dont notamment un des antibiotiques les plus prescrits en médecine communautaire, l'amoxicilline. En partant du principe que les grossistes répartiteurs ne sauront, en tant qu'entreprises indépendantes, faire des stocks d'antibiotiques en raison d'un risque éventuel de péremption, et étant donné que la pénurie éventuelle en amoxicilline risque de créer des pénuries supplémentaires dans d'autres classes d'antibiotiques de remplacement, j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Santé :

1) Cette rupture de stock pour l'amoxicilline risque-t-elle de se produire également au Luxembourg cet hiver ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle la création d'un stock national pour cet hiver, ceci avec l'urgence que cette pénurie pourra vite imposer ?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Au vu de la disponibilité limitée en antibiotiques qui se fait actuellement ressentir en Europe et étant donné que le Luxembourg dépend de ses pays voisins et plus particulièrement de la Belgique en matière d'approvisionnement en médicaments, une éventuelle pénurie de certains médicaments et antibiotiques n'est pas exclue. La Direction de la santé a déjà pris soin de contacter les médecins traitants pour leur rappeler de prescrire uniquement des antibiotiques en cas de nécessité et non pas d'en prescrire dans l'unique but que les patients disposent d'antibiotiques en cas de besoin. Ceci risquerait en effet de priver des patients d'antibiotiques qui en présentent un réel besoin.

ad 2) Dans la mesure où peu d'antibiotiques sont actuellement disponibles, la création d'un stock national serait insensée étant donné qu'un tel stockage d'antibiotiques reviendrait à rendre indisponibles des traitements pour les patients qui en ont besoin à travers d'autres pays d'Europe. Cette façon de procéder pourrait par ailleurs créer un effet boule de neige si plusieurs pays créaient un stock national et ne ferait qu'empirer la situation.

Années d'études dans le cadre de la retraite | Question **7254** (29/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Vill Studente si sech net bewosst, datt hir Unisjore spéider bei der Berechnung vun hirer Pensioun eng Roll spille kënnen. Aktuell ass et zu Lëtzebuerg sou, datt maximal néng Unisjore benotzt kënne ginn, fir d'Zuel vun de Joren ze erreechen, déi néideg sinn, fir kënne seng Pensioun unzefroen. D'Studie mussen tëscht dem 18. a 27. Liewensjoer zu Lëtzebuerg oder am Ausland vollbruecht gi sinn. Och e Stage oder Volontariat, wann e(t) vun der betreffender Uni fir d'Erlaange vum Diplom gefuerdert gëtt, ka bei der Pensiounsberechnung mat consideréiert ginn. D'Entscheedung, ob an a wéi wäit déi betreffend Unisjore bei der Pensiounsberechnung mat erugezu ginn, gëtt am Moment, wou d'Pensioun ugefrot gëtt, an am Aklang mat de bestoende Pensiounsgesetzer getraff. (Quell: https://www.lessentiel.lu/fr/story/les-annees-d-etudes-comptent-pour-la-retraite-643735333445)
Dës Bestëmmunge kënnen och eng Roll am Hibléck op déi Studente spillen, déi hiren Ofschlossdiplom noweislech duerch Fuddelen oder Bedruch, also z. B. andeems se plagiéiert hunn, erreecht hunn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir d'sozial Sécherheet:

– Kann den Här Minister preziséieren, ob d'„Fuddeljoer" bzw. -jore bei der Pensiounsberechnung vum frauduléise Student matgerechent gëtt/ginn, wann esou e Fall bekannt gëtt? Besteet also no der haiteger Gesetzeslag d'Gefor, datt e Student, deen am Laf vu sengem Liewen entweeder selwer zouginn huet, datt hie säin Unisdiplom duerch Plagiat oder onverdéngt kritt huet, bzw. bei deem déi betreffend Uni zur Conclusioun komm ass, datt hie säin Diplom net rechtméisseg kritt huet, bei der Berechnung vu senger Pensioun vun engem „avantage non dû" profitéiere kann? Wa jo, ass dru geduecht, fir d'Gesetzeslag an deem Sënn ze änneren, datt dat an Zukunft net méi méiglech ass?

Réponse (22/12/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Bei der Unerkennung vun de Studienzäite kënnt et op d'Dauer un, wärend där studéiert gouf, net op den Erfolleg oder d'Bestoe vun engem Examen oder enger Epreuve. An deem Sënn gëllt och d'Aschreiwung an engem Studiegang als Noweis. Dëse kann awer eventuell mat Hëllef vun engem Diplom completéiert ginn.

Taxe d'abonnement réduite | Question **7259** (30/11/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Les fonds de droit luxembourgeois sont soumis à une taxe d'abonnement, qui peut être réduite sous certaines conditions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Combien de fonds profitent de cette taxe d'abonnement réduite ?

– Est-ce que le Gouvernement envisage de modifier les conditions d'accès à la taxe d'abonnement réduite ?

– Est-ce que le Gouvernement envisage de lancer d'autres initiatives fiscales visant à encourager davantage les fonds à investir dans des produits durables ?

Réponse (27/12/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Sur la base des déclarations fiscales déposées par les fonds d'investissement assujettis à la taxe d'abonnement pour le troisième trimestre de 2022, les nombres de fonds profitant de la taxe d'abonnement réduite ou d'une exonération sont les suivants :

1. OPC : Un total de 934 OPC bénéficient d'un ou de plusieurs des quatre régimes de la taxe d'abonnement réduite, en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 174 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs.

Un total de 976 OPC bénéficient d'une exonération de la taxe d'abonnement, en vertu de l'article 175 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

2. FIS : Un total de 455 FIS bénéficient d'une exonération de la taxe d'abonnement, en vertu du paragraphe 2 de l'article 68 de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

3. FIAR : Un total de 274 FIAR bénéficient d'une exonération de la taxe d'abonnement, en vertu du paraphe 2 de l'article 46 de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés.

En ce qui concerne les conditions d'accès à la taxe d'abonnement réduite, un amendement gouvernemental a été voté en date du 15 décembre 2022 par la Chambre des Députés, visant à déduire le pourcentage des investissements concernant le gaz naturel et le nucléaire de la part des avoirs nets d'un OPC investis dans des activités économiques durables telles que définies dans la taxonomie européenne, afin de déterminer le pourcentage des avoirs nets pouvant bénéficier de la réduction de la taxe d'abonnement et le taux applicable de la taxe d'abonnement qui en découle.

Il n'est pas prévu de lancer d'autres initiatives fiscales dans ce domaine à ce stade.

Mécanisme de solidarité en Europe | Question **7263** (30/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'„Tageblatt" schreift den 22. November vu Schwieregkeete bei der Verdeelung vu Migranten an Europa am Kader vun engem „fräiwëllege Solidaritéitsmechanismus". Dëse war vun der franséischer EU-Presidence am Juni mat 20 anere Länner decidéiert ginn. Vun deenen 8.000 betraffene Flüchtlingen aus Italien a Griichenland wären an deene leschte fënnef Méint der awer nëmmen 100 ëmgesidelt ginn. Heizou hunn ech dës Froen un den Här Bausseminister:

1. Kann den Här Bausseminister confirméieren, datt de fräiwëllege Solidaritéitsmechanismus seng gesaten Ziler bis elo wäit verfeelt huet?

2. Ass Lëtzebuerg eent vun de Länner, wat sech am Juni verflicht huet? Wéi vill vun deenen 8.000 Flüchtlinge si bis elo vu Lëtzebuerg opgeholl ginn? Wéi vill vu Frankräich, wat dës Initiativ geholl huet?

Réponse (29/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1. Nee, d'Evaluatioun vun dësem Mechanismus fënnt eréischt no engem Joer statt.

ad 2. Jo, Lëtzebuerg huet an dësem Kontext zougesot, fir 50 betraffe Leit opzehuelen. Mëttlerweil si 5 Leit aus Italien zu Lëtzebuerg ukomm. Frankräich huet sech an deem selwechte Kader engagéiert, fir 3.000 Leit opzehuelen. Dovunner si mengen Informatiounen no ronn 40 Leit ukomm.

Prime environnementale | Question **7264** (30/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Eng nohalteg Landwirtschaft muss déi 2 Saile vun der Nohaltegkeet, der Ökologie, der Ekonomie an dem Soziale gläich gewiichten. Fir den Ëmwelt- a Klimaschutz an deem Sënn méi attraktiv ze maachen, hat d'CSV an der Aktualitéitsstonn vum 16. Mäerz zum Theema „Liewensmëttelversuergung a Krisenzäiten" de Minister op eng Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimmen ugeschwat. Den Här Minister hat dorobber geäntwert, datt d'Regierung dat undiskutéiert hätt, a wann et géif Sënn erginn, géifen si et och maachen. Allerdéngs misst dofir d'Gesetzgeebung zu de Finanzen ugepasst ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Huet d'Regierung d'Méiglechkeet fir eng Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimmen analyséiert, fir esou een zousätzlechen Ureiz fir dës Mesuren ze schafen?
• Wa jo, wäert d'Regierung eng Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimmen decidéieren?
• Ab wéini wäert déi Mesure gräifen?
• Wann nee, aus wat fir Grënn huet d'Regierung dës Mesure verworf?

Réponse (28/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Propos vun der CSV ass, sou wéi ech dat gesot hunn, genau analyséiert ginn. Souwuel d'Ecoscheeme wéi och d'Agrarëmweltmoossname stelle laut den EU-Texter eng Kompensatioun vun Zousazkäschte resp. Revenusausfäll duer. Se sinn deemno als Bestanddeel vum Revenu ze consideréieren an och sou steierlech ze handhaben.

Violences dans les crèches et foyers pour enfants | Question **7265** (30/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis gouf zougedroen, dass et ëmmer erëm zu Signalementer wéinst Mëssstänn kënnt. Dobäi soll et ëm de

Verdacht vu sexueller Gewalt oder och physescher Gewalt géint Kanner goen. Zu dëse Signalementer soll et souwuel a staatleche wéi och private Foyere kommen, gradewéi och a Crèchen, Maison-relaisen, Schoulen an aneren Institutioune fir Kanner.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer a mat der Ënnerscheedung tëscht privaten a staatleche Strukturen, wéi vill Signalementer iwwer Mëssstänn a Foyeren, wéi zum Beispill iwwert de Verdacht vu physescher Gewalt oder sexuellem Mëssbrauch, gouf et zënter 2010?

2. Wéi vill Signalementer, opgelëscht pro Joer a mat der Ënnerscheedung tëscht de verschiddenen Zorte vu Strukturen, gouf et iwwer Mëssstänn vu sexueller oder physescher Gewalt a Crèchen, Maison-relaisen, Schoulen an aneren Institutioune fir Kanner zënter 2010?

3. Wéi vill Enquêten, opgelëscht pro Joer, goufen opgrond vun dëse Signalementer ageleet?

4. Opgelëscht pro Joer, wéi vill vun dësen Enquêtë goufen ouni Suitte klasséiert?

5. Opgelëscht pro Joer, wéi vill vun dësen Enquêten hunn zu Kontrollen a Foyere gefouert?

6. A wéi ville vun dëse Fäll lafen aktuell nach Enquêten?

7. A wéi ville Fäll ware Kanner betraff, déi a staatlechen Institutioune placéiert an ënnert enger Tutelle waren?

Réponse (18/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, déi gefrote ventiléiert Zuelen ze liwweren. Déi ënne gefouerten Zuele ginn déi global Unzuel vun de Procès-verballen a Signalementer am Beräich vum Jugendschutz, déi un d'Parquete vu Lëtzebuerg an Dikrech gaange sinn, un. D'Procès-verballe bezéie sech majoritär op Mannerjäreger, déi eng Strofdot begaangen hunn, mee se kënnen och mannerjäreg Affer concernéieren.

Et sief bemierkt, dass d'Procès-verballen an d'Signalementer net zwéngend matenee verbonne sinn, vu dass e Procès-verbal net onbedéngt d'Suite vum Signalement ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend féiert keng Statistiken, déi spezifesch op sexuell oder physesch Gewalt aginn. De Grond dofir ass, datt d'Enquête judiciaire feststellt, ob e Fall vu sexueller oder physescher Gewalt virläit. Aus der Perspektiv vun de Professionelle vun der Kandheet an der Jugend steet d'Wuel vum Kand am Mëttelpunkt. Besteet de Verdacht, datt d'Wuel vum Kand aus wéi enge Grënn och ëmmer a Gefor ass, sinn déi Professionell gehalen, e Signalement bei der Justice ze maachen.

Am nonformale Bildungsberäich fir Kanner (Crèche, Maison relais, Foyer scolaire, Dageselteren) sinn zanter 2011 dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) 20 esou Fäll bekannt, wou e Verdacht virlouch, datt d'Wuel vun engem Kand gefäerdet wier. A verschiddene Fäll huet de Ministère d'Signalementer um Parquet, deen hei zoustänneg ass, selwer gemaach op Basis vun Informatiounen, déi hie krut. An anere Fäll ass de MENJE doriwwer informéiert ginn, datt aner Leit, zum Beispill d'Elteren, eng Plainte gemaach hunn.

Hei d'Opléschtung pro Joer, woubäi fir d'Joer 2010 keng Statistike virleien.

2011: 3
2012: kee Signalement
2013: 3
2014: 3
2015: 3
2016: kee Signalement
2017: 1
2018: 2
2019: 3
2020: 1
2021: 1

Et ass ze bemierken, datt an dësem Beräich d'Strukturen net vum Staat selwer, mee vun externe Bedreiwer geréiert ginn. D'Signalementer mussen net iwwer de Ministère lafen, mee kënne vun den Elteren oder och vum Personal selwer gemaach ginn.

Wat d'Schoule betrëfft, sou si sämtlech Membere vun der Schoulcommunautéit dru gebonnen, am Verdacht op Mëssstänn vu sexueller oder physescher Gewalt ee Signalement ze maachen, woubäi eng zentraliséiert Erfaassung vun de Mëssstänn duerch de MENJE net virgesinn ass, well all eenzelen Agent hei an der Responsabilitéit ass. Dat selwecht gëllt fir d'Institutioune fir Kanner.

Compte épargne-temps (CET) dans l'enseignement secondaire | Question **7270** (30/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem Communiqué vun der „Féduse Enseignement CGFP" vum 30. November goufe wärend dem Schouljoer 2021/22 eleng am „enseignement secondaire" pro Woch an der Moyenne 10.218 Iwwerstonne geleescht, also ronn 370.000 Iwwerstonnen iwwer dat gesamt Schouljoer. Laut „Féduse Enseignement CGFP" wieren den Equivalent dovu knapp 500 Vollzäitposten, déi net besat sinn.

D'Enseignantë kënnen hir geleeschten Iwwerstonnen entweeder op hirem Zäitspuerkont (CET) uspueren oder sech eng Indemnitéit dofir ausbezuele loossen. Vill Enseignanten halen et fir méi interessant, d'Iwwerstonnen op den Zäitspuerkont ze setzen, wéi sech eng Indemnitéit dofir ausbezuelen ze loossen. Esou kënne si dës Iwwerstonne zu engem spéideren Zäitpunkt ënner Form vu CET-Congé zréckkréien.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Confirméiert den Här Minister de Verglach vun der „Féduse Enseignement CGFP", laut deem den Total vun den Iwwerstonnen am „enseignement secondaire" am Schouljoer 2021/2022 knapp 500 eidele Vollzäitposten entsprécht?

– Wéi vill CET-Stonne goufe wärend dem Schouljoer 2021/2022 erageholl – am Ganzen an opgeschlësselt no Fach?

– De Fall gesat, an deene kommende Jore géife ganz vill Enseignantë mateneen eng Demande stellen, fir hir ugespuerten Iwwerstonnen als CET-Congé zréckzekréien, wéi schätzt den Här Minister de Risiko vun engem gréissere Personalmangel an?

– Existéiert um Niveau vum Ministère eng global Iwwersiicht iwwer déi geplangte CET-Congéen?
• Wa jo, wéi vill CET-Congéë si fir dat lafend Schouljoer geplangt – am Ganzen an opgeschlësselt no Fach?
• Wann net, firwat net?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement secondaire sinn am Schouljoer 2021/2022 effektiv 10.218 Wocheniwwerstonne[1] geleescht ginn. Fir dës Zuel richteg ze interpretéieren, muss een sech viru Verallgemengerungen an Uecht huelen.

Eng Verallgemengerung ass et zum Beispill ze soen, datt all Enseignant ongeféier zwou Iwwerstonnen hält; dëst ass wuel – bei ongeféier 5.000 Enseignanten – eng rechneresch Moyenne, déi awer net der Realitéit um Terrain entsprécht, wou déi eng Enseignantë manner, déi aner méi Iwwerstonne prestéieren.

Gradesou ass et och mat der Zuel vu 500 Posten, déi sech an der Praxis net confirméiert. Dëst kann ee ganz einfach duerch ee Beispill illustréieren. De System vun de Koeffizienten, mat deenen d'Stonne vun de Professere verrechent ginn, mécht et quasi onméiglech, op de genaue Volume vun der Tâche ze kommen, déi muss prestéiert ginn. Ganz vill Enseignanten hunn dofir sougenannten „technesch" Iwwerstonnen, déi net ze evitéiere sinn an sech meeschtens am Beräich vu manner wéi enger Stonn d'Woch situéieren. Déi genannten Zuel vu 500 Posten ass also sécher ze héich gegraff.

Wat de Compte épargne-temps (CET) betrëfft, sou goufen am Schouljoer 2021/2022 all Woch 143,885 Stonnen erageholl; am Schouljoer 2022/2023 sinn et der 206,092. Opgeschlësselt no Fach ergëtt sech follgenden Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Duerch de CET geet de Personalbedarf pro Joer an d'Luucht. Well awer de Moment nach net genuch Erfarungswäerter iwwert d'Verhale vun den Enseignanten a Bezuch op de CET virleien, ass et schwiereg, Prognosen ze maachen iwwert de Risiko vun engem gréissere Personalmangel, deen duerch d'Eranhuele vu CET-Stonne kéint entstoen.

Wéi aus dem uewen opgefouerten Tableau ervirgeet, besteet um Niveau vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend eng global Iwwersiicht iwwer d'CET-Congéen. Meng Servicer wäerten dës Zuelen am A behalen an de Besoin u Posten deementspriechend upassen.

[1] Et sief preziséiert, datt – souwuel an der Fro vun der honorabeler Deputéiert wéi och an der Äntwert – de Begrëff vun de „Stonne" gebraucht gëtt, fir „leçons" ze bezeechnen.

Structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (DPI) sise à Weilerbach | Question **7271** (01/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Fin octobre, la structure d'hébergement temporaire pour demandeurs de protection internationale (DPI) sise à Weilerbach a rouvert ses portes. Elle a une capacité maximale de 190 lits pour accueillir une population mixte, dont des familles. Les enfants tombant sous l'obligation scolaire sont scolarisés dans des classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) au sein d'une école installée sur le site.

Dans le contexte de l'exemple de la structure susmentionnée, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) existe-t-il à travers le pays ?
– Où sont-elles situées ?
– Combien d'enfants y sont inscrits au total et par classe ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'évolution du chiffre des enfants scolarisés dans des CSAE durant les cinq dernières années ?
– Supposant que le nombre d'enfants scolarisés dans des CSAE continue d'augmenter, quelles sont les mesures prévues pour faire face à cet afflux ?

3) Quel est le rôle des directions régionales de l'enseignement fondamental dans le contexte des classes spécialisées d'accueil de l'État ?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Il a lieu de distinguer entre deux types de classes spécialisées d'accueil de l'État (CSAE) à travers le pays :

– les CSAE qui se trouvent isolées sur un site étant donné la proximité d'une structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu)

– les CSAE qui sont intégrées dans une école communale des villes et communes suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les élèves des CSAE intégrées dans les écoles communales bénéficient tous d'une intégration partielle dans une classe d'attache communale. Conformément au règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays, ils sont pris en charge, selon leurs besoins, par les titulaires des CSAE pour l'apprentissage des langues ou éventuellement des cours de mathématiques. Ces CSAE ne fonctionnent pas en tant que classes dans le sens classique du terme et il est dès lors impossible d'indiquer un nombre précis de « classes ». Ainsi, le tableau ci-dessus ne reprend que les communes avec au moins une école hébergeant une/des CSAE et l'effectif des élèves bénéficiant d'une prise en charge dans le contexte des CSAE.

ad 2) En raison des fluctuations importantes du nombre d'élèves scolarisés dans des CSAE durant une année scolaire, le tableau montrant l'évolution du chiffre des cinq dernières années reprend les effectifs des élèves à deux moments distincts d'une année scolaire, à savoir en décembre et en juillet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Suite aux expériences vécues dans le cadre de l'accueil des enfants venus d'Ukraine, un plan détaillé en cas d'afflux massif d'enfants de demandeurs de protection internationale ou temporaire a été élaboré. Au besoin, ce dernier pourra être mis en œuvre immédiatement et permettra la scolarisation des enfants dans de brefs délais. Le plan prévoit l'ouverture de classes supplémentaires avec le transport scolaire afférent, les besoins en infrastructures et ressources humaines supplémentaires, l'organisation de formations continues dans le cas du recrutement du nouveau personnel et couvre également l'organisation du premier accueil des élèves.

En outre, les échanges hebdomadaires de mon département avec l'Office national de l'accueil (ONA) permettent de suivre de près l'évolution des arrivées d'enfants en âge de l'enseignement fondamental et favorisent ainsi une grande réactivité dans l'organisation de leur scolarisation.

Dans le souci d'un accueil, d'une orientation et d'une intégration scolaire adéquate des élèves nouvellement arrivés au Luxembourg en général et du bon fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'intégration en particulier, le Gouvernement a élaboré le projet de loi n° 8069 qui est en voie législative.

ad 3) Les directions régionales de l'enseignement fondamental interviennent dans le contexte des CSAE à différents moments clés.

Tout d'abord, les CSAE sont créées sur décision du ministère après analyse de la situation scolaire locale réalisée en concertation avec la direction régionale concernée.

Du fait que les CSAE sont réparties sur tout le territoire du pays, les CSAE ne disposent ni d'une propre équipe de soutien pour élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques ni d'une commission d'inclusion. Dès lors, les CSAE font appel aux directions régionales concernées pour le soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Par ailleurs, cette situation serait clarifiée par le projet de loi évoqué ci-dessus.

Finalement, les directions régionales sont impliquées activement dans l'intégration des élèves fréquentant les CSAE en organisant les cours d'accueil nécessaires au niveau local pour accueillir les élèves dans les classes communales régulières.

En général, il faut constater que les CSAE échangent régulièrement avec les directions régionales afin de s'assurer de l'adéquation de l'offre étatique en matière d'accueil des élèves nouvellement arrivés au Luxembourg au niveau local.

Personnel enseignant au Centre de logopédie | Question **7272** (01/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Eisen Informatiounen no mussen aktuell am Centre de logopédie respektiv an den Annexen dovu vill krankheetsbedéngt Feelstonne vum Léierpersonal vun Educateuren iwwerholl ginn. Dat selwecht gëllt och fir en Deel vun den Dechargestonne vun Enseignanten.

Wärend där Zäit, wou d'Educateuren d'Aarbecht vun Enseignantë mussen iwwerhuelen, bleift hir eigentlech Aarbecht gréisstendeels leien. Dobäi kënnt, dass si nach weider Stonne vun hirer Aarbechtszäit fir d'Preparatioun vum respektive Cours investéiere mussen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass et am Centre de logopédie respektiv an den Annexen dovu gängeg Praxis ass, fir Feel- an/oder Dechargestonne vun Educateuren halen ze loossen?
– Wa jo, op wéi enger Basis geschitt dat?
– Ass dat och an anere Bildungsariichtungen de Fall?
• Wa jo, a wéi engen?

2. Wéi eng Léisung wëllt den Här Minister en place setzen, fir sécherzestellen, dass Enseignanten net duerch Educateure mussen ersat ginn an dass d'Educateuren – vun deenen et der jo bekanntlech net genuch gëtt – hirer eigentlecher Aarbecht kënnen nogoen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Fir ze verstoen, wéi de Centre de logopédie (CL) d'Feelstonne vun den Enseignanten opfänkt a wéi d'Educateuren impliziéiert sinn, ass et wichteg, sech hir Roll am Encadrement vun de Klassen a Gruppe méi genau unzekucken.

D'Educateure sinn ëmmer Deel vu multiprofessionellen Equippen, bestoend aus spezialiséierten Enseignanten, Léierinnen oder Schoulmeeschteren aus der Grondschoul an Educateuren. Dës Equippe ginn ënnerstëtzt vu Psychologen, Sozialaarbechter a bei héiergeschiedegte Schüler zousätzlech duerch Spezialisten a Gebäerdesprooch a Gebäerdesproochiwwersetzer. An den Diagnosticgruppe sinn zousätzlech nach Pedagoge mat am Team. Dëst heescht, datt all Klass an all Grupp vun enger multiprofessioneller Equipe encadréiert gëtt, zu deem och all Kéiers en Educateur zielt.

An dëse multiprofessionellen Equippen intervenéieren d'Educateuren op verschiddenen Niveauen, wéi zum Beispill:

– an de Klassen (bei Schüler mat enger Héierschiedegung a bei Schüler mat enger Sproochstéierung), souwuel am CL zu Stroosse wéi och an den Annexen;
– an den Ateliers d'apprentissage spécifiques fir Kanner, déi am Precocealter sinn (Kanner, déi eemol d'Woch en Atelier hunn);
– an den Diagnosticgruppen (Kanner, déi fir eng Phase de diagnostic wärend maximal zwou Wochen an engem Grupp sinn).

Wann Enseignantë länger Zäit ausfalen, gëtt versicht, iwwert d'Remplaçantslëscht vun de Kompetenzzentren en Ersatz anzestellen. Dës Lëscht besteet aus Agenten, déi iwwert eng Attestatioun verfügen, fir dierfen an de Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ze ersetzen. Dës Attestatioun garantéiert, datt d'Remplaçanten déi néideg Erfarung am sozioedukative Beräich hunn, sief et duerch e Stage, deen si an zwee verschiddene Centres de compétences absolvéieren, oder duerch viregt Erfarungen, déi si an dësem Domän gesammelt hunn. Des Weidere mussen d'Kandidaten adequat Kenntnisser an deenen dräi administrative Sproochen opweisen.

Wann Enseignantë just fir eng kuerz Zäit feelen, da gëtt am CL eng kloer Linn verfollegt:

1. Ass eng Klass oder e Grupp duebel besat, kënnt keng zousätzlech Persoun derbäi.
2. Ass eng Klass oder e Grupp net duebel besat, iwwerhëlt den Enseignant oder den Educateur aus der multiprofessioneller Equipe d'Klass oder de Grupp.
3. Ass dëst net méiglech, muss eng aner intern Léisung fonnt ginn. An deem Fall kann och emol en Intervenant, deen net zu der multiprofessioneller Equipe gehéiert, fir déi eng oder aner Stonn déi Klass iwwerhuelen.

Deemno kënnt et vereenzelt vir, datt Feelstonne vun Educateuren opgefaange ginn, allerdéngs just dann, wa keng aner Léisung iwwert en externen Ersatz oder am multiprofessionellen Team fonnt gëtt. Dëst war wärend der Coronapandemie méi heefeg de Fall, well méi Leit gefeelt hunn.

Prinzipiell ginn am CL deemno keng Feel- oder Dechargestonne vun Educateuren opgefaangen.

ad 2. De CL ass derbäi, fir sech intern esou ze organiséieren, datt zousätzlech Enseignantë virgesi sinn, déi d'Roll vum „interne Remplaçant" iwwerhuele kënnen, fir esou den 3. Punkt uewen op en absolutte Minimum ze reduzéieren.

Och hei ass een drop ugewisen, fir déi néideg personell Ressourcen zur Verfügung ze hunn, wuel wëssend, datt sech Enseignantë musse fannen, déi bereet sinn, am Centre de logopédie wëllen den Unterrecht ze assuréieren.

Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider | Question **7274** (01/12/2022) de **M. Roy Reding** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Kontext vun der Ausliwwerungsaffär ëm de fréiere SREL-Mataarbechter Frank Schneider huet den Här Staatsminister a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7117 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup a vu mir selwer gesot: „De Premierminister an déi Lëtzebuerger Regierung hu keng legal

Méiglechkeet, fir selwer d'Ausliwwerung vun engem lëtzebuergesche Bierger ze verhënneren, dee sech net op lëtzebuergeschem Territoire befënnt."

Allerdéngs, sou den Affekot vum Här Schneider, hätt den Här Staatsminister d'Méiglechkeet, bei der franséischer Regierungscheffin ze intervenéieren (där hir Ënnerschrëft fir d'Ausliwwerung vum Här Schneider un d'USA erfuerderlech ass), well et an dëser Affär ëm grondleeënd Interesse vun eisem Land geet (Quell: https://guykaiser.lu/causa-schneider-exklusiv-interview-mam-top-affekot-emmanuel-marsigny/?fbclid=IwA R2RAoUT3Dhbhlnh2xrdlqxDyL4Sf1Pq3c188eWslZO-Vuyg5MA3rJfSeV90).

Effektiv betrëfft dës Affär e fréieren Agent vum Lëtzebuerger Sécherheetsdéngscht, deen, sou däerf ugeholl ginn, wichteg Geheiminformatiounen iwwer eist Land an iwwer aner europäesch Länner huet. Dofir ass et ëmsou méi verwonnerlech, datt den Här Staatsminister, deem laut Gesetz vum 5. Juli 2016, „portant réorganisation du Service de renseignement de l'État" de SREL ënnersteet, net bei der franséischer Premierministesch intervenéiert, fir eng Ausliwwerung vum Här Schneider ze verhënneren.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Aus wéi enge Grënn huet den Här Staatsminister decidéiert, fir an der Affär Schneider net bei senger franséischer Homologin ze intervenéieren, wuel wëssend, datt den Här Schneider am Besëtz vun Informatioune kéint sinn, déi fir d'Sécherheet vun eisem Land vu grousser Bedeitung sinn?

2. Kann d'Madamm Justizminister confirméieren, datt de Prozess ëm dräi fréier Mataarbechter vum SREL, zu deenen och den Här Schneider gehéiert, nach net ofgeschloss ass? Wa jo, aus wéi enge Grënn intervenéiert d'Regierung net bei der franséischer Regierungscheffin, fir datt den Här Schneider am Hibléck op d'Fortsetzung vum genannte Prozess hei am Land ass?

3. Kann d'Madamm Justizminister preziséieren, ob d'Cellule de renseignement financier, déi der Madamm Justizminister ënnersteet, eng Enquête realiséiert huet iwwer d'Geldgeschäfter vun der Firma vum Här Schneider?

4. Wann esou eng Enquête realiséiert gouf: Kann d'Madamm Minister eis Informatiounen iwwer d'Conclusioune ginn, zu deenen dës Enquête komm ass?

Réponse (19/12/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Regierung verweist op hir Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7117 an op d'Explikatiounen, déi de Premierminister, den Ausseminister an d'Justizministesch den 11. November 2022 heizou an der Justizan Institutiounskommissioun vun der Chamber ginn hunn.

ad 2. No Informatioune vum Parquet général huet de Parquet géint dat Urteel aus éischter Instanz an der Affär ëm déi dräi fréier Mataarbechter vum SREL Appell ageluecht. Wann et a sou engem Fall néideg wier, dass Lëtzebuerg eng Demande un en aneren EU-Memberstaat riicht, fir dass eng ugeklote Persoun zäitweileg op Lëtzebuerg transferéiert gëtt fir de Prozess, da geschitt dat op Basis vum sougenannte „mandat d'arrêt européen", deen zu Lëtzebuerg mat engem Gesetz vum 17. Mäerz 2004 („loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne") ëmgesat ginn ass, an dat ass eng Prozedur, déi zwëschent den zoustännege Justizautoritéiten ofleeft, an an där d'Regierung net intervenéiert.

ad 3. a 4. Et ass ze bemierken, dass d'Cellule de renseignement financier (CRF) net dem Justizminister ënnersteet mee dem Procureur général, sou wéi dat aus dem Artikel 74-1 vum Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwer d'Organisatioun vun der Justiz („loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire") ervirgeet. Opgrond vum Artikel 74-4 vun deem Gesetz an de Prinzippie vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwer den Dateschutz am Beräich vum Strofrecht an der nationaler Sécherheet („loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale") kënne keng Informatiounen iwwer eng eventuell Enquête vun der CRF oder dem Resultat vu sou enger Enquête diffuséiert ginn.

Métier d'aide-soignant | Question **7275** (01/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem Lieserbréif vun der Presidentin vun der Association luxembourgeoise des aides-soignantes vum 30. November 2022 am „Luxemburger Wort" stelle sech d'Aide-soignanten aktuell d'Fro, wéi et ëm d'Zukunft vun hirem Beruff steet. An engem Dokument um Site vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend vum 3. Mee 2021, dat mat „La réorganisation de la formation des professions de santé au Luxembourg" iwwerschriwwen ass an zu deem och e „Schéma organisationnel" gehéiert, gëtt de Beruff vum Aide-soignant nämlech net méi ernimmt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Bleift de Beruff vum Aide-soignant no der Reorganisatioun vun der Formatioun vun de Gesondheetsberuffer weider bestoen?
– Wa jo, wéi eng Attributioune kritt en?
• Wéini ginn d'Attributiounen nei definéiert?
– Wann net, firwat net?
• Duerch wéi eng Qualifikatioune gëtt den Aide-soignant ersat?

2. Wéi eng Perspektive kréien déi aktuell Aide-soignanten ugebueden?

3. Ass bei der Reform mat de Representantë vun den Aide-soignantë geschwat ginn?
– Wa jo, wat war d'Conclusioun vun deene Gespréicher?
– Wann net, firwat net?

Réponse (18/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Den Aide-soignant ass e wichtege Gesondheetsberuff, sief dat am Spidol oder Secteur extrahospitalier.

An deem Sënn huet de Gesondheetsministère de Projet „Réactualisation des attributions de la profession d'aide-soignant" realiséiert. Duerch dëse Projet gëtt d'Kooperatioun zwëschent de Gesondheetsberuffler verstäerkt, dëst ronderëm a mam Patient. Dëse Projet ënnersträicht an erkennt d'Plus-value vum Beruff vum Aide-soignant fir de Gesondheetssystem an am Generelle fir d'Gesondheet vun der Populatioun zu Lëtzebuerg un.

Am Kader vun dësem Projet gëtt de „champ d'exercice" (Aktivitéitsberäich) definéiert, souwéi d'Responsabilitéite vun dësem Beruff an d'Haaptaktivitéite vum Aide-soignant wéi ënnert anerem d'Missiounen, d'Tâchen an d'Attributioune vum Aide-soignant gi beschriwwen.

Den aktuelle Projet gesäit keng Changementer um Niveau vum Inhalt vun der besteeënder Formatioun vir. De Beruff vum Aide-soignant soll och no der Reorganisatioun vun der Formatioun vun de Gesondheetsberuffer weider bestoen. Dat ugeschwatent Scheema beinhalt d'Formatioun vum Aide-soignant net, well d'Vocatioun vun deem Scheema déi ass, de Passage aus dem Enseignement secondaire an déi verschidde Formatiounen am Héichschoulberäich duerzestellen.

ad 2. D'Perspektiv vum Aide-soignant am Beräich Formatioun ass eng Integratioun an d'Formatioun vum Infirmier am ESG, dëst sous forme vun enger „admission conditionnelle", déi an der Kompetenz vun der Direktioun vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) läit.

Op där anerer Säit gesäit de Projet „Réactualisation des attributions de la profession d'aide-soignant" vir, datt den Aide-soignant d'Méiglechkeet huet, wärend der Carrière nei Kompetenzen an/oder spezifesch Qualifikatiounen duerch Weiderbildung ze léieren, déi ëm erlaben, nei Funktiounen am Gesondheetssystem auszeüben.

ad 3. De Gesondheetsministère huet en Aarbechtsgrupp ronderëm dëse Projet organiséiert mat de Vertrieder vun der Association luxembourgeoise des aides-soignants, Aide-soignanten aus de verschiddene Secteuren (Spidol, Alters- a Fleegeheemer, Réseau d'aide et de soins à domicile) a Vertrieder vum Lycée technique pour professions de santé.

D'Conclusioun vun dësen Aarbechten ass e Projet, deen de Beruff vum Aide-soignant valoriséiert a promovéiert. Dëse Projet ass d'Resultat vun enger räicher an interessanter Collaboratioun zwëschent de verschiddene Membere vum Aarbechtsgrupp.

Wéi ënner Punkt 1 beschriwwen, ass keng Ännerung an der Formatioun vum Aide-soignant virgesinn. Sollt dat sech änneren, gëtt natierlech mat de Representantë vun den Aide-soignantë geschwat.

Lignes de bus desservant les arrêts dans des zones industrielles | Question **7276** (02/12/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Par voie de communiqué de presse, l'OGB-L a dénoncé hier la décision de Monsieur le Ministre de supprimer, à partir du 12 février 2023, des lignes de bus qui desservent les arrêts dans des zones industrielles aux heures de changement de postes. Selon le syndicat, cette décision vient exclure les salariés en travail posté de la possibilité de recourir aux transports en commun. Il conteste par ailleurs l'argument d'une faible fréquentation des lignes et demande que les projets de suppression soient abandonnés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Transports publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il me donner une liste exhaustive des lignes de bus qui desservent les arrêts dans des zones industrielles et qui sont menacées de suppression à partir de février 2023 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données collectées sur la fréquentation de ces lignes qui sont menacées de suppression, de préférence pour chaque ligne de bus concernée ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons qui l'ont amené à prendre cette décision ?

4) Est-ce que des alternatives sont mises en place, respectivement envisagées, pour permettre aux personnes concernées de se rendre à leur travail ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la suppression de ces lignes va à contresens des objectifs du Gouvernement en matière de promotion de la mobilité douce et des transports en commun ?

Réponse (21/12/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les informations et une liste exhaustive des lignes de bus desservant des zones industrielles, prévues pour être supprimées à partir du 12 février 2023, tout comme des indications sur leur fréquentation, ont été fournies dans un communiqué de presse le 2 décembre 2022.

Les lignes concernées sont les suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

La couverture du réseau RGTR tel qu'il a été mis en place permet de couvrir la grande majorité des besoins qui ont été constatés dans les études et qui ont également été exprimés par les communes et la population. Les lignes visées par la suppression sont des lignes ne fonctionnant pas de manière fréquente au cours de la journée, mais uniquement pour les horaires à travail posté (« Schichten »). La faible occupation est la principale raison de cette décision de suppression ; il est évident que des services fortement fréquentés ne seraient pas supprimés. Comme indiqué lors de la séance publique du 6 décembre 2022 de la Chambre des Députés, des alternatives à ces courses d'autobus peuvent être envisagées et pourront être mises en place si des besoins réels et collectifs seraient constatés. Ainsi, il suffira probablement d'ajouter l'une ou l'autre course d'autobus du réseau existant du RGTR à des horaires à déterminer lorsque l'offre existante n'est pas suffisante. Des analyses sont en cours et des entrevues à ce sujet ont eu lieu. L'Administration des transports publics élabore des plans de mobilité, ensemble avec les entreprises concernées, pour fin janvier/début février.

Je rappelle que l'État n'est pas seul à supporter l'entièreté des solutions de mobilité. La stratégie Modu 2.0 met un accent sur les 4 acteurs de la mobilité, à savoir les 1° employeurs et les établissements d'éducation, 2° le citoyen, 3° l'État, et 4° les communes. Les objectifs du Gouvernement consistent à promouvoir la mobilité douce et active et à offrir un transport public efficient qui doit servir une collectivité et non des besoins individuels pour justifier les deniers publics investis.

Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire | Question **7315** (05/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Féduse/Enseignement-CGFP mécht an hirem Communiqué vum 30. November 2022 op d'Unzuel un Iwwerstonnen opmierksam, déi opgrond vun der Penurie un Enseignantë Woch fir Woch all Schouljoer musse geleescht ginn.

Nieft dem Ausbezuele vun enger Indemnitéit fir hir geleeschten Iwwerstonne kënnen d'Enseignantë säit Oktober 2018 dës Stonnen och, a begrenztem Mooss, op hirem Zäitspuerkont (CET) uspueren. Wärend beim CET de Prinzipp „1 Leçon ugespuert = 1 Leçon Congé" gëllt, gëtt beim Ausbezuele vun der Indemnitéit fir d'Iwwerstonnen e reduzéierende Facteur 36/52 applizéiert. Als Konsequenz gëtt also dat, wat d'Enseignanten iwwert hir regulär Tâche eraus schaffen, sou weesentlech manner entlount.

Laut Féduse ass dëse Facteur 36/52 op eng Spuermoossnam aus der Stolkris Ufank den 1980er-Joren zréckzeféieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

– Kann den Här Educatiounsminister bestätegen, dass d'Enseignantë fir déi Stonnen, déi iwwer hir regulär Tâche erausginn, een däitlech manner héije Bruttoloun kréien ewéi fir déi Stonnen, déi Bestanddeel vun hirer „Tâche réglementaire" sinn?
• Wa jo, wéi begrënnt de Minister, dass Iwwerstonnen net mindestens genee d'selwecht bezuelt gi wéi regulär geleeschte Schoulstonnen?
• Wa jo, wär de Minister bereet, de Facteur 36/52 aus der Formel fir d'Berechne vun der Indemnitéit fir d'Iwwerstonnen ze sträichen an domat d'Diskrepanz zum Zäitspuerkont opzehiewen?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement secondaire gi just déi effektiv geleeschten Iwwerstonne bezuelt, sou wéi dat iwwer Joerzéngte schonn de Fall ass. Dëst konnt dank enger schrëftlecher Nott bis op d'Joer 1988 retracéiert ginn, woubäi dës Praxis scho méi laang ugewannt gëtt.

D'Indemnitéit fir eng järlech Iwwerstonn gëtt no follgender Formel berechent, esou wéi se fir d'lescht am Artikel 13 Paragraph 3 vum Règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques festgehal gouf: „traitement de base x 1/22 x nombre indice x valeur du point indiciaire applicable aux éléments de rémunération non pensionnables x 36/52".

D'Applikatioun vun dëser Formel bedeit, wéi uewe gesot, datt just déi effektiv geleeschten Iwwerstonnen ausbezuelt ginn, also déi Iwwerstonnen, déi wärend deene 36 Woche gehale ginn, déi d'Schoulzäit an engem Joer ausmécht; dobäi sinn d'Schoulvakanzen net mat agerechent.

Dogéint gi Stonnen, déi am Kader vun der regulärer Tâche gehal ginn, net eenzel verrechent, mee falen ënnert den Traitement de base, deen dat ganzt Joer iwwer d'selwecht bezuelt gëtt.

De Regierungsprogramm gesäit net vir, d'Bezuele vun den Iwwerstonnen ze iwwerschaffen. Wat d'Diskrepanz tëscht den Indemnitéite fir d'Iwwerstonnen an dem Zäitspuerkont betrëfft, sou sief bemierkt, datt all Agent tëscht enger vun deenen zwou Méiglechkeete ka wiele respektiv souguer fir eng Kombinatioun vun deenen zwou Méiglechkeete kann optéieren.

Accès au Registre des bénéficiaires effectifs | Question **7324** (06/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Direkt nom Arrêt vun der CJUE iwwert den Accès zum RBE huet d'Madamm Ministesch den Accès op den RBE fir de Public ënnerbonnen. Scheinbar ouni eng passend legal Basis ze schafen.

Um Site vum RBE steet ze liesen: "Following the judgment of the Court of Justice of the European Union of 22 November 2022, access to the RBE website via the internet is temporarily suspended. A solution allowing access to the RBE data by professionals as defined in Article 2 of the amended Law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing will be communicated shortly."

Gläichzäiteg gouf dat groussherzoglecht Reglement vum 15. Februar 2019 (relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs) net abrogéiert oder geännert.

Dëst Reglement steet am Artikel 7 (1): « Le Registre des bénéficiaires effectifs peut être consulté gratuitement sur le site Internet du gestionnaire. »

D'Gesetz iwwert den RBE seet am Artikel 12 des Weideren: « L'accès aux informations visées à l'article 3, paragraphe 1er, points 1° à 8°, 12° et 13° est ouvert à toute personne. »

D'Gesetz gesäit des Weidere Strofe vir, wann een engem „professionnel" (Art. 2 vum Gesetz vum 12. November 2004) falsch Informatioune weidergëtt, awer kee privilegéierten Accès fir dës Acteuren. Den Artikel 7 (2) vum precitéierten RGD gesäit esou een Accès och net vir: « L'accès des établissements de crédit, des établissements financiers ainsi que des huissiers et des notaires agissant en leur qualité d'officier public aux informations sur les bénéficiaires effectifs couvertes par une limitation d'accès accordée conformément à l'article 15, paragraphe 1er, de la loi précitée du 13 janvier 2019 se fait par extraits, à demander conformément à l'article 9, paragraphe 2. »

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Op wéi enger legaler Basis gouf den Accès zum RBE fir Persoune gespaart?

2. Wéi eng Acteuren (ausser déi am Art. 1 (5°) vum Gesetz genannten Autoritéiten) hunn haut Accès op den RBE?

3. Op wéi enger legaler Basis hu Professioneller (ewéi am Artikel 2 vum Gesetz vum 12. November 2004 definéiert) weiderhin en Accès op Informatiounen, déi anere virenthale ginn?

4. Gëtt et kee Risiko, datt betraffe Professioneller och op Schuedenersatz kloe kéinten, well hiren Accès ouni legal Basis gespaart gouf?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Den Arrêt vun der CJUE, op deen den honorabelen Deputéierten sech berifft, huet den Artikel 1 Punkt 15 ënnert c) vun der Direktiv 2018/843[2] fir ongülteg erkläert, well dëse géint d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun (Artikel 7 an 8) verstéisst. Vu dass den Accès vum Public, deen am Gesetz vum 23. Januar 2019 iwwer den RBE virgesinn ass, d'Ëmsetzung vun där invalidéierter Dispositioun an déi national Gesetzgeebung duerstellt, war och d'Gesetz op deem Punkt net méi mat der CJUE-Jurisprudenz konform. Deemno konnt een den Accès fir de Public net méi generell oploossen.

ad 2. Op den Dag vun haut ass den Accès fir follgend Acteuren opgemaach ginn:

– Professioneller, déi am Artikel 2 vum Gesetz vum 12. November 2004 definéiert sinn;
– Journaliste mat enger Lëtzebuerger Pressekaart, ausgestallt vum Conseil de presse ;
– de Barreau vu Lëtzebuerg an Dikrech, den Institut des réviseurs d'entreprises, den Ordre des experts-comptables luxembourgeois, d'Chambre des Notaires an d'Chambre des Huissiers.

ad 3. D'legal Basis ass den Artikel 1 Punkt 6° an den Artikel 12 vum Gesetz vum 23. Februar 2019 iwwer den RBE, deen den Artikel 30 Paragraph 5 b) („aux entités assujetties, dans le cadre de la vigilance à l'égard de la clientèle conformément au chapitre II") ëmgesat huet.

2 http://data.europa.eu/eli/dir/2018/843/oj

ad 4. Professioneller haten nëmme wärend enger kuerzer Zäit keen Accès méi. Zënter dem 16. Dezember 2022 kënne Professioneller den Accès nees froen.[3]

Vu dass bis zum Zäitpunkt vum Arrêt vun der Cour den Accès vum Public deen nämmlechte war wéi deen, dee vun de Professionelle benotzt gouf, war et gerechtfäerdegt, den Accès zouzemaachen, well soss den RBE géint d'Decisioun vun der CJUE vum 22. November verstouss hätt. Den Accès vun de Professionelle konnt awer nees séier opgemaach ginn. Deemno ass de Risiko op eng Demande op Schuedenersatz geréng. E Professionelle muss fir d'éischt nämlech beweisen, dass et doduerch zu engem Schued koum.

Besoins de traduction lors de contrôles des agents de l'ITM | Question **7329** (06/12/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le rapport annuel de l'Inspection du travail et des mines (ITM) communique pour l'année 2021 8.511 contrôles et 2.874 contrôles Covid dans les entreprises au Luxembourg. Ces contrôles concernent des matières très diverses, allant du détachement de salarié.e.s, de la sécurité et de la santé au travail et du respect du droit du travail jusqu'au travail illégal et clandestin et la traite d'humains.

Lors de leurs contrôles les agents de l'ITM peuvent se retrouver dans des situations dans lesquelles la communication dans une des langues officielles du pays avec les salarié.e.s et les employeurs concernés par un contrôle devient difficile ou même impossible. Dans ces cas, l'établissement d'un rapport complet et véridique des faits et des infractions potentielles peut s'avérer compliqué et nécessiter le recours à une traduction simultanée de et vers la langue maîtrisée par les salarié.e.s (et les employeurs) concernés.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) L'ITM emploie-t-elle des traducteurs et traductrices pour accompagner les agents lors de leurs contrôles en entreprise ? Dans l'affirmative, de combien de traducteurs.ices s'agit-il ?

2) Dans l'affirmative encore, combien de contrôles des agents de l'ITM ont nécessité l'intervention d'un.e traducteur.ice ?

3) Dans la négative à la première question, l'ITM prend-elle recours à ces traducteurs.rices externes en cas de besoin ? Dans l'affirmative, combien de fois un tel recours à un.e traducteur.ice a-t-il eu lieu en 2021 ?

4) Dans la négative aux questions 1 et 3, comment les agents de l'ITM peuvent-ils s'assurer de la complétude et de l'exactitude de leurs rapports ?

5) Des personnes tierces (d'autres salarié.e.s p. ex.) ont-elles le droit de traduire les témoignages de collègues de travail qui ne maîtrisent pas suffisamment une des langues officielles en vue de l'établissement d'un rapport des faits ?

Réponse (22/12/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) à 5) L'Inspection du travail et des mines ne fait pas appel à des traducteurs(rices) pour accompagner ses agents lors de leurs contrôles. L'Inspection du travail et des mines n'a pas non plus recours à des traducteurs(rices) externes.

En cas de besoin, pour s'assurer de la complétude et de l'exactitude de leurs rapports, les agents utilisent des outils de traduction en ligne pour communiquer avec les salariés et les employeurs qui ne maîtrisent pas l'une des langues officielles applicables au Grand-Duché de Luxembourg.

À noter également que les dispositions en matière de détachement de salariés obligent les entreprises établies à l'étranger et qui détachent temporairement leurs salariés sur le territoire luxembourgeois d'effectuer leur déclaration de détachement et de communiquer les documents sociaux nécessaires dans le cadre du détachement soit en langue française ou bien en langue allemande.

Des personnes tierces, par exemple, d'autres salarié(e)s, peuvent également être entendues comme témoins par les agents de l'Inspection du travail et des mines en vue de l'établissement d'un rapport de contrôle.

Matériel didactique pour apprendre le français au cycle 3 | Question **7333** (07/12/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Franséischen ass fir de Cycle 3 vum Enseignement fondamental bekanntlech en neie Programm mat 12 Bicher an 1 Projetsbuch ausgeschafft ginn, fir de Kanner op eng flott Aart a Weis d'Franséischt bäizebréngen. Mengen Informatiounen no gëtt et awer Klassen, deenen hiren Enseignant d'Behandele vun de Bicher net equitabel op déi 2 Joer vum Cycle verdeelt, soudass an Extreemfäll an deem enge Joer 4 Bicher, an deem aneren dann 9 Bicher opgeschafft (musse) ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, an deenen d'Bicher net gerecht verdeelt op déi 2 Joer vum komplette Cycle opgeschafft ginn?

• Wa jo, wéi gëtt séchergestallt, dass déi betraffe Kanner kee schoulesche Retard accumuléiert hunn, wa se vun deem enge Cycle an deen nächste wiesselen?

• Wann net, wat sinn déi allgemeng Richtlinne fir d'Enseignantë vum Cycle 3 am Franséischen a wéi gëtt iwwerpréift, ob déi och agehale ginn?

– Ganz allgemeng am Kontext vum beschriwwene Fallbeispill, wéi garantéiert den Här Minister, dass déi betraffe Kanner um Enn vum Enseignement fondamental keng Nodeeler vis-à-vis vu gläichaltrege Kolleegen hunn, wa se an de Lycée iwwerginn?

Réponse (13/01/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Weeder meng Servicer nach ech selwer hu Kenntnis vu vergläichbare Fäll, wéi deen, deen déi honorabel Deputéiert an hirer Fro uschwätzt. Déi allgemeng Richtlinn fir d'Enseignanten am Enseignement fondamental ass d'Schoulgesetz vun 2009 (Loi du 6 février 2009 portant sur l'organisation de l'enseignement fondamental), an deem sengem Artikel 9 dem Titulaire de classe seng éischt Missioun beschriwwen ass:

« Le titulaire de classe a pour mission :

1. d'amener, par des mesures de différenciation pédagogique, ses élèves à atteindre les objectifs définis par le plan d'études.

[…] »

A sengem alldeeglече Schaffe mat de Kanner viséiert den Titulaire also d'Kompetenzsockele vum Enn vum Cycle. D'Kand huet zwee Joer, oder, bei engem Allongement de cycle, souguer dräi Joer Zäit, fir dës Ziler ze erreechen.

Wéi eng pedagogesch an didaktesch Choixe geholl ginn, fir d'Kompetenze vum Enn vum Cycle ze erreechen, sou wéi se am Plan d'études virgesi sinn, ënnerläit der Responsabilitéit vum Enseignant a vun der Équipe pédagogique. Déi pedagogesch Approche ass individuell un d'Kand ugepasst a kann dowéinst fir all Kand ënnerschiddlech sinn.

Et gëtt keng temporaire a lineaire virgeschriwwe Progressioun. Bei der ganz heterogeener Schülerschaft am Enseignement fondamental kann ee kee Gläichschrëtt supposéieren. Eng differenzéiert Approche, fir d'Léieren an der Schoul ze organiséieren an ze denken, imposéiert sech a gëtt vum Léierpersonal am Alldag praktizéiert.

D'Differenzéierung ass am Artikel 22 vum Schoulgesetz verankert:

« Art. 22.
[…] Pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'études dans le temps imparti, les équipes pédagogiques s'appuient sur les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants :
1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières ;
2. des mesures de décloisonnement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence ;
3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle ;
4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève. »

Den Enseignant an der Grondschoul huet also als Missioun, ze differenzéieren a säi pedagogescht an didaktescht Handelen auszeriichten op d'Besoine vun de verschiddene Kanner a senger Klass. Wat ee Kand zu wéi engem Zäitpunkt léiert, ka verschidde si fir all Kand an enger Klass. D'Material vun den neie Bicher, fir Franséisch ze léieren am Cycle 3 an am Cycle 4, ass eng Offer, ee méigleche Wee ënner villen, fir d'Kompetenzen um Enn vun de Cyclen ze erreechen. Den Opbau vun dëse Bicher ass spiralfërmeg an d'Kompetenzen a Contenue ginn ëmmer erëm a verschiddene Kontexter iwwert déi zwee Cyclë mobiliséiert. An de Formatiounen zum neie Material, déi den Enseignanten ugebuede ginn, gëtt ënner anerem och dorop higewisen.

D'Qualitéit vum Enseignement hänkt net dovun of, wéi vill Säiten aus all Buch a wéi vill Bicher gemaach goufen, mee den Enseignant mécht ee begrënnte Choix, individuell par rapport zu de Schülerinnen a Schüler an enger differenzéierter Approche.

D'Kenntnis vum Schoulgesetz an dem Plan d'études ass eng Viraussetzung, fir Enseignant ze sinn. Geneesou muss differenzéiert Schaffe vun all Enseignant kënne verlaangt ginn, well et zum Handwierk vun engem Pedagog gehéiert.

Dës Richtlinne fir d'Enseignanten applizéiere sech natierlech net nëmmen op d'Franséischléieren an de Cyclen 3 a 4, mee op all Fach am ganzen Enseignement fondamental an doriwwer eraus.

Et kann een deemno keng pauschal Aussoen iwwer eng Benodeelegung vun eenzelne Schülerinnen a Schüler maachen, deenen hir Enseignanten eng eege

[3] https://www.lbr.lu/mjrcs-rbe/jsp/webapp/static/mjrcs/en/mjrcs-rbe/consultationRBEAcccess.html?FROM_MENU=true&time=1671544901321&pageTitle=menu.item.rebeco.consultationaccess.request&currentMenuLabel=menu.item.rebeco.consultationaccess.request

pedagogesch Approche hunn. Am Kader vun der methodescher Fräiheet gëtt et vill Weeër, fir d'Schülerinnen an d'Schüler bei der Entwécklung vun de viséierte Kompetenzen ze ënnerstëtzen. Allze strikt Virschrëfte wieren an deem Zesummenhang éischter kontraproduktiv, well de Léierprozess bei all Kand ganz individuell ofleeft.

Et gehéiert zu de Missioune vun den Direktere vum Enseignement fondamental, fir d'Léierpersonal beim korrekten Ëmsetze vun de Virgabe vum Schoulgesetz a vum Plan d'études ze ënnerstëtzen an ze begleeden.

Nouvelle législation relative à la santé animale | Question **7339** (07/12/2022) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

Les détenteurs d'animaux d'élevage sont obligés de marquer leurs animaux avec une marque auriculaire comme moyen d'identification. Or, chez certains animaux, en particulier ceux avec de petites oreilles tels que les chèvres naines ou les moutons d'Ouessant, les marques auriculaires peuvent provoquer des infections douloureuses.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 4703, Monsieur le Ministre a répondu que le ministère « est actuellement en train d'élaborer une toute nouvelle législation relative à la santé animale dont un règlement grand-ducal qui fixera les conditions d'identification des animaux » avec une attention particulière sur le bien-être animal. Un règlement grand-ducal fixera les conditions d'identification des animaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quel est l'état des travaux de la nouvelle législation susmentionnée ? Dans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il déposer un projet de loi relatif à la santé animale ?

2) La nouvelle législation autorisera-t-elle des moyens d'identification alternatifs aux marques auriculaires à taille unique, pour les animaux nés avec des oreilles petites ?

Réponse (19/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) L'avant-projet de loi mettant en œuvre le règlement (UE) 2016/429 relatif aux maladies transmissibles est en voie de finalisation et sera soumis au Conseil de Gouvernement début 2023.

ad 2) L'avant-projet de loi susmentionné réglera, entre autres, l'identification et l'enregistrement des animaux de rente dont les dispositions seront précisées par règlement grand-ducal qui ne fixera pas la taille des marques auriculaires à apposer aux oreilles des différentes espèces animales.

Arrêt C-731/21 du 8 décembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne | Question **7348** (09/12/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Dans son arrêt du 8 décembre 2022 dans l'affaire C731/21, la Cour de justice de l'Union européenne « relève que la législation luxembourgeoise pose, à l'égard d'un partenariat conclu et enregistré dans un autre État membre selon les règles pertinentes de cet État, une condition à laquelle n'est pas soumis un partenariat conclu au Luxembourg. En effet, celui-ci est automatiquement inscrit dans les registres, à l'initiative de l'officier de l'état civil devant lequel le partenariat a été déclaré. » Selon la Cour, « cette législation est susceptible de défavoriser les ressortissants d'autres États membres et d'instaurer une inégalité de traitement indirectement fondée sur la nationalité. […] En vue d'assurer l'opposabilité du PACS aux tiers et garantir le respect des conditions pour l'octroi d'une pension de survie, la Cour estime qu'il serait suffisant de produire un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'État membre dans lequel celui-ci a été conclu. Elle ajoute que, en tout état de cause, l'inscription du PACS dans l'État membre tenu au paiement de la prestation de survie pourrait encore être effectuée à la date à laquelle celle-ci est demandée. »

Faisant suite à cet arrêt de la CJUE, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Comment le Gouvernement entend-il prendre en compte cet arrêt ?

– Est-ce que le Gouvernement estime qu'il faut adapter la législation en vigueur ?

– Dans quels délais le Gouvernement compte-t-il réagir ?

– Comment le Gouvernement entend-il assurer la vérification de la validité des documents de PACS présentés par les ressortissants d'autres États membres ?

Réponse (14/12/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-731/21 et ses implications sur la législation luxembourgeoise sont en cours d'analyse. Il va de soi qu'à l'instar de tous les arrêts d'une juridiction, ceux-ci seront évidemment respectés et, le cas échéant, la législation adaptée en conséquence.

Limitation des payements en espèces | Question **7350** (09/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Déi staark Inflatioun bedeit fir vill Bierger net nëmmen en Akommesverloscht, mee am Zesummespill mat den niddregen an zum Deel negativen Zënsen och e staarke Verméigensverloscht. Wéi net zulescht d'Entwécklung vun de Logementspräisser aus de leschte Jore weist, hu vill Lëtzebuerger Bierger déi lescht Jore probéiert, sech géint dës Enteegnung ouni Gesetz ze schützen, andeems si hir Geldverméigen an Immobilien ëmgeschicht hunn.

Weider Méiglechkeeten, fir sech géint en entspriechende Verfall vun enger obligatorescher Wärung ze schützen, leien zum Beispill am Investissement an Aueren, Bijouen oder Konschtwierker a méi rezent och déi lukrativ mee volatill Kryptowärungen. An der internationaler Press ass ze liesen, datt sech beim EU-Sommet zu Bréissel vum 7. Dezember op eng Limitt fir Bezuelunge mat Boergeld vun 10.000 Euro gëeenegt gouf. Weider soll ënner anerem genee den Handel mat Kryptowärungen, Aueren a Bijouen nach méi streng iwwerwaacht ginn.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung dës Decisioun beim Sommet zu Bréissel ënnerstëtzt? Falls jo, hält si et fir opportun, de Schutz vum eegene Verméige fir d'Bierger an der aktueller Krisesituatioun nach méi schwéier ze maachen? Kann d'Regierung preziséieren, wéi déi willkürlech Limitt vun 10.000 Euro, fir mat Boergeld ze bezuelen, sech mam Recht vun de Bierger op Privatsphär verdréit?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi héich d'Geldverméige vun de Lëtzebuerger Bierger an de Joren 2010 bis 2020 duerchschnëttlech reell insgesamt verzënst war a wéi ee Gesamtmontant doduerch erzeegt gouf respektiv verluer gaangen ass?

3. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt besonnesch d'Finanzplaz London vun enger Iwwerreguléierung vum Handel mat Kryptowärungen an anere Verméigensgéigestänn an der EU profitéiert?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

D'Europäesch Kommissioun huet den 20. Juli 2021 eng Rei Mesuren am Kampf géint de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus proposéiert. Dëse sougenannten „AML Paquet" besteet aus Propose fir eng nei Direktiv (AMLD6) an dräi direkt applikabele Reglementer (AMLR, AMLAR, TFR).

Den Artikel 59 vum zukünftegen EU-Reglement „AMLR" gesäit aktuell e Plaffong vu Boergeldpayementer vun 10.000 Euro vir, mat der Intentioun, Kriminellen een Instrument ewechzehuelen, fir héich Montanten, déi aus illegalen Aktivitéite stamen, ze wäschen.

Et bleift ze preziséieren, dass dës Limitt vun 10.000 Euro sech nëmme fir Payementer u Professioneller (dat heescht Persounen, déi Produiten oder Servicer ubidden) applizéiert. De Plaffong gëllt net fir Payementer tëscht Privatpersounen an och net fir Payementer oder Depote vu Boergeld bei enger Bank.

Déi aktuell Propos fir ee Plaffong vu Boergeld stellt ee Kompromëss duer, deen erlaabt, dass Länner, déi haut scho méi streng sinn oder méi streng wëlle ginn, och méi niddereg Plaffonge kënnen aféieren.

Déi interinstitutionelll Negociatiounen tëscht de Memberstaaten, dem EU-Parlament an der Europäescher Kommissioun iwwert de sougenannten „AML Paquet" sinn nach net ofgeschloss, an dofir gëtt et och nach keng final Decisioun iwwer den Artikel 59 vum zukünftegen AMLR.

Betreffend d'Héicht vum Geldverméigen an der duerchschnëttlecher Verzënsung verweist d'Regierung op d'Informatiounen, déi fräi zougänglech op dem Internetsite vun der Lëtzebuerger Zentralbank (www.bcl.lu) ënnert der Rubrick „Statistiques > Tableaux statistiques" ze fanne sinn.

Detailléiert Informatioune betreffend d'Zënssätz, déi d'Lëtzebuerger Banken op Depote bezuelen, gi vun der BCL an dem Tableau „03.02 Taux d'intérêt appliqués par les établissements de crédit luxembourgeois aux dépôts et crédits en euros – encours" publizéiert. Informatioune bezüglech Depote vu Lëtzebuerger Haushalter bei Lëtzebuerger Banke sinn am Tableau „11.13 Dépôts reçus par les établissements de crédit – par type et contreparties" vun der BCL ze fannen.

Eng effikass Finanzreglementatioun kann allgemeng net als Kompetitivitéitsnodeel ugesi ginn, mee ass e Garant fir d'Stabilitéit an d'Glafwierdegkeet vum Finanzsecteur.

D'Europäesch Unioun (EU) gëtt sech mam neien AML Paquet an dem MiCA-Reglement en harmoniséiert a komplett Reegelwierk, wat d'Emissioun an den Handel mat Kryptoaktiva an der EU u sech reguléiert an de Risike vu Geldwäsch a Finanzéierung vum Terrorismus an deem Beräich entgéintwierkt. D'EU leescht soumat Pionéieraarbecht a setzt zudeem déi international Ufuerderunge vum GAFI iwwer Kryptoaktiva integral ëm. Groussbritannien huet sech engagéiert, als Member vum GAFI déi selwecht international Ufuerderungen ze respektéieren.

Arrêt C-694/20 du 8 décembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne | Question **7352** (09/12/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

L'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne protège la confidentialité de toutes les correspondances entre individus et accorde une protection renforcée aux échanges entre les avocats et leurs clients, étant donné que les avocats sont chargés de la mission fondamentale de défense des justiciables en vertu du secret professionnel. Ce secret couvre les conseils juridiques, tant sur le plan du contenu que de l'existence.

Bien que la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 prévoie que tous les intermédiaires impliqués dans des planifications fiscales transfrontières potentiellement agressives sont tenus de les déclarer aux autorités fiscales compétentes, la Cour de justice de l'Union européenne, dans son arrêt du 8 décembre dans l'affaire C-694-20, déclare qu'un avocat ne peut être tenu de divulguer des telles opérations, car cela constitue une violation de son secret professionnel et n'est pas nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Justice :

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 8 décembre 2022 dans l'affaire C-694-20 ?
• Quel est l'impact de cet arrêt sur la législation luxembourgeoise ?

– Le Gouvernement a-t-il prévu des adaptations de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocats face à cet arrêt de la CJUE ?
• Le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (13/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans son arrêt du 8 décembre 2022 dans l'affaire C-694/20, la Cour de justice de l'Union européenne a considéré que l'article 8 bis ter, paragraphe 5, de la directive (UE) 2011/16, telle que modifiée par la directive (UE) 2018/822, viole le droit au respect des communications entre l'avocat et son client, garanti à l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en ce que cette disposition prévoit en substance que l'avocat intermédiaire, soumis au secret professionnel, est tenu de notifier à tout autre intermédiaire qui n'est pas son client les obligations de déclaration qui lui incombent au titre de la directive (UE) 2018/822.

Une telle obligation de notification par l'avocat intermédiaire à un autre intermédiaire qui n'est pas son client est considérée par la cour de justice comme non strictement nécessaire pour atteindre l'objectif de lutte contre la planification fiscale agressive et de prévention du risque d'évasion et de fraude fiscales de la directive (UE) 2018/822.

En revanche, les avocats, même dispensés en vertu de l'article 8 bis ter, paragraphe 5, de la directive 2011/16/UE, restent tenus de notifier à leurs clients les obligations de déclaration qui incombent à ceux-ci au titre de la directive (UE) 2018/822.

En ce qui concerne des éventuelles adaptions à la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, celles-ci ne sont pas nécessaires alors que la directive en cause a été transposée par la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

En effet, l'article 8 bis ter, paragraphe 5, de la directive 2011/16/UE a été transposé par l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

L'arrêt de la cour de justice dans l'affaire C-694/20 a donc également des implications sur la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Au cours de sa réunion du 9 janvier 2023 dédiée à l'examen du projet de loi n° 8029, la Commission des Finances et du Budget a notamment adopté un amendement destiné à conformer l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration aux conséquences découlant de l'arrêt de la cour de justice du 8 décembre 2022.

Incendie à Kayl | Question **7353** (09/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 6. Dezember koum et zu Keel zu engem tragesche Brand, bei deem ee Kand ëm d'Liewe koum an 10 weider Persoune verletzt goufen. D'Autoritéiten hunn ugekënnegt, d'Brandursaachen ze iwwerpréiwen. Wéi RTL schreift, soll de Miess- an Erkennungsdéngscht d'Ursaach vum Brand erausfannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet an Interieur dës Froe stellen:

1. Wéini schätzen d'Ministeren, dass dës Analys vum Miess- an Erkennungsdéngscht ofgeschloss wäert sinn?
Ass de Minister bereet, dës Analys och an der zoustänneger Chamberskommissioun ze presentéieren?

2. Wäert och eng Analys gemaach ginn iwwert d'Aarbecht vun de Rettungsdéngschter? Wat manner gutt funktionéiert huet deen Dag? Wat gutt funktionéiert huet?

3. Ass d'Ministesch bereet, och dës Analys an enger Chamberskommissioun ze presentéieren?

4. Mengen Informatiounen no huet de CGDIS zu Keel keng DLK-Leeder (Drehleiter mit Korb) gehat fir ze intervenéieren.
– Kann d'Ministesch bestätegen, dass de CGDIS zu Keel keng DLK-Leeder huet?
– Hat de CGDIS virdrun eng Leeder? Wa jo, wéini gouf decidéiert, dës Leeder un een aneren Zenter ze ginn? Wéi een Zenter huet dës Leeder bei d'Feier bruecht?
– Wéi laang huet et gedauert, bis déi Leeder do war?
– Wéi laang soll dësen Trajet soss daueren?

Réponse (27/12/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Police technique sicht, prelevéiert an dokumentéiert Spueren am Kader vun eventuelle Strofdoten, déi dozou bäidroen, d'Wourecht erauszefannen. Dës Feststellunge ginn a Form vun engem Bericht un d'Autorité judiciaire geschéckt an ënnerleien dem Secret d'instruction.

ad 2. Sou wéi et beim CGDIS bei gréisseren a speziellen Asätz üblech ass, wäert och an dësem Fall e sougenannte „retour d'expérience" gemaach ginn.

ad 3. Am Fall vun enger nationaler Katastroph oder Kris, wéi dem Héichwaasser 2021 oder der Pandemie, ass et néideg, dass d'Regierung der Chamber déi gefroten Explikatioune gëtt. An dësem Fall ass dat net néideg, well keen nationale Kriseplang declenchéiert gouf.

ad 4. Laut den Informatioune vum CGDIS ass am Centre d'incendie et de secours (CIS) Keel–Téiteng säit Juni 2021 keng Dréileeder (DLK) resp. Teleskopmast (TMF) méi stationéiert. De CGDIS huet am Ganzen 19 dëser Gefierer am Land verdeelt, dovu 6 an der Zone de secours Süden. Beim Feier an der Rue du Commerce zu Keel de 6. Dezember sinn an enger éischter Phas den TMF vum CIS Schëffleng an d'DLK vum CIS Diddeleng an den Asaz komm. Den TMF vu Schëffleng war 16 Minutten no der Alarméierung op der Asazplaz ukomm. Laut dem Plan national d'organisation des secours (PNOS) gëtt d'Asazplaz bei 80 % vun den Asätz a manner wéi 20 Minutte vun enger DLK oder TMF erreecht, dëst besonnesch am urbane Raum, wou et och méi héich Gebaier gëtt. Bannent 30 Minutten ass an 99 % vun de Fäll en Hubrettungsgefier op der Plaz.

ad 5. Den Duerchschnëttsakafspräis vun enger DLK läit bei ronn 650.000 Euro HTVA.

Impact des lois environnementales sur les projets de construction | Question **7361** (13/12/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Abzocke, Willkür, Schutzgelderpressung", deen den 9. Dezember am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt privat Bauhären dacks extreem Probleemer hunn, déi néideg Geneemegunge vum Ëmweltministère ze kréien, souguer wann si schonn deelweis extreem héich Zomme fir Kompensatiounsmoossnamen ausginn hunn. Weider heescht et an deem entspriechenden Artikel, datt dës Virgoensweis en direkten Impakt op d'Logementspräisser hei am Land mat sech bréngt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Minister allgemeng op d'Feststellungen an déi genannte Beispiller aus dem zitéierten Artikel?

2. Hält d'Madamm Minister et am Hibléck op de Wunnengsbau souwéi d'Urteel vum Verwaltungsgeriicht vum 29. August fir opportun, fir weider eng sou rigid Interpretatioun vum Naturschutzgesetz bäizebehalen?

3. Wéi steet d'Madamm Minister zu där am zitéierten Artikel genannter Propos, fir den Erhalt vu Biotopen op nach net bebauten Terraine spéider bei de Kompensatiounsmoossnamen unzerechnen?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Am Virfeld vun den Äntwerte sief nach eng Kéier rappeléiert, dass et d'Zil vum Naturschutzgesetz ass, fir eis Liewensgrondlag ze schützen an ze erhalen. Dëst ë. a., fir datt mir d'Natur weider als Ressource (Holz, Liewensmëttelen, ...) kënnen notzen an si eis als Erhuelungsraum vun eisem dacks stressegen Alldag (Verschmotzung, Kaméidi, Verkéier) kann déngen. De Verloscht vun hire villfältegen ekosystemesche Funktiounen (Sauerstoffproduzent, Kuelestoffbannung, Réngegungskräften, Schiedléngsverréngerung, Bestëpsung, Afloss op dat globaalt a lokaalt Klima, ...) bedeit ee Verloscht vun eiser Liewensqualitéit souwéi och ee Verloscht vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg. Dofir ass et wichteg, ee Gläichgewiicht ze fanne bei hirer Notzung, fir hiren Zoustand net ze verschlechteren oder si ze zerstéieren. Déi am Follgenden thematiséiert Saache betreffen e puer vun den Instrumenter, déi d'Naturschutzgesetz dofir zur Verfügung stellt.

ad 1. Am Artikel gi verschidde Saachen thematiséiert:

– Geneemegungen:

Et gëtt verschidden Zorte vu Geneemegungen op Basis vu verschiddenen Ëmweltgesetzer (z. B. Kommodosgesetz, Waassergesetz, Naturschutzgesetz), déi ee fir e Projet oder eng Aktivitéit kéint brauchen. Fir keng vun deene Geneemegungen ass et ee Prerequis, am Virfeld vun der Geneemegung scho Kompensatiounsmoossname gemaach ze hunn. Dat heescht am Kloertext, datt kee Requerant muss noweisen, datt schonn eng Kompensatioun realiséiert/ëmgesat ginn ass zum Zäitpunkt, wou d'Demande gestallt gëtt. Déi weider Äntwerte bezéien sech op d'Naturschutzgesetz[4].

– Kompensatiounsmoossnamen:

D'Obligatioun fir ze kompenséieren ass mam Naturschutzgesetz vun 2004 agefouert ginn.

D'Kompensatiounsmoossname sinn néideg, wann een ee geschützte Biotop[5] oder Habitat (Liewensraum) vun enger Aart, déi an engem schlechten Erhalungszoustand[6] ass (d. h. si riskéiert auszestierwen an eisem Land), reduzéieren oder zerstéiere wëll. Dëst däerf een nëmmen, wann een dofir eng Geneemegung huet (z. B. Artikel 17 vum Naturschutzgesetz).

Am Kader vun där Autorisatioun gëtt an der Reegel eng Taxe de remboursement festgeluecht. De Montant vun där Tax gëtt en fonction vun enger Ökopunktebilanzéierung[7] berechent, déi festhält, wat a wéi vill zerstéiert gëtt.

De Stat keeft dann Terrainen op („nationale Flächepool"), op deenen hie selwer d'Kompensatiounsmoossnamen duerchféiert. Well déi Terrainen an d'Moossnamen an ëffentlecher Hand sinn, ass garantéiert, datt d'Moossnamen och iwwert vill Jore Bestand hunn.

An dee Flächepool anzebezuelen ass awer keen absolutte Muss: Sou kënnen z. B. am Kader vu PAPen d'Kompensatiounsmoossnamen op deene Fläche vum PAP ausgefouert ginn, déi herno der Gemeng gehéieren (via Cessioun); dat ass esouguer gewënscht, well déi Moossnamen op der selwechter Fläch realiséiert ginn an esou déi geschafen Naturerliefnis- an Naturerhuelungsraim méi no beim urbaniséierte Raum sinn an zu enger qualitativer Opwäertung vun dësem bäidroen.

Selwer kompenséiere kann awer tatsächlech méi opwänneg si wéi einfach nëmmen d'Taxe de remboursement ze bezuelen: Wann d'Tax bis bezuelt ass, däerf een d'Zerstéierung ufänken. Am Kontext vum Naturpakt fir Gemenge kréien d'Gemengen déi duerch Kompensatiounsmoossnamen opgewäerten ëffentlech Flächen iwweregens ugerechent. Op privatem Terrain kann een sech z. B. d'Uleeë vu Gréngdiecher a Gréngfassaden urechne loossen, fir den Ekobilan ze verbesseren.

Weider Informatiounen zum Sujet souwéi Linken op weiderféierend Dokumenter fënnt een op https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_3_zones_especes_proteges/espeches_protegees.html.

– C.E.F.-Moossnamen:

C.E.F.-Moossnamen (Mesures d'atténuation anticipées, continuous ecological functionality measures) (Artikel 27 vum Naturschutzgesetz), am Zeitungsartikel „Ausgläichsmoossnamen" genannt, sinn dann néideg, a gi per Geneemegung virgeschriwwen, wann ee Projet een net vernoléissegbaren Impakt op streng geschützten Aarten, hir Reproduktiouns- oder Raschtraim huet. Dozou gehéieren den europäesche Guidancedokumenter no och hir liewensnoutwenneg Juegdgebidder a Leitstrukturen (z. B. d'Fliedermais orientéieren sech nuets ë. a. un de Beem an Hecken, ouni déi se hiert Friessen net fannen).

Fir dat ze verhënneren an d'Impakter ze verréngeren, mussen nei Liewensraim fir Planz oder Déier hiergestallt ginn, an zwar iert hiren aktuelle Liewensraum zerstéiert gëtt, dofir schwätzt een och vu „virgezunnenen Ausgläichsmoossnamen". Déi nei geschafe Liewensraim mussen also virun der Zerstéierung vun hirem initiale Liewensraum funktionell sinn an also scho vun der Aart – Déier oder Planz – als neie Liewensraum ugeholl gi sinn. Dës Mesurë mussen dofir an der Reegel och relativ no beim Agrëff realiséiert ginn. Dëst ënnerscheet de System vun den Ausgläichsmoossname vun deem vun de Kompensatiounsmoossnamen, wou jo nom Bezuele vun der Taxe de remboursement däerf zerstéiert ginn, iert d'Kompensatiounsmoossnam funktionell ass.

Ob eng net vernoléissegbar Stéierung duerch e Projet géing verursaacht ginn, ass individuell vu Fall zu Fall ze analyséieren. Net all Projet huet jo op all Plaz dee selwechten Impakt. Deementspriechend mussen och d'Ausgläichsmoossnamen individuell festgeluecht ginn.

Déi am Zeitungsartikel genannte Moossname sinn iwweregens vun där Zort, wéi se z. B. och bei de Wandturbinne virgeschriwwe ginn. Et ass unzehuelen, datt am zitéierte Fall weeder dem Promoteur nach der Journalistin bekannt war, datt esou Moossname fir de Schutz vu Fliedermais a Vullen néideg, bekannt an üblech sinn.

Zum Zeitungsartikel selwer ass des Weideren nach ze soen, datt:

– déi ugeschwaten Urteeler net déi soss am Zeitungsartikel ugeschwate Gesetzesartikele betreffen;
– et e klore legislative Kader[4 5] gëtt, wéini eng Biotopzerstéierung virläit, wéi vill Ekopunkten dobäi zerstéiert ginn a wéi héich déi finanziell Entschiedegung dofir ass. Dorunner halen sech selbstverständlech och de Ministère an d'Verwaltung;
– et zu dem Ministère an der Verwaltung hiren Aufgabe gehéiert, d'Rapporte vun de Biotopbilanzéierungen, déi vun agreéierte Bureauen erakommen, ze iwwerpréiwen. Well et ass mënschlech, dass mol Feeler kéinten an deene virgeluechte Biotopbilanzéierunge sinn an déi Feeler kéinte jo och zum Requerant sengem Nodeel sinn, wat och scho mol de Fall war. Wa Feeler oder net kloer Informatiounen opfalen, gëtt de Bureau dofir gebieden, déi Saachen ze iwwerpréiwen a gegeebenefalls de Rapport unzepassen, fir dass déi bestoend Gesetzgeebung korrekt applizéiert ka ginn.

Bei Froen zum Sujet oder am Virfeld vu Projete kann een sech un d'Naturverwaltung wenden.

ad 2. Vu datt den éierewäerten Deputéierten net méi genee seet, wat fir een Zesummenhang vun den Urteeler an de Kompensatiounsmoossnamen hie gesäit, ass et net méiglech, heirobber eng appropriéiert Äntwert ze ginn. D'Urteeler vum Verwaltungsgeriicht hunn nämlech den Art. 7 vum Naturschutzgesetz iwwert bestoend Konstruktioune viséiert, net Kompensatiounsmoossname fir Biotopzerstéierungen, déi bei neie Konstruktiounen ufalen. Dat sinn also zwou ganz ënnerschiddlech Saachen.

Wéi schonn e puermol gesot, gouf deenen Urteeler direkt Rechnung gedroen. Am Dezember 2022 hunn ech dofir ee Projet de loi virgestallt, deen dësen Urteeler Rechnung dréit, aner Punkte vum Artikel 7 vun dësem Gesetz präziséiert an administrativ Vereinfachunge virgesäit.

ad 3. Dëst ass eng Pist, déi zur Zäit analyséiert gëtt. Bei den Iwwerleeungen zu „Natur op Zäit" fir Terrainen, déi elo schonn am Bauperimeter sinn, awer nach net bebaut sinn, geet et awer net nëmmen ëm déi national Virschrëften, mee och ëm déi europäesch Virgaben zum Aarteschutz (Art. 20 an 21). Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dës Iwwerleeunge mat der néideger Suergfalt ze féieren a genee ze kucken, wéi d'Impakter dovunner wären an ob esou eng Approche mat der europäescher Legislatioun vereenbar wär oder ob déi, geneeesou wéi d'Naturschutzgesetz, fir esou eng Approche misst adaptéiert ginn.

Arrêts de bus | Question **7363** (13/12/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Op verschiddene Plazen am Land ginn d'Abuchtunge vun de Bushaltestellen zeréckgebaut a just nach duerch Markéierungen op der Strooss ersat. D'Bussen halen domat op der Streck selwer, wat zousätzlech Perturbatiounen am Verkéier verursaacht.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass, fir d'Abuchtungen zeréckzebauen? Kann den Här Minister preziséieren, ob et sech hei ursprünglech ëm eng Initiativ vu senger Administratioun oder vun eenzele Gemengen handelt?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob déi zousätzlech Staue souwéi och déi Zäitverloschter, déi den Automobilisten entstinn, sech bewosst a seng Politick anuerdnen, fir d'Autoe laangfristeg ëmmer méi aus de Stied ze verdrängen?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob hien hei besonnesch zu Zäite vum Beruffsverkéier en zousätzleche Risiko gesäit, well Automobilisten sech an enger Stresssituatioun zu riskanten Iwwerhuelmanövere vum Bus verleet gesinn?

Réponse (17/01/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Evaluatioun, ob eng Abuchtung fir de Bus néideg ass oder net, fënnt op Basis vu verschiddenen technesche Krittäre statt, wéi zum Beispill:

– der Funktioun vun der Strooss;
– der geographescher Lag vun der Bushaltestell (inneruerts oder ausseruerts);
– der Frequenz vun de Bussen;
– de Verkéierszuele vun der jeeweileger Strooss;
– der duerchschnëttlecher Haltezäit vum Bus
– an der Funktioun vun der Bushaltestell.

Fir dës Krittäre gëtt et Recommandatioune vun international unerkannte Fuerschungsgesellschaften, wéi zum Beispill der „Forschungsgesellschaft für Straßen- und Verkehrswesen (FGSV)", dem „Schweizerische Verband der Strassen- und Verkehrsfachleute (VSS)" oder dem „Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)", ab wéini eng Abuchtung néideg ass.

ad 2. D'Initiativ, esou Ëmbaute virzehuelen, hänkt vu Fall zu Fall of. D'Stroossebauverwaltung orientéiert sech awer am Kader vun hiren eegene Projeten un den nämmlechte Krittäre wéi bei Projeten, déi op Basis vun enger Permission de voirie duerch eng Gemeng realiséiert ginn.

4 Loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.
5 Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.
6 Règlement grand-ducal modifie du 1er août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire.
7 Règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

ad 3. Allgemeng ass ze betounen, datt all Bauprojet gemaach gëtt, fir eng Verbesserung vun der Situatioun fir all d'Verkéiersparticipanten ze erreechen. Wann also eng Abuchtung duerch eng Haltestell op der Strooss ersat gëtt, dann ass dat opgrond vun technesche Krittäre wéi ënnert der éischter Fro duergeluecht an net, fir eng Verschlechterung vun der Situatioun vun enger bestëmmter Verkéiersgrupp ze erzilen.

ad 4. Prinzipiell ass all Automobilist bei engem Busarrêt ugehalen, méi virsiichteg ze fueren, well de Buschauffer beim Fortfueren, egal ob et sech ëm eng Bucht- oder Kaphaltestell handelt, Virfaart huet.

Laut Artikel 137 vum Code de la route muss de Chauffer, dee laanscht de Bus um Arrêt fuere wëll, scho bei der Approche lues maachen a sech vergewësseren, ob hien net muss stallhalen, fir de Bus erauszeloossen, falls de Buschauffer dat manifestéiert.

Well den Automobilist dovun ausgoe muss, dass aus dem Bus Leit erausklammen, muss hien sech och dorop astellen, fir, konform zum Artikel 142, lues ze maachen a stoen ze bleiwen. Och bei Foussgängersträifen, wéi en heefeg bei enger Bushaltestell unzetreffen ass, muss den Automobilist lues maachen a stoe bleiwen.

Schlussendlech beseet den Artikel 127 vum Code de la route dann nach, datt een nëmmen e Gefier ëmfueren däerf (contourner), wann ee bei dësem Manöver genuch Plaz léisst, fir dësen an aller Sécherheet kënnen auszeféieren. Wann ee bei dësem Manöver op d'Géigespuer muss fueren, esou muss een de Verkéier, deen do kënnt, dann och fir d'éischt laanschtloossen. E Gefier, wat virun engem Zebrasträife steet, däerf laut Code de la route dann och ni iwwerholl ginn. Wann also virun dem Bus en Zebrasträifen ass, däerf de Bus net iwwerholl oder ëmfuer ginn.

Durée des placements provisoires d'enfants | Question **7367** (13/12/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gëtt leider Situatiounen, an deenen e Kand aus senger Famill muss geholl ginn an zu sengem eegene Schutz an engem Foyer oder an enger Fleegefamill placéiert gëtt. Dobäi soll et sech an enger éischter Instanz ëm e sougenannte Placement provisoire, also ëm ee provisoreschen an zäitlech begrenzte Placement handelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a Justiz dës Froe stellen:

1. Wat ass d'Durée moyenne vun de Placements provisoires an deene leschten 12 Joer gewiescht?

2. Wat ass d'Durée médiane vun esou Placements provisoires an deene leschten 12 Joer gewiescht?

3. Wat war zënter 2010 déi bis elo längsten Zäit vun engem Placement provisoire?

4. Wéi hunn dës Zuelen zënter 2010 evoluéiert a wéi ass dës Evolutioun ze erklären?

Réponse (17/01/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 4. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, dës Duréeën auszerechnen.

Aus deem Grond ass et och net méiglech, déi längsten Zäit vun engem Placement provisoire unzeginn.

Et sief awer betount, dass d'Justizautoritéiten de Prinzipp applizéieren, dass e Placement eng exceptionnel Moossnam ass an dass d'Reintegratioun vum Kand a seng Famill esou fréi wéi méiglech soll stattfannen. Esou gi Placementer just als lescht Mëttel applizéiert, wa sech déi aner Mesuren als inadequat oder net adaptéiert erausstellen, a gi reegelméisseg reevaluéiert.

Allgemeng kucken d'Autorités judiciaires, dass eng aner Mesure no spéitstens engem Joer gesprach gëtt (entweeder en definitive Placement oder e Maintien vum Kand a senger Famill), woubäi e Placement provisoire aus ënnerschiddleche Grënn kann undaueren (familiär Situatioun, Verloscht vum Familljenhaus, Hospitalisatioun vun engem vun den Elteren asw.).

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________________ Virnumm: ____________________

Societéit/Administratioun: ____________________

Adress: ____________________ Boîte postale: ____________________

Code postal: __________ Uertschaft: ____________________ Land: ____________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799